



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

WT/DS472/R
WT/DS497/R

30 août 2017

(17-4582)

Page: 1/460

Original: anglais

BRÉSIL – CERTAINES MESURES CONCERNANT LA TAXATION ET LES IMPOSITIONS

RAPPORTS DU GROUPE SPÉCIAL

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION	22
1.1 Plaintes de l'Union européenne et du Japon	22
1.2 Établissement et composition du Groupe spécial	22
1.3 Travaux du Groupe spécial	23
1.3.1 Généralités	23
1.3.2 Procédures de travail concernant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC)	24
2 ASPECTS FACTUELS	24
2.1 Description générale des aspects pertinents du système fiscal brésilien	24
2.2 Les mesures en cause	30
2.2.1 Le Programme informatique	35
2.2.1.1 Introduction	35
2.2.1.2 Traitement fiscal	36
2.2.1.3 Produits visés	37
2.2.1.4 Sociétés admissibles	38
2.2.1.5 Prescriptions relatives à l'obtention du traitement fiscal	38
2.2.1.6 Mémoire connexe	41
2.2.2 PROGRAMME PADIS	41
2.2.2.1 Introduction	41
2.2.2.2 Traitement fiscal	42
2.2.2.3 Produits visés	43
2.2.2.4 Sociétés admissibles	44
2.2.2.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité	44
2.2.2.6 Mémoire connexe	46
2.2.3 Programme PATVD.....	46
2.2.3.1 Introduction	46
2.2.3.2 Traitement fiscal	46
2.2.3.3 Produits visés	47
2.2.3.4 Sociétés admissibles	48
2.2.3.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité	48
2.2.3.6 Mémoire connexe	49
2.2.4 Programme pour l'inclusion numérique	49
2.2.4.1 Introduction	49
2.2.4.2 Traitement fiscal	50
2.2.4.3 Produits visés	50
2.2.4.4 Sociétés admissibles	51
2.2.4.5 Mémoires connexes.....	51
2.2.5 Programme INOVAR-AUTO.....	51
2.2.5.1 Introduction	51

2.2.5.2	Traitement fiscal	51
2.2.5.3	Produits visés	54
2.2.5.4	Bénéficiaires.....	54
2.2.5.5	Prescriptions relatives à l'admissibilité	55
2.2.5.6	Système de suivi	64
2.2.5.7	Mémorandum connexe	65
2.2.6	Programme PEC	65
2.2.6.1	Introduction	65
2.2.6.2	Traitement fiscal	65
2.2.6.3	Produits visés	66
2.2.6.4	Sociétés admissibles	66
2.2.6.5	Prescriptions relatives à l'admissibilité	66
2.2.6.6	Mémorandum connexe	67
2.2.7	Programme RECAP.....	68
2.2.7.1	Introduction	68
2.2.7.2	Traitement fiscal	68
2.2.7.3	Produits visés	68
2.2.7.4	Sociétés admissibles	68
2.2.7.5	Prescriptions relatives à l'admissibilité	69
2.2.7.6	Mémorandum connexe	69
3	CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES	70
4	ARGUMENTS DES PARTIES	74
5	ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES.....	75
6	RÉEXAMEN INTÉIMAIRE.....	75
6.1	Questions d'ordre général et d'ordre rédactionnel éditoriales.....	75
6.2	Dispositions concernant les pays en développement	76
6.3	Portée des demandes de réexamen des rapports intérimaires présentées par les parties.....	76
6.4	Argument "interne"	76
6.5	Article 4.7 de l'Accord SMC	77
6.6	Confidentialité des rapports intérimaires.....	78
7	CONSTATATIONS.....	78
7.1	Présentation des mesures et des allégations, et ordre d'analyse établi par le Groupe spécial.....	78
7.1.1	Mesures en cause	79
7.1.1.1	Mandat du Groupe spécial.....	80
7.1.1.2	Catégories de produits concernés par les diverses taxes en cause	82
7.1.2	Présentation de la relation entre les multiples allégations des parties plaignantes	84
7.1.2.1	Différence de portée entre les paragraphes 2, 4 et 5 de l'article III du GATT de 1994	84

7.1.2.2 Différences de portée entre l'article III:4 du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC	86
7.1.3 Ordre d'analyse des multiples allégations des parties plaignantes	88
7.2 Moyens de défense généraux du Brésil	89
7.2.1 Question de savoir si les programmes contestés sont hors du champ d'application de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC parce qu'ils réglementent la production et non les produits	90
7.2.2 Question de savoir si l'article III:8 b) du GATT de 1994 exempte certaines des mesures contestées des disciplines de l'article III du GATT de 1994 et des dispositions connexes	93
7.3 Programmes concernant les TIC	97
7.3.1 Allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994	97
7.3.1.1 Introduction	97
7.3.1.2 Question de savoir si les produits qui font l'objet des mesures contestées sont des "produits nationaux" au sens de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.....	101
7.3.1.3 Question de savoir si les produits importés et les produits nationaux sont des "produits similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2	103
7.3.1.4 Question de savoir si les produits importés sont "frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe" les produits nationaux similaires, au sens de la première phrase de l'article III:2	109
7.3.1.5 Conclusion	116
7.3.1.6 Principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Japon au titre de la deuxième phrase de l'article III:2	116
7.3.2 Allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994	118
7.3.2.1 Allégations concernant les conditions relatives à l'accréditation, certains calculs relatifs aux dépenses de R&D requises et les charges administratives dans le cadre des programmes TIC.....	118
7.3.2.2 Allégations concernant l'imposition alléguée, conformément aux modalités des PPB, ou à des prescriptions similaires, d'une obligation d'utiliser des intrants nationaux dans la production des produits visés par des incitations au titre des programmes concernant les TIC	131
7.3.2.3 Conclusion	145
7.3.3 Allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994	146
7.3.3.1 Introduction	146
7.3.3.2 Critère juridique	147
7.3.3.3 Analyse du Groupe spécial	147
7.3.3.4 Conclusion	150
7.3.4 Allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.....	150
7.3.4.1 Introduction	150
7.3.4.2 Question de savoir si les programmes concernant les TIC sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce au sens de l'Accord sur les MIC	151
7.3.4.3 Question de savoir si les programmes concernant les TIC sont des MIC qui sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 et donc incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC	153
7.3.4.4 Conclusion	153
7.3.5 Allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC	153

7.3.5.1	Introduction	153
7.3.5.2	Question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et donc prohibées	156
7.3.5.3	Question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des subventions au sens de l'Accord SMC.....	157
7.3.5.4	Question de savoir si les subventions accordées au titre des programmes concernant les TIC sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC.....	187
7.3.5.5	Conclusion	188
7.3.6	Invocation de l'article XX a) du GATT de 1994 par le Brésil pour justifier certaines incompatibilités en ce qui concerne le Programme PATVD	189
7.3.6.1	Introduction	189
7.3.6.2	Description du critère juridique.....	190
7.3.6.3	Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme PATVD sont provisoirement justifiés au regard de l'article XX a)	198
7.3.6.4	Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme PATVD satisfont aux prescriptions du texte introductif de l'article XX	216
7.3.6.5	Conclusion	216
7.4	Programme INOVAR-AUTO	217
7.4.1	Allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994	217
7.4.1.1	Introduction	217
7.4.1.2	Taux réduits de l'IPI	218
7.4.1.3	Crédits d'impôt présumés pour l'IPI.....	220
7.4.1.4	Deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.....	229
7.4.2	Allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994	230
7.4.2.1	Introduction	230
7.4.2.2	Question de savoir si les mesures en cause sont des lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits nationaux et de produits importés sur le marché intérieur	231
7.4.2.3	Question de savoir si les produits importés et les produits nationaux pertinents sont des "produits similaires"	233
7.4.2.4	Question de savoir si les produits importés sont soumis à un "traitement moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.....	235
7.4.2.5	Conclusion	245
7.4.3	Allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994	246
7.4.3.1	Introduction	246
7.4.3.2	Critère juridique	246
7.4.3.3	Analyse du Groupe spécial	246
7.4.3.4	Conclusion	248
7.4.4	Allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.....	248
7.4.4.1	Introduction	248
7.4.4.2	Question de savoir si le Programme INOVAR-AUTO est une mesure concernant les investissements et liée au commerce au sens de l'Accord sur les MIC	249

7.4.4.3 Question de savoir si le Programme INOVAR-AUTO est une MIC qui est incompatible avec l'article III du GATT de 1994 et donc incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.....	250
7.4.4.4 Conclusion	250
7.4.5 Allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC	250
7.4.5.1 Introduction	250
7.4.5.2 Question de savoir si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, et donc prohibées	252
7.4.5.3 Question de savoir si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des subventions au sens de l'Accord SMC	254
7.4.5.4 Question de savoir si les subventions accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC.....	257
7.4.5.5 Conclusion	257
7.4.6 Invocation de l'article XX du GATT de 1994 par le Brésil pour justifier certaines incompatibilités en ce qui concerne le Programme INOVAR-AUTO	258
7.4.6.1 Introduction	258
7.4.6.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont justifiés au regard de l'article XX b) du GATT de 1994	259
7.4.6.3 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont justifiés au regard de l'article XX g)	279
7.4.7 Allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.....	289
7.4.7.1 Introduction	289
7.4.7.2 Question de savoir si les réductions fiscales au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 relèvent de l'article I:1 du GATT de 1994	290
7.4.7.3 Question de savoir si les produits pertinents en cause sont des produits "similaires".....	292
7.4.7.4 Question de savoir si les réductions fiscales en cause confèrent un "avantage"	294
7.4.7.5 Question de savoir si l'avantage n'est pas accordé "immédiatement" et "sans condition" aux autres Membres de l'OMC	295
7.4.7.6 Conclusion	295
7.4.8 Justifications du Brésil au regard de la Clause d'habilitation	295
7.4.8.1 Introduction	295
7.4.8.2 Charge d'invoquer la Clause d'habilitation	298
7.4.8.3 Moyen de défense affirmatif du Brésil au titre du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation	302
7.4.8.4 Moyen de défense affirmatif du Brésil au titre du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation	309
7.4.8.5 Opinion séparée sur le moyen de défense affirmatif du Brésil au titre du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation	314
7.5 Programmes PEC et RECAP	316
7.5.1 Allégations au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC	316
7.5.1.1 Présentation générale.....	316
7.5.1.2 Question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des subventions au sens de l'Accord SMC.....	318

7.5.1.3 Question de savoir si les subventions accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC.....	337
7.5.1.4 Question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC et donc prohibées	337
7.5.1.5 Conclusion	340
7.6 Observations finales.....	340
8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	340
8.1 Plainte de l'Union européenne (DS472)	340
8.2 Plainte du Japon (DS497)	343
9 APPENDICE DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL	346

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A**

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	A-2
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels	A-7
Annexe A-3	Procédures de travail conjointes des Groupes spéciaux	A-8
Annexe A-4	Procédures de travail conjointes additionnelles des Groupes spéciaux concernant les renseignements commerciaux confidentiels	A-14

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

UNION EUROPÉENNE

Table des matières		Page
Annexe B-1	Première partie du résumé analytique des arguments de l'Union européenne	B-2
Annexe B-2	Deuxième partie du résumé analytique des arguments de l'Union européenne	B-15

JAPON

Table des matières		Page
Annexe B-3	Première partie du résumé analytique des arguments du Japon	B-31
Annexe B-4	Deuxième partie du résumé analytique des arguments du Japon	B-44

BRÉSIL

Table des matières		Page
Annexe B-5	Première partie du résumé analytique des arguments du Brésil	B-56
Annexe B-6	Deuxième partie du résumé analytique des arguments du Brésil	B-69

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique des arguments de l'Argentine	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique des arguments de l'Australie	C-10
Annexe C-3	Résumé analytique des arguments du Canada	C-12
Annexe C-4	Résumé analytique des arguments de la Corée	C-14
Annexe C-5	Résumé analytique des arguments de l'Ukraine	C-17
Annexe C-6	Résumé analytique des arguments des États-Unis	C-19

AFFAIRES CITÉES DANS LES PRÉSENTS RAPPORTS

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, WT/DS121/AB/R , adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Mesures à l'importation	Rapports du Groupe spécial Argentine – Mesures affectant les importations de marchandises, WT/DS438/R et Add.1 / WT/DS444/R et Add.1 / WT/DS445/R et Add.1, adoptés le 26 janvier 2015, modifié (WT/DS438/R) et confirmés (WT/DS444/R / WT/DS445/R) par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS438/AB/R / WT/DS444/AB/R / WT/DS445/AB/R
Argentine – Peaux et cuirs	Rapport du Groupe spécial Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001
Argentine – Services financiers	Rapport de l'Organe d'appel Argentine – Mesures concernant le commerce des marchandises et des services, WT/DS453/AB/R et Add.1, adopté le 9 mai 2016
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel Australie – Mesures visant les importations de saumons, WT/DS18/AB/R , adopté le 6 novembre 1998
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS18/RW , adopté le 20 mars 2000
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée, WT/DS22/AB/R , adopté le 20 mars 1997
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport de l'Organe d'appel Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés, WT/DS332/AB/R , adopté le 17 décembre 2007
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport du Groupe spécial Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés, WT/DS332/R , adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS332/AB/R
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, WT/DS70/AB/R , adopté le 20 août 1999
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile, WT/DS139/AB/R , WT/DS142/AB/R , adopté le 19 juin 2000
Canada – Automobiles	Rapport du Groupe spécial Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile, WT/DS139/R , WT/DS142/R , adopté le 19 juin 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R
Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques	Rapport du Groupe spécial Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques, WT/DS114/R , adopté le 7 avril 2000
Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis	Rapports de l'Organe d'appel Canada – Certaines mesures affectant le secteur de la production d'énergie renouvelable / Canada – Mesures relatives au programme de tarifs de rachat garantis, WT/DS412/AB/R / WT/DS426/AB/R , adoptés le 24 mai 2013
Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis	Rapports du Groupe spécial Canada – Certaines mesures affectant le secteur de la production d'énergie renouvelable / Canada – Mesures relatives au programme de tarifs de rachat garantis, WT/DS412/R et Add.1 / WT/DS426/R et Add.1, adoptés le 24 mai 2013, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS412/AB/R / WT/DS426/AB/R
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés, WT/DS276/AB/R , adopté le 27 septembre 2004
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport du Groupe spécial Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés, WT/DS276/R , adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
Canada – LEIE	Rapport du Groupe spécial du GATT Canada – Administration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, L/5504, adopté le 7 février 1984, IBDD S30/147
Canada – Périodiques	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Certaines mesures concernant les périodiques, WT/DS31/AB/R , adopté le 30 juillet 1997
Canada – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers, WT/DS103/AB/R , WT/DS113/AB/R , adopté le 27 octobre 1999
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant, WT/DS135/AB/R , adopté le 5 avril 2001
CE – Amiante	Rapport du Groupe spécial Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant, WT/DS135/R et Add.1, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS135/AB/R
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, WT/DS27/AB/R , adopté le 25 septembre 1997

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Bananes III	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes</i> , WT/DS27/R/ECU (Équateur) / WT/DS27/R/GTM, WT/DS27/R/HND (Guatemala et Honduras) / WT/DS27/R/MEX (Mexique) / WT/DS27/R/USA (États-Unis), adoptés le 25 septembre 1997, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés</i> , WT/DS269/AB/R , WT/DS286/AB/R , adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
CE – Préférences tarifaires	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement</i> , WT/DS246/AB/R , adopté le 20 avril 2004
CE – Préférences tarifaires	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement</i> , WT/DS246/R , adopté le 20 avril 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS246/AB/R
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports de l'Organe d'appel <i>Communautés Européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque</i> , WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R , adoptés le 18 juin 2014
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés Européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque</i> , WT/DS400/R et Add.1 / WT/DS401/R et Add.1, adoptés le 18 juin 2014, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs</i> , WT/DS316/AB/R , adopté le 1 ^{er} juin 2011
CEE – Pièces détachées et composants	Rapport du Groupe spécial du GATT <i>Communauté économique européenne – Règlement relatif aux importations de pièces détachées et composants</i> , L/6657, adopté le 16 mai 1990, IBDD S37/142
CEE – Protéines pour l'alimentation des animaux	Rapport du Groupe spécial du GATT <i>Mesures appliquées par la CEE aux protéines destinées à l'alimentation des animaux</i> , L/4599, adopté le 14 mars 1978, IBDD S25/53
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles</i> , WT/DS207/AB/R , adopté le 23 octobre 2002
Chine – Matières premières	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières</i> , WT/DS394/AB/R / WT/DS395/AB/R / WT/DS398/AB/R , adoptés le 22 février 2012
Chine – Matières premières	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières</i> , WT/DS394/R , Add.1 et Corr.1 / WT/DS395/R , Add.1 et Corr.1 / WT/DS398/R , Add.1 et Corr.1, adoptés le 22 février 2012, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS394/AB/R / WT/DS395/AB/R / WT/DS398/AB/R
Chine – Pièces automobiles	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles</i> , WT/DS339/AB/R / WT/DS340/AB/R / WT/DS342/AB/R , adoptés le 12 janvier 2009
Chine – Pièces automobiles	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles</i> , WT/DS339/R , Add.1 et Add.2 / WT/DS340/R , Add.1 et Add.2 / WT/DS342/R , Add.1 et Add.2, adoptés le 12 janvier 2009, confirmé (WT/DS339/R) et modifiés (WT/DS340/R / WT/DS342/R) par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS339/AB/R / WT/DS340/AB/R / WT/DS342/AB/R
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels</i> , WT/DS363/AB/R , adopté le 19 janvier 2010
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels</i> , WT/DS363/R et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R
Chine – Terres rares	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène</i> , WT/DS431/AB/R / WT/DS432/AB/R / WT/DS433/AB/R , adoptés le 29 août 2014
Chine – Terres rares	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène</i> , WT/DS431/R et Add.1 / WT/DS432/R et Add.1 / WT/DS433/R et Add.1, adoptés le 29 août 2014, confirmés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS431/AB/R / WT/DS432/AB/R / WT/DS433/AB/R
Colombie – Bureaux d'entrée	Rapport du Groupe spécial <i>Colombie – Prix indicatifs et restrictions relatives aux bureaux d'entrée</i> , WT/DS366/R et Corr.1, adopté le 20 mai 2009

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Colombie – Textiles	Rapport de l'Organe d'appel Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures, WT/DS461/AB/R et Add.1, adopté le 22 juin 2016
Colombie – Textiles	Rapport du Groupe spécial Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures, WT/DS461/R et Add.1, adopté le 22 juin 2016, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS461/AB/R
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée, WT/DS161/AB/R , WT/DS169/AB/R , adopté le 10 janvier 2001
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers, WT/DS98/AB/R , adopté le 12 janvier 2000
Espagne – Huile de soja	Rapport du Groupe spécial du GATT Espagne – Mesures concernant la vente d'huile de soja sur le marché intérieur – Recours des États-Unis à l'article XXIII:2, L/5142, 17 juin 1981, non adopté
États-Unis – Acier au carbone	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS213/AB/R
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2 ^{ème} plainte)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte), WT/DS353/AB/R , adopté le 23 mars 2012
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2 ^{ème} plainte)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte), WT/DS353/R , adopté le 23 mars 2012, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS353/AB/R
États-Unis – Article 110 5), Loi sur le droit d'auteur (article 25)	Décision des arbitres États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur – Recours des Communautés européennes à l'arbitrage au titre de l'article 25 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS160/ARB25/1 , 9 novembre 2001
États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits, WT/DS176/AB/R , adopté le 1 ^{er} février 2002
États-Unis – Article 337 de la Loi douanière	Rapport du Groupe spécial du GATT États-Unis – L'article 337 de la Loi douanière de 1930, L/6439, adopté le 7 novembre 1989, IBDD S36/386
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, WT/DS257/AB/R , adopté le 17 février 2004
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde, WT/DS33/AB/R , adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle, WT/DS406/AB/R , adopté le 24 avril 2012
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Subventions concernant le coton upland, WT/DS267/AB/R , adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes, WT/DS58/AB/R , adopté le 6 novembre 1998
États-Unis – EPO	Rapports de l'Organe d'appel États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO), WT/DS384/AB/R / WT/DS386/AB/R , adoptés le 23 juillet 2012
États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)	Rapports de l'Organe d'appel États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) – Recours du Canada et du Mexique à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS384/AB/RW / WT/DS386/AB/RW , adoptés le 29 mai 2015
États-Unis – EPO (article 22:6 – États-Unis)	Décisions de l'arbitre États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS384/ARB et Add.1 / WT/DS386/ARB et Add.1, distribuées aux Membres de l'OMC le 7 décembre 2015
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules, WT/DS2/AB/R , adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules, WT/DS2/R , adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger", WT/DS108/AB/R , adopté le 20 mars 2000

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – FSC	Rapport du Groupe spécial États-Unis – <i>Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"</i> , WT/DS108/R , adopté le 20 mars 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/R
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"</i> – <i>Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS108/AB/RW , adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – <i>Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"</i> – <i>Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS108/RW , adopté le 29 janvier 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris</i> , WT/DS285/AB/R , adopté le 20 avril 2005, et Corr.1
États-Unis – Jeux	Rapport du Groupe spécial États-Unis – <i>Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris</i> , WT/DS285/R , adopté le 20 avril 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS285/AB/R
États-Unis – Loi de 1916	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Loi antidumping de 1916</i> , WT/DS136/AB/R , WT/DS162/AB/R , adopté le 26 septembre 2000
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention</i> , WT/DS217/AB/R , WT/DS234/AB/R , adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro</i> , WT/DS350/AB/R , adopté le 19 février 2009
États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Mesures compensatoires et mesures antidumping visant certains produits en provenance de Chine</i> , WT/DS449/AB/R et Corr.1, adopté le 22 juillet 2014
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon</i> , WT/DS244/AB/R , adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Tabac	Rapport du Groupe spécial du GATT États-Unis – <i>Mesures affectant l'importation, la vente et l'utilisation de tabac sur le marché intérieur</i> , DS44/R, adopté le 4 octobre 1994, IBDD S41/1/145
États-Unis – Thon II (Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon</i> , WT/DS381/AB/R , adopté le 13 juin 2012
États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – <i>Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon</i> – <i>Recours du Mexique à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS381/AB/RW et Add.1, adopté le 3 décembre 2015
États-Unis – Volaille (Chine)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – <i>Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine</i> , WT/DS392/R , adopté le 25 octobre 2010
Guatemala – Ciment I	Rapport du Groupe spécial Guatemala – <i>Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique</i> , WT/DS60/R , adopté le 25 novembre 1998, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS60/AB/R
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial Inde – <i>Mesures concernant le secteur automobile</i> , WT/DS146/R , WT/DS175/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2002
Inde – Cellules solaires	Rapport de l'Organe d'appel Inde – <i>Certaines mesures relatives aux cellules solaires et aux modules solaires</i> , WT/DS456/AB/R et Add.1, adopté le 14 octobre 2016
Inde – Cellules solaires	Rapport du Groupe spécial Inde – <i>Certaines mesures relatives aux cellules solaires et aux modules solaires</i> , WT/DS456/R et Add.1, adopté le 14 octobre 2016, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS456/AB/R
Inde – Produits agricoles	Rapport de l'Organe d'appel Inde – <i>Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles</i> , WT/DS430/AB/R , adopté le 19 juin 2015
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial Indonésie – <i>Certaines mesures affectant l'industrie automobile</i> , WT/DS54/R , WT/DS55/R , WT/DS59/R , WT/DS64/R , adopté le 23 juillet 1998
Italie – Machines agricoles	Rapport du Groupe spécial du GATT Mesures discriminatoires appliquées par l'Italie à l'importation de machines agricoles, L/833, adopté le 23 octobre 1958, IBDD S7/64
Japon – Boissons alcooliques I	Rapport du Groupe spécial du GATT Japon – <i>Droits de douane, fiscalité et pratiques en matière d'étiquetage concernant les vins et les boissons alcooliques importés</i> , L/6216, adopté le 10 novembre 1987, IBDD S34/92
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel Japon – <i>Taxes sur les boissons alcooliques</i> , WT/DS8/AB/R , WT/DS10/AB/R , WT/DS11/AB/R , adopté le 1 ^{er} novembre 1996

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Japon – Pellicules</i>	Rapport du Groupe spécial Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs, WT/DS44/R , adopté le 22 avril 1998
<i>Japon – Produits agricoles II</i>	Rapport de l'Organe d'appel Japon – Mesures visant les produits agricoles, WT/DS76/AB/R , adopté le 19 mars 1999
<i>Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)</i>	Rapport de l'Organe d'appel Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS132/AB/RW , adopté le 21 novembre 2001
<i>Russie – Traitement tarifaire</i>	Rapport du Groupe spécial Russie – Traitement tarifaire de certains produits agricoles et manufacturés, WT/DS485/R , Corr.1, Corr.2, et Add.1, adopté le 26 septembre 2016
<i>Thaïlande – Cigarettes (Philippines)</i>	Rapport de l'Organe d'appel Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines, WT/DS371/AB/R , adopté le 15 juillet 2011
<i>Thaïlande – Cigarettes (Philippines)</i>	Rapport du Groupe spécial Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines, WT/DS371/R , adopté le 15 juillet 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS371/AB/R
<i>Turquie – Riz</i>	Rapport du Groupe spécial Turquie – Mesures affectant l'importation de riz, WT/DS334/R , adopté le 22 octobre 2007

TABLEAU DES PIÈCES CITÉES DANS LES PRÉSENTS RAPPORTS

N°	Titre complet	Titre abrégé (le cas échéant)
BRA-21	Brazilian Federal Constitution	Constitution fédérale brésilienne
BRA-26	List of existing PPBs in Brazil concerning the Informatics Law	Liste des PBB existants au Brésil concernant la Loi informatique
BRA-28	Implementing Orders adopting PPBs	
BRA-29	Ordinance No. 214, of 20 November 2006	Ordonnance n° 214/2006
BRA-30	Ordinance No. 68, of 29 of February 2012	Ordonnance n° 68/2012
BRA-31	Ordinance No. 165, of 22 of June 2011	Ordonnance n° 165/2011
BRA-38	Brazilian Media Research 2015 (Pesquisa Brasileira de Mídia 2015)	
BRA-39	The Digital Divide, ICT, and Broadband Internet	
BRA-40	Decree No. 4,901, of 26 November 2003	Décret n° 4901/2003
BRA-41	Decree No. 5,820, of 29 June 2006	Décret n° 5820/2006
BRA-42	"UNESCO convenes session to discuss open and inclusive access to information"	
BRA-43	The Millennium Development Goals Report 2015	
BRA-44	National Survey through Household Sampling (<i>Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílios</i> - PNAD)	
BRA-51	Interministerial Explanatory Memorandum (<i>Exposição de Motivos Interministerial</i> - EMI) No. 00025/2012 - MF/MDIC/MCTI/MEC/MC/SEP/MS/MPS, dated 2 April 2012	Mémorandum explicatif interministériel n° 00025/2012
BRA-52	WHO Article on road traffic injuries	
BRA-54	CONAMA Resolution No. 18 of 17 June 1986	Résolution du CONAMA n° 18/1986
BRA-56	CONAMA Resolution No. 3 of 25 August 1989	Résolution du CONAMA n° 3/1989
BRA-57	CONAMA Resolution No. 4 of 25 August 1989	Résolution du CONAMA n° 4/1989
BRA-58	CONAMA Resolution No. 1 of 15 February 1993	Résolution du CONAMA n° 1/1993
BRA-59	CONAMA Resolution No. 6 of 1 October 1993	Résolution du CONAMA n° 6/1993
BRA-60	CONAMA Resolution No. 7 of 31 August 1993	Résolution du CONAMA n° 7/1993
BRA-61	CONAMA Resolution No. 8 of 31 December 1993	Résolution du CONAMA n° 8/1993
BRA-62	CONAMA Resolution No. 16 31 December 1993	Résolution du CONAMA n° 16/1993
BRA-63	CONAMA Resolution No. 27 of 30 December 1994	Résolution du CONAMA n° 27/1994
BRA-64	CONAMA Resolution No. 14 of 29 December 1995	Résolution du CONAMA n° 14/1995
BRA-65	CONAMA Resolution No. 15 of 29 December 1995	Résolution du CONAMA n° 15/1995
BRA-66	CONAMA Resolution No. 16 of 29 December 1995	Résolution du CONAMA n° 16/1995
BRA-67	CONAMA Resolution No. 17 of 29 December 1995	Résolution du CONAMA n° 17/1995
BRA-68	CONAMA Resolution No. 315 of 2 November 2002	Résolution du CONAMA n° 315/2002
BRA-69	CONAMA Resolution No. 403 of 12 December 2008	Résolution du CONAMA n° 403/2008
BRA-70	CONAMA Resolution No. 415 of 2009	Résolution du CONAMA n° 415/2009
BRA-71	Transport and Urban Mobility Sectorial Plan for Climate Change Mitigation and Adaptation (<i>Plano Setorial de Transporte e de Mobilidade Urbana para Mitigação e Adaptação à Mudança do Clima</i> (PSTM))	Plan sectoriel en matière de transport et de mobilité urbaine visant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci
BRA-75	Article about WHO study on deaths caused by traffic accidents	
BRA-82	Lives Saved by Vehicle Safety Technologies and Associated Federal Motor Vehicle Safety Standard, 1960 to 2012, U.S. Department of Transportation, January 2015	
BRA-83	"Automotive safety: Brazil is still delayed" (<i>Segurança nos carros: o Brasil ainda está na rabeira</i>)	
BRA-85	Law 12,715/2012 of 17 September 2012	Loi n° 12715/2012
BRA-93	Treaty of Montevideo, 1980	
BRA-100	Law 10,637 of December 30, 2002	Loi n° 10637/2002
BRA-103	Law 11,457 of March 16, 2007	Loi n° 11457/2007

N°	Titre complet	Titre abrégé (le cas échéant)
BRA-104	Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 - SP (2012/0095341-6)	
BRA-114	Communication from LAIA to the Chair of the Trade and Development Committee, WTO, 19 May 2016	Communication de l'ALADI
BRA-115	Communication from LAIA to the Chair of the Trade and Development Committee, WTO, 19 May 2016 [english translation]	Communication de l'ALADI
BRA-116	List of Implementing Orders adopting PPBs	
JE-1	Law 8,248 of 23 October 1991 (Informatics Law)	Loi n° 8248/1991
JE-2	Law 13,023 of 8 August 2014, amending the Informatics Law (Law 8,248 of 23 October 1991)	Loi n° 13023/2014
JE-3	Law 5,172, 25 October 1966 (some relevant Articles on IPI only)	Loi n° 5172/1966 (articles concernant l'IPI uniquement)
JE-5	Decree 7,660 of 23 December 2011 (approving the TIPI)	Décret n° 7660/2011
JE-7	Decree 5,906 of 26 September 2006 (regulating Articles 4, 9, 11, and 16-A of Law 8,248 of 23 October 1991 – Informatics Law)	Décret n° 5906/2006
JE-8	Decree 6,759 of 5 February 2009 governing customs activities	Décret n° 6759/2009
JE-9	Decree 7,212 of 15 June 2010 regulating the charging, inspection, collection and administration of the IPI tax	Décret n° 7212/2010
JE-12	Implementing Order (Portaria) MDIC/MCT 202 of 13 February 2014 providing for the adoption of an electronic system for interested companies to request accreditation to enjoy the tax incentives pursuant to the Informatics Law	Ordonnance d'application interministérielle n° 202/2014
JE-13	Implementing Order (Portaria) MDIC 267 of 30 Aug 2013 providing for provisional qualification for entitlement to the tax benefits of Law 8,248 of 23 October 1991 as set out in Article 23-A of Decree 5,906 of 26 September 2006	Ordonnance d'application n° 267/2013
JE-15	Implementing Order (Portaria) 1,309 of 19 December 2013	Ordonnance d'application n° 1309/2013
JE-16	Ministerial Implementing Order (Portaria) SDP/MDIC 1 of 18 September 2013 regulating provisional accreditation for tax relief pursuant to the Informatics Law	Ordonnance d'application interministérielle n° 1/2013
JE-17	Interministerial Order (Portaria) 170 of 4 August 2010 laying down provisions governing the composition and operation of the Interministerial Technical Group for the analysis of Basic Productive Process (GT-PPB), and regulating the procedures for the analysis and approval of the Basic Productive Process	Ordonnance d'application n° 170/2010
JE-18	MDIC/MCT Interministerial implementing Order (Portaria) 177 of 18 October 2002 on administrative procedures for monitoring compliance with the Basic Production Process	Ordonnance d'application interministérielle n° 177/2002
JE-20	Implementing Order (Portaria) 685 of 25 Oct 2007 for the inclusion of new models of products eligible for tax benefits under the Informatics Law	Ordonnance d'application n° 685/2007
JE-21	Implementing Order (Portaria) 148 of 19 March 2007 (Interministerial Technical Chamber to analyse the concession of incentives)	Ordonnance d'application n° 148/2007
JE-22	Implementing Order (Portaria) 950 of 12 December 2006 (requirement of "development" in the country)	Ordonnance d'application n° 950/2006
JE-23	Normative Instruction RFB 1,300 of 20 November 2012 (Tax credits)	Instruction normative RFB n° 1300/2012
JE-24	Interministerial Implementing Order No 16 of 28 January 2014 establishing the Basic Production Process for machines for selecting and counting paper money (banknotes) produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 16/2014
JE-25	Interministerial Implementing Order (Portaria) 17 of 28 January 2014 amending the Basic Production Process for semiconductor components, optoelectronic devices, thick and thin film components, photovoltaic cells and standard volatile memory modules, produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 17/2014
JE-26	Interministerial Implementing Order (Portaria) 19 of 28 January 2014 establishing the Basic Production Process for fixed x-ray machines with image acquisition via flat digital detector produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 19/2014
JE-27	Interministerial Implementing Order (Portaria) 43 of 14 February 2013 on the Basic Production Process for computer products produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 43/2013

N°	Titre complet	Titre abrégé (le cas échéant)
JE-28	Interministerial Implementing Order (Portaria) 60 of 25 February 2013 on Basic Production Process for netbooks, notebooks and ultrabooks produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 60/2013
JE-29	Interministerial Implementing Order (Portaria) 80 of 14 April 2014 amending the Basic Production Process for low capacity digital processing units, based on microprocessors and assembled on a single body or housing produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 80/2014
JE-30	Interministerial Implementing Order (Portaria) 85, of 29 April 2014 amending the Basic Production Process for digital processing units assembled in a single body or housing, of the server type, produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 85/2014
JE-31	Interministerial Implementing Order (Portaria) 93 of 1 April 2013 establishing a basic production process for optical splice closures produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 93/2013
JE-32	Interministerial Implementing Order (Portaria) 103 of 2 April 2013 on the Basic Production Process for products for speed alarms, tracking and control produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 103/2013
JE-33	Interministerial Implementing Order (Portaria) 111 of 29 May 2014 Amending the Basic Production Process for tablet pcs with touch screen, produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 111/2014
JE-34	Interministerial Implementing Order (Portaria) 119, of 23 April 2013 on basic production process for fixed/portable digital electrical signalling apparatus to control motor vehicle traffic, produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 119/2013
JE-35	Interministerial Implementing Order (Portaria) 203 of 23 August 2012 the basic production process for liquid crystal devices for products with mcn code: 8528 and for products with mcn code: 471 produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 203/2012
JE-36	Interministerial Implementing Order (Portaria) 263 of 19 March 2014 amending the Basic Production Process for mobile phones produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 263/2014
JE-37	Interministerial Implementing Order (Portaria) 268 of 30 August 2013 on the basic production processes for supplies for multi-functional photocopier machines and laser printers produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 268/2013
JE-38	Interministerial Implementing Order (Portaria) 278 of 4 September 2013 on the Basic Production Process for industrial automation goods produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 278/2013
JE-39	Interministerial Implementing Order (Portaria) 333 of 16 October 2013 establishing the Basic Production Process for self-service coin counting machines, produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 333/2013
JE-40	Interministerial Implementing Order (Portaria) 335 of 16 October 2013 establishing the Basic Production Process for dot matrix printers produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 335/2013
JE-41	Interministerial Implementing Order (Portaria) 382 of 30 December 2013 establishing the Basic Production Process for Self-Service Machines and Terminals and Automatic Ticket, Banknote or Coin Dispensers, produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 382/2013
JE-42	Interministerial Implementing Order (Portaria) 385 of 30 December 2013 providing for the Basic Production Process for air traffic surveillance radar produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 385/2013
JE-43	Interministerial Implementing Order (Portaria) 388 of 30 December 2013 establishing the Basic Production Process for smart cards produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 388/2013
JE-44	Interministerial Implementing Order (Portaria) 266 of 7 October 2014 for intelligent card reader produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 266/2014
JE-45	Interministerial Implementing Order (Portaria) 184 of 7 July 2014 notebook, netbook, ultrabook produced in Brazil	Ordonnance d'application interministérielle n° 184/2014
JE-46	Interministerial Implementing Order (Portaria) 34 of 26 February 2015 (rejection of application)	Ordonnance d'application interministérielle n° 34/2015
JE-66	Implementing Order (Portaria) 165 of 17 June 2014	Ordonnance d'application n° 165/2014
JE-71	Law 11,484, of 31 May 2007 providing for the incentives to the Digital TV equipment and electronic semiconductor components industries and on the intellectual property protection of integrated circuit topographies, establishing the Semiconductor Technological Development Support Program - PADIS and Support Program for the Technological Development of the Digital TV Equipment Industry - PATVD	Loi n° 11484/2007

N°	Titre complet	Titre abrégé (le cas échéant)
JE-73	Decree 6,233, of 11 October 2007 establishing the criteria for the purpose of accreditation to the Semiconductor Technological Development Support Program - PADIS, which grants income tax exemption and reduces PIS/PASEP, COFINS and IPI contributions to zero	Décret n° 6233/2007
JE-75	Decree 8,247 of 23 May 2014, amending Decree 6,233/2007	Décret n° 8247/2014
JE-76	Regulatory Instruction RFB 852 of 13 June 2008 laying down procedures for qualification for the Programme for the Technological Development of the semiconductor Industry (PADIS) by Secretary of the Federal Revenue Department of Brazil	Instruction réglementaire RFB n° 852/2008
JE-77	Joint Ordinance MCT/MDIC/MF 297 of 13 May 2008 establishing the procedures and deadline for analysis of the PADIS, implementing Decree 6233 of 11 October 2007 (GTI-PADIS)	Ordonnance d'application interministérielle n° 297/2008
JE-78	Interministerial Ordinance (Portaria) MCT/MDIC 290 of 7 May 2008 (project proposals)	Ordonnance d'application interministérielle n° 290/2008
JE-85	Decree 6,234, from 11 October 2007 establishing criteria for the fulfilment of the incentives under the Support Program for the Technological Development of the Digital TV Equipment Industry - PATVD, which reduces the PIS/PASEP, COFINS and IPI tax rates to zero	Décret n° 6234/2007
JE-86	Normative Instruction RFB 853 of 13 June 2008 laying down procedures for qualification for the Technological Development Programme for the Digital TV Equipment Industry - PATVD by Secretary of the Federal Revenue Department of Brazil	Instruction normative RFB n° 853/2008
JE-88	Interministerial Ordinance 291 of 7 May 2008 (project proposal)	Ordonnance d'application interministérielle n° 291/2008 (proposition de projet)
JE-89	Portaria 62 of 31 march 2014 (PPB digital TV transmitter produced in Brazil)	Ordonnance d'application n° 62/2014
JE-91	Law. 11,196 of November 21 of 2005 Instituting the Program for Digital Inclusion (Lei do Bem)	Loi n° 11196/2005
JE-92	Law 13,097, of 19 January 2015 (extending the Digital Inclusion programme)	Loi n° 13097/2015
JE-93	Law 10,833 of 29 December 2003 amending Federal Tax Legislation (COFINS) – non-cumulative regime	Loi n° 10833/2003
JE-94	Law 10,637 of 30 December 2002	Loi n° 10637/2002
JE-95	Law 12,715 of 17 September 2012	Loi n° 12715/2012
JE-97	Decree 5,602 of 6 December 2005 governing the Digital Inclusion Programme by The President of the Republic	Décret n° 5602/2005
JE-99	Implementing Order (Portaria) 2 of 26 august 2013 (criteria and procedures relating to the requirement of a minimum applications developed in Brazil, smartphones)	Ordonnance d'application n° 2/2013
JE-100	Implementing Order 87 (Portaria) of 10 April 2013 (minimum technical requirements for the smartphones that benefit from the reduced tax rate provided for by Law 11,196 of 21 November 2005)	Ordonnance d'application n° 87/2013
JE-104	CLEPA letter, correspondence between car maker and supplier on traceability of 24 February 2014	
JE-105	Calculating the Presumed IPI Tax Credit for Vehicle Manufacturers, Edison da Matta, Sindipeças, Valoracao da parcela deductivel, September 2014	E. da Matta, "Valoração da parcela dedutível", Sindipeças, septembre 2014
JE-109	Interministerial Explanatory memorandum of the provisional measure that then became Law 11,848/2007	Mémorandum explicatif interministériel n° 00008/2007
JE-127	Decree 7,567 of 15 September 2011	Décret n° 7567/2011
JE-129	Law 12,546 of 14 December 2011 (Articles 5, 6 and 52)	Loi n° 12546/2011 (articles 5, 6 et 52)
JE-132	Decree 7,819 of 3 October 2012	Décret n° 7819/2012
JE-133	Decree 8,015 of 17 May 2013, amending Decree 7,819/2012	Décret n° 8015/2013
JE-134	Decree 8,294 of 12 August 2014, amending Decree 7,819/2012	Décret n° 8294/2014
JE-143	Reply to access to documents request (confidentiality of Terms of Commitment)	Réponse à la demande d'accès aux documents (confidentialité des modalités d'engagement)
JE-154	Portaria 113 of 15 April 2013	Ordonnance d'application n° 113/2013
JE-157	Portaria MDIC 290 of 14 November 2014	Ordonnance d'application n° 290/2014
JE-158	Portaria MDIC 257 of 23 September 2014	Ordonnance d'application n° 257/2014

N°	Titre complet	Titre abrégé (le cas échéant)
JE-159	SINIEF Convention s/n of 15 December 1970 (relevant excerpts), http://www1.fazenda.gov.br/confaz/confaz/convenios/sinief/cvs_n_70.htm	Convention du SINIEF n° 15/1970 (extraits pertinents)
JE-160	CONFAZ Convention 38 (relevant excerpts) http://www1.fazenda.gov.br/confaz/Confaz/Convenios/ICMS/2013/CV038_13.htm	Convention du CONFAZ n° 38 (extraits pertinents)
JE-163	Decree 350 of 21 November 1991 on the Treaty for the formation of a common market between the Republic of Argentina, the Federative Republic of Brazil, the Republic of Paraguay and the Oriental Republic of Uruguay (MERCOSUR)	Décret législatif n° 350/1991
JE-164	Decree 4,458 of 5 November 2002 on the Economic Complementation Agreement No. 55 between Mercosur and the United Mexican States	Décret n° 4458/2002
JE-165	Decree 6,500 of 2 July 2008 on the Economic Complementation Agreement No. 14 between the Republic of Argentina and the Federative Republic of Brazil	Décret n° 6500/2008
JE-174	Sindipecas e-mail to members on traceability, 20 January 2014	courriel sur la traçabilité adressé par Sindipecas aux membres
JE-175	Portaria 772 of 12 August 2013	Ordonnance d'application n° 772/2013
JE-177	Portaria 280 of 4 September 2013	Ordonnance d'application n° 280/2013
JE-179	Portaria 297 of 30 September 2013	Ordonnance d'application n° 297/2013
JE-180	Explanatory Memorandum of Provisional Measure 66 of 29 August 2002	
JE-181	Law 10,865 of 30 April 2004	Loi n° 10865/2004
JE-182	Law 11,196 of 21 November 2005 (RECAP)	Loi n° 11196/2005
JE-183	Explanatory Memorandum of Provisional Measure 563 of 2 April 2012	Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012
JE-186	Exporters_2012 study on Brazilian exports - delays in refunds - pages 56-59	Exporters_2012, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements – pages 56 à 59
JE-187	Decree 5,649 of 29 December 2005	Décret n° 5649/2005
JE-188	Decree 5,789 of 25 May 2006	Décret n° 5789/2006
JE-189	Provisional Measure 668 of 30 January 2015	Mesure provisoire n° 668/2015
JE-191	Normative Instruction (Instrução Normativa) RFB 948 of 15 June 2009.	Instruction normative RFB n° 948/2009.
JE-192	Normative Instruction (Instrução Normativa) RFB 1,424 of 19 December 2013	Instruction normative RFB n° 1424/2013
JE-193	Normative Instruction SRF 595 of 27 December 2005	Instruction normative SRF n° 595/2005
JE-194	TIPI Chapter 87 products description	TIPI, chapitre 87, description des produits
JE-195	Normative Instruction SRF 605 of 4 January 2006	Instruction normative SRF n° 605/2006
JE-199	Law 12,546 of 14 December 2011	Loi n° 12546/2011
JE-200	Law 13,137 of 19 June 2015	Loi n° 13137/2015
JE-201	Normative Instruction (Instrução Normativa) RFB 1,401 of 9 October 2013	Instruction normative RFB n° 1401/2013
JE-203	Decree 6,518 of 30 July 2008 providing for the implementation of the Sixty Eighth Additional protocol to Economic Complementation Agreement No. 2, signed between the Governments of the Federative Republic of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay	Décret n° 6518/2008
JE-204	Decree 7,658 of 23 December 2011 laying down provisions concerning the implementation of the 69th Additional Protocol to Economic Complementation Agreement No. 2 signed by the Governments of the Federal Republic of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay	Décret n° 7658/2011
JE-207	Brazilian Ministry of External Relations, "Legal Guide to Foreign Investors in Brazil" (2012)	
JE-219	Normative Instructions SRF 594 of 26 December 2005 (Articles 6 and 7)	Instruction normative SRF n° 594/2005 (articles 6 et 7)

N°	Titre complet	Titre abrégé (le cas échéant)
JE-220	Law 9,718 of 27 November, 1998 (Chapter 1)	Loi n° 9718/1998 (chapitre 1)
JE-222	Law 10,168 of December 29 2000	Loi n° 10168/2000
JE-245	CMC Decision No. 27/12, Adesão da República Bolivariana da Venezuela ao Mercosul, 30 July 2012	Décision du MERCOSUR n° 27/12

ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES DANS LES PRÉSENTS RAPPORTS

Abréviation	Désignation
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
Accord sur les MIC	Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce
ACE	Accord de complémentarité économique
ACPr	Arrangement commercial préférentiel
ACR	Accords commerciaux régionaux
ADE	Acte déclaratif de l'exécutif
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
AMRC	Accès multiple par répartition de code
c.a.f.	Valeur coût, assurance, fret
CAPDA	Comité pour les activités de recherche-développement de l'Amazonie
CATI	Comité de la technologie et de l'information
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CIDE	Contribution pour intervention dans le domaine économique
CO ₂	Dioxyde de carbone
COFINS-Importation	Contribution au financement de la sécurité sociale applicable aux importations de marchandises ou de services
CONAMA	Conseil national de l'environnement
Contribution COFINS	Contribution au financement de la sécurité sociale
Convention de Vienne	Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U.331; 8 International Legal Materials 679
CST	Codes de situation fiscale
DENATRAN	Département national des automobiles et de la circulation
DERAT	Bureau spécialisé des recettes fédérales de l'administration fiscale
DRF	Bureau des recettes fédérales
FM	Modulation de fréquence
FNDCT	Fonds national pour le développement scientifique et technologique
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
GPRS	Service général de paquets radio
GPS	Global Positioning System
GSM	Système mondial de communications mobiles
GTI-PADIS	Groupe technique interministériel d'évaluation des poursuites judiciaires dans le contexte du Programme PADIS
GT-PPB	Groupe technique interministériel d'examen des PBB
ICMS	Taxe sur la circulation des marchandises et les services de transport et de communication entre les états et entre les villes
INMETRO	Institut national de métrologie, de normalisation et de qualité industrielle
INOVAR-AUTO	Programme d'incitation pour l'innovation technologique et le renforcement des chaînes de production de véhicules automobiles
IPI	Taxe sur les produits industriels
LBS	Service basé sur la localisation
LCD	Afficheur à cristaux liquides
LED	Diodes électroluminescentes
MC	Ministère de la communication
MCTI	Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation
MDIC	Ministère du développement, de l'industrie et du commerce
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
MF	Ministère des finances
NC	Nomenclature commune
NCM	Nomenclature commune du MERCOSUR
NPF	Nation la plus favorisée
OLED	Diodes électroluminescentes organiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORD	Organe de règlement des différends
PADIS	Programme d'incitations en faveur du secteur des semi-conducteurs
PASEP	Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires
PATVD	Programme de soutien au développement technologique de l'industrie du matériel pour la télévision numérique
PDP	Afficheur plasma
PEC	Régime pour les sociétés principalement exportatrices
PIS	Programme d'intégration sociale

PIS/PASEP – Importation	Programme d'intégration sociale et Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires applicables aux importations
PPB	Processus de production de base
PROCONVE	Programme de lutte contre la pollution atmosphérique due aux véhicules automobiles
Produits des TIC	Produits des technologies de l'information et de la communication, produits d'automatisation et produits connexes
R&D	Recherche-développement
RCC	Renseignements commerciaux confidentiels
real	real brésilien
RECAP	Régime spécial pour l'achat de biens d'équipement pour les entreprises exportatrices
REPES	Régime spécial pour la plate-forme d'exportation de technologies de l'information
RFB	Service des recettes fédérales du Brésil
SBTV	Norme de la télévision numérique brésilienne
SDP	Secrétariat au développement de la production
SINIEF	Système national intégré d'informations économiques et fiscales
SISCOMEX	Système intégré de commerce extérieur
SRF	Secrétariat du service des recettes fédérales du Brésil
STE	Secrétariat aux télécommunications
SUDAM	Office de développement de l'Amazonie
SUDENE	Office de développement du Nord-Est
TFEL	Afficheurs électroluminescents à couche fine
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TIPI	Tableau de l'impôt sur les produits industriels
TSD	Traitement spécial et différencié
TV	Télévision numérique
TVA	Taxe indirecte semblable à une taxe sur la valeur ajoutée
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

1 INTRODUCTION

1.1 Plaintes de l'Union européenne et du Japon

1.1. Le 19 décembre 2013, l'Union européenne a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le GATT de 1994), à l'article 4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'Accord SMC) et à l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (l'Accord sur les MIC), au sujet des mesures et allégations exposées plus loin.¹

1.2. Les consultations ont eu lieu les 13 et 14 février 2014. Une réunion de consultation additionnelle a eu lieu le 4 avril 2014.

1.3. Le 2 juillet 2015, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil, conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), à l'article XXII:1 du GATT de 1994, aux articles 4 et 30 de l'Accord SMC et à l'article 8 de l'Accord sur les MIC, au sujet des mesures et allégations exposées plus loin.²

1.4. Les consultations ont eu lieu les 15 et 16 septembre 2015.

1.2 Établissement et composition du Groupe spécial

1.5. Le 31 octobre 2014, l'Union européenne a demandé, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994, aux articles 4.4 et 30 de l'Accord SMC et à l'article 8 de l'Accord sur les MIC, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type.³ À sa réunion du 17 décembre 2014, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme l'Union européenne l'avait demandé dans le document WT/DS472/5, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord.⁴

1.6. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par l'Union européenne dans le document WT/DS472/5; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.⁵

1.7. Le 16 mars 2015, l'Union européenne a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord. En conséquence, le 26 mars 2015, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président:	M. Eirik Glenne
Membres:	M. Toufiq Ali M. Alvaro Espinoza

1.8. L'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon, la République de Corée, le Taipei chinois et la Turquie ont notifié leur intérêt pour la participation aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.9. Le 17 septembre 2015, le Japon a demandé, conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 8 de l'Accord sur les MIC et

¹ Voir les documents WT/DS472/1, G/L/1061, G/SCM/D100/1, G/TRIMS/D/39.

² Voir les documents WT/DS497/1, G/L/1119, G/SCM/D108/1, G/TRIMS/D/41.

³ WT/DS472/5.

⁴ WT/DSB/M/353.

⁵ WT/DS472/6.

aux articles 4.4 et 30 de l'Accord SMC, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type.⁶ À sa réunion du 28 septembre 2015, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme le Japon l'avait demandé dans le document WT/DS497/3, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord.⁷

1.10. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par le Japon dans le document WT/DS497/3; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.⁸

1.11. Le 29 septembre 2015, suite à l'accord des parties, la composition suivante a été donnée au Groupe spécial:

Président:	M. Eirik Glenne
Membres:	M. Toufiq Ali M. Alvaro Espinoza

1.12. L'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde, la République de Corée, Singapour, la Turquie, l'Ukraine et l'Union européenne ont notifié leur intérêt pour la participation aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.⁹

1.3 Travaux du Groupe spécial

1.3.1 Généralités

1.13. Après avoir consulté l'Union européenne et le Brésil, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail¹⁰ et son calendrier le 28 avril 2015.

1.14. Après établissement du Groupe spécial sur demande du Japon, et conformément à l'article 9:3 du Mémoire d'accord, les Groupes spéciaux ont la même composition et, en accord avec les parties, suivent une procédure conjointe.¹¹

1.15. Après avoir consulté l'Union européenne, le Japon et le Brésil, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail conjointes¹² et son calendrier conjoint le 9 octobre 2015. Le paragraphe 26 d) des procédures de travail conjointes dispose que chaque partie signifiera à toutes les tierces parties (WT/DS472 et WT/DS497) ses communications écrites avant la première réunion de fond avec le Groupe spécial et que chaque tierce partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement aux parties et à toutes les autres tierces parties (WT/DS472 et WT/DS497).

1.16. Le Groupe spécial a tenu une première réunion de fond avec les parties du 23 au 25 février 2016. Une séance avec les tierces parties a eu lieu le 24 février 2016. Le Groupe spécial a tenu une deuxième réunion de fond avec les parties les 31 mai et 1^{er} juin 2016. Le 9 août 2016, il a remis la partie descriptive de son rapport aux parties. Il a remis ses rapports intérimaires aux parties le 11 novembre 2016. Il a remis ses rapports finals aux parties le 20 décembre 2016.

⁶ WT/DS497/3.

⁷ WT/DSB/M/368.

⁸ WT/DS497/4.

⁹ La Turquie a notifié son intérêt en tant que tierce partie le 9 octobre 2015. Voir le document WT/DS497/4.

¹⁰ Voir les procédures de travail du Groupe spécial dans l'annexe A-1.

¹¹ Afin de faciliter la lecture, les Groupes spéciaux chargés des différends WT/DS472 et WT/DS497 sont dénommés ci-après collectivement le "Groupe spécial". De plus, toute référence au "présent rapport" ou au "rapport" du Groupe spécial devrait s'entendre comme désignant les rapports finals du Groupe spécial dans les deux différends.

¹² Voir les procédures de travail conjointes du Groupe spécial dans l'annexe A-3.

1.3.2 Procédures de travail concernant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC)

1.17. Les procédures de travail concernant les RCC ont été adoptées le 28 avril 2015.¹³ Les procédures de travail conjointes additionnelles concernant les RCC ont été adoptées le 9 octobre 2015.¹⁴

2 ASPECTS FACTUELS

2.1 Description générale des aspects pertinents du système fiscal brésilien

2.1. Dans la présente section, le Groupe spécial expose certaines questions qui, bien qu'elles ne constituent pas elles-mêmes les mesures en cause, ont été abordées par les parties dans leurs communications et peuvent être pertinentes pour les constatations du présent Groupe spécial. Le Groupe spécial note que les parties au différend semblent être d'accord sur le fonctionnement de base du système fiscal au Brésil et sur la plupart des aspects des programmes fiscaux concernés, y compris les mesures qui les définissent, mais ne sont pas d'accord en ce qui concerne la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC.¹⁵

2.2. Les mesures en cause dans le présent différend concernent principalement les taxes et contributions fédérales brésiliennes suivantes¹⁶:

- a. **IPI** (*Imposto sobre Produtos Industrializados* – Taxe sur les produits industriels);
- b. **PIS/PASEP** (*Programa de Integração Social* – Programme d'intégration sociale / *Programa de Formação do Patrimônio do Servidor Público* – Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires);
- c. **PIS/PASEP-Importation** (*Programa de Integração Social e de Formação do Patrimônio do Servidor Público incidente na Importação de Produtos Estrangeiros ou Serviços* – Programme d'intégration sociale et Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires applicables aux importations de produits ou services étrangers);
- d. **COFINS** (*Contribuição para o Financiamento da Seguridade Social* – Contribution au financement de la sécurité sociale);
- e. **COFINS-Importation** (*Contribuição para o Financiamento da Seguridade Social incidentes sobre a importação de bens e serviços* – Contribution au financement de la sécurité sociale applicable aux importations de marchandises ou de services); et
- f. **CIDE** (*Contribuição sobre Intervenção no Domínio Econômico* – Contribution pour intervention dans le domaine économique).

L'IPI

2.3. L'IPI est une taxe fédérale brésilienne qui s'applique à tous les produits industriels nationaux ou étrangers (les produits manufacturés).¹⁷ Elle est prévue au point IV de l'article 153 de la

¹³ Voir les procédures de travail du Groupe spécial concernant les RCC dans l'annexe A-2.

¹⁴ Voir les procédures de travail conjointes additionnelles du Groupe spécial concernant les RCC dans l'annexe A-4.

¹⁵ À cet égard, le "Brésil croit comprendre que les explications factuelles globales données par les parties plaignantes sont justes; cependant, les conséquences juridiques des faits ne le sont pas". Voir Brésil, réponse à la question n° 17 du Groupe spécial.

¹⁶ Les autres taxes concernées sont les droits de douane proprement dits, l'impôt sur le revenu des sociétés et les droits frappant les bénéfices tirés de l'exploitation des brevets.

¹⁷ Un produit industriel est défini par le Décret n° 7212 du 15 juin 2010 comme ce qui résulte de toute opération définie par le terme "industrialisation", même si elle est incomplète, partielle ou intermédiaire. L'industrialisation, quant à elle, est définie comme toute opération qui modifie la nature, le fonctionnement, la présentation ou la finalité d'un produit, ou qui le perfectionne en vue de la consommation, comme par exemple: i) celles qui sont effectuées sur des matières premières ou des produits intermédiaires et débouchent sur un nouvel article (transformation), ii) celles qui ont pour but de changer, d'améliorer ou de modifier de quelque façon que ce soit le fonctionnement, l'utilisation, la finition ou l'apparence d'un produit (traitement);

Constitution fédérale brésilienne¹⁸ et régie par les lois n° 5172 du 25 octobre 1966¹⁹ et n° 4502 du 30 novembre 1964, et le Décret n° 7212 du 15 juin 2010.²⁰

2.4. Les taux de l'IPI sont propres à chaque produit et oscillent généralement entre 0% et 20%, bien qu'ils puissent atteindre 300%. Les pouvoirs publics brésiliens ont publié un tableau (*Tabela de Incidência do imposto sobre produtos industrializados – TIPI*), au moyen du Décret n° 7660 du 23 décembre 2011²¹, indiquant les taux d'imposition applicables par produit.

2.5. L'IPI est liée au prix ou à la valeur du produit industriel sur lequel elle est imposée. Dans le cas des produits nationaux, la base d'imposition est la valeur transactionnelle. Dans le cas des produits importés, la base d'imposition est la valeur en douane à laquelle sont ajoutés les droits et impositions à l'importation qui sont payés. Dans le cas des produits industriels acquis lors d'une vente aux enchères, la base d'imposition est le prix du produit mis aux enchères.²²

2.6. Les entités qui sont juridiquement responsables du paiement de l'IPI au Service des recettes fédérales sont les établissements industriels, ou les entités assimilées, qui vendent un produit industriel. Les entités assimilées aux établissements industriels au titre des règles de l'IPI sont des importateurs, des grossistes ou des détaillants qui commercialisent des produits industriels. La charge économique finale est assumée par l'acheteur du produit final, qu'il s'agisse d'une personne juridique ou d'une personne physique.

2.7. L'événement imposable, dans le cas des produits nationaux, est la sortie des produits industriels de l'établissement industriel; dans le cas d'un produit importé, le dédouanement du produit; et, dans le cas des produits abandonnés ou saisis, l'acquisition du produit aux enchères.²³

2.8. L'IPI n'est pas payée directement par l'entité qui assume la charge finale de payer l'IPI. Dans le cas des produits nationaux, l'IPI est facturée par l'établissement industriel qui vend le produit industriel à l'établissement industriel ou l'entité assimilée qui achète le produit industriel. Les taxes prélevées par l'établissement industriel vendant le produit industriel doivent être versées mensuellement au Service des recettes fédérales, précisément le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Dans le cas des produits importés, l'IPI est facturée par les autorités douanières à l'importateur du produit industriel pendant la procédure de dédouanement.

2.9. Il est important de noter que l'IPI s'applique seulement aux transactions entre des établissements industriels ou des entités assimilées ou des particuliers. Par exemple, un établissement industriel qui a industrialisé un produit de quelque façon que ce soit, mais n'a pas fini le produit (c'est-à-dire qu'il n'a pas finalisé la dernière étape d'une chaîne de production avant la commercialisation du produit final) facturera l'IPI à un établissement qui achète le produit industriel (ou produit *intermédiaire*) pour poursuivre sa fabrication. L'établissement industriel qui a poursuivi la fabrication du produit facturera l'IPI au grossiste ou détaillant qui achètera le produit industriel pour le commercialiser. Néanmoins, l'IPI n'est pas exigible sur la vente effectuée par le grossiste ou le détaillant au consommateur final parce que le produit n'a pas fait l'objet d'un complément de fabrication.

2.10. En vertu de la constitution, l'IPI "sera non cumulative et la taxe exigible pour chaque transaction sera compensée par le montant facturé lors des transactions précédentes".²⁴ L'article 225 du Décret n° 7212/2010 dispose que le "caractère non cumulatif devient effectif par le biais du système de crédit de la taxe exigible sur les produits entrant dans les infrastructures du

iii) celles qui consistent à assembler des produits, des pièces ou des parties et qui débouchent sur un nouveau produit ou une unité autonome, même si la classification fiscale est la même (assemblage); iv) celles qui ont pour but de changer la présentation du produit en le mettant dans un emballage, que l'original soit remplacé ou non, sauf lorsque l'emballage est uniquement destiné à être utilisé pendant le transport des marchandises (emballage ou remballage); ou v) celles qui sont effectuées sur un produit utilisé ou la partie restante d'un produit détérioré ou inutilisé, qui renouvellent ou restaurent le produit pour utilisation (renouvellement ou reconditionnement). Décret n° 7212 du 15 juin 2010 (Décret n° 7212/2010) (pièce JE-9), articles 2 à 4.

¹⁸ Constitution of the Federative Republic of Brazil (Constitution fédérale brésilienne) (pièce BRA-21).

¹⁹ Law 5,172 of 25 October 1966 (Loi n° 5172/1966) (pièce JE-3).

²⁰ Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9).

²¹ Decree 7,660 of 23 December 2011 (Décret n° 7660/2011) (pièce JE-5).

²² Loi n° 5172/1966 (pièce JE-3), article 47.

²³ Loi n° 5172/1966 (pièce JE-3), article 46.

²⁴ Constitution fédérale brésilienne (pièce BRA-21), article 153, paragraphe 3 II).

contribuable, qui sera déduite du montant exigible à la sortie des produits, au cours de la même période".²⁵ Cela signifie que lorsqu'un contribuable verse aux pouvoirs publics l'IPI perçue pour n'importe quelle transaction, il peut déduire l'IPI payée aux stades antérieurs de la chaîne d'approvisionnement. Cela garantit que la taxe est prélevée uniquement sur la valeur ajoutée.

2.11. Au titre de cette règle de non-cumul, lorsqu'un établissement industriel achète un produit industriel qui fera l'objet d'un complément de fabrication (c'est-à-dire un produit *intermédiaire*), le vendeur facture l'IPI à l'acheteur et l'acheteur obtient un crédit du même montant que la taxe payée. Ce crédit sera déduit des débits d'impôt de l'acheteur pour l'IPI lorsque celui-ci s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles liées à l'IPI exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Lorsque l'établissement industriel vend le produit désormais *fini* à un grossiste ou un détaillant, il facturera l'IPI à ce grossiste ou détaillant et versera la taxe au Service des recettes fédérales lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles.

2.12. Par exemple, si l'établissement industriel paie 10 reais d'IPI lorsqu'il achète le produit industriel *intermédiaire*, il obtient un crédit de 10 reais à déduire de ses débits d'impôt pour l'IPI lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales liées à l'IPI exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Si l'établissement industriel vend le produit désormais *fini* et, après avoir ajouté une certaine valeur au produit, facture 20 reais d'IPI au grossiste, cet établissement industriel qui vend le produit transfèrera 20 reais au Service des recettes fédérales. Cependant, comme il avait déjà obtenu et, en temps normal, utilisé pour s'acquitter de ses obligations fiscales mensuelles liées à l'IPI, le crédit d'impôt de 10 reais, le montant réel de la taxe payée pour ce produit spécifique par cet établissement industriel aura été de 10 reais seulement, soit la taxe correspondant à la valeur ajoutée.

2.13. Dans le cas d'une exonération fiscale (y compris au moyen de taux nuls) sur les ventes d'un produit industriel *intermédiaire*, si un établissement industriel vend un produit industriel *intermédiaire* exonéré d'IPI, l'établissement industriel qui effectuera des opérations de fabrication complémentaires sur le produit *intermédiaire* n'aura pas à payer d'IPI au vendeur, et le vendeur n'aura rien à verser au Service des recettes fédérales. Dans cette situation, l'acheteur n'obtiendra pas de crédit d'impôt. Par exemple, si un établissement industriel achète un produit industriel *intermédiaire* exonéré d'IPI, qui serait autrement de 10 reais, il ne sera pas obligé de payer 10 reais au vendeur, mais il n'obtiendra pas de crédit de 10 reais. Cet établissement industriel effectuera des opérations de fabrication complémentaires sur le produit industriel *intermédiaire* pour obtenir un produit industriel *fini* et, lorsqu'il vendra le produit *fini*, facturera au grossiste une IPI équivalant à sa valeur ajoutée; par exemple: 10 reais plus la valeur ajoutée antérieure de 10 reais. Ainsi, l'établissement industriel transfèrera 20 reais au Service des recettes fédérales, mais seulement après la vente du produit industriel *fini*.

2.14. Lorsqu'un établissement industriel vend un produit industriel *fini* à un grossiste ou un détaillant, il facture l'IPI au grossiste ou au détaillant et verse la taxe au Service des recettes fédérales lorsqu'il s'acquitte de ses obligations fiscales mensuelles, bien qu'il puisse déduire de ses débits d'impôt les crédits d'impôt précédemment accumulés.

2.15. Dans le cas d'une exonération fiscale (y compris au moyen de taux nuls) sur la vente d'un produit industriel *fini*, si un établissement industriel vend un produit industriel *fini* exonéré d'IPI, le grossiste ou le détaillant n'aura pas à payer d'IPI au vendeur et le vendeur n'aura rien à verser au Service des recettes fédérales.

2.16. En vertu du même principe de non-cumul, les établissements industriels ont le droit d'obtenir des crédits sur le montant de l'IPI versé sur l'achat d'*intrants*, de *matières premières* et de *matériaux d'emballage* utilisés pour la production de leurs produits industriels.²⁶ Ainsi, comme il a été expliqué pour les produits industriels *intermédiaires* (qui sont des intrants pour l'établissement industriel qui les achète), lorsque l'établissement industriel achète des *intrants*, des *matières premières* et des *matériaux d'emballage*, il paye l'IPI au vendeur mais obtient un crédit d'impôt du même montant que la taxe payée, qu'il pourra déduire de ses débits d'impôt pour l'IPI lorsqu'il s'acquittera de ses obligations mensuelles fiscales liées à l'IPI exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Lorsque l'établissement industriel vend le produit industriel à un autre

²⁵ Brésil, réponse à la question n° 69 du Groupe spécial.

²⁶ Brésil, réponse à la question n° 69 du Groupe spécial.

établissement industriel ou à une entité assimilée, il facture l'IPI à l'acheteur et verse la taxe au Service des recettes fédérales lorsqu'il s'acquitte de ses obligations fiscales mensuelles.

2.17. Par exemple, si l'établissement industriel paye 10 reais d'IPI lorsqu'il achète les *intrants*, les *matières premières* et les *matériaux d'emballage*, il obtient un crédit de 10 reais à déduire de ses débits d'impôt pour l'IPI lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales liées à l'IPI exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Si l'établissement industriel vend un produit industriel (*intermédiaire* ou *fini*) et, après avoir ajouté une certaine valeur au produit, facture, par exemple, 20 reais d'IPI à l'établissement industriel ou l'entité assimilée, alors l'établissement industriel qui vend le produit transférera 20 reais au Service des recettes fédérales. Cependant, comme il avait déjà obtenu et, en temps normal, utilisé le crédit d'impôt de 10 reais, le montant réel de taxe payée pour ce produit spécifique par cet établissement industriel aura été de 10 reais, soit la taxe correspondant à la valeur ajoutée.

2.18. Dans le cas des exonérations fiscales (y compris au moyen de taux nuls) sur les achats d'*intrants*, de *matières premières* et de *matériaux d'emballage*, si un établissement industriel achète des *intrants*, des *matières premières* et des *matériaux d'emballage* exonérés d'IPI ou pour lesquels l'IPI est suspendue, il n'aura pas à payer la taxe au vendeur et le vendeur n'aura rien à verser au Service des recettes fédérales. Dans cette situation, l'acheteur n'obtiendra pas de crédit d'impôt. Par exemple, si un établissement industriel achète un intrant exonéré d'IPI, qui serait autrement de 10 reais, il ne sera pas obligé de payer 10 reais au vendeur, mais il n'obtiendra pas de crédit de 10 reais. Cet établissement industriel utilisera l'*intrant* pour effectuer des opérations de fabrication sur un produit industriel (*intermédiaire* ou *fini*) et, lorsqu'il vendra le produit *fini*, facturera au grossiste une IPI équivalant à sa valeur ajoutée de 10 reais, plus la valeur ajoutée antérieure de 10 reais. Ainsi, l'établissement industriel transférera 20 reais au Service des recettes fédérales, mais seulement après la vente du produit.

2.19. Il est important de noter que l'article 225 du Décret n° 7212/2010 dispose que "lorsque, au cours d'une période d'analyse donnée, à partir de la comparaison des débits et des crédits, un solde créditeur est constaté, il sera transféré à la période suivante".²⁷ Cela signifie que, lorsque les crédits d'impôt pour l'IPI d'un mois donné dépassent les débits d'impôt pour l'IPI pour ce mois, les crédits excédentaires peuvent être reportés, c'est-à-dire être utilisés pour compenser des obligations fiscales liées à l'IPI contractées au cours des mois suivants.

2.20. Dans les cas où, malgré le report, les débits d'impôts pour l'IPI sont moindres que les crédits d'impôts pour l'IPI après une période de trois mois, l'entité passible de l'impôt peut soit utiliser les crédits d'impôt pour l'IPI dont il est question pour compenser d'autres obligations fiscales fédérales, soit demander un remboursement des crédits d'impôt pour l'IPI, dans les cinq ans suivant l'accumulation des crédits liée à l'IPI.²⁸ Le processus de remboursement peut prendre entre plusieurs mois et plusieurs années.²⁹

Les contributions PIS/PASEP et COFINS

2.21. Le PIS/PASEP et la COFINS sont des contributions fédérales brésiliennes s'appliquant aux revenus bruts obtenus par tous les types de personnes juridiques. Les contributions PIS/PASEP et COFINS sont prévues à l'article 195 de la Constitution fédérale brésilienne³⁰ et régies par les Lois n° 9718 du 27 novembre 1998³¹ et n° 10637 du 30 décembre 2002³², dans le cas du PIS/PASEP, et la Loi n° 10833 du 29 décembre 2003, dans le cas de la COFINS.³³

²⁷ Brésil, réponse à la question n° 69 du Groupe spécial.

²⁸ Normative Instruction RFB 1,300 of 20 November 2012 (Instruction normative RFB n° 1300/2012) (pièce JE-23), article 21.

²⁹ La règle générale, en vertu de l'article 24 de la Loi n° 11457 du 16 mars 2007, est qu'une décision administrative doit être rendue dans un délai n'excédant pas trois cent soixante (360) jours à compter du dépôt de requêtes, de réponses et de recours administratifs par le contribuable. Loi n° 11457 du 16 mars 2007 (Loi n° 11457/2007) (pièce BRA-103), article 24. Voir aussi, i.e. Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 - SP (2012/0095341-6) (pièce BRA-104), paragraphe 5.

³⁰ Constitution fédérale brésilienne (pièce BRA-21).

³¹ Law 9,718, of 27 November 1998 (Loi n° 9718/1998) (pièce JE-220).

³² Law 10,637 of 30 December 2002 (Loi n° 10637/2002) (pièces JE-94 et BRA-100).

³³ Law 10,833 of 29 December 2003 (Loi n° 10833/2003) (pièce JE-93).

2.22. Les contributions PIS/PASEP et COFINS sont soumises, en règle générale, au régime non cumulatif.³⁴

2.23. Les taux de contribution dans le cadre du régime non cumulatif sont, en règle générale, de 1,65%³⁵ pour le PIS/PASEP et de 7,6%³⁶ pour la COFINS, pour un taux combiné de 9,25%, bien que différents taux s'appliquent aux revenus découlant des ventes de certaines sociétés, des ventes de certains produits spécifiques, ou de la fourniture de certains services.

2.24. La base d'imposition est le chiffre d'affaires mensuel de la personne juridique imposable, qui est considéré comme étant composé de tous les revenus obtenus par la personne juridique, indépendamment de son nom ou de sa classification comptable.³⁷ Dans le cas d'une personne juridique engagée dans le commerce des produits, la base d'imposition est constituée par le revenu brut des ventes totales reconnues pour la période de déclaration, moins le revenu tiré de certains éléments déductibles, tels que les subventions, les gains en capital et les ventes annulées.

2.25. Les personnes imposables, sont toutes les entreprises qui obtiennent un revenu grâce à leurs activités commerciales. Une personne juridique qui vend un produit facturera le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS en ce qui concerne ce produit à la personne juridique qui achète le produit, et versera ensuite le montant des contributions aux pouvoirs publics lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales liées au PIS/PASEP et à la COFINS exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction.

2.26. De la même façon que l'IPI, les contributions PIS/PASEP et COFINS, dans le cadre du régime non cumulatif, fonctionnent comme des taxes sur la valeur ajoutée et lorsque les sociétés génèrent des crédits relatifs à leurs achats de produits taxés, elles peuvent les compenser par des débits lorsqu'elles s'acquittent de leurs obligations fiscales liées au PIS/PASEP et à la COFINS exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Le système de crédits d'impôt garantit que le PIS/PASEP et la COFINS des stades antérieurs peuvent être déduits à chaque stade de la chaîne d'approvisionnement.

2.27. Les crédits d'impôt peuvent être générés pour les contributions versées en ce qui concerne les achats de produits pour la revente; les achats de marchandises ou de services utilisés comme intrants pour la production de marchandises ou la fourniture de services; tous remboursements liés aux ventes annulées; l'énergie, les coûts de crédit-bail et les coûts logistiques; et les machines, le matériel et autres produits incorporés dans les actifs fixes (c'est-à-dire les biens d'équipement).³⁸

2.28. Comme dans le cas de l'IPI, si une société ne peut pas utiliser tous ses crédits dans un mois donné parce qu'ils dépassent ses obligations fiscales pour cette période, les crédits peuvent être reportés pour être utilisés ultérieurement les mois suivants.³⁹ Si, après trois mois, les débits sont insuffisants, la société peut compenser les crédits par d'autres obligations fiscales ou demander un remboursement dans les cinq ans suivant la génération du crédit.⁴⁰ Le processus de remboursement peut prendre entre plusieurs mois et plusieurs années.⁴¹

2.29. Les sociétés dont la taxation est fondée sur la "méthode du bénéfice présumé" sont soumises au régime cumulatif.⁴² Il apparaît que le régime cumulatif est utilisé par les petites entreprises.⁴³ Dans le cadre de ce régime, les sociétés versent un taux de 3,65% (soit 0,65% pour le PIS/PASEP et 3% pour la COFINS) de leur revenu brut mensuel. Les sociétés relevant de ce

³⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 64 (DS472) et paragraphe 28 (DS497).

³⁵ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 2.

³⁶ Loi n° 10833/2003 (pièce JE-93), article 2.

³⁷ Loi n° 10833/2003 (pièce JE-93), article premier; et Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article premier.

³⁸ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 3; Loi n° 10833/2003 (pièce JE-93), article 3; et Brésil, réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.

³⁹ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 3 §4; et Loi n° 10833/2003 (pièce JE-93), article 3 §4.

⁴⁰ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 5 §1 et §2; et Loi n° 10833/2003 (pièce JE-93), article 6 §1 et §2.

⁴¹ Voir, par exemple, Brésil, premières communications écrites, paragraphes 774 à 787.

⁴² Brésil, première communication écrite, paragraphe 64.

⁴³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 70.

régime paient les contributions tous les mois sur la base de leur chiffre d'affaires sans aucune compensation résultant de leurs achats de marchandises et de services pour la revente ou l'utilisation dans leurs processus de production. En d'autres termes, il n'y a pas de crédits d'impôt correspondant aux contributions PIS/PASEP et COFINS payées par les opérateurs économiques en amont et le système n'est pas axé sur la valeur ajoutée par chaque société dans la chaîne d'approvisionnement.⁴⁴

Les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation

2.30. Le PIS/PASEP-Importation et la COFINS-Importation sont les variantes du PIS/PASEP et de la COFINS axées sur l'importation. Ils sont régis par la Loi n° 10865 du 30 avril 2004⁴⁵ et les Instructions normatives SRF n° 594 du 26 décembre 2005⁴⁶ et RFB n° 1401 du 9 octobre 2013.⁴⁷

2.31. Les taux de contribution étaient auparavant les taux nominaux standards du régime non cumulatif du PIS/PASEP et de la COFINS. Toutefois, en raison d'une modification entrée en vigueur en mai 2015, les taux sont de 2,1% pour le PIS/PASEP-Importation et de 9,65% pour la COFINS-Importation, pour un taux combiné de 11,75%.⁴⁸ Pour certaines catégories de produits, les taux applicables sont plus élevés (par exemple, le taux combiné est de 15,79% pour les produits pharmaceutiques; de 20% pour les produits cosmétiques; et de 16,56% pour les pneumatiques).⁴⁹ Ces catégories de produits ont aussi un taux de contributions PIS/PASEP et COFINS plus élevé.

2.32. Les deux contributions s'appliquent aux transactions individuelles à l'importation et sont perçues sur l'importation des produits. La base d'imposition est la valeur en douane des produits.⁵⁰

2.33. Les importateurs sont également soumis au régime non cumulatif et peuvent donc compenser les montants payés à l'importation par leurs obligations fiscales nationales liées au PIS/PASEP et à la COFINS. Ainsi, ils payent les contributions uniquement en ce qui concerne la valeur ajoutée, c'est-à-dire la différence entre la valeur en douane et leur prix de vente. Le mécanisme de crédit d'impôt en ce qui concerne le régime national non cumulatif du PIS/PASEP et de la COFINS s'applique également dans le cas des importateurs.

2.34. Il est important de noter que la Loi n° 10865/2004 prévoit que la contribution COFINS-Importation soit augmentée de 1% pour les importations de certains produits énumérés.⁵¹ Toutefois, contrairement aux règles générales sur le non-cumul, en raison d'une modification de juin 2015 de la Loi n° 10865/2004, le 1% additionnel ne donne pas le droit aux importateurs d'obtenir un quelconque crédit au titre de la COFINS, qui ne peut donc pas être déduit de leurs obligations fiscales nationales liées à la COFINS.⁵²

⁴⁴ Voir Law 9,781 of 27 November 1998 (Loi n° 9781/1998) (pièce JE-220). Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphe 79; et Japon, première communication écrite, paragraphes 12 et 13.

⁴⁵ Law 10,865 of 30 April 2004 (Loi n° 10865/2004) (pièce JE-181).

⁴⁶ Normative Instruction SRF 594 of 26 December 2005 (Instruction normative SRF n° 594/2005) (pièce JE-219).

⁴⁷ Normative Instruction RFB 1,401 of 9 October 2013 (Instruction normative RFB n° 1401/2013) (pièce JE-201).

⁴⁸ Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 8, modifiée par Provisional Measure 668 of 30 January 2015 (mesure provisoire n° 668/2015) (pièce JE-189), article 1^{er}; et Law 13,137 of 19 June 2015 (Loi n° 13137/2015) (pièce JE-200), article 1^{er}.

⁴⁹ Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 8, modifiée par la mesure provisoire n° 668/2015 (pièce JE-189), article 1^{er}; et Loi n° 13137/2015 (pièce JE-200), article 1^{er}.

⁵⁰ Instruction normative RFB n° 1401/2013 (pièce JE-201), article 1 II).

⁵¹ Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 8 §21. La liste des produits est établie dans l'annexe à la Loi n° 12546/2011 (pièce JE-199).

⁵² Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 15 §1-A, modifiée par la Loi n° 13137/2015 (pièce JE-200), article 1^{er}.

La contribution CIDE

2.35. La CIDE est une contribution fédérale brésilienne qui s'applique aux envois de fonds/paiements de redevances à l'étranger. Elle est régie par la Loi n° 10168 du 19 décembre 2000.⁵³

2.36. Le taux d'imposition est de 10%.⁵⁴ Les personnes imposables sont les personnes juridiques qui détiennent une licence d'utilisation ou acquièrent des connaissances technologiques, ainsi que celles qui concluent des accords supposant un transfert de technologie, passés avec des personnes résidant ou domiciliées à l'étranger. La CIDE doit également être payée par les personnes juridiques qui concluent des accords visant les services d'assistance technique et administrative et les services similaires fournis par des personnes résidant ou domiciliées à l'étranger, ainsi que par des personnes juridiques qui, pour quelque motif que ce soit, payent, créditent, remettent, utilisent ou versent des redevances à des bénéficiaires résidant ou domiciliés à l'étranger. La contribution ne s'applique pas à la compensation concernant les licences d'utilisation ou les droits de commercialisation ou de distribution des logiciels informatiques, à moins qu'ils ne concernent le transfert d'une licence de technologie pertinente. La base de calcul est le montant payé, crédité, remis, utilisé ou versé chaque mois à des personnes résidant ou domiciliées à l'étranger.⁵⁵

2.2 Les mesures en cause

2.37. Les allégations formulées par l'Union européenne et le Japon concernent un certain traitement fiscal établi au titre des programmes suivants⁵⁶:

- a. le Programme informatique;
- b. le Programme d'incitations en faveur du secteur des semi-conducteurs (*Programa de Incentivos ao Setor de Semicondutores*), ci-après le Programme PADIS;
- c. le Programme de soutien au développement technologique de l'industrie du matériel pour la télévision numérique (*Programa de Apoio ao Desenvolvimento Tecnológico da Indústria de Equipamentos para TV Digital*), ci-après le Programme PATVD;
- d. le Programme pour l'inclusion numérique (*Inclusão Digital*);
- e. le Programme d'incitation pour l'innovation technologique et le renforcement des chaînes de production de véhicules automobiles (*Programa de Incentivo à Inovação Tecnológica e Adensamento da Cadeia Produtiva de Veículos Automotores*), ci-après le Programme INOVAR-AUTO;
- f. le régime pour les sociétés principalement exportatrices, ci-après le Programme PEC; et
- g. le Régime spécial pour l'achat de biens d'équipement pour les entreprises exportatrices (*Regime Especial de Aquisição de Bens de Capital para Empresas Exportadoras*), ci-après le Programme RECAP.

2.38. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial respectives de l'Union européenne et du Japon indiquent que ces programmes "[sont] établi[s] et mis en œuvre"⁵⁷, "établis et administrés"⁵⁸ "au moyen des instruments ci-après ... ainsi que toutes modifications ou

⁵³ Law 10,168 of 19 December 2000 (Loi n° 10168/2000) (pièce JE-222).

⁵⁴ Loi n° 10168/2000 (pièce JE-222), article 2 §4.

⁵⁵ Loi n° 10168/2000 (pièce JE-222), article 2.

⁵⁶ Pour plus de commodité, le Groupe spécial désignera le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD, le Programme pour l'inclusion numérique, le Programme INOVAR-AUTO, le Programme PEC et le Programme RECAP par le terme "programmes". Toutefois, il note que dans la version portugaise, le terme "programme" n'est utilisé que pour le Programme PADIS, le Programme PATVD, le Programme pour l'inclusion numérique et le Programme INOVAR-AUTO.

⁵⁷ Union européenne, demande d'établissement d'un groupe spécial.

⁵⁸ Japon, demande d'établissement d'un groupe spécial.

prorogations, toutes mesures de remplacement, toutes mesures de reconduction, toutes mesures de mise en œuvre et toutes autres mesures connexes"⁵⁹:

Programme INFORMATIQUE

- a. Loi n° 8248 du 23 octobre 1991⁶⁰;
- b. Loi n° 10176 du 11 janvier 2001⁶¹;
- c. Loi n° 10637 du 30 décembre 2002⁶²;
- d. Loi n° 13023 du 8 août 2014⁶³;
- e. Décret n° 5906 du 26 septembre 2006⁶⁴;
- f. Décret n° 6759 du 5 février 2009 (dispositions finales et transitoires), modifié par des actes juridiques ultérieurs⁶⁵;
- g. Décret n° 7212 du 15 juin 2010 (en particulier le chapitre VI, section II)⁶⁶;
- h. Décret n° 8010 du 16 mai 2013⁶⁷;
- i. Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 177 du 18 octobre 2002⁶⁸;
- j. Ordonnance d'application MCT n° 950 du 12 décembre 2006⁶⁹;
- k. Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC/MF n° 148 du 19 mars 2007⁷⁰;
- l. Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 685 du 25 octobre 2007⁷¹;
- m. Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 170 du 4 août 2010⁷²;
- n. Ordonnance d'application MDIC n° 267 du 30 août 2013⁷³;
- o. Ordonnance d'application interministérielle SDP/MDIC n° 1 du 18 septembre 2013⁷⁴;

⁵⁹ Union européenne et Japon, demandes d'établissement d'un groupe spécial.

⁶⁰ Law 8,248 of 23 October 1991 (Loi n° 8248/1991) (pièce JE-1).

⁶¹ Law 10,176 of 11 January 2001 (Loi n° 10176/2001).

⁶² Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁶³ Law 13,023 of 8 August 2014 (Loi n° 13023/2014) (pièce JE-2). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁶⁴ Decree 5,906 of 26 September 2006 (Décret n° 5906/2006) (pièce JE-7).

⁶⁵ Decree 6,759 of 5 February 2009 (Décret n° 6759/2009) (pièce JE-8).

⁶⁶ Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9).

⁶⁷ Decree 8,010 of 16 May 2013 (Décret n° 8010/2013). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁶⁸ Interministerial Implementing Order MDIC/MCTI 177 of 18 October 2002 (Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 177/2002) (pièce JE-18).

⁶⁹ Implementing Order MCT 950 of 12 December 2006 (Ordonnance d'application MCT n° 950/2006) (pièce JE-22).

⁷⁰ Interministerial Implementing Order MF/MCT/MDIC 148 of 19 March 2007 (Ordonnance d'application interministérielle MF/MCT/MDIC n° 148/2007) (pièce JE-21).

⁷¹ Interministerial Implementing Order MDIC/MCT 685 of 25 October 2007 (Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 685/2007) (pièce JE-20).

⁷² Interministerial Implementing Order MDIC/MCT 170 of 4 August 2010 (Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 170/2010) (pièce JE-17).

⁷³ Implementing Order MDIC 267 of 30 August 2013 (Ordonnance d'application MDIC n° 267/2013) (pièce JE-13).

⁷⁴ Interministerial Implementing Order SDP/MDIC 1 of 18 September 2013 (Ordonnance d'application interministérielle SDP/MDIC n° 1/2013) (pièce JE-16).

- p. Ordonnance d'application MCT n° 1309 du 19 décembre 2013⁷⁵;
- q. Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 202 du 13 février 2014⁷⁶;
- r. Ordonnances d'application portant adoption des processus de production de base ("PPB") conformément aux dispositions des instruments susmentionnés; et
- s. Accréditations (*habilitações*) accordées au titre du Programme informatique.

Programme PADIS

- a. Loi n° 11484 du 31 mai 2007⁷⁷;
- b. Décret n° 6233 du 11 octobre 2007⁷⁸;
- c. Décret n° 8247 du 23 mai 2014⁷⁹;
- d. Instruction normative RFB n° 852 du 13 juin 2008⁸⁰;
- e. Décret n° 7212 du 15 juin 2010 (en particulier le chapitre VI, section III)⁸¹;
- f. Décret n° 6759 du 5 février 2009 (en particulier le livre III, titre II, chapitre VII, section VII), modifié par des actes juridiques ultérieurs⁸²;
- g. Ordonnance d'application interministérielle MCT/MDIC/MF n° 297 du 13 mai 2008 établissant les procédures et le délai pour l'analyse du Programme PADIS mettant en œuvre le Décret n° 6233 du 11 octobre 2007 (GTI-PADIS)⁸³;
- h. Ordonnance d'application interministérielle MCT/MDIC n° 290/2008⁸⁴;
- i. Ordonnances d'application établissant les PPB applicables dans le cadre du programme PADIS; et
- j. Accréditations (*habilitações*) accordées au titre du Programme PADIS.

Programme PATVD

- a. Loi n° 11484 du 31 mai 2007⁸⁵;
- b. Décret n° 6234 du 11 octobre 2007⁸⁶;
- c. Instruction normative RFB n° 853 du 13 juin 2008⁸⁷;

⁷⁵ Implementing Order MCT 1,309 of 19 December 2013 (Ordonnance d'application MCT n° 1309/2013) (pièce JE-15).

⁷⁶ Interministerial Implementing Order MDIC/MCT 202 of 13 February 2014 (Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 202/2014) (pièce JE-12).

⁷⁷ Law 11,484 of 31 May 2007 (Loi n° 11484/2007) (pièce JE-71).

⁷⁸ Decree 6,233 of 11 October 2007 (Décret n° 6233/2007) (pièce JE-73).

⁷⁹ Decree 8,247 of 23 May 2014 (Décret n° 8247/2014) (pièce JE-75). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁸⁰ Normative Instruction RFB 852 of 13 June 2008 (Instruction normative RFB n° 852/2008) (pièce JE-76).

⁸¹ Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9).

⁸² Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8).

⁸³ Interministerial Implementing Order MCT/MDIC/MF 297 of 13 May 2008 (Ordonnance d'application interministérielle MCT/MDIC/MF n° 297/2008) (pièce JE-77). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁸⁴ Interministerial Implementing Order MCT/MDIC 290 of 7 May 2008 (Ordonnance d'application interministérielle MCT/MDIC n° 290/2008) (pièce JE-78). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁸⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71).

⁸⁶ Decree 6,234 of 11 October 2007 (Décret n° 6234/2007) (pièce JE-85).

- d. Décret n° 7212 du 15 juin 2010 (en particulier le chapitre VI, section IV)⁸⁸;
- e. Décret n° 6759 du 5 février 2009 (en particulier le livre III, titre II, chapitre VII, section VIII)⁸⁹;
- f. Ordonnance d'application interministérielle MCT/MDIC n° 291 du 7 mai 2008⁹⁰ ;
- g. Ordonnances d'application établissant les PPB applicables dans le cadre du Programme PATVD; et
- h. Accréditations (*habilitações*) accordées au titre du Programme PATVD.

Programme pour l'INCLUSION NUMÉRIQUE

- a. Loi n° 11196 du 21 novembre 2005⁹¹;
- b. Loi n° 12507 du 11 octobre 2011⁹²;
- c. Loi n° 12715 du 17 septembre 2012⁹³;
- d. Loi n° 13097 du 19 janvier 2015⁹⁴;
- e. Décret n° 5602 du 6 décembre 2005⁹⁵;
- f. Ordonnance d'application MC n° 87 du 10 avril 2013⁹⁶;
- g. Ordonnance d'application STE n° 2 du 26 août 2013⁹⁷; et
- h. Autres ordonnances d'application établissant des PPB applicables dans le cadre du Programme pour l'inclusion numérique.

Programme INOVAR-AUTO

- a. Loi n° 12546 du 14 décembre 2011⁹⁸;
- b. Loi n° 12715 du 17 septembre 2012⁹⁹;
- c. Loi n° 12844 du 19 juillet 2013¹⁰⁰;

⁸⁷ Normative Instruction RFB 853 of 13 June 2008 (Instruction normative RFB n° 853/2008) (pièce JE-86).

⁸⁸ Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9).

⁸⁹ Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8).

⁹⁰ Interministerial Implementing Order MCT/MDIC 291 of 7 May 2008 (Ordonnance d'application interministérielle MCT/MDIC n° 291/2008) (pièce JE-88). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁹¹ Law 11,196 of 21 November 2005 (Loi n° 11196/2005) (pièce JE-91).

⁹² Law 12,507 of 11 October 2011 (Loi n° 12507/2011). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁹³ Law 12,715 of 17 September 2012 (Loi n° 12715/2012) (pièce JE-95). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁹⁴ Law 13,097 of 19 January 2015 (Loi n° 13097/2015) (pièce JE-92). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

⁹⁵ Decree 5,602 of 6 December 2005 (Décret n° 5602/2005) (pièce JE-97).

⁹⁶ Implementing Order MC 87 of 10 April 2013 (Ordonnance d'application MC n° 87/2013) (pièce JE-100).

⁹⁷ Implementing Order STE 2 of 26 August 2013 (Ordonnance d'application STE n° 2/2013) (pièce JE-99).

⁹⁸ Loi n° 12546/2011 (pièce JE-199).

⁹⁹ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95).

¹⁰⁰ Law 12,844 of 19 July 2013 (Loi n° 12844/2013). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

- d. Loi n° 12996 du 18 juin 2014¹⁰¹;
- e. Décret n° 7819 du 3 octobre 2012¹⁰²;
- f. Décret n° 8015 du 17 mai 2013¹⁰³;
- g. Décret n° 8294 du 12 août 2014¹⁰⁴;
- h. Ordonnance d'application MCTI n° 296 du 1^{er} avril 2013¹⁰⁵;
- i. Ordonnance d'application MDIC n° 106 du 11 avril 2013¹⁰⁶;
- j. Ordonnance d'application MDIC n° 113 du 15 avril 2013¹⁰⁷;
- k. Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772 du 12 août 2013¹⁰⁸;
- l. Ordonnance d'application MDIC n° 280 du 4 septembre 2013¹⁰⁹;
- m. Ordonnance d'application MDIC n° 297 du 30 septembre 2013¹¹⁰;
- n. Ordonnance d'application MDIC n° 257 du 23 septembre 2014¹¹¹;
- o. Ordonnance d'application MDIC n° 290 du 14 novembre 2014¹¹²;
- p. Ordonnance d'application MDIC n° 318 du 26 décembre 2014¹¹³;
- q. Convention ICMS n° 38 du 22 mai 2013¹¹⁴;
- r. Convention SINIEF du 15 décembre 1970¹¹⁵;
- s. Accréditations (*habilitações*) accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO; et
- t. Modalités d'engagement (*termos de compromisso*) signées par les sociétés accréditées.

¹⁰¹ Law 12,996 of 18 June 2014 (Loi n° 12996/2014). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹⁰² Decree 7,819 of 3 October 2012 (Décret n° 7819/2012) (pièce JE-132).

¹⁰³ Decree 8,015 of 17 May 2013 (Décret n° 8015/2013) (pièce JE-133).

¹⁰⁴ Decree 8,294 of 12 August 2014 (Décret n° 8294/2014) (pièce JE-134).

¹⁰⁵ Implementing Order MCTI 296 of 1 April 2013 (Ordonnance d'application MCTI n° 296/2013) (pièce JE-178).

¹⁰⁶ Implementing Order MDIC 106 of 11 April 2013 (Ordonnance d'application MDIC n° 106/2013) (pièce JE-176).

¹⁰⁷ Implementing Order MDIC 113 of 15 April 2013 (Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013) (pièce JE-154).

¹⁰⁸ Interministerial Implementing Order MCTI/MDIC 772 of 12 August 2013 (Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013) (pièce JE-175).

¹⁰⁹ Implementing Order MDIC 280 of 4 September 2013 (Ordonnance d'application MDIC n° 280/2013) (pièce JE-177).

¹¹⁰ Implementing Order MDIC 297 of 30 September 2013 (Ordonnance d'application MDIC n° 297/2013) (pièce JE-179).

¹¹¹ Implementing Order MDIC 257 of 23 September 2014 (Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014) (pièce JE-158). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹¹² Implementing Order MDIC 290 of 14 November 2014 (Ordonnance d'application MDIC n° 290/2014) (pièce JE-157). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹¹³ Implementing Order MDIC 318 of 26 December 2014 (Ordonnance d'application MDIC n° 318/2014). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹¹⁴ ICMS Convention 38 of 22 May 2013 (Convention ICMS n° 38/2013) (pièce JE-160). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹¹⁵ SINIEF Convention of 15 December 1970 (Convention SINIEF de 1970) (pièce JE-159). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

Programme PEC

- a. Loi n° 10637 du 30 décembre 2002¹¹⁶;
- b. Loi n° 10865 du 30 avril 2004¹¹⁷;
- c. Loi n° 12715 du 17 septembre 2012¹¹⁸;
- d. Décret n° 6759 du 5 février 2009 (en particulier le livre III, titre I, chapitre VII, et le livre III, titre II, chapitre VII, section V)¹¹⁹;
- e. Instruction normative SRF n° 595 du 27 décembre 2005¹²⁰;
- f. Instruction normative RFB n° 948 du 15 juin 2009¹²¹;
- g. Instruction normative RFB n° 1424 du 19 décembre 2013¹²²; et
- h. Accréditations (*habilitações*) ou enregistrement (*registro*) des "sociétés principalement exportatrices" au titre du régime.

Programme RECAP

- a. Loi n° 11196 du 25 novembre 2005¹²³;
- b. Loi n° 12715 du 17 septembre 2012¹²⁴;
- c. Décret n° 5649 du 29 décembre 2005¹²⁵;
- d. Décret n° 5789 du 25 mai 2006¹²⁶;
- e. Décret n° 6759 du 5 février 2009 (en particulier le livre III, titre II, chapitre VII, section IV)¹²⁷;
- f. Instruction normative SRF n° 605 du 4 janvier 2006¹²⁸; et
- g. Accréditations (*habilitações*) accordées au titre du Programme RECAP.

2.2.1 Le Programme informatique**2.2.1.1 Introduction**

2.39. Le Programme informatique prévoit des exonérations et réductions de la taxe sur les produits industriels (IPI) applicable à la vente de produits des technologies de l'information. Il

¹¹⁶ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100).

¹¹⁷ Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181).

¹¹⁸ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹¹⁹ Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8).

¹²⁰ Normative Instruction SRF 595 of 27 December 2005 (Instruction normative SRF n° 595/2005) (pièce JE-193).

¹²¹ Normative Instruction RFB 948 of 15 June 2009 (Instruction normative RFB n° 948/2009) (pièce JE-191).

¹²² Normative Instruction RFB 1,424 of 19 December 2013 (Instruction normative RFB n° 1424/2013) (pièce JE-192). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹²³ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182).

¹²⁴ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95). Uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.

¹²⁵ Decree 5,649 of 29 December 2005 (Décret n° 5649/2005) (pièce JE-187).

¹²⁶ Decree 5,789 of 25 May 2006 (Décret n° 5789/2006) (pièce JE-188).

¹²⁷ Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8).

¹²⁸ Normative Instruction SRF 605 of 4 January 2006 (Instruction normative SRF n° 605/2006) (pièce JE-195).

prévoit également des suspensions de l'IPI sur l'achat ou l'importation de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés dans la fabrication de produits des technologies de l'information et produits d'automatisation visés par des incitations au titre du Programme informatique.

2.40. Les exonérations, réductions et suspensions fiscales pertinentes prévues par le Programme informatique sont entrées en vigueur en octobre 1991 et arriveront à expiration le 31 décembre 2029.¹²⁹

2.2.1.2 Traitement fiscal

2.41. Le Programme informatique prévoit les exonérations et réductions de l'IPI sur les produits des technologies de l'information et produits d'automatisation ci-après:

- a. une réduction de 95% jusqu'au 31 décembre 2024, une réduction de 90% jusqu'au 31 décembre 2026 et une réduction de 85% jusqu'au 31 décembre 2029, pour des marchandises produites dans la région du centre-ouest et dans les zones d'influence de l'Office de développement de l'Amazonie (SUDAM) et de l'Office de développement du Nord-Est (SUDENE)¹³⁰; et
- b. une réduction de 80% jusqu'au 31 décembre 2024, une réduction de 75% jusqu'au 31 décembre 2026 et une réduction de 70% jusqu'au 31 décembre 2029, pour les marchandises produites à d'autres endroits du Brésil.¹³¹

2.42. Le Programme informatique prévoit des taux de réduction spécifiques pour les micro-ordinateurs portables et les unités de traitement numérique à faible capacité utilisant des microprocesseurs d'une valeur maximale de 11 000,00 reais; les unités de disques optiques magnétiques; les circuits imprimés dotés de composants électriques et électroniques assemblés; les châssis d'ordinateurs; et les sources d'alimentation identifiables comme étant exclusivement ou essentiellement conçues pour de tels appareils:

- a. une exonération totale jusqu'au 31 décembre 2024, une réduction de 95% jusqu'au 31 décembre 2026 et une réduction de 85% jusqu'au 31 décembre 2029, pour les marchandises produites dans la région du centre-ouest et dans les zones d'influence du SUDAM et du SUDENE¹³²; et
- b. une réduction de 95% jusqu'au 31 décembre 2024, une réduction de 90% jusqu'au 31 décembre 2026 et une réduction de 70% jusqu'au 31 décembre 2029, pour les marchandises produites à d'autres endroits du Brésil.¹³³

2.43. Les réductions spécifiques de l'IPI ci-après s'appliquent aux produits des technologies de l'information et produits d'automatisation qui ont également obtenu le statut "développés au Brésil":

- a. une réduction de 100% jusqu'au 31 décembre 2024, une réduction de 95% jusqu'au 31 décembre 2026 et une réduction de 90% jusqu'au 31 décembre 2029¹³⁴; et
- b. une exonération totale jusqu'au 31 décembre 2024, une réduction de 95% jusqu'au 31 décembre 2026 et une réduction de 85% jusqu'au 31 décembre 2029, pour les

¹²⁹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1); modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2).

¹³⁰ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4 §1D et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 4.

¹³¹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4 §1A et §7; modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 4.

¹³² Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4 §1E et §5; modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 3.

¹³³ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4 §1E et §5; modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 3.

¹³⁴ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4 §7; modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 4.

marchandises produites dans la région du centre-ouest et dans les zones d'influence du SUDAM et du SUDENE.¹³⁵

2.44. Le Programme informatique prévoit également des suspensions de l'IPI sur les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés dans la fabrication de produits des technologies de l'information et produits d'automatisation visés par des incitations au titre du Programme informatique, qui s'appliquent lorsque les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage sortent de l'établissement industriel.

2.45. La suspension est soumise à condition, à savoir que plus de 60% du revenu brut total de la société soient tirés de la vente de produits visés par le Programme informatique.¹³⁶ Elle prend fin, et l'IPI devient définitivement non exigible, avec l'exportation ou la vente intérieure des produits dans lesquels les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage achetés alors que l'IPI était suspendue ont été utilisés.¹³⁷

2.2.1.3 Produits visés

2.46. Les catégories suivantes de produits des technologies de l'information et produits d'automatisation sont visées par le Programme informatique:

- a. les composants électroniques pour semi-conducteur, les produits optoélectroniques, et leurs intrants électroniques respectifs;
- b. les machines, matériel et appareils reposant sur la technologie numérique et ayant des fonctions de collecte, de traitement, de structuration, de stockage, d'échange, de transmission, de récupération ou de présentation de l'information, ainsi que les intrants électroniques respectifs, parties, pièces et supports physiques qu'ils utilisent pour fonctionner;
- c. les programmes pour les ordinateurs, machines, matériel et appareils de traitement de l'information, et leurs dossiers techniques respectifs (logiciels);
- d. les services techniques relatifs aux marchandises et services décrits dans les paragraphes a), b) et c) ci-dessus;
- e. les appareils téléphoniques fixes, dotés d'un microphone sans fil qui inclut un système de commande numérique, code 8517.11.00 de la Nomenclature commune du MERCOSUR (NCM);
- f. les terminaux de téléphonie cellulaire portatifs, code 8517.12.31 de la NCM; et
- g. les unités de sortie vidéo (moniteurs) classées dans les sous-positions 8528.41 et 8528.51 de la NCM, dépourvues des interfaces et des circuits nécessaires à la réception de signaux par fréquence radio ou même de vidéo composite, adaptées au fonctionnement de machines, de matériel et d'appareils reposant sur la technique numérique, position n° 8471 de la NCM (ayant des fonctions de collecte, de traitement, de structuration, de stockage, d'échange, de transmission, de récupération ou de présentation de l'information).¹³⁸

2.47. La liste spécifique des produits relevant de ces catégories, identifiés selon leurs codes dans la NCM, ainsi qu'une liste des produits exclus du Programme informatique, figure aux annexes I et II du Décret n° 5906/2006.¹³⁹

¹³⁵ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4 §1E et §5; modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}, et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 3.

¹³⁶ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §2.

¹³⁷ Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), articles 19 et 20.

¹³⁸ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 16A; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 2.

¹³⁹ Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), annexes I et II.

2.2.1.4 Sociétés admissibles

2.48. Les sociétés admissibles au bénéfice du Programme informatique sont les sociétés i) qui développent ou produisent des marchandises et services dans les domaines des technologies de l'information et de l'automatisation conformément aux processus de production de base (PPB) et ii) qui investissent dans des activités de recherche-développement concernant les technologies de l'information au Brésil.¹⁴⁰

2.2.1.5 Prescriptions relatives à l'obtention du traitement fiscal

2.49. Afin d'obtenir des exonérations, des réductions et des suspensions fiscales prévues par le Programme informatique, les sociétés qui fabriquent les produits des technologies de l'information et produits d'automatisation pertinents et/ou achètent/importent les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage pertinents utilisés dans la production des produits visés par des incitations, doivent obtenir une accréditation.

2.50. Pour être accréditées, les sociétés présentent une demande au Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation (MCTI). La demande doit inclure une proposition de projet contenant, entre autres renseignements: a) les produits devant être fabriqués; b) le plan de recherche-développement préparé par la société; c) la preuve que la société va suivre les PPB pertinents; et d) des éléments de preuve attestant, s'il y a lieu, que les produits satisfont à la prescription imposant qu'ils aient été développés au Brésil.¹⁴¹

2.51. Une fois l'accréditation obtenue, les sociétés accréditées feront rapport, chaque année, au pouvoir exécutif sur le respect de leurs obligations en matière de R&D au cours de l'année antérieure. Si les prescriptions ne sont pas respectées ou les rapports ne sont pas approuvés, l'accréditation peut être suspendue, sans préjudice du fait que la société sera obligée de rembourser les montants précédemment réduits ou exonérés, actualisés et augmentés par les pénalités monétaires applicables aux dettes fiscales liées aux taxes de même nature.¹⁴²

2.2.1.5.1 Investissement dans la recherche-développement (R&D)

2.52. Les sociétés doivent investir chaque année dans la R&D en matière de technologies de l'information et de l'automatisation devant être menée au Brésil un pourcentage de leurs ventes brutes sur le marché intérieur résultant de la commercialisation des produits et services des technologies de l'information visés par des incitations, après déduction des taxes perçues sur les ventes en relation avec ces ventes, et déduction de la valeur des achats de produits qui ont droit à une exonération ou réduction de l'IPI. Au titre de la Loi informatique, le pourcentage minimal initial du revenu brut d'une société tiré des ventes de produits des technologies de l'information sur le marché intérieur devant être investi dans la R&D était de 5%, sans réserve de réductions graduelles.¹⁴³

2.53. Au moment où le Groupe spécial a été établi, l'une de ces réductions était déjà en vigueur. Le pourcentage a été réduit de 20% du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2029.¹⁴⁴ Dans le cas des marchandises produites dans la région du centre-ouest et dans les régions d'influence du SUDAM et du SUDENE, le pourcentage a été réduit de 13% du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2029.¹⁴⁵

¹⁴⁰ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 1^{er}.

¹⁴¹ Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 22.

¹⁴² Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), articles 9 et 11 §9, modifiée par

¹⁴³ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}, et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁴⁴ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}, et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁴⁵ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}, et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

2.54. Ainsi, les sociétés accréditées doivent investir dans la R&D au moins 4% de leur revenu brut¹⁴⁶ et au moins 4,35% si les investissements concernent les ventes de produits des TIC fabriqués dans les régions du centre-ouest, du Nord (SUDAM) et du Nord-Est (SUDENE).¹⁴⁷

2.55. L'investissement de 4% est divisé en deux parties: la première correspond à 1,84%¹⁴⁸ et la seconde à 2,16%¹⁴⁹ du revenu brut de la société tiré des ventes de produits des technologies de l'information sur le marché intérieur.

2.56. La part de 1,84% doit être investie comme suit¹⁵⁰:

- a. au moins 0,8% au moyen de conventions signées avec les centres de recherche ou les établissements d'enseignement brésiliens accrédités auprès du Comité de la technologie et de l'information (CATI) du MCTI¹⁵¹;
- b. au moins 0,64% au moyen de conventions avec les centres de recherche ou les établissements d'enseignement brésiliens accrédités auprès du CATI et situés dans les régions du centre-ouest, du Nord (SUDAM) et du Nord-Est (SUDENE).¹⁵² Au moins 30% de ce montant doivent être investis dans les universités, les lycées, les établissements d'enseignement et les centres ou instituts de recherche créés ou tenus par les autorités fédérales, étatiques ou de district situées dans ces régions¹⁵³;
- c. au moins 0,4% en tant que ressources financières versées chaque trimestre en faveur du Fonds national pour le développement scientifique et technologique (FNDCT).¹⁵⁴

2.57. Jusqu'à deux tiers de la part de 2,16% restante peuvent être investis en tant que ressources financières dans le Programme d'assistance au développement du secteur des technologies de l'information.¹⁵⁵

2.58. L'investissement de 4,35% est à son tour divisé en deux parties: la première correspond à 2,001%¹⁵⁶ et la seconde à 2,349%¹⁵⁷ du revenu brut de la société tirées des ventes sur le marché intérieur de produits des technologies de l'information fabriqués dans les régions du centre-ouest, du Nord (SUDAM) et du Nord-Est (SUDENE).

2.59. La part de 2,001% doit être investie comme suit¹⁵⁸:

- a. au moins 0,87% au moyen de conventions signées avec les centres de recherche ou les établissements d'enseignement brésiliens accrédités auprès du CATI¹⁵⁹;

¹⁴⁶ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁴⁷ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁴⁸ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁴⁹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), articles 8 et 10.

¹⁵⁰ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁵¹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁵² Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁵³ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁵⁴ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁵⁵ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), articles 8 et 10.

¹⁵⁶ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁵⁷ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), articles 8 et 10.

¹⁵⁸ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

- b. au moins 0,696% au moyen de conventions avec les centres de recherche ou les établissements d'enseignement brésiliens accrédités auprès du CATI et situés dans les régions du centre-ouest, du Nord (SUDAM) et du Nord-Est (SUDENE).¹⁶⁰ Au moins 30% de ce montant doivent être investis dans les universités, les lycées, les établissements d'enseignement et les centres de recherche créés ou tenus par les autorités fédérales, de district ou étatiques situées dans ces régions¹⁶¹;
- c. au moins 0,435% en tant que ressources financières versées chaque trimestre en faveur du FNDCT¹⁶²;
- d. jusqu'à deux tiers de la part de 2,349% restante peuvent être investis en tant que ressources financières dans le Programme d'assistance au développement du secteur des technologies de l'information.¹⁶³

2.60. Les pourcentages ont également été réduits de 25% pour les sociétés accréditées produisant des micro-ordinateurs portables et des unités de traitement numérique à faible capacité utilisant des microprocesseurs d'une valeur maximale de 11 000,00 reais; des unités de disques optiques magnétiques; des circuits imprimés dotés de composants électriques et électroniques assemblés; des châssis d'ordinateurs; et des sources d'alimentation identifiables comme étant exclusivement ou essentiellement conçues pour de tels appareils; et calculés exclusivement sur les ventes brutes résultant de la commercialisation de ces produits sur le marché intérieur.¹⁶⁴

2.2.1.5.2 Respect des processus de production de base (PPB)

2.61. Les sociétés doivent fabriquer des produits des technologies de l'information et produits d'automatisation conformément aux modalités des PPB par produit particuliers¹⁶⁵, qui établissent les étapes de production nécessaires ou l'ensemble minimal d'opérations devant être menées au Brésil.

2.62. Un PPB est défini comme l'ensemble minimal d'opérations effectuées dans une installation de fabrication qui caractérise la fabrication industrielle effective d'un produit donné.¹⁶⁶ Ainsi, les PPB indiquent les étapes ou les stades minimaux du processus de fabrication d'un produit devant être effectués au Brésil.

2.63. Certains PPB exigent également que les composants, parties et pièces spécifiques utilisés dans la production des produits des technologies de l'information et produits d'automatisation soient fabriqués, dans une proportion spécifique, conformément à leurs propres PPB respectifs. D'autres PPB exigent un pourcentage d'assemblage local pour les composants, parties et pièces spécifiques.

2.64. Les PPB sont établis par produit ou groupes de produits dans des ordonnances d'application individuelles (*Portarias*).

¹⁵⁹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁶⁰ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁶¹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁶² Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁶³ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 10.

¹⁶⁴ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11 §6 et §7, modifiée par la Loi n° 13023/2014 (pièce JE-2), article 1^{er}; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

¹⁶⁵ Les Ordonnances d'application établissant ou modifiant les PPB comprennent les pièces suivantes: pièce JE-25, pièce JE-26, pièce JE-27, pièce JE-28, pièce JE-29, pièce JE-30, pièce JE-31, pièce JE-32, pièce JE-33, pièce JE-34, pièce JE-35, pièce JE-36, pièce JE-37, pièce JE-38, pièce JE-39, pièce JE-40, pièce JE-41, pièce JE-42, pièce JE-43, pièce JE-44, pièce JE-45, pièce JE-46, pièce JE-66, pièce BRA-28, pièce BRA-29, pièce BRA-30, pièce BRA-31 et pièce BRA-116.

¹⁶⁶ Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 16.

2.65. Pour qu'un PPB soit établi, une société ou un groupe de sociétés intéressées doit présenter une demande d'établissement d'un PPB concernant un produit ou un groupe de produits spécifiques.¹⁶⁷ La demande sera examinée par un groupe technique interministériel (GT-PPB) constitué de représentants du MCTI et du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce (MDIC).¹⁶⁸ Le GT-PPB établira une proposition de projet fondée sur les renseignements fournis dans la demande et les visites techniques effectuées auprès de la société; il soumettra la proposition à consultation publique pendant 15 jours; et soumettra son avis technique et sa recommandation au MDIC et au MCTI.¹⁶⁹ Le MDIC et le MCTI doivent ensuite émettre une ordonnance d'application interministérielle portant approbation ou refus du PPB dans un délai de 120 jours à compter de la date de présentation de la demande par la société.¹⁷⁰

2.66. Bien que les PPB soient établis en ce qui concerne un produit ou un groupe de produits spécifiques sur demande d'une société, une fois établis, ils s'appliqueront à toutes les sociétés en ce qui concerne ce produit ou groupe de produits spécifiques.

2.2.1.5.3 Statut de produits "développés au Brésil"

2.67. Les produits qui ont obtenu le statut "développés au Brésil" font l'objet de réductions fiscales additionnelles.

2.68. Il faut satisfaire à deux prescriptions pour que les produits des technologies de l'information et produits d'automatisation soient considérés comme "développés au Brésil":

- a. les produits doivent respecter les spécifications, règles et normes énoncées dans la législation brésilienne; et
- b. les spécifications, projets et développements doivent avoir été réalisés au Brésil par des techniciens aux compétences avérées dans ces activités, qui résident et sont domiciliés au Brésil.¹⁷¹

2.69. Les demandes de statut "développés au Brésil" doivent être adressées au MCTI.

2.2.1.6 Mémoire connexe

2.70. Aucun mémoire connexe ne figure dans le dossier.

2.2.2 PROGRAMME PADIS

2.2.2.1 Introduction

2.71. Le Programme PADIS exonère (au moyen de taux nuls) les sociétés accréditées du paiement de certaines taxes en ce qui concerne les semi-conducteurs et les dispositifs d'affichage

¹⁶⁷ La demande doit contenir des renseignements sur la société, le produit, y compris les principaux intrants ou composants, les parts de marché, les investissements, l'emploi et la production. Voir l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 170/2010 (pièce JE-17), articles 1^{er}, 3, 4 et 5, et l'annexe 1.

¹⁶⁸ Conformément à l'article 6 de l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 170/2010 (pièce JE-17), le GT-PPB évaluera la demande sur la base des critères suivants: i) il faut rechercher un équilibre interrégional, en évitant la relocalisation de l'industrie à partir des régions dans lesquelles le produit en question est traditionnellement fabriqué ou le simple transfert des installations industrielles exploitées par l'entreprise qui formule la demande et qui sont déjà établies au Brésil; ii) l'ajout de valeur nationale à la production, en attirant des investissements qui vont réellement générer une augmentation des niveaux de productivité et de compétitivité, intégrer des technologies de production et des processus de production de pointe et permettre la formation et la qualification des ressources humaines dans le cadre du développement scientifique et technologique; iii) la contribution à la réalisation des macro-objectifs contenus dans la Politique de développement productif (PDP) et les futures politiques des pouvoirs publics faisant la promotion du développement scientifique et technologique; et iv) une création d'emploi accrue dans la région concernée.

¹⁶⁹ Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 170/2010 (pièce JE-17), articles 4 et 11.

¹⁷⁰ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 4, §2; et Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 170/2010 (pièce JE-17), articles 12 et 13.

¹⁷¹ Ordonnance d'application MCT n° 950/2006 (pièce JE-22), article premier; et Ordonnance d'application MCT n° 1309/2013 (pièce JE-15), article premier.

d'information (afficheurs), ainsi que les intrants, outils, appareils, machines et logiciels destinés à la production de semi-conducteurs et de dispositifs d'affichage ("biens d'équipement").

2.72. Les exonérations fiscales (au moyen de taux nuls) prévues dans le Programme PADIS sont entrées en vigueur en 2007 et sont applicables jusqu'au 22 janvier 2022.¹⁷²

2.2.2.2 Traitement fiscal

2.73. En vertu du Programme PADIS, les taux d'imposition suivants seront ramenés à zéro:

- a. Pour les importations ou les ventes sur le marché brésilien de machines, d'appareils, d'instruments, de matériel, d'outils informatiques (logiciels) et d'intrants utilisés dans certaines activités, à condition qu'ils soient incorporés dans les actifs fixes des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS qui les achètent/importent¹⁷³:
 - i. les contributions au titre du Programme d'intégration sociale (PIS) et du Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires (PASEP) et la Contribution au financement de la sécurité sociale (COFINS) perçues sur les revenus du vendeur lorsque les produits sont achetés par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS¹⁷⁴;
 - ii. les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation perçues sur les importations des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS¹⁷⁵;
 - iii. l'IPI perçue sur les produits importés ou les produits nationaux lorsqu'ils sont importés ou achetés sur le marché brésilien par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS¹⁷⁶; et
 - iv. les contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger effectués par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS pour payer l'utilisation de brevets ou de marques et la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique concernant les activités susmentionnées.¹⁷⁷
 - v. La taxe à l'importation frappant les machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques (logiciels) devant être incorporés dans les sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS ainsi que les matières premières et les intrants pourrait aussi être ramenée à zéro lorsque l'importateur est une société accréditée dans le cadre du Programme PADIS.¹⁷⁸
- b. Pour les ventes de dispositifs électroniques à semi-conducteur, de dispositifs d'affichage d'information et d'intrants et matériel pour la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information effectuées par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS sur le marché brésilien¹⁷⁹:

¹⁷² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 64; et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 151. Des dates spéciales d'expiration s'appliquent pour les réductions fiscales concernant les contributions CIDE et concernant l'impôt sur le revenu et les droits frappant les bénéfices tirés des ventes de produits finis. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 65, modifiée par la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 57.

¹⁷³ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 3; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 2; et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 10. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 282; le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 151.

¹⁷⁴ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 3 I); Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 2 I); et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 10 I).

¹⁷⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 3 II); Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 2 II); et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 10 II).

¹⁷⁶ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 3 III); Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 2 III); et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 10 III).

¹⁷⁷ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 3 §3; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 3; et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 12.

¹⁷⁸ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 3 §5; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 2 IV).

¹⁷⁹ Ces réductions fiscales ne s'appliquent pas cumulativement avec d'autres réductions ou avantages relatifs aux mêmes taxes ou contributions. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 4 §7; le

- i. les contributions PIS/PASEP et COFINS sur les revenus ou les recettes obtenus et sur les revenus générés par la vente de projets (conception) par les sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS¹⁸⁰;
- ii. l'IPI perçue sur les expéditions effectuées à partir de l'établissement industriel¹⁸¹; et
- iii. le taux de l'impôt sur le revenu et des droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation et le revenu généré par la vente de projets (conception) par le Programme PADIS.¹⁸²

2.2.2.3 Produits visés

2.74. Les produits visés par le Programme PADIS sont les suivants:

- a. dispositifs électroniques à semi-conducteur¹⁸³;
- b. dispositifs d'affichage d'information¹⁸⁴;
- c. intrants et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information, fabriqués conformément au PPB pertinent¹⁸⁵;
- d. machines, appareils, instruments et matériel devant être incorporés dans les actifs fixes de l'acheteur/importateur accrédité, destinés à des activités liées aux produits finals (c'est-à-dire celles qui sont énumérées dans l'annexe II du Décret n° 6233/2007)¹⁸⁶;
- e. intrants destinés à des activités liées aux produits finals (c'est-à-dire celles qui sont énumérées dans l'annexe III du Décret n° 6233/2007)¹⁸⁷; et
- f. outils informatiques (logiciels) destinés à des activités liées aux produits finals (c'est-à-dire celles qui sont énumérées dans l'annexe IV du Décret n° 6233/2007).¹⁸⁸

Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 4 §2; et l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 11 §2.

¹⁸⁰ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 4 I) et 4 §1; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 4 I) et 4 §1; et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 11 I) et 11 §1.

¹⁸¹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 4 II); Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 4 II); et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 11 II).

¹⁸² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 4 III) et 4 §1; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 4 III) et 4 §1; et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 11 III) et 11 §1.

¹⁸³ Le Programme PADIS couvre les dispositifs électroniques à semi-conducteur relevant des positions 85.41 et 85.42 de la NCM, y compris ceux qui sont assemblés et encapsulés dans un circuit à puce sur carte (chip on board) (NCM 8523.51). Voir le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), annexe I: Final Products (produits finals), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article 2; et la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 I). Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 §5, modifiée par la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 57; le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 §5, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier; et le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283 §5.

¹⁸⁴ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), annexe I: Final Products (produits finals); et Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 II). Les dispositifs d'affichage d'information doivent incorporer la technologie des cristaux liquides (LCD), photoluminescents (afficheurs plasma – PDP), électroluminescents (diodes électroluminescentes – LED, diodes électroluminescentes organiques – OLED ou afficheurs électroluminescents à couche fine – TFEL) ou une technologie semblable incorporant des microstructures émettrices de champs électriques, destinées à être utilisées comme intrants dans du matériel électroniques. Les dispositifs d'affichage d'information n'incluent pas les tubes cathodiques. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 §2; le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 §1; l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 4 §1 I); le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 150 §3; et le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283 §2.

¹⁸⁵ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), annexe I: Final Products (produits finals), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article 2; et Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 III).

¹⁸⁶ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), annexe II: Machinery, appliances, instruments and equipment for incorporation into the fixed assets, for use in activities related to final products (machines, appareils, instruments et matériel devant être incorporés dans les actifs fixes destinés à être utilisés dans des activités liées aux produits finals), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier.

¹⁸⁷ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), annexe III: Inputs intended for activities in relation to final products (intrants destinés à des activités liées aux produits finals), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier.

2.2.2.4 Sociétés admissibles

2.75. Les exonérations fiscales (au moyen de taux nuls) prévues dans le Programme PADIS seront accordées aux personnes juridiques précédemment accréditées par le Service des recettes fédérales du Brésil (RFB)¹⁸⁹:

- a. qui importent ou vendent sur le marché brésilien des machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques (logiciels) et intrants devant être incorporés dans leurs actifs fixes, à condition qu'ils soient utilisés dans des activités liées aux produits finals, (énumérés dans l'annexe II du Décret n° 6233/2007¹⁹⁰); et
- b. qui vendent sur le marché brésilien des dispositifs électroniques à semi-conducteur, des dispositifs d'affichage d'information et des intrants et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information.

2.2.2.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité

2.76. Pour obtenir une accréditation et devenir des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS, les personnes juridiques doivent satisfaire aux prescriptions suivantes:

- a. Investir dans la recherche-développement (R&D)¹⁹¹:

Les sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS doivent investir chaque année au moins 5% de leurs ventes brutes sur le marché brésilien dans des activités de R&D au Brésil.¹⁹² Les taxes perçues sur les ventes de dispositifs électroniques à semi-conducteur, de dispositifs d'affichage d'information et d'intrants et matériel destinés à leur fabrication ainsi que la valeur d'acquisition des produits visés par des incitations au titre du Programme PADIS doivent être déduites des ventes brutes réalisées sur le marché brésilien.¹⁹³ Sur ces 5%, 1% au moins sera destiné aux instituts ou centres de recherche officiels ou accrédités ou aux entités brésiliennes du secteur de l'éducation enregistrés auprès du CATI ou du Comité pour les activités de recherche-développement de l'Amazonie (CAPDA).¹⁹⁴

- b. Mener les activités suivantes:

- i. En ce qui concerne les dispositifs électroniques à semi-conducteur¹⁹⁵

- conception, développement et création;
- diffusion ou transformation physico-chimique; ou
- découpage, encapsulation et essais.

- ii. En ce qui concerne les dispositifs d'affichage d'information¹⁹⁶

¹⁸⁸ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 13 III) et annexe IV: Computational tools for the manufacture of final products (outils informatiques pour la fabrication de produits finals); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 13 III).

¹⁸⁹ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 5; et Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 3.

¹⁹⁰ Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73).

¹⁹¹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), articles 2 et 6; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), articles 6 et 8, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier. Voir aussi le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 150 §1 le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283; et l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 4.

¹⁹² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 6; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 8, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier. Ces dispositions indiquent aussi les domaines spécifiques dans lesquels l'investissement dans la R&D doit être fait.

¹⁹³ Voir le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 8, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier.

¹⁹⁴ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 6 §2; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 8 §2.

¹⁹⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 I), modifiée par la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 57; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 I), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier. Voir aussi l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 4 I); le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283 I); et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 150 §1 I).

- conception, développement et création;
- fabrication d'éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et de diodes électroluminescentes; ou
- assemblage final de dispositifs d'affichage et essais électriques et optiques.

iii. En ce qui concerne les intrants et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information: fabrication conformément aux PPB pertinents.¹⁹⁷

2.77. S'agissant des dispositifs d'affichage d'information, il faut noter que les activités de conception, développement et création ou la fabrication d'éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et de diodes électroluminescentes doivent avoir lieu au Brésil pour permettre l'obtention du traitement fiscal en question concernant les contributions PIS/PASEP et COFINS et l'IPI. De même, la fabrication d'intrants et de matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information doit avoir lieu au Brésil pour permettre l'obtention des réductions concernant les contributions PIS/PASEP et COFINS et l'IPI.¹⁹⁸

2.78. La société accréditée doit exercer exclusivement une ou plusieurs des activités mentionnées plus haut au paragraphe 2.76.¹⁹⁹

2.79. Les investissements dans la R&D et les activités susmentionnées concernant les dispositifs électroniques à semi-conducteur, les dispositifs d'affichage d'information et les intrants et matériel doivent être réalisés conformément à un projet approuvé par le MCTI et le MDIC.²⁰⁰

2.80. Une fois l'accréditation obtenue, les sociétés accréditées feront rapport, chaque année, au Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation en vue de démontrer que l'obligation d'investir est respectée.²⁰¹ Le non-respect du pourcentage minimal établi entraînerait l'obligation d'investir le montant résiduel dans le Fonds national pour le développement scientifique et technologique (FNDCT) (CT-INFO ou CT-Amazonia), ainsi qu'une amende et des intérêts.²⁰² Le non-respect de l'obligation indiquée entraînerait, pour la société, l'obligation de payer l'impôt sur le revenu et les droits sur les bénéfices, ainsi que des intérêts et des pénalités, y compris ceux qui s'appliquent aux contributions et aux taxes impayées.²⁰³ Les accréditations au titre du Programme PADIS peuvent être suspendues, entre autres raisons, si les sociétés accréditées ne respectent pas

¹⁹⁶ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 II); et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 II), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier. Voir aussi l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 4 II); le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283 II); et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 150 §1 II).

¹⁹⁷ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 §3, modifiée par la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 57; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 §3, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier.

¹⁹⁸ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 4 §2. Voir aussi le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 15; et l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 15.

¹⁹⁹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 2 III), modifiée par la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 57; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 III), modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier. Voir aussi l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 4 §3; le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283 §3; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 150 §4.

²⁰⁰ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), articles 2 §4 et 5, modifiée par la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 57; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), articles 6 §4 et 7, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier. Voir aussi l'Instruction normative RFB n° 852/2008 (pièce JE-76), article 4, §4; le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 283 §4; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 150 §5. L'approbation des projets est subordonnée: i) à l'administration par la société de la preuve qu'elle est en règle au regard des taxes et contributions gérées par le Service des recettes fédérales du Brésil; ii) au respect des instructions établies par l'Ordonnance d'application interministérielle pertinente; et iii) à la vérification préalable, par le Service des recettes fédérales du Brésil, que les marchandises présentées par la société accréditée relèvent des annexes pertinentes du Décret n° 6233/2007. Voir le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 7 §1. Voir aussi la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 5 §1; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 153, paragraphe unique.

²⁰¹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 7; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 9.

²⁰² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 8; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 10.

²⁰³ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 8, paragraphe 2; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 10, paragraphe 2.

leurs engagements en matière d'investissements dans la R&D au Brésil.²⁰⁴ La suspension de l'accréditation deviendra une annulation si la société ne corrige pas la violation dans un délai de 90 jours à compter de la notification de la suspension²⁰⁵ ou si une société fait l'objet de 2 suspensions en moins de 2 ans.²⁰⁶

2.2.2.6 Mémoire connexe

2.81. Le Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 établi par le Ministère des finances, le Ministère de la science et de la technologie et le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce décrit comme suit l'objectif du Programme PADIS:

Le Programme PADIS a été établi dans le but d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont les activités concernent la conception, le développement, la création et la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage devant être utilisés comme intrants dans du matériel électroniques, en intégrant la technologie des cristaux liquides (LCD), photoluminescents (afficheurs plasma – PDP), électroluminescents (diodes électroluminescentes – LED, diodes électroluminescentes organiques – OLED ou afficheurs électroluminescents à couche fine – TFEL) ou une technologie similaire avec une microstructure émettrice de champs électriques.²⁰⁷

2.2.3 Programme PATVD

2.2.3.1 Introduction

2.82. Le Programme PATVD exonère les sociétés accréditées du paiement de certaines taxes en ce qui concerne les matériel d'émission de signaux par fréquence radio pour la télévision numérique ("matériel d'émission pour la télévision numérique"), ainsi que les machines, appareils, instruments, matériel, intrants et logiciels destinés à la production de matériel d'émission pour la télévision numérique ("biens d'équipement").

2.83. Les exonérations fiscales (au moyen de taux nuls) prévues dans le Programme PATVD sont entrées en vigueur en 2007 et sont applicables jusqu'au 22 janvier 2017.²⁰⁸

2.2.3.2 Traitement fiscal

2.84. En vertu du Programme PATVD, les taux d'imposition suivants seront ramenés à zéro:

- a. Pour les importations ou les achats sur le marché brésilien de machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques (logiciels) et intrants neufs utilisés dans la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique à condition qu'ils soient incorporés dans les actifs fixes des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD qui les achètent/importent:
 - i. les contributions PIS/PASEP et COFINS perçues sur les revenus du vendeur lorsque les produits sont achetés par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD²⁰⁹;

²⁰⁴ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 9; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73); et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), articles 11 et 156.

²⁰⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 9 §1; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 11 §1; et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 156 §1.

²⁰⁶ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 9 §2; Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 11 §2; et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 156 §2.

²⁰⁷ Mémoire explicatif de la mesure provisoire, devenu ensuite Loi n° 11484/2007, (pièce JE-109), paragraphe 2.

²⁰⁸ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 66. Voir aussi le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), articles 159 et 160.

²⁰⁹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), articles 14 I) et 14 §1; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 2 I); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 10 I).

- ii. les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation perçues sur les importations des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD²¹⁰;
 - iii. l'IPI perçue sur les produits importés ou les produits nationaux lorsqu'ils sont importés ou achetés sur le marché brésilien par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD²¹¹; et
 - iv. les contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger effectués par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD pour payer l'utilisation de brevets ou de marques et la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique concernant le développement et la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique.²¹²
 - v. La taxe à l'importation pourrait aussi être ramenée à zéro lorsque l'importateur est une société accréditée dans le cadre du Programme PATVD.²¹³
- b. Pour les ventes de matériel d'émission pour la télévision numérique effectuées par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD sur le marché brésilien²¹⁴:
- i. les contributions PIS/PASEP et COFINS sur les revenus ou les recettes obtenus²¹⁵; et
 - ii. l'IPI perçue sur les expéditions effectuées à partir de l'établissement industriel.²¹⁶

2.2.3.3 Produits visés

2.85. Les produits visés par le Programme PATVD sont les suivants:

- a. matériel d'émission pour la télévision numérique (code 8525.50.2 de la NCM)²¹⁷;
- b. machines, appareils, instruments et matériel devant être incorporés dans les actifs fixes de l'acheteur/importateur, destinés à la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique²¹⁸;
- c. intrants pour la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique²¹⁹; et

²¹⁰ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), articles 14 II) et 14 §1; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 2 II); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 10 II). Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 284.

²¹¹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 14 III) et 14 §1; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 2 III); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 10 III). Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 284 §4.

²¹² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 14 §3; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 3; et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 12.

²¹³ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 14 §5. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 284 §5.

²¹⁴ Ces réductions fiscales ne s'appliquent pas cumulativement avec d'autres réductions ou avantages relatifs aux mêmes taxes ou contributions. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 15, paragraphe unique; le Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 4, paragraphe unique; l'Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 11, paragraphe unique; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 160, paragraphe unique.

²¹⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 15 I); Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 4 I); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 11 I).

²¹⁶ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 15 II); Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 4 II); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 11 II).

²¹⁷ Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), annexe I: Final Products (produits finals).

²¹⁸ Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 13 I) et annexe II: Machinery, appliances, instruments and equipment for incorporation into the fixed assets, intended for the manufacture of the final products (machines, appareils, instruments et matériel devant être incorporés dans les actifs fixes, destinés à la fabrication des produits finals); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 13 I).

²¹⁹ Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 13 II) et annexe III: Inputs for the manufacture of final products (intrants pour la fabrication de produits finals); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 13 II).

- d. outils informatiques (logiciels) pour la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique.²²⁰

2.2.3.4 Sociétés admissibles

2.86. Les exonérations fiscales (au moyen de taux nuls) prévues dans le Programme PATVD seront accordées aux personnes juridiques précédemment accréditées par le RFB²²¹:

- a. qui importent ou vendent sur le marché brésilien de machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques (logiciels) et intrants neufs devant être incorporés dans leurs actifs fixes, à condition qu'ils soient utilisés dans la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique; et
- b. qui vendent sur le marché brésilien des matériel d'émission pour la télévision numérique.

2.2.3.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité

2.87. Pour obtenir une accréditation et devenir des sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD, les personnes juridiques doivent satisfaire aux prescriptions suivantes:

- a. Investir dans la recherche-développement (R&D)²²²

Les sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD doivent investir chaque année au moins 2,5% de leurs ventes brutes sur le marché brésilien, après déduction des taxes perçues sur les ventes de matériel d'émission, dans des activités de R&D au Brésil.²²³ Sur ces 2,5%, 1% au moins sera destiné aux instituts ou centres de recherche officiels ou accrédités ou aux entités brésiliennes du secteur de l'éducation enregistrés auprès du CATI ou du CAPDA.²²⁴

L'investissement dans la R&D doit avoir un lien avec les matériel d'émission pour la télévision numérique, ainsi qu'avec les logiciels et les intrants pour matériel d'émission pour la télévision numérique.²²⁵

- b. Mener des activités de développement et de fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique (code 8525.50.2 de la NCM)²²⁶; et
- c. se conformer au PPB pertinent²²⁷ ou, sinon, satisfaire aux critères permettant qu'un produit soit considéré comme "développé au Brésil".²²⁸

²²⁰ Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 13 III) et annexe IV: Computational tools for the manufacture of final products (outils informatiques pour la fabrication de produits finals); et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 13 III).

²²¹ Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 5; et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 3.

²²² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), articles 13 et 17; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 6; et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 4. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 285.

²²³ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 17; et Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 8. Les taxes perçues sur les ventes de matériel d'émission pour la télévision numérique doivent être déduites des ventes brutes réalisées sur le marché brésilien. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 17; et le Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 8.

²²⁴ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 17 §2; et Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 8 §2.

²²⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 17 §1; et Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 8 §1.

²²⁶ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 13; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 6. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 285; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 158 §1.

²²⁷ Le PPB est établi par une Ordonnance d'application interministérielle du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur et du Ministère de la science et de la technologie. L'Ordonnance d'application MDIC/MCTI n° 62/2014 présente le PPB pour le matériel pour la télévision numérique "produit au Brésil". Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 13 §1; l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 62/2014 (pièce JE-89); et le Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 6 §1. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 285 §1; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 158 §2.

²²⁸ Les critères qu'un produit doit remplir pour être considéré comme "développé au Brésil" sont énoncés dans une Ordonnance d'application adoptée par le Ministère de la science et de la technologie. Voir la

2.88. Les investissements dans la R&D, et le développement et la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique doivent être réalisés conformément à un projet approuvé par le MCTI et le MDIC.²²⁹

2.89. Une fois l'accréditation obtenue, les sociétés accréditées feront rapport, chaque année, au Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation en vue de démontrer que l'obligation d'investir est respectée.²³⁰ Le non-respect du pourcentage minimal établi entraînerait l'obligation d'investir le montant résiduel dans le Fonds national pour le développement scientifique et technologique (FNDCT) (CT-INFO ou CT-Amazonia), ainsi qu'une amende et des intérêts.²³¹ Le non-respect de l'obligation indiquée entraînerait, pour la société, l'obligation de payer des intérêts et des pénalités sur les versements en retard en relation avec les contributions et les taxes impayées.²³² Les accréditations au titre du Programme PATVD peuvent être suspendues si les sociétés accréditées ne se conforment pas aux PPB ou à leurs engagements en matière d'investissements dans la R&D au Brésil, entre autres raisons.²³³ La suspension de l'accréditation deviendra une annulation si la société ne corrige pas la violation dans un délai de 90 jours à compter de la notification de la suspension²³⁴ ou si une société fait l'objet de 2 suspensions en moins de 2 ans.²³⁵

2.2.3.6 Mémoire connexe

2.90. Le Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 établi par le Ministère des finances, le Ministère de la science et de la technologie et le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce décrit comme suit l'objectif du Programme PATVD:

Le Programme PATVD a été établi dans le but d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont les activités concernent le développement et la fabrication de matériel d'émission par fréquence radio pour la télévision numérique.²³⁶

2.2.4 Programme pour l'inclusion numérique

2.2.4.1 Introduction

2.91. Le Programme pour l'inclusion numérique exonère (au moyen de taux nuls) les détaillants brésiliens du paiement des contributions PIS/PASEP et COFINS en ce qui concerne la vente de certains biens de consommation numériques produits au Brésil conformément aux PPB pertinents.

Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 13 §1; et le Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 6 §1. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 285 §1; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 158 §2.

²²⁹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), articles 13 §2 et 16; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), articles 6 §2 et 7; et Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 2. L'approbation des projets est subordonnée: i) à l'administration par la société de la preuve qu'elle est en règle au regard des taxes et contributions gérées par le Service des recettes fédérales du Brésil; ii) au respect des instructions établies par l'Ordonnance d'application interministérielle pertinente; et iii) à la vérification préalable, par le Service des recettes fédérales du Brésil, que les actifs présentés par la société satisfont aux prescriptions. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 16 §1; et le Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 7 §1. Voir aussi le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 285 §2; et le Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 158 §3.

²³⁰ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 18; et Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 9.

²³¹ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 19; et Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 10.

²³² Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 19, paragraphe 2; et Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 10, paragraphe 2.

²³³ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 20; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 11; et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 164. Voir aussi le Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 11 IV) et VI).

²³⁴ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 20 §1; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 11 §1; Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 9 §1; et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 164 §1.

²³⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 20 §2; Décret n° 6234/2007 (pièce JE-85), article 11 §2; Instruction normative RFB n° 853/2008 (pièce JE-86), article 9 §2; et Décret n° 7212/2010 (pièce JE-9), article 164 §2.

²³⁶ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 7.

2.92. Le Programme pour l'inclusion numérique est entré en vigueur en 2005 et était censé le rester jusqu'au 31 décembre 2018.²³⁷

2.2.4.2 Traitement fiscal

2.93. Le Programme pour l'inclusion numérique ramène à zéro les contributions PIS/PASEP et COFINS sur le revenu brut provenant de la vente au détail au Brésil de certains biens de consommation numériques.²³⁸

2.2.4.3 Produits visés

2.94. Les produits visés par le Programme pour l'inclusion numérique sont les suivants:

- a. unités de traitement numérique (code TIPI 8471.50.10) d'une valeur de vente au détail maximale de 2 000 reais (reals brésiliens), produites au Brésil conformément au PPB pertinent;
- b. machines automatiques numériques, portatives, de traitement de l'information, d'un poids inférieur à 3,5 kilogrammes et d'une surface d'écran supérieure à 140 cm² (codes TIPI 8471.30.12, 8471.30.19 ou 8471.30.90) d'ayant une valeur de vente au détail maximale de 4 000 reais, produites au Brésil conformément au PPB pertinent;
- c. machines automatiques de traitement de l'information se présentant sous la forme de systèmes (code TIPI 8471.49), comportant exclusivement: a) une unité de traitement numérique (code TIPI 8471.50.10); b) un moniteur (unité de sortie vidéo) (code TIPI 8471.60.7); c) un clavier (unité d'entrée) (code TIPI 8471.60.52); et d) une souris (unité d'entrée) (code TIPI 8471.60.53) vendus conjointement à une valeur de vente au détail maximale de 4 000 reais, produites au Brésil conformément au PPB pertinent;
- d. clavier (unité d'entrée, code TIPI 8471.60.52) et souris (unité d'entrée, code TIPI 8471.60.53), lorsqu'ils sont vendus avec une unité de traitement numérique relevant du code TIPI 8471.50.10, d'une valeur de vente au détail maximale de 2 100 reais conjointement;
- e. modems (codes TIPI 8517.62.55, 8517.62.62 ou 8517.62.72) d'une valeur de vente au détail maximale de 200 reais;
- f. machines automatiques portatives de traitement de l'information, sans clavier, ayant une unité centrale de traitement avec entrée et sortie par écran tactile d'une surface supérieure à 140 cm² et inférieure à 600 cm² et ne disposant pas de fonction de commande à distance (tablette PC) (code TIPI 8471.41), d'une valeur de vente au détail inférieure à 2 500 reais, produites au Brésil conformément au PPB pertinent;
- g. téléphones mobiles de type smartphone pour réseau cellulaire permettant l'accès à Internet haut débit (code TIPI 8517.12.31) d'une valeur de vente au détail inférieure à 1 500 reais qui, en plus d'être produits au Brésil conformément au PPB pertinent,

²³⁷ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-91), article 30 II), modifiée par la Loi 13097 (pièce JE-92), article 5. Selon le Brésil, conformément à la Loi n° 13241/2015, le Programme d'inclusion numérique n'est plus en vigueur. Voir Brésil, observations sur le projet de partie descriptive, observation sur le paragraphe 2.87 du projet de partie descriptive. Les parties plaignantes ne souscrivent pas à l'affirmation du Brésil. Voir Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 9; observations sur la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par le Brésil, paragraphe 3 et note de bas de page 1; Japon, observations sur la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par le Brésil, paragraphes 2 et 3. Le Groupe spécial ne se prononce pas sur le point de savoir si le Programme d'inclusion numérique est en vigueur à la date de remise du rapport.

²³⁸ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-91), article 28; et Décret n° 5602/2005 (pièce JE-97), articles 1 et 2.

doivent répondre aux exigences techniques énoncées dans une loi du Ministère de la communication²³⁹; et

- h. équipements terminaux d'abonnés (routeurs numériques) (codes TIPI 8517.62.41 et 8517.62.77) d'une valeur de vente au détail inférieure à 150 reais, développés et produits au Brésil conformément au PPB pertinent.²⁴⁰

2.2.4.4 Sociétés admissibles

2.95. Le Programme pour l'inclusion numérique prévoit des taux nuls en ce qui concerne les contributions PIS/PASEP et COFINS pour les sociétés qui vendent au détail au Brésil certains biens de consommation numériques produits conformément aux PPB pertinents (et sous réserve de certaines autres conditions). Les sociétés soumises au régime fiscal *Simples* sont hors du champ de ce programme.²⁴¹

2.2.4.5 Mémoires connexes

2.96. Aucun mémoire connexe ne figure dans le dossier.

2.2.5 Programme INOVAR-AUTO

2.2.5.1 Introduction

2.97. Le Programme d'incitation pour l'innovation technologique et le renforcement des chaînes de production de véhicules automobiles (*Programa de Incentivo à Inovação Tecnológica e Adensamento da Cadeia Produtiva de Veículos Automotores*, ci-après le Programme INOVAR-AUTO) prévoit une réduction de la charge fiscale liée à l'IPI pour certains véhicules automobiles au moyen i) soit de crédits d'impôt présumés pour l'IPI accordés aux sociétés accréditées; ii) soit de taux de l'IPI réduits appliqués à l'importation de véhicules originaires de certains pays, ainsi qu'à certains véhicules nationaux.

2.98. Le Programme INOVAR-AUTO a commencé en 2012 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017.²⁴²

2.99. Avant l'entrée en vigueur du Programme INOVAR-AUTO, qui constitue la mesure en cause dans le présent différend, le Brésil a instaurée, en août 2011, la Mesure provisoire n° 540 par laquelle il a réduit l'IPI sur certains produits automobiles, sous réserve que des conditions spécifiques soient remplies. Cette mesure provisoire, devenue la Loi n° 12546/2011²⁴³, a ensuite été mise en œuvre par le Décret n° 7567/2011.²⁴⁴

2.2.5.2 Traitement fiscal

2.100. Le Programme INOVAR-AUTO prévoit une réduction de l'IPI exigible sur certains véhicules automobiles au moyen de deux instruments: i) des crédits d'impôt présumés pour l'IPI accordés aux sociétés accréditées; et ii) des taux de l'IPI réduits appliqués à l'importation de véhicules originaires de certains pays, ainsi qu'à certains véhicules nationaux.²⁴⁵

²³⁹ Ordonnance d'application MC n° 87/213 (pièce JE-100) conjointement avec l'Ordonnance d'application STE n° 2/2013 (pièce JE-99).

²⁴⁰ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-91), article 28; et Décret n° 5602/2005 (pièce JE-97), articles 1 et 2.

²⁴¹ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-91), article 30. Le régime fiscal *Simples* est un régime simplifié conçu pour les sociétés ayant enregistré au cours d'une année civile un revenu brut égal ou inférieur à 240 000 reais. Voir Legal Guide for Foreign Investors in Brazil, Ministry of External Relations (Guide juridique à l'intention des investisseurs étrangers au Brésil) (pièce JE-207).

²⁴² Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 40 §1; et Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article premier §1.

²⁴³ Law 12,546 of 14 December 2011 (Loi n° 12546/2011), (pièces JE-129 et JE-199).

²⁴⁴ Decree 7,567 of 15 September 2011 (Décret n° 7567/2011), (pièce JE-127). Le Groupe spécial note que le Décret n° 7567 a modifié les taux de l'IPI appliqués à certains véhicules automobiles, avant l'entrée en vigueur du Programme INOVAR-AUTO. Voir le Décret n° 7567, (pièce JE-127), article 10 et annexe V.

²⁴⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), articles 11 à 19.

2.101. Premièrement, les sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO ont droit à des avantages fiscaux consistant en des "crédits d'impôt présumés" pour compenser totalement ou partiellement l'IPI frappant les véhicules automobiles énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 à hauteur de 30 points de pourcentage.

2.102. Deuxièmement, le Programme INOVAR-AUTO prévoit des taux de l'IPI réduits dans les cas suivants:

- a. Pour les véhicules énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012, lorsqu'ils sont importés par des sociétés accréditées en tant que "fabricants nationaux" ou "investisseurs" de pays qui sont signataires des accords établis par le Décret-loi n° 350 du 21 novembre 1991, le Décret n° 4458 du 5 novembre 2002 et le Décret n° 6500 du 2 juillet 2008²⁴⁶:

À compter du 1^{er} janvier 2013, une réduction de 30 points de pourcentage sur le taux de l'IPI applicable à ces véhicules sera appliquée jusqu'au 31 décembre 2017.²⁴⁷

Cette réduction sera appliquée aux importations des fabricants ou investisseurs accrédités²⁴⁸ au moment du dédouanement et de la sortie de l'établissement importateur²⁴⁹ et seulement pour les produits de la même marque que celle des véhicules construits par la société accréditée.²⁵⁰ Les limitations, prescriptions et restrictions quantitatives énoncées dans les accords visés dans le Décret-loi n° 350 du 21 novembre 1991²⁵¹, le Décret n° 4458 du 5 novembre 2002²⁵² et le Décret n° 6500 du 2 juillet 2008²⁵³ seront également d'application.²⁵⁴

- b. Pour les véhicules énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012, lorsqu'ils sont importés par toute société (y compris les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées) au titre de l'accord établi par le Décret n° 6518 du 30 juillet 2008 et le Décret n° 7658 du 23 décembre 2011²⁵⁵:

2.103. Une réduction de 30 points de pourcentage sur le taux de l'IPI applicable sera appliquée sur ces véhicules.

2.104. Cette réduction de l'IPI, qui viendra à expiration le 31 décembre 2017²⁵⁶, sera appliquée au moment du dédouanement et de la sortie de l'établissement importateur.²⁵⁷ Les limitations,

²⁴⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21, faisant référence au Décret n° 350 du 21 novembre 1991 sur le Traité portant création d'un marché commun entre la République argentine, la République fédérative du Brésil, la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay (MERCOSUR) (Décret n° 350/1991) (pièce JE-163); au Décret n° 4458 du 5 novembre 2002 sur l'Accord de complémentarité économique n° 55 entre le MERCOSUR et les États-Unis du Mexique (pièce JE-164); au Décret n° 6500 du 2 juillet 2008 sur l'Accord de complémentarité économique n° 14 entre la République argentine et la République fédérative du Brésil (pièce JE-165). Les accords visés dans ces décrets incluent le Traité instituant le MERCOSUR (entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela), l'Accord de complémentarité économique (ACE) n° 55 (entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Mexique) et l'ACE n° 14 (entre le Brésil et l'Argentine).

²⁴⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), articles 1 et 21.

²⁴⁸ Cela couvre les importations effectuées par la société accréditée ou sur instruction ou au nom de la société accréditée. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21 §1 II).

²⁴⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21 §1 I).

²⁵⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21 §1 IV).

²⁵¹ Décret n° 350/1991 (pièce JE-163).

²⁵² Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164).

²⁵³ Décret n° 6500/2008 (pièce JE-165).

²⁵⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21 §1 III).

²⁵⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 I), faisant référence à Decree 6,518 of 30 July 2008 providing for the implementation of the Sixty Eighth Additional protocol to Economic Complementarity Agreement No. 2, signed between the Governments of the Federative Republic of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay (pièce JE-203); et à Decree 7,658 of 23 December 2011 laying down provisions concerning the implementation of the 69th Additional Protocol to Economic Complementarity Agreement No. 2 signed by the Governments of the Federal Republic of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay (Décret n° 7658/2011) (pièce JE-204). L'accord visé dans ces décrets est l'ACE n° 2 entre l'Uruguay et le Brésil.

²⁵⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §7, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

²⁵⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §1 I).

prescriptions et restrictions quantitatives énoncées dans l'accord visé dans le Décret n° 6518/2008 et le Décret n° 7658/2011 seront d'application.²⁵⁸

- a. Pour les véhicules énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 importés directement par une société accréditée, sous réserve des limitations par année civile²⁵⁹:

Une réduction de 30 points de pourcentage sur le taux de l'IPI applicable sera appliquée à un nombre limité de véhicules énumérés dans l'annexe I lorsqu'ils seront importés par des sociétés accréditées.²⁶⁰ Le nombre maximal de véhicules visés par cette réduction fiscale sera de 4 800 véhicules par année civile ou correspondra à la moyenne arithmétique du nombre de véhicules importés par la société entre 2009 et 2011, le nombre le plus faible étant retenu.²⁶¹ Les produits énumérés dans l'annexe VI du Décret n° 7819/2012 sont explicitement exclus du champ de cette réduction de l'IPI.²⁶²

Cette réduction de l'IPI sera appliquée au moment du dédouanement et de la sortie de l'établissement importateur.²⁶³

- b. Pour certains véhicules automobiles nationaux²⁶⁴:

La note additionnelle 87-5 du TIPI figurant dans l'annexe IX du Décret n° 7819/2012 prévoit des taux de l'IPI réduits pour les véhicules construits au Brésil présentant les caractéristiques suivantes: i) transmission manuelle; ii) boîte de transfert; iii) châssis indépendant de la carrosserie; iv) garde au sol minimale des essieux avant ou arrière de 200 mm; v) garde au sol minimale entre les essieux de 300 mm; vi) angle d'attaque minimal de 35°; vii) angle de fuite minimal de 24°; viii) angle de crête minimal de 28°; ix) capacité de passage à gué d'au moins 500 mm; x) poids brut total combiné d'au moins 3 000 kg; xi) poids maximal en ordre de marche de 2 100 kg; xii) conçus pour un usage militaire ou des travaux agro-industriels; et xiii) classés sous les codes 8703.32.10²⁶⁵ et 8703.33.10.²⁶⁶

- i. Le taux de l'IPI réduit indiqué ci-dessus est fixé à 45% entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2017. À partir du 1^{er} janvier 2018, il sera de 15%.²⁶⁷

2.105. Le Groupe spécial note aussi que certaines réductions fiscales sont prévues pour les véhicules énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 construits par des sociétés dont le volume de production annuel est inférieur à 1 500 unités et le chiffre d'affaires annuel inférieur à 90 000 000 (90 millions) de reais²⁶⁸, pour les véhicules assimilés à des quadricycles et des tricycles²⁶⁹, et pour toute société fabriquant des produits relevant de certains codes tarifaires du

²⁵⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §1 II).

²⁵⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 II).

²⁶⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 II).

²⁶¹ Des règles spéciales s'appliquent pour l'année civile 2012. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §4, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

²⁶² Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §2.

²⁶³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §1 I).

²⁶⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), annexe IX.

²⁶⁵ Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 87.02), d'une cylindrée excédant 1 500 cm³ mais n'excédant pas 2 500 cm³, pouvant transporter six personnes assises ou moins, y compris le conducteur. Voir TIPI, chapitre 87, description des produits (pièce JE-194).

²⁶⁶ Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 87.02), d'une cylindrée excédant 2 500 cm³, pouvant transporter six personnes assises ou moins, y compris le conducteur. Voir TIPI, chapitre 87, description des produits (pièce JE-194).

²⁶⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), annexe IX, note additionnelle (NC) 87-5 du TIPI.

²⁶⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 IV), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Conformément à l'article 22 §3, du Décret n° 7819/2012, ces limites peuvent être révisées annuellement. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §7, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

²⁶⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 V), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §1 et §7, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier; et le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

TIPI par assemblage d'une carrosserie sur un châssis.²⁷⁰ Ces réductions fiscales particulières ne sont pas pertinentes en l'espèce.

2.2.5.3 Produits visés

2.106. Les crédits d'impôt présumés et les réductions fiscales au titre du Programme INOVAR-AUTO s'appliquent aux produits suivants:

- a. En ce qui concerne les crédits d'impôt présumés pour l'IPI accordés aux sociétés accréditées: véhicules automobiles énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012.²⁷¹
- b. En ce qui concerne les réductions de l'IPI:
 - i. véhicules énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 originaires de pays qui sont signataires des accords établis par le Décret-loi n° 350 du 21 novembre 1991, le Décret n° 4458 du 5 novembre 2002 et le Décret n° 6500 du 2 juillet 2008;
 - ii. véhicules importés d'Uruguay énumérés dans l'annexe VIII du Décret n° 7819/2012;
 - iii. véhicules importés énumérés dans l'annexe VIII du Décret n° 7819/2012: à concurrence de 4 800 véhicules par an ou de la moyenne arithmétique du nombre de véhicules importés par la société entre 2009 et 2011, le nombre le plus faible étant retenu;
 - iv. véhicules construits au Brésil présentant certaines caractéristiques relevant des codes 8703.32.10 et 8703.33.10.²⁷²

2.107. Le Groupe spécial note que certaines réductions fiscales s'appliquent aux véhicules énumérés dans l'annexe VIII du Décret n° 7819/2012 construits par des sociétés dont le volume de production annuel est inférieur à 1 500 unités et le chiffre d'affaires annuel inférieur à 90 000 000 (90 millions) de reais; aux véhicules énumérés dans l'annexe VIII du Décret n° 7819/2012 et assimilés à des quadricycles et des tricycles; et aux véhicules construits par assemblage d'une carrosserie sur un châssis classés sous les codes tarifaires du TIPI suivants: 8704.2, 8704.3, 8704.90.00, 8702.10.00 Ex 02 et 8702.90.90 Ex 02. Ces réductions fiscales particulières ne sont pas pertinentes en l'espèce.

2.2.5.4 Bénéficiaires

2.108. Les bénéficiaires du Programme INOVAR-AUTO diffèrent selon que la réduction de la charge fiscale liée à l'IPI imposée aux véhicules à moteur se fait au moyen i) de crédits d'impôt présumés pour l'IPI; ou ii) de taux de l'IPI réduits.

2.109. Pour avoir droit à des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, une société doit être accréditée en tant que "fabricant national", "investisseur" ou "importateur/distributeur", ainsi qu'il est expliqué plus loin en détail.

2.110. Pour avoir droit à des taux de l'IPI réduits, une société doit relever de l'un des cas de réduction de l'IPI ci-après:

- a. être accréditée en tant que "fabricant national" ou "investisseur" (important certains véhicules en provenance de pays signataires des accords pertinents)²⁷³;

²⁷⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 23.

²⁷¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), articles 11 à 17. Les crédits d'impôt présumés s'appliquent aussi aux dépenses opérationnelles faites au Brésil. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §1 I), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

²⁷² Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), articles 21 à 23, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

²⁷³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21. Les accords mentionnés à l'article 21 du Décret n° 7819/2012 incluent le Traité instituant le MERCOSUR (entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay,

- b. importer certains véhicules en provenance d'Uruguay au titre des accords pertinents²⁷⁴;
- c. être accréditée en tant qu'"importateur/distributeur" de certains véhicules au titre du Programme INOVAR-AUTO²⁷⁵; ou
- d. construire au Brésil des véhicules automobiles présentant certaines caractéristiques techniques.²⁷⁶

2.111. Le Groupe spécial note que les sociétés qui construisent certains véhicules et ont un volume de production annuel inférieur à 1 500 unités et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 90 000 000 (90 millions) de reais²⁷⁷, celles qui construisent des véhicules assimilés à des quadricycles et des tricyles²⁷⁸ et celles qui construisent des véhicules relevant de certains codes tarifaires du TIPI par assemblage d'une carrosserie sur un châssis²⁷⁹ bénéficient également de taux de l'IPI réduits. Ces réductions fiscales particulières ne sont pas pertinentes en l'espèce.

2.2.5.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité

2.112. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, toutes les sociétés utilisant des crédits d'impôt présumés pour l'IPI et certaines sociétés utilisant des taux de l'IPI réduits doivent obtenir l'une des trois formes d'accréditation. Les sociétés sont soumises à des prescriptions différentes selon le type d'accréditation qu'elles demandent.

2.2.5.5.1 Prescriptions en matière d'accréditation

2.113. Le Programme INOVAR-AUTO prévoit trois types d'accréditation différents²⁸⁰, qui permettent aux opérateurs économiques d'avoir droit à des crédits d'impôt présumés pour l'IPI:

- a. les accréditations pour les sociétés qui construisent au Brésil les produits énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 ("fabricants nationaux")²⁸¹;
- b. les accréditations pour les sociétés qui commercialisent au Brésil les produits énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 et ne mènent pas d'activités de fabrication au Brésil ("importateurs/distributeurs"²⁸²)²⁸³; et
- c. les accréditations pour les sociétés dont les projets d'implantation d'usines au Brésil ou, dans le cas de sociétés déjà implantées au Brésil, les projets d'installation de nouvelles

(l'Uruguay et le Venezuela), l'Accord de complémentarité économique (ACE) n° 55 (entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Mexique) et l'ACE n° 14 (entre le Brésil et l'Argentine). Voir plus haut la note de bas de page 246.

²⁷⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 I). L'accord mentionné à l'article 22 I) du Décret n° 7819/2012 est l'ACE n° 2 entre l'Uruguay et le Brésil. Voir plus haut la note de bas de page 255.

²⁷⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 II).

²⁷⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), annexe IX.

²⁷⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 IV), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Conformément à l'article 22 §3, du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), ces limites peuvent être révisées annuellement. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §7, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

²⁷⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 V), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §1 et §7, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier, et le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

²⁷⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 23.

²⁸⁰ Accordées par le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur pour une période de 12 mois, renouvelables 1 fois pour une période de 12 mois sur demande de la société accréditée. Voir la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 40 §7; et le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 3 II).

²⁸¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 2 I), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

²⁸² L'UE et le Japon désignent cette catégorie par l'expression "distributeurs nationaux". Le Brésil utilise le terme "importateurs" pour désigner la même catégorie de sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO. L'article 2 II) du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), modifié par l'article premier du Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), fait référence aux "sociétés ... qui ne fabriquent pas mais commercialisent [au Brésil]" les produits pertinents.

²⁸³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 2 II).

usines ou projets industriels visant à produire de nouveaux modèles²⁸⁴ de produits énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 ("investisseurs") ont été approuvés.²⁸⁵

2.114. Pour obtenir une accréditation, une société doit satisfaire à la fois à des prescriptions générales et à des prescriptions spécifiques. Toutes ces sociétés doivent satisfaire aux deux mêmes prescriptions générales et chacune doit aussi satisfaire à certaines prescriptions spécifiques additionnelles qui varient selon le type d'accréditation. Les détails de ces prescriptions sont donnés ci-après.

2.115. Une société qui demande une accréditation en tant que "fabricant national" satisfera aux deux prescriptions générales²⁸⁶ ainsi qu'à trois des quatre prescriptions spécifiques, dont l'une doit être l'exercice d'un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil.²⁸⁷ Elle devra aussi fournir une estimation de ses dépenses consacrées à la R&D, à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil par rapport à son revenu brute total.²⁸⁸

2.116. Une société qui demande une accréditation en tant qu'"importateur/distributeur" satisfera aux deux prescriptions générales ainsi qu'aux trois prescriptions spécifiques suivantes: i) investissements dans la R&D au Brésil; ii) dépenses consacrées à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil; et iii) participation au programme d'étiquetage des véhicules de l'Institut national de métrologie, de normalisation et de qualité industrielle (INMETRO).²⁸⁹ Cette société communiquera ses prévisions de dépenses et d'investissements au Brésil dans les domaines susmentionnés²⁹⁰ et démontrera qu'elle est autorisée à importer, à vendre et à fournir des services d'assistance technique, à organiser un réseau de distribution et à utiliser les marques du fabricant en ce qui concerne les véhicules importés au Brésil.²⁹¹

2.117. Une société qui demande une accréditation en tant qu'"investisseur" communiquera au MDIC un projet d'investissement contenant une description et les caractéristiques techniques des véhicules devant être importés et construits.²⁹² L'accréditation sera accordée une fois que le projet d'investissement aura été approuvé par le Ministère.²⁹³ Un "investisseur" sera tenu de demander une accréditation spécifique pour chaque usine, installation ou projet industriel prévu. Ces

²⁸⁴ Aux fins de l'article 2 III) du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), les "nouveaux modèles" sont ceux qui n'ont jamais obtenu du Département national des automobiles et de la circulation (DENATRAN) le code de marque/modèle/version attestant qu'ils ont été construits dans le pays, indication qui doit figurer sur la demande adressée au DENATRAN en vue de l'octroi du code susmentionné. Voir l'Ordonnance d'application n° 297/2013 du MDIC (pièce JE-179), article 2.

²⁸⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 2 III). Les sociétés implantant plusieurs usines ou installations industrielles doivent demander une accréditation pour chacune de ces usines ou installations industrielles. Cette accréditation est renouvelable une fois. Voir la Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 40 §8.

²⁸⁶ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 40 §4 I) II); et décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 4 I) II).

²⁸⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7. Cette prescription ne s'applique pas aux sociétés construisant exclusivement des véhicules énumérés dans l'annexe IV du Décret n° 7819/2012. Dans ce cas, pour obtenir l'accréditation, les fabricants doivent s'engager à exercer un nombre minimal d'activités de construction au Brésil et à investir dans la recherche-développement ou dans l'ingénierie, la technologie industrielle de base et le renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil. La prescription relative au programme d'étiquetage des véhicules ne leur est pas applicable. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 §1.

²⁸⁸ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154) article 6, modifié par l'Ordonnance d'application n° 280/2013 du MDIC (pièce JE-177), article premier.

²⁸⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 6.

²⁹⁰ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 5, et Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 6 I), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

²⁹¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 6 II), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

²⁹² Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 5 §3. Voir aussi les annexes I et II de l'Ordonnance d'application MDIC n° 297/2013, qui énonce les modalités du projet d'investissement (pièce JE-179).

²⁹³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 5 §1.

accréditations seront renouvelables une fois, sous réserve du respect du calendrier matériel et financier du projet d'investissement.²⁹⁴

2.118. Tous les droits et obligations d'une société accréditée sont indiqués en détail dans ses modalités d'engagement individuelles²⁹⁵, qui devraient aussi contenir: i) les critères d'évaluation, de vérification et de surveillance des engagements contractés; ii) les modalités et conditions de surveillance des engagements et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI; et iii) la méthode de calcul de la valeur et des caractéristiques des intrants stratégiques et outils aux fins de la détermination du crédit d'impôt présumé pour l'IPI accumulé par suite des dépenses consacrées à ces deux éléments, y compris les procédures pour le calcul de la valeur, de la vérification et de la surveillance, et la définition des produits considérés comme des "intrants stratégiques" conformément à l'article 12 I) du Décret n° 7819/2012.²⁹⁶

2.119. Les sociétés accréditées doivent présenter des rapports de suivi trimestriels conformément aux annexes III, IV et V de l'Ordonnance d'application n° 113/2013 du Secrétariat au développement de la production du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur.²⁹⁷

2.120. Le non-respect des prescriptions ou des engagements contractés entraînera l'annulation de l'accréditation de la société.²⁹⁸ Dans le cas de crédits d'impôt présumés pour l'IPI, l'annulation entraînera l'obligation pour la société d'acquitter l'IPI normalement exigible, sur la base du crédit présumé utilisé, plus un montant prévu dans la législation fiscale correspondante.²⁹⁹

2.121. Les deux prescriptions générales auxquelles toutes les sociétés demandant l'accréditation doivent satisfaire sont les suivantes:

- a. respect de toutes les obligations fiscales au niveau fédéral³⁰⁰; et
- b. engagement d'atteindre certains niveaux minimaux d'efficacité énergétique pour les produits commercialisés au Brésil.³⁰¹

2.122. Pour obtenir l'accréditation, chaque société doit aussi satisfaire à une certaine combinaison des prescriptions spécifiques suivantes:

- a. Exercice d'un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie³⁰²:

Ces activités doivent i) être menées directement par la société accréditée ou par l'intermédiaire de tierces parties; ii) couvrir au moins 80% des véhicules fabriqués; et iii) respecter le programme suivant³⁰³:

²⁹⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 5 §2; et Ordonnance d'application MDIC n° 297/2013 (pièce JE-179), article 5.

²⁹⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 4 §1, et Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 3 I). Les pouvoirs publics brésiliens considèrent les modalités d'engagement comme des données personnelles protégées par les dispositions nationales relatives à la confidentialité de l'impôt. Voir la réponse à la demande d'accès aux documents (confidentialité des modalités d'engagement) (pièce JE-143).

²⁹⁶ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 3 II), III) et IV).

²⁹⁷ Ordonnance d'application n° 113/2013, modifiée par l'Ordonnance d'application n° 280/2013 (pièce JE-177), article 7.

²⁹⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 9.

²⁹⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 10.

³⁰⁰ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 40 §4 I); et Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 4 I).

³⁰¹ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 40 §4 II); et Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 4 II). L'annexe II du Décret n° 7819/2012 établit une formule pour calculer la valeur maximale de la consommation d'énergie des sociétés auxquelles doit être accordée une accréditation ou une réduction d'un ou deux points de pourcentage sur le taux de l'IPI. De plus, en vertu de l'article 4 §2, du Décret n° 7819/2012, cet engagement ne s'applique pas aux sociétés qui construisent ou commercialisent exclusivement au Brésil les véhicules énumérés dans l'annexe IV de ce décret.

³⁰² Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), annexe III.

³⁰³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 I).

NOMBRE MINIMAL D'ACTIVITÉS DE FABRICATION ET D'INFRASTRUCTURE D'INGÉNIERIE DEVANT ÊTRE EXERCÉES AU BRÉSIL³⁰⁴				
Année civile	Fabrication de voitures de tourisme et de véhicules utilitaires légers	Fabrication de camions	Fabrication de châssis équipés de leur moteur	Fabrication d'automobiles se trouvant dans la situation visée à l'article 12, §5 III)³⁰⁵
	(Nombre total d'activités de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie: 12)	(Nombre total d'activités de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie: 14)	(Nombre total d'activités de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie: 11)	
2013	8	9	7	6
2014	9	10	8	6
2015	9	10	8	7
2016	10	11	9	7
2017	10	11	9	8

b. Investissement dans la recherche et développement technologique (R&D) au Brésil:

Le pourcentage minimal de revenus bruts des ventes de marchandises et de services³⁰⁶ que les sociétés accréditées doivent investir dans la R&D au Brésil est le suivant: 0,15% en 2013, 0,30% en 2014 et 0,50% en 2015-2017.³⁰⁷

Les activités couvertes par ces investissements sont i) la recherche fondamentale orientée, ii) la recherche appliquée, iii) le développement expérimental, iv) les services de soutien technique et v) la conception, planification, construction ou modernisation de laboratoires et d'infrastructures pour leur fonctionnement, ainsi que l'acquisition de matériel, services et pièces de rechange d'origine nationale³⁰⁸ nécessaires pour mener ces activités.³⁰⁹

Les dons de marchandises et de services ne sont pas considérés comme des dépenses.³¹⁰ Les investissements dans le FNDCT peuvent relever de cette prescription.³¹¹

L'investissement doit être réalisé au Brésil i) directement par la personne juridique qui bénéficie du Programme INOVAR-AUTO, ii) par l'intermédiaire d'un fournisseur accrédité ou iii) dans le cadre d'un contrat conclu avec une université, un institut de recherche,

³⁰⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 I), modifié par le Décret n° 8015/2013, (pièce JE-133), article premier.

³⁰⁵ Construction d'automobiles par des sociétés établies au Brésil qui obtiennent une accréditation en tant que fabricants nationaux et ont un projet d'investissement relatif à l'installation d'une seule usine de véhicules relevant des codes tarifaires énumérés dans l'annexe XIII du Décret n° 7819/2012, dont la capacité de production annuelle maximale est de 35 000 unités et dont les investissements spécifiques atteignent au moins 17 000 reais. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 §5 III), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁰⁶ Les taxes et contributions affectant la vente de marchandises et de services sont exclues. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 8 IV).

³⁰⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 II).

³⁰⁸ Les dépenses consacrées à l'acquisition de logiciels, matériel et pièces de rechange seront considérées comme effectuées au Brésil à condition qu'ils soient utilisés dans les laboratoires indiqués dans les modalités d'engagement. Voir l'Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §8.

³⁰⁹ Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §1; et Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 §4. Les dépenses consacrées par les sociétés accréditées au développement de nouveaux dispositifs de sécurité active et passive des véhicules peuvent aussi entrer dans cette catégorie si ces dispositifs sont incorporés dans les produits énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 au plus tard le 30 juillet 2017 et constituent des avancées technologiques. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 §5; et Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §3.

³¹⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 8 II). Voir aussi l'Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §6 II).

³¹¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 8 III). Voir aussi l'Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §6 III).

une société spécialisée ou un inventeur indépendant, conformément à l'article 2 ix) de la Loi n° 10973 du 2 décembre 2004.³¹²

- c. Dépenses consacrées à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil:

Le pourcentage minimal de revenus bruts des ventes de marchandises et de services³¹³ que les sociétés accréditées doivent consacrer à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil est le suivant: 0,5% en 2013, 0,75% en 2014 et 1% en 2015-2017.³¹⁴

Les activités couvertes par ces dépenses sont i) le développement de l'ingénierie, ii) la technologie industrielle de base, iii) la formation du personnel, iv) le développement de produits, v) la conception, planification, construction ou modernisation de laboratoires, de centres de recherche appliquée, de pistes d'essais et d'infrastructures pour leur fonctionnement, ainsi que l'acquisition de matériel, services et pièces de rechange d'origine nationale³¹⁵ nécessaires pour mener ces activités, vi) le développement d'outils³¹⁶, de moules et de modèles pour moules, de matrices et dispositifs, d'instruments et d'appareils de contrôle industriel et de contrôle de la qualité, ainsi que leurs accessoires et parties, utilisés dans le processus de production, vii) les activités de R&D relatives à l'outillage industriel et à l'ingénierie et viii) le renforcement des capacités des fournisseurs.³¹⁷

Les dons de marchandises et de services ne sont pas visés par cette disposition.³¹⁸ Les investissements dans le FNDCT peuvent relever de cette prescription.³¹⁹

Les dépenses doivent être faites au Brésil i) directement par la personne juridique qui bénéficie du Programme INOVAR-AUTO, ii) par l'intermédiaire d'un fournisseur accrédité ou iii) dans le cadre d'un contrat conclu avec une université, un institut de recherche, une société spécialisée ou un inventeur indépendant, conformément à l'article 2 ix) de la Loi n° 10973 du 2 décembre 2004.³²⁰

- d. Participation au Programme brésilien d'étiquetage des véhicules établi par INMETRO:

Le pourcentage minimal de modèles de produits énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 qui sont commercialisés par la société et soumis à cette prescription est le suivant: 36% en 2013, 49% en 2014, 64% en 2015, 81% en 2016 et 100% en 2017.³²¹

³¹² Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 8 I).

³¹³ Les taxes et contributions affectant la vente de marchandises et de services sont exclues. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 8 IV).

³¹⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 III).

³¹⁵ Les dépenses consacrées à l'acquisition de logiciels, matériel et pièces de rechange seront considérées comme effectuées au Brésil à condition qu'ils soient utilisés dans les laboratoires indiqués dans les modalités d'engagement. Voir l'Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §8.

³¹⁶ Le champ d'application du terme "outils" et les cinq étapes du développement d'outils sont définis dans l'Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §12 et §13.

³¹⁷ Ordonnance d'application interministérielle MCTI/MDIC n° 772/2013 (pièce JE-175), article premier §5. Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 §6.

³¹⁸ Voir plus haut la note de bas de page 310.

³¹⁹ Voir plus haut la note de bas de page 311.

³²⁰ Voir plus haut la note de bas de page 312.

³²¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 IV). Cette prescription ne s'applique pas aux véhicules énumérés dans l'annexe IV. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 7 §2.

2.2.5.5.2 Crédits d'impôt présumés pour l'IPI

2.2.5.5.2.1 Prescriptions requises pour avoir droit à des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

2.123. Pour avoir le droit d'accumuler et d'utiliser des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, les sociétés doivent d'abord obtenir une accréditation accordée par le MDIC, conformément aux prescriptions définies plus haut.

2.2.5.5.2.2 Accumulation et calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

"Fabricants nationaux" et "importateurs/distributeurs" accrédités

2.124. Les sociétés accréditées en tant que "fabricants nationaux" et "importateurs/distributeurs" peuvent accumuler des crédits d'impôt présumés pour l'IPI en effectuant des dépenses consacrées aux éléments suivants au Brésil: i) intrants stratégiques³²²; ii) outils³²³; iii) recherche; iv) développement technologique; v) innovation technologique; vi) contributions au FNDCT; vii) renforcement des capacités des fournisseurs³²⁴; et viii) ingénierie et technologie industrielle de base.³²⁵

2.125. S'agissant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil, avant le 1^{er} octobre 2014, le crédit d'impôt présumé pour l'IPI était le résultat obtenu en multipliant le montant de la dépense par un coefficient variant en fonction du type de véhicule et de l'année civile.³²⁶ Les dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils effectuées directement dans le processus de production de pièces automobiles par la société accréditée seront prises en compte au prorata du coût des activités industrielles par rapport à la production en question.³²⁷

2.126. Depuis le 1^{er} octobre 2014, le calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI accumulé à partir des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil incorpore un nouvel élément introduit par l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014: la partie déductible. La partie déductible est la somme de la valeur des intrants importés par les fournisseurs de catégorie 1³²⁸ et de catégorie 2.³²⁹ Cette ordonnance d'application établit un système de traçabilité dans lequel les fournisseurs d'intrants stratégiques et outils destinés aux sociétés accréditées (catégorie 1) (et leurs fournisseurs directs, c'est-à-dire la catégorie 2) sont tenus de fournir aux sociétés accréditées acheteuses des renseignements sur la valeur et les caractéristiques des produits fournis. Les fournisseurs indiqueront non seulement la valeur des factures mais aussi la valeur de

³²² Les "intrants stratégiques" sont définis comme les matières premières, parties et composants quels qu'ils soient utilisés dans la fabrication des véhicules visés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 et incorporés physiquement dans ces véhicules. Voir l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), article premier.

³²³ Les "outils" sont définis comme les outils spécifiques pour chaque type de pièce, liés à une machine et utilisés pour l'estampage ou l'injection des pièces automobiles destinées au processus de fabrication des véhicules visés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012. Voir l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), article 2.

³²⁴ La notion de "renforcement des capacités des fournisseurs de pièces automobiles" englobe les concepts et les pratiques afférents à la planification, aux stratégies, aux processus de production, aux technologies, à l'innovation, au développement de nouveaux produits, à la gestion et à la coopération entre les acheteurs et les fournisseurs de pièces automobiles en vue de parvenir à de nouvelles améliorations. Voir l'Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article premier. L'article 2 de l'Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154) détermine les activités exercées par les fabricants de pièces automobiles pour lesquelles des dépenses consacrées au renforcement des capacités des fournisseurs de pièces automobiles doivent être effectuées au Brésil.

³²⁵ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 41; et Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12.

³²⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 §3. Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 §5.

³²⁷ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 4. L'article 4-A de l'Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013, modifié par l'article 11 de l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), prévoit des règles spécifiques pour le calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils entre le 1^{er} juin 2013 et le 30 septembre 2014.

³²⁸ Les fournisseurs de catégorie 1 sont ceux qui fournissent des intrants stratégiques et outils aux sociétés accréditées.

³²⁹ Les fournisseurs de catégorie 2 sont les fournisseurs directs des fournisseurs de catégorie 1.

la partie déductible.³³⁰ Cette partie déductible sera déduite de la valeur totale des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil, qui constitue la base de calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI. Les sociétés accréditées utiliseront ces renseignements lorsqu'elles déposeront leurs déclarations fiscales.

2.127. Le calcul de la partie déductible varie selon qu'il s'agit d'un fournisseur automobile de catégorie 1 ou de catégorie 2. La partie déductible des intrants de catégorie 2 est calculée sur la base des codes de situation fiscale (CST) indiqués sur les factures fiscales délivrées aux fournisseurs de catégorie 1.³³¹ Si le CST indiqué sur la facture fiscale est 1, 2, 6, 7 ou 8, alors la valeur est déduite à 100% des dépenses utilisées pour calculer le crédit d'impôt présumé pour l'IPI.³³² Si le CST est 3 ou 4, la valeur est déduite à 50% desdites dépenses.³³³ Si le CST est 0 ou 5, aucune déduction n'est appliquée et 100% des dépenses effectuées sont comptabilisés aux fins du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI.³³⁴ La partie déductible des intrants de catégorie 1 est la valeur effective des importations directes (valeur coût, assurance, fret (c.a.f.)), plus la taxe à l'importation (II) et plus la partie déductible de la catégorie 2 (c'est-à-dire la teneur en éléments importés).³³⁵

2.128. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil ("effectuées dans le pays", selon les termes des textes législatifs) pour la recherche; le développement technologique; et l'innovation technologique; et pour des versements en faveur du FNDCT³³⁶, le crédit présumé correspondra à 50% des dépenses, limitées à 2% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit.³³⁷

2.129. S'agissant des dépenses effectuées au Brésil ("effectuées dans le pays") pour des versements en faveur de FNDCT conformément à la législation spécifique; le renforcement des capacités des fournisseurs; ainsi que l'ingénierie et la technologie industrielle de base³³⁸, le crédit présumé correspondra à 50% des dépenses supérieures à 0,75%, et dans la limite de 2,75%, du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit.³³⁹

2.130. Les dépenses consacrées à l'acquisition de logiciels, de matériel et de pièces de rechange seront considérées comme des dépenses "effectuées dans le pays" à condition que les logiciels,

³³⁰ L'annexe I de l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 contient un modèle de "Déclaration consolidée de la partie déductible" où les fournisseurs d'intrants stratégiques et d'outils indiquent le nom et le numéro fiscal de la société du fournisseur; le nom et le numéro fiscal de la société de l'acquéreur; le mois et l'année auxquels renvoie la déclaration; la valeur totale des factures; et la valeur totale de la partie déductible. Voir la pièce JE-158.

³³¹ Voir E. da Matta, "*Valoração da parcela dedutível*", Sindipeças, septembre 2014 (pièce JE-105); et l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), annexe III, paragraphe 5 b). Dans le cas où la facture fiscale délivrée au fournisseur n'indique pas de CST, la classification sera CST 2. Voir l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), annexe III, paragraphe 2 a).

³³² CST 1 (Étrangère – Importation directe, à l'exception de ce qui est indiqué dans le CST 6), CST 2 (Étrangère – Acheté sur le marché intérieur, à l'exception de ce qui est indiqué dans le code 7), CST 6 (Étrangère – Importation directe, sans équivalent national figurant sur une liste d'une Résolution CAMEX et gaz naturel), CST 7 (Étrangère – Acheté sur le marché intérieur, sans équivalent national figurant sur une liste d'une Résolution CAMEX et gaz naturel) et CST 8 (Nationale, marchandise ou produit dont la teneur en éléments importés est supérieure à 70%). Voir l'annexe de la Convention du SINIEF, non numérotée, du 15 décembre 1970 (pièce JE-159).

³³³ CST 3 (Nationale, marchandise ou produit dont la teneur en éléments importés est supérieure à 40% mais inférieure ou égale à 70%) et CST 4 (Nationale, produit conformément aux processus de production de base visés dans le Décret-loi n° 288/67 et dans les Lois n° 8248/91, 8387/91, 10176/01 et 11484/07). Voir l'annexe de la Convention du SINIEF, non numérotée, du 15 décembre 1970 (pièce JE-159).

³³⁴ CST 0 (Nationale, à l'exception de ce qui est indiqué dans les codes 3, 4, 5 et 8) ou CST 5 (Nationale, marchandise ou produit dont la teneur en éléments importés est inférieure ou égale à 40% (quarante pour cent)). Voir l'annexe de la Convention du SINIEF, non numérotée, du 15 décembre 1970 (pièce JE-159).

³³⁵ Voir E. da Matta, "*Valoração da parcela dedutível*", Sindipeças, septembre 2014 (pièce JE-105); et l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), annexe III, paragraphe 5 a).

³³⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 III) à VI).

³³⁷ Les taxes et contributions sur les ventes sont exclues. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 §9, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

³³⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 VI) à VIII).

³³⁹ Les taxes et contributions sur les ventes sont exclues. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 §10, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

matériel et pièces de rechange soient utilisés dans les laboratoires indiqués dans les modalités d'engagement.³⁴⁰

Investisseurs accrédités

2.131. Les sociétés accréditées en tant qu'"investisseurs" calculeront leurs crédits d'impôt présumés pour l'IPI en appliquant un taux d'imposition de 30% sur la base fiscale de l'IPI en ce qui concerne la mise en circulation des véhicules énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 importés par le service d'importation de la société accréditée.³⁴¹ Cette disposition s'applique pendant les 24 mois suivant la première accréditation et est liée au respect du calendrier matériel et financier du projet d'investissement.³⁴² Les véhicules visés par ce traitement sont ceux qui sont visés dans le projet d'investissement approuvé³⁴³ et sont limités en nombre au vingt-quatrième de la capacité de production annuelle indiquée dans le projet d'investissement approuvé multiplié par le nombre de mois restants de l'année civile.³⁴⁴ En outre, l'IPI habituellement perçue sur les véhicules importés au moment du dédouanement est suspendue.³⁴⁵

2.2.5.5.2.3 Utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

2.132. Les règles régissant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI diffèrent selon que ces crédits i) résultent de dépenses effectuées au Brésil pour des intrants stratégiques et outils; ii) résultent de dépenses effectuées au Brésil pour tout élément indiqué à l'article 12 du Décret n° 7819/2012 autre que des intrants stratégiques et outils; ou iii) ont été accumulés par des investisseurs accrédités.

2.133. Premièrement, les crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant de dépenses effectuées au Brésil pour des intrants stratégiques et outils peuvent être utilisés, depuis le 1^{er} janvier 2013, pour compenser l'IPI exigible à la sortie de l'établissement des produits indiqués dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 soit fabriqués par des "fabricants nationaux" accrédités, soit commercialisés par des "importateurs/distributeurs" accrédités.³⁴⁶ L'utilisation d'un crédit d'impôt est limitée à 30% de la base d'imposition.³⁴⁷

2.134. À la fin de chaque mois civil, s'il y a un solde de crédit d'impôt pour l'IPI après utilisation de ce crédit pour compenser l'IPI exigible à la sortie des produits susmentionnés, ce solde de crédit peut être utilisé pour compenser l'IPI exigible sur les véhicules importés par la société accréditée. Dans ce cas, l'utilisation d'un crédit d'impôt est également limitée à 30% de la base d'imposition et à concurrence de 4 800 véhicules au maximum par année civile.³⁴⁸

³⁴⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 §12, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

³⁴¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 13, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Le calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI est effectué par la société mère de la société accréditée. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 13 §5.

³⁴² Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 13 §1 I) et II), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier; et Ordonnance d'application MDIC n° 297/2013 (pièce JE-179), article 7.

³⁴³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 13 §1 III), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁴⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 13 §2.

³⁴⁵ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95), article 41 §6.

³⁴⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁴⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14 §1.

³⁴⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14 §2, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Cela ne s'applique pas aux véhicules importés indiqués dans l'annexe VI ni au crédit d'impôt présumé pour l'IPI résultant de l'acquisition d'intrants stratégiques et outils utilisés pour fabriquer ces véhicules. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14 §5 et §6, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. L'exonération établie à l'article 14 §6, du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), modifié par l'article premier du Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), ne couvre pas les automobiles et véhicules utilitaires légers importés dans le cas des investisseurs accrédités qui prévoient de construire au Brésil les véhicules définis dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14 §7, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

2.135. Lorsqu'il reste un solde de crédit d'impôt lié à l'IPI du fait des deux limites susmentionnées (30% de la base d'imposition ou 4 800 véhicules par année civile), il peut être utilisé dans les mois suivants jusqu'au 31 décembre 2017.³⁴⁹

2.136. Deuxièmement, les crédits d'impôt présumés pour l'IPI qui résultent de dépenses effectuées au Brésil pour tout élément indiqué à l'article 12 autre que des intrants stratégiques et outils³⁵⁰ peuvent être utilisés pour compenser l'IPI exigible sur les opérations réalisées sur le marché intérieur par la société mère de la personne juridique.³⁵¹

2.137. S'il reste un solde de crédit d'impôt pour l'IPI après utilisation de ce crédit pour compenser l'IPI exigible sur les opérations réalisées sur le marché intérieur par la société mère de la personne juridique, ladite société mère peut transférer le crédit restant, en totalité ou en partie, à d'autres établissements industriels (ou établissements assimilés à des établissements industriels) de la même personne juridique.³⁵² Ces établissements pourront utiliser le crédit d'impôt présumé pour l'IPI à la fin du mois pendant lequel il aura été calculé³⁵³ et seulement pour compenser l'IPI exigible; ils n'auront pas droit à une compensation ou une réparation en nature.³⁵⁴

2.138. Dans le cas où aucune taxe n'est exigible sur des opérations réalisées sur le marché intérieur par la société mère de la personne juridique ou dans le cas où il y a un solde de crédit après le paiement de l'IPI sur ces opérations ou les opérations d'un autre établissement industriel, les règles régissant la réparation en nature et la compensation seront d'application.³⁵⁵

2.139. Enfin, les investisseurs accrédités peuvent utiliser leurs crédits d'impôt présumés pour l'IPI pour compenser l'IPI exigible à la sortie des produits de l'établissement importateur de la personne juridique accréditée sous réserve de deux limites.³⁵⁶ Premièrement, le nombre maximum de véhicules importés auxquels le crédit d'impôt peut être appliqué est le quarante-huitième de la capacité de production annuelle attendue indiquée dans le projet d'investissement approuvé multiplié par le nombre de mois restants de l'année civile, y compris le mois pendant lequel l'accréditation a été accordée.³⁵⁷ La seconde limite a trait à l'engagement de respecter le calendrier matériel et financier du projet d'investissement.³⁵⁸

2.140. Tout solde de crédit après compensation de l'IPI exigible conformément au paragraphe précédent peut être utilisé pour compenser l'IPI exigible au moment où les véhicules construits par la société accréditée quittent l'usine, à compter du début de la commercialisation des véhicules visés par le projet d'investissement et à concurrence d'un montant équivalent à 35% du solde débiteur, calculé pour chaque période de calcul de l'IPI.³⁵⁹

³⁴⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14 §3.

³⁵⁰ Recherche; développement technologique; innovation technologique; versements en faveur du FNDCT; renforcement des capacités des fournisseurs; et ingénierie et technologie industrielle de base. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 III) à VIII).

³⁵¹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §1 I), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Le crédit d'impôt présumé pour l'IPI peut être utilisé à la fin du mois pendant lequel il a été calculé. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §2, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁵² Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §1 II), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. L'article 15 §3 à §8, du Décret n° 7819/2012 prévoit les principes directeurs et les prescriptions qui doivent être respectés lors du transfert du crédit d'impôt pour l'IPI.

³⁵³ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §2, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁵⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §7, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁵⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 15 §1 III), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

³⁵⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 16. L'article 17 du Décret n° 7819/2012 dispose que l'utilisation du crédit d'impôt présumé pour l'IPI doit concerner les produits indiqués dans l'annexe I qui quittent l'établissement industriel (ou un établissement assimilé à un établissement industriel) de la société accréditée.

³⁵⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 16 I).

³⁵⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 16 II).

³⁵⁹ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 16 §1, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

2.141. Dans le cas où il y a encore un solde de crédit après utilisation de celui-ci dans les deux situations décrites ci-dessus, ce solde peut être utilisé dans les mois suivants, jusqu'au 31 décembre 2017.³⁶⁰

2.2.5.5.3 Prescriptions requises pour avoir droit à des taux de l'IPI réduits

2.142. Pour avoir droit à des taux de l'IPI réduits, les sociétés doivent:

- a. être accréditées en tant que "fabricants nationaux" ou "investisseurs" qui importent des véhicules classés sous les codes tarifaires du TIPI énumérés dans l'annexe I en provenance de pays qui sont signataires des accords établis par le Décret-loi n° 350 du 21 novembre 1991, le Décret n° 4458 du 5 novembre 2002 et le Décret n° 6500 du 2 juillet 2008³⁶¹; ou
- b. importer des véhicules classés sous les codes tarifaires du TIPI énumérés dans l'annexe VIII en provenance d'Uruguay au titre des accords établis par le Décret n° 6518 du 30 juillet 2008 et le Décret n° 7658 du 23 décembre 2011³⁶²; ou
- c. être accréditées en tant que sociétés important des produits classés sous les codes tarifaires du TIPI énumérés dans l'annexe VIII à concurrence d'une certaine limite par année civile³⁶³; ou
- d. construire au Brésil des véhicules présentant certaines caractéristiques classés sous les codes tarifaires du TIPI n° 8703.32.10 et 8703.33.10.³⁶⁴

2.143. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les sociétés qui construisent certains véhicules et ont un volume de production annuel inférieur à 1 500 unités et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 90 000 000 (90 millions) de reais³⁶⁵, celles qui construisent des véhicules assimilés à des quadricycles et des tricycles³⁶⁶ et celles qui construisent des véhicules relevant de certains codes tarifaires du TIPI par assemblage d'une carrosserie sur un châssis³⁶⁷ ont aussi droit à des taux de l'IPI réduits. Toutefois, ces réductions fiscales particulières ne sont pas pertinentes en l'espèce.

2.2.5.6 Système de suivi

2.144. Le Programme INOVAR-AUTO utilise un système de suivi (*Sistema de Acompanhamento*)³⁶⁸, aussi appelé système de traçabilité, pour assurer le respect de ses prescriptions.

2.145. Les sociétés accréditées qui ont fait des dépenses pour des intrants stratégiques et outils présenteront des rapports trimestriels sur ces dépenses au moyen du système de suivi du Programme INOVAR-AUTO.³⁶⁹

³⁶⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 16 §2.

³⁶¹ Taux de l'IPI réduit au titre de l'article 21 du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Ce taux de l'IPI réduit s'appliquera du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2017.

³⁶² Taux de l'IPI réduit au titre de l'article 22 I) du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132).

³⁶³ Taux de l'IPI réduit au titre de l'article 22 II) du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132). La limite correspond à la moyenne arithmétique du nombre de véhicules importés par la société susmentionnée dans les années civiles 2009 à 2011, ou à 4 800 véhicules, le nombre le plus faible étant retenu.

³⁶⁴ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), note additionnelle NC (87-5) du TIPI. Voir plus haut le paragraphe 2.102 d).

³⁶⁵ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 IV), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Conformément à l'article 22 §3 du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), ces limites peuvent être révisées annuellement. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §7, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

³⁶⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 V), modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier. Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22 §1 et §7, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier; et le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

³⁶⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 23.

³⁶⁸ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 4-B, modifiée par l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), article 11.

2.146. Les sociétés accréditées doivent présenter des rapports de suivi trimestriels au Secrétaire au développement de la production du MDIC.³⁷⁰ En outre, à des fins de suivi, le Secrétaire au développement de la production aura accès au Système intégré de commerce extérieur (*Sistema Integrado de Comércio Exterior* – SISCOMEX), instrument administratif qui permet l'enregistrement, le suivi et le contrôle des opérations de commerce extérieur auprès d'un guichet unique.³⁷¹

2.2.5.7 Mémoire connexe

2.147. Le Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012 décrit comme suit l'objectif du Programme INOVAR-AUTO:

[Le Programme INOVAR-AUTO] vise à renforcer l'industrie automobile nationale et à créer une impulsion [des incitations] en vue d'augmenter la teneur technologique des véhicules produits dans le pays.³⁷²

2.2.6 Programme PEC

2.2.6.1 Introduction

2.148. Conformément au régime applicable aux "sociétés principalement exportatrices" (le Programme PEC), l'IPI et les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sont suspendues en ce qui concerne les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage achetés par les sociétés principalement exportatrices.

2.149. Les suspensions de taxes prévues dans le Programme PEC sont entrées en vigueur en décembre 2002 (dans le cas de l'IPI) et en avril 2004 (dans le cas des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation).³⁷³

2.2.6.2 Traitement fiscal

2.150. Le Programme PEC prévoit la suspension de l'IPI ainsi que des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation en ce qui concerne les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.³⁷⁴

2.151. Les suspensions susmentionnées s'appliquent aux achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage effectués par des personnes juridiques enregistrées (dans le cas de l'IPI) ou accréditées (dans le cas des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation) en tant que sociétés principalement exportatrices.³⁷⁵ La suspension de taxe est appliquée:

- a. au moment où le produit quitte l'établissement industriel dans le cas des achats effectués sur le marché intérieur³⁷⁶; ou

³⁶⁹ Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), article 9.

³⁷⁰ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 7, modifiée par l'Ordonnance d'application MDIC n° 280/2013 (pièce JE-177), article premier.

³⁷¹ Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013 (pièce JE-154), article 7-A, modifiée par l'Ordonnance d'application n° 290/2014 (pièce JE-157), article premier.

³⁷² Interministerial Explanatory Memorandum (*Exposição de Motivos Interministerial* – EMI) No. 00025/2012 – MF/MDIC/MCTI/MEC/MC/SEP/MS/MPS, dated 2 April 2012, (pièces JE-183 et BRA-51), paragraphes 44 et 45.

³⁷³ Loi n° 10637/2002 (pièce JE-94), article 68 (pour l'IPI); et Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 53 (pour les contributions PIS/PASEP et COFINS).

³⁷⁴ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §1.II (pour l'IPI); et Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 40 (pour les contributions PIS/PASEP et COFINS).

³⁷⁵ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §1.II (pour l'IPI); Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 40 (pour les contributions PIS/PASEP et COFINS); Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 276 (pour les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation); et Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article premier (pour les contributions PIS/PASEP et COFINS).

³⁷⁶ Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 12; et Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 8.

b. au moment du dédouanement dans le cas des importations.³⁷⁷

2.152. La suspension prend fin, et l'IPI et les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation deviennent définitivement non exigibles, au moment de l'exportation ou de la vente sur le marché intérieur des produits finals incorporant les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage pour lesquels les taxes et contributions ont été suspendues.³⁷⁸

2.2.6.3 Produits visés

2.153. Les produits visés par le Programme PEC sont les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage achetés par une personne juridique enregistrée ou accréditée en tant que société principalement exportatrice et utilisés dans la production de ses produits finals.³⁷⁹

2.154. Aucune définition des expressions "matières premières", "produits intermédiaires" et "matériaux d'emballage" ne figure dans la législation brésilienne.

2.2.6.4 Sociétés admissibles

2.155. Les sociétés admissibles au bénéfice du traitement fiscal accordé au titre du Programme PEC sont les sociétés principalement exportatrices.

2.156. Aux fins de la suspension de l'IPI, une société principalement exportatrice est une personne juridique dont le revenu brut tiré des exportations à destination d'autres pays pendant l'année civile qui précède immédiatement l'année d'achat des produits visés a représenté plus de 50% de son revenu brut total tiré des ventes de marchandises et services sur la même période, après prélèvement des taxes et autres contributions perçues sur les ventes.³⁸⁰

2.157. Aux fins de la suspension des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, une société principalement exportatrice est une personne juridique dont le revenu brut tiré des exportations, dans l'année civile qui précède immédiatement l'année d'achat des produits visés, a été supérieur ou égal à 50% de son revenu brut total tiré de la vente de marchandises et services au cours de la même période, après prélèvement des taxes et autres contributions perçues sur les ventes.³⁸¹

2.158. Les sociétés qui démarrent tout juste leurs activités au Brésil ou qui n'ont pas atteint le pourcentage d'exportations requis au cours de l'année précédente pourront avoir droit aux suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS si elles s'engagent à atteindre le niveau d'exportations requis et à le maintenir pendant une période de trois années civiles.³⁸²

2.2.6.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité

2.159. Pour avoir droit à ce traitement fiscal, les sociétés principalement exportatrices doivent satisfaire aux prescriptions suivantes:

- a. Enregistrement (pour les suspensions de l'IPI)/Accréditation (pour les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation):

Les sociétés doivent demander un enregistrement/une accréditation préalable auprès du Bureau des recettes fédérales (DRF) ou du Bureau spécialisé des recettes fédérales de

³⁷⁷ Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 13; et Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 247.

³⁷⁸ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §1.II; Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181) article 40; Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 20; et Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 9.

³⁷⁹ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §1.II; et Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 40.

³⁸⁰ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §3.

³⁸¹ Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 40 §1.

³⁸² Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 3 §1.

l'administration fiscale (DERAT).³⁸³ Si la demande est acceptée, l'enregistrement/l'accréditation est accordé au moyen d'un acte déclaratif de l'Exécutif (ADE) établi par le Délégué du DRF ou du DERAT.³⁸⁴

b. Respect de la prescription en matière d'exportation:

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, pour qu'une personne juridique soit enregistrée en tant que société principalement exportatrice, il faut que son revenu brut tiré des exportations à destination d'autres pays pendant l'année civile qui précède immédiatement l'année d'achat des produits visés représente plus de 50% (pour les suspensions de l'IPI) ou soit supérieur ou égal à 50% (pour les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation) de son revenu brut total tiré des ventes de marchandises et services sur la même période, après prélèvement des taxes et autres contributions perçues sur les ventes.³⁸⁵

2.160. En ce qui concerne les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, les sociétés qui démarrent tout juste leurs activités au Brésil ou qui n'ont pas atteint le pourcentage d'exportations requis au cours de l'année précédente pourront avoir droit aux suspensions si elles s'engagent à atteindre le niveau d'exportations requis et à le maintenir pendant une période de trois années civiles.³⁸⁶

2.161. L'enregistrement et/ou l'accréditation seront annulés d'office dans le cas où il ne sera pas satisfait aux prescriptions relatives à l'accréditation/l'enregistrement, y compris la prescription en matière d'exportation.³⁸⁷ En cas d'annulation, les achats de produits visés ne bénéficieront plus des suspensions de taxes et les taxes suspendues, plus les charges et pénalités applicables, seront exigibles.

2.2.6.6 Mémoire connexe

2.162. Le Mémoire explicatif n° 00211 du 29 août 2002 du Ministère des finances explique ce qui suit en ce qui concerne la mise en œuvre de la suspension de l'IPI au titre du Programme PEC:

L'article 31 établit une suspension de l'*Imposto sobre Produtos Industrializados* (IPI), en ce qui concerne les produits mentionnés, afin d'éviter une accumulation de crédits, ce qui implique une amélioration des conditions d'exploitation et des flux de liquidités des sociétés nationales, renforçant leur compétitivité, y compris par la réduction des prix de leurs produits. Cette suspension est accordée aux sociétés principalement exportatrices selon les modalités et conditions qui seront établies par le Secrétariat aux recettes fédérales (Secretaria da Receita Federal), en vue de soutenir les activités d'exportation nationales.³⁸⁸

³⁸³ La société doit présenter sa demande d'enregistrement/accréditation dans la juridiction de son établissement principal, accompagnée des renseignements pertinents la concernant et d'une déclaration indiquant, sous peine des sanctions prévues par la loi, qu'elle satisfait ou satisfera et continuera de satisfaire à la prescription en matière d'exportation. Voir l'Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 15; et l'Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 4.

³⁸⁴ Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 17; et Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 6.

³⁸⁵ Loi n° 10637/2002 (pièces JE-94 et BRA-100), article 29 §3; Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 14; Loi n° 10865/2004 (pièce JE-181), article 40 §1; et Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 3.

³⁸⁶ Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 3 §1.

³⁸⁷ Voir l'Instruction normative RFB n° 948/2009 (pièce JE-191), article 18 II) (pour les suspensions de l'IPI); et l'Instruction normative SRF n° 595/2005 (pièce JE-193), article 7 II) (pour la suspension des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation).

³⁸⁸ Mémoire explicatif n° 00211 du 29 août 2002 (pièce JE-180), paragraphe 20. Le Groupe spécial note que la traduction originale de ce mémoire explicatif, fournie par les parties plaignantes, indiquait ce qui suit: "Cette suspension est *appropriée pour* les sociétés principalement exportatrices ...". Voir le Mémoire explicatif n° 00211 (pièce JE-180). Le Brésil a corrigé cette traduction et sa correction n'a pas soulevé d'objection de la part des parties plaignantes. Voir Brésil, observations sur le projet de partie descriptive, observation sur le paragraphe 2.87 du projet de partie descriptive. Voir, en général, Union européenne, observations sur les observations du Brésil sur le projet de partie descriptive; et Japon, observations sur les observations du Brésil sur le projet de partie descriptive.

2.2.7 Programme RECAP

2.2.7.1 Introduction

2.163. Conformément au "Régime spécial pour l'achat de biens d'équipement pour les entreprises exportatrices" (Programme RECAP), les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation ou COFINS-Importation sont suspendues en ce qui concerne les machines, outils, appareils, instruments et matériel neufs destinés à être incorporés dans les actifs fixes corporels des sociétés principalement exportatrices.

2.164. Les suspensions de taxes prévues dans le Programme RECAP sont entrées en vigueur en novembre 2005.³⁸⁹

2.2.7.2 Traitement fiscal

2.165. Le Programme RECAP prévoit la suspension des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation pour les achats de machines, outils, appareils, instruments et matériel neufs destinés à être incorporés dans les actifs fixes corporels des personnes juridiques enregistrées en tant que sociétés principalement exportatrices.³⁹⁰

2.166. La suspension devient un taux nul une fois que les engagements en matière d'exportation ont été remplis.³⁹¹

2.2.7.3 Produits visés

2.167. Les produits visés par le Programme RECAP sont les machines, outils, appareils, instruments et matériel neufs destinés à être incorporés dans les actifs fixes corporels des personnes juridiques enregistrées en tant que sociétés principalement exportatrices.³⁹²

2.168. L'appendice du Décret n° 5789/2006³⁹³ contient la liste des marchandises qui peuvent être achetées dans le cadre du Programme RECAP.

2.2.7.4 Sociétés admissibles

2.169. Les sociétés admissibles au bénéfice du traitement fiscal accordé au titre du Programme RECAP sont les sociétés principalement exportatrices.

2.170. Aux fins du Programme RECAP, une société principalement exportatrice est une personne juridique dont le revenu brut tiré des exportations, dans l'année civile qui précède immédiatement l'année pendant laquelle elle est devenue membre du programme, a été supérieur ou égal à 50% de son revenu brut total tiré de la vente de marchandises et services sur la même période et qui s'engage à maintenir ce pourcentage d'exportations pendant une période de deux années civiles.³⁹⁴

2.171. Les sociétés qui démarrent tout juste leurs activités au Brésil ou qui n'ont pas atteint le pourcentage d'exportations requis au cours de l'année précédente pourront avoir droit aux suspensions si elles s'engagent à atteindre le niveau d'exportations requis et à le maintenir pendant une période de trois années civiles.³⁹⁵

³⁸⁹ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 132.

³⁹⁰ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 14; Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), articles 1^{er} et 9; et Instruction normative SRF n° 605/2006 (pièce JE-195), article 2.

³⁹¹ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 14 §8; Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), article 10; et Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 274.

³⁹² Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 14; et Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), article 9.

³⁹³ Décret n° 5789/2006 (pièce JE-188), appendice. Voir aussi la Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 16.

³⁹⁴ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 13.

³⁹⁵ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 13 §2.

2.2.7.5 Prescriptions relatives à l'admissibilité

2.172. Pour avoir droit à ces suspensions, les sociétés principalement exportatrices doivent satisfaire aux prescriptions suivantes:

a. Accréditation:

Les sociétés doivent demander une accréditation auprès du DRF ou du DERAT.³⁹⁶ Si la demande est acceptée, l'accréditation est accordée au moyen d'un ADE établi par le Délégué du DRF ou du DERAT.³⁹⁷

b. Respect de la prescription en matière d'exportation:

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, pour qu'une personne juridique soit accréditée en tant que société principalement exportatrice, il faut que son revenu brut tiré des exportations, dans l'année civile qui précède immédiatement l'année pendant laquelle elle est devenue membre du programme, soit supérieur ou égal à 50% de son revenu brut total tiré de la vente de marchandises et services sur la même période et qu'elle s'engage à maintenir ce pourcentage d'exportations pendant une période de deux années civiles.³⁹⁸

Les sociétés qui démarrent tout juste leurs activités au Brésil ou qui n'ont pas atteint le pourcentage d'exportations requis au cours de l'année précédente pourront avoir droit aux suspensions si elles s'engagent à atteindre le niveau d'exportations requis et à le maintenir pendant une période de trois années civiles.³⁹⁹

2.173. L'accréditation sera annulée dans le cas où il ne sera pas satisfait aux prescriptions relatives à l'enregistrement, y compris la prescription en matière d'exportation.⁴⁰⁰ En cas d'annulation, les achats de produits visés ne bénéficieront plus des suspensions de taxes et les taxes suspendues, plus les charges et pénalités applicables, seront exigibles.⁴⁰¹

2.174. Par ailleurs, si une société accréditée ne respecte pas son engagement en matière d'exportation ou n'incorpore pas les biens d'équipement dans ses actifs fixes ou si elle vend les produits avant la conversion de la suspension en taux nul, elle peut être tenue de payer les contributions suspendues ainsi que des intérêts et des pénalités.⁴⁰²

2.2.7.6 Mémoire connexe

2.175. Le Mémoire explicatif interministériel n° 00084/2005 du Ministère des finances et du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce explique ce qui suit en ce qui concerne le Programme RECAP:

Le Programme RECAP a été créé dans le but d'encourager l'investissement dans la production et d'améliorer les exportations en corrigeant les distorsions qui génèrent un coût en ce qui concerne les biens d'équipement des sociétés principalement exportatrices. Ce régime suspend l'incidence de la contribution au PIS/PASEP et à la COFINS sur les ventes et les importations des machines, appareils, instruments et

³⁹⁶ La société doit présenter sa demande d'accréditation dans la juridiction de son établissement principal, accompagnée des renseignements pertinents la concernant et d'une déclaration indiquant, sous peine des sanctions prévues par la loi, qu'elle satisfait ou satisfera et continuera de satisfaire à la prescription en matière d'exportation. Voir l'Instruction normative SRF n° 605/2006 (pièce JE-195), article 8.

³⁹⁷ Instruction normative SRF n° 605/2006 (pièce JE-195), article 10. Les accréditations ont une durée de trois ans. Lorsqu'une accréditation devient caduque, une nouvelle accréditation peut être demandée. Voir la Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 14 §1; le Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), article 9; et le Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 271.

³⁹⁸ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 13.

³⁹⁹ Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 13 §2.

⁴⁰⁰ Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), article 8; et Instruction normative SRF n° 605/2006 (pièce JE-195), article 12.

⁴⁰¹ Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), article 8; et Instruction normative SRF n° 605/2006 (pièce JE-195), article 16.

⁴⁰² Loi n° 11196/2005 (pièce JE-182), article 14 §4; Décret n° 5649/2005 (pièce JE-187), article 12; et Décret n° 6759/2009 (pièce JE-8), article 275.

matériel neufs énumérés dans un règlement lorsque ceux-ci sont achetés par des sociétés principalement exportatrices. Comme le régime REPES, le Programme RECAP vise à éliminer l'accumulation des crédits liés au PIS et à la COFINS pour les exportateurs, en complétant le régime déjà établi par l'article 40 de la Loi n° 10865 du 30 avril 2004, qui suspend la perception de la contribution en ce qui concerne les ventes de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage lorsque ceux-ci sont destinés à des personnes juridiques principalement exportatrices.⁴⁰³

2.176. Par ailleurs, le Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012 explique ce qui suit en ce qui concerne la réduction à 50% du pourcentage d'exportations requis pour qu'une société soit considérée comme une société principalement exportatrice:

Le fait d'étendre la notion de société principalement exportatrice aux sociétés qui exportent 50% de leur revenu brut, y compris celles qui demandent à bénéficier du (...) Programme RECAP, fait que presque toutes les sociétés brésiliennes qui génèrent des crédits remboursables en nature à l'occasion de leurs activités d'exportation sont visées. On s'attend donc à ce que, à tout le moins au niveau fédéral, l'accumulation de crédits liés aux exportations perde sa pertinence. (...) Enfin, l'adoption d'une mesure contribuant à résoudre le grave problème de l'accumulation des crédits d'impôt découlant des exportations, qui amenuise le fonds de roulement des sociétés exportatrices et diminue leur compétitivité, permettrait sans nul doute à cette proposition de mesure provisoire de répondre aux exigences en matière d'urgence et de pertinence.⁴⁰⁴

3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1. L'Union européenne demande que le Groupe spécial constate ce qui suit⁴⁰⁵:

- i. Le Programme INOVAR-AUTO, tel qu'il est incorporé et exposé dans les instruments susmentionnés et aussi tel qu'il est appliqué par les autorités brésiliennes compétentes, est incompatible avec les obligations du Brésil au titre des dispositions ci-après:
 - a. l'article I:1 du GATT de 1994, car tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés à des produits similaires originaires de certains autres pays ne sont pas, immédiatement et sans condition, étendus aux véhicules automobiles originaires de l'Union européenne;
 - b. l'article III:2 du GATT de 1994, car les véhicules automobiles de l'Union européenne importés au Brésil sont frappés d'une charge fiscale liée à l'IPI supérieure à celle qui frappe les produits nationaux similaires;
 - c. l'article III:4 du GATT de 1994, car les véhicules automobiles, les composants d'automobiles et les outils de l'Union européenne importés au Brésil sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine brésilienne, en raison des conditions relatives à l'accréditation au Programme et des règles concernant l'obtention et l'utilisation des crédits d'impôt;
 - d. l'article III:5 du GATT de 1994, car
 - i. les conditions relatives au nombre minimal d'activités de fabrication que les fabricants automobiles doivent exercer au Brésil équivalent à une réglementation quantitative intérieure concernant la transformation de produits, et ces conditions exigent qu'une proportion déterminée du produit final provienne de sources nationales; et

⁴⁰³ Mémoire explicatif interministériel n° 00084/2005 (pièce JE-185), paragraphe 5.

⁴⁰⁴ Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012 (pièces JE-183 et BRA-51), paragraphes 93 à 97.

⁴⁰⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 1254.

-
- ii. les conditions relatives au nombre minimal d'activités de fabrication au Brésil équivalent aussi à une réglementation quantitative intérieure qui est appliquée de manière à protéger la production nationale;
 - e. l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, conjointement avec l'article 2:2 et avec le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative de l'Accord, car en exigeant l'achat ou l'utilisation d'intrants stratégiques et d'outils d'origine brésilienne ou provenant de sources brésiliennes pour bénéficier d'avantages fiscaux, le Programme est une mesure concernant les investissements et liée au commerce incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994; et
 - f. l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, car le Programme confère des avantages fiscaux qui sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées à l'utilisation d'intrants stratégiques et d'outils du Brésil de préférence à des produits semblables importés d'autres Membres de l'OMC, y compris l'Union européenne.
- ii. Les avantages subordonnés à la production nationale et au développement technologique de produits des technologies de l'information et de la communication, de produits d'automatisation et de produits connexes (TIC), tels qu'ils sont incorporés et exposés dans le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique et aussi tels qu'ils sont appliqués par les autorités brésiliennes compétentes, sont incompatibles avec les obligations du Brésil au titre des dispositions ci-après:
- a. l'article III:2 du GATT de 1994, car ils imposent aux produits des TIC, aux produits d'automatisation et aux produits connexes importés une charge fiscale supérieure à celle qui frappe les produits nationaux similaires, par le jeu d'exonérations ou de réductions fiscales;
 - b. l'article II:1 b) du GATT de 1994, si le Brésil devait faire valoir (ou le Groupe spécial constate) que les taxes PIS/PASEP-Importation et COFINS- Importation ne sont pas des taxes intérieures, car elles équivaldraient à d'"autres droits et impositions" plus élevés que les droits et impositions de la Liste de concessions tarifaires du Brésil imposés sur les produits des TIC importés;
 - c. l'article III:4 du GATT de 1994, car:
 - i. les conditions relatives à l'accréditation nécessaire pour permettre aux produits des TIC, aux produits d'automatisation et aux produits connexes de bénéficier des exonérations ou des réductions font que les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires; et
 - ii. ces mesures accordent un traitement moins favorable aux intrants et aux matériel importés que le traitement accordé aux produits nationaux similaires en imposant, conformément aux modalités des PPB correspondants, une obligation d'utiliser des intrants et des matériel locaux pour produire des produits des TIC, des produits d'automatisation et des produits connexes, comme condition pour bénéficier des exonérations ou des réductions;
 - d. l'article III:5 du GATT de 1994, car:
 - i. les conditions imposées conformément aux modalités des PPB correspondants en ce qui concerne le nombre minimal d'activités de transformation que les producteurs de produits des TIC, de produits d'automatisation et de produits connexes doivent exercer au Brésil pour bénéficier des exonérations ou des réductions équivalent à une réglementation quantitative intérieure concernant la transformation de produits, qui exige qu'une proportion déterminée du produit final provienne de sources locales; et

- ii. les conditions relatives au nombre minimal d'activités de transformation au Brésil équivalent à une réglementation quantitative intérieure qui est appliquée de manière à protéger la production nationale;
 - e. l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, conjointement avec l'article 2:2 et avec le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative de l'Accord, car en exigeant, conformément aux modalités des PPB, l'achat ou l'utilisation d'intrants et de matériel de fabrication d'origine brésilienne ou provenant de sources brésiliennes pour bénéficier des exonérations ou des réductions, les mesures constituent des mesures concernant les investissements et liée au commerce incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994; et
 - f. l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, car les exonérations ou les réductions accordées pour les produits des TIC, les produits d'automatisation et les produits connexes qui respectent les modalités des PPB sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées à l'utilisation d'intrants et de matériel nationaux de préférence à des intrants et des matériel importés.
 - iii. Le Programme RECAP, tel qu'il est incorporé et exposé dans les instruments susmentionnés et aussi tel qu'il est appliqué par les autorités brésiliennes compétentes, est incompatible avec les obligations du Brésil au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC car il prévoit des subventions qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation; et
 - iv. le régime consistant en subventions subordonnées aux exportations pour l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage, tel qu'il est incorporé et exposé dans les instruments susmentionnés et aussi tel qu'il est appliqué par les autorités brésiliennes compétentes, est incompatible avec les obligations du Brésil au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC car il prévoit des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation.
- 3.2. Le Japon demande que le Groupe spécial constate ce qui suit⁴⁰⁶:
- i. Le programme d'avantages fiscaux dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO et les mesures connexes, et chacun des instruments juridiques au moyen desquels ils sont établis et administrés – à la fois individuellement et collectivement, en eux-mêmes et à eux seuls, ou conjointement avec la majoration du taux de l'IPI applicable aux véhicules automobiles – sont incompatibles en tant que tels et tels qu'appliqués avec les obligations du Brésil au titre des dispositions ci-après:
 - a. l'article I:1 du GATT de 1994, car les avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les véhicules automobiles importés des pays du Mercosur et du Mexique ne sont pas offerts aux véhicules automobiles importés d'autres Membres, y compris le Japon;
 - b. l'article III:2 du GATT de 1994, car:
 - i. les véhicules automobiles importés sont frappés, directement ou indirectement, d'une charge fiscale liée à l'IPI supérieure à celle qui frappe, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires; et
 - ii. les véhicules automobiles importés et les produits directement concurrents ou qui peuvent leur être directement substitués qui sont produits dans le pays sont taxés de manière à protéger la production nationale;
 - c. l'article III:4 du GATT de 1994, car les véhicules automobiles, les composants d'automobiles et les outils importés au Brésil sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine brésilienne, en raison des conditions relatives à l'accréditation et à l'obtention et à l'utilisation des crédits d'impôt pour l'IPI;
 - d. l'article III:5 du GATT de 1994, car:

⁴⁰⁶ Japon, première communication écrite, paragraphe 597.

-
- i. les critères et/ou les prescriptions auxquels il faut satisfaire pour pouvoir bénéficier des avantages fiscaux au titre du Programme INOVAR-AUTO, y compris (entre autres choses) la prescription imposant d'exécuter certaines étapes de fabrication au Brésil, ainsi que la réduction des crédits d'impôt pour l'IPI sur la base du niveau de la teneur en éléments locaux dans les composants d'automobiles et les outils, équivalent à des réglementations quantitatives intérieures concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation de produits, qui prescrivent que des quantités ou des proportions déterminées de produits proviennent de sources nationales; et
 - ii. lesdits critères et/ou prescriptions équivalent aussi à des réglementations quantitatives intérieures qui sont appliquées pour protéger la production nationale;
 - e. l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, séparément et conjointement avec l'article 2:2 et avec le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative de l'Accord, car:
 - i. le Programme INOVAR-AUTO et les instruments juridiques connexes sont des MIC qui sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994; et
 - ii. ils exigent l'achat ou l'utilisation de produits (y compris des composants d'automobiles et/ou des outils) provenant de sources nationales pour obtenir des avantages fiscaux; et
 - f. l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, car le programme et les instruments juridiques connexes sont et/ou confèrent des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées à l'utilisation de composants d'automobiles et/ou d'outils nationaux de préférence à des composants d'automobiles et/ou des outils importés.
 - ii. Le Programme informatique, le Programme pour l'inclusion numérique et les Programmes PADIS et PADTV, et chacun des instruments juridiques au moyen desquels ils sont établis et administrés – à la fois individuellement et collectivement – sont incompatibles en tant que tels et tels qu'appliqués avec les obligations du Brésil au titre des dispositions ci-après:
 - a. l'article III:2 du GATT de 1994, car:
 - i. les produits des TIC, les produits d'automatisation et les produits connexes importés sont frappés, directement ou indirectement, de charges fiscales intérieures supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires; et
 - ii. les produits des TIC, les produits d'automatisation et les produits connexes importés et les produits directement concurrents ou qui peuvent leur être directement substitués qui sont produits dans le pays sont taxés de manière à protéger la production nationale;
 - b. l'article II:1 b) du GATT de 1994, seulement dans l'éventualité où le Groupe spécial constaterait que les taxes PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation ne sont pas des taxes intérieures relevant de l'article III:2 du GATT de 1994, car d'"autres droits ou impositions" plus élevés que les droits et impositions de la Liste de concessions tarifaires du Brésil sont imposés sur les produits des TIC, les produits d'automatisation et les produits connexes importés du Japon;
 - c. l'article III:4 du GATT de 1994, car:
 - i. les conditions relatives à l'accréditation font que les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires; et
 - ii. la prescription imposant d'utiliser des intrants et des matériel locaux pour produire des produits des TIC, des produits d'automatisation et des produits

connexes fait que les intrants et matériel importés sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires;

- d. l'article III:5 du GATT de 1994, car
 - i. les critères et/ou les prescriptions auxquels il faut satisfaire pour pouvoir bénéficier des avantages fiscaux des programmes concernés, y compris (entre autres choses) la prescription imposant d'exécuter certaines étapes de fabrication au Brésil, et les niveaux minimaux de teneur en éléments locaux ou de valeur ajoutée nationale (y compris ceux imposés dans les modalités des PPB correspondants), équivalent à des réglementations quantitatives intérieures concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation de produits dans des quantités ou proportions déterminées, qui exigent qu'un montant ou une proportion déterminée du produit final provienne de sources nationales; et
 - ii. lesdits critères et/ou prescriptions équivalent aussi à des réglementations quantitatives intérieures qui sont appliquées de manière à protéger la production nationale;
- e. l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, séparément et conjointement avec l'article 2:2 et avec le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative figurant dans l'Annexe de l'Accord sur les MIC, car:
 - i. le programme et les instruments juridiques connexes sont des MIC qui sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994; et
 - ii. ils exigent l'achat ou l'utilisation de produits (à savoir des intrants et des matériel de fabrication brésiliens) provenant de sources nationales pour obtenir des avantages fiscaux; et
- f. l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, car les programmes et les instruments juridiques connexes sont et/ou confèrent des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées à l'utilisation d'intrants et de matériel nationaux de préférence à des intrants et matériel importés.
- iii. Le Programme RECAP et chacun des instruments juridiques au moyen desquels il est établi et administré – à la fois individuellement et collectivement – sont incompatibles en tant que tels et tels qu'appliqués avec les obligations du Brésil au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC, car ils sont et/ou confèrent des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation; et
- iv. Le Programme PEC et chacun des instruments juridiques au moyen desquels il est établi et administré – à la fois individuellement et collectivement – sont incompatibles en tant que tels et tels qu'appliqués avec les obligations du Brésil au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC, car ils sont et/ou confèrent des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation.

3.3. Le Brésil demande au Groupe spécial de rejeter dans leur intégralité les allégations formulées par l'Union européenne et le Japon dans le présent différend.⁴⁰⁷

4 ARGUMENTS DES PARTIES

4.1. Les arguments des parties sont exposés dans les résumés analytiques qu'elles ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 21 des procédures de travail conjointes adoptées par celui-ci (voir les annexes B-1 et B-2).

⁴⁰⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 868 (DS472) et paragraphe 770 (DS497).

5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1. Les arguments de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Ukraine sont exposés dans les résumés analytiques qu'ils ont fournis conformément au paragraphe 22 des procédures de travail conjointes adoptées par le Groupe spécial (voir les annexes C-1, C-2, C-5, C-6, et C-7). La République de Corée a demandé que sa déclaration orale soit considérée comme son résumé analytique (voir l'annexe C-4). Le Japon a aussi présenté un résumé analytique de ses arguments, en tant que tierce partie dans l'affaire DS472 (voir l'annexe C-3). Les autres tierces parties, à savoir l'Afrique du Sud, la Chine, la Colombie, la Fédération de Russie, l'Inde, Singapour, le Taipei chinois et la Turquie n'ont pas présenté d'arguments écrits ou oraux au Groupe spécial.

6 RÉEXAMEN INTÉIMAIRE

6.1 Questions d'ordre général et d'ordre rédactionnel éditoriales

6.1. Sauf indication contraire spécifique, les numéros de paragraphes mentionnés dans la présente section (et tout au long du présent rapport) correspondent aux numéros des paragraphes, sections et notes de bas de page du présent rapport final, et non à la numérotation des rapports intérimaires.

6.2. En plus d'examiner les demandes des parties, exposées ci-après, le Groupe spécial a corrigé des erreurs typographiques et stylistiques et d'autres erreurs ne portant pas sur le fond figurant dans son rapport, y compris les erreurs indiquées par les parties.

6.3. Toutes les parties ont demandé au Groupe spécial de préciser et, dans certains cas, de réviser le raisonnement et les constatations qu'il avait exposés dans un certain nombre de paragraphes. De plus, toutes lui ont demandé de réviser la description qu'il avait faite des arguments des parties dans un certain nombre de paragraphes. En réponse à ces demandes, et sur la base de son propre réexamen du rapport, le Groupe spécial a remanié les aspects suivants du rapport: la liste des pièces; les paragraphes 2.13, 2.15, 2.18, 2.20, 2.22, 2.71, 2.72, 2.75, 2.83, 2.86, 2.87, 2.91, 2.99, 7.3, 7.24, 7.25, 7.26, 7.31, 7.33, 7.38, 7.67, 7.69, 7.73, 7.80, 7.86, 7.87, 7.88, 7.116, 7.120, 7.134, 7.150, 7.154, 7.161, 7.163, 7.171, 7.173, 7.229, 7.251, 7.272, 7.279, 7.305, 7.309, 7.310, 7.352, 7.356, 7.359, 7.369, 7.370, 7.371, 7.403, 7.404, 7.405, 7.406, 7.432, 7.433, 7.434, 7.436, 7.438, 7.440, 7.441, 7.444, 7.449, 7.450, 7.451, 7.454, 7.456, 7.458, 7.459, 7.460, 7.463, 7.466, 7.468, 7.469, 7.470, 7.473, 7.476, 7.477, 7.478, 7.479, 7.480, 7.518, 7.522, 7.581, 7.582, 7.689, 7.690, 7.696, 7.724, 7.733, 7.746, 7.766, 7.771, 7.796, 7.816, 7.825, 7.888, 7.893, 7.927, 7.929, 7.995, 7.1118, 7.1145, 7.1165, 7.1167, 7.1168, 7.1169, 7.1170, 7.1171, 7.1174, 7.1175, 7.1176, 7.1179, 7.1181, 7.1183, 7.1186, 7.1187, 7.1189, 7.1190, 7.1191, 7.1194, 7.1197, 7.1199, 7.1202, 7.1203, 7.1204, 7.1207, 7.1210, 7.1232, 7.1235, 9.12, 9.16, 9.20, 9.26, 9.30, 9.37, 9.38, 9.49, 9.55, 9.63, 9.87, 9.88, 9.92, 9.97, 9.98, 9.104, 9.107, 9.112, 9.115, 9.116, 9.117, 9.118, 9.121, 9.122, 9.124, 9.134, 9.138, 9.139, 9.142, 9.143, 9.151, 9.152, 9.160, 9.164, 9.168, 9.169, 9.173, 9.174, 9.179, 9.185, 9.186, 9.187, 9.191, 9.197, 9.207, 9.209, 9.210, 9.215, 9.216, 9.217, 9.218, 9.222, 9.225, 9.229, 9.234, 9.235, 9.236, 9.237, 9.242, 9.243, 9.244, 9.249, 9.256, 9.257, 9.260, 9.268, 9.276, 9.285, 9.288, 9.292, 9.296, 9.301, 9.306; les intitulés des sections 7.2.2, 7.3.5.3.3.2 a), 7.3.5.3.3.2 b), 7.3.5.3.3.2 d), 7.3.5.3.3.2 e), 7.3.5.3.3.2 f), 7.3.5.3.3.2 g), 7.3.5.3.3.2 h), 7.3.5.3.3.2 i), 7.3.5.3.3.2 j), 7.4.5.3.3 et 7.5.1.2.3; et les notes de bas de page 237, 388, 471, 476, 484, 485, 512, 531, 532, 533, 535, 587, 680, 691, 789, 801, 814, 827, 845, 856, 1035, 1135, 1295, 1528, 1537, 1552, 1571 et 1605. Le Groupe spécial a inséré les paragraphes 2.29, 7.446, 7.465, 7.475, 7.926, 7.1184, 7.1185, 7.1196, 7.1209, 9.223, 9.224, 9.318 et 9.319; et les notes de bas de page 11, 42, 43, 44, 442, 443, 444, 469, 505, 506, 578, 579, 586, 672, 791, 795, 796, 803, 807, 809, 816, 821, 829, 835, 839, 847, 853, 857, 1084, 1128, 1129, 1273, 1400, 1487, 1529, 1530, 1539, 1544, 1547, 1554, 1560, 1563, 1573, 1579, 1582, 1583, 1655, 1703 et 1744. Il a également supprimé les paragraphes 2.60 et 7.1192 des rapports intérimaires, et les notes de bas de page 161, 162, 1478, 1493, 1509, 1545 et 1546 des rapports intérimaires.

6.4. Le Groupe spécial a apporté des modifications structurelles dans la section 8 afin de faire la distinction entre ses constatations et recommandations au sujet du différend DS472 (plainte de l'Union européenne) et ses constatations et recommandations au sujet du différend DS497 (plainte du Japon).

6.2 Dispositions concernant les pays en développement

6.5. Le Groupe spécial a inséré la section 7.6 qui fait référence à l'article 12:10 et 12:11 du Mémoire d'accord. Ces dispositions concernent les pays en développement. Le Groupe spécial explique dans la section 7.6 comment il a pris en compte ces dispositions en ce qui concerne la participation du Brésil au présent différend.

6.3 Portée des demandes de réexamen des rapports intérimaires présentées par les parties

6.6. L'Union européenne demande des constatations additionnelles au sujet d'un certain nombre de questions. Ces demandes sont contestées par le Brésil.⁴⁰⁸

6.7. Le Groupe spécial note les constatations des groupes spéciaux antérieurs établissant que la demande d'une partie visant à ce qu'une décision soit infirmée va au-delà du champ d'application de l'article 15:2 du Mémoire d'accord⁴⁰⁹, que l'objet du réexamen intérimaire n'est "pas nécessairement" qu'une partie fasse valoir à nouveau des arguments précédemment développés⁴¹⁰, et que le réexamen intérimaire n'a pas pour objet "de permettre à une partie de présenter des arguments nouveaux ni d'exposer des arguments qui ont été, au mieux, simplement évoqués au cours de la procédure".⁴¹¹ Toutefois, le Groupe spécial note également que dans ce dernier différend, le Groupe spécial a bien décidé d'"examiner certains des points soulevés par [le Membre requérant] dans [sa] demande de réexamen".⁴¹² Il note également l'approche adoptée par le Groupe spécial *Russie – Porcins*, selon laquelle ce dernier a réexaminé le "rapport intérimaire eu égard seulement aux observations des parties qui port[aient] sur des "aspects précis" de ce rapport".⁴¹³ Ce Groupe spécial a également rejeté les demandes des parties qui équivalaient "pour celle[s]-ci à revenir sur des arguments".⁴¹⁴

6.8. Le Groupe spécial s'abstient donc d'examiner ces demandes de l'une ou l'autre partie concernant de nouvelles constatations ou qui équivalent à revenir sur des arguments précédents. En outre, il réexaminera le rapport intérimaire eu égard seulement aux observations des parties qui portent sur des aspects précis de ce rapport.

6.4 Argument "interne"

6.9. En ce qui concerne les paragraphes 7.314 et 7.747, l'Union européenne fait valoir que le fait que le Groupe spécial complète son analyse juridique au sujet du "scénario "interne"" est "essentiel pour arriver à une solution positive" du différend.⁴¹⁵ Selon elle, "afin de se mettre en conformité avec le rapport du Groupe spécial, le Brésil peut estimer qu'il suffit de laisser telles quelles les étapes de production exigées et de demander aux sociétés accréditées d'internaliser ces étapes".⁴¹⁶ À son avis, les "plaignants seraient contraints d'engager une nouvelle procédure de groupe spécial et de répéter leurs allégations juridiques, même si ces allégations juridiques sont soumises à bon droit au ... Groupe spécial".⁴¹⁷ L'Union européenne demande donc au Groupe spécial de compléter son analyse juridique au sujet du scénario "interne". À titre subsidiaire, elle

⁴⁰⁸ Voir Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 26, 41, 48, 50 et 64. Brésil, observations sur les demandes de réexamen du rapport intérimaire du Groupe spécial présentées par l'Union européenne et le Japon, paragraphes 10 et 11 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Chine – Matières premières*, paragraphe 6.69; *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26).

⁴⁰⁹ Rapport du Groupe spécial *Chine – Matières premières*, paragraphe 6.69.

⁴¹⁰ Rapport du Groupe spécial *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2.

⁴¹¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26.

⁴¹² Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26.

⁴¹³ Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins*, paragraphe 6.6. Le Groupe spécial a fait référence à l'article 15:2 du Mémoire d'accord, qui mentionne le droit d'une partie de "demander par écrit que [le groupe spécial] réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire". (pas d'italique dans l'original) Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 6.5 et 6.6.

⁴¹⁴ Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins*, paragraphe 6.7.

⁴¹⁵ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 26.

⁴¹⁶ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 26.

⁴¹⁷ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 26.

demande au Groupe spécial d'"inclure dans le rapport les éléments qui permettraient à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique".⁴¹⁸

6.10. Le Groupe spécial comprend l'argument ci-dessus formulé par l'Union européenne. Toutefois, il rappelle qu'"un groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire "de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée" et que "le fait qu'un argument donné concernant cette allégation n'est pas expressément traité dans la partie "Constatations" du rapport ne permet pas, en soi, de conclure que ce groupe spécial a omis de procéder à l'"évaluation objective de la question dont il est saisi", prescrite à l'article 11 du Mémorandum d'accord".⁴¹⁹

6.11. À cet égard, le Groupe spécial a constaté que les aspects pertinents des programmes concernant les prescriptions relatives aux étapes de production, contestés par les parties plaignantes en l'espèce, étaient incompatibles avec les règles de l'OMC pour les raisons expliquées dans les sections 7.3.2.2.4 et 7.4.2.4.2 (concernant l'article III:4 du GATT de 1994) ainsi que dans les sections 7.3.4 et 7.4.5 (concernant l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC) et dans les sections 7.3.5 et 7.4.5 (concernant l'article 3.1 b) de l'Accord SMC). Compte tenu de ces constatations, il n'estime pas qu'il soit nécessaire en l'espèce d'examiner l'argument des plaignants selon lequel les étapes de production pertinentes sont incompatibles avec exactement les mêmes dispositions, pour des raisons autres que celles qui ont été données par le Groupe spécial.

6.12. En ce qui concerne la demande de l'Union européenne à titre subsidiaire visant à ce que le Groupe spécial formule des constatations de fait additionnelles pour que l'Organe d'appel complète l'analyse, le Groupe spécial considère que ses constatations de fait sont suffisantes dans le cas où l'Organe d'appel déciderait de se prononcer sur cette question. De fait, il considère que l'Union européenne admet ce fait lorsqu'elle déclare que les "faits pertinents dans le cadre du scénario de l'externalisation et dans le cadre du scénario "interne" sont les mêmes ... la seule différence étant que la société accréditée effectue ces étapes de production de manière interne, au lieu de se prévaloir de la possibilité de les externaliser à une autre société au Brésil". Contrairement à ce que laisse entendre l'Union européenne, si l'Organe d'appel souhaitait revoir l'analyse du Groupe spécial, il serait en mesure de tirer profit de la partie descriptive du rapport, des pièces versées au dossier du Groupe spécial (et indiquées dans la partie descriptive) et de l'appendice joint au rapport.

6.13. En ce qui concerne les spéculations de l'Union européenne au sujet de la façon dont le Brésil pourrait se mettre en conformité avec ses obligations, le Groupe spécial considère qu'il est inapproprié à ce stade de préjuger de la manière dont le Brésil pourrait se mettre en conformité avec ces obligations. Conformément aux dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, le moment venu, si les parties plaignantes considèrent que le Brésil n'a pas mis ses mesures en conformité, elles pourront avoir recours aux procédures de règlement des différends conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, si elles le souhaitent. Toute question concernant la façon pour le Brésil de se mettre en conformité pourra être examinée à ce stade.

6.14. Pour ces raisons, le Groupe spécial rejette la demande de l'Union européenne visant à ce qu'il formule des constatations additionnelles au sujet de cette question particulière.

6.5 Article 4.7 de l'Accord SMC

6.15. Dans leurs demandes concernant le réexamen intérimaire, l'Union européenne et le Japon ont demandé au Groupe spécial d'ajouter dans la section 8 du texte qui fasse référence à l'article 4.7 de l'Accord SMC. Cet article dispose ce qui suit:

S'il est constaté que la mesure en question est une subvention prohibée, le groupe spécial recommandera que le Membre qui accorde la subvention la retire sans retard. À cet égard, le groupe spécial spécifiera dans sa recommandation le délai dans lequel la mesure doit être retirée.

⁴¹⁸ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 26.

⁴¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel CE – *Éléments de fixation*, paragraphe 511 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel CE – *Volaille*, paragraphe 135).

6.16. Le 6 décembre 2016, le Groupe spécial a communiqué une question additionnelle aux parties lors de la phase de réexamen intérimaire de la procédure, concernant le délai approprié qu'il devrait spécifier, de l'avis des parties, dans sa recommandation. Le 9 décembre 2016, il a reçu les réponses des parties à cette question et le 12 décembre 2016, il a reçu les observations formulées par chaque partie sur les réponses de l'autre à cette question.

6.17. Le Groupe spécial note que les groupes spéciaux antérieurs qui ont examiné le délai spécifique prévu par l'article 4.7 de l'Accord SMC ont eu tendance à spécifier un délai dans lequel la subvention doit être retirée d'une durée de 90 jours.⁴²⁰ En l'espèce, ce délai serait notablement plus court que le délai clairement prévu à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord.⁴²¹ Cela est dû au fait que, par exemple, une prescription relative à la teneur en éléments locaux dans le cadre d'une subvention devrait être corrigée "sans retard" (à savoir, normalement dans les 90 jours) si elle est contestée en tant que subvention prohibée au titre de l'Accord SMC, tandis que la même prescription relative à la teneur en éléments locaux dans le cadre des mêmes instruments, si elle est contestée au titre du GATT de 1994, devrait être corrigée dans un "délai raisonnable" (clairement jusqu'à 15 mois, sous réserve du pouvoir discrétionnaire de l'arbitre). Il est difficile pour le Groupe spécial de concilier ces dispositions. Toutefois, il note les déclarations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis* dans la mesure où la voie de recours accélérée prévue à l'article 4.7 de l'Accord SMC est une "considération importante".⁴²² Compte tenu des déclarations de l'Organe d'appel, le Groupe spécial est d'avis qu'il doit respecter la voie de recours spécifique prévue par l'article 4 de l'Accord SMC. À la lumière de ces considérations, il a ajouté les paragraphes 8.10, 8.11, 8.21 et 8.22 à ses conclusions.

6.6 Confidentialité des rapports intérimaires

6.18. Conformément au Mémoire d'accord, toute la procédure de groupe spécial demeure confidentielle jusqu'à la distribution du rapport du Groupe spécial aux Membres de l'OMC. Le paragraphe 25 des procédures de travail conjointes du Groupe spécial indique que "[l]e rapport intérimaire ainsi que le rapport final avant sa distribution officielle resteront strictement confidentiels et ne seront pas divulgués". La nature confidentielle des rapports intérimaires a été réaffirmée explicitement lorsqu'ils ont été transmis aux parties le 11 novembre 2016. Le 12 novembre 2016, le Groupe spécial a été informé de l'existence d'articles de presse au sujet du contenu des rapports intérimaires confidentiels. Eu égard à cette situation, le Groupe spécial souhaite exprimer avec force la déception et la préoccupation que lui inspire le non-respect de la confidentialité des rapports intérimaires.

7 CONSTATATIONS

7.1 Présentation des mesures et des allégations, et ordre d'analyse établi par le Groupe spécial

7.1. Les parties plaignantes contestent la compatibilité avec les règles de l'OMC d'aspects spécifiques de sept différents "programmes" composés de nombre de lois, décrets, ordonnances d'application (*Portarias*) et autres instruments juridiques. Quatre de ces programmes, à savoir le

⁴²⁰ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 8.5; *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 8.4; *Canada – Automobiles*, paragraphe 11.7; *Australie – Cuir pour automobiles II*, paragraphe 10.7; *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 8.5; et *États-Unis – Incitations fiscales conditionnelles pour les aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 8.6.

⁴²¹ L'article 21:3 c) du Mémoire d'accord dispose ce qui suit: "Le délai raisonnable sera ... c) un délai déterminé par arbitrage contraignant dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions. Dans cette procédure d'arbitrage, l'arbitre devrait partir du principe que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations du groupe spécial ou de l'Organe d'appel ne devrait pas dépasser 15 mois à compter de la date d'adoption du rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel. Toutefois, ce délai pourrait être plus court ou plus long, en fonction des circonstances".

⁴²² Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.7 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Subventions à l'exportation de sucre*, paragraphes 332 à 335). L'Organe d'appel a indiqué que "[d]ans l'affaire *CE – Subventions à l'exportation de sucre*, la voie de recours prévue à l'article 4.7 était la raison pour laquelle l'Organe d'appel [avait] constaté que le groupe spécial avait appliqué indûment le principe d'économie jurisprudentielle en ne formulant pas de constatations au titre de l'Accord SMC après avoir constaté une violation de l'Accord sur l'agriculture".

Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique présentent des similitudes importantes entre eux, non seulement parce qu'ils concernent tous le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), mais aussi en raison de leur conception et de la façon dont ils fonctionnent. Un cinquième programme, le Programme INOVAR-AUTO, concerne le secteur automobile. Bien que les parties plaignantes invoquent les mêmes dispositions des accords visés pour le Programme INOVAR-AUTO que celles qu'elles invoquent pour les programmes concernant les TIC, le Programme INOVAR-AUTO se distingue des programmes concernant les TIC non seulement du point de vue de sa portée sectorielle (l'industrie automobile), mais aussi de sa conception et de son fonctionnement. Enfin, les parties plaignantes formulent des allégations concernant les subventions à l'exportation au sujet de deux programmes additionnels: les Programmes PEC et RECAP. Étant donné que ces programmes sont seulement contestés au titre d'une seule disposition, à savoir l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, le Groupe spécial examine ces allégations séparément et après les allégations précédemment mentionnées.

7.2. Spécifiquement, en ce qui concerne les quatre programmes concernant les TIC (le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique) ainsi que le Programme INOVAR-AUTO, les parties plaignantes allèguent:

- a. qu'ils établissent une discrimination fiscale et réglementaire en faveur des produits nationaux *finis* et *intermédiaires* et à l'égard des produits similaires importés *finis*⁴²³ et *intermédiaires*, ce qui est incompatible avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994;
- b. qu'ils établissent une discrimination réglementaire à l'égard des *intrants* importés, sous forme d'incitations à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits similaires importés (les prescriptions dites relatives à la teneur en éléments locaux), ce qui est incompatible avec l'article III:4 et III:5 du GATT de 1994;
- c. qu'ils constituent des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) qui sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994, y compris les conditions qui prescrivent l'achat ou l'utilisation de produits provenant de toute source nationale, et par conséquent incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC; et
- d. qu'ils constituent des subventions prohibées subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, ce qui est incompatible avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.3. Ces allégations, au titre des différentes dispositions de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, traitent (au moins en partie) de la discrimination entre produits en ce qui concerne les produits importés par rapport aux produits similaires nationaux. Ainsi, les objets de ces allégations se chevauchent dans une certaine mesure.

7.4. Le Groupe spécial commence par décrire en premier lieu les mesures en cause, dans le contexte desquelles il examine également une contestation par le Brésil du mandat du Groupe spécial dans le différend DS472. Il examine ensuite, de manière générale, les chevauchements et les différences entre les diverses dispositions prohibant la discrimination entre les produits importés et les produits similaires nationaux à l'article III du GATT de 1994, ainsi que la portée des chevauchements et des différences entre les dispositions de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Enfin, aux fins du présent aperçu, il décrit l'ordre d'analyse qu'il a établi pour les diverses allégations des parties plaignantes.

7.1.1 Mesures en cause

7.5. Tout d'abord, le Groupe spécial considère qu'il est utile de décrire les mesures précises en cause dans le présent différend, car le Brésil allègue que l'un des instruments de ce programme n'est pas inclus dans le mandat du Groupe spécial. Il considère également qu'il est utile d'apporter quelques précisions sur les catégories des produits dont il est question dans le présent rapport.

⁴²³ Les expressions "produits finis", "produits intermédiaires" et "intrants" sont expliquées plus en détail plus loin dans la section 7.1.1.2.

7.6. Dans le cadre de sa définition des mesures contestées par les parties plaignantes, le Groupe spécial note la déclaration de l'Union européenne selon laquelle "[l]es mesures en cause dans le présent différend sont l'ensemble des avantages concernant des taxes, droits, contributions et impositions incorporé et appliqué au moyen d'un ensemble complet de programmes interdépendants".⁴²⁴ L'Union européenne a en outre précisé que, concernant le Programme INOVAR-AUTO, elle contestait le "système d'avantages conférés par le Brésil à son secteur automobile par le biais du ... programme".⁴²⁵ S'agissant des programmes concernant les TIC (le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique), l'Union européenne "formule des allégations à l'égard des régimes fiscaux ... spécifiquement ceux contenus dans [les] quatre programmes".⁴²⁶ Enfin, en ce qui concerne les Programmes PEC et RECAP, elle conteste les "régimes fiscaux qui sont subordonnés aux résultats à l'exportation et qui affectent de nombreux secteurs économiques au Brésil".⁴²⁷ Le Japon, quant à lui, note que les mesures contestées "comprennent les sept programmes" et que, "[e]n particulier, le Japon conteste les aspects discriminatoires de ces programmes d'incitation fiscale".⁴²⁸

7.7. Le Groupe spécial considère que les mesures en cause sont l'ensemble d'avantages dont il est allégué qu'ils sont discriminatoires incorporés dans chacun des programmes indiqués. Il rappelle sa description du fonctionnement des programmes contestés donnée plus haut dans la section 2.

7.8. Le Groupe spécial poursuit en évaluant l'argument du Brésil relatif au mandat du Groupe spécial dans le différend DS472. Ensuite, il s'arrêtera sur les termes employés par le Groupe spécial et les parties pour décrire les catégories de produits en cause dans le présent différend.

7.1.1.1 Mandat du Groupe spécial

7.9. Le Brésil allègue que l'Ordonnance d'application n° 257/2014 ne relève pas du mandat du Groupe spécial dans le différend DS472 car elle n'était pas explicitement indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, comme le prescrit l'article 6:2 du Mémoire d'accord.⁴²⁹

7.10. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, a expliqué que l'article 6:2 du Mémoire d'accord avait une fonction cruciale dans le règlement des différends de l'OMC, car il "établi[ssait] et ... circonscri[vait] la compétence du Groupe spécial"⁴³⁰ et "réalis[ait] ... un objectif concernant la régularité de la procédure".⁴³¹ En particulier, dans la mesure où une demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas "les mesures spécifiques en cause", le groupe spécial établi dans ce cadre n'est pas compétent pour formuler une quelconque constatation au sujet de ces mesures.⁴³²

7.11. Dans l'affaire *Chine – Matières premières*, l'Organe d'appel a indiqué que "la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial indiqu[ait] les "mesures spécifiques en cause" [pouvait] dépendre du contexte particulier dans lequel ces mesures fonctionn[aient] et [pouvait] exiger d'examiner jusqu'à quel point ces mesures [pouvaient] être indiquées de façon précise".⁴³³ Dans l'affaire *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, il a également indiqué que "l'indication d'une mesure au sens de l'article 6:2 [devait] être élaborée uniquement avec le

⁴²⁴ Union européenne, réponse à la question n° 39 du Groupe spécial.

⁴²⁵ Union européenne, réponse à la question n° 39 du Groupe spécial.

⁴²⁶ Union européenne, réponse à la question n° 39 du Groupe spécial.

⁴²⁷ Union européenne, réponse à la question n° 39 du Groupe spécial.

⁴²⁸ Japon, réponse à la question n° 39 du Groupe spécial.

⁴²⁹ Ordonnance d'application n° 257 du 23 septembre 2014 (pièce JE-158).

⁴³⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.6 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23; *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 640).

⁴³¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.7.

⁴³² Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161 ("[É]tant donné que le mandat d'un groupe spécial est établi par les allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les conditions énoncées à l'article 6:2 servent à définir la compétence d'un groupe spécial.").

⁴³³ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 220. (notes de bas de page omises)

niveau de détail suffisant pour dévoiler la nature de la mesure et l'essentiel de ce qui [était] en cause".⁴³⁴

7.12. Ainsi, il peut ne pas être nécessaire d'indiquer chaque aspect d'une mesure contestée (ou de l'instrument juridique mettant en œuvre une mesure contestée) dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, pour autant que la mesure ou l'instrument juridique qui n'est pas explicitement mentionné dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ait un "rapport évident avec une "mesure" qui y est expressément mentionnée, afin que l'on puisse dire qu'[il] est "inclus[]" dans la "mesure" spécifiée".⁴³⁵ En conséquence, une telle condition peut être remplie lorsque la mesure ou l'instrument juridique qui n'est pas spécifié dans la demande "est annexe à une "mesure" expressément indiquée ou ... lui est si étroitement lié[] que l'on peut raisonnablement constater que la partie défenderesse a été suffisamment informée de la portée des allégations formulées par la partie plaignante".⁴³⁶ Une telle condition peut également être remplie lorsque les mesures ou les instruments juridiques auxquels il n'est pas fait explicitement référence dans la demande "mettent en œuvre, complètent et modifient" ou "précis[ent]" les mesures explicitement indiquées.⁴³⁷

7.13. Gardant ces principes à l'esprit, le Groupe spécial va examiner l'objection du Brésil concernant l'Ordonnance d'application n° 257/2014.

7.14. Le Brésil soutient que l'Ordonnance d'application n° 257/2014 (dont il est allégué qu'elle fait partie du Programme INOVAR-AUTO) et par conséquent l'article 41 de la Loi n° 12715/2012 appliquée conformément à l'Ordonnance d'application n° 257/2014 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce que l'Union européenne n'a pas indiqué cette Ordonnance d'application dans la demande d'établissement d'un groupe spécial comme faisant partie des mesures en cause.⁴³⁸

7.15. D'après l'Union européenne, l'Ordonnance d'application n° 257/2014 se contente de développer et de mettre en œuvre le Décret n° 7819/2012, qui est explicitement indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, et est donc couverte par le membre de phrase figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et concernant "toutes modifications ou prorogations, toutes mesures de remplacement, toutes mesures de reconduction, toutes mesures de mise en œuvre et toutes autres mesures connexes".⁴³⁹

7.16. Pour évaluer l'objection du Brésil, le Groupe spécial doit considérer le contenu précis du mandat du Groupe spécial et des mesures contestées.

7.17. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne indique que, concernant le Programme INOVAR-AUTO, l'Union européenne conteste les "avantages [fiscaux] consist[ant] en une réduction de la charge fiscale liée à l'IPI", ainsi que plusieurs autres aspects du Programme INOVAR-AUTO, y compris l'"[obtention de] crédits d'impôt qui peuvent être utilisés, sous certaines conditions, pour compenser l'IPI normalement exigible sur la vente intérieure des véhicules automobiles visés par le programme".⁴⁴⁰ La demande d'établissement d'un

⁴³⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 169.

⁴³⁵ Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.8.

⁴³⁶ Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.8. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.11; et *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.10.

⁴³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 140 (confirmant les constatations formulées par le Groupe spécial au paragraphe 7.27 de son rapport). Voir aussi la communication du Groupe spécial (décision préliminaire) *Inde – Produits agricoles*, 28 mai 2013, WT/DS430/5, paragraphe 3.43.

⁴³⁸ Brésil, première communication écrite, paragraphe 539 (DS472). Le Brésil soutient en particulier que, puisque l'Ordonnance d'application n° 257/2014 (datée du 23 septembre 2014) était en vigueur avant la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne dans le différend DS472 (soit le 31 octobre 2014), l'Union européenne avait l'obligation de l'inscrire explicitement dans sa liste, comme elle l'avait fait avec les autres Ordonnances d'application dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Brésil, première communication écrite, paragraphe 539 (DS472). À son avis, le fait de permettre l'inclusion de l'Ordonnance d'application n° 257/2014 élargirait de manière injustifiée la portée du différend DS472 à n'importe quel aspect de comptabilité et de génération de crédits dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO et violerait les droits du Brésil en matière de la régularité de la procédure, car le Brésil n'a pas été suffisamment informé que ces mesures entreraient dans le champ du différend. Brésil, première communication écrite, paragraphe 544 (DS472).

⁴³⁹ Union européenne, réponses à la question n° 40 du Groupe spécial.

⁴⁴⁰ Union européenne, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 2.

groupe spécial indique également que le "Programme INOVAR-AUTO est établi et mis en œuvre au moyen des instruments [juridiques] ci-après", et l'Union européenne dresse une liste d'instruments juridiques spécifiques.

7.18. Pour le Groupe spécial, les mesures en cause (concernant INOVAR-AUTO) comprennent les avantages fiscaux accordés au titre du programme, y compris les règles concernant l'obtention de crédits d'impôt, et sont mises en œuvre par le biais de divers instruments juridiques. Le Groupe spécial, par conséquent, ne considère pas que ces instruments juridiques soient eux-mêmes les mesures en cause, mais que leur fonctionnement conjoint dans le cadre des paramètres des programmes constitue les "mesures". À son avis, les instruments juridiques indiqués par l'Union européenne dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial indiquent le contenu des mesures contestées, y compris les règles concernant l'obtention de crédits d'impôt, et en sont des éléments de preuve.

7.19. En ce qui concerne l'instrument juridique qui, d'après les allégations, ne relève pas du mandat du Groupe spécial, ce dernier note que l'Ordonnance d'application n° 257/2014 prévoit, conformément à son préambule, des "règles additionnelles sur le régime d'incitation ... [d']INOVAR-AUTO, régi par le Décret n° 7819 du 3 octobre 2012, ainsi que des procédures devant être observées en ce qui concerne les dépenses relatives aux matériaux et outils stratégiques, et le traitement de l'information lié".⁴⁴¹ En particulier, cette ordonnance d'application établit le libellé de l'article 12 du Décret n° 7819/2012 régissant le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI dans le Programme INOVAR-AUTO.

7.20. Le Groupe spécial note que l'article 12 du Décret n° 7819/2012 lui-même met en œuvre l'article 41 de la Loi n° 12715/2012, et que tant le Décret n° 7819/2012 que la Loi n° 12715 sont explicitement indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne en tant qu'instruments juridiques mettant en œuvre le Programme INOVAR-AUTO. L'Ordonnance d'application n° 257/2014 n'a donc pas d'autre but que celui de spécifier la procédure et la méthode aux fins du calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI. Ainsi, en appliquant le critère juridique adopté par l'Organe d'appel, l'Ordonnance d'application n° 257/2014 a "un rapport évident avec", entre autres choses, le Décret n° 7819/2012, qui "est expressément mentionné[]" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, "afin que l'on puisse dire qu'elle est "incluse" dans la "mesure" spécifiée".

7.21. Le Groupe spécial considère donc que les règles contenues dans l'Ordonnance d'application n° 257/2014 font partie intégrante des règles concernant l'obtention de crédits d'impôt. À cet égard, il ne considère pas que les règles concernant le calcul de "la façon dont les crédits d'impôt sont obtenus" soient additionnelles par rapport aux "règles concernant l'[obtention] de crédits d'impôt" qui sont contestées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ou distinctes de celles-ci. En outre, comme il a été noté, l'instrument juridique incorporant ces règles concernant le calcul des crédits d'impôt a un "rapport évident" avec ces instruments indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, car ils sont fondamentalement liés aux instruments juridiques spécifiquement indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial comme mettant en œuvre la mesure contestée. Le Groupe spécial considère en outre que l'on peut raisonnablement considérer que le Brésil a été suffisamment informé de la portée des allégations formulées par l'Union européenne.

7.22. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les règles concernant le calcul des crédits d'impôt présumés au titre du Programme INOVAR-AUTO, contenues dans l'Ordonnance d'application n° 257/2014, relèvent du mandat du Groupe spécial.

7.1.1.2 Catégories de produits concernés par les diverses taxes en cause

7.23. Le Groupe spécial note que les allégations des parties plaignantes relatives aux programmes concernant les TIC et au Programme INOVAR-AUTO concernent deux "types" différents de "produits", les "produits visés par des incitations" et les intrants pour les "produits visés par des incitations". Dans son moyen de défense, le Brésil a subdivisé les "produits visés par des incitations" en produits "intermédiaires" et produits "finis". Bien que ces termes ne soient pas mentionnés dans un texte conventionnel, ces distinctions constituent un outil analytique utile pour comprendre les arguments et les allégations des parties. Par conséquent, le Groupe spécial

⁴⁴¹ Ordonnance d'application n° 257 du 23 septembre 2014 (pièce JE-158).

rappelle et approfondit son explication du fonctionnement des programmes qui figure plus haut, dans la section 2.2.⁴⁴²

7.24. Comme il est expliqué plus haut, un "produit fini", tel que défini par le Brésil, est un produit qui ne fera l'objet d'aucun complément de fabrication. Ces produits "finis" seront "visés par des incitations" si la société qui les produit est accréditée dans le cadre d'un programme particulier. Si un produit fini est "visé par des incitations", cela veut dire qu'il bénéficie d'un avantage fiscal à la vente. En somme, si un produit particulier n'est pas un produit qui fera l'objet d'un complément de fabrication, il peut être considéré comme un produit "fini" dans le contexte du présent rapport de groupe spécial. Les allégations des parties plaignantes concernant la discrimination alléguée à l'égard des produits finis sont formulées au titre de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, et de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Les allégations de l'Union européenne au titre de l'article III:5 portent aussi sur les produits finis.⁴⁴³

7.25. Certains autres produits en cause dans le présent différend *feront* l'objet d'un complément de fabrication. Ils ont été définis par le Brésil comme des produits "intermédiaires". Ils seront également "visés par des incitations" si la société qui les produit est accréditée dans le cadre d'un programme particulier. Si un produit intermédiaire est visé par des incitations, il fera l'objet d'un avantage fiscal particulier à la vente. Cependant, ces produits intermédiaires seront utilisés ultérieurement dans la production d'un produit "fini". Les allégations des parties plaignantes concernant la discrimination alléguée à l'égard des produits intermédiaires sont également formulées au titre de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, et de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Les allégations de l'Union européenne au titre de l'article III:5 portent aussi sur les produits intermédiaires.⁴⁴⁴

7.26. Enfin, les "intrants" pour les produits visés par des incitations sont des produits qui sont incorporés dans les produits intermédiaires ou finis visés par des incitations au cours du processus de production (de fait, tous les produits intermédiaires peuvent être considérés comme des intrants pour les produits finis). Ainsi, certains intrants pour les produits visés par des incitations sont des produits intermédiaires visés par des incitations. D'autres intrants, qu'ils prennent la forme de matières premières de base ou de produits intermédiaires, ne sont pas, à proprement parler, "visés par des incitations", mais une société qui produit une marchandise finie ou intermédiaire visée par des incitations, et qui est accréditée dans le cadre de certains programmes, peut être en droit de recevoir un avantage fiscal à l'achat de ces intrants, dans la mesure où ils sont incorporés dans les produits intermédiaires ou finis "visés par des incitations". Les allégations des parties plaignantes concernant la discrimination alléguée à l'égard des "intrants" sont formulées au titre de l'article III:4 et III:5 du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.⁴⁴⁵ Le Groupe spécial note que le terme "intrants" dans le contexte de l'analyse des PPB peut créer une certaine confusion. En particulier, le terme "intrants" englobe à la fois les matières premières et autres composants de base, d'une part, et les produits intermédiaires dans une chaîne de production, d'autre part. Les allégations des parties plaignantes concernant le PPB n'englobent pas les matières premières et autres composants de base, et se limitent donc aux produits intermédiaires, et certains produits intermédiaires sont eux-mêmes visés par des incitations dans le cadre des programmes contestés. Afin d'éviter une éventuelle confusion, dans son analyse des PPB, le Groupe spécial fera référence aux produits en cause en tant que "composants et sous-assemblages manufacturés".

7.27. Les allégations et arguments des parties diffèrent selon que le produit qui, d'après les allégations, fait l'objet d'une discrimination est un produit fini visé par des incitations, un produit intermédiaire visé par des incitations, ou un intrant qui n'est pas visé par des incitations.

⁴⁴² Outre les catégories décrites dans la présente section, le présent rapport traite aussi des outils et des matériaux d'emballage. Ces produits ne sont pas pertinents pour le classement présenté dans la présente section.

⁴⁴³ Voir Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 11.

⁴⁴⁴ Voir Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 11.

⁴⁴⁵ Le Groupe spécial note que, bien que la "discrimination" concernant l'article 3.1 b) de l'Accord SMC soit faite, d'après les allégations, sur les *intrants*, les arguments du Brésil varient selon que le produit "subventionné" (en d'autres termes, visé par des incitations) est *fini* ou *intermédiaire*.

7.1.2 Présentation de la relation entre les multiples allégations des parties plaignantes

7.28. Après avoir décrit les mesures en cause, le Groupe spécial note que, s'agissant des quatre programmes concernant les TIC et du Programme INOVAR-AUTO, les parties plaignantes ont présenté certaines allégations qui s'ajoutent et se chevauchent, et qui portent sur de nombreuses dispositions des accords visés. De fait, des aspects divers et différents des programmes contestés sont, d'après les allégations, incompatibles avec l'article III:2 du GATT de 1994 (portant sur la discrimination fiscale entre produits), l'article III:4 du GATT de 1994 (portant sur la discrimination réglementaire entre produits), ainsi que l'article III:5 du GATT de 1994 (portant sur la discrimination entre produits imposée au moyen de réglementations quantitatives). En outre, certains mêmes aspects des programmes contestés sont, d'après les allégations, incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, ainsi qu'avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.29. Le Groupe spécial considère donc qu'il est utile d'examiner brièvement la relation entre ces allégations et les dispositions connexes de l'OMC afin d'établir un ordre d'analyse cohérent. En outre, il note que les arguments formulés par le Brésil exigent une compréhension horizontale du champ d'application de l'article III du GATT de 1994 et des dispositions connexes de l'OMC prohibant la discrimination entre les produits importés et les produits similaires nationaux. D'une manière générale, le Brésil fait valoir que les disciplines de l'article III (et les dispositions connexes de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC) régissant la discrimination entre produits ne sont pas applicables aux programmes contestés, qui concernent les prescriptions en matière de production et non les produits en eux-mêmes.⁴⁴⁶ En outre, il fait valoir que ses programmes contestés constituent des subventions aux producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994 et que, par conséquent, selon lui, ils sont exemptés de l'application de l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994 et par conséquent aussi de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁴⁴⁷

7.30. En résumé, plusieurs des allégations des parties plaignantes concernent les prohibitions, dans le cadre de l'OMC, de la discrimination entre produits en ce qui concerne les produits importés par rapport aux produits similaires nationaux, telles qu'exprimées dans le GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC. Le Groupe spécial rappelle qu'un principe fondamental d'interprétation de l'Accord sur l'OMC veut que toutes les dispositions de l'OMC s'appliquent d'une manière cumulative et simultanément, et devraient être interprétées harmonieusement.⁴⁴⁸ Compte tenu de cela, le Groupe spécial poursuit son analyse en examinant la relation entre les nombreuses dispositions invoquées par les parties plaignantes au sujet des programmes concernant les TIC et le Programme INOVAR-AUTO, ainsi que leur portée.

7.1.2.1 Différence de portée entre les paragraphes 2, 4 et 5 de l'article III du GATT de 1994

7.31. Les parties plaignantes allèguent que les quatre programmes concernant les TIC et le Programme INOVAR-AUTO impliquent une taxation et des prescriptions applicables aux produits en cause visés par des incitations, qu'ils soient *finis* ou *intermédiaires*, et à leurs *intrants*, ce qui est incompatible avec l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994.

7.32. L'article III du GATT de 1994 prohibe d'une manière générale la discrimination envers les produits importés. Le paragraphe 1 de l'article III dispose clairement que, sous toutes leurs formes, les actes des pouvoirs publics ne devraient pas être appliqués aux produits importés ou nationaux "de manière à protéger la production nationale":

Les parties contractantes reconnaissent que les taxes et autres impositions intérieures, ainsi que les lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur et les réglementations quantitatives intérieures prescrivant le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits ne devront pas être appliqués aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale.

⁴⁴⁶ Voir plus loin le paragraphe 7.61.

⁴⁴⁷ Voir plus loin le paragraphe 7.71.

⁴⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel Corée – Produits laitiers, paragraphe 74; rapport de l'Organe d'appel Argentine – Chaussures (CE), paragraphe 81.

7.33. Par conséquent, tout type d'action gouvernementale (y compris les mesures fiscales et les réglementations nationales) qui favorise les produits nationaux de préférence aux produits importés similaires est contraire à l'article III du GATT de 1994. Alors que l'article III:2 prohibe la discrimination fiscale entre les produits importés et les produits similaires nationaux, l'article III:4 et III:5 traite de la discrimination établie au moyen de réglementations. Spécifiquement, l'article III:4 prohibe la discrimination réglementaire entre les produits importés et les produits nationaux similaires. Comme il est expliqué de manière approfondie plus loin, dans la section 7.3.2.1, toute mesure réglementaire affectant les conditions de concurrence sur le marché intérieur au détriment des produits similaires importés est incompatible avec l'article III:4. Les mesures prohibées par l'article III:4 *incluent, mais pas exclusivement*, les prescriptions, les conditions pour obtenir un avantage, et d'autres types d'*incitations* favorisant l'utilisation des produits nationaux de préférence à des produits similaires importés.⁴⁴⁹ (De même, les mesures concernant les investissements et liées au commerce sous forme de prescriptions imposant d'acheter ou d'utiliser des produits nationaux en vue d'obtenir un avantage sont incompatibles avec l'Accord sur les MIC, et les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés sont incompatibles avec l'Accord SMC.) L'article III:5 se centre sur la discrimination entre les produits importés et les produits nationaux similaires, imposée au moyen de réglementations quantitatives concernant les proportions du mélange.

7.34. Il est bien établi qu'une seule mesure peut être incompatible avec deux ou plusieurs dispositions de l'article III en même temps.⁴⁵⁰ Cela est dû au fait que de nombreuses caractéristiques d'une seule mesure peuvent opérer simultanément. Dans une telle situation, différents aspects de la même mesure pourraient être considérés comme étant visés par les disciplines de l'article III:2, de l'article III:4, ou des deux articles à la fois.

7.35. Dans le présent différend, les programmes contestés comprennent des aspects fiscaux et non fiscaux, applicables aux produits en cause, qu'ils soient finis ou intermédiaires, ainsi que des aspects non fiscaux applicables à leurs intrants. Les parties plaignantes allèguent que certains aspects fiscaux des programmes, dans la mesure où ils s'appliquent aux produits *finis* et *intermédiaires* visés par des incitations, sont discriminatoires et incompatibles avec l'article III:2. Elles allèguent également que les conditions et critères spécifiques que les produits *finis* et *intermédiaires* visés par des incitations doivent respecter en vue de bénéficier des avantages fiscaux sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994, car il s'agit de conditions pour l'obtention de cet avantage en ce qui concerne les produits visés par des incitations.

7.36. En plus de cette discrimination concernant les produits *finis* et *intermédiaires* visés par des incitations en cause, les parties plaignantes allèguent que les prescriptions devant être respectées pour obtenir les avantages fiscaux fonctionnent également comme des prescriptions dites "relatives à la teneur en éléments locaux", engendrant une discrimination à l'égard des *intrants* importés utilisés dans la production des produits visés par des incitations *finis* et *intermédiaires* en cause, favorable aux intrants nationaux similaires. Les parties plaignantes allèguent que ces aspects des Programmes TIC et INOVAR-AUTO sont également incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.37. Les parties plaignantes font également valoir que ces mêmes critères et conditions réglementaires engendrant une discrimination à l'égard des *intrants* sont également incompatibles

⁴⁴⁹ Voir le paragraphe 7.258 et plus loin la note de bas de page 648.

⁴⁵⁰ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, note de bas de page 144 relative au paragraphe 114:

Nous notons que même si une mesure en cause consistait uniquement en des prescriptions administratives, nous n'excluons pas la possibilité que ces prescriptions puissent avoir une incidence sur les charges fiscales respectives pesant sur les produits importés et les produits nationaux similaires et puissent, par conséquent, être visées par l'article III:2. La Thaïlande a peut-être raison lorsqu'elle indique que des mesures consistant en des "prescriptions administratives relatives à la vente de produits importés" ont été examinées au regard de l'article III:4 dans des rapports de l'OMC antérieurs (communication de la Thaïlande en tant qu'appelant, paragraphe 69), mais cela ne démontre pas, à notre avis, que, si ces prescriptions frappent les produits importés et les produits nationaux similaires de taxes ou autres impositions intérieures, les mêmes mesures, ou certains aspects des mêmes mesures, ne pourraient pas aussi être analysées au regard de l'article III:2 (Voir le rapport du Groupe spécial Argentine – Peaux et cuirs, paragraphe 11.143 (constatant que les mesures administratives concernant le paiement anticipé de taxe "peuvent être considérées comme des mesures fiscales [qui] doivent être examinées dans le cadre de l'article III:2").).

avec l'article III:5. À cet égard, elles allèguent que certaines prescriptions incluses dans les programmes contestés sont des "réglementation[s] quantitative[s] intérieure[s] ... concernant la transformation ... en quantités ou en proportions déterminées, de certains produits", et que ces prescriptions sont contraires à l'article III:5. L'article III:5 prohibe les "réglementation[s] quantitative[s] intérieure[s] concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation, en quantités ou en proportions déterminées, de certains produits, qui exigent[aient], directement ou indirectement, qu'une quantité ou une proportion déterminée d'un produit visé par la réglementation provienne de sources nationales de production". Il prohibe également explicitement qu'une réglementation quelle qu'elle soit applique des réglementations quantitatives intérieures "d'une manière contraire aux principes énoncés au paragraphe premier".

7.38. En l'espèce, les parties plaignantes présentent trois allégations de discrimination au titre de l'article III – spécifiquement, elles allèguent que chaque programme établit une discrimination fiscale fondée sur l'origine qui résulte de conditions consistant en des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux et prescriptions quantitatives concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation, en quantités ou en proportions déterminées, de certains produits, ce qui est contraire à l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994. Autant que faire se peut, le Groupe spécial examinera ces allégations dans l'ordre de présentation, compte tenu de leurs chevauchements et du fonctionnement spécifique de chaque programme. Ce faisant, il garantira la régularité de la procédure et le respect des droits du Brésil en matière de règlement des différends.

7.1.2.2 Différences de portée entre l'article III:4 du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC

7.39. En ce qui concerne les programmes concernant les TIC et le Programme INOVAR-AUTO, en plus des allégations au titre de l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994, les parties plaignantes formulent également des allégations d'incompatibilité au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.40. L'article 2:1 de l'Accord sur les MIC dispose qu'"aucun Membre n'appliquera de MIC qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III ... du GATT de 1994". Ainsi, le champ d'application de l'article III du GATT de 1994 et celui de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC se chevauchent largement; la seule différence est que pour être incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, la mesure doit être une mesure concernant les investissements et liée au commerce (MIC). Comme l'a expliqué le Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, il s'ensuit que toute mesure jugée incompatible avec l'article III du GATT et qui est aussi une MIC sera incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁴⁵¹ Dans le présent différend, cela s'appliquerait aux produits *finals*, aux produits *intermédiaires* et aux intrants.

7.41. L'Accord sur les MIC énumère également, dans la Liste exemplative annexée à l'Accord, des exemples de MIC qui sont spécifiquement incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. Le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC explique que "[l]es MIC qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 incluent celles ... auxquelles il est nécessaire de se conformer pour obtenir un avantage, et qui prescrivent ... qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale". Cette disposition fait par conséquent référence auxdites "prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux". Ainsi, si un Groupe spécial constate qu'une mesure particulière est une MIC et que cette mesure contient une prescription dite relative à la teneur en éléments locaux, alors cette prescription relative à la teneur en éléments locaux est nécessairement incompatible aussi bien avec l'article III:4 du GATT de 1994 qu'avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁴⁵²

⁴⁵¹ Rapport du Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.117.

⁴⁵² Voir les rapports des Groupes spéciaux *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.61 ("L'Accord sur les MIC et l'article III:4 interdisent les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale qui sont des MIC et on peut donc dire qu'ils portent sur la même matière."); *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 7.54 ("les MIC qui relèvent du paragraphe 1 a) de la Liste exemplative de MIC sont nécessairement incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994").

7.42. En outre, la prohibition concernant les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux est également codifiée à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, qui prohibe les "subventions subordonnées ... à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés". Au-delà des similitudes de libellé avec le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC, il y a des raisons de croire que l'article 3.1 b) codifie dans l'Accord SMC le principe de non-discrimination déjà présent dans l'article III du GATT de 1994. Ceci est démontré tant par le différend du GATT *Italie – Machines agricoles* de 1958 que par les dossiers des négociations relatives à l'Accord SMC du Cycle d'Uruguay.

7.43. Dans l'affaire *Italie – Machines agricoles* de 1958, le Groupe spécial du GATT a constaté qu'une subvention accordée aux agriculteurs italiens pour acheter des tracteurs fabriqués en Italie était incompatible avec l'article III:4 parce que le programme de subventions, qui entrait dans le champ d'application de l'article III:4, favorisait les tracteurs nationaux de préférence aux tracteurs importés. Il a constaté que l'article III:8 b) ne s'appliquait pas à la subvention en cause car celle-ci n'était pas accordée aux *producteurs* mais aux *acheteurs* de tracteurs italiens.

7.44. En outre, l'historique de la négociation de l'Accord SMC démontre l'intention des rédacteurs d'inclure dans l'Accord SMC, à des fins de clarté et de certitude, les prohibitions préexistantes relatives à la discrimination entre produits contenues dans le GATT de 1947:

Quelques participants [au Groupe de négociation du Cycle d'Uruguay sur les subventions et les mesures compensatoires] ont émis des réserves à propos de la catégorie proposée qui regrouperait les autres subventions liées au commerce [c'est-à-dire les subventions prohibées]. Ils ont estimé que les subventions qu'il est envisagé d'inclure dans cette catégorie étaient déjà visées à l'article III de l'Accord général (subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux plutôt que de produits importés) ou par l'article XVI:4 (subventions subordonnées aux résultats à l'exportation). D'autres participants ont expliqué que, même si ces subventions étaient déjà interdites par d'autres dispositions de l'Accord général, leur inclusion dans la catégorie des subventions prohibées rendrait les choses encore plus claires et offrirait une plus grande certitude.⁴⁵³

7.45. Une lecture harmonieuse de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC (qui prohibe les subventions *subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés*) et de l'article III:4 du GATT de 1994 (qui prohibe les lois, les règlements et les prescriptions qui établissent une discrimination à l'égard des produits importés, y compris les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux), à la lumière du paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC, indique qu'une subvention subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés serait incompatible aussi bien avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC qu'avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.46. Étant donné que toute mesure qui est une MIC et qui est incompatible avec l'article III du GATT de 1994 est par conséquent également incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, il s'ensuit qu'une mesure qui est à la fois une subvention et une MIC⁴⁵⁴, et qui prescrit (ou est subordonnée à) l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, sera incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.47. Bien qu'il y ait un chevauchement entre ces trois dispositions, comme il a été expliqué plus haut, il y a aussi des différences dans leurs champs d'application respectifs. En particulier, le champ d'application de l'article III:4 du GATT de 1994 est plus large que celui de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et celui de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, car il fait référence, de façon générale, aux "lois, ... règlements ou ... prescriptions". Une mesure n'est visée par l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC que s'il s'agit d'une MIC au sens de cet accord.⁴⁵⁵ De façon similaire, une

⁴⁵³ Note du Secrétariat, réunion des 26 et 27 septembre 1989, document du GATT MTN.GNG/NG10/13 (16 octobre 1989), paragraphe 6.

⁴⁵⁴ Donc vraisemblablement aussi une "loi[], [un] règlement[]" ou [une] prescription[]" dans le champ d'application de l'article III:4.

⁴⁵⁵ Le Groupe spécial note la déclaration du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* selon laquelle si une mesure constitue une prescription relative à la teneur en éléments locaux, elle serait alors "nécessairement "liée[] au commerce" parce que ce genre de prescriptions, par définition, encouragent

mesure n'est visée par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC que s'il s'agit d'une subvention au sens de cet accord. À cet égard, au sujet d'une question qui n'a pas été examinée par l'Organe d'appel en appel, le Groupe spécial *Canada – Automobiles* a indiqué ce qui suit:

Nous reconnaissons que l'article 3.1 b), en un sens, est fondé sur l'article III:4 du GATT et sur certaines interprétations de cette disposition, qui concerne la non-discrimination. *Nous ne pensons pas cependant que l'article 3.1 b) a ipso facto la même portée que l'article III:4. Au contraire, alors qu'il est question à l'article III:4 du GATT de "traitement non moins favorable" et de prescriptions "affectant" la vente sur le marché intérieur, l'article 3.1 b) mentionne des subventions "subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés".*⁴⁵⁶

7.48. Dans l'affaire *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, l'Organe d'appel a également noté les chevauchements partiels entre l'article III:4 du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC:

Tant les obligations de traitement national figurant à l'article III:4 du GATT de 1994 et dans l'Accord sur les MIC que les disciplines énoncées à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC sont des obligations cumulatives. L'article III:4 du GATT de 1994 et l'Accord sur les MIC, ainsi que l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, *interdisent l'utilisation de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans certaines circonstances*. Ces dispositions concernent le comportement discriminatoire ...⁴⁵⁷

7.49. En résumé, il apparaîtrait qu'une subvention prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC soit incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Une telle subvention serait donc également incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC dans la mesure où la mesure est une MIC. Par contre, une démonstration d'incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 ne suppose pas nécessairement une incompatibilité avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC (dont le champ d'application est plus étroit car il prohibe uniquement les *subventions* qui sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés) ou avec l'article 2:1 b) de l'Accord sur les MIC (à moins que la mesure ne soit une MIC, auquel cas une constatation d'incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 supposerait une constatation d'incompatibilité avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC).

7.1.3 Ordre d'analyse des multiples allégations des parties plaignantes

7.50. Le Groupe spécial doit expliquer l'ordre d'analyse qu'il a établi pour les multiples allégations des parties plaignantes.

7.51. Le Groupe spécial rappelle que les parties plaignantes en l'espèce ont allégué que les programmes concernant les TIC et le Programme INOVAR-AUTO imposaient une discrimination fiscale et réglementaire sur les produits *finals* et les produits *intermédiaires*, ce qui est contraire à l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994; ainsi qu'une discrimination réglementaire à l'égard des *intrants* sous la forme de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, ce qui est contraire à l'article III:4 et III:5 du GATT de 1994. En outre, les parties plaignantes ont fait valoir que toutes les mesures constituaient des MIC et que, par conséquent, toutes les constatations d'incompatibilité concernant l'article III devaient donner lieu à des constatations corollaires d'incompatibilité avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Enfin, elles font valoir que les mesures constituent des subventions prohibées subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, ce qui est contraire à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. En outre, elles contestent les Programmes PEC et RECAP au titre d'une seule disposition, à savoir l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

toujours l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et ont donc une incidence sur les échanges". Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.82. Néanmoins, pour qu'une mesure (y compris une prescription relative à la teneur en éléments locaux) soit une MIC et soit par conséquent visée par l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, elle doit être également une "mesure concernant les investissements". Cela doit être déterminé au cas par cas.

⁴⁵⁶ Rapport du Groupe spécial *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.215. (pas d'italique dans l'original)

⁴⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.5. (pas d'italique dans l'original)

7.52. En ce qui concerne le vaste ensemble d'allégations concernant les Programmes TIC et INOVAR-AUTO, le Brésil présente deux moyens de défense généraux concernant l'applicabilité de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3 de l'Accord SMC aux mesures contestées. Il présente également des arguments spécifiques additionnels concernant chaque disposition spécifique invoquée par les parties plaignantes, au sujet de tous les programmes contestés.

7.53. Compte tenu du caractère global des moyens de défense généraux du Brésil, le Groupe spécial commence son analyse en évaluant ses deux moyens de défense généraux, nonobstant le fait qu'ils ne sont pas invoqués au sujet de deux des programmes contestés, à savoir les Programmes PEC et RECAP.

7.54. Ensuite, le Groupe spécial examinera les allégations spécifiques des parties plaignantes en ce qui concerne chaque programme. Rappelant que le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique sont tous liés au secteur des TIC et qu'ils sont similaires sur le plan de la conception et du fonctionnement, il poursuit en évaluant les allégations des parties plaignantes concernant l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des quatre programmes pris conjointement, programme par programme, et en distinguant les différentes allégations. Spécifiquement, il mène son analyse pour chaque programme en évaluant d'abord les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:2 du GATT de 1994, avant de passer à l'article III:4 et à la vaste prohibition, dans le cadre de l'OMC, de la subordination d'un avantage ou d'une subvention à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, également incluse dans l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et dans la Liste exemplative annexée à l'Accord sur les MIC. Il s'abstiendra, suivant le principe d'économie jurisprudentielle, d'examiner les allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 et passera donc à l'examen des allégations selon lesquelles ces programmes incluent des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, avant de passer aux allégations selon lesquelles ces mêmes programmes constituent des MIC incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

7.55. Le Groupe spécial poursuivra son analyse par l'examen du Programme INOVAR-AUTO. Il mènera son analyse des allégations dans le même ordre que son analyse des programmes concernant les TIC, tel qu'indiqué précédemment.

7.56. Enfin, le Groupe spécial examinera les seules allégations au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC pour les Programmes PEC et RECAP, dans cet ordre.

7.2 Moyens de défense généraux du Brésil

7.57. Le Groupe spécial examine à présent les deux moyens de défense généraux invoqués par le Brésil en ce qui concerne les allégations de discrimination formulées par les parties plaignantes (spécifiquement l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994, l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, l'article 3.1 b) de l'Accord SMC) pour les programmes liés aux TIC (c'est-à-dire le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique) et le Programme INOVAR-AUTO.

7.58. Premièrement, le Brésil estime que l'article III du GATT de 1994 ne s'applique pas aux mesures contestées car les disciplines de cet article régissent la discrimination à l'égard des *produits*, tandis que les programmes contestés ne sont pas liés aux produits mais imposent des prescriptions relatives aux procédés et aux étapes de production. De même, les disciplines de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3 de l'Accord SMC concernent les *produits* et ne sont donc pas applicables non plus aux mesures en cause.⁴⁵⁸

7.59. Le second moyen de défense général du Brésil est que les mesures contestées constituent "l'attribution aux seuls producteurs nationaux de subventions" au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994 et sont donc exemptées des disciplines des paragraphes 2, 4 et 5 de l'article III du GATT de 1994. D'après le Brésil, cela exclurait aussi les programmes contestés du champ d'application de l'article 2 de l'Accord sur les MIC. Selon lui, les disciplines de l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994 ne sont pas applicables aux programmes contestés et, donc, le Groupe spécial n'a

⁴⁵⁸ Voir plus loin le paragraphe 7.61.

pas besoin d'examiner si ces programmes contestés sont incompatibles avec l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994, ou d'autres prohibitions liées et se chevauchant qui sont incluses dans l'article 2 de l'Accord sur les MIC et dans l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.⁴⁵⁹

7.60. Pour des raisons de régularité de la procédure et sans prendre position à ce stade de l'analyse sur la question de savoir si les allégations du Brésil sont exactes du point de vue des faits et du droit, le Groupe spécial examinera ces moyens de défense du Brésil dans la plus large mesure possible avant de se pencher sur une quelconque allégation spécifique des parties plaignantes concernant les incompatibilités alléguées des programmes contestés avec l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.2.1 Question de savoir si les programmes contestés sont hors du champ d'application de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC parce qu'ils réglementent la production et non les produits

7.61. Le Brésil fait valoir que l'article III du GATT de 1994, l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC concernent les différences de traitement entre les produits importés et les produits nationaux fondées sur l'origine des produits pertinents.⁴⁶⁰ À son avis, les mesures en cause concernent uniquement les obligations avant commercialisation relatives à la production et à l'investissement dans la recherche-développement (R&D) des producteurs.⁴⁶¹ D'après lui, "[r]ien dans le texte même de ces dispositions n'autorise [une] interprétation selon laquelle un traitement différent lié à des facteurs autres que l'origine et sans relation avec l'utilisation des produits ou les pourcentages d'intrants fabriqués dans le pays est visé par ces dispositions".⁴⁶² Le Brésil fait donc valoir que les mesures contestées n'entrent pas dans le champ d'application de ces dispositions.⁴⁶³

7.62. D'après les parties plaignantes, la question de savoir si les mesures sont imposées aux producteurs ou aux étapes de production, et non directement aux produits sur le marché lui-même n'est pas pertinente. L'Union européenne note que l'"élément fondamental" permettant de déterminer si les mesures entrent dans le champ d'application des dispositions pertinentes est la question de savoir si les mesures modifient les conditions de concurrence au détriment des produits importés, par rapport aux produits similaires nationaux et cite la jurisprudence qui, d'après elle, étaye l'avis "selon lequel les mesures affectant l'égalité des conditions de concurrence

⁴⁵⁹ Voir plus loin le paragraphe 7.71.

⁴⁶⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 80 à 93 (DS472) et paragraphes 52 à 60 (DS497).

⁴⁶¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 167, 173, 181, 184, 229, 231, 232, 287, 327, 340, 377, 461, 477, 489, 578, 586, 744 et sections 5.1.2.3.1, 5.2.2.3.1, 5.3.2.3.1 et 5.4.3.2.1 (DS472), et paragraphes 125, 140, 143, 182, 185, 186, 208, 238, 276, 290, 318, 333, 398, 413, 424, 426, 497, 514 et 519, et sections 4.1.2.4.1, 4.2.2.4.1, 4.3.2.4.1 et 4.4.2.4.1 (DS497).

⁴⁶² Brésil, première communication écrite, paragraphe 57 (DS497). Le Brésil affirme spécifiquement qu'en vertu de la note additionnelle relative à l'article XVII du GATT de 1994, les mots "produits" et "marchandises" ne "s'appliquent qu'aux produits au sens que ces mots reçoivent dans la pratique commerciale courante", ce qui exclurait les prescriptions relatives aux étapes de production, les prescriptions relatives à la recherche-développement (R&D) ou les prescriptions relatives au développement. Brésil, premières communications écrites, paragraphe 241 (DS472) et paragraphe 194 (DS497). Le Brésil fait également valoir que l'Organe d'appel a fait la distinction entre les produits sur le marché et la production, dans le contexte des subventions. Brésil, premières communications écrites, paragraphe 182 (DS472) et paragraphe 141 (DS497) (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1054). D'après le Brésil, étant donné que les mesures "concernent des conditions précédant la mise sur le marché qui n'entrent pas dans le champ de l'article III, elles n'affectent pas les produits importés d'une manière incompatible avec l'article III". Brésil, premières communications écrites, paragraphe 184 (DS472) et paragraphe 143 (DS497).

⁴⁶³ Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphes 176 à 185, 200, 201, 224 à 231, 265 à 268, 329 à 333, 338 à 345, 384, 395 à 400, 477 à 480, 487 à 490, 547, 548, 581 à 583, 585, 586, 593, 594, 744 et 745 (DS472) et paragraphes 135 à 144, 156, 157, 177 à 185, 206 à 208, 216 à 219, 279 à 283, 288 à 295, 325, 333 à 338, 413, 414, 416 à 419, 424 à 427, 472, 473, 497, 510, 516, 518, 519, 525 à 527, 675 et 676 (DS497). Voir aussi Brésil, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 39 à 46. Le Brésil fait également valoir que, du fait que les mesures sont hors du champ d'application de l'article III, elles ne sont pas incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Brésil, premières communications écrites, paragraphes 286 à 288, 292, 346, 347, 380, 381, 460, 461, 479, 480, 494, 743 et 744 (DS472) et paragraphes 240 à 242, 296, 297, 397, 398, 431, 432, 675 et 676 (DS497).

entre les produits nationaux et les produits importés ne peuvent pas être limitées aux mesures réglementant directement les produits ou imposant des prescriptions relatives au marché".⁴⁶⁴ Le Japon fait en outre valoir que "si le simple fait de viser des producteurs particuliers ou de se rapporter aux processus de production remédiait à toute incompatibilité avec les règles de l'OMC, alors contourner les disciplines de l'OMC serait un jeu d'enfant".⁴⁶⁵

7.63. De l'avis du Groupe spécial, le texte même de l'article III du GATT de 1994 est suffisant pour réfuter l'argument du Brésil. L'article III:1, qui contient l'obligation globale de traitement national qui est ensuite développée dans les paragraphes restants de l'article III, est libellé dans des termes larges et inclusifs, désignant et visant entre autres choses, les "taxes et autres impositions intérieures, ainsi que les lois, règlements et prescriptions *affectant* la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur". L'article III:4 contient des termes similaires, désignant également "toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation ... sur le marché intérieur" de produits importés et de produits similaires nationaux. Ces termes larges ne peuvent pas être considérés comme limités aux mesures visant les produits uniquement une fois qu'ils sont sur le marché, comme le fait valoir le Brésil. Non seulement les termes ne sont pas limités de cette façon, mais logiquement, il n'y pas de raison pour qu'une mesure visant un producteur plutôt qu'un produit ne puisse pas "affecter" la vente, la mise en vente, l'achat, etc., de produits nationaux et de produits importés sur le marché intérieur. En outre, si l'approche formaliste avancée par le Brésil était correcte, il serait facile d'éviter complètement la prescription relative au traitement national, qui est la pierre angulaire du système commercial multilatéral.

7.64. En outre, il existe une jurisprudence constante qui confirme cette vision de l'article III, qui remonte à l'époque du GATT. Comme il est expliqué par le Groupe spécial du GATT *États-Unis – Article 337*:

Le fait que l'article 337 est utilisé pour faire respecter à la frontière la législation américaine sur les brevets n'empêche pas que l'article III:4 est applicable; ... *L'applicabilité de l'article III:4 ne saurait non plus être déniée sous prétexte que la plupart des procédures sont, en l'espèce, appliquées à des personnes et non à des produits*, étant donné que le facteur qui détermine si une personne est susceptible d'être soumise à la procédure de l'article 337 ou à celle d'une cour de district est la source des produits incriminés, c'est-à-dire le point de savoir s'ils sont d'origine américaine ou importés.⁴⁶⁶

7.65. Les Groupes spéciaux de l'OMC et l'Organe d'appel ont également clairement indiqué que si l'application d'une mesure des pouvoirs publics était susceptible d'affecter le commerce des produits, alors cette mesure était visée par l'obligation de traitement national figurant à l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, même si elle était présentée sous la forme de prescriptions visant les sociétés, les producteurs ou la production, par opposition à des prescriptions visant directement les produits. À cet égard, par exemple, dans l'affaire *Chine – Publications et produits audiovisuels*, l'Organe d'appel a indiqué que des mesures qui ne réglementaient pas directement les marchandises, ou l'importation de marchandises, mais imposaient des obligations aux entreprises pouvaient malgré tout être incompatibles avec l'article III:4, car elles pouvaient affecter le commerce des produits.⁴⁶⁷ Ainsi, l'article III:4 du GATT de 1994 régit toutes les mesures qui "affect[ent]" la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur, d'une manière qui en soumet les produits importés à un traitement moins favorable. Le membre de phrase "lois, ... règlements ou ... prescriptions" englobe diverses mesures des pouvoirs publics, allant des règles impératives d'application générale aux actions des pouvoirs publics qui créent simplement des mesures incitatives ou dissuasives pour des actions autrement facultatives menées de particuliers.⁴⁶⁸

⁴⁶⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 12 à 20.

⁴⁶⁵ Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 25 à 28.

⁴⁶⁶ Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Article 337*, paragraphe 5.10. (pas d'italique dans l'original)

⁴⁶⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 227.

⁴⁶⁸ Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1512.

7.66. Plusieurs autres différends de l'OMC ont porté sur des règlements affectant les producteurs ou la production dont il a également été constaté qu'ils étaient assujettis aux disciplines de l'article III. Dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, la mesure contestée soumettait les revendeurs de cigarettes importées à la TVA lorsqu'ils ne satisfaisaient pas aux conditions prescrites pour l'obtention des crédits de taxe en amont nécessaires pour que la TVA à acquitter soit nulle. L'Organe d'appel a constaté que "[l]e point de savoir s'il [était] satisfait à ces conditions [avait] donc une conséquence directe pour le montant de la taxe à acquitter imposée sur les cigarettes importées". Dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, le Groupe spécial a noté que "[d]ans le cadre des programmes automobiles indonésiens, la distinction faite entre les produits à des fins fiscales [était] fondée sur des facteurs comme la nationalité du producteur ou l'origine des parties et composants incorporés dans les produits". Les prescriptions imposées à ces fabricants automobiles entraient dans le champ d'application de l'article III:2 du GATT de 1994 en raison de l'effet discriminatoire sur les produits importés. De même, le Groupe spécial *Inde – Automobiles* a constaté qu'une prescription relative à l'indigénisation imposée aux fabricants automobiles modifiait les conditions de la concurrence sur le marché au détriment des produits importés et était donc incompatible avec l'article III:4. Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a examiné un mécanisme de perception des taxes qui prescrivait que le paiement anticipé de taxes soit limité aux ventes réalisées sur le marché intérieur uniquement par certaines personnes imposables, appelées *agentes de percepción*, alors que l'obligation d'effectuer ce paiement anticipé s'imposait dans le cas des opérations d'importation, quelle que soit la personne qui les réalisait. Le Groupe spécial a constaté qu'en exigeant le paiement anticipé de la TVA (une taxe indirecte semblable à une taxe sur la valeur ajoutée) pour les importations effectuées par des personnes imposables non inscrites alors qu'aucun paiement anticipé de la TVA ou aucun paiement additionnel au titre de la TVA d'un montant équivalent n'était exigé pour les ventes à des personnes imposables non inscrites effectuées sur le marché intérieur, la partie défenderesse agissait d'une manière contraire à la première phrase de l'article III:2. Dans tous ces différends, les mesures pertinentes étaient imposées à des personnes et non pas directement à des produits, et les dispositions citées de l'article III continuaient de s'appliquer.

7.67. Le moyen de défense général invoqué par le Brésil est catégorique: toutes les mesures visant les producteurs (dites mesures "avant commercialisation") sont, pour cette seule raison (et indépendamment de leurs effets discriminatoires réels ou potentiels sur le marché) complètement exemptées de l'application de l'article III.⁴⁶⁹ Cependant, dans des différends antérieurs, de telles mesures ont été jugées incompatibles avec l'article III. Comme il a été noté plus haut au paragraphe 7.66, il y a de nombreux cas de ce type et, donc, ce moyen de défense général invoqué par le Brésil tombe.

7.68. En outre, étant donné que toute mesure concernant les investissements et liée au commerce qui est incompatible avec l'article III du GATT de 1994 est aussi incompatible avec l'Accord sur les MIC, ce moyen de défense du Brésil tombe en ce qui concerne les allégations au titre de cet accord.

7.69. Le Groupe spécial considère en outre qu'un tel raisonnement est également applicable aux allégations formulées au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. D'après lui, la question de savoir si une mesure particulière est une prescription "avant commercialisation" n'est pas déterminante pour celle de savoir si la mesure entre ou pas dans le champ d'application de l'Accord SMC. De fait, l'interprétation du Brésil permettrait aux Membres de contourner leurs obligations au titre de l'Accord SMC.

7.70. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'article III du GATT de 1994 n'est pas en soi inapplicable à certaines mesures, en particulier aux mesures "avant commercialisation" visant les producteurs. Pour les mêmes raisons, il conclut que l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC ne sont pas en soi inapplicables à de telles mesures. Il mènera donc son analyse de chacune des mesures contestées conformément aux dispositions citées de l'article III et de l'Accord sur les MIC au cas par cas.

⁴⁶⁹ Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphe 184 (DS472) et paragraphe 143 (DS497). Voir aussi Brésil, première communication écrite, paragraphes 167 et 173 (DS472).

7.2.2 Question de savoir si l'article III:8 b) du GATT de 1994 exempt certaines des mesures contestées des disciplines de l'article III du GATT de 1994 et des dispositions connexes

7.71. Le deuxième moyen de défense général du Brésil face aux allégations au titre de l'article III du GATT de 1994 est que les disciplines de cet article sont inapplicables au Programme informatique et au Programme INOVAR-AUTO parce que ces programmes prévoient des subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994. D'après le Brésil, ces subventions alléguées aux producteurs sont octroyées pour compenser les coûts de participation aux programmes, ne sont pas transmises aux produits finals, et n'affectent donc pas les conditions de concurrence sur le marché, de sorte qu'elles sont exclues du champ d'application des disciplines de l'article III du GATT de 1994.⁴⁷⁰

7.72. Les parties plaignantes font valoir que l'article III:8 b) ne vise pas les subventions prenant la forme d'une exonération ou d'une réduction fiscale mais exempté uniquement les subventions accordées aux producteurs nationaux dans la mesure où elles n'établissent pas de discrimination entre les produits nationaux et les produits importés.⁴⁷¹ L'Union européenne fait également valoir que les subventions en cause dans le présent différend ne sont pas des subventions accordées aux seuls producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b), mais plutôt qu'elles procurent des avantages à certains *produits* et non à des producteurs.⁴⁷²

7.73. Un certain nombre de tierces parties ont également exprimé des vues sur cette question. L'Australie, la Corée et l'Ukraine indiquent que, pour qu'une subvention soit exemptée des disciplines de l'article III, conformément à l'article III:8 b) du GATT de 1994, elle ne doit pas établir une discrimination entre les produits importés et les produits nationaux telle que les possibilités de concurrence pour les produits importés sur le marché soient affectées.⁴⁷³

7.74. Les autres tierces parties ont fait référence à l'article III:8 b) dans le contexte de l'interprétation de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Le Canada et les États-Unis s'appuient sur l'article III:8 b) du GATT de 1994 pour étayer leur argument selon lequel l'article 3.1 b) de l'Accord SMC autorise l'octroi de subventions à la production – y compris les subventions prenant la forme d'une exonération ou d'une réduction fiscale – aux producteurs nationaux, ce qui comprend nécessairement le droit d'imposer certaines prescriptions relatives à la production et aux étapes de production, dès lors qu'il est prescrit que ces étapes de production doivent être exécutées par le producteur recevant la subvention (c'est-à-dire que toutes les étapes de production doivent avoir lieu "sous un même toit").⁴⁷⁴

⁴⁷⁰ Brésil, première communication écrite, paragraphes 174, 187 à 199, 289, 290, 291, 328, 330, 346, 378, 401, 442, 460, 478, 494, 549 à 555, 557, 560 et 745 (DS472) et paragraphes 126, 143, 145 à 155, 239, 240, 241, 277, 280, 296, 319, 397, 414, 431 et 475 à 483 (DS497). Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir qu'au titre des programmes concernant les TIC, le traitement fiscal réservé aux producteurs nationaux de produits *intermédiaires* n'est pas une subvention parce qu'il ne fait que compenser l'investissement dans la recherche-développement et autres coûts de mise en conformité. Néanmoins, le Brésil insiste sur le fait que si le Groupe spécial n'est pas d'accord avec ce raisonnement, alors ses arguments concernant les producteurs nationaux de produits *finis* s'appliqueraient également aux producteurs de produits *intermédiaires*. Brésil, première communication écrite, note de bas de page 120 (DS472) et note de bas de page 111 (DS497).

⁴⁷¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 23 à 33; Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 47 à 59. En particulier, selon le Japon, "l'article III:8 b) n'exempte pas catégoriquement toutes les subventions qui sont accordées exclusivement aux producteurs nationaux des autres paragraphes de l'article III; en fait, ces subventions peuvent toujours être assujetties aux disciplines des autres paragraphes de l'article III sous certaines conditions." Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 50. (italique dans l'original)

⁴⁷² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 35.

⁴⁷³ Australie, communication en tant que tierce partie, paragraphes 12 à 15. Corée, déclaration en tant que tierce partie, paragraphes 2 à 6; Ukraine, communication en tant que tierce partie, paragraphe 11.

⁴⁷⁴ Canada, communication en tant que tierce partie, paragraphe 6 et note de bas de page 5; États-Unis, déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 12. D'après le Canada et les États-Unis, ces subventions aux producteurs nationaux ne seraient *pas* assujetties aux disciplines de l'article III du GATT de 1994, même si elles reviennent à exercer une discrimination à l'égard des produits importés. Toutefois, le Canada et les États-Unis considèrent tous deux que toute discrimination résultant de subventions aux producteurs nationaux qui sont subordonnées à l'utilisation d'éléments locaux (sous forme de produits fabriqués par des producteurs nationaux *autres* que le producteur subventionné) constituerait une discrimination assujettie aux disciplines de l'article III.

7.75. L'argument du Brésil soulève donc la question du sens et du fonctionnement de l'article III:8 b). Entre autres questions, se posent celles du champ d'application de la disposition et de son rôle dans l'obligation générale de non-discrimination prévue à l'article III. En particulier, est-ce que l'article III:8 b), comme le Brésil semble le faire valoir, exclut de l'application de l'article III toutes les subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux sur cette seule base, indépendamment de la question de savoir si elles établissent une discrimination fondée sur l'origine des produits, ou y sont associées? Ou plutôt précise-t-il uniquement, comme les parties plaignantes et certaines tierces parties l'affirment, que l'acte de verser des subventions aux seuls producteurs nationaux en lui-même ne constitue pas une incompatibilité avec l'obligation de traitement national prévue à l'article III, mais seulement dans la mesure où ces subventions n'établissent pas un élément de discrimination entre les produits nationaux et les produits importés?

7.76. Le Groupe spécial examine d'abord le texte de l'article III:8 b) du GATT de 1994:

Les dispositions du présent article n'interdiront pas l'attribution aux seuls producteurs nationaux de subventions, y compris les subventions provenant du produit des taxes ou impositions intérieures qui sont appliquées conformément aux dispositions du présent article et les subventions sous la forme d'achat de produits nationaux par les pouvoirs publics ou pour leur compte.

7.77. Premièrement, le Groupe spécial note qu'à tout le moins, le texte de l'article III:8 b) indique clairement que les subventions accordées exclusivement aux producteurs nationaux ne sont pas contraires, en soi et pour cette seule raison, à l'article III du GATT de 1994. En fait, les subventions en tant que telles ne sont pas réglementées par l'article III, mais plutôt par les dispositions de l'article XVI du GATT de 1994 et par l'Accord SMC. De fait, toutes les parties conviennent que l'article III:8 b) implique que les Membres de l'OMC peuvent accorder des subventions à leurs producteurs nationaux et ne pas accorder les mêmes subventions aux producteurs étrangers sans enfreindre l'obligation de traitement national prévue à l'article III.⁴⁷⁵

7.78. À cet égard, le Groupe spécial note que sans le paragraphe 8 b), l'article III dans son ensemble et le paragraphe 4 en particulier pourraient être considérés comme prohibant tout subventionnement accordé uniquement aux producteurs nationaux et non pas étrangers. Ceci est dû au fait que tant l'article III:1 (la disposition globale établissant la règle de base qui est ensuite développée dans les paragraphes restants de l'article III) que l'article III:4 concernent et régissent, entre autres choses, les mesures réglementaires "affectant" la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits. Il est clair qu'une subvention est une forme de mesure réglementaire qui peut "affecter" et qui "affecte" souvent la vente, l'achat, etc., des produits d'une manière qui crée des avantages sur le marché intérieur par rapport aux produits qui n'ont pas bénéficié de la subvention, y compris par exemple des produits importés. En fait, accorder un avantage compétitif en ce qui concerne les conditions du marché est un exemple typique des intentions qui se cachent derrière le subventionnement. Les dispositions relatives aux "effets défavorables" des disciplines en matière de subventions prévues à l'article XVI du GATT de 1994 et dans l'Accord SMC visent précisément les effets défavorables sur le commerce qui peuvent être causés par les avantages compétitifs accordés par le subventionnement. Ainsi, en l'absence de disposition telle que l'article III:8 b), l'article III:4 pourrait être interprété comme prescrivant que les pouvoirs publics des Membres importateurs pourraient des subventions aux entreprises concurrentes étrangères chaque fois qu'ils subventionnent leurs propres entreprises nationales; ou, autrement, qu'ils prohibent toutes les subventions accordées uniquement aux producteurs nationaux et non pas étrangers. Une telle approche serait incompatible avec l'existence même de l'Accord SMC, qui autorise en principe les subventions, sauf deux types précis de subventions prohibées (à savoir les subventions à l'exportation et les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux), et ne contient pas de prescription imposant que les subventions, pour être autorisées, soient accordées à des bénéficiaires étrangers ainsi que nationaux.

7.79. En résumé, à tout le moins, l'article III:8 b) du GATT de 1994 indique explicitement que l'article III ne prescrit pas qu'un subventionnement soit accordé aux producteurs étrangers en même temps qu'aux producteurs nationaux. En d'autres termes, l'octroi de subventions aux seuls

⁴⁷⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 29; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 50; Brésil, première communication écrite, paragraphes 186 à 199 (DS472) et paragraphes 145 à 155 (DS497).

producteurs nationaux et non aux producteurs étrangers ne peut pas en lui-même être incompatible avec l'article III. Cet octroi exclusif de subventions (ou tous effets qu'il pourrait avoir sur le marché intérieur) ne constitue pas en lui-même un traitement discriminatoire à l'égard des produits importés du type qui est prohibé à l'article III.

7.80. Le Brésil fait valoir que l'article III:8 b) va toutefois au-delà de ce principe et qu'il *exempte* effectivement toute discrimination fiscale et réglementaire entre les produits importés et les produits nationaux des disciplines de l'article III dans la mesure où les mesures en question sont des subventions aux producteurs nationaux. À l'inverse, les parties plaignantes, citant le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, font valoir que, pour qu'une mesure quelconque soit exclue des disciplines de l'article III conformément à l'article III:8 b), elle ne doit pas "compre[n]dre [d']élément établissant une discrimination entre produits importés et produits nationaux".⁴⁷⁶

7.81. L'argument du Brésil soulève ainsi les aspects les plus spécifiques de la relation entre les dispositions relatives au traitement national et à la non-discrimination de l'article III du GATT de 1994 et les règles multilatérales régissant l'octroi de subventions (contenues dans l'article XVI du GATT de 1994 et l'Accord SMC). En particulier, la question est de savoir si la lecture faite par le Brésil de l'article III:8 b) est la seule qui évite un conflit de lois entre l'obligation de non-discrimination même à l'article III du GATT de 1994 d'une part et la capacité de subventionner les producteurs nationaux d'autre part.

7.82. À cet égard, le Groupe spécial note tout d'abord que les règles multilatérales concernant les subventions ont coexisté avec celles qui concernent le traitement national – y compris la clause conditionnelle figurant à l'article III (article III:8 b)) qui clarifie la nature de cette coexistence – depuis l'entrée en vigueur du GATT de 1947. Il ne considère pas que l'adoption de l'Accord SMC ait modifié cette coexistence harmonieuse fondamentale. De fait, comme indiqué plus haut, l'historique de la négociation du Cycle d'Uruguay donne à penser que l'intention de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC était simplement de codifier la prohibition déjà existante, conformément à l'article III:4 du GATT de 1994, des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. À cet égard, le Groupe spécial rappelle l'analyse qu'il a menée plus haut aux paragraphes 7.39 à 7.49, selon laquelle les dispositions relatives à la discrimination de l'article III du GATT de 1994 et les dispositions de l'Accord SMC peuvent s'appliquer à la même mesure simultanément. Ainsi, en principe, il n'y a pas de conflit entre les règles relatives à la non-discrimination de l'article III du GATT de 1994 dans la mesure où elles s'appliquent aux subventions, et les règles régissant directement les subventions, y compris l'article XVI du GATT de 1994 et les dispositions de l'Accord SMC.

7.83. Le Groupe spécial considère que le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* fournit des indications utiles sur ce point. Conformément aux observations ci-dessus du présent Groupe spécial, le Groupe spécial chargé de ce différend a constaté, en se fondant sur le principe de l'OMC selon lequel toutes les dispositions de l'OMC sont d'une manière générale cumulatives et applicables simultanément, que l'article III et l'article XVI du GATT coexistaient et concernaient des questions distinctes et étaient applicables simultanément: l'article III est applicable à toutes les formes de discrimination entre produits et l'article XVI traite généralement du droit conditionnel des Membres de l'OMC d'accorder des subventions à leurs producteurs nationaux, un principe

⁴⁷⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 39 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.43). Voir aussi Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 29 et 30; Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 50 à 53. Le Brésil a fait valoir dans sa première communication écrite que "le Programme informatique [était] hors du champ d'application de l'article III du GATT 1994, car il prév[oyait] des subventions versées aux seuls producteurs nationaux au titre de l'article III:8 b) du GATT de 1994", et que "[l]a disposition telle qu'elle [était] libellée ("n'interdiront pas") "signifi[ait] que si une mesure [était] visée par l'article III:8 b), elle ne [pouvait] pas être incompatible avec une quelconque disposition de l'article III". Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphes 186 à 199 (DS472) et 145 à 155 (DS497). Le Brésil réitère ses arguments pour tous les programmes concernant les TIC. Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphes 328, 330, 346, 378, 401, 442, 460, 478, 494, 549 à 555, 557, 560 et 745 (DS472) et paragraphes 277, 280, 296, 319, 397, 414, 431 et 475 à 483 (DS497). Mais dans sa deuxième communication écrite, il reconnaît que pour qu'une mesure soit visée par l'article III:8 b), elle ne doit comprendre aucun élément établissant une discrimination entre produits importés et produits nationaux. Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 39. Le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil a, au moins dans sa première communication écrite, fait valoir qu'une subvention à la production était exclue du champ d'application des dispositions relatives à la non-discrimination de l'article III, conformément à l'article III:8 b). Il examine donc cet argument.

réaffirmé à l'article III:8 b) du GATT. Le Groupe spécial a constaté en particulier qu'une subvention aux producteurs nationaux établissant une discrimination entre produits importés et produits similaires nationaux était visée par les dispositions de l'article III – et incompatible avec elles – du fait de cette discrimination entre produits, c'est-à-dire que l'article III:8 b) ne l'exempte pas de cet article simplement parce qu'il s'agit d'une subvention aux producteurs nationaux. Au contraire, le Groupe spécial a constaté que l'article III:8 b) confirmait que les subventions aux producteurs nationaux n'étaient pas contraires à l'article III pour autant qu'elles ne comprennent pas un élément établissant une discrimination entre produits importés et produits nationaux.⁴⁷⁷

7.84. Le Groupe spécial trouve d'autres éléments étayant ce point de vue sur le champ d'application, le rôle et le fonctionnement de l'article III:8 b) dans le libellé de la disposition qui constitue son contexte immédiat, à savoir l'article III:8 a), qui concerne l'application des dispositions de fond de l'article III aux marchés publics. En particulier, l'article III:8 a) dispose que les dispositions de l'article III ne *s'appliqueront* pas aux marchés publics, tandis qu'à l'inverse, l'article III:8 b) dispose que les dispositions de l'article III "*n'interdiront* pas l'attribution aux seuls producteurs nationaux de subventions".⁴⁷⁸ Cette différence de libellé donne à penser que le champ d'application de l'article III:8 b) n'est pas le même que celui de l'article III:8 a). Ainsi, alors que la discrimination résultant des marchés publics est complètement exemptée de l'application de l'article III en vertu de l'article III:8 a), l'article III:8 b) représente l'idée plus limitée que l'obligation de traitement national prévue à l'article III ne couvre pas ni ne prohibe l'acte de limiter le subventionnement aux seuls producteurs nationaux (à l'exclusion des producteurs étrangers).

7.85. En ce qui concerne l'élément de discrimination qui pourrait être établi par une subvention, comme l'a indiqué le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, le libellé de l'article III:8 b) lui-même confirme que même si une mesure est une subvention qui est accordée aux seuls producteurs nationaux, ce fait n'est pas suffisant pour exclure la mesure de l'application de l'article III. En particulier en ce qui concerne les mesures fondées sur des taxes sur les produits (le type de mesure spécifiquement en cause dans le présent différend), l'article III:8 b) indique que les Membres de l'OMC peuvent accorder des subventions à leurs seuls producteurs nationaux en *utilisant le produit des taxes ou impositions intérieures* pour autant que ces taxes ou impositions soient *appliquées conformément à l'article III*. C'est-à-dire qu'un Membre peut percevoir une taxe sur les produits sur une base non discriminatoire, puis utiliser les fonds perçus pour subventionner uniquement ses producteurs nationaux, sans enfreindre l'article III. À l'inverse, et cela contredit exactement la position du Brésil, l'application directe d'une taxe sur les produits de façon discriminatoire (c'est-à-dire d'une manière "incompatible avec l'article III") comme moyen de subventionner les producteurs nationaux serait contraire à l'article III. Autrement dit, si, comme le fait valoir le Brésil, l'article III:8 b) excluait la discrimination fiscale du champ d'application de l'article III, la référence dans l'article III:8 b) lui-même aux "taxes [et] impositions ... qui sont appliquées conformément aux dispositions [de l'article III]" serait inutile. Ainsi, l'article III:8 b) ne modifie pas l'applicabilité de l'article III à l'application discriminatoire d'une taxe sur les produits, même lorsque cette application discriminatoire constitue une subvention aux seuls producteurs nationaux. De fait, ce point a été explicitement débattu lors des négociations de la Charte de La Havane et une proposition qui aurait précisément permis cette application discriminatoire de taxes sur les produits comme moyen de subventionnement indirect des producteurs nationaux a été rejetée.⁴⁷⁹

7.86. Les mesures réglementaires non fiscales discriminatoires qui supposent l'octroi d'une subvention aux seuls producteurs nationaux ne sont pas non plus, pour cette seule raison, exclues des disciplines de l'article III. En particulier, le libellé de l'article III:8 b) fait référence à l'article III dans sa totalité et pas seulement à l'article III:2. En outre, l'article III:8 b) contient deux exemples de subventions accordées aux seuls producteurs nationaux qui seraient compatibles avec l'article III. La première est la mesure fondée sur des taxes mentionnée au paragraphe précédent

⁴⁷⁷ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphes 14.43 à 14.46.

⁴⁷⁸ Pas d'italique dans l'original.

⁴⁷⁹ E/CONF.2/C.3/6, page 17; E/CONF.2/C.3/A/W.32, page 2. Les rapports des commissions et des principales sous-commissions de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce au sujet de la disposition de la Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce qui correspond à l'article III:8 b) du GATT de 1994 indiquent ce qui suit: "aucune disposition de l'article 18 ne pourrait être interprétée comme autorisant un État membre à exonérer des produits nationaux des taxes intérieures qui frappent les produits similaires importés ou à rembourser ces droits." Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce, rapports des commissions et des principales sous-commissions, ICITO I/8, Genève, septembre 1948, page 71.

et la seconde est une mesure non fondée sur des taxes, qui a plus la nature d'une "loi, réglementation, etc.", à savoir l'octroi d'une subvention au moyen de l'achat de produits nationaux par les pouvoirs publics. Le différend du GATT *Italie – Machines agricoles* confirme l'applicabilité de l'article III:4 aux subventions non fondées sur des taxes qui supposent une discrimination entre produits. Dans cette affaire, la subvention était accordée pour l'achat de tracteurs italiens uniquement (et non de tracteurs étrangers) et il a été constaté, sur cette base, qu'elle établissait une discrimination envers les tracteurs importés de la manière qui était prohibée par l'article III:4. L'article III:8 b) ne soustrayait donc pas la mesure à l'application de l'article III:4 – il a été constaté qu'il s'agissait non pas d'une subvention aux producteurs de tracteurs mais aux acheteurs de tracteurs, accordée sur la base de leur décision d'acheter des tracteurs nationaux plutôt qu'importés. Le Groupe spécial croit comprendre que, même si la subvention aux tracteurs pouvait être perçue comme une subvention accordée aux seuls producteurs nationaux (plutôt qu'aux producteurs étrangers) de produits agricoles, cela ne dispenserait pas ni ne dispensait de l'applicabilité de l'article III:4, conformément à l'article III:8 b), la discrimination entre produits établie au moyen de la subvention.

7.87. Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial mène donc son analyse des allégations au titre des dispositions citées de l'article III du GATT de 1994, étant entendu que les subventions qui sont accordées aux seuls producteurs nationaux conformément à l'article III:8 b) du GATT de 1994 ne sont en soi pas exemptées des disciplines de l'article III du GATT de 1994.

7.88. Le Groupe spécial ne préjuge pas, à ce stade, de la question de savoir si les aspects liés aux produits d'une quelconque subvention dont il pourrait constater l'existence dans le cadre des mesures contestées sont discriminatoires d'une manière incompatible avec l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994. Il suffit que le Groupe spécial conclue que, compte tenu de ce qui précède, les mesures sous forme de subventions accordées aux seuls producteurs nationaux ne sont pas pour cette seule raison exemptées des disciplines de l'article III du GATT de 1994 car, pour les raisons exposées plus haut, les aspects d'une subvention qui donnent lieu à une discrimination entre produits (y compris les prescriptions imposant d'utiliser des produits nationaux, prohibées par l'article 3.1 de l'Accord SMC) ne sont pas exemptés des disciplines de l'article III conformément à l'article III:8 b). Pour la même raison, le Groupe spécial conclut que les mesures en cause dans le présent différend ne sont pas en soi exemptées des disciplines de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

7.3 Programmes concernant les TIC

7.3.1 Allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994

7.3.1.1 Introduction

7.89. L'Union européenne et le Japon formulent des allégations au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, en ce qui concerne certains aspects des programmes concernant les TIC (à savoir le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique). Spécifiquement, les parties plaignantes allèguent que le Brésil impose sur les produits des TIC importés une charge fiscale supérieure à celle qui est imposée sur les produits similaires nationaux.

7.90. Le Japon formule aussi des allégations au titre de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne certains aspects des programmes concernant les TIC.

7.91. Comme il est expliqué plus haut dans les paragraphes 7.61 et 7.71, le Brésil fait valoir que ces aspects des programmes contestés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article III:2, parce que i) lesdits aspects sont des prescriptions avant commercialisation qui ne sont pas visées par l'article III et que ii) les programmes constituent des subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT.⁴⁸⁰

7.92. Le Groupe spécial a examiné plus haut les arguments liminaires du Brésil dans les sections 7.2.1 et 7.2.2. S'agissant du premier argument du Brésil, il a déjà conclu plus haut au

⁴⁸⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 176 à 199, 327, 328, 330, 377, 378, 380, 381, 477 à 479 (DS472) et 135 à 155, 276, 277, 280, 318, 319, 322, 323, 405, 414, 427 et 477 (DS497).

paragraphe 7.70 que le fait qu'une mesure avait le statut de prescription avant commercialisation n'avait pas d'incidence sur le point de savoir si elle entraînait dans le champ d'application de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.93. S'agissant du deuxième argument du Brésil, à savoir que les programmes constituent des subventions aux producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.87 selon laquelle, en principe, l'article III:8 b) n'exempte pas des disciplines fondamentales de l'article III les éléments de telles subventions à la production qui établissent une discrimination fiscale à l'égard des produits similaires importés.

7.94. Dans son moyen de défense relatif aux programmes concernant les TIC, le Brésil fait aussi la distinction entre les produits finis et les produits intermédiaires. À cet égard, il indique, et les parties plaignantes n'ont pas contesté, que les matériels d'émission pour la télévision numérique (TV) visés par le Programme PATVD; tous les biens de consommation numériques visés par le Programme pour l'inclusion numérique; et 70% des produits visés par le Programme informatique relèvent de la catégorie des "produits finis". Par conséquent, 30% des produits visés par le Programme informatique et tous les produits visés par le Programme PADIS relèvent de la catégorie des "produits intermédiaires".⁴⁸¹ Même si le Brésil ne définit pas explicitement le sens de l'expression "produits intermédiaires", le Groupe spécial croit comprendre d'après les communications des parties que cette expression désigne les produits qui requièrent un complément de fabrication pour obtenir un produit fini.⁴⁸²

7.95. En ce qui concerne les produits des TIC finis, le Brésil fait valoir que toute éventuelle différence dans la taxation vise à compenser les coûts que les sociétés accréditées doivent supporter pour satisfaire aux prescriptions prévues par les programmes contestés.⁴⁸³ S'agissant des produits des TIC intermédiaires, il soutient qu'il n'y a pas de différence entre la charge fiscale pesant sur les produits importés et celle qui pèse sur les produits nationaux car son système fiscal est neutre au quant à la perception de l'impôt d'un bout à l'autre de la chaîne de production.⁴⁸⁴

7.96. Selon les parties plaignantes, la distinction entre produits "finis" et produits "intermédiaires" est sans pertinence parce que l'article III:2 du GATT de 1994 fait référence aux "produits" en général, sans aucune autre distinction.⁴⁸⁵

7.97. Le Groupe spécial note que l'expression "produits intermédiaires" n'est pas mentionnée dans un texte conventionnel. L'article III:2 du GATT de 1994 ne fait aucune distinction entre produits finis et produits intermédiaires; il fait simplement référence aux "produits" en général. Le Groupe spécial est donc d'avis que les deux catégories de produits (c'est-à-dire les produits finis et les produits intermédiaires) sont assujetties aux disciplines de l'article III:2 du GATT de 1994. Toutefois, dans la mesure où les taxes pertinentes opèrent de façon différente en ce qui concerne les produits finis et les produits intermédiaires, comme l'a indiqué le Brésil, le Groupe spécial estime qu'il est utile pour son analyse de maintenir cette distinction en vue d'étudier de plus près la charge fiscale effective imposée par le Brésil sur ces deux catégories de produits. Aux fins de son analyse, les références faites par le Groupe spécial aux "produits intermédiaires" devraient donc être entendues comme désignant les produits qui font l'objet d'un complément d'industrialisation dans le processus de fabrication d'un autre produit.

⁴⁸¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 267 (DS472) et 218 (DS497).

⁴⁸² Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 141 et 142; Brésil, réponse à la question n° 24 du Groupe spécial; observations sur les réponses des autres parties à la question n° 65 du Groupe spécial.

⁴⁸³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 156 et 205 (DS472) et 105 et 161 (DS497).

⁴⁸⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 185 (DS472) et 144 (DS497). Le Brésil fait aussi valoir que, dans la pratique, les taux d'imposition des produits importés intermédiaires sont toujours identiques ou inférieurs aux taux d'imposition applicables aux produits intermédiaires nationaux, même s'il fait valoir qu'il n'a jamais entrepris la tâche affirmative d'établir une imposition identique ou inférieure. Voir Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 88 et 89; observations sur les demandes de réexamen du rapport intérimaire du Groupe spécial présentées par l'Union européenne et le Japon, paragraphe 22.

⁴⁸⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 289; réponse à la question n° 48 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 141; réponse à la question n° 42 du Groupe spécial.

7.98. L'article III:2 du GATT de 1994 consacre l'obligation de traitement national en ce qui concerne les taxes et autres impositions intérieures. L'article III:2 et la note additionnelle⁴⁸⁶ y relative sont libellés comme suit:

Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas frappés, directement ou indirectement, de taxes ou autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires. En outre, aucune partie contractante n'appliquera, d'autre façon, de taxes ou autres impositions intérieures aux produits importés ou nationaux d'une manière contraire aux principes énoncés au paragraphe premier.*

Ad Article III

Une taxe satisfaisant aux prescriptions de la première phrase du paragraphe 2 ne doit être considérée comme incompatible avec les dispositions de la deuxième phrase que dans le cas où il y a concurrence entre, d'une part, le produit imposé et, d'autre part, un produit directement concurrent ou un produit qui peut lui être directement substitué et qui n'est pas frappé d'une taxe semblable.

7.99. En se fondant sur le libellé de l'article III:2 et de la note additionnelle y relative, l'Organe d'appel a établi que l'obligation de traitement national s'agissant des taxes et autres impositions intérieures incluait deux obligations distinctes. La première obligation est contenue dans la première phrase et fait référence aux "produits similaires". La seconde obligation est énoncée dans la deuxième phrase de l'article III:2 et vise les "produits directement concurrents ou directement substituables".⁴⁸⁷

7.100. L'Organe d'appel a établi que pour déterminer s'il y avait une incompatibilité avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, il fallait répondre à deux questions:

- a. est-ce que les produits importés et les produits nationaux sont des produits similaires; et
- b. est-ce que les produits importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits nationaux?⁴⁸⁸

7.101. En outre, le Groupe spécial note que dans le présent différend, le Brésil soulève une question fondamentale concernant le point de savoir si les produits qui bénéficient du traitement fiscal contesté sont des "produits nationaux", au sens de de l'article III:2. Il examinera donc cette question en premier. Ensuite, il examinera les deux questions susmentionnées pour déterminer si la taxe ou l'imposition intérieure est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.⁴⁸⁹

7.102. S'agissant de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, l'Organe d'appel a établi que trois questions distinctes devaient être examinées:

- a. si les produits importés et les produits nationaux sont "des produits directement concurrents ou des produits directement substituables";
- b. si les produits importés et les produits nationaux directement concurrents ou directement substituables "sont frappés ou non d'une taxe semblable"; et

⁴⁸⁶ L'Annexe I du GATT contient les "Notes et dispositions additionnelles". Les parties du texte du GATT marquées d'un astérisque devraient être lues conjointement avec les notes et dispositions additionnelles figurant dans l'annexe I de l'Accord.

⁴⁸⁷ Voir les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 22 à 36; et *Canada – Périodiques*, pages 31 à 33.

⁴⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 23 à 28. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 21 et 22.

⁴⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 23 à 28.

- c. si cette taxation dissemblable des produits importés et des produits nationaux directement concurrents ou directement substituables est "appliquée ... de manière à protéger la production nationale".

7.103. Si les réponses à ces trois questions sont affirmatives, alors la taxe ou l'imposition intérieure sera jugée incompatible avec la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.104. Avant de commencer l'analyse juridique au titre de chacune des deux phrases de l'article III:2, il est important de préciser que pour qu'une mesure entre dans le champ d'application de l'article III:2, elle doit pouvoir être considérée comme une taxe intérieure ou une imposition intérieure.⁴⁹⁰ À cet égard, l'Organe d'appel a expliqué que le moment où une imposition était perçue ou acquittée n'était pas déterminant pour qu'une taxe ou imposition puisse être considérée comme "intérieure" au sens de l'article III:2.⁴⁹¹

7.105. En l'espèce, les parties conviennent que les mesures contestées sont des taxes.⁴⁹² Les taxes pertinentes au titre de cette allégation sont les quatre taxes indirectes perçues par le gouvernement fédéral du Brésil⁴⁹³: i) la Taxe sur les produits industriels (IPI); ii) la contribution au Programme d'intégration sociale (PIS); iii) la contribution au Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires (PASEP); et iv) la Contribution au financement de la sécurité sociale (COFINS).⁴⁹⁴ Le tableau ci-dessous résume les taxes qui sont pertinentes en ce qui concerne chacun des programmes contestés au titre de l'article III:2 du GATT de 1994:

TAXES PERTINENTES PAR PROGRAMME CONCERNANT LES TIC ⁴⁹⁵				
Programme → Taxe ↓	Informatique	PADIS	PATVD	Pour l'inclusion numérique
IPI	X	X	X	
PIS/PASEP		X	X	X
COFINS		X	X	X

7.106. Enfin, la démonstration de l'existence d'une incompatibilité avec l'article III:2 peut être faite sur une base *de jure* ou *de facto*. Dans l'affaire *États-Unis – EPO*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

Comme au titre de l'article III:4, l'obligation de traitement national énoncée à l'article 2.1 [de l'Accord OTC] prohibe le traitement moins favorable tant *de jure* que *de facto*. Autrement dit, "une mesure peut être incompatible *de facto* avec l'article 2.1 alors même que, telle qu'elle est libellée, elle est neutre quant à l'origine". En pareil

⁴⁹⁰ Voir les rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 163: "... un indicateur essentiel pour déterminer si une imposition constitue une "imposition intérieure" au sens de l'article III:2 du GATT de 1994 tient à la question de savoir "si l'obligation d'acquitter cette imposition existe en raison d'un facteur *interne* (parce que le produit a été *revendu* sur le marché intérieur, par exemple, ou qu'il a été *utilisé* à l'intérieur du pays), en ce sens que ce "facteur interne" intervient *après l'importation* du produit d'un Membre sur le territoire d'un autre Membre".

⁴⁹¹ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 162.

⁴⁹² Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphes 771, 918 et 1059; Japon, première communication écrite, paragraphes 10 à 16; Brésil, premières communications écrites, paragraphes 59 (DS472) et 23 (DS497). L'Union européenne et le Japon ont présenté une allégation subsidiaire au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne les quatre programmes concernant les TIC (Programme informatique, Programme PADIS, Programme PATVD et Programme pour l'inclusion numérique) dans l'éventualité où le Brésil soutiendrait que les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation ne sont pas des taxes mais "d'autres droits ou impositions" sur les importations au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994. Puisque le Brésil n'a pas fait valoir que les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation étaient "d'autres droits ou impositions" au sens de l'article II:1 b), le Groupe spécial n'examinera pas ces allégations particulières. Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphe 1149; et Japon, première communication écrite, note de bas de page 26 relative au paragraphe 14.

⁴⁹³ Selon le Brésil, le système fiscal brésilien comporte différents types de taxes. Les taxes sont perçues au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau des municipalités. Au Brésil, les trois niveaux de gouvernement peuvent imposer des taxes et redevances liées aux pouvoirs de la police d'État et aux services publics, et des "impositions pour aménagement" en vue de financer des travaux publics. Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphes 59 (DS472) et 23 (DS497).

⁴⁹⁴ Pour plus de commodité et suivant la pratique des parties, le Groupe spécial désignera conjointement les contributions PIS et PASEP par l'expression PIS/PASEP.

⁴⁹⁵ Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphes 613, 774, 920 et 1074.

cas, le groupe spécial doit prendre en considération "la totalité des faits et circonstances qui sont portés à sa connaissance", et évaluer toutes "conséquences" pour les conditions de concurrence "qui ressortent de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu de la mesure". Cet examen doit tenir compte de toutes les caractéristiques pertinentes du marché, qui peuvent englober les caractéristiques particulières de la branche de production en cause, les parts de marché relatives dans une branche de production donnée, les préférences des consommateurs, et les modes d'échange antérieurs. Autrement dit, un groupe spécial doit examiner le fonctionnement du règlement technique particulier en cause sur le marché particulier sur lequel il est appliqué.⁴⁹⁶

7.107. Le Groupe spécial procédera, tour à tour, à son analyse des allégations des parties plaignantes au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.3.1.2 Question de savoir si les produits qui font l'objet des mesures contestées sont des "produits nationaux" au sens de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC

7.108. Une première question que le Groupe spécial doit examiner est celle de savoir si les produits qui font l'objet des mesures contestées – c'est-à-dire les produits finis et les produits intermédiaires visés par des incitations et les intrants (du moins certains des intrants) utilisés pour les produire – sont des "produits nationaux" aux fins des dispositions citées. La raison en est que certaines de ces dispositions juxtaposent le traitement des produits "nationaux" et celui des produits "importés". Le Groupe spécial examine ici la question de savoir si les produits visés par des incitations peuvent être considérés comme des produits "nationaux" au sens de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.109. Bien qu'il ne semble pas y avoir de divergences de vues entre les parties sur le point de savoir quels sont les produits importés à l'égard desquels il est allégué que les mesures contestées établissent une discrimination, le Brésil a fait valoir, à tout le moins dans le contexte de certaines des allégations, que les produits visés par des incitations et leurs intrants n'étaient pas des produits "nationaux" au sens des dispositions citées.⁴⁹⁷ Selon lui, le terme "domestic" (national) n'est pas défini dans les accords visés et doit être établi "au cas par cas", à la lumière de l'objet et du champ d'application des dispositions spécifiques et des éléments factuels de chaque situation.⁴⁹⁸ Le Brésil estime que le terme "national" ne peut pas être interprété d'une manière qui empêcherait les Membres de "conférer aux producteurs des subventions qui sont subordonnées à l'exécution d'étapes de fabrication de produits sur leur territoire, y compris ceux qui sont destinés à être intégrés dans une chaîne de production locale."⁴⁹⁹ Il fait valoir qu'une détermination sur le point de savoir si un produit est "national" doit être évaluée dans le sens "économique", en tenant compte de facteurs tels que les caractéristiques du produit et du secteur et la valeur ajoutée sur le territoire d'un Membre.⁵⁰⁰ Selon lui, "un produit qui est fabriqué conformément à un PPB ne peut pas être assimilé à un produit national", au sens des accords visés.⁵⁰¹

7.110. Le Groupe spécial rappelle que l'article III:2 du GATT de 1994 prohibe l'application aux produits importés de taxes ou impositions intérieures supérieures à celles qui frappent les produits "nationaux" similaires. L'article III:4 du GATT de 1994 interdit que les produits importés conformément aux lois, règlements, etc., soient soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'"origine nationale". De la même façon, l'article 2:1 dispose que les MIC qui sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 le sont également avec l'Accord sur les MIC. Ainsi, cette disposition incorpore par référence les concepts de produits "nationaux" qui figurent dans les diverses dispositions de l'article III. En outre, le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC prohibe les MIC qui prescrivent l'achat ou l'utilisation de "produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale". L'article 3.1 b) de l'Accord SMC prohibe les subventions subordonnées à l'utilisation de produits "nationaux" de préférence à des produits importés.

⁴⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO*, paragraphe 269. (non souligné dans l'original)

⁴⁹⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 28 à 37.

⁴⁹⁸ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 30.

⁴⁹⁹ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 31.

⁵⁰⁰ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 32.

⁵⁰¹ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 34 à 36.

7.111. De l'avis du Groupe spécial, étant donné le chevauchement des dispositions citées, ainsi qu'il est expliqué plus haut dans la section 7.1.2.2, un produit qui est national aux fins de l'une de ces dispositions devrait normalement être national pour les autres. L'article III dans son ensemble concerne, et prohibe, le traitement discriminatoire des produits importés par rapport aux produits nationaux. Le Groupe spécial estime que, pour être cohérents sur le plan interne, tous les paragraphes de l'article III du GATT de 1994 (et par extension l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC dans la mesure où il renvoie à l'article III) devraient reposer sur la même interprétation de ces concepts. L'article 2:1 de l'Accord sur les MIC concerne les MIC qui sont incompatibles avec l'article III du GATT, et le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC concerne, quant à lui, le traitement discriminatoire des produits importés qui est incompatible avec l'article III. Par conséquent, compte tenu de ces renvois dans l'Accord sur les MIC, les concepts de produits importés et de produits nationaux (selon les termes de cet accord, les "produits d'origine nationale"⁵⁰²) doivent être les mêmes que dans l'article III du GATT de 1994. De même, la prohibition des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés qui est énoncée à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC est une codification de cette même règle conformément à l'article III:4 du GATT de 1994, ce qui signifie là encore que ces concepts dans cette disposition de l'Accord SMC devraient être les mêmes que ceux qui figurent dans l'article III:4, et donc, par extension, dans l'article III dans son ensemble. Autrement dit, étant donné les chevauchements entre ces dispositions, il serait incohérent que le concept de produits nationaux varie de l'une à l'autre.

7.112. Le Groupe spécial note en outre que les parties plaignantes ont formulé en l'espèce de multiples allégations à la fois au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et au titre de l'Accord sur les MIC. *A fortiori*, par conséquent, un produit qui est national pour un type d'allégation conformément à l'article III:4 du GATT de 1994 doit aussi l'être pour toute autre allégation conformément à la même disposition.

7.113. Le Groupe spécial rappelle que, dans leurs arguments spécifiques concernant les allégations au titre de l'article III:2 et concernant les allégations relatives aux prescriptions en matière d'accréditation conformément à l'article III:4 et à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, les parties n'expriment pas de désaccord sur cette question et semblent donc admettre que les produits visés par des incitations sont nationaux aux fins desdites allégations. Selon lui, sur la base des considérations exposées plus haut, cette absence de désaccord serait suffisante pour l'obliger à conclure que cela est également vrai, *ipso facto*, pour les mêmes produits dans le contexte des allégations concernant les prescriptions alléguées imposant d'utiliser des produits nationaux, conformément à l'article III:4 du GATT de 1994, au paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC et à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.114. Toutefois, étant donné que le Brésil a présenté des arguments spécifiques à l'effet contraire en ce qui concerne ces allégations, le Groupe spécial doit aussi examiner ces arguments. En résumé, le Brésil fait valoir qu'un produit qui est fabriqué conformément à un PPB⁵⁰³ ne peut pas être assimilé à un produit national au sens du droit de l'OMC car ce produit est simplement un produit qui est fabriqué conformément à des prescriptions spécifiques relatives aux étapes de production.⁵⁰⁴ Les parties plaignantes répliquent que tous les produits sont soit nationaux soit importés, de sorte qu'en excluant les produits importés de l'admissibilité au bénéfice des programmes contestés, ces programmes établissent une discrimination en faveur des produits nationaux d'une manière qui est prohibée par les dispositions citées.⁵⁰⁵

7.115. Pour les autres raisons qui seront expliquées plus loin, le Groupe spécial constate que les produits visés par des incitations qui sont fabriqués conformément aux PPB sont, en tant que tels, des produits nationaux brésiliens. Premièrement, il est clair que, suivant leurs propres termes, les programmes contestés visent à développer les branches de production brésiliennes aux fins de la production des produits visés par des incitations. Afin de remplir les conditions requises pour bénéficier des incitations, ces produits doivent être fabriqués au Brésil conformément aux PPB respectifs. En ce sens, les programmes traitent ces produits, et seulement ces produits, comme

⁵⁰² Le Groupe spécial note que le paragraphe 1 a) de l'Accord sur les MIC fait référence aux "produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale". Étant donné que le présent différend concerne les mesures subordonnées à l'exécution de certaines étapes de fabrication au Brésil, le Groupe spécial ne fait ici référence qu'au premier membre de phrase, les "produits d'origine nationale".

⁵⁰³ Voir plus loin la section 7.3.2.2.4.1 pour un examen et une explication approfondis des PPB.

⁵⁰⁴ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 28 à 37.

⁵⁰⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 406 et 415.

étant, du point de vue des pouvoirs publics, "suffisamment brésiliens" pour remplir les conditions requises en vue de bénéficier des incitations fiscales.

7.116. Il ressort clairement des PPB que, pour qu'un produit soit considéré comme visé par des incitations, le processus de production, qui doit être entièrement réalisé au Brésil, doit commencer avec des matières premières et des composants de base non assemblés et, dans bien des cas, non manufacturés. Par exemple, les composants de base doivent être soudés ensemble pour former les cartes de circuit imprimé; les plastiques et les moules doivent être utilisés pour la fabrication de parties moulées par injection, etc.⁵⁰⁶

7.117. Les PPB décrivent en termes relativement généraux de ce type l'ordre des étapes qu'il faut suivre pour transformer les matières premières et les composants de base en produits visés par des incitations. Le point fondamental est que ce processus de fabrication, qui commence par les matériaux de base et aboutit à la vente sur le marché d'un produit intermédiaire ou d'un produit fini, doit avoir lieu au Brésil. Cela ne laisse aucun doute sur le fait que ces produits sont des produits nationaux brésiliens. Il n'est pas contestable non plus, de par la nature des PPB et la prescription imposant que les opérations qui y sont décrites soient réalisées au Brésil, que des produits importés identiques ne pourraient jamais satisfaire à ces prescriptions.⁵⁰⁷ Cela met davantage en lumière le fait que les produits visés par des incitations, c'est-à-dire les produits qui sont fabriqués conformément à un PPB ou à des prescriptions analogues relatives aux étapes de production, sont des produits nationaux brésiliens aux fins de toutes les allégations formulées en l'espèce dans lesquelles cette question est pertinente.

7.3.1.3 Question de savoir si les produits importés et les produits nationaux sont des "produits similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2

7.118. L'Union européenne et le Japon font valoir que les produits des TIC importés et nationaux pertinents sont similaires parce que le traitement différencié prévu dans les programmes concernant les TIC est fondé exclusivement sur l'origine des produits.⁵⁰⁸ À cet égard, l'Union européenne fait valoir que les distinctions sont fondées sur le lieu de production des produits (ou de certaines étapes de production); l'origine des composants; les obligations contractées par les sociétés d'investir dans la recherche-développement (R&D), l'ingénierie, ainsi que la technologie industrielle et le développement technologique au Brésil; le respect des processus de production de base pertinents (PPB); et l'établissement au Brésil.⁵⁰⁹

7.119. De l'avis des parties plaignantes, le fait que le traitement différencié est exclusivement fondé sur l'origine des produits en cause supprime la nécessité d'examiner les quatre critères traditionnels de la similarité. En tout état de cause, l'Union européenne fait valoir que l'examen des quatre critères traditionnels de la similarité confirme que les produits en cause sont similaires parce qu'ils i) sont identifiés sur la base de la Nomenclature commune du MERCOSUR (NCM)⁵¹⁰; ii) ont des caractéristiques physiques semblables; iii) ont les mêmes utilisations finales; et iv) attirent généralement les mêmes consommateurs.⁵¹¹

7.120. Même si le Brésil ne se prononce pas de façon catégorique en ce qui concerne la similarité des produits en cause⁵¹², il fait valoir que les réductions et/ou exonérations fiscales prévues par ces programmes se rapportent, non à l'origine des produits, mais aux coûts que les fabricants doivent supporter pour bénéficier des programmes concernant les TIC.⁵¹³ En conséquence, il estime que les parties plaignantes n'ont pas démontré que les programmes établissaient des distinctions fondées sur l'origine. Selon lui, les parties plaignantes n'ont pas démontré que les

⁵⁰⁶ Voir, par exemple, l'Ordonnance d'application n° 146/2010 (pièce BRA-116).

⁵⁰⁷ Voir plus loin les paragraphes 7.135 et 7.136.

⁵⁰⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 326 et 596; et Japon, première communication écrite, paragraphes 330, 335, 397, 401, 457, 459, 511 et 515.

⁵⁰⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 598, 606, 775, 920, 927 et 1070.

⁵¹⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 608.

⁵¹¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 608, 776, 929 et 1072.

⁵¹² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 211 à 215, 334 et 483 (DS472) et 167 à 169, 284 et 420 (DS497). Voir aussi Brésil, réponse à la question n° 4 de l'Union européenne.

⁵¹³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 203 et 204 (DS472), 159 et 160 (DS497).

produits en cause étaient similaires au sens de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.⁵¹⁴

7.121. Le Groupe spécial rappelle que le concept de "produits similaires" est présent dans différentes dispositions des accords visés. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, ce concept a "un caractère relatif qui évoque l'image d'un accordéon ... s'étir[ant] et se resserr[ant] en des points différents au gré des différentes dispositions de l'Accord sur l'OMC qui sont appliquées".⁵¹⁵

7.122. L'Organe d'appel a expliqué que, dans le contexte de la première phrase de l'article III:2, le concept de produits similaires devait être interprété de façon étroite eu égard à l'existence d'une deuxième phrase dans l'article III concernant les produits directement concurrents et directement substituables. Il a dit aussi que la question de savoir jusqu'à quel point l'expression "produits similaires" devait être interprétée étroitement devait être réglée séparément au cas par cas pour chaque mesure fiscale⁵¹⁶, en examinant les facteurs pertinents⁵¹⁷, y compris les critères mentionnés dans le rapport du Groupe de travail sur les *ajustements fiscaux à la frontière*, à savoir: i) propriétés, nature et qualité du produit; ii) utilisations finales du produit sur un marché donné; et iii) goûts et habitudes des consommateurs, variables d'un pays à un autre.⁵¹⁸ Outre ces trois facteurs, un quatrième critère pertinent pour déterminer la similarité est la classification tarifaire des produits en cause.⁵¹⁹

7.123. Le Groupe spécial rappelle également que l'Organe d'appel a reconnu qu'une détermination de la similarité faisait intervenir "inévitablement un élément de jugement personnel, discrétionnaire" de la part du Groupe spécial⁵²⁰ et que les différents critères de la similarité étaient interdépendants "même si chaque critère se rapport[ait] en principe à un aspect différent des produits considérés, qui devrait être examiné séparément".⁵²¹

7.124. Le Groupe spécial trouve particulièrement pertinente pour la présente allégation l'analyse de la similarité effectuée par de nombreux groupes spéciaux, qui ont constaté que, lorsqu'une mesure établissait une distinction entre des produits qui était fondée exclusivement sur l'origine du produit, la similarité de ces produits pouvait être présumée. En particulier, le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a constaté ce qui suit:

Dans l'affaire *Périodiques*, l'Organe d'appel a admis la possibilité de prendre en considération des importations hypothétiques pour déterminer si une mesure est contraire à l'article III:2, même si en l'espèce il a rejeté l'exemple hypothétique utilisé par le Groupe spécial.⁵²² Mais la présente affaire est différente. Dans le cadre des

⁵¹⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 208 et 394 (DS472) et 164, 331 et 332 (DS497). Le Brésil applique *mutatis mutandis* au Programme PADIS et au Programme pour l'inclusion numérique les mêmes arguments que ceux qui ont été développés pour le Programme informatique. Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphes 334, 335, 483 et 484 (DS472) et 284, 285, 420 et 421 (DS497).

⁵¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 24.

⁵¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 22 et 23.

⁵¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 23.

⁵¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 23. Voir aussi le rapport du Groupe de travail sur les ajustements fiscaux à la frontière, IBDD, S18/105, paragraphe 18.

⁵¹⁹ Ce critère a été également utilisé dans des différends du GATT tels que *CEE – Mesures appliquées par la CEE aux protéines destinées à l'alimentation des animaux*, IBDD, S25/53; et *Japon – Droits de douane, fiscalité et pratiques en matière d'étiquetage concernant les vins et les boissons alcooliques importés*, IBDD S34/92. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 25.

⁵²⁰ L'Organe d'appel a fait référence aux critères de la similarité mentionnés dans le rapport du Groupe de travail sur les ajustements fiscaux à la frontière, ainsi qu'à tout autre critère qui pourrait être pertinent. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 24).

⁵²¹ À cet égard, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

[L']adoption d'un cadre particulier pour faciliter l'examen des éléments de preuve n'élimine pas le devoir ni la nécessité d'examiner, dans chaque cas, tous les éléments de preuve pertinents. ... Par exemple, les propriétés physiques des produits conditionnent et limitent les utilisations finales que ces produits peuvent avoir. Les perceptions des consommateurs peuvent de même influencer – modifier ou même rendre obsolètes – les utilisations traditionnelles des produits. Le classement tarifaire correspond clairement aux propriétés physiques d'un produit. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102.

⁵²² (note de bas de page de l'original faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 23 et 24.)

programmes automobiles indonésiens, la distinction faite entre les produits à des fins fiscales est fondée sur des facteurs comme la nationalité du producteur ou l'origine des parties et pièces détachées incorporées dans les produits. Il est donc facile de donner des exemples hypothétiques. Un véhicule automobile importé présentant tous les aspects similaires pertinents pour une détermination de similarité serait imposé à un taux supérieur simplement du fait de son origine ou de l'absence de teneur suffisante en éléments d'origine locale. Il est certain que de tels véhicules peuvent exister ... Selon nous, une telle distinction fondée sur l'origine en ce qui concerne les taxes intérieures est en soi suffisante pour qu'il y ait violation de l'article III:2, sans qu'il soit nécessaire de démontrer que des produits similaires ont effectivement fait l'objet d'échanges commerciaux.⁵²³

7.125. Comme l'Organe d'appel l'a noté, des groupes spéciaux ont appliqué cette "présomption" de similarité en ce qui concerne les articles III:2, III:4 et I:1 du GATT de 1994.⁵²⁴ Conformément à cette approche, "un plaignant [peut] établir la "similarité" en démontrant que la mesure en cause [fait] une distinction fondée exclusivement sur l'origine du produit".⁵²⁵

7.126. Dans le contexte d'un différend qui mettait en jeu des allégations formulées au titre de l'Accord général sur le commerce des services, l'Organe d'appel a donné des précisions additionnelles sur le fonctionnement de cette "présomption" de similarité en disant ce qui suit:

Dès lors qu'un plaignant a établi *prima facie* qu'une mesure établit une distinction entre des services et fournisseurs de services fondée exclusivement sur l'origine, le défendeur peut réfuter cela en démontrant que l'origine n'est pas en fait le fondement exclusif de la distinction établie par la mesure entre les services et fournisseurs de services en cause. À titre subsidiaire, ou en outre, un défendeur peut chercher à réfuter les éléments *prima facie* sur la base de l'approche relative à la présomption en introduisant des arguments et des éléments de preuve concernant les critères servant à déterminer la "similarité" adaptés au commerce des services, comme il est expliqué plus haut, en démontrant qu'un certain facteur affecte les critères pertinents pour établir la "similarité" et qu'il a donc une incidence sur le rapport de concurrence entre les services et fournisseurs de services.⁵²⁶

7.127. À la lumière de cette déclaration de l'Organe d'appel, le Groupe spécial examinera si les parties plaignantes ont établi *prima facie* que les programmes concernant les TIC pertinents établissent des distinctions entre les produits pertinents qui sont fondées exclusivement sur l'origine. S'il constate que les parties plaignantes ont établi ces éléments *prima facie*, il examinera alors si le Brésil a réussi à réfuter les éléments *prima facie* établis par les parties plaignantes. Il doit toutefois commencer par définir les produits en cause en l'espèce aux fins de son analyse au titre de l'article III:2. C'est seulement en identifiant les produits en cause qu'il sera en mesure de déterminer s'ils sont similaires au sens de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.128. Les parties plaignantes ont indiqué les produits en cause suivants dans leurs allégations au titre de l'article III:2 en ce qui concerne les programmes concernant les TIC⁵²⁷:

- a. Programme informatique: l'Union européenne et le Japon font l'un et l'autre référence aux produits des TIC énumérés dans l'annexe I du Décret n° 5906/2006, modifié par le Décret n° 7010/2009.⁵²⁸

⁵²³ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.113.

⁵²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.168; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.216; *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 6.274; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.74; *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1447; *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.174; *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 7.661; *Turquie – Riz*, paragraphes 7.214 à 7.216; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.132 à 8.135), *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.355 et 7.356; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.424 à 7.432).

⁵²⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36.

⁵²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.45.

⁵²⁷ Voir Union européenne et Japon, réponses à la question n° 71 du Groupe spécial.

- b. Programme PADIS: l'Union européenne et le Japon indiquent les produits suivants dans le champ d'application du Programme PADIS: i) les semi-conducteurs énumérés dans l'annexe I du Décret n° 6233/2007; ii) les dispositifs d'affichage énumérés dans l'annexe I du Décret n° 6233/2007; et iii) les intrants et matériel qui sont stratégiques pour la branche de production des semi-conducteurs et des dispositifs d'affichage, produits conformément au PPB pertinent, énumérés dans l'annexe I du Décret n° 6233/2007, modifié par le Décret n° 8247/2014. En outre, le Japon indique les produits énumérés dans l'annexe II du Décret n° 6233/2007, modifié par le Décret n° 8247/2014.
- c. Programme PATVD: l'Union européenne et le Japon font référence aux matériel d'émission pour la télévision numérique énumérés dans l'annexe I du Décret n° 6234/2007.
- d. Programme pour l'inclusion numérique: l'Union européenne et le Japon font référence aux biens de consommation numériques énumérés dans l'article 28 de la Loi n° 11196/2005 (modifiée par les Lois n° 12715 et n° 13241/2015) et dans l'article premier du Décret n° 5602/2005 (modifié par les Décrets n° 7715/2012 et n° 7981/2013).⁵²⁹

7.129. Avant d'examiner la question de la similarité, le Groupe spécial examine l'allégation du Brésil selon laquelle les produits visés par les programmes pertinents ne sont pas tous pertinents pour son analyse. En particulier, le Brésil fait valoir que les produits indiqués par les parties plaignantes ne bénéficient pas tous des avantages fiscaux allégués parce que des PPB ne sont pas adoptés pour tous les produits et que, par conséquent, les fabricants ne peuvent pas respecter toutes les prescriptions auxquelles il doit être satisfait pour bénéficier des avantages fiscaux.⁵³⁰

7.130. Selon le Brésil, les produits qui sont en cause dans les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:2 pour ce qui est des programmes concernant les TIC sont les suivants⁵³¹:

- a. Programme informatique: produits visés par ce programme pour lesquels des PPB ont été adoptés.⁵³²
- b. Programme PADIS: produits visés par ce programme pour lesquels certaines activités de fabrication sont menées au Brésil.⁵³³
- c. Programme PATVD: matériel d'émission pour la télévision numérique fabriqués conformément au PPB établi par l'Ordonnance d'application n° 62/2014.⁵³⁴

⁵²⁸ Le Japon note en outre que les produits relevant de l'annexe I du Décret n° 5906/2006 (modifié par le Décret n° 7010/2009) qui relèvent de l'annexe II du Décret n° 5906/2006 (modifié par le Décret n° 6405/2008) ne sont pas visés par le Programme informatique. Voir Japon, réponse à la question n° 71 du Groupe spécial.

⁵²⁹ L'Union européenne fait aussi référence à l'article 2 du Décret n° 5602/2005. Voir Union européenne, réponse à la question n° 71 du Groupe spécial (faisant référence à Union européenne, première communication écrite, paragraphe 1034).

⁵³⁰ Brésil, observation sur les réponses des parties plaignantes à la question n° 71 du Groupe spécial.

⁵³¹ Brésil, observations sur les réponses des parties plaignantes à la question n° 71 du Groupe spécial. Le Groupe spécial note que, bien que le Brésil soutienne que les mesures pertinentes concernent les "producteurs" et non les "produits", il donne néanmoins dans ses observations sur les réponses des plaignants à la question n° 71 du Groupe spécial la liste des produits qui, à son avis, fait l'objet des allégations des plaignants.

⁵³² Le Brésil fournit au Groupe spécial une liste de toutes les Ordonnances d'application pour les PPB existants aux fins de la Loi sur l'informatique, accompagnée de la description du produit visé par le PPB. Voir la liste des PPB existants au Brésil concernant Le Programme informatique, (pièce BRA-26).

⁵³³ Le Brésil note que, "bien que les produits en cause soient énumérés dans l'annexe I du Décret n° 6233/2007, modifié, les incitations fiscales au titre du PADIS ne seront accordées pour les semi-conducteurs que si les activités: 1) de conception, développement et création; 2) de diffusion ou transformation physico-chimique; ou 3) d'encapsulation et essais, sont menées; et, pour les dispositifs d'affichage de l'information, que si les activités: 1) de conception, développement et création; 2) de fabrication d'éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et de diodes électroluminescentes; ou 3) d'assemblage final de dispositifs d'affichage et essais électriques et optiques sont menées." Brésil, observation sur les réponses des parties plaignantes à la question n° 71 du Groupe spécial.

- d. Programme pour l'inclusion numérique: produits visés par ce programme fabriqués conformément aux PPB correspondants.⁵³⁵

7.131. Le Groupe spécial pense comme le Brésil que les produits visés par les programmes contestés ne bénéficient pas tous actuellement des réductions et exonérations fiscales prévues par les programmes concernant les TIC. À cet égard, le fait qu'un certain produit entre dans le champ des produits visés par un programme concernant les TIC spécifique ne signifie pas automatiquement que ce produit bénéficie bien actuellement d'une réduction ou d'une exonération fiscale. Pour qu'un produit quel qu'il soit visé par les programmes concernant les TIC pertinents bénéficie d'une telle réduction ou exonération, les sociétés accréditées doivent satisfaire à certaines prescriptions relatives à sa fabrication ou atteindre un certain niveau d'investissement au Brésil, ainsi qu'il est indiqué dans la partie descriptive du présent rapport.⁵³⁶

7.132. Toutefois, le Groupe spécial croit comprendre que le fait que les produits visés par les programmes ne bénéficient pas tous actuellement des réductions et exonérations fiscales ne signifie pas que ces produits doivent être, ou sont, exclus du champ des produits visés dans le présent différend. En effet, le fait que les produits en cause entrent dans le champ d'application des programmes concernant les TIC contestés signifie que les réductions et exonérations fiscales contestées par les parties plaignantes pourraient éventuellement leur être appliquées, s'il devait être satisfait aux prescriptions pertinentes. À cet égard, l'Organe d'appel a indiqué que "l'article III [du GATT de 1994] ne vis[ait] pas à protéger les anticipations concernant un volume d'échanges donné, mais plutôt les anticipations relatives à l'égalité du rapport compétitif entre les produits importés et les produits nationaux."⁵³⁷

7.133. En conséquence, le Groupe spécial ne considère pas que les produits visés dans le présent différend doivent être limités aux produits visés par les programmes concernant les TIC contestés qui, au moment de l'établissement du Groupe spécial, bénéficiaient des réductions et exonérations fiscales prévues dans ces programmes. Dans la mesure où tous les produits relevant des programmes concernant les TIC contestés peuvent potentiellement bénéficier des réductions et exonérations fiscales en cause, le Groupe spécial est d'avis que lesdits produits entrent dans le champ de la présente allégation.

7.134. S'agissant de la question de la similarité, le Groupe spécial note que les programmes concernant les TIC, tels qu'ils sont libellés, définissent le champ des produits qu'ils visent sur la base des codes tarifaires des produits figurant dans la Nomenclature commune du MERCOSUR et non sur la base de leur origine. Il n'y a aucune distinction entre les produits importés et les produits nationaux dans le texte des programmes concernant les TIC. Le Groupe spécial observe en outre que, pour qu'un produit des TIC fasse l'objet du traitement fiscal prévu dans les programmes concernant les TIC contestés, les sociétés doivent satisfaire à une ou plusieurs des prescriptions ci-après en ce qui concerne les produits pertinents⁵³⁸:

- a. investir dans la R&D au Brésil (dans le cas du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD);
- b. fabriquer au Brésil conformément aux PPB pertinents (dans le cas du Programme informatique, des Programmes PADIS et PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique⁵³⁹) ou exécuter certaines étapes de fabrication au Brésil (dans le cas des Programmes PADIS et PATVD); et/ou

⁵³⁴ Ordonnance d'application n° 62/2014 (pièce JE-89).

⁵³⁵ Le Brésil indique que "[p]our être admissible au bénéfice de l'incitation fiscale au titre du programme, une société doit respecter les processus de production de base pour la fabrication des produits décrits dans le PBB correspondant." Brésil, observation sur les réponses des parties plaignantes à la question n° 71 du Groupe spécial.

⁵³⁶ Voir plus haut les sections 2.2.1.5, 2.2.2.5, 2.2.3.5 et 2.2.4.4.

⁵³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 19.

⁵³⁸ Voir plus haut les sections 2.2.1.5, 2.2.2.5, 2.2.3.5 et 2.2.4.4.

⁵³⁹ S'agissant du Programme pour l'inclusion numérique, les exonérations fiscales concernent les détaillants brésiliens de certains biens de consommation numériques produits conformément aux PPB pertinents.

- c. développer les produits au Brésil⁵⁴⁰ (pour obtenir des réductions fiscales additionnelles au titre du Programme informatique ou des exonérations fiscales (au moyen de taux nuls) au titre du Programme PATVD).

7.135. S'agissant de la prescription imposant que les produits des TIC soient fabriqués conformément aux PPB pertinents, le Groupe spécial est d'avis que seuls les produits des TIC fabriqués au Brésil peuvent y satisfaire puisque les PPB exigent qu'un certain nombre d'opérations de fabrication qui définissent la "production" effective d'un certain produit soient réalisées au Brésil.⁵⁴¹ Cela a été confirmé par le Brésil.⁵⁴² Il en va de même pour la prescription imposant que certaines étapes de fabrication soient exécutées au Brésil. Ainsi, par implication nécessaire, seul un produit fabriqué au Brésil peut bénéficier du traitement fiscal prévu dans les programmes concernant les TIC. Les produits importés identiques, qui sont fabriqués en dehors du Brésil, ne peuvent donc jamais remplir les conditions requises pour bénéficier du traitement fiscal au titre de l'un *quelconque* des programmes concernant les TIC puisque tous ces programmes contiennent cette prescription.

7.136. S'agissant de la prescription imposant que les produits soient "développés au Brésil", l'Ordonnance d'application pertinente explique que pour satisfaire à cette prescription, les "spécifications, projets et développements [des produits bénéficiant du traitement fiscal pertinent] doivent être réalisés au Brésil".⁵⁴³ Les produits importés qui ont été "développés" en dehors du Brésil mais sont similaires aux produits nationaux développés au Brésil ne peuvent jamais satisfaire à cette prescription et ne peuvent donc pas remplir les conditions requises pour bénéficier du traitement fiscal pertinent.⁵⁴⁴

7.137. Comme il est indiqué plus haut dans la section 7.3.1.2, le Groupe spécial conclut qu'aux fins de l'article III:2 du GATT de 1994, tous les produits visés par des incitations qui bénéficient du traitement fiscal au titre des programmes contestés peuvent être considérés comme des produits nationaux brésiliens.

7.138. Le Groupe spécial note en outre que le Brésil a dit lui-même que "[l]es fabricants étrangers établis en dehors du Brésil ne [pouvaient] pas être des sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD" car les programmes conféraient des subventions aux "producteurs nationaux", c'est-à-dire aux sociétés situées et opérant au Brésil.⁵⁴⁵

7.139. Par conséquent, le Groupe spécial constate que les parties plaignantes ont établi *prima facie* que le traitement fiscal différencié prévu dans les programmes concernant les TIC contestés était exclusivement fondé sur l'origine des produits, et que le Brésil n'a pas réussi à réfuter les éléments *prima facie* des parties plaignantes établissant la similarité.

7.140. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

⁵⁴⁰ L'Ordonnance d'application n° 950/2006 établit que les produits "développés" au Brésil doivent satisfaire à deux prescriptions: i) ils doivent respecter les spécifications, règles et normes énoncées dans la législation brésilienne, et ii) les spécifications, projets et développements doivent être réalisés au Brésil par des techniciens aux compétences avérées dans ces activités, qui résident et sont domiciliés au Brésil. L'un des renseignements que la société qui développe le produit au Brésil doit fournir est le numéro du Registre national des personnes juridiques (*Cadastro Nacional da Pessoa Jurídica*, CNPJ), qui est un numéro d'identification délivré aux sociétés brésiliennes par le Secrétariat aux recettes fédérales du Brésil. Ordonnance d'application n° 950/2006 (pièce JE-22), articles 1^{er} et 2.

⁵⁴¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 128 (DS472) et 85 (DS497).

⁵⁴² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 128 (DS472) et 85 (DS497).

⁵⁴³ Voir plus haut la note de bas de page 228.

⁵⁴⁴ Au titre du Programme informatique, les produits qui ont obtenu le statut "développés au Brésil" font l'objet de réductions fiscales additionnelles. Voir plus haut le paragraphe 2.43. L'une des prescriptions pour l'accréditation au titre du Programme PATVD impose de respecter le PPB pertinent ou, sinon, de remplir les critères pour qu'un produit soit considéré comme "développé au Brésil". Voir plus haut le paragraphe 2.87. En outre, au titre du Programme pour l'inclusion numérique, le statut "développé au Brésil" est requis pour les équipements terminaux d'abonnés (routeurs numériques) classés sous les positions 8517.62.41 et 8517.62.77 de la NCM d'une valeur de vente au détail inférieure à 150 reais. Voir la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71), article 13 §1; et la Loi n° 11196/2005 (pièce JE-91), article 28 VIII).

⁵⁴⁵ Brésil, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial.

- a. les parties plaignantes ont réussi à établir *prima facie* que le traitement fiscal différent selon qu'il s'agissait de produits importés ou de produits nationaux résultant des programmes concernant les TIC était fondé exclusivement sur l'origine des produits; et
- b. le Brésil n'a pas réussi à réfuter les éléments *prima facie* établis par les parties plaignantes.

7.141. Par conséquent, le Groupe spécial constate que les produits des TIC nationaux et les produits des TIC importés sont présumés similaires aux fins de l'analyse au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.3.1.4 Question de savoir si les produits importés sont "frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe" les produits nationaux similaires, au sens de la première phrase de l'article III:2

7.142. Ayant déterminé que les produits en cause étaient similaires aux fins de son analyse au titre de la première phrase de l'article III:2, le Groupe spécial procédera à l'examen du point de savoir si le traitement fiscal différencié établi dans les programmes concernant les TIC a pour résultat que les produits des TIC importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits des TIC nationaux similaires.

7.143. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le Groupe spécial organisera son analyse conformément à la distinction faite par le Brésil entre les produits "finis" et les produits "intermédiaires" en vue d'étudier de plus près la charge fiscale effective imposée sur ces deux catégories de produits des TIC.⁵⁴⁶

7.3.1.4.1 Produits des TIC finis

7.144. En ce qui concerne les *produits des TIC finis*, l'Union européenne et le Japon soutiennent que, malgré le fait que le TIPI prévoit des taux de l'IPI identiques pour les produits nationaux et les produits importés, la charge fiscale finale pesant sur les produits des sociétés non accréditées (c'est-à-dire les produits importés) est plus lourde que celle qui pèse sur les produits similaires nationaux car ces derniers peuvent être visés par des incitations (c'est-à-dire obtenir les réductions ou exonérations fiscales prévues par les programmes pertinents) s'ils sont fabriqués par une société accréditée. Ainsi qu'il a été expliqué plus haut, les parties plaignantes font valoir que les produits importés ne peuvent pas bénéficier des réductions ou exonérations fiscales au titre des programmes pertinents parce qu'ils ne sont pas produits au Brésil par des sociétés accréditées pouvant se conformer aux PPB pertinents et exécuter certaines étapes de fabrication au Brésil.⁵⁴⁷ En outre, les produits importés qui sont développés en dehors du Brésil ne peuvent pas bénéficier des exonérations fiscales au titre du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique ni des réductions fiscales additionnelles au titre du Programme informatique.⁵⁴⁸

7.145. L'Union européenne soutient que la conception, la structure et le fonctionnement des programmes concernant les TIC imposent nécessairement une charge fiscale plus lourde sur les produits importés que sur les produits nationaux similaires. Selon elle, il n'est donc pas nécessaire d'examiner les taux de l'IPI actuellement applicables aux produits individuels conformément au TIPI.⁵⁴⁹

7.146. Pour sa part, le Brésil fait valoir que les avantages fiscaux accordés au titre des programmes concernant les TIC compensent les coûts que les sociétés supportent pour satisfaire aux prescriptions des programmes.⁵⁵⁰

7.147. Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a précisé qu'il était sans pertinence de savoir si la taxe "supérieure", au sens de l'article III:2 du GATT de 1994, était minime ou sans

⁵⁴⁶ Voir plus haut la section 7.1.1.2.

⁵⁴⁷ Voir plus haut le paragraphe 7.135.

⁵⁴⁸ Voir plus haut le paragraphe 7.136.

⁵⁴⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 291.

⁵⁵⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 97, 173, 196, 198, 327, 377, 477 (DS472) et 12, 62, 117, 125, 153, 276, 318, 413 (DS497).

effet sur le commerce. Même la plus petite différence de taxation entre les produits importés et les produits nationaux est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994:

Même le plus petit dépassement est de trop. "L'interdiction des taxes discriminatoires énoncée à la première phrase de l'article III:2 n'[est] pas subordonnée à l'existence d'effets sur le commerce, pas plus qu'elle n'[est] justifiée par une clause relative à des quantités minimales."⁵⁵¹

7.148. Il a également été établi que, pour déterminer si les produits importés avaient été frappés d'une taxe "supérieure" à celle qui frappait les produits nationaux similaires, il ne suffisait pas d'examiner les taux d'imposition nominaux appliqués mais il fallait en fait examiner la charge fiscale effective supportée par les deux catégories de produits.⁵⁵²

7.149. Le Groupe spécial commence son analyse en notant que, s'agissant des *produits finis*, ni les parties plaignantes ni le Brésil ne mettent en doute le fait que les programmes contestés établissent des niveaux de taxation différents.⁵⁵³ Comme les parties l'ont reconnu, les niveaux de taxation appliqués aux produits finis importés similaires et aux produits finis nationaux sont différents en raison des réductions et exonérations fiscales prévues par les programmes concernant les TIC pertinents. À cet égard, l'Union européenne fait valoir que: "... le taux de l'IPI résultant du TIPI est en principe le même pour les produits des TIC importés et les produits des TIC nationaux similaires. Partant, la différence entre les niveaux de taxation appliqués aux produits importés et aux produits nationaux n'est pas fondée sur le produit en soi".⁵⁵⁴ Pour sa part, le Brésil fait valoir que: "[l]a différence nominale de taxation entre les produits fabriqués par des producteurs accrédités dans le cadre du programme concerné et les autres produits n'est pas fondée sur l'origine de ces produits. La différence, lorsqu'elle existe, est liée au respect des prescriptions du programme".⁵⁵⁵

7.150. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les réductions et exonérations fiscales, y compris au moyen de taux nuls, en cause s'appliquent aux produits des TIC nationaux pertinents, à condition que les sociétés qui les fabriquent, qui doivent être établies (et opérer) au Brésil, satisfassent à certaines prescriptions.⁵⁵⁶ Le Groupe spécial rappelle que les prescriptions pertinentes au titre de chaque programme sont les suivantes:

a. au titre du Programme informatique, les fabricants accrédités doivent:

- i. investir chaque année dans la R&D devant être menée au Brésil en matière de technologies de l'information et de l'automatisation un pourcentage de leurs ventes brutes sur le marché intérieur résultant de la commercialisation des produits et services des technologies de l'information visés par des incitations;
- ii. fabriquer les produits des technologies de l'information et de l'automatisation conformément aux modalités des PPB par produit particuliers qui définissent les étapes de production nécessaires ou le nombre minimal d'opérations à réaliser au Brésil; et
- iii. obtenir le statut "développé au Brésil"⁵⁵⁷ s'ils veulent bénéficier de réductions fiscales additionnelles.⁵⁵⁸

b. Au titre du Programme PADIS, les fabricants accrédités doivent:

⁵⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 26.

⁵⁵² Par exemple, en examinant les méthodes de taxation. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 33 et 34 (faisant référence au rapport du Groupe spécial du GATT *Japon – Droits de douane, fiscalité et pratiques en matière d'étiquetage concernant les vins et les boissons alcooliques importés*, IBDD, S34/92, paragraphe 5.11).

⁵⁵³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 336, 382 et 485 (DS472) et 286, 324 et 422 (DS497).

⁵⁵⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 597.

⁵⁵⁵ Brésil, première communication écrite, paragraphe 172 (DS497).

⁵⁵⁶ Pour connaître les produits spécifiquement visés par chacun des programmes contestés, voir plus haut les sections 2.2.1.3, 2.2.2.3, 2.2.3.3 et 2.2.4.3.

⁵⁵⁷ Voir plus haut la note de bas de page 544.

⁵⁵⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.43.

- i. investir chaque année dans la R&D devant être menée au Brésil un pourcentage de leurs ventes brutes sur le marché intérieur résultant de la commercialisation des produits visés par des incitations⁵⁵⁹; et
- ii. mener les activités suivantes au Brésil:
 - En ce qui concerne les dispositifs électroniques à semi-conducteur⁵⁶⁰:
 - conception, développement et création;
 - diffusion ou transformation physico-chimique; ou
 - découpage, encapsulation et essais.
 - En ce qui concerne les dispositifs d'affichage d'information⁵⁶¹:
 - conception, développement et création;
 - fabrication d'éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et de diodes électroluminescentes; ou
 - assemblage final de dispositifs d'affichage et essais électriques et optiques.
- c. En ce qui concerne les fournitures et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information: fabrication conformément aux PPB pertinents.⁵⁶²
- d. Au titre du Programme PATVD, les fabricants accrédités doivent:
 - i. investir chaque année dans la R&D devant être menée au Brésil un pourcentage de leurs ventes brutes sur le marché intérieur résultant de la commercialisation des produits visés par des incitations⁵⁶³;
 - ii. mener des activités de développement et de fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique (code 8525.50.2 de la NCM); et
 - iii. se conformer au PPB pertinent ou, sinon, satisfaire aux critères permettant qu'un produit soit considéré comme "développé au Brésil".
- e. Au titre du Programme pour l'inclusion numérique, les sociétés qui vendent au détail au Brésil certains biens de consommation numériques bénéficieront du traitement fiscal au titre de ce programme sous réserve que ces biens soient produits conformément aux PPB pertinents.

7.151. Le Groupe spécial a noté plus haut que seuls les produits des TIC fabriqués au Brésil pouvaient satisfaire aux prescriptions imposées pour bénéficier des réductions ou exonérations fiscales.⁵⁶⁴ Les produits des TIC finis importés ne pourront jamais remplir les conditions requises pour bénéficier des réductions et exonérations fiscales instaurées dans les programmes concernant les TIC pertinents, parce qu'ils ne sont jamais fabriqués au Brésil par des sociétés établies ou opérant au Brésil; ces produits finis ne sont jamais fabriqués conformément aux PPB pertinents ou à des prescriptions semblables en matière de production. En outre, les produits importés développés en dehors du Brésil ne pourront jamais obtenir le statut "développés au Brésil" et ne pourront donc jamais remplir les conditions requises pour bénéficier des réductions additionnelles au titre du Programme informatique ni satisfaire à l'autre prescription relative à l'accréditation au titre du Programme PATVD.⁵⁶⁵ Par conséquent, les produits des TIC importés, qui sont fabriqués en dehors du Brésil, ne pourront jamais obtenir les réductions et exonérations fiscales dont peuvent bénéficier les produits des TIC nationaux similaires fabriqués par des sociétés accréditées dans le cadre des programmes contestés.

⁵⁵⁹ L'investissement doit être fait dans les domaines indiqués à l'article 6 §1 de la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71).

⁵⁶⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.76 et la note de bas de page 195.

⁵⁶¹ Voir plus haut le paragraphe 2.76 et la note de bas de page 196.

⁵⁶² Voir plus haut le paragraphe 2.76 et la note de bas de page 197.

⁵⁶³ L'investissement doit être fait dans les domaines indiqués à l'article 17 §1 de la Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71).

⁵⁶⁴ Voir plus haut le paragraphe 7.135.

⁵⁶⁵ Voir plus haut le paragraphe 7.136.

7.152. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que les réductions et exonérations fiscales ont trait aux coûts que les sociétés doivent supporter pour satisfaire aux prescriptions des programmes.⁵⁶⁶ Le Brésil affirme que les coûts associés au respect de ces prescriptions sont supérieurs aux avantages découlant des programmes.⁵⁶⁷ Les parties plaignantes contestent cet argument.⁵⁶⁸

7.153. Selon le Groupe spécial, une incitation fiscale ne peut pas être justifiée en tant que compensation d'un coût imposé par un règlement, une politique publique ou d'une autre manière. La compatibilité d'une taxe avec les règles de l'OMC est évaluée sur la base du niveau auquel elle est appliquée, qui doit être non discriminatoire, mais il est par ailleurs loisible aux Membres de l'OMC de choisir le type de taxation qu'ils souhaitent et de calculer comme ils l'entendent les éléments de ces taxes – les règles de l'OMC en matière de taxes se limitent à la prohibition de leur application discriminatoire.⁵⁶⁹ En outre, eu égard au critère juridique au titre de la première phrase de l'article III:2, le Groupe spécial estime qu'une constatation concernant la compatibilité de la mesure avec les règles de l'OMC n'est pas fondée sur un quelconque examen de la raison d'être ou justification de la mesure. La justification d'un traitement fiscal (incompatible avec les règles de l'OMC) peut être évaluée dans le contexte des exceptions générales énoncées à l'article XX du GATT. En tout état de cause, si le Groupe spécial devait admettre que les coûts imposés aux sociétés accréditées par les programmes concernant les TIC au moyen de l'imposition de prescriptions devaient être pris en compte dans l'analyse de la compatibilité de ces programmes, il estime que le Brésil n'a pas démontré quels sont ces coûts ni en quoi ils concernent l'avantage fiscal en cause. Il incombe au Brésil, en tant que partie qui a affirmé l'existence de ce fait, de prouver son affirmation.⁵⁷⁰ Le Brésil n'a pas fourni au Groupe spécial des données suffisantes pour démontrer que les exonérations et réductions fiscales étaient justifiées pour compenser les coûts liés aux prescriptions des programmes.

7.154. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que, contrairement aux produits des TIC finis nationaux fabriqués au Brésil par les sociétés accréditées, les produits des TIC finis importés similaires ne peuvent pas bénéficier des réductions et exonérations fiscales, y compris au moyen de taux nuls, établies par les programmes concernant les TIC et supportent donc une charge fiscale plus lourde que les produits des TIC nationaux similaires. En conséquence, il constate que les produits des TIC finis importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits des TIC finis nationaux similaires, ce qui est contraire à la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.⁵⁷¹

7.3.1.4.2 Produits des TIC intermédiaires

7.155. En ce qui concerne les *produits des TIC intermédiaires*, l'Union européenne soutient que les produits des TIC intermédiaires nationaux peuvent bénéficier de réductions et exonérations fiscales lorsqu'ils sont mis sur le marché, alors que les produits des TIC intermédiaires importés similaires supporteront nécessairement la charge fiscale complète. De plus, elle fait valoir que, même si la valeur nominale de la taxe était la même à la fin du cycle de production, la valeur réelle n'est pas la même en raison du coût de l'argent dans le temps. Elle ajoute en outre que l'interaction des différents programmes contestés fonctionnant conjointement devrait être prise en compte.⁵⁷²

7.156. Le Japon soutient que les produits des TIC intermédiaires nationaux fabriqués par des sociétés accréditées bénéficient d'avantages en matière de liquidités (c'est-à-dire de disponibilité de trésorerie) par rapport aux produits des TIC intermédiaires importés similaires. Il fait valoir que l'achat de produits des TIC intermédiaires nationaux visés par des incitations n'entraîne pas le paiement de la taxe ou entraîne un paiement moindre en raison de l'exonération ou de la réduction fiscale, alors que l'achat de produits des TIC intermédiaires importés similaires requiert le

⁵⁶⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 204 (DS472), et paragraphes 160 et 172 (DS497).

⁵⁶⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 173, 327, 377 et 477 (DS472) et paragraphes 117, 118, 125, 153, 276, 318 et 413 (DS497).

⁵⁶⁸ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 65.

⁵⁶⁹ Les taxes en tant que subventions ne sont pas examinées ici.

⁵⁷⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16.

⁵⁷¹ La seule exception étant les cas où le taux d'imposition applicable est zéro. Voir Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 291.

⁵⁷² Union européenne, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial.

paiement de taxes de la part de l'acheteur, nonobstant le fait que celui-ci obtient un crédit d'impôt. Il fait aussi référence à la valeur temporelle de l'argent, "c'est-à-dire le coût auquel les sociétés doivent faire face en l'absence de mesures concernant les TIC pour payer les taxes initiales frappant les produits intermédiaires et attendre d'utiliser, à un moment ultérieur, les crédits obtenus qui compensent les paiements initiaux". Il ajoute enfin que l'argument du Brésil n'est pas valable s'agissant du régime cumulatif des taxes PIS/PASEP et COFINS puisque ce régime ne prévoit pas de compensations.⁵⁷³

7.157. Le Brésil fait observer qu'il n'y a pas de différence de traitement fiscal selon que les produits des TIC intermédiaires sont fabriqués par des sociétés accréditées ou des sociétés non accréditées. Il fait valoir que les réductions ou exonérations des taxes indirectes appliquées aux produits des TIC intermédiaires fabriqués par des sociétés accréditées sont neutres au regard de la charge fiscale totale tout au long de la chaîne de production parce qu'elles ne génèrent pas de crédits d'impôt devant être utilisés pour compenser les débits tout au long de la chaîne de production.⁵⁷⁴

7.158. Le Brésil fait valoir que la charge fiscale pesant sur les produits des TIC intermédiaires importés qui suivent la règle des crédits/débits généralement applicable, d'une part, et la charge fiscale pesant sur les produits des TIC intermédiaires nationaux visés par des incitations, qui n'obtiennent pas de crédits d'impôt parce que la taxe n'est pas acquittée (conformément au(x) programme(s) pertinent(s)), d'autre part, sont équivalentes. Selon lui, la seule différence est le moment auquel la taxe est prélevée. Il explique que la raison de cette différence est d'empêcher que les sociétés accumulent des crédits.⁵⁷⁵

7.159. Le Groupe spécial a noté plus haut que le Brésil estimait que 30% des produits visés par le Programme informatique et 100% des produits visés par le Programme PADIS étaient des produits intermédiaires en ce sens qu'ils faisaient toujours l'objet d'un complément de fabrication en tant que parties d'autres produits. Il rappelle aussi que le Brésil fait valoir que les produits des TIC intermédiaires importés, qui ne sont jamais visés par des incitations, ne supportent pas une charge fiscale plus lourde que les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires visés par des incitations.⁵⁷⁶ La raison donnée par le Brésil est que les réductions ou exonérations des taxes indirectes appliquées aux produits intermédiaires sont neutres au regard de la charge fiscale totale tout au long de la chaîne de production.⁵⁷⁷

7.160. Le Groupe spécial examine donc la façon dont le système fiscal brésilien s'applique tant aux produits des TIC intermédiaires nationaux visés par des incitations qu'aux produits des TIC intermédiaires importés similaires afin de déterminer si ces derniers supportent une charge fiscale plus lourde, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.⁵⁷⁸

7.161. Dans le cas des ventes de *produits des TIC intermédiaires nationaux visés par des incitations*, qui sont fabriqués *par des sociétés accréditées*, les sociétés qui achètent ces produits n'acquittent pas l'IPI ni les contributions PIS/PASEP et COFINS (au titre du Programme PADIS) ou n'acquittent pas l'IPI ou acquittent un IPI réduit (au titre du Programme informatique). En conséquence, elles n'obtiennent aucun crédit d'impôt (dans le cas d'exonérations fiscales) ou elles obtiennent un crédit réduit (dans le cas de réductions fiscales) pour compenser les débits lorsqu'elles s'acquittent de leurs obligations fiscales mensuelles.⁵⁷⁹

⁵⁷³ Japon, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial. Voir aussi Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 144.

⁵⁷⁴ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 18.

⁵⁷⁵ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 24.

⁵⁷⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 328 (DS472) et 277 (DS497).

⁵⁷⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 219 (DS472) et 174 (DS497).

⁵⁷⁸ Le Groupe spécial note que l'Union européenne a précisé qu'à son avis, la distinction entre produits finals et produits intermédiaires est sans pertinence pour ses allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994. Cependant, compte tenu des mécanismes d'imposition différents qui s'appliquent aux produits finals et aux produits intermédiaires, respectivement, il examine ces deux catégories de produits séparément.

⁵⁷⁹ Le Groupe spécial note que, même si le régime non cumulatif est la règle générale pour les contributions PIS/PASEP et COFINS (voir plus haut le paragraphe 2.22), dans la mesure où les ventes des produits intermédiaires en cause pourraient être assujetties au régime cumulatif du PIS/PASEP et de la COFINS, il n'y aurait pas de mécanisme de crédits et de débits. Par conséquent, l'argument du Brésil concernant les produits intermédiaires ne s'applique pas au régime cumulatif du PIS/PASEP et de la COFINS.

7.162. Dans le cas des ventes de *produits des TIC intermédiaires importés*, qui ne sont jamais visés par des incitations parce qu'ils sont fabriqués par des sociétés qui ne peuvent pas obtenir d'accréditation, les sociétés qui achètent ces produits importés (et donc non visés par des incitations) doivent acquitter l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS. En conséquence de ce paiement, elles obtiennent un crédit d'impôt qui pourra être utilisé ensuite pour compenser des débits concernant les mêmes taxes et contributions, ou pour demander une compensation concernant d'autres taxes ou un remboursement.

7.163. En comparant les deux situations décrites ci-dessus (à savoir, les ventes, par des sociétés accréditées de produits des TIC intermédiaires nationaux visés par des incitations et les ventes, par des sociétés non accréditées, de produits des TIC intermédiaires importés (et donc non visés par des incitations) similaires, le Groupe spécial observe ce qui suit. Premièrement, les exonérations fiscales (y compris au moyen de taux nuls) au titre du Programme PADIS et du Programme informatique n'impliquent aucun paiement par l'acheteur du produit des TIC intermédiaire national visé par des incitations mais, parallèlement, ne génèrent aucun crédit d'impôt que cet acheteur puisse utiliser plus tard pour compenser des obligations fiscales futures (c'est-à-dire des débits d'impôt). Deuxièmement, les réductions fiscales au titre du Programme informatique impliquent le paiement d'une taxe moindre par l'acheteur du produit des TIC intermédiaire national visé par des incitations mais, parallèlement, génèrent un crédit d'impôt moindre, à utiliser plus tard pour compenser des obligations fiscales futures. Troisièmement, la situation dans laquelle il n'y a pas d'exonérations et/ou de réductions fiscales implique le paiement intégral de la taxe par l'acheteur et, parallèlement, l'octroi à cet acheteur de crédits d'impôt à utiliser plus tard pour compenser des obligations fiscales.

7.164. Le Groupe spécial est d'avis qu'un examen approfondi du fonctionnement de la taxe dans sa globalité est nécessaire pour déterminer la charge fiscale effective pesant sur les produits en cause. Cela exige qu'il prenne en considération l'octroi des crédits d'impôt aux acheteurs de produits des TIC intermédiaires importés (et donc non visés par des incitations) qui fait suite au paiement de la taxe. Dans la mesure où la transaction en cause fait intervenir le paiement d'une taxe ainsi que l'octroi d'un crédit d'impôt, il faut prendre ces deux éléments en compte pour procéder à une évaluation globale de la charge fiscale effective imposée sur les produits des TIC intermédiaires importés, d'une part, et sur les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires visés par des incitations, d'autre part.⁵⁸⁰

7.165. S'agissant de l'argument du Brésil selon lequel le système fiscal est neutre quant à la perception de l'impôt, le Groupe spécial rappelle que des groupes spéciaux antérieurs ont dit que le fait que la valeur nominale de la taxe perçue pouvait être identique n'était pas déterminant pour la compatibilité de la mesure fiscale avec l'article III:2. À cet égard, le Groupe spécial *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)* a dit ce qui suit:

[N]ous ne considérons pas que la portée de l'examen visant à déterminer si une mesure donnée est compatible avec la première phrase de l'article III:2 peut simplement être limitée au point de savoir si le consommateur final acquitte, au bout du compte, la même TVA pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales.⁵⁸¹

7.166. Le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a également traité la question de la neutralité de l'impôt. Il examinait dans cette affaire, une situation dans laquelle le montant nominal de la taxe à acquitter était identique pour les produits importés et pour les produits nationaux. Toutefois, la taxe frappant les produits importés devait être acquittée *plus tôt* que la taxe frappant les produits nationaux. Le Groupe spécial a indiqué que l'article III:2 régissait les "charges fiscales effectives" et non des "charges [fiscales] nominales" et que "quand les produits importés et les produits nationaux similaires [étaient] assujettis à des taux de taxation identiques, la charge fiscale effective [pouvait] malgré tout être plus lourde pour les produits importés".⁵⁸² Il a estimé comme le défendeur que même s'il n'y avait pas de paiements de taxes *nets*, il y avait néanmoins

Donc, pour les produits intermédiaires, dont l'imposition est assujettie au régime cumulatif du PIS/PASEP et de la COFINS, le Groupe spécial renvoie à sa conclusion concernant les produits finis figurant plus haut au paragraphe 7.154.

⁵⁸⁰ Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.184.

⁵⁸¹ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 7.610.

⁵⁸² Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.183.

une charge fiscale, découlant i) de la perte de capitaux disponibles et de la perte des intérêts sur ces capitaux, et ii) dans les situations où il n'y avait pas de capitaux disponibles pour le paiement anticipé de la taxe, du coût nécessaire pour lever les capitaux et payer les intérêts.⁵⁸³

7.167. Autrement dit, nonobstant le fait que le même taux de taxe peut être appliqué, la charge fiscale dans les deux situations suivantes est différente: i) lorsque la taxe est acquittée et qu'un crédit correspondant devant être compensé dans l'avenir est généré; et ii) lorsqu'il n'y a absolument aucune taxe acquittée. Le Groupe spécial dans le différend en question a constaté que la charge fiscale dans ces deux situations n'était pas identique.

7.168. Le Groupe spécial estime que la constatation formulée par le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* est pertinente aux fins de son analyse. Ainsi qu'il a été noté plus haut, si des exonérations ou réductions fiscales sont appliquées, il n'y a pas de crédit accumulé ou le crédit accumulé est moindre parce que la taxe n'est pas due ou parce que son taux est moindre, alors qu'en application de la règle de crédit/débit du système non cumulatif applicable aux produits des TIC intermédiaires importés (et donc non visés par des incitations), un crédit d'impôt (de même valeur que la taxe acquittée) est accordé à l'acheteur.

7.169. À cet égard, le Groupe spécial observe que, dans le même ordre d'idées que dans le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* (encore qu'il y ait une légère différence), il y a une charge fiscale effective différente sur les produits des TIC importés et sur les produits des TIC nationaux pour deux raisons: les disponibilités de trésorerie pour les sociétés qui bénéficient de l'exonération ou la réduction fiscale, et la "valeur temporelle" de l'argent.⁵⁸⁴

7.170. Premièrement, le Groupe spécial constate que l'application de la règle des crédits et des débits pour les achats de produits des TIC intermédiaires importés (et donc non visés par des incitations) implique le paiement d'une taxe à laquelle ne sont pas exposées les sociétés achetant des produits des TIC nationaux intermédiaires visés par des incitations auprès des sociétés accréditées, qui sont exonérés de la taxe. Même dans le cas des réductions fiscales au titre du Programme informatique, la taxe devant être acquittée serait moindre que la taxe pour les produits des TIC intermédiaires importés similaires, qui ne sont pas visés par des incitations. Le Groupe spécial estime que cela a pour effet de limiter les disponibilités de trésorerie des sociétés achetant des produits des TIC intermédiaires importés et de faire peser sur ces produits une charge fiscale effective plus lourde.

7.171. Deuxièmement, le Groupe spécial pense comme les parties plaignantes que la valeur du crédit généré lorsque la taxe est acquittée diminue avec le temps. La valeur réelle d'un montant diminue à mesure que le temps passe car, du fait de l'inflation l'argent se déprécie avec le temps. Même si des crédits sont générés et peuvent être compensés plus tard, les produits des TIC intermédiaires importés (et donc non visés par des incitations) supportent une charge fiscale plus lourde que les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires visés par des incitations achetés auprès des sociétés accréditées, du fait que la valeur de l'argent diminue avec le temps.⁵⁸⁵ Le Brésil a indiqué que le délai nécessaire pour qu'une société compense ses crédits d'impôt pouvait être très court, ce qui faisait que l'incidence sur la valeur de cet argent était très faible. Cependant, il a également reconnu que, dans les cas où les débits d'impôt pour l'IPI étaient moindres que les crédits d'impôt pour l'IPI et où la société achetant un produit ne pouvait pas compenser ces crédits par les débits au bout d'un délai de trois mois, elle pouvait demander aux pouvoirs publics brésiliens leur compensation par d'autres taxes ou un remboursement.⁵⁸⁶ Toutefois, il allègue que le processus de compensation par d'autres taxes ou de remboursement peut prendre beaucoup de temps.⁵⁸⁷ En tout état de cause, le Groupe spécial souligne que

⁵⁸³ Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.186 à 11.188.

⁵⁸⁴ Cet argument a été défendu par l'Union européenne et le Japon. Voir Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 57 à 59 et 331; réponse à la question n° 43 du Groupe spécial, paragraphes 188 à 191; et Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 143.

⁵⁸⁵ Cette notion est distincte de la notion de disponibilités de trésorerie examinée plus haut au paragraphe 7.170 et la complète.

⁵⁸⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 11, 12 et 17.

⁵⁸⁷ Brésil, déclaration finale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 15; deuxième communication écrite, paragraphes 185 et 234; et observation sur le paragraphe 2.28 du projet de partie descriptive. En particulier, voir Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 234 ("L'administration fiscale met beaucoup de temps à traiter les demandes de remboursement ou de compensation.").

l'article III:2 mentionne une taxe "supérieure", ce qui, selon l'Organe d'appel, interdit *toute* taxe plus lourde, même si la différence est infime.

7.172. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que les produits des TIC intermédiaires importés, qui ne sont jamais visés par des incitations, supportent une charge fiscale plus lourde que les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires visés par des incitations parce qu'au moment de la vente, l'acheteur doit faire face au paiement d'une taxe à laquelle les acheteurs de produits intermédiaires nationaux visés par des incitations ne sont pas exposés ou sont exposés dans une moindre mesure. Cela a pour résultat de faire peser sur les produits des TIC intermédiaires importés une charge fiscale plus lourde que sur les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires, parce que le paiement de la taxe limite les disponibilités de trésorerie de l'acheteur et génère un crédit d'impôt dont la valeur diminue avec le temps. En conséquence, le Groupe spécial constate que les produits des TIC intermédiaires importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires visés par des incitations, ce qui est contraire à la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.3.1.5 Conclusion

7.173. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que dans le cadre des programmes concernant les TIC, les prescriptions relatives aux étapes de production et la prescription imposant que les produits obtiennent le statut "développés" au Brésil ont pour résultat que les produits des TIC finis et les produits des TIC intermédiaires importés supportent une charge fiscale plus lourde que les produits des TIC finis et les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires parce que:

- a. les produits importés finis ne peuvent pas bénéficier des exonérations (y compris au moyen de taux nuls) et réductions fiscales établies dans les programmes concernant les TIC contestés, en raison de certaines prescriptions relatives à l'accréditation; et
- b. les produits des TIC intermédiaires importés, qui ne sont pas visés par des incitations en raison de certaines prescriptions relatives à l'accréditation, doivent faire face au paiement d'une taxe à laquelle les produits des TIC intermédiaires nationaux similaires visés par des incitations ne sont pas exposés ou sont exposés dans une moindre mesure. Le paiement de cette taxe entraîne une limitation des disponibilités de trésorerie et une perte de valeur du crédit d'impôt découlant de la transaction pour les acheteurs de produits intermédiaires importés.

7.174. Le Groupe spécial conclut donc que ces aspects du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique ont pour résultat que les produits importés sont frappés de taxes intérieures supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.3.1.6 Principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Japon au titre de la deuxième phrase de l'article III:2

7.175. Le Japon, seule partie plaignante à avoir formulé des allégations au titre de cette disposition particulière, fait valoir qu'une évaluation objective des programmes concernant les TIC amène à conclure que ces programmes sont conçus et structurés de façon à protéger la branche de production nationale. Il indique que le caractère protecteur du Programme PADIS est confirmé par référence aux déclarations des pouvoirs publics brésiliens au sujet de l'objectif de ce programme. Dans le cas du Programme PATVD, il soutient que la mesure provisoire qui est finalement devenue la Loi n° 11848/2007 indiquait que l'objectif de ce programme était de promouvoir la localisation au Brésil.⁵⁸⁸

7.176. Le Brésil ne présente aucun argument spécifique en ce qui concerne cette allégation.

⁵⁸⁸ Japon, première communication écrite, paragraphes 338, 404, 462 et 518.

7.177. Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, la fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du Mémorandum d'accord et des accords visés. À cette fin, les groupes spéciaux doivent formuler des constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. L'article 3:4 du Mémorandum d'accord prescrit quant à lui qu'en formulant ses recommandations ou en statuant sur la question, l'ORD visera à la régler de manière satisfaisante. L'article 3:7 réaffirme que le but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends.

7.178. Conformément aux dispositions susmentionnées, les groupes spéciaux ne sont pas obligés de se prononcer sur chacune des allégations présentées par les parties plaignantes. Ils ont le pouvoir discrétionnaire d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et d'évaluer seulement les allégations qu'ils jugent nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.

7.179. À cet égard, Organe d'appel a dit ce qui suit:

[L]e principe d'économie jurisprudentielle "perm[et] à un groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations multiples selon lesquelles la même mesure [est] incompatible avec différentes dispositions lorsqu'une seule constatation d'*incompatibilité* ou un certain nombre de telles constatations suffiraient à régler le différend". Ainsi, les groupes spéciaux ne doivent traiter que les allégations "qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend", et ils "peuvent s'abstenir de se prononcer sur chaque allégation pour autant que cela ne conduise pas à "régler ... partiellement la question"". Néanmoins, l'Organe d'appel a prévenu que "[n]e régler que partiellement la question en cause ne représenterait pas une véritable économie jurisprudentielle" et que "[u]n groupe spécial [devait] examiner les allégations au sujet desquelles il [était] nécessaire d'établir une constatation pour que l'ORD puisse faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises, auxquelles le Membre pourra donner suite rapidement, "pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres"". ⁵⁸⁹

7.180. Le Groupe spécial a examiné plus haut la question de savoir si les mesures fiscales contestées par les parties plaignantes étaient incompatibles avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Bien que le Japon présente une allégation additionnelle et non une allégation subsidiaire au titre de la deuxième phrase de l'article III:2, il n'a pas indiqué pourquoi ces constatations au sujet de la deuxième phrase seraient nécessaires ou utiles pour arriver à une solution positive du différend si le Groupe spécial devait constater que les mesures sont incompatibles avec la première phrase de l'article III:2. De fait, le Groupe spécial estime qu'en égard aux constatations concernant la première phrase de l'article III:2, des constatations additionnelles au sujet de la même mesure au titre de la deuxième phrase de l'article III:2 ne sont pas nécessaires ni utiles pour arriver à une solution positive du différend. En particulier, il note que ses constatations au sujet de la première phrase sont formulées sur la base d'une similarité hypothétique, ce qui signifie que l'analyse concernant la deuxième phrase de l'article III:2 serait semblable à celle qui a été faite au titre de la première phrase. Par conséquent, conformément au principe d'économie jurisprudentielle, il s'abstient de formuler toutes constatations en ce qui concerne cette allégation particulière.

⁵⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.190 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133; *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22; *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphes 403 et 404; *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 732; *Australie – Saumons*, paragraphe 223). (notes de bas de page omises; italique dans l'original)

7.3.2 Allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994

7.3.2.1 Allégations concernant les conditions relatives à l'accréditation, certains calculs relatifs aux dépenses de R&D requises et les charges administratives dans le cadre des programmes TIC

7.3.2.1.1 Introduction

7.181. L'Union européenne et le Japon ont formulé des allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les aspects suivants des programmes concernant les TIC, qui, selon eux, soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires visés par des incitations:

- a. les conditions relatives à l'accréditation nécessaire pour permettre aux produits d'obtenir les avantages fiscaux;
- b. l'aspect relatif au mécanisme de calcul du montant des ressources devant être investies dans la R&D au titre du Programme informatique et du Programme PADIS, lorsque les montants payés lors de l'achat de produits visés par des incitations sont déduits du calcul; et
- c. la charge administrative moindre des sociétés qui achètent des produits intermédiaires nationaux visés par des incitations.

7.182. Comme indiqué plus haut aux paragraphes 7.61 et 7.71, le Brésil fait valoir que ces aspects des programmes contestés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article III:4 parce que i) ce sont des prescriptions avant commercialisation qui ne sont pas visées par l'article III:4, et ii) les programmes constituent des subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT.⁵⁹⁰ Dans le cas où le Groupe spécial constaterait que l'article III:4 du GATT de 1994 s'applique aux programmes contestés, le Brésil soutient à titre subsidiaire que les programmes contestés ne soumettent pas les produits importés à un traitement moins favorable, par rapport aux produits nationaux, car les différences de réglementation ne sont pas fondées sur l'origine des produits.⁵⁹¹

7.183. Le Groupe spécial a examiné plus haut les arguments liminaires du Brésil dans les sections 7.2.1 et 7.2.2. En ce qui concerne le premier argument du Brésil, il a déjà constaté plus haut au paragraphe 7.70 que le fait qu'une mesure pouvait inclure une prescription "avant commercialisation" n'avait pas d'incidence sur le point de savoir si cette mesure entrait dans le champ d'application de l'article III:4 du GATT de 1994. Le Groupe spécial examine de façon plus approfondie ci-dessous la question de savoir si les mesures contestées en question sont des "lois, règlements et prescriptions" qui entrent dans le champ d'application de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.184. En ce qui concerne le deuxième argument du Brésil, selon lequel les programmes constituent des subventions aux producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle les constatations qu'il a formulées plus haut au paragraphe 7.87, selon lesquelles, même si une mesure est à juste titre qualifiée de subvention aux seuls producteurs nationaux, en principe, l'article III:8 b) n'exempte pas des disciplines fondamentales de l'article III les éléments de telles subventions à la production comprenant un élément de discrimination au détriment des produits similaires importés.

7.185. Par conséquent, le Groupe spécial va analyser les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.186. Le Groupe spécial rappelle, dans ce contexte, que les prescriptions relatives à l'accréditation citées dans cet ensemble d'allégations pour chacun des programmes concernant les TIC sont décrites en détail plus haut dans la section 2.2. Il ne va donc pas répéter cette

⁵⁹⁰ Voir plus haut la note de bas de page n° 480.

⁵⁹¹ Voir Brésil, premières communications écrites, sections 5.1.2.3, 5.2.2.3, 5.3.2.3, et 5.4.2.3 (DS472) et sections 4.1.2.4, 4.2.2.4, 4.3.2.4, et 4.4.2.4 (DS497).

description ici, mais va plutôt faire mention de ces prescriptions de façon résumée. À cet égard, il note que ces résumés suffisent aux fins de l'analyse des présentes allégations.

7.187. L'article III:4 du GATT de 1994 contient l'obligation de traitement national en ce qui concerne les lois, règlements et prescriptions intérieurs affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur:

Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur. Les dispositions du présent paragraphe n'interdiront pas l'application de tarifs différents pour les transports intérieurs, fondés exclusivement sur l'utilisation économique des moyens de transport et non sur l'origine du produit.

7.188. L'Organe d'appel a expliqué que, pour qu'il y ait incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994, trois éléments doivent être réunis:

- a. la mesure en cause doit être "une loi, un règlement ou une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur";
- b. les produits importés et les produits nationaux en cause doivent être des "produits similaires"; et
- c. les produits importés doivent être soumis à un traitement "moins favorable" que celui accordé aux produits nationaux similaires.⁵⁹²

7.189. Le Groupe spécial examine les mesures contestées sur la base de ces trois éléments.

7.3.2.1.2 Question de savoir si les mesures en cause sont des lois, des règlements ou des prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits nationaux et des produits importés sur le marché intérieur

7.190. L'article III:4 du GATT de 1994 dispose qu'il est applicable "en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur".

7.191. L'Union européenne fait valoir que les programmes concernant les TIC sont adoptés et mis en œuvre au moyen de leurs lois et règlements respectifs, y compris des lois, des décrets et un certain nombre d'actes juridiques contraignants, tels que les ordonnances d'application et les actes déclaratifs d'accréditation. Elle estime que ces lois créent des obligations de se conformer à un ensemble de conditions, auxquelles souscrivent volontairement les demandeurs qui demandent une accréditation pour obtenir les incitations fiscales prévues par le programme. Elle estime que, comme la mise en conformité avec les conditions relatives à l'accréditation est nécessaire pour que la société soit accréditée et ait ainsi accès à ces incitations, les conditions relatives à l'accréditation constituent donc une "prescription" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.⁵⁹³ Le Japon fait

⁵⁹² Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 133.

⁵⁹³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 629 à 638, 796 à 803, 947 à 956, 1089 et 1090. L'Union européenne fait valoir que les incitations fiscales prévues par les programmes concernant les TIC, une fois que la mise en conformité avec les conditions relatives à l'accréditation a eu lieu, "affectent de façon évidente la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation sur le marché intérieur" des intrants importés ainsi que des produits des TIC importés. Elle affirme qu'il existe un lien concret entre les conditions relatives à l'accréditation et la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation sur le marché intérieur brésilien des produits TIC et de leurs intrants car l'application d'une taxe ou d'un taux de contribution réduits aux produits visés par des incitations dépend du respect par le producteur de toutes les conditions relatives à l'accréditation, et la différence de taux applicable a normalement un effet immédiat sur le prix de vente. En outre, et uniquement pour ce qui est du Programme pour l'inclusion numérique, l'Union européenne estime que ce programme est essentiellement régi par la Loi n° 11 196/2005, également connue sous le nom de "Loi sur les marchandises", et par le Décret n° 5602/2005, qui, selon elle, fixent les règles les

référence au rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, dans lequel était avancée l'idée que l'expression ""prescriptions" comprend non seulement les conditions que les sociétés sont juridiquement contraintes de respecter, mais aussi celles qu'elles pourraient accepter volontairement afin d'obtenir d'un gouvernement un avantage".⁵⁹⁴ En outre, il fait référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes* pour faire valoir que l'expression "affectant" signifie avoir "un effet sur" et, de ce fait, "englobe tout ce qui a un effet sur tout aspect de la vente, de l'achat, du transport, de la distribution ou de l'utilisation des produits en cause".⁵⁹⁵

7.192. Le Brésil fait valoir que les prescriptions établies dans chacun des programmes concernant les TIC n'affectent pas les produits sur le marché et sont donc hors du champ d'application de l'article III:4 du GATT de 1994.⁵⁹⁶ Il s'agit là d'un exemple de moyen de défense général invoqué par le Brésil selon lequel l'article III:4 ne porte que sur les produits et les opérations sur le marché et ne concerne donc pas les prescriptions avant commercialisation contenues dans les cinq programmes, car ceux-ci imposent uniquement des prescriptions relatives aux étapes de production sans aucun lien avec la vente des produits.⁵⁹⁷ Le Groupe spécial a examiné ce moyen de défense plus haut dans la section 7.2.1.

7.193. Il n'est pas contesté que les programmes concernant les TIC sont adoptés et mis en œuvre au moyen de leurs lois et règlements respectifs, y compris des lois, des décrets et un certain nombre d'actes juridiques contraignants, tels que les ordonnances d'application et les actes déclaratifs d'accréditation, ni que ces lois et règlements contiennent une série de conditions à remplir pour que les sociétés obtiennent une accréditation et soient ainsi admissibles au bénéfice des exonérations, réductions ou suspensions fiscales au titre des programmes.⁵⁹⁸

7.194. L'Organe d'appel a expliqué que le mot "affectant", qui qualifie les types de mesures visées par l'article III:4, contribuait à les définir et avait un vaste champ d'application.⁵⁹⁹ Il a également déterminé que des mesures incitant à ne pas utiliser des produits importés, par définition, affectaient la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur.⁶⁰⁰ En outre, si l'application d'une mesure peut potentiellement "affecter" le commerce des produits et traiter les produits importés moins favorablement que les produits nationaux, cette mesure peut être considérée comme incompatible à première vue avec l'obligation de traitement national, même si le règlement contesté est libellé sous la forme de prescriptions relatives aux entreprises (par opposition à des prescriptions relatives aux produits). Par exemple, dans l'affaire *Chine – Publications et produits audiovisuels*, l'Organe d'appel a expliqué que des restrictions visant des investisseurs, des grossistes et des fabricants ainsi que des points de vente et des bureaux d'entrée étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.⁶⁰¹

7.195. Le présent Groupe spécial est d'accord avec le Groupe spécial *Inde – Automobiles* sur le fait que le terme "prescription" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994 inclut les prescriptions qu'une entreprise accepte volontairement afin d'obtenir un avantage des pouvoirs publics.⁶⁰² Dans le présent différend, tous les programmes concernant les TIC incluent des conditions ou des prescriptions auxquelles les sociétés souscrivent volontairement afin d'être accréditées et ainsi d'obtenir des réductions, exonérations ou suspensions fiscales. Le Groupe spécial est par

plus importantes régissant le programme et précisent quels produits peuvent bénéficier de certains avantages fiscaux et dans quelles conditions. Elle affirme qu'il est indiscutable que ces actes sont appliqués de manière générale et prospective, et constituent des "lois" ou des "règlements", tant dans le système juridique du Brésil qu'aux fins de l'article III:4 du GATT de 1994. Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1089 et 1090.

⁵⁹⁴ Japon, première communication écrite, paragraphe 67 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.418).

⁵⁹⁵ Japon, première communication écrite, paragraphe 69 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 220).

⁵⁹⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.61.

⁵⁹⁷ Voir plus haut le paragraphe 7.61.

⁵⁹⁸ Voir plus haut les paragraphes 2.37 et 2.38.

⁵⁹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 208 à 210.

⁶⁰⁰ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphes 194 et 195.

⁶⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 227.

⁶⁰² Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.184. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.73; *Turquie – Riz*, paragraphe 7.218; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.240; et le rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Pièces détachées et composants*, paragraphe 5.21.

conséquent d'accord avec les parties plaignantes sur le fait que les mesures en cause constituent des prescriptions au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.196. En ce qui concerne la question de savoir si ces prescriptions "affectent la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits sur le marché intérieur", le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a expliqué que le mot "affectant" avait un vaste champ d'application.⁶⁰³

7.197. Le Groupe spécial note que l'objet de la mise en conformité avec les prescriptions relatives à l'accréditation est d'obtenir une exonération, réduction ou suspension fiscale sur les ventes ou les achats de produits; il est donc clair que les prescriptions en cause affectent la vente, la mise en vente et l'achat de produits. En outre, une incitation fiscale telle qu'une exonération, une réduction ou une suspension en ce qui concerne un produit peut créer une incitation à acheter ce produit plutôt qu'un produit qui ne bénéficie pas de l'exonération, de la suspension ou de la réduction. Cela confirme donc que les prescriptions en cause affectent la vente, la mise en vente et l'achat de produits.

7.198. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique entrent dans le champ des "lois, ... règlements ou ... prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ... produits sur le marché intérieur" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.3.2.1.3 Question de savoir si les produits importés et les produits nationaux pertinents sont des "produits similaires"

7.199. Premièrement, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.117 dans le contexte de l'article III:2 du GATT de 1994, selon laquelle les produits visés par des incitations qui bénéficiaient du traitement fiscal pertinent étaient des produits nationaux brésiliens au sens de l'article III:2. C'est également vrai pour l'article III:4.

7.200. L'Organe d'appel a expliqué que le concept de la "similarité" évoquait l'image d'un accordéon.⁶⁰⁴ Il a constaté que, compte tenu du fait que l'article III:4 faisait exclusivement référence aux "produits similaires", le concept de "similarité" dans cette disposition était plus vaste que celui de l'article III:2 du GATT de 1994.⁶⁰⁵ En particulier, il a établi que le champ des produits visés par l'article III:4 était plus vaste que le champ couvert par la première phrase de l'article III:2, mais pas plus vaste que le champ combiné des produits visés par les deux phrases de l'article III:2⁶⁰⁶ que le Groupe spécial interprète ainsi comme englobant tant les produits similaires que les produits directement concurrents. L'Organe d'appel a également indiqué que la "détermination relative au concept de "similarité" énoncé à l'article III:4 [était] essentiellement une détermination sur la nature et l'importance d'un rapport de concurrence entre et parmi les produits".⁶⁰⁷

7.201. L'Organe d'appel a précisé que, dans le contexte de l'article III:4, la détermination de la "similarité" requise exigeait un examen du rapport compétitif entre les produits importés et les produits nationaux, à l'aide des critères suivants: i) utilisations finales du produit, ii) goûts et habitudes des consommateurs, iii) propriétés, nature et qualité du produit, et iv) classement tarifaire des produits en cause.⁶⁰⁸

⁶⁰³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 208 à 210.

⁶⁰⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 24.

⁶⁰⁵ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 96.

⁶⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 99.

⁶⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 99.

⁶⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 101 et 102. Dans le contexte de l'article III:4 du GATT de 1994, l'Organe d'appel a précisé davantage le sens de ces quatre critères. En ce qui concerne les propriétés physiques des produits, il a indiqué que "[les groupes spéciaux devaient] en particulier examiner les propriétés physiques des produits qui [étaient] de nature à influencer le rapport de concurrence entre les produits sur le marché". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 114. En ce qui concerne les utilisations finales des produits, il a indiqué que ce critère concernait "la mesure dans laquelle des produits [pouvaient] remplir des fonctions ... identiques ou semblables". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 117. En ce qui concerne les goûts et habitudes des consommateurs, il a estimé que ce critère

7.202. Le Groupe spécial rappelle que la similarité des produits peut être présumée lorsque le seul fondement du traitement différencié est l'origine des produits. Dans ce contexte, il rappelle que son examen de la "similarité hypothétique" dans le contexte des allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994 est également applicable en ce qui concerne l'article III:4.⁶⁰⁹ Cela signifie qu'un plaignant peut établir la "similarité" en démontrant que la mesure en cause fait une distinction fondée sur l'origine du produit⁶¹⁰, sans examiner les critères traditionnels de la similarité pour déterminer si des produits nationaux et des produits importés particuliers peuvent être présumés similaires.⁶¹¹

7.203. L'Union européenne et le Japon font valoir que les produits nationaux et les produits importés visés par des incitations au titre des programmes concernant les TIC (c'est-à-dire les produits *finis* et les produits *intermédiaires*) en cause sont similaires, et se réfèrent à leurs arguments concernant la similarité des produits développés dans le cadre de leurs allégations relatives à l'article III:2 du GATT de 1994, qui se fondent sur une présomption de similarité, comme nous venons de le décrire.⁶¹²

7.204. Le Brésil fait valoir que l'Union européenne et le Japon n'ont pas démontré que les produits des TIC nationaux et les produits des TIC importés en cause étaient similaires, et se réfère également aux arguments qu'il a développés au sujet des allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994.⁶¹³

7.205. Le Groupe spécial note que le champ des produits visés par les programmes concernant les TIC en ce qui concerne les produits visés par des incitations, *intermédiaires* ou *finis*, est le même pour les allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994 et les allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.206. Le Groupe spécial rappelle la conclusion qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.140, selon laquelle les parties plaignantes avaient établi *prima facie* qu'il existait un traitement fiscal différencié entre les produits importés et les produits nationaux similaires fondé sur l'origine des produits. Il a constaté, pour cette raison, que les produits nationaux et les produits importés pouvaient être présumés *similaires* aux fins de l'analyse au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.207. Le même raisonnement s'applique à l'analyse de la similarité au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique établissent des distinctions réglementaires sur la seule base de l'origine des produits concernés. Par conséquent, pour exactement les mêmes raisons que celles qui sont exposées dans l'évaluation de la similarité au titre de l'article III:2 du GATT de 1994, le Groupe spécial constate que les produits nationaux et les produits importés peuvent être

concernait "la mesure dans laquelle les consommateurs [étaient] disposés à utiliser les produits pour remplir ces fonctions". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 117. Enfin, en ce qui concerne le critère du classement tarifaire, il a expliqué qu'il "correspond[ait] clairement aux propriétés physiques d'un produit" et qu'avoir le même classement tarifaire n'était pas décisif en soi. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 102 et 146. Il faut noter que l'Organe d'appel a reconnu les utilisations finales et les goûts et habitudes des consommateurs comme des "éléments essentiels relatifs au rapport de concurrence entre produits". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 117.

⁶⁰⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.168; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.216; *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 6.274; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.74; *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1447; *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.174; *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 7.661; *Turquie – Riz*, paragraphes 7.214 à 7.216; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.132 à 8.135), *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.355 et 7.356; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.424 à 7.432).

⁶¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36.

⁶¹¹ Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.426; *Indonésie – Automobiles*, paragraphes 14.112 et 14.113 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 23 et 24).

⁶¹² Union européenne, première communication écrite, paragraphes 626, 627, 792 à 794, 945, 946, 1087 et 1088 (DS472) et 341, 408, 466 et 521 (DS497).

⁶¹³ Brésil, première communication écrite, paragraphes 234 à 237, 340, 397 et 489 (DS472) et 187 à 190, 290, 334 et 425 (DS497).

présupposés similaires aux fins de l'analyse des allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.208. Le Groupe spécial note que cela est compatible avec l'explication de l'Organe d'appel selon laquelle le champ des produits visés par l'article III:4 du GATT de 1994 est plus vaste que le champ couvert par la première phrase de l'article III:2, mais pas plus vaste que le champ combiné de la première et de la deuxième phrase de l'article III:2 prises conjointement.⁶¹⁴ Par conséquent, si une similarité des produits existe au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, elle existera également au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 pour les mêmes produits en cause. Le Groupe spécial constate donc qu'aux fins de son analyse au titre de l'article III:4, les produits nationaux et les produits importés pertinents peuvent être considérés comme similaires.

7.3.2.1.4 Question de savoir si les produits importés sont soumis à un "traitement moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires

7.209. La dernière étape de l'analyse d'un groupe spécial au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 consiste à déterminer si les produits importés sont soumis à un "traitement non moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires conformément à la mesure en question. L'Organe d'appel a expliqué que cet examen devait être fondé sur une analyse détaillée de la mesure et de ses conséquences sur le marché. Cela ne signifie toutefois pas que la détermination doit être fondée sur les *effets réels* de la mesure sur le marché.⁶¹⁵

7.210. L'Organe d'appel a précisé qu'il incombait à la partie plaignante d'établir que la mesure accordait au groupe des produits *importés* similaires un traitement moins favorable que celui qu'elle accordait au groupe des produits *nationaux* similaires.⁶¹⁶ À cet égard, il a conclu qu'afin de déterminer s'il existait un "traitement moins favorable" pour les produits importés, les groupes spéciaux devaient analyser si la mesure en cause modifiait les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question:

Une différence formelle de traitement entre les produits importés et les produits nationaux similaires n'est donc ni nécessaire, ni suffisante pour démontrer qu'il y a violation de l'article III:4. La question de savoir si les produits importés sont soumis ou non à un traitement "moins favorable" que les produits nationaux similaires devrait plutôt être appréciée en se demandant si une mesure modifie les *conditions de concurrence* au détriment des produits importés sur le marché en question.⁶¹⁷

7.211. Dans *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

Dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, l'Organe d'appel a encore précisé que, s'agissant d'une constatation de l'existence d'un traitement moins favorable au titre de l'article III:4, "il [devait] exister dans chaque cas une véritable relation entre la mesure en cause et son incidence défavorable sur les possibilités de concurrence pour les produits importés par rapport aux produits nationaux similaires pour étayer une constatation selon laquelle les produits importés [étaient] traités moins favorablement".⁶¹⁸

7.212. Enfin, la démonstration d'un traitement moins favorable peut se faire *de jure* ou *de facto*. Dans l'affaire *États-Unis – EPO*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

⁶¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 99.

⁶¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 215.

⁶¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 100.

⁶¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137 (italique dans l'original); voir aussi le rapport du Groupe spécial du GATT de 1958 *Italie – Machines agricoles*, qui indique que le champ d'application de l'article III n'est pas limité uniquement aux lois et règlements qui sont en rapport direct avec les conditions de vente, d'achat et d'utilisation des produits mais que "l'intention du législateur était que les dispositions du paragraphe 4 visent ... toutes lois et règlements qui pourraient altérer, sur le marché intérieur, les conditions de la concurrence entre le produit d'origine nationale et le produit d'importation." Rapport du Groupe spécial du GATT *Italie – Machines agricoles*, paragraphe 12.

⁶¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, note de bas de page 96.

Comme au titre de l'article III:4, l'obligation de traitement national énoncée à l'article 2.1 [de l'Accord OTC] prohibe le traitement moins favorable tant *de jure* que *de facto*. Autrement dit, *"une mesure peut être incompatible de facto avec l'article 2.1 alors même que, telle qu'elle est libellée, elle est neutre quant à l'origine"*. En pareil cas, le groupe spécial doit prendre en considération "la totalité des faits et circonstances qui sont portés à sa connaissance", et évaluer toutes "conséquences" pour les conditions de concurrence "qui ressortent de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu de la mesure". Cet examen doit tenir compte de toutes les caractéristiques pertinentes du marché, qui peuvent englober les caractéristiques particulières de la branche de production en cause, les parts de marché relatives dans une branche de production donnée, les préférences des consommateurs, et les modes d'échange antérieurs. Autrement dit, un groupe spécial doit examiner le fonctionnement du règlement technique particulier en cause sur le marché particulier sur lequel il est appliqué.⁶¹⁹

7.213. Le Groupe spécial poursuit son analyse en évaluant les aspects mentionnés des programmes concernant les TIC qui, d'après les allégations, sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.3.2.1.4.1 Conditions relatives à l'accréditation

7.214. Les parties plaignantes contestent comme étant incompatibles avec l'article III:4 les prescriptions relatives à l'accréditation – c'est-à-dire les conditions que les sociétés doivent remplir en ce qui concerne des produits visés par des incitations particuliers pour devenir des producteurs accrédités de ces produits et être ainsi admissibles au bénéfice des incitations fiscales qui s'y appliquent. L'accréditation se fait produit par produit, plutôt que pour une société dans son ensemble. Ainsi, une société qui produit une série de produits différents, chacun visé par un régime contesté, doit obtenir une accréditation individuelle pour chacun de ces produits, en satisfaisant aux prescriptions relatives à l'accréditation applicables à chacun d'entre eux.

7.215. L'Union européenne fait valoir que pour qu'un produit puisse bénéficier des exonérations et des réductions fiscales au titre des programmes concernant les TIC, il doit être produit par des sociétés qui respectent les conditions relatives à l'accréditation, c'est-à-dire qui fabriquent le produit conformément au PPB applicable ou à des prescriptions similaires relatives aux étapes de production, ou démontrent que le produit est "développé au Brésil"; et qui consacrent un montant prescrit à des types spécifiques de R&D. Elle ajoute qu'une prescription imposant que certaines étapes de production soit exécutées au Brésil ou, autrement, qu'un produit soit "développé au Brésil" pour qu'il puisse bénéficier d'une incitation fiscale, n'est pas neutre quant à l'origine car les produits importés qui sont similaires aux produits nationaux n'ont pas été soumis aux mêmes étapes de production au Brésil ou n'auront pas été "développés au Brésil", et seront donc par définition exclus de l'incitation. L'Union européenne estime en outre que les acheteurs de produits des TIC seront incités à acquérir les produits nationaux qui apportent une charge fiscale. Ainsi, selon elle, les programmes concernant les TIC, auxquels on accède après avoir satisfait aux prescriptions relatives à l'accréditation, modifient l'égalité des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires.⁶²⁰ L'Union européenne formule le même argument en ce qui concerne les autres prescriptions relatives à l'investissement pour l'accès aux incitations fiscales, c'est-à-dire les prescriptions relatives à l'investissement dans la R&D. En particulier, selon elle, les produits importés fabriqués par une société qui n'a pas investi dans la R&D au Brésil ne rempliront pas les conditions requises pour bénéficier des incitations fiscales. En outre, pour l'Union européenne, dans la mesure où la prescription relative à l'investissement dans la R&D est liée à l'amélioration des produits visés par des incitations, il devrait être conclu qu'une telle prescription "affecte" la vente de ces produits au Brésil (en leur conférant un avantage technologique qualitatif).⁶²¹

7.216. Le Japon fait valoir que les programmes concernant les TIC réduisent les charges fiscales qui pèsent sur les produits des TIC nationaux et permettent ainsi aux sociétés de produire et de

⁶¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO*, paragraphe 269. (pas d'italique dans l'original)

⁶²⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 622 à 625, 644 à 647, 788 à 792, 809 à 813, 940 à 944, 963 à 969, 1082 à 1086 et 1103 à 1109. Voir aussi Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 133 à 135.

⁶²¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 309 à 311, 425, 463 et 493.

commercialiser ces produits au Brésil à des prix réduits en utilisant l'avantage fiscal, tandis que les produits des TIC importés ne sont pas admissibles au bénéfice des avantages au titre des programmes concernant les TIC, et font ainsi l'objet de charges fiscales plus lourdes. Par conséquent, les programmes concernant les TIC empêchent l'égalité des possibilités de concurrence pour les produits importés et les produits nationaux, modifiant ainsi les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question.⁶²²

7.217. Le Japon estime que les programmes concernant les TIC sont incompatibles avec l'article III:4 car ils établissent des distinctions fondées sur l'origine en ce qui concerne les produits des TIC visés. Il soutient que la prescription imposant que les produits des TIC visés soient fabriqués conformément aux PPB ne peut être respectée que si les produits finals sont nationaux.⁶²³

7.218. Le Brésil réplique que l'article III:4 du GATT de 1994 s'applique uniquement aux mesures qui affectent un produit une fois qu'il a été fabriqué et qu'il arrive sur le marché intérieur, c'est-à-dire qu'il fait référence aux opérations sur le marché uniquement.⁶²⁴ Selon lui, les prescriptions au titre des programmes concernant les TIC ne sont pas conçues ni structurées et ne fonctionnent pas non plus de façon à affecter les conditions de concurrence au détriment des produits importés, principalement en raison du fait qu'elles ne concernent pas les produits, mais sont destinées à stimuler le développement technologique et le renforcement des capacités.⁶²⁵

7.219. Le Brésil fait également valoir que, en ce qui concerne le Programme informatique et le Programme PADIS, dans le cas des produits intermédiaires fabriqués par les sociétés accréditées, les suspensions ou exonérations fiscales indirectes appliquées au titre des programmes contestés ne créent pas de différence dans la charge fiscale effective due entre les produits importés et les produits nationaux.⁶²⁶

7.220. Le Groupe spécial note que les aspects contestés par les parties plaignantes au titre de l'article III:4 diffèrent du traitement fiscal différencié entre les produits nationaux similaires et les produits importés qu'elles contestent au titre de l'article III:2, bien qu'ils y soient liés. En ce qui concerne l'article III:4, les parties plaignantes contestent les lois, règlements et prescriptions, à savoir les prescriptions relatives à l'accréditation pour l'accès aux incitations fiscales, qui à leur tour faussent, d'après les allégations, les conditions de concurrence pour les produits importés par rapport aux produits nationaux similaires, en raison de cette charge fiscale différenciée.

7.221. Le Groupe spécial rappelle que, afin de déterminer s'il existe un "traitement moins favorable" pour les produits importés, les groupes spéciaux doivent analyser si les mesures en cause modifient les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question.⁶²⁷

7.222. Le Groupe spécial rappelle que pour être admissibles au bénéfice des exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC, les sociétés doivent obtenir une accréditation⁶²⁸, et pour obtenir cette accréditation, elles doivent satisfaire aux prescriptions imposées par chaque programme.

⁶²² Japon, première communication écrite, paragraphes 339 à 341, 405 à 409, 463 à 467 et 519 à 522.

⁶²³ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 151.

⁶²⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 224 à 227 (DS472) et paragraphes 177 à 180 (DS497).

⁶²⁵ Brésil, première communication écrite, paragraphes 252 à 259, 338 à 341, 395 à 398 et 487 à 490 (DS472) et 205 à 208, 291 et 333 à 336 (DS497); deuxième communication écrite, paragraphes 55, 79, 110 et 137.

⁶²⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 185, 218 et 336 (DS472) et paragraphes 144, 173 et 286 (DS497).

⁶²⁷ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

⁶²⁸ En ce qui concerne le Programme pour l'inclusion numérique, le Groupe spécial note que, pour que les détaillants bénéficient du traitement fiscal pertinent disponible dans le cadre du programme, il n'est pas nécessaire qu'ils soient "accrédités" dans le cadre du programme. Toutefois, pour être admissibles au bénéfice du traitement fiscal pertinent, les produits doivent avoir été fabriqués conformément à certaines prescriptions relatives aux étapes de production. En d'autres termes, ces prescriptions ont à l'égard du Programme pour l'inclusion numérique la même fonction que les prescriptions relatives à l'accréditation à l'égard du Programme

7.223. Le Groupe spécial a conclu plus haut aux paragraphes 7.135 à 7.140 que seuls les produits fabriqués au Brésil pouvaient satisfaire aux conditions ou prescriptions relatives à l'accréditation exigeant le respect des PPB ou aux prescriptions similaires relatives aux étapes de production, et que seuls les produits développés au Brésil pouvaient satisfaire à la prescription imposant qu'ils soient "développés au Brésil". Les produits similaires importés ne peuvent pas satisfaire à ces prescriptions et ne peuvent donc jamais remplir les conditions requises pour bénéficier des exonérations, réductions ou suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC pertinents. Cela est dû au fait que les produits importés ne sont jamais fabriqués au Brésil conformément aux prescriptions pertinentes relatives aux étapes de production et que les produits importés développés en dehors du Brésil ne peuvent pas non plus satisfaire à la prescription imposant qu'ils soient "développés au Brésil". Par conséquent, les produits similaires importés ne peuvent pas obtenir les exonérations, réductions ou suspensions fiscales dont peuvent bénéficier les produits nationaux fabriqués par des sociétés accréditées et développés au Brésil.

7.224. Le Groupe spécial a également conclu plus haut aux paragraphes 7.154 et 7.172 qu'en raison de ces prescriptions relatives à l'accréditation contenues dans les programmes contestés, les produits *finis* et les produits *intermédiaires* importés supportaient une charge fiscale plus lourde que les produits *finis* et les produits *intermédiaires* nationaux similaires. Spécifiquement, du fait que les produits importés ne peuvent pas satisfaire à ces prescriptions, a) les produits *finis* importés ne peuvent pas bénéficier des exonérations et des réductions fiscales établies dans les programmes concernant les TIC; et b) les produits *intermédiaires* importés doivent faire face au paiement d'une taxe auquel les produits *intermédiaires* nationaux similaires visés par des incitations ne sont pas exposés ou sont exposés dans une moindre mesure, ce qui entraîne, pour les acheteurs de produits *intermédiaires* importés, une disponibilité des liquidités réduite et une perte de valeur du crédit d'impôt découlant de l'achat.

7.225. De l'avis du Groupe spécial, il est clair que les conditions relatives à l'accréditation qui, lorsqu'elles sont remplies, engendrent une charge fiscale interne moindre sur les produits nationaux que sur les produits importés similaires, modifient les conditions de concurrence au détriment des produits importés.⁶²⁹ Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les prescriptions relatives à l'accréditation des programmes concernant les TIC, en limitant l'accès aux incitations fiscales aux seuls produits nationaux, font que les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.

7.226. Le Groupe spécial note qu'il est parvenu à cette conclusion en se fondant sur le fait, comme il a été expliqué plus haut au paragraphe 7.135, que seul un produit fabriqué au Brésil peut satisfaire aux prescriptions relatives aux étapes de production imposées par les PPB, ou à des prescriptions similaires, imposées par les programmes concernant les TIC. Il a également conclu plus haut au paragraphe 7.136 que les produits importés ayant été "développés" en dehors du Brésil ne pouvaient jamais satisfaire à la prescription imposant qu'ils aient été développés au Brésil.

7.227. Le Groupe spécial note que l'Union européenne et le Japon lui demandent de constater que toutes les conditions relatives à l'accréditation prises conjointement, y compris les prescriptions relatives aux étapes de production et à la fabrication, les prescriptions relatives à la R&D et la prescription imposant que les produits aient été développés au Brésil, sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. Il a formulé plus haut au paragraphe 7.173 ses constatations concernant uniquement deux de ces conditions, à savoir les prescriptions relatives aux étapes de production au titre des PPB ou des prescriptions similaires, et les prescriptions imposant que les produits aient été "développés" au Brésil, et non pas concernant les prescriptions imposant d'investir dans la R&D.

informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD. Le Groupe spécial utilise donc l'expression "prescriptions relatives à l'accréditation" dans ce contexte pour faire référence non seulement à l'accréditation des producteurs dans le cadre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD mais aussi à l'admissibilité des détaillants, dans le cadre du Programme pour l'inclusion numérique, au bénéfice du traitement fiscal pertinent disponible dans le cadre de chaque programme.

⁶²⁹ Ces conditions relatives à l'accréditation en elles-mêmes sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. De fait, s'il n'y avait pas d'avantage fiscal attaché à ces conditions relatives à l'accréditation, et que ces prescriptions devenaient impératives, elles seraient, en elles-mêmes et à elles seules, incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.228. L'Union européenne fait valoir que les mêmes conclusions peuvent être formulées en ce qui concerne les prescriptions relatives à l'investissement dans la R&D car les produits importés fabriqués par une société n'ayant pas investi dans la R&D au Brésil ne pourront pas remplir les conditions requises pour bénéficier des incitations fiscales.

7.229. Le Groupe spécial n'est pas convaincu que l'Union européenne s'est acquittée de la charge qui lui incombait de présenter une démonstration *prima facie* en ce qui concerne les prescriptions relatives à la R&D. L'Union européenne n'a pas expliqué comment la prescription imposant d'investir dans la R&D créait à *elle seule* une discrimination fondée sur l'origine, ni comment cette prescription pouvait à *elle seule* empêcher les produits importés de remplir les conditions requises pour bénéficier des incitations fiscales. En particulier, elle n'a pas démontré qu'il serait impossible pour les producteurs étrangers de satisfaire aux prescriptions relatives à la R&D, ni même que le respect de ces prescriptions était plus pénalisant pour les producteurs étrangers que pour les producteurs nationaux. Elle n'a pas non plus indiqué comment ces prescriptions relatives à la R&D, prises *conjointement* avec les prescriptions relatives aux étapes de production et la prescription imposant qu'un produit soit "développé au Brésil", créaient une discrimination fondée sur l'origine pouvant être distinguée de la discrimination fondée sur l'origine découlant uniquement de ces autres prescriptions.

7.230. Le Groupe spécial conclut que les programmes concernant les TIC sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce que les prescriptions imposant de produire conformément aux PPB, ou des prescriptions similaires relatives aux étapes de production, et la prescription imposant qu'un produit soit développé au Brésil, afin d'obtenir une accréditation et d'avoir ainsi accès aux incitations fiscales au titre des programmes, soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.

7.3.2.1.4.2 Mécanisme de calcul du montant des ressources devant être investies dans la R&D au titre du Programme informatique et du Programme PADIS

7.231. Le Groupe spécial rappelle qu'entre autres prescriptions relatives à l'accréditation au titre du Programme informatique, les sociétés doivent investir chaque année dans les activités de R&D au Brésil un pourcentage⁶³⁰ de leurs ventes brutes sur le marché intérieur résultant de la commercialisation des produits visés par des incitations, après déduction des taxes perçues sur ces ventes, *et déduction de la valeur des achats de produits visés par des incitations au titre du Programme informatique* (ou produits dans la zone franche de Manaus au Brésil).⁶³¹

7.232. Le Groupe spécial rappelle également qu'entre autres prescriptions relatives à l'accréditation au titre du Programme PADIS, les sociétés doivent investir chaque année dans des activités de R&D au Brésil au moins 5% de leurs ventes brutes sur le marché intérieur résultant de la commercialisation des produits visés par des incitations, après déduction des taxes perçues sur ces ventes, *et déduction de la valeur des achats de produits visés par des incitations au titre du Programme PADIS*.⁶³²

7.233. Ce qui précède signifie que, si les sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique ou du Programme PADIS achètent des produits, *finis* ou *intermédiaires*, visés par des incitations au titre du même programme, la valeur de ces achats sera déduite du calcul du pourcentage de leurs ventes brutes devant être investies dans la R&D.

7.234. L'Union européenne et le Japon font valoir que la façon dont est calculée la prescription relative à l'investissement minimal incite les sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique et du Programme PADIS à acheter des produits nationaux visés par des incitations au titre du même programme, afin de réduire le montant des ressources qu'elles sont obligées d'investir dans la R&D au Brésil. D'après eux, cette incitation à acheter des produits nationaux

⁶³⁰ Au moment de l'établissement du Groupe spécial, les sociétés accréditées doivent investir dans la R&D au moins 4% de leur revenu brut et au moins 4,35% si les investissements concernent les ventes de produits des TIC fabriqués dans les régions du Centre-Ouest, du Nord (SUDAM) et du Nord-Est (SUDENE). Voir plus haut le paragraphe 2.54.

⁶³¹ Loi n° 8248/1991 (pièce JE-1), article 11; et Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 8.

⁶³² Loi n° 11484/2007, (pièce JE-71), article 6; et Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 8, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier.

modifie les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés au détriment de ces derniers.⁶³³

7.235. L'Union européenne affirme en outre que plus une société achète de produits visés par des incitations au titre du Programme informatique (ou fabriqués dans la zone franche de Manaus) ou au titre du Programme PADIS, moins elle devra investir de ressources dans la R&D au Brésil, pour respecter l'accréditation relative à la R&D. Elle soutient que les sociétés accréditées sont incitées à acquérir des produits bénéficiant de ces programmes car le coût de ces produits les aidera à réduire le montant des ressources qu'elles doivent obligatoirement investir dans la R&D au Brésil.⁶³⁴

7.236. Le Brésil, quant à lui, estime que les sociétés peuvent déduire du montant devant être investi dans la R&D la valeur de leurs achats d'intrants visés (par des incitations), afin d'éviter un double comptage. Il soutient en particulier que cette prescription relative à l'investissement fonctionne à peu près de la même façon qu'une taxe sur la valeur ajoutée et que la déduction est faite de façon à ce que la prescription relative à l'investissement ne concerne que la valeur ajoutée du produit visé. Il ajoute que si ce n'était pas le cas, les sociétés accréditées achetant des produits à d'autres sociétés accréditées devraient supporter la charge de l'investissement déjà supportée par la société antérieure.⁶³⁵

7.237. L'Union européenne soutient qu'il n'y a pas de risque de double comptage car ce qu'une société a investi dans la R&D afin d'obtenir une réduction fiscale sur un produit A n'a rien à voir avec ce qu'une autre société doit investir dans la R&D afin d'obtenir une réduction fiscale sur un produit B, qui incorpore le produit A en tant qu'intrant.⁶³⁶

7.238. Le Groupe spécial rappelle que, afin de déterminer s'il existe, aux fins de l'article III:4 du GATT de 1994, un "traitement moins favorable" pour les produits importés, les groupes spéciaux doivent analyser si les mesures en cause modifient les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question.⁶³⁷

7.239. Il n'est pas contesté que les sociétés peuvent déduire la valeur des achats de produits visés par des incitations au titre du Programme informatique (ou produits dans la zone franche de Manaus au Brésil) ou au titre du Programme PADIS du pourcentage des ventes brutes qu'elles doivent investir dans la R&D afin d'être accréditées dans le cadre du programme respectif.

7.240. Il est clair pour le Groupe spécial que les sociétés peuvent réduire le montant des ressources devant être investies dans la R&D en achetant des produits visés par des incitations, ce qui crée à son tour une incitation à acheter des produits (généralement des produits *intermédiaires*) visés par des incitations au titre du programme dans le cadre duquel la société est accréditée, que ce soit le Programme informatique ou le Programme PADIS.

7.241. Comme il l'a été expliqué plus haut aux paragraphes 7.136 et 7.138, les produits importés similaires ne peuvent jamais être visés par des incitations du Programme informatique ou du Programme PADIS; donc cette incitation à acheter des produits visés par des incitations modifie les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés similaires, au détriment des produits importés.

7.242. Comme il est exposé plus haut au paragraphe 7.236, le Brésil fait valoir que l'objet de cette déduction est d'éviter le double comptage des dépenses de R&D. Toutefois, d'après le Groupe spécial, les achats de produits visés par des incitations effectués par une société n'ont rien à voir avec les ventes de produits visés par des incitations effectuées par une autre société. La vente d'un produit A par une société accréditée sera comptée dans le pourcentage qu'elle est

⁶³³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 649 et 811; deuxième communication écrite, paragraphe 323; réponse à la question n° 72 du Groupe spécial; Japon, première communication écrite, paragraphe 346; et réponse à la question n° 72 du Groupe spécial.

⁶³⁴ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion de fond, paragraphes 150 à 152.

⁶³⁵ Brésil, première communication écrite, note de bas de page 45 (DS497); et deuxième communication écrite, paragraphe 70.

⁶³⁶ Union européenne, discours liminaire à la première réunion de fond, paragraphes 153 à 155.

⁶³⁷ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

tenue d'investir dans la R&D, mais l'*achat* de ce produit A par une autre société accréditée ne sera pas compté dans le pourcentage qu'elle est tenue d'investir dans la R&D. Ainsi, le Groupe spécial rejette l'argument du Brésil. En tout état de cause, ce qui importe pour la société acheteuse, c'est que le montant qu'elle doit dépenser dans la R&D soit moindre lorsqu'elle achète un produit visé par des incitations, et donc par définition national, que lorsqu'elle achète un produit importé (et donc par définition non visé par des incitations), même si les deux produits sont vendus exactement au même prix. Ainsi, le Groupe spécial rejette l'argument du Brésil.

7.243. Pour les raisons expliquées ci-dessus, le Groupe spécial constate que les mécanismes au titre du Programme informatique et du Programme PADIS pour le calcul du montant des ressources devant être investies dans la R&D soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires et sont donc incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.3.2.1.4.3 Charge administrative moindre des sociétés qui achètent des produits intermédiaires nationaux visés par des incitations

7.244. L'Union européenne fait valoir que lorsqu'un produit bénéficie d'une exonération ou d'une suspension d'une taxe indirecte (ou à tout le moins d'un taux d'imposition très bas), cela implique une charge administrative moindre pour l'acheteur de ce produit par rapport à celle qui incombe à l'acheteur lorsqu'il achète des produits soumis à la taxe (ou soumis au taux plein).⁶³⁸ Sur cette base, l'Union européenne fait valoir que les exonérations au titre des programmes concernant les TIC engendrent une charge administrative moindre en relation avec l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS lorsque les sociétés accréditées vendent les produits visés par des incitations, ce qui octroie à ces produits un avantage concurrentiel sur les produits importés similaires.⁶³⁹

7.245. L'Union européenne estime que la charge administrative moindre crée une incitation sur le marché brésilien en faveur des produits nationaux visés par des incitations au titre des programmes, et en particulier en ce qui concerne les produits *intermédiaires* visés par des incitations qui sont achetés par d'autres producteurs. Selon elle, cela est dû au fait, premièrement, que les acheteurs n'auront pas besoin d'anticiper le montant de ces taxes lorsqu'ils achèteront les produits; et deuxièmement, qu'ils ne devront pas engager la procédure administrative permettant de demander un crédit d'impôt en relation avec ces taxes et d'obtenir une compensation en ce qui concerne ces mêmes taxes ou d'autres (ou ils auront un crédit d'impôt très bas à compenser), ou de demander un remboursement.⁶⁴⁰

7.246. L'Union européenne ajoute que le Brésil a expliqué que le remboursement des crédits d'impôt qui ne pouvaient pas être compensés était une procédure longue et chronophage qui pouvait prendre des années, ce qui confirme que l'avantage obtenu par les sociétés qui bénéficient des exonérations ou des suspensions des taxes indirectes sur leurs achats est très important, tant en termes de flux de liquidités positif que d'absence de charge administrative, et qu'il n'est pas abstrait ou inutile, mais qu'il s'agit au contraire d'un avantage concret reconnu par le Brésil lui-même.⁶⁴¹

7.247. Le Brésil fait valoir que les parties plaignantes souhaitent que le Groupe spécial formule des constatations de discrimination *de facto* à l'égard des produits importés et de subordination à l'utilisation de produits nationaux sans présenter aucun élément de preuve pour étayer ces constatations. Il ajoute que les parties plaignantes exhortent le présent Groupe spécial à tirer des déductions non justifiées, indépendamment du point de savoir si ces déductions sont fondées de

⁶³⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 647, 807, 812, 960, 966, 1100 et 1105; deuxième communication écrite, paragraphes 324 et 433; réponse aux questions n° 2 et n° 72 du Groupe spécial.

⁶³⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 647, 807, 812, 960, 966, 1100 et 1105; deuxième communication écrite, paragraphes 324 et 433; réponse aux questions n° 2 et n° 72 du Groupe spécial.

⁶⁴⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 647, 807, 812, 960, 966, 1100 et 1105; deuxième communication écrite, paragraphes 324 et 433; réponse aux questions n° 2 et n° 72 du Groupe spécial.

⁶⁴¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 647, 807, 812, 960, 966, 1100 et 1105; deuxième communication écrite, paragraphes 324 et 433; réponse aux questions n° 2 et n° 72 du Groupe spécial.

quelque façon que ce soit sur le texte des mesures, soit sur des éléments de preuve versés au dossier. Il estime que la nature hautement déductive de l'argument des parties plaignantes au titre de l'article III est illustrée par le fait qu'elles sont obligées de faire référence à des "charges administratives non spécifiées".⁶⁴²

7.248. En ce qui concerne les produits *intermédiaires* visés par des incitations, le Groupe spécial a constaté plus haut aux paragraphes 7.136 et 7.138 que les produits *intermédiaires* importés, qui n'étaient pas visés par des incitations, devaient faire face au paiement d'une taxe auquel les produits *intermédiaires* nationaux similaires visés par des incitations n'étaient pas exposés ou étaient exposés dans une moindre mesure, et que le paiement de cette taxe entraînait, pour les acheteurs de produits *intermédiaires* importés, une limitation des disponibilités de liquidités, ainsi qu'une perte de valeur du crédit d'impôt découlant de la transaction. Par conséquent, le Groupe spécial a constaté que les programmes concernant les TIC avaient pour résultat que les produits *intermédiaires* importés étaient traités moins favorablement que les produits nationaux similaires, nonobstant le fait que les ventes de produits *intermédiaires* étaient soumises au mécanisme des crédits et débits, de sorte que l'acheteur obtiendra un crédit du même montant que la taxe payée.

7.249. Il semble que l'allégation de l'Union européenne concernant la charge administrative moindre alléguée des entreprises qui achètent des produits intermédiaires nationaux ayant droit à une suspension ou exonération fiscale s'ajoute simplement aux raisons de conclure que les exonérations et suspensions fiscales accordées aux produits *intermédiaires* importés entraînent un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, au lieu de constituer une allégation autonome. Néanmoins, le Groupe spécial l'évaluera.

7.250. Le Groupe spécial rappelle que, afin de déterminer s'il existe un "traitement moins favorable" accordé aux produits importés au sens de l'article III:4 du GATT de 1994, les groupes spéciaux doivent analyser si les mesures en cause modifient les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question.⁶⁴³

7.251. D'un point de vue factuel, les acheteurs de produits *intermédiaires* qui ne sont pas visés par des incitations auront toujours à payer l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS lors de l'achat du produit. C'est un fait également que les taxes payées sur les produits *intermédiaires* génèrent un crédit d'impôt du montant de la taxe ou de la contribution payée, en faveur de l'acheteur – un crédit d'impôt qui peut être compensé par d'autres débits liés à l'IPI ou aux contributions PIS/PASEP et COFINS.⁶⁴⁴ De façon similaire, il n'est pas contesté que, si le crédit d'impôt ne peut pas être compensé par des débits après trois périodes d'imposition, la société peut demander que le crédit d'impôt soit compensé par d'autres taxes fédérales, ou remboursé. Le Brésil accepte le fait que le processus de compensation et de remboursement peut être astreignant pour les sociétés et peut prendre des années⁶⁴⁵.

7.252. Le Groupe spécial note que, alors que l'acheteur d'un produit *intermédiaire* visé par des incitations qui fait l'objet d'une exonération ou d'une réduction fiscale n'aura pas besoin d'anticiper le paiement d'une quelconque taxe, ou aura besoin d'anticiper seulement le paiement d'un montant de taxe réduit, aux pouvoirs publics brésiliens, l'acheteur d'un produit *intermédiaire* non visé par des incitations devra anticiper le montant total de ces taxes lorsqu'il achètera les produits et devra engager la procédure administrative permettant de demander un crédit d'impôt en relation avec ces taxes, de demander une compensation en ce qui concerne ces mêmes taxes ou d'autres, ou de demander un remboursement.

7.253. Le Groupe spécial est d'accord avec l'Union européenne sur le fait que cette différence de traitement crée une incitation à acheter des produits *intermédiaires* visés par des incitations, fabriqués par des sociétés accréditées, de préférence à des produits non visés par des incitations. Selon lui, lorsqu'il sera amené à décider s'il doit choisir un produit dont l'achat ne supposera pas le paiement de taxes ou un produit dont l'achat supposera le paiement de la taxe et la charge administrative qui accompagne la procédure de compensation de la taxe par d'autres débits (ou de

⁶⁴² Brésil, déclaration liminaire à la deuxième réunion de fond, paragraphes 4 et 5.

⁶⁴³ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

⁶⁴⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.11.

⁶⁴⁵ Voir, par exemple, Brésil, première communication écrite, paragraphe 702 (DS497).

demande de compensation ou de remboursement), un acheteur, dans des circonstances normales, préférera éviter la charge administrative accompagnant le paiement de la taxe.

7.254. Étant donné qu'un produit importé ne pourra jamais être admissible au bénéfice des réductions ou des exonérations fiscales, l'incitation à éviter la charge administrative en achetant des produits *intermédiaires* visés par des incitations modifie les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés similaires, au détriment des produits importés.

7.255. Ainsi, les programmes concernant les TIC sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 car ils soumettent les produits *intermédiaires* importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits *intermédiaires* nationaux similaires, compte tenu de la charge administrative moindre imposée aux sociétés qui achètent des produits *intermédiaires* visés par des incitations.

7.3.2.2 Allégations concernant l'imposition alléguée, conformément aux modalités des PPB, ou à des prescriptions similaires, d'une obligation d'utiliser des intrants nationaux dans la production des produits visés par des incitations au titre des programmes concernant les TIC

7.3.2.2.1 Introduction

7.256. Les parties plaignantes font valoir que les prescriptions relatives aux étapes de production auxquelles les fabricants doivent satisfaire pour bénéficier des incitations fiscales au titre des quatre programmes concernant les TIC comportent des prescriptions imposant d'utiliser des intrants nationaux dans la production des produits visés par des incitations. Cette allégation est pertinente pour l'élément restant des allégations formulées par les parties plaignantes au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 ainsi que pour leurs allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.⁶⁴⁶

7.257. Le Groupe spécial note qu'il a déjà constaté que les prescriptions relatives à l'accréditation des programmes concernant les TIC – qui comprennent les prescriptions relatives aux étapes de production – étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. Cela étant dit, la question de savoir si les prescriptions relatives aux étapes de production des programmes concernant les TIC imposent l'utilisation d'intrants nationaux diffère toutefois du fondement de la décision du Groupe spécial sur les autres aspects desdits programmes. En outre, cette question est soulevée et est centrale dans le cadre des allégations des parties plaignantes selon lesquelles les programmes concernant les TIC accordent des subventions qui sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, ce qui est incompatible avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.⁶⁴⁷ Compte tenu de cette dernière considération, le Groupe spécial va poursuivre avec l'analyse de cette question.

7.258. Le Groupe spécial considère que, s'il constate que la prescription imposant d'utiliser des produits nationaux alléguée existe, cela mènera *ipso facto* à la constatation additionnelle d'une incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 alléguée par les parties plaignantes. Cela est dû au fait que, bien que l'article III:4 ne se réfère pas lui-même à de telles prescriptions, il est bien établi, sur la base d'une jurisprudence abondante, que de telles prescriptions sont incompatibles avec l'article III:4 car elles fonctionnent au détriment des produits importés, y compris lorsque l'utilisation de produits nationaux est seulement l'une des options permettant de satisfaire aux prescriptions d'une loi ou d'un règlement (ou d'obtenir un avantage).⁶⁴⁸

⁶⁴⁶ En limitant son examen, dans la présente section, aux questions relatives à l'article III:4 du GATT de 1994 et à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, le Groupe spécial ne considère pas que cet examen n'est pas pertinent aussi pour les allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, examinées plus loin.

⁶⁴⁷ Voir plus loin la section 7.3.5.2.

⁶⁴⁸ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 220, dans lequel l'Organe d'appel a maintenu que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux fonctionnaient de façon à décourager l'utilisation d'importations, malgré la possibilité d'obtenir les avantages en question sans utiliser des intrants nationaux, et constituaient donc un traitement moins favorable accordé aux importations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Voir aussi *Canada – LEIE*, (rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – LEIE*, paragraphes 5.7 à 5.11), où il a été constaté que les engagements d'acheter des produits d'origine canadienne et les engagements d'acheter à des fournisseurs

7.259. En outre, cette constatation de l'existence d'une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux, si elle est formulée, constituera également une constatation, par le Groupe spécial, du fait que l'élément de subordination des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC est présent, c'est-à-dire que, dans la mesure où les programmes accordent des subventions, toutes subventions de ce type seraient subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.260. À cet égard, conformément à l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés sont prohibées et ne seront ni accordées ni maintenues.⁶⁴⁹

7.261. Le Groupe spécial note que le sens ordinaire du mot "contingent" (subordonné) est "conditional: dependent *on, upon*" (conditionnel: dépendant *de*)⁶⁵⁰; une subvention est donc "subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés", et ainsi, prohibée au titre de l'Article 3.1 b) de l'Accord SMC, si l'utilisation de produits nationaux est *requis* ou *nécessaire* pour percevoir la subvention.⁶⁵¹

7.262. Si le Groupe spécial constate que cette prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés existe, il procèdera à une analyse plus approfondie de la question de savoir si les programmes concernant les TIC accordent des subventions. Cependant, s'il constate qu'il n'existe pas de prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés, cela écartera les allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et le Groupe spécial interrompra son analyse de ces allégations à ce stade.

7.263. L'Organe d'appel rappelle que, pour qu'il y ait incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994, trois éléments doivent être réunis: a) la mesure en cause doit être "une loi, un règlement ou une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur"; b) les produits importés et les produits nationaux en cause doivent être des "produits similaires"; et c) les produits importés doivent être soumis à un traitement "moins favorable" que celui accordé aux produits nationaux similaires.⁶⁵² Le Groupe spécial examine les mesures contestées sur la base de ces trois éléments.

canadiens étaient tous incompatibles avec l'article III:4. Pour une constatation similaire, voir le rapport du Groupe spécial du GATT *Italie – Machines agricoles*, paragraphe 13.

⁶⁴⁹ Les parties pertinentes de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC disposent ce qui suit: "Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées: ... b) subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés". L'article 3.2, quant à lui, dispose qu'"[u]n Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1".

⁶⁵⁰ Shorter Oxford English Dictionary (6^{ème} édition, 2007)

⁶⁵¹ De fait, cette interprétation a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Automobiles*, dans laquelle l'Organe d'appel a rappelé son examen de l'article 3.1 a) et a expliqué ce qui suit:

Lorsque nous avons examiné l'article 3.1 a) dans la section VI du présent rapport, nous avons rappelé que, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que "la connotation ordinaire du terme "subordonné" est "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de[s]" résultats à l'exportation. Ainsi, une subvention est prohibée au titre de l'article 3.1 a) si elle est "conditionnée" par les résultats à l'exportation, c'est-à-dire si elle "dépend, pour exister, des" résultats à l'exportation. En outre, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que la subordination "en droit" est démontrée "sur la base du libellé de la législation, de la réglementation ou d'un autre instrument juridique pertinent". (pas d'italique dans l'original) Comme nous l'avons déjà expliqué, cette conditionnalité peut découler nécessairement, par implication, des termes effectivement employés dans la mesure. Nous estimons que ce critère juridique s'applique non seulement à la "subordination" visée par l'article 3.1 a), mais aussi à la "subordination" visée par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 123.

⁶⁵² Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 133.

7.3.2.2.2 Question de savoir si les mesures en cause sont des lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits nationaux et importés sur le marché intérieur

7.264. Le Groupe spécial rappelle l'analyse qu'il a présentée plus haut dans la section 7.3.2.1.2 concernant la question de savoir si les mesures en cause sont des lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits nationaux et importés sur le marché intérieur. Il ne répètera pas cette analyse car elle s'applique aussi à la présente allégation.

7.3.2.2.3 Question de savoir si les produits importés et les produits nationaux pertinents sont des "produits similaires"

7.265. Premièrement, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.117 dans le contexte de l'article III:2 du GATT de 1994, selon laquelle les produits visés par des incitations qui bénéficiaient du traitement fiscal pertinent étaient des produits nationaux brésiliens au sens de l'article III:2. C'est également vrai pour l'article III:4.

7.266. Comme cela a été expliqué, en plus de leurs allégations d'incompatibilité avec l'article III:4 en ce qui concerne les produits *finis* et les produits *intermédiaires*, les parties plaignantes allèguent également que les programmes concernant les TIC sont incompatibles avec l'article III:4 en ce qui concerne les composants et les sous-assemblages. L'Union européenne explique que les composants et les sous-assemblages importés qui peuvent être utilisés dans la fabrication de produits *finis* et de produits *intermédiaires* sont des produits similaires, et qu'ils "sont essentiellement définis par leurs caractéristiques technologiques inhérentes. Ainsi, les composants et les sous-assemblages fabriqués au Brésil et importés ont un rapport de concurrence directe sur le marché".⁶⁵³ Les deux parties plaignantes considèrent que les programmes contestés font la distinction "entre des produits importés et les produits nationaux qui sont identiques en tous points sauf en ce qui concerne leur origine, et qu'il n'est pas nécessaire de mener une analyse détaillée au cas par cas de l'élément de "simila[rité]" au titre de l'article III:4".⁶⁵⁴

7.267. Le Brésil fait valoir que les programmes contestés ne font pas de distinction quant à l'origine entre les produits importés et les produits nationaux, et que les parties plaignantes ne se sont donc pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombe.⁶⁵⁵ Il n'a pas contesté la similarité des produits conformément aux critères traditionnels de la similarité, telle que la font valoir les parties plaignantes.⁶⁵⁶

7.268. Comme il a été indiqué plus haut, des groupes spéciaux antérieurs ont utilisé l'approche de la similarité "hypothétique" en ce qui concerne l'article III:4, selon laquelle "un plaignant pouvait établir la "similarité" en démontrant que la mesure en cause faisait une distinction fondée exclusivement sur l'origine du produit".⁶⁵⁷ Selon cette approche, une partie plaignante doit établir *prima facie* qu'une mesure établit une distinction fondée exclusivement sur l'origine.⁶⁵⁸

⁶⁵³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 627. Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphes 794, 695 et 1087.

⁶⁵⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 626 à 628, 793 à 795, 945, 946, 1087 et 1088; Japon, première communication écrite, paragraphe 59; première communication écrite, paragraphes 341, 342, 411, 412, 465, 466 et 523.

⁶⁵⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 234 à 237, 397 et 489 (DS472) et 188 à 190, 290, 335 et 426 (DS497).

⁶⁵⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.119.

⁶⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36. Voir également les rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.168; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.216; *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 6.274; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.74; *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1447; *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.174; *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 7.661; *Turquie – Riz*, paragraphes 7.214 à 7.216; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.132 à 8.135; *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.355 et 7.356; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.424 à 7.432).

⁶⁵⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.45.

7.269. Le Groupe spécial note que l'argument des parties plaignantes est que les programmes pertinents imposent l'utilisation de composants et de sous-assemblages produits dans le pays dans la production d'un produit *fini* ou *intermédiaire* pour que ce produit *fini* ou *intermédiaire* bénéficie de certains avantages fiscaux. Une telle distinction réglementaire est clairement fondée sur l'origine des produits commercialisés. Le Groupe spécial ne préjuge pas à ce stade de son analyse de la question de savoir si les produits importés indiqués par les parties plaignantes sont traités moins favorablement que les produits nationaux similaires. Il considère toutefois que les produits qui, d'après les allégations des parties plaignantes, sont désavantagés sont *similaires* aux produits qui, d'après les allégations, sont favorisés. Il examine ci-dessous la question de savoir si les mesures fonctionnent comme des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux imposant l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.270. Le Groupe spécial conclut donc que les *composants et les sous-assemblages* produits dans le pays et les *composants et les sous-assemblages* importés sont des produits similaires, au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.3.2.2.4 Question de savoir si les produits importés sont soumis à un "traitement moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires

7.271. Rappelons que les parties plaignantes font valoir que pour bénéficier des avantages fiscaux pertinents au titre des programmes concernant les TIC, les fabricants doivent satisfaire à certaines prescriptions relatives aux étapes de production qui modifient les conditions de concurrence pour les *intrants* importés en faveur des *intrants* similaires nationaux. Elles considèrent qu'il en est ainsi parce que le processus de mise en conformité avec chaque étape de production prescrite spécifiée dans un processus de production basique (PPB) (ou autrement spécifiée) conduit à la création d'un "intrant" qui doit ensuite être "utilisé" dans une étape ou plusieurs étapes suivantes dans la production du produit fini ou intermédiaire visé par des incitations (c'est-à-dire le produit bénéficiant du traitement fiscal avantageux). Elles formulent cet argument sans se soucier de la question de savoir si une société unique exécute elle-même toutes les étapes de production et crée ainsi elle-même les "intrants" en question (ce que l'on appelle la production "interne"), ou au contraire externalise certaines étapes de production à des tierces parties, en leur achetant les produits de ces étapes de production, qu'elle incorpore ensuite en tant qu'"intrants" dans sa production du produit visé par des incitations.

7.272. Ainsi, pour les parties plaignantes "la prescription imposant d'exécuter certaines étapes de fabrication au Brésil [dans tous les cas] revient à exiger l'incorporation d'éléments nationaux dans le produit fini", dès lors que l'exécution de ces étapes de fabrication conduit à la création d'un produit.⁶⁵⁹ Les parties plaignantes font valoir à cet égard que ces conditions pour bénéficier d'un avantage fiscal sur un produit visé par des incitations exigent que "des intrants spécifiques de produits particuliers, et/ou des quantités ou proportions spécifiques de ces intrants, soient de source nationale", de telle sorte que "l'utilisation d'intrants importés peut priver un produit final d'admissibilité" au bénéfice des programmes concernant les TIC.⁶⁶⁰ De l'avis des parties plaignantes, cette obligation alléguée d'utiliser des intrants locaux dans la fabrication de produits des TIC, comme condition pour bénéficier des avantages fiscaux au titre des programmes concernant les TIC, accorde un traitement moins favorable aux intrants importés que le traitement accordé aux intrants nationaux similaires.⁶⁶¹

7.273. Le Brésil n'est pas d'accord avec la qualification par les parties plaignantes des prescriptions relatives aux étapes de production, faisant valoir que les PPB (ou les prescriptions relatives aux étapes de production comparables) ne sont liés ni aux produits nationaux ni aux produits étrangers, puisqu'ils ne sont pas liés aux produits, pour commencer. En fait, il affirme que les PPB visent à garantir le développement technologique et industriel tout au long de diverses étapes de la chaîne de production pour que la branche de production "domine le cycle de

⁶⁵⁹ Japon, première communication écrite, paragraphe 296. Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphe 600 ("Les PPB peuvent exiger que certains stades de la production ou des opérations de transformation du produit des technologies de l'information aient lieu au Brésil, mais pas seulement ... ils exigent également que la société accréditée dans le cadre du programme effectue elle-même la production de certains intrants ou produits intermédiaires ou qu'un pourcentage ou volume d'intrants produits localement ou de produits intermédiaires (produits localement, souvent conformément à leur propre PPB respectif) soit incorporé dans le produit final").

⁶⁶⁰ Japon, première communication écrite, paragraphe 342.

⁶⁶¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 652.

production", et sont neutres quant à l'origine.⁶⁶² Il considère que les parties plaignantes ont amalgamé à tort les étapes de production et les produits, et les prescriptions relatives à la fabrication et les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux.⁶⁶³ S'agissant des programmes individuels concernant les TIC, il fait valoir que le Programme informatique, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique concernent tous les processus de production (appelés PPB), tandis que le Programme PADIS décrit les types de conception de produit et les étapes de production que les sociétés accréditées doivent respecter, et qu'aucune de ces prescriptions ne peut être présumée concerner l'origine des intrants et des produits utilisés dans le processus de production, ou affecte les conditions de concurrence d'un quelconque produit sur le marché.⁶⁶⁴ Selon le Brésil, les programmes concernant les TIC n'exigent pas, en droit ou en fait, qu'un certain niveau de composants locaux soit utilisé; au contraire, dans la plupart des cas, les intrants, parties et composants importés constituent la grande majorité du coût total de production visé par ces programmes.⁶⁶⁵

7.274. Les arguments des parties révèlent des divergences fondamentales tant en ce qui concerne la question de savoir si, en fait, les PPB et autres prescriptions relatives aux étapes de production au titre des programmes concernant les TIC sont ou contiennent des prescriptions imposant d'utiliser des intrants nationaux; qu'en ce qui concerne la question de savoir si, en droit, les prescriptions imposant d'exécuter une série d'étapes de production dans le pays constituant, sans plus, des prescriptions imposant d'utiliser des intrants nationaux. Le Groupe spécial entreprend d'abord l'analyse des questions factuelles, sur la base des renseignements détaillés concernant les PPB et les autres prescriptions relatives aux étapes de production eux-mêmes. Il mène cette analyse factuelle programme par programme, pour le Programme informatique, le Programme PATVD, le Programme PADIS et le Programme pour l'inclusion numérique.

7.3.2.2.4.1 Fonctionnement des PPB et autres prescriptions relatives aux étapes de production dans les programmes concernant les TIC

7.275. Le Groupe spécial note que, pour qu'une société soit accréditée et obtienne ensuite les avantages fiscaux au titre du Programme informatique, elle doit fabriquer les produits des technologies et produits d'automatisation pertinents conformément aux modalités des PPB par produit particuliers.⁶⁶⁶

7.276. Au titre du Programme PADIS, afin d'être accréditée et d'obtenir ensuite les avantages fiscaux pertinents, une société doit satisfaire à diverses prescriptions en fonction des produits pour lesquels elle recherche les avantages fiscaux. Spécifiquement, en ce qui concerne les "dispositifs électroniques à semi-conducteur", la société doit effectuer la "conception, le développement et la création" *ou* la "diffusion ou la transformation physico-chimique", *ou* la "découpe, l'encapsulage et les essais".⁶⁶⁷ En ce qui concerne les "dispositifs d'affichage d'information", la société doit effectuer la "conception, le développement et la création", *ou* la "fabrication des éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et des diodes électroluminescentes", *ou* "l'assemblage final des dispositifs d'affichage et les essais électriques et optiques".⁶⁶⁸ Aucune des prescriptions relatives à ces produits n'inclut de PPB. Cependant, ces prescriptions donnent bien des précisions concernant les étapes de production. Enfin, en ce qui concerne les "fournitures et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information", la société doit fabriquer ces produits conformément aux PPB pertinents.⁶⁶⁹

7.277. Au titre du Programme PATVD, afin d'obtenir une accréditation, puis les avantages fiscaux pertinents, une société doit se conformer aux PPB pertinents ou, sinon, satisfaire aux critères permettant qu'un produit soit considéré comme "développé au Brésil".⁶⁷⁰

⁶⁶² Brésil, première communication écrite, paragraphe 73 (DS472). Voir aussi Brésil, première communication écrite, paragraphe 42 (DS497).

⁶⁶³ Brésil, première communication écrite, paragraphe 78 (DS472).

⁶⁶⁴ Brésil, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 45.

⁶⁶⁵ Brésil, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 34.

⁶⁶⁶ Voir plus haut la section 2.2.1.5.

⁶⁶⁷ Voir plus haut la section 2.2.2.5.

⁶⁶⁸ Voir plus haut la section 2.2.2.5.

⁶⁶⁹ Voir plus haut la section 2.2.2.5.

⁶⁷⁰ Voir plus haut la section 2.2.3.5.

7.278. Au titre du Programme pour l'inclusion numérique, les détaillants peuvent obtenir certains avantages fiscaux sur leurs ventes au Brésil de certains biens de consommation numériques produits conformément à leurs PPB pertinents.⁶⁷¹

7.279. Le Groupe spécial note que les quatre programmes font référence aux prescriptions relatives aux étapes de production contenues dans ce que l'on appelle les PPB ou dans d'autres instruments juridiques.⁶⁷² Il a examiné en détail les éléments de preuve présentés par les parties, y compris tous les PPB présentés au Groupe spécial en tant qu'éléments de preuve (décrits de façon plus approfondie dans l'appendice joint au présent rapport). Sur la base de cet examen, il formule les observations suivantes au sujet du fonctionnement des PPB eux-mêmes.

7.280. Un PPB est défini comme "l'ensemble minimal d'opérations, dans une installation de fabrication, qui caractérise la fabrication industrielle effective d'un produit donné".⁶⁷³ De fait, un PPB est essentiellement un ensemble d'étapes de production par produit qui doivent être exécutées au Brésil, pour qu'une société bénéficie des incitations fiscales concernant ce produit au titre du/des programmes pertinents. Les prescriptions spécifiques de chaque PPB par produit varient, en fonction de la nature du processus de production de ce produit particulier.⁶⁷⁴

7.281. Certaines prescriptions relatives aux étapes de production des PPB doivent être exécutées par la société accréditée en tant que producteur du produit *fini* ou *intermédiaire* visé par le PPB, tandis que d'autres prescriptions relatives aux étapes de production peuvent être exécutées par des "tiers parties" situées au Brésil.⁶⁷⁵ Cela varie en fonction du PPB.

7.282. Le Groupe spécial note en outre que toutes les prescriptions relatives aux étapes de production ne figurent pas dans les PPB. C'est le cas, comme il l'a été noté plus haut, de certains des produits visés par le Programme PADIS. En outre, au titre du Programme PATVD, les avantages fiscaux peuvent être obtenus soit en respectant les étapes de production des PPB, soit en satisfaisant aux critères permettant que le produit soit considéré comme "développé au Brésil".

7.283. Enfin, le Groupe spécial note que tous les PPB ou autres prescriptions relatives aux étapes de production ne sont pas pertinents pour tous les programmes concernant les TIC. En particulier, un grand nombre de PPB sont pertinents pour le Programme informatique et un sous-ensemble de ces PPB est pertinent pour le Programme pour l'inclusion numérique. D'autres PPB sont pertinents pour le Programme PADIS et le Programme PATVD, respectivement. En outre, seul le Programme PADIS dispose de prescriptions relatives aux étapes de production qui ne sont pas contenues dans des PPB distincts.

7.284. À cet égard, le Groupe spécial note que, bien qu'il présente son analyse en ce qui concerne les PPB et autres prescriptions relatives aux étapes de production dans leur ensemble, il a examiné en détail tous les PPB et autres prescriptions relatives aux étapes de production, examen qui figure dans l'appendice joint au présent rapport. Cette annexe décrit en détail, pour chaque PPB ou ensemble de prescriptions relatives aux étapes de production, les exemples spécifiques des types de dispositions mentionnées ici.

7.285. Passant aux dispositions spécifiques des PPB, le Groupe spécial note que toutes sont toutes intitulées "processus de production de base" pour le produit spécifié en question, visé par des incitations, "produit au Brésil". Ces titres, et les instruments juridiques sous-jacents, indiquent clairement que toutes les opérations décrites dans les PPB doivent être effectuées au Brésil. En ce qui concerne leur contenu, tous les PPB sont composés d'un ensemble d'étapes de production qui, pour la plupart, comprennent la transformation, au moyen d'un processus de fabrication, de matières premières de base sous une forme totalement désagrégée en un composant ou ensemble

⁶⁷¹ Voir plus haut la section 2.2.4.4.

⁶⁷² Voir plus haut la section 2.2.2.5.

⁶⁷³ Décret n° 5906/2006 (pièce JE-7), article 16.

⁶⁷⁴ Les PPB sont décrits plus en détail plus haut dans la section 2.2.1.5.2.

⁶⁷⁵ À titre d'exemple, les PPB concernant les "assemblages de photorécepteurs organiques flexibles" imposent que la "découpe du substrat", le "brasage" et l'"assemblage de toutes les parties et pièces, totalement séparées, au niveau des composants de base" soient effectués au Brésil. La découpe du substrat et le brasage peuvent être effectués par l'entité qui produit l'assemblage de photorécepteur flexible *ou* par une tierce partie au Brésil, et l'assemblage des parties et pièces au niveau des composants de base doit être effectué exclusivement par l'entité qui produit l'assemblage de photorécepteur flexible lui-même. Voir l'Ordonnance d'application interministérielle n° 268/2013 (pièce JE-37), article 7.

de composants ou de sous-assemblages, l'étape ou les étapes finales comprenant l'intégration de tous ces composants ou sous-assemblages dans le produit final, ainsi que, dans certains cas, des essais et d'autres étapes finales.

7.286. Afin d'illustrer ce point, le Groupe spécial examine, à titre d'exemple, deux PPB pour ce programme, concernant les boîtiers d'épissurage de fibre optique⁶⁷⁶ et les produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse⁶⁷⁷, qui sont largement représentatifs de la façon dont fonctionnent les PPB dans leur ensemble.

7.287. Les termes opérationnels du PPB concernant les boîtiers d'épissurage de fibre optique sont les suivants:

Article 1. Établit le processus de production de base concernant les **BOÎTIERS D'ÉPISSURAGE DE FIBRE OPTIQUE** suivant:

- I – fabrication des moules destinés à l'injection des parties en plastique;
- II – injection des parties en plastique;
- III – estampage des parties métalliques;
- IV – assemblage des sous-ensembles de vanne d'air, du kit de fermeture et des éléments de base;
- V – intégration finale du produit; et
- VI – test d'imperméabilité du produit.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties au Brésil, sauf en ce qui concerne les stades V et VI, qui ne peuvent pas être effectués par des tierces parties.

Article 2. Dès lors que des facteurs techniques ou économiques dûment corroborés le déterminent, tout stade du processus de production de base peut être temporairement interrompu ou modifié au moyen d'une ordonnance interministérielle conjointe délivrée par les Ministres d'État chargés du développement, de l'industrie et du commerce extérieur, et de la science, de la technologie et de l'innovation.

Article 3. La présente ordonnance d'application entrera en vigueur à la date de sa publication.

7.288. Comme le montre l'article premier du présent PPB, pour qu'un boîtier d'épissurage de fibre optique soit admissible au bénéfice des avantages fiscaux au titre du Programme informatique, toutes les étapes mentionnées dans cet article doivent être exécutées au Brésil. Ainsi, les moules destinés à l'injection de plastique doivent être faits au Brésil, les parties en plastique doivent être injectées au Brésil, les parties métalliques doivent être estampées au Brésil, et ainsi de suite. Cela démontre que les processus de production envisagés, qui doivent tous être effectués au Brésil, consistent en une fabrication fondamentale à partir d'intrants de base. En d'autres termes, un produit fabriqué à partir du simple assemblage de composants et de sous-assemblages ne satisferait pas aux conditions du PPB. Cela est compatible avec la façon dont le Brésil décrit les PPB.⁶⁷⁸

7.289. Le PPB concernant les produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse fonctionne de façon similaire, mais il comprend quelques caractéristiques additionnelles. Ses termes opérationnels sont ainsi libellés:

Article 1. Le processus de production de base concernant les **PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE** industrialisés au Brésil, tel qu'énoncé dans l'annexe à l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 14 du 22 janvier 2007, se lira désormais comme suit:

⁶⁷⁶ Ordonnance d'application interministérielle n° 93/2013 (pièce JE-31).

⁶⁷⁷ Ordonnance d'application interministérielle n° 103/2013 (pièce JE-32).

⁶⁷⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 128 à 155 (DS472) et 85 à 104 (DS497).

I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface des parties métalliques, le cas échéant;
II – injection des parties en plastique du boîtier, le cas échéant;
III – fabrication des circuits imprimés à partir de matériaux laminés;
IV – assemblage et brasage, ou processus équivalent, de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;
V – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et
VI – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, conformément aux alinéas I à V ci-dessus.

§1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne l'étape mentionnée à l'alinéa VI, qui ne peut pas être effectuée par des tierces parties.

§2 Les cristaux liquides, le plasma et autres technologies d'affichage sont temporairement exemptés de l'assemblage.

§3 Les modules et sous-assemblages assemblés suivants sont temporairement exemptés des stades mentionnés aux alinéas III et IV du paragraphe d'introduction du présent article:

I – modules de communication à modulation de fréquence (FM);
II – modules de communication Pager;
III – modules de communication Global Positioning System (GPS);
IV – modules de communication par satellite;
V – mécanismes d'impression technique; et
VI – modules de communication à Accès multiple par répartition de code (AMRC).

Article 2. 90% du nombre total de modules de communication utilisant le Système mondial de communications mobiles (GSM) employés dans la fabrication de PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE figurant dans l'annexe à la présente ordonnance d'application seront produits conformément à leurs processus de production de base respectifs au cours d'une année civile.

§1 Si le pourcentage indiqué dans le paragraphe d'introduction n'est pas atteint, la société sera tenue de combler la différence en unités produites, avant le 31 décembre de l'année suivante, sans préjudice des obligations en vigueur, au cours de cette année civile.

§2 La différence mentionnée au §1 ne pourra pas dépasser 5% de la production de l'année au cours de laquelle il n'a pas été possible d'atteindre la limite fixée.

Article 3. Le stade établi à l'alinéa III de l'article premier (fabrication des circuits imprimés à partir de matériaux laminés) sera exempté pour ce qui est des circuits imprimés fabriqués au moyen de la technologie "via in pad" et présentant un nombre de trous "borgnes" supérieur à 500 par décimètre carré, utilisés exclusivement par les TRACEURS.

Paragraphe unique L'exonération prévue au présent article dépend de l'investissement additionnel dans la R&D, par le fabricant, d'au moins 1,5% de son chiffre d'affaires brut sur le marché intérieur résultant de la vente visée par l'avantage fiscal, déduction faite des contributions correspondantes pour ces ventes, ainsi que de la valeur des acquisitions de produits visés par les mêmes incitations, au cours de l'année civile.

Article 4. Dès lors que des facteurs techniques ou économiques dûment corroborés le déterminent, tout stade du processus de production de base peut être temporairement interrompu ou modifié au moyen d'une ordonnance interministérielle conjointe délivrée par les Ministres d'État chargés du développement, de l'industrie et du commerce extérieur, et de la science, de la technologie et de l'innovation.

Article 5. L'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 14 du 22 janvier 2007 est abrogée.

Article 6. La présente ordonnance d'application entrera en vigueur à la date de sa publication.

ANNEXE PRODUITS

Immobilisateur automobile avec transpondeur
 Immobilisateur automobile par FM
 Immobilisateur automobile par Pager
 Immobilisateur automobile avec/sans télécommande
 Traceur de véhicule sans GPS et communication par satellite
 Traceur de véhicule avec GPS et communication par satellite
 Traceur de véhicule sans GPS et communication par satellite avec antenne plate
 Traceur de véhicule avec localisation par GPS et communication par GSM/GPRS [Système mondial de communications mobiles/Service général de paquets radio]
 Traceur de véhicule avec service basé sur la localisation (LBS) et communication par GSM/GPRS
 Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par téléphone portable
 Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par radio
 Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par satellite
 Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par fréquences radio
 Tachygraphe électronique
 Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par téléphone portable
 Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par radio
 Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par satellite
 Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par fréquences radio
 Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, par triangulation et communication par fréquences radio
 Tachygraphe électronique immobilisateur par Pager
 Tachygraphe électronique immobilisateur par FM

7.290. Comme le montre l'article premier de ce PPB, pour que les produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse soient admissibles au bénéfice des avantages fiscaux au titre du Programme informatique, toutes les étapes indiquées dans cet article doivent être effectuées au Brésil. Ainsi, l'estampage, la découpe, le pliage et le traitement de surface des parties métalliques; l'injection de toutes parties en plastique du boîtier, la fabrication des circuits imprimés à partir de matériaux laminés; l'assemblage et le brasage, ou un processus équivalent, de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés; l'assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et l'intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final doivent tous être effectués au Brésil. Ici encore, il ne s'agit pas de simples opérations d'assemblage mais de processus de fabrication fondamentaux à partir d'intrants de base.

7.291. Le PPB concernant les produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse comporte un aspect additionnel qui ne se trouve pas dans le PPB concernant les boîtiers d'épissurage de fibre optique, à savoir un PPB dans un PPB (ce que l'on appelle un "PPB imbriqué"⁶⁷⁹). En particulier, l'article 2 dispose qu'au moins 90% des modules GSM utilisés pour fabriquer tous produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de

⁶⁷⁹ L'expression "PPBs imbriqués" a été utilisée pour la première fois par les États-Unis dans leur communication en tant que tierce partie et a continué d'être utilisée tout au long du différend. Voir États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 15. Voir aussi, par exemple, Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 239; et réponse à la question n° 79 du Groupe spécial.

vitesse énumérés dans l'annexe au PPB doivent être produits conformément à leur propre PPB. En d'autres termes, cela signifie qu'il existe un PPB distinct pour les modules GSM et que ce PPB distinct doit être respecté en ce qui concerne au moins 90% des modules GSM utilisés dans la fabrication des produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse énumérés dans l'annexe. Le Groupe spécial note que le Brésil a admis que tous les PPB imbriqués pouvaient être externalisés à une tierce partie au Brésil.⁶⁸⁰

7.292. Le Groupe spécial note que, de par son accréditation, le producteur d'un produit visé par des incitations donné prend la responsabilité de toutes les étapes de production exigée dans le PPB respectif et, par conséquent, lui seul bénéficie des avantages fiscaux concernant ce produit visé par des incitations. Comme il a été indiqué plus haut, toutefois, cela ne veut pas dire qu'une société doit effectuer elle-même toutes les étapes de production pour conserver son accréditation. Au contraire, dans tous les cas⁶⁸¹, les PPB permettent à la société accréditée d'externaliser au moins une partie des étapes de production exigées à des tierces parties, pour autant que celles-ci satisfassent elles-mêmes aux prescriptions du PPB en ce qui concerne les étapes qu'elles exécutent.

7.293. S'agissant tout d'abord de l'exemple du PPB concernant les boîtiers d'épissurage de fibre optique, un producteur accrédité peut externaliser les étapes I à IV, ce qui signifie qu'une autre ou d'autres sociétés peuvent produire les moules destinés à l'injection, injecter les parties en plastique, estamper les parties métalliques et assembler les sous-ensembles de la vanne d'air, du kit de fermeture et des éléments de base. De même, en ce qui concerne les avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse, un producteur accrédité peut externaliser toutes les étapes de production autres que l'étape finale d'intégration des cartes de circuits imprimés et de toutes les parties électriques et mécaniques pour former le produit final. Ainsi, le producteur accrédité peut externaliser à une autre ou d'autres sociétés tout estampage, découpe, pliage ou traitement de surface des parties métalliques; toute injection des parties en plastique du boîtier; la fabrication des circuits imprimés à partir de matériaux laminés; l'assemblage et le brasage, ou un processus équivalent, de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés; et l'assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base. La condition sous-jacente pour l'ensemble de cette externalisation est, comme indiqué, que toutes les tierces parties participantes doivent satisfaire aux prescriptions du PPB concernant les étapes respectives qu'elles exécutent.

7.294. Concrètement, si un producteur de boîtiers d'épissurage de fibre optique souhaite externaliser une pièce métallique estampée, il doit s'assurer que la pièce a été estampée au Brésil, soit par la société dont il obtient la pièce, soit par une autre société au Brésil. De même, si un producteur d'avertisseur de dépassement de vitesse souhaite externaliser une carte de circuit imprimé, il doit s'assurer à la fois que les circuits imprimés eux-mêmes ont été fabriqués au Brésil à partir de matériaux laminés et que tous les composants des cartes de circuits imprimés ont été assemblés et brasés, ou fixés de façon similaire, aux cartes au Brésil (par une ou plusieurs sociétés). En ce sens, chacune des étapes, dans un PPB concernant la création d'un composant ou d'un sous-assemblage fabriqué pour le produit visé par des incitations, peut être considérée comme un "mini-PPB" pour le composant ou le sous-assemblage produit dans le cadre de cette étape; et les prescriptions principales de ces mini-PPB (comme pour les PPB principaux dans leur ensemble) sont des processus de fabrication de base qui doivent être effectués au Brésil.

7.295. La situation des "PPB imbriqués" est, d'un point de vue analytique, semblable à celle des prescriptions relatives aux étapes de production, la principale différence étant ce qui apparaît comme une présomption implicite que les produits qui sont soumis aux PPB imbriqués seront externalisés.⁶⁸² En tout état de cause, qui que soit le fabricant des modules GSM dans un cas précis, le fait que ces produits soient soumis à leur propre PPB suppose qu'ils sont soumis à leurs propres prescriptions relatives aux étapes de production devant être effectuées au Brésil et

⁶⁸⁰ Dans sa réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, le Brésil a expliqué ce qui suit: "[E]n ce qui concerne les PPB qui incluent des prescriptions imposant qu'un intrant ou composant spécifique soit produit conformément à son propre PPB, l'intrant ou le composant spécifique peut être produit par des tierces parties au Brésil. La production d'un intrant spécifique par des tierces parties, conformément à son propre PPB, reste soumise à la vérification des autorités". Voir aussi les réponses des parties à la question n° 56 du Groupe spécial.

⁶⁸¹ Les détails sont donnés dans l'appendice joint au présent rapport.

⁶⁸² Voir plus haut la note de bas de page 680.

vraisemblablement à leurs propres dispositions en matière d'externalisation pour certaines de ces étapes de production.

7.296. Gardant cela à l'esprit, le Groupe spécial poursuit avec l'évaluation de chacune des allégations concernant chacun des programmes contestés.

7.3.2.2.4.2 Analyse par le Groupe spécial du Programme informatique

7.297. Le Groupe spécial rappelle que, dans le contexte de leurs allégations à la fois au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, les parties plaignantes font valoir que les prescriptions relatives aux étapes de production constituent en elles-mêmes des prescriptions imposant d'utiliser des produits nationaux dans la production des produits visés par des incitations, indépendamment du point de savoir si ces prescriptions sont respectées de façon "interne" – le producteur accrédité exécutant lui-même toutes les étapes exigées – ou au moyen de l'externalisation de certaines de ces étapes. Le Brésil fait valoir que les prescriptions relatives aux étapes de production concernent exclusivement la production et n'imposent en aucun cas d'utiliser des produits nationaux, et ne sont donc visées ni par l'article III:4 du GATT de 1994 ni par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.⁶⁸³ Cela étant dit, il semble n'y avoir aucun désaccord théorique entre les parties sur le fait que, au moins dans le cas où une société est tenue, lorsqu'elle acquiert un produit d'une source externe, d'acquérir uniquement un produit national, il y aurait une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.298. Compte tenu de ces vues exprimées par les parties, dans son analyse de la question de savoir si, comme il a été allégué, les PPB au titre du Programme informatique contiennent ou constituent des prescriptions imposant d'utiliser des produits nationaux, le Groupe spécial considère utile d'analyser séparément les deux scénarios possibles de respect des PPB, tels qu'ils viennent d'être décrits: le scénario "interne" et le scénario de l'externalisation. Le Groupe spécial va d'abord examiner le scénario de l'externalisation.

7.299. Dans le cadre de l'examen de cette question, le Groupe spécial examine d'abord les PPB "principaux" qui contiennent des PPB imbriqués (comme le PPB concernant les produits pour avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse, avec son propre PPB imbriqué concernant les modules GSM). Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.117, selon laquelle tous les produits fabriqués conformément à un PPB sont, en tant que tels, des produits nationaux brésiliens, du fait qu'ils ont été produits au Brésil à partir de matières premières de base et d'autres intrants au moyen d'un processus de fabrication obligatoire spécifié. Sur cette base, il considère que les produits visés par des incitations fabriqués conformément aux PPB imbriqués, qui sont utilisés comme composants et sous-assemblages dans la production des produits visés par les PPB principaux, constituent des produits nationaux brésiliens de plein droit. Il rappelle en outre que les PPB principaux qui contiennent des PPB imbriqués exigent qu'au moins une proportion minimale de composants et de sous-assemblages du type visé par les PPB imbriqués ait été produite conformément à ces PPB imbriqués (comme il a été dit plus haut, le PPB imbriqué concernant les modules GSM contenu dans le PPB principal concernant les avertisseurs de dépassement de vitesse, traceurs et contrôleurs de vitesse exige qu'au moins 90% des modules GSM utilisés soient produits conformément au PPB distinct concernant les modules GSM). Comme il a également été dit plus haut au paragraphe 7.295, le Groupe spécial considère que, dans la plupart des cas, les composants et les sous-assemblages qui sont soumis aux PPB imbriqués seront externalisés, et non produits, par le producteur du produit visé par le PPB principal; et en tout état de cause, comme il a été noté, le Brésil a reconnu que l'externalisation était autorisée pour les éléments soumis aux PPB imbriqués.⁶⁸⁴ Par conséquent, lorsque les produits soumis aux PPB imbriqués sont externalisés, les prescriptions exigeant que (au moins une certaine proportion de) ces produits respectent leur PPB respectifs constituent donc des prescriptions explicites imposant d'utiliser des produits nationaux – les composants et les sous-assemblages visés par les PPB imbriqués – au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.300. Autrement dit, lorsque le producteur d'un produit visé par un PPB principal obtient des composants ou des sous-assemblages visés par leur propre PPB imbriqué, il obtient des produits

⁶⁸³ Le Groupe spécial a déjà rejeté ces arguments plus haut dans la section 7.2.

⁶⁸⁴ Voir plus haut la note de bas de page 680.

nationaux. Du fait que le PPB imbriqué impose qu'une quantité minimale obligatoire de ces produits nationaux soit utilisée dans la production du produit soumis au PPB principal, la seule façon de satisfaire à cette prescription, en cas d'externalisation, est d'acquérir et d'utiliser des produits nationaux. Ainsi, chaque PPB incluant un PPB imbriqué contient une prescription explicite imposant d'utiliser des produits nationaux dans les cas où les produits visés par les PPB imbriqués sont externalisés.

7.301. La présente analyse est également valable pour les prescriptions relatives aux étapes de production de base de tous les PPB au titre du Programme informatique, qui sont habituellement énoncées dans l'article premier des PPB. Comme il l'a été indiqué, tous les PPB contiennent des dispositions relatives à l'externalisation qui prescrivent que les étapes de production externalisées respectent les prescriptions respectives des PPB, et dans chaque cas, au moins certaines de ces dispositions relatives à l'externalisation s'appliquent aux étapes de production concernant la création de composants ou de sous-assemblages fabriqués à partir de composants et de matières premières de base qui, comme l'a constaté le Groupe spécial, sont pour cette raison des produits nationaux. Ce dernier considère en outre que, comme dans le cas de l'externalisation des produits fabriqués conformément aux PPB imbriqués, l'externalisation des étapes de production concernant la fabrication au Brésil de composants et de sous-assemblages à partir de composants et de matières premières de base engendre une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. En particulier, lorsqu'une société accréditée externalise des composants et des sous-assemblages, elle ne peut se conformer au PPB en question que si les prescriptions relatives aux étapes de production pour ces composants et sous-assemblages sont respectées, et respecter ces prescriptions signifie que ces composants et sous-assemblages doivent être des produits nationaux brésiliens.

7.302. Ainsi, au titre du Programme informatique, pour ce qui est des prescriptions relatives à l'externalisation concernant les prescriptions relatives aux étapes de production pour les composants et les sous-assemblages utilisés dans la production d'un produit visé par des incitations, les PPB imposent l'utilisation de produits nationaux, au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.303. Le Groupe spécial note que certains PPB contiennent d'autres options permettant de respecter certaines étapes de production dans les PPB, pour qu'une société obtienne le traitement fiscal concerné. Comme il a été dit au paragraphe 7.258, il considère que le simple fait qu'il existe des options pour le respect qui sont potentiellement compatibles avec les règles de l'OMC ne pourrait pas empêcher de constater une incompatibilité en ce qui concerne les PPB dans leur ensemble. Il souligne que s'il en était autrement, les Membres pourraient contourner les règles de l'OMC, comme le principe fondamental de non-discrimination, en imposant des mesures qui subordonnent les avantages à plusieurs autres options, dont certaines seraient compatibles avec les règles de l'OMC, et d'autres incompatibles. En bref, le Groupe spécial ne considère pas que l'existence d'autres options, potentiellement compatibles avec les règles de l'OMC, modifie l'incompatibilité avec l'article III:4 d'une option qui impose l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.⁶⁸⁵

7.304. Cela est également applicable à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. À cet égard, le Groupe spécial considère que, lorsqu'une prescription particulière *peut* être respectée par un certain nombre de moyens et l'un de ces moyens suppose la subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, cet aspect particulier de la prescription est incompatible avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC. Il considère que le simple fait qu'il existe des options pour le respect qui sont potentiellement compatibles avec les règles de l'OMC ne pourrait pas empêcher de constater une incompatibilité en ce qui concerne la mesure dans son ensemble. S'il en était autrement, les Membres pourraient contourner la prohibition des subventions prévue à l'article 3.1 de l'Accord SMC en subordonnant l'octroi de ces subventions à plusieurs autres options, et tant que l'une d'elles est compatible avec les règles de l'OMC, il ne pourrait pas être constaté que la mesure est incompatible avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Dans ce contexte également, le Groupe spécial ne considère pas que l'existence d'autres options, potentiellement compatibles avec les règles de l'OMC, modifie l'incompatibilité avec l'article 3.1 b)

⁶⁸⁵ Voir plus haut la note de bas de page 648.

et 3.2 de l'Accord SMC d'une option qui suppose la subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.⁶⁸⁶

7.305. Le Groupe spécial rappelle, comme il l'a dit plus haut au paragraphe 2.63, que de nombreux PPB exigent que des pourcentages spécifiques d'intrants spécifiques soient assemblés au Brésil. Selon lui, ces pourcentages spécifiques ne modifient pas sa conclusion selon laquelle les prescriptions relatives aux étapes de production des PPB favorisent l'utilisation des produits similaires nationaux au détriment des produits importés similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Le Groupe spécial note aussi que de nombreux PPB contiennent également des exonérations ou d'autres options qui ont une durée déterminée. En outre, certains PPB contiennent des exonérations de produits ou d'étapes de production limitées dans le temps, y compris les exonérations limitées dans le temps qui s'appliquent aux pourcentages mentionnés plus haut au paragraphe 2.63. À son avis, ces exonérations confirment sa conclusion selon laquelle, de manière générale, les prescriptions relatives aux étapes de production des PPB imposent l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. En particulier, le Groupe spécial note l'assertion du Groupe spécial *Russie – Traitement tarifaire*, selon laquelle "un groupe spécial peut en principe constater qu'une mesure existante est incompatible en tant que telle ... même si cette mesure prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC qui n'aura lieu que dans l'avenir".⁶⁸⁷ À cet égard, le fait qu'un PPB prévoit explicitement une date future à laquelle une exonération cessera de s'appliquer suffit pour que le Groupe spécial conclue que la mesure est incompatible avec l'article III:4. Toutefois, dans la mesure où un produit, une entité ou une étape de production est entièrement exonéré(e) (sans limite de temps définie), le Groupe spécial reconnaît qu'il n'en découlerait pas une incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 ou l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.306. Le Groupe spécial applique à présent cette analyse à chacun des autres programmes concernant les TIC: le Programme PATVD, le Programme PADIS et le Programme pour l'inclusion numérique.

7.3.2.2.4.3 Analyse par le Groupe spécial du Programme PATVD

7.307. Le Groupe spécial rappelle qu'au titre du Programme PATVD, afin d'obtenir une accréditation, puis les avantages fiscaux pertinents, les sociétés doivent se conformer aux PPB pertinents ou, sinon, satisfaire aux critères permettant qu'un produit soit considéré comme "développé au Brésil".⁶⁸⁸

7.308. Pour les mêmes raisons que celles exposées plus haut au sujet du Programme informatique, le Groupe spécial considère que, pour ce qui est des dispositions des PPB relatives à l'externalisation en ce qui concerne les composants et les sous-assemblages, qui prescrivent que, lorsque ces composants et sous-assemblages sont externalisés, ils doivent être des produits nationaux brésiliens, les PPB du Programme PATVD imposent l'utilisation de produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. En outre, pour les raisons décrites plus haut aux paragraphes 7.303 et 7.304, le Groupe spécial ne considère pas que le fait qu'il existe une autre option pour le respect potentiellement compatible avec les règles de l'OMC (c'est-à-dire que le produit visé par des incitations soit "développé au Brésil") modifie sa conclusion. Comme il a été indiqué plus haut, l'analyse par le Groupe spécial des PPB en question figure dans l'appendice joint au présent rapport.

7.3.2.2.4.4 Analyse par le Groupe spécial du Programme PADIS

7.309. Le Groupe spécial rappelle qu'au titre du Programme PADIS, pour qu'une société accréditée obtienne les avantages fiscaux pertinents, elle doit satisfaire à diverses prescriptions en fonction des produits pour lesquels elle recherche les avantages fiscaux. Spécifiquement, en ce qui concerne les "dispositifs électroniques à semi-conducteur", la société doit effectuer la "conception, le développement et la création" ou la "diffusion ou la transformation physico-chimique", ou la

⁶⁸⁶ Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Canada – Automobiles*, paragraphes 10.84 à 10.87.

⁶⁸⁷ Rapport du Groupe spécial *Russie – Traitement tarifaire*, paragraphe 7.103. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82.

⁶⁸⁸ Voir plus haut la section 2.2.3.5.

"découpe, l'encapsulage et les essais".⁶⁸⁹ En ce qui concerne les "dispositifs d'affichage d'information", la société doit effectuer la "conception, le développement et la création", ou la "fabrication des éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et des diodes électroluminescentes", ou "l'assemblage final des dispositifs d'affichage et les essais électriques et optiques".⁶⁹⁰ Enfin, en ce qui concerne les fournitures et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information, la société doit fabriquer ces produits conformément aux prescriptions relatives aux étapes de production pertinentes imposées au moyen des PPB.⁶⁹¹

7.310. En ce qui concerne les prescriptions relatives aux étapes de production pour les dispositifs électroniques à semi-conducteur et les dispositifs d'affichage d'information, les sociétés accréditées doivent se conformer à l'une des différentes étapes de production possibles mentionnées plus haut. L'une quelconque de ces étapes peut être externalisées et certaines supposent la fabrication de composants ou de sous-assemblages à partir de composants et de matières premières de base.⁶⁹²

7.311. Pour les mêmes raisons que celles exposées plus haut au sujet du Programme informatique, le Groupe spécial considère que, pour ce qui est des dispositions relatives à l'externalisation dans les prescriptions relatives aux étapes de production en ce qui concerne les composants et les sous-assemblages, qui prescrivent que, lorsque ces composants et sous-assemblages sont externalisés, ils doivent être des produits nationaux brésiliens, les prescriptions relatives aux étapes de production du Programme PADIS imposent l'utilisation de produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. En outre, pour les raisons décrites plus haut aux paragraphes 7.303 et 7.304, le Groupe spécial ne considère pas que le fait qu'il existe une autre option pour se conformer potentiellement compatible avec les règles de l'OMC (c'est-à-dire la "conception, le développement et la création") modifie sa conclusion.

7.312. En ce qui concerne les fournitures et matériel destinés à la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information, le Groupe spécial note que les instruments juridiques pertinents disposent que les prescriptions relatives aux étapes de production sont contenues dans les PPB par produit. Toutefois, en examinant les éléments de preuve qui lui ont été présentés, le Groupe spécial constate qu'aucun PPB n'a encore été adopté en ce qui concerne ces produits particuliers. Bien que le Programme PADIS prévoit l'adoption de PPB dans l'avenir, le Groupe spécial ne peut pas formuler de constatations au sujet de prescriptions relatives aux étapes de production qui n'existent pas (encore). À ce stade, il suffit que le Groupe spécial note que, conformément aux constatations qu'il a formulées plus haut, dans la mesure où tout PPB futur adopté au titre du Programme PADIS contient des dispositions relatives à l'externalisation ou des PPB imbriqués concernant les composants et les sous-assemblages fabriqués qui fonctionnent de la même façon que ceux du Programme informatique et du Programme PATVD, ces PPB exigeraient l'utilisation de produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.313. Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à l'externalisation et, le cas échéant, les PPB imbriqués, les PPB et autres prescriptions relatives aux étapes de production, au titre du Programme informatique, du Programme PATVD et du Programme PADIS, sont explicitement subordonnés à l'utilisation de

⁶⁸⁹ Voir plus haut la section 2.2.2.5.

⁶⁹⁰ Voir plus haut la section 2.2.2.5.

⁶⁹¹ Voir plus haut la section 2.2.2.5. Spécifiquement, ces "intrants et matériel dédiés destinés à la fabrication de "dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage d'information doivent être "fabriqués conformément au processus de production de base établi par les Ministères du développement, de l'industrie et du commerce extérieur, et de la science, de la technologie et de l'innovation". Voir la Loi n° 11 484/2007 (pièce JE-71), article 2 §3, modifiée par la Loi n° 12 715/2012 (pièce JE-95), article 57; et le Décret n° 6233/2007 (pièce JE-73), article 6 §3, modifié par le Décret n° 8247/2014 (pièce JE-75), article premier.

⁶⁹² Comme l'a indiqué le Brésil, une société souhaitant obtenir une accréditation dans le cadre du Programme PADIS "doit choisir l'une des séries d'activités pour le développement des produits visés. La société peut effectuer toutes les activités de la série ou peut en externaliser certaines à d'autres sociétés ... [I]l n'existe pas de prescription imposant que toutes les séries d'activités pour un produit spécifique soient réalisées par une seule société. La seule prescription est que les activités soient effectuées au Brésil". Brésil, première communication écrite, note de bas de page 179 (DS497).

produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord. Par conséquent, il conclut que ces aspects des programmes contestés qui incluent les PPB sont incompatibles avec l'article III:4 et qu'ils constituent également une subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés aux fins des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.314. À la lumière de ces conclusions et des points de vue divergents des parties en ce qui concerne le scénario "interne" permettant de se conformer avec les PPB, le Groupe spécial rappelle à nouveau que l'incompatibilité avec les règles de l'OMC d'une prescription concernant le respect d'une loi ou d'un règlement ne peut pas être corrigée par le fait qu'il existe une autre option, potentiellement compatible avec les règles de l'OMC, pour se conformer avec cette loi ou ce règlement. Compte tenu de cela, le Groupe spécial considère qu'il n'est pas nécessaire d'examiner le scénario "interne". En particulier, s'il devait constater, comme le laisse entendre le Brésil, que ce scénario ne suppose pas de prescription imposant d'utiliser des produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, cela ne modifierait pas sa constatation concernant le scénario de l'externalisation selon laquelle ces mesures sont incompatibles avec l'article III:4 et constituent une subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés aux fins des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Ainsi, le Groupe spécial ne formule pas de constatation en ce qui concerne le scénario "interne".

7.3.2.2.4.5 Analyse par le Groupe spécial du Programme pour l'inclusion numérique

7.315. Au titre du Programme pour l'inclusion numérique, les détaillants qui vendent au Brésil certains biens de consommation numériques produits conformément à leurs PPB respectifs⁶⁹³ remplissent les conditions requises pour bénéficier de certains avantages fiscaux.

7.316. L'analyse par le Groupe spécial du rôle des PPB dans le cadre du Programme pour l'inclusion numérique diffère de son analyse dans le cadre des autres programmes concernant les TIC. Cela est dû au fait qu'au titre de ce programme, les avantages fiscaux concernent les ventes de certains produits par des détaillants, plutôt que la production de certains produits par des producteurs. À cet égard, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.299, selon laquelle tous les produits fabriqués conformément à des PPB sont, par définition, des produits nationaux brésiliens. Cela signifie que les seuls produits admissibles au bénéfice des avantages fiscaux au titre du Programme pour l'inclusion numérique sont les produits nationaux (c'est-à-dire les produits fabriqués conformément aux PPB spécifiés) et les détaillants obtiennent quant à eux les avantages fiscaux uniquement dans la mesure où ils ont acheté ces produits nationaux (pour les revendre), au lieu de produits importés similaires.

7.317. Le Groupe spécial constate donc qu'il s'agit là d'un cas clair d'incitations qui sont octroyées en ce qui concerne l'utilisation de produits nationaux de préférence (dans ce cas de la part des détaillants) à des produits importés, comme il a été dit plus haut dans la section 7.3.2.2.4.1. Sur cette base et pour les mêmes raisons que celles exposées dans cet examen, le Groupe spécial constate que le Programme pour l'inclusion numérique est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. En outre, il constate que pour les mêmes raisons, ce programme suppose une subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens visé par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.3.2.3 Conclusion

7.318. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que a) les prescriptions relatives aux étapes de production et la prescription imposant que les produits obtiennent le statut "développés" au Brésil au titre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD, et certaines prescriptions en matière de l'admissibilité au titre du Programme pour l'inclusion numérique; b) l'aspect relatif au mécanisme de calcul montant des ressources devant être investies dans la R&D au titre du Programme informatique et du Programme PADIS, lorsque les montants payés lors de l'achat de produits visés par des incitations sont déduits du calcul; et c) la charge administrative moindre des sociétés qui achètent des produits intermédiaires nationaux visés par des incitations au titre du Programme informatique et du Programme PADIS; soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux

⁶⁹³ Voir la section 2.2.4.4.

produits nationaux similaires visés par des incitations, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.319. Le Groupe spécial conclut également que les PPB et autres prescriptions relatives aux étapes de production du Programme informatique, du Programme pour l'inclusion numérique, du Programme PATVD et du Programme PADIS soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Il conclut en outre que ces mêmes aspects des programmes entraînent une subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Il incorporera cette constatation dans son analyse des allégations au titre de cette disposition.

7.3.3 Allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994

7.3.3.1 Introduction

7.320. L'Union européenne et le Japon présentent des allégations au titre de la première et de la deuxième phrases de l'article III:5 du GATT de 1994.

7.321. Le Groupe spécial rappelle que l'une des prescriptions requises pour être accrédité au titre des programmes concernant les TIC impose que les sociétés s'engagent à fabriquer leurs produits visés par des incitations conformément aux PPB, ou à des prescriptions similaires, qui indiquent les étapes ou les stades minimaux du processus de fabrication d'un produit devant être exécutés au Brésil.⁶⁹⁴ Le Groupe spécial rappelle aussi que certains PPB exigent également que les composants, les parties et les pièces spécifiques utilisés dans la production des produits des TIC soient fabriqués, dans une proportion spécifique, conformément à leurs propres PPB respectifs, et que d'autres PPB exigent un pourcentage d'assemblage local pour les composants, parties et pièces spécifiques.⁶⁹⁵

7.322. L'Union européenne et le Japon estiment que les programmes concernant les TIC sont incompatibles avec la première phrase de l'article III:5 du GATT de 1994, parce que les conditions imposant, conformément aux modalités des PPB, a) d'exercer un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication au Brésil, et b) d'utiliser une proportion d'intrants locaux pour fabriquer les produits des TIC au Brésil, pour bénéficier des exonérations ou des réductions, équivalent à une réglementation quantitative intérieure concernant la transformation ou l'utilisation de produits, qui exige qu'une quantité ou une proportion déterminée des produits provienne de sources nationales.⁶⁹⁶

7.323. L'Union européenne et le Japon estiment que les programmes concernant les TIC sont également incompatibles avec la deuxième phrase de l'article III:5 du GATT de 1994, parce que, en tout état de cause, les conditions relatives au nombre minimal d'activités de transformation devant être exercées au Brésil équivalent à une réglementation quantitative intérieure qui est appliquée de manière à protéger la production nationale.⁶⁹⁷

7.324. Le Brésil estime que les programmes concernant les TIC n'établissent pas de prescriptions relatives aux produits au sens de l'article III:5 du GATT de 1994. Il estime que les prescriptions relatives aux étapes de production concernent la main-d'œuvre et la technologie et non le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits. Il fait également valoir que les prescriptions relatives aux étapes de production n'établissent pas d'obligation exigeant que les produits proviennent de sources nationales, car elles exigent uniquement que certains stades de production soient effectués au Brésil. Ce dernier estime

⁶⁹⁴ Voir les sections 2.2.1.5.2, 2.2.2.5, 2.2.3.5, et 2.2.4.4.

⁶⁹⁵ Voir plus haut la section 2.2.1.5.2.

⁶⁹⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 662 à 675, 822 à 836, 981 à 992 et 1111 à 1113; Japon, première communication écrite, paragraphes 348 à 352, 414 à 418, 470 à 475 et 525 à 530; et Union européenne et Japon, réponses à la question n° 79 du Groupe spécial.

⁶⁹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 676 à 688, 836 à 840, 993 à 997, et 1114 à 1117; et Japon, première communication écrite, paragraphes 353 à 355, 419 à 421, 476 à 478, 531 et 532.

aussi que les programmes concernant les TIC ne sont pas créés, structurés ou appliqués de manière à protéger la production nationale.⁶⁹⁸

7.3.3.2 Critère juridique

7.325. La première phrase de l'article III:5 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

Aucune partie contractante n'établira ni ne maintiendra de réglementation quantitative intérieure concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation, en quantités ou en proportions déterminées, de certains produits, qui exigerait, directement ou indirectement, qu'une quantité ou une proportion déterminée d'un produit visé par la réglementation provienne de sources nationales de production.

7.326. D'après l'un des premiers groupes spéciaux du GATT chargé de l'affaire *États-Unis – Tabac*, pour constater l'existence d'une incompatibilité avec la première phrase de l'article III:5 du GATT de 1994, il faut que la mesure contestée respecte deux critères: a) elle doit être une "réglementation quantitative intérieure concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation, en quantités ou en proportions déterminées, de certains produits"; et b) elle doit "exig[er], directement ou indirectement, qu'une quantité ou une proportion déterminée d'un produit visé par la réglementation provienne de sources nationales de production".⁶⁹⁹

7.327. La deuxième phrase de l'article III:5 du GATT de 1994 dispose, quant à elle, ce qui suit:

En outre, aucune partie contractante n'appliquera, d'autre façon, de taxes ou autres impositions intérieures aux produits importés ou nationaux d'une manière contraire aux principes énoncés au paragraphe premier.⁷⁰⁰

7.328. Une réglementation enfreint la deuxième phrase de l'article III:5 du GATT de 1994 lorsque deux conditions sont réunies: a) il s'agit d'une réglementation quantitative intérieure; et b) elle est appliquée "de manière à protéger la production nationale".⁷⁰¹

7.329. La deuxième phrase de l'article III:5 du GATT de 1994 est précisée par la note additionnelle relative à ce paragraphe, qui dispose ce qui suit:

Une réglementation compatible avec les dispositions de la première phrase du paragraphe 5 ne sera pas considérée comme contrevenant aux dispositions de la deuxième phrase si le pays qui l'applique produit en quantités substantielles tous les produits qui y sont soumis. On ne pourra invoquer le fait qu'en attribuant une proportion ou une quantité déterminée à chacun des produits soumis à la réglementation on a maintenu un rapport équitable entre les produits importés et les produits nationaux, pour soutenir qu'une réglementation est conforme aux dispositions de la deuxième phrase.

7.3.3.3 Analyse du Groupe spécial

7.330. Le Groupe spécial a déjà examiné les conditions imposant, conformément aux modalités des PPB contestés, d'exercer un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication au Brésil, et d'utiliser une proportion d'intrants nationaux pour fabriquer les produits

⁶⁹⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 265 à 285, 342 à 345, 399, 400 et 491 à 493 (DS472) et 220 à 236, 292 à 295, 337, 338 et 428 à 430 (DS497).

⁶⁹⁹ Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Tabac*, paragraphes 67 et 68.

⁷⁰⁰ L'article III:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit: Les parties contractantes reconnaissent que les taxes et autres impositions intérieures, ainsi que les lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur et les réglementations quantitatives intérieures prescrivant le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits ne devront pas être appliqués aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale.

⁷⁰¹ Article III:1 du GATT de 1994; rapport du Groupe spécial du GATT *Espagne – Huile de soja*, paragraphe 4.4 (non adopté); voir aussi le rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Protéines pour l'alimentation des animaux*, paragraphes 4.5 et 4.6 et le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 20 et 21 ("L'article III:1 énonce un principe général selon lequel des mesures intérieures ne devront pas être appliquées de manière à protéger la production nationale").

des TIC au Brésil, dans le contexte des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.⁷⁰²

7.331. Le Groupe spécial a conclu plus haut au paragraphe 7.319 que les conditions imposant, conformément aux modalités des PPB, d'exercer certaines activités de transformation ou étapes de fabrication au Brésil, et d'utiliser une proportion d'intrants locaux pour fabriquer les produits des TIC au Brésil, étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994, car elles soumettaient les produits importés (les intrants pour la fabrication de produits visés par des incitations) à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires nationaux.

7.332. Compte tenu du fait que le Groupe spécial a déjà examiné les conditions imposées conformément aux modalités des PPB contestées par les parties plaignantes, dans le contexte de son analyse au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, il évaluera la question de savoir s'il est approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle dans le contexte des allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994.

7.333. À cet égard, l'Union européenne considère que son allégation au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 devrait être distinguée de son allégation au titre de l'article III:4 et que le Groupe spécial devrait formuler des constatations sur les deux dispositions. Elle estime que l'article III:5 du GATT de 1994 contient un ensemble d'obligations qui se rapportent directement à certains éléments des programmes en cause et que l'obligation au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 a, quant à elle, une portée plus large. Elle ajoute que, dans son allégation au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, elle conteste les conditions relatives à l'accréditation dans le cadre des programmes, qui, à son avis, diffèrent des caractéristiques spécifiques contestées au titre de l'article III:5 du GATT de 1994.⁷⁰³

7.334. L'Union européenne soutient que, bien que l'article III:4 du GATT de 1994 soit censé couvrir davantage de situations, dans la pratique, que l'article III:5, cette raison seule ne devrait pas être utilisée pour appliquer le principe d'économie jurisprudentielle car l'article III:5 a un sens très précis et visait à préciser que l'imposition de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux lors de la réglementation de la transformation intérieure des produits irait contre le principe du traitement national consacré à l'article III.⁷⁰⁴

7.335. Le Japon fait valoir que le paragraphe 4 et le paragraphe 5 de l'article III du GATT de 1994 ont des champs d'application distincts et sont axés sur des aspects différents de la discrimination, bien qu'ils se chevauchent dans une certaine mesure. Il soutient que l'article III:4 concerne la discrimination entre les produits nationaux et les produits importés et que l'article III:5 vise les réglementations quantitatives intérieures qui exigent qu'une quantité ou une proportion déterminée d'un produit provienne de sources nationales de production, de sorte que ces dispositions sont axées sur des aspects différents de la discrimination et que les constatations d'incompatibilité au titre de l'article III:5 diffèreraient des constatations au titre de l'article III:4.⁷⁰⁵

7.336. Le Brésil estime quant à lui que le champ d'application de l'article III:5 est bien plus étroit que celui de l'article III:4 du GATT de 1994, et que si une incompatibilité avec l'article III:4 devait être constatée, il n'y aurait probablement pas d'autre raison d'analyser les allégations au titre de la disposition plus étroite.⁷⁰⁶

7.337. Les États-Unis, en tant que tierce partie, sont d'avis que si le Groupe spécial détermine que les programmes contestés sont incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, il ne semblerait pas qu'il y ait un intérêt à examiner les allégations additionnelles au titre de l'article III:5.⁷⁰⁷

7.338. Comme il a été expliqué plus aux paragraphes 7.177 à 7.179, les groupes spéciaux ne sont pas obligés de se prononcer sur chacune des allégations présentées par les parties plaignantes. Ils ont le pouvoir discrétionnaire d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et d'évaluer

⁷⁰² Voir plus haut la section 7.3.2.2.

⁷⁰³ Union européenne, réponse à la question n° 2 du Groupe spécial.

⁷⁰⁴ Union européenne, réponse à la question n° 79 du Groupe spécial.

⁷⁰⁵ Japon, réponse aux questions n° 2 et n° 79 du Groupe spécial.

⁷⁰⁶ Brésil, réponse à la question n° 2 du Groupe spécial.

⁷⁰⁷ États-Unis, déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 9.

seulement les allégations qu'ils jugent nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.

7.339. Le Groupe spécial note que les caractéristiques spécifiques contestées au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 (à savoir les conditions imposant, conformément aux modalités des PPB correspondants, a) d'exécuter un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication au Brésil, et b) d'utiliser une proportion d'intrants locaux pour fabriquer les produits des TIC au Brésil) ont également été spécifiquement contestées par les parties plaignantes dans leurs allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.340. À cet égard, l'Union européenne a spécifiquement contesté, au titre de l'article III:4 du GATT de 1994: a) en ce qui concerne le Programme informatique, l'imposition, conformément aux modalités des PPB pertinents, d'une obligation d'utiliser des intrants de production locale dans la production des produits des TIC, comme condition pour bénéficier des exonérations ou des réductions⁷⁰⁸; b) en ce qui concerne le Programme PADIS, la prescription imposant d'utiliser des intrants de production locale résultant de la liste d'activités de transformation devant être menées au Brésil, comme condition pour bénéficier des exonérations⁷⁰⁹; c) en ce qui concerne le Programme PATVD, l'imposition conformément aux modalités de l'Ordonnance d'application n° 62/2014 d'une obligation d'utiliser des composants de production locale dans la production de matériel d'émission de signaux par fréquence radio pour la télévision numérique, comme condition pour bénéficier des exonérations⁷¹⁰; et d) en ce qui concerne le Programme pour l'inclusion numérique, les conditions nécessaires pour que les appareils électroniques grand public bénéficient des exonérations (y compris celles qui s'appliquent aux intrants).⁷¹¹

7.341. Le Japon, quant à lui, a spécifiquement contesté au titre de l'article III:4 du GATT de 1994: a) en ce qui concerne le Programme informatique, la prescription imposant que des intrants spécifiques de produits particuliers, et/ou des quantités ou proportions spécifiques de ces intrants, soient de sources nationales⁷¹²; b) en ce qui concerne le Programme PADIS, la prescription imposant que, pour que le fabricant d'un produit particulier soit accrédité, des étapes de fabrications spécifiques soient exécutées par des personnes juridiques accréditées⁷¹³; c) en ce qui concerne le Programme PATVD, la prescription, entre autres conditions relatives à l'accréditation, imposant de fabriquer des produits spécifiques conformément aux PPB pertinents, qui spécifient à leur tour que des intrants particuliers doivent être d'origine brésilienne⁷¹⁴; et d) en ce qui concerne le Programme pour l'inclusion numérique, les prescriptions imposant qu'un ensemble spécifique d'étapes de fabrication soient exécutées au Brésil conformément aux PPB pertinents, et que des intrants spécifiques et/ou des quantités ou proportions spécifiques de ces intrants soient fabriqués dans le pays.⁷¹⁵

7.342. Le Groupe spécial rappelle qu'il a évalué exactement les mêmes caractéristiques au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et a constaté plus haut au paragraphe 7.319, que ces caractéristiques étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. Il ne voit pas de différence entre les caractéristiques des programmes concernant les TIC visées par les parties plaignantes dans leurs allégations au titre de l'article III:4 et les caractéristiques visées par les parties plaignantes dans leurs allégations au titre de l'article III:5.

7.343. En outre, l'Union européenne et le Japon ont tous deux expliqué que, dans le cas de leurs allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, ils avaient contesté au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 tous les PPB comme l'une des prescriptions dans le cadre des conditions relatives à l'accréditation.⁷¹⁶

7.344. Le Groupe spécial est parfaitement conscient qu'il doit arriver à une solution positive du présent différend. Toutefois, il ne voit pas pourquoi il lui faudrait évaluer deux allégations au titre de deux dispositions différentes de l'article III du GATT de 1994 qui visent les mêmes

⁷⁰⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 620.

⁷⁰⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 815.

⁷¹⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 971.

⁷¹¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 1081.

⁷¹² Japon, première communication écrite, paragraphe 342.

⁷¹³ Japon, première communication écrite, paragraphe 410.

⁷¹⁴ Japon, première communication écrite, paragraphe 468.

⁷¹⁵ Japon, première communication écrite, paragraphe 523.

⁷¹⁶ Union européenne et Japon, réponse à la question n° 76 du Groupe spécial.

caractéristiques des programmes concernant les TIC, pour arriver à une solution positive du différend. Cela s'explique par le fait que les aspects qui mènent à la constatation d'une incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 (spécifiquement, la constatation d'une discrimination à l'égard des intrants importés au moyen de l'imposition de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux) sont les mêmes que ceux dont les parties plaignantes allèguent qu'ils sont incompatibles avec l'article III:5 du GATT de 1994.

7.345. Même si l'article III:5 du GATT de 1994 a un sens plus précis et fait référence aux prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux lors de la réglementation de la transformation intérieure des produits, dans le contexte du présent différend, les parties plaignantes ont formulé leurs allégations au titre de l'article III:4 et III:5 du GATT de 1994 de telle sorte qu'elles visent exactement les mêmes caractéristiques.

7.346. Le Groupe spécial considère donc que, dans le contexte spécifique du présent différend, si le Brésil met ses mesures en conformité avec l'article III:4 du GATT de 1994, il les mettra aussi en conformité avec l'article III:5 du GATT de 1994. En particulier, les *raisons* de l'incompatibilité alléguée en ce qui concerne l'article III:5 sont, à son avis, pleinement réglées par ses constatations relatives à l'article III:4. À cet égard, le Groupe spécial souligne également que toutes les constatations de fait pertinentes pour une évaluation des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 ont déjà été formulées au sujet des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4.

7.3.3.4 Conclusion

7.347. Le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 pour arriver à une solution positive du présent différend et applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.

7.3.4 Allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC

7.3.4.1 Introduction

7.348. Les parties plaignantes estiment que les programmes concernant les TIC (c'est-à-dire le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique) sont incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, à la fois indépendamment et conjointement avec l'article 2:2 et le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative de l'Accord car ils sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994.⁷¹⁷

7.349. Les parties plaignantes allèguent que les programmes concernant les TIC constituent des mesures concernant les investissements et liées au commerce et qu'ils entrent donc dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC. Elles estiment en outre que les programmes concernant les TIC sont incompatibles avec l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994. Par conséquent, d'après elles, les programmes concernant les TIC sont également contraires à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁷¹⁸

7.350. En outre, les parties plaignantes soutiennent que les programmes concernant les TIC sont des MIC qui relèvent du paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC car ils exigent que les sociétés accréditées achètent ou utilisent des produits d'origine nationale ou provenant de sources nationales, qu'il s'agisse d'intrants particuliers ou d'une proportion du volume de leur production locale, pour obtenir des réductions et des exonérations fiscales.⁷¹⁹

7.351. Le Brésil est d'accord avec les parties plaignantes sur le fait que les programmes concernant les TIC sont des mesures concernant les investissements. Néanmoins, il estime qu'ils ne sont pas liés au commerce des marchandises car ils portent sur la recherche, le développement

⁷¹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 690, 841, 998 et 1118; Japon, première communication écrite, paragraphes 371, 437, 479 à 496 et 533 à 548.

⁷¹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 702, 703, 848, 849, 1007, 1008, 1128 et 1129; et Japon, première communication écrite, paragraphes 366, 431, 490 et 542.

⁷¹⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 705 à 707, 851, 852, 1010, 1011, et 1131; et Japon, première communication écrite, paragraphes 370, 435, 436, 494, 495, 546 et 547.

et la production.⁷²⁰ Il fait valoir que les programmes concernant les TIC n'imposent pas de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux incompatibles avec les accords visés.⁷²¹ Il indique que les programmes concernant les TIC sont hors du champ d'application de l'article III du GATT de 1994 en vertu de l'article III:8 b) du GATT de 1994 et ne sont donc contraires ni au GATT de 1994 ni à l'Accord sur les MIC.⁷²²

7.352. En ce qui concerne les arguments du Brésil selon lesquels les programmes concernant les TIC sont hors du champ d'application de l'article III du GATT de 1994 parce qu'ils concernent les prescriptions avant commercialisation plutôt que les produits et en vertu de l'article III:8 b) du GATT également, le Groupe spécial a examiné plus haut ces deux arguments et a constaté que les mesures contestées étaient assujetties aux disciplines de l'article III.⁷²³

7.353. Le Groupe spécial note que l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC dispose ce qui suit:

Sans préjudice des autres droits et obligations résultant du GATT de 1994, aucun Membre n'appliquera de MIC qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III ou de l'article XI du GATT de 1994.

7.354. En outre, le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a indiqué que l'existence de deux éléments devait être démontrée pour établir une incompatibilité avec l'article 2:1: premièrement, la mesure contestée doit être une MIC; deuxièmement, la MIC doit être incompatible avec l'article III ou l'article XI du GATT.⁷²⁴ En outre, le Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis* a indiqué que l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC imposait aux Membres l'obligation de ne pas appliquer de MIC qui soit incompatible avec les dispositions relatives au traitement national de l'article III du GATT, y compris l'article III:2, III:4 et III:5. Il s'ensuit que toute mesure jugée incompatible avec l'article III du GATT de 1994 et qui est aussi une MIC sera incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁷²⁵

7.355. Le Groupe spécial note que, pour qu'il soit constaté qu'une mesure est incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, il doit s'agir d'une mesure concernant les investissements et liée au commerce, au sens de l'Accord sur les MIC, et il doit être constaté que cette mesure est incompatible avec l'article III du GATT de 1994. Le Groupe spécial poursuit en évaluant ces deux étapes tour à tour.

7.3.4.2 Question de savoir si les programmes concernant les TIC sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce au sens de l'Accord sur les MIC

7.356. Les parties plaignantes estiment que le Programme informatique est une mesure concernant les investissements et liée au commerce pour six raisons. Premièrement, ce programme prévoit l'obligation, pour toutes les sociétés demandant l'accréditation, d'investir un pourcentage minimal de leur revenu brut dans la R&D dans le secteur des TIC au Brésil. Deuxièmement, la prescription établie dans les PPB imposant que certaines opérations de transformation ou étapes de production aient lieu au Brésil pour bénéficier des réductions et exonérations fiscales encourage l'investissement et la production locale. Troisièmement, le Brésil admet que, dans l'établissement d'un PPB, il est guidé par le montant des investissements devant être réalisés au Brésil par la société pour fabriquer le produit en cause. Quatrièmement, il a également reconnu que le Programme informatique était un instrument permettant aux sociétés de relocaliser au Brésil et d'attirer l'investissement étranger. Cinquièmement, les PPB établissent des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux exprimées en pourcentages minimaux de parties ou de composant de production locale (parfois produits conformément à leurs propres PPB) que la société accréditée doit acheter ou fabriquer elle-même au Brésil pour les utiliser dans les processus de fabrication afin d'obtenir les réductions et exonérations fiscales. Enfin, le Programme informatique prévoit des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux qui

⁷²⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 237 et 296 (DS472) et 431 (DS497).

⁷²¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 287 et 288 (DS472) et 239 (DS497).

⁷²² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 290 à 292, 346, 347, 460, 461, 494 et 495 (DS472) et 240, 296, 397 et 431 (DS497).

⁷²³ Voir plus haut les sections 7.2.1 et 7.2.2.

⁷²⁴ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.64.

⁷²⁵ Rapport du Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.117.

sont "liées au commerce des marchandises" puisqu'elles affectent les produits des TIC commercialisés au Brésil.⁷²⁶

7.357. Les parties plaignantes estiment que le Programme PADIS est une mesure concernant les investissements et liée au commerce pour cinq raisons. Premièrement, ce programme prévoit l'obligation, pour toutes les sociétés demandant l'accréditation, d'investir un pourcentage minimal de leur revenu brut dans la R&D au Brésil. Deuxièmement, l'objectif déclaré du Programme PADIS est d'attirer l'investissement dans le domaine des semi-conducteurs et modes d'affichage, et il est annoncé comme un régime d'incitation fiscale destiné à attirer l'investissement étranger. Troisièmement, la prescription imposant que certaines opérations de transformation ou étapes de production aient lieu au Brésil pour bénéficier des réductions et exonérations fiscales encourage l'investissement et la production locale. Quatrièmement, de par sa structure et sa conception, le Programme PADIS favorise les investissements productifs au Brésil. Enfin, le Programme PADIS est "lié aux produits" car il concerne les semi-conducteurs, les modes d'affichage et les intrants stratégiques, ainsi que les moyens de productions et les intrants nécessaires à leur fabrication, et l'exonération fiscale qu'il prévoit s'applique à la vente intérieure ou à l'importation de ces produits.⁷²⁷

7.358. Les parties plaignantes estiment que le Programme PATVD est une mesure concernant les investissements et liée au commerce pour quatre raisons. Premièrement, ce programme prévoit l'obligation, pour toutes les sociétés demandant l'accréditation, d'investir un pourcentage minimal de leur revenu brut dans la R&D au Brésil. Deuxièmement, de par sa structure et sa conception, le Programme PATVD favorise les investissements productifs au Brésil dans le domaine des matériel d'émission de signaux par fréquence radio pour la télévision numérique. Les pouvoirs publics brésiliens ont reconnu que l'un des objectifs de ce programme était d'attirer l'investissement étranger. Cette idée est renforcée par l'Exposé des motifs de la mesure provisoire qui est devenue la Loi n° 11484/2007, qui prévoit que l'un des objectifs du programme est de promouvoir la localisation au Brésil de sociétés créant et fabriquant des matériel d'émission de signaux par fréquence radio pour la télévision numérique. Troisièmement, le Programme PATVD encourage la production locale et l'investissement en prescrivant, au moyen des PPB, que certaines opérations de transformation ou étapes de production aient lieu au Brésil, et que certains composants soient fabriqués au Brésil. De fait, l'Ordonnance d'application n° 62/2014 prescrit que les bénéficiaires du Programme PATVD utilisent exclusivement des cartes de circuits imprimés et autres parties électriques et mécaniques fabriqués au Brésil dans la production de matériel d'émission de signaux par fréquence radio pour la télévision numérique. Il a été constaté que des prescriptions semblables relatives à la teneur en éléments locaux étaient "nécessairement" "liées au commerce" parce que ce genre de prescriptions, par définition, encouragent toujours l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et ont donc une incidence sur les échanges". Enfin, le Programme PATVD est "lié aux produits" car il concerne les matériel d'émission de signaux par fréquence radio pour la télévision numérique ainsi que les moyens de production et les intrants nécessaires à leur fabrication, et l'exonération fiscale qu'il prévoit s'applique à la vente intérieure ou à l'importation de ces produits.⁷²⁸

7.359. Les parties plaignantes estiment que le Programme pour l'inclusion numérique est une mesure concernant les investissements et liée au commerce pour cinq raisons. Premièrement, ce programme encourage la production locale et l'investissement en imposant, au moyen des PPB, que certaines opérations de transformation ou étapes de production aient lieu au Brésil pour bénéficier des exonérations fiscales. À cet égard, les parties plaignantes rappellent que l'établissement des PPB par les pouvoirs publics brésiliens est guidé, entre autres choses, par le niveau d'investissement au Brésil dans le processus de fabrication de la société accréditée. Deuxièmement, les pouvoirs publics brésiliens ont admis que l'un des objectifs du Programme pour l'inclusion numérique était de promouvoir l'investissement afin de promouvoir la production d'appareils électroniques grand public au Brésil. Troisièmement, les parties plaignantes font valoir que ce programme a été conçu pour fonctionner avec d'autres programmes d'incitation fiscale qui constituent des mesures concernant les investissements, comme le Programme informatique.

⁷²⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 695 à 700; Japon, première communication écrite, paragraphes 359 à 364.

⁷²⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 843 à 847; Japon, première communication écrite, paragraphes 425 à 429.

⁷²⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1000 à 1006; Japon, première communication écrite, paragraphes 482 à 488.

Enfin, le Programme pour l'inclusion numérique est "lié aux produits" car il concerne les appareils électroniques grand public et leurs composants, qui sont des produits.⁷²⁹

7.360. De l'avis du Groupe spécial, les programmes concernant les TIC affectent et visent de fait à promouvoir l'investissement. Ils ont également une incidence sur le commerce car ils affectent la vente et l'achat de produits importés, y compris les intrants utilisés dans la fabrication des produits *finis* et *intermédiaires* visés par des incitations. À cet égard, il est important de noter que, si une mesure contient des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, elle serait nécessairement une mesure "liée[] au commerce" car ce genre de prescriptions, par définition, encouragent toujours l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et affectent donc le commerce.⁷³⁰

7.361. Le Groupe spécial conclut donc que les programmes concernant les TIC sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce au sens de l'Accord sur les MIC.

7.3.4.3 Question de savoir si les programmes concernant les TIC sont des MIC qui sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 et donc incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC

7.362. Afin de formuler une constatation d'incompatibilité en ce qui concerne l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, il doit être constaté que les MIC pertinentes sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994.

7.363. Le Groupe spécial a conclu plus haut aux paragraphes 7.174, 7.318 et 7.319 que certains aspects des programmes concernant les TIC étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994. À la lumière de la constatation qu'il a formulée plus haut, selon laquelle les programmes constituaient des mesures concernant les investissements et liées au commerce, il considère donc que ces aspects des programmes concernant les TIC, dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

7.364. En outre, le Groupe spécial note que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux indiquées et évoquées plus haut dans la section 7.3.2.2 "prescrivent ... qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale", comme le mentionne le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative annexée à l'Accord sur les MIC. Conformément à l'article 2:2 de l'Accord sur les MIC, une MIC figurant sur la Liste exemplative est incompatible en soi avec l'article III:4 du GATT de 1994, et donc incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Cela confirme aussi les constatations formulées par le Groupe spécial dans cette section, selon lesquelles les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont incompatibles avec l'article III:4 et donc, comme indiqué plus haut aux paragraphes 7.362 et 7.363, incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC).

7.3.4.4 Conclusion

7.365. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Programme informatique, le Programme pour l'inclusion numérique, le Programme PATVD et le Programme PADIS constituent des mesures concernant les investissements et liées au commerce, et que les aspects de ces programmes dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

7.3.5 Allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC

7.3.5.1 Introduction

7.366. Les parties plaignantes ont formulé des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC en ce qui concerne les programmes concernant les TIC.

⁷²⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1121 à 1127; Japon, première communication écrite, paragraphes 537 à 540.

⁷³⁰ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.82.

7.367. Comme cela sera expliqué en détail plus loin, l'article 3.1 b) de l'Accord SMC prohibe les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.368. Le Groupe spécial rappelle que les sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique ont droit à des exonérations ou à des réductions de l'IPI sur les ventes de produits visés par des incitations, et à des suspensions de l'IPI sur l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.⁷³¹

7.369. Les sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS ont droit à des exonérations (au moyen de taux nuls) de l'IPI et des contributions PIS/PASEP et COFINS, et à une réduction de 100% de l'impôt sur le revenu des sociétés et des droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation des brevets, qui découlent dans tous les cas des ventes de produits finis et de leurs projets (conception). Les sociétés accréditées ont également droit à des exonérations (au moyen de taux nuls) des droits de douane proprement dits, de l'IPI et des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation, COFINS-Importation et CIDE sur les achats de machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques neufs et d'intrants.⁷³²

7.370. Les sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD ont droit à des exonérations (au moyen de taux nuls) de l'IPI et des contributions PIS/PASEP et COFINS qui découlent des ventes de produits visés par des incitations. Les sociétés accréditées ont également droit à des taux nuls pour l'IPI et les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation, COFINS-Importation et CIDE sur les achats de machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques neufs et d'intrants.⁷³³

7.371. Les sociétés accréditées dans le cadre du Programme pour l'inclusion numérique ont droit à des exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS qui découlent des ventes de produits visés par des incitations.⁷³⁴

7.372. Le Groupe spécial rappelle également que l'une des prescriptions requises pour être accrédité au titre des programmes concernant les TIC impose que les sociétés s'engagent à produire leurs produits visés par des incitations conformément aux PPB, ou à des prescriptions similaires, qui indiquent les étapes ou les stades minimaux du processus de fabrication d'un produit devant être effectués au Brésil.⁷³⁵

7.373. L'Union européenne et le Japon font valoir que les différentes exonérations, réductions et suspensions accordées aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique (ci-après les "programmes concernant les TIC") sont des subventions au sens de l'Accord SMC, car elles constituent des contributions financières sous la forme de recettes publiques normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues, au moyen desquelles un avantage est conféré.⁷³⁶

7.374. L'Union européenne et le Japon font aussi valoir que les subventions alléguées accordées au titre des programmes concernant les TIC sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et sont donc prohibées au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, parce que ces PPB ou prescriptions similaires prévoient que certains intrants, parties et composants incorporés dans le produit doivent être fabriqués au Brésil.⁷³⁷

7.375. Le Brésil présente trois argumentations, selon que le traitement fiscal contesté porte: i) sur les ventes de produits visés par des incitations qui peuvent être considérés comme étant des

⁷³¹ Voir plus haut les paragraphes 2.41 à 2.45.

⁷³² Voir plus haut le paragraphe 2.73.

⁷³³ Voir plus haut le paragraphe 2.84.

⁷³⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.93.

⁷³⁵ Voir plus haut les sections 2.2.1.5.2, 2.2.2.5, 2.2.3.5 et 2.2.4.4.

⁷³⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 709 à 722, 856 à 871, 1015 à 1022 et 1135 à 1143; Japon, première communication écrite, paragraphes 372 à 377, 438 à 442, 497 à 501 et 549 à 553.

⁷³⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 723 à 727, 872 à 878, 1023 à 1025 et 1144 à 1147; Japon, première communication écrite, paragraphes 372 à 377, 438 à 442, 497 à 501 et 549 à 553.

produits *finis* (car ils ne feront pas l'objet d'un complément de fabrication); ii) sur les ventes de produits visés par des incitations qui peuvent être considérés comme étant des *produits intermédiaires* (car ils feront l'objet d'un complément de fabrication); et iii) sur les achats de *matières premières, produits intermédiaires, machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques neufs* et d'*intrants* utilisés par les sociétés accréditées pour produire leurs produits visés par des incitations.

7.376. En ce qui concerne les exonérations et réductions fiscales accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des *produits finis* visés par des incitations qu'elles fabriquent (au titre du Programme informatique, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique), le Brésil admet qu'il y a une contribution financière sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", qui confère un avantage.⁷³⁸

7.377. En ce qui concerne les exonérations et réductions fiscales accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des *produits intermédiaires* visés par des incitations qu'elles produisent (au titre du Programme informatique et du Programme PADIS), le Brésil soutient qu'il n'y a ni recette abandonnée ni avantage conféré. Il fait valoir que, en vertu du principe de non-cumul appliqué dans le système fiscal brésilien, les paiements de taxes sur les ventes de *produits intermédiaires* sont neutres quant à la perception de l'impôt. Il fait valoir que, selon le mécanisme des crédits et des débits régi par le principe de non-cumul, les sociétés qui achètent des *produits intermédiaires* génèrent des crédits d'impôt lorsqu'elles paient l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS (dans le cadre du régime non cumulatif) au vendeur. Ces sociétés acheteuses peuvent ensuite compenser les crédits générés par les taxes et contributions (qui ont été payées) par des débits concernant les mêmes taxes et contributions, ou demander une compensation concernant d'autres taxes ou un remboursement.⁷³⁹

7.378. En ce qui concerne les suspensions des taxes sur les achats de *matières premières, produits intermédiaires* et *matériaux d'emballage* utilisés par les sociétés accréditées pour produire leurs produits visés par des incitations (dans le cadre du Programme informatique) et les exonérations fiscales sur l'achat de *machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques neufs* et d'*intrants* utilisés par les sociétés accréditées pour produire leurs produits visés par des incitations (Programmes PADIS et PATVD), le Brésil soutient qu'il n'y a ni recette abandonnée ni avantage conféré. Il fait valoir que, en vertu du principe de non-cumul appliqué dans le système fiscal brésilien, les paiements de taxes et de contributions sur les ventes de *matières premières, d'intrants, de produits intermédiaires, de matériaux d'emballage, et de machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques neufs* sont neutres quant à la perception de l'impôt. Il fait valoir que, selon le mécanisme des crédits et des débits régi par le principe de non-cumul, les sociétés qui achètent des *matières premières, des produits intermédiaires, des matériaux d'emballage, et des machines, appareils, instruments, matériel, outils informatiques neufs et des intrants* génèrent des crédits d'impôt lorsqu'elles paient l'IPI (si elle est applicable)⁷⁴⁰ et les contributions PIS/PASEP et COFINS au vendeur. Ces sociétés peuvent ensuite compenser les crédits générés par les taxes et contributions payées par des débits concernant les mêmes taxes et contributions. Si les sociétés ne génèrent pas suffisamment de débits d'impôt pour compenser entièrement les crédits, elles peuvent demander une compensation ou un remboursement. Le Brésil fait observer, toutefois, que demander une compensation ou un remboursement est un processus astreignant à la fois pour les pouvoirs publics et pour les contribuables. Il explique que les exonérations ou suspensions fiscales sont donc une mesure d'administration fiscale visant à empêcher l'accumulation de crédits d'impôt par les sociétés dont les produits finals bénéficient d'une exonération ou font l'objet d'une faible taxation, et qui ne sont pas en mesure de générer suffisamment de débits d'impôt pour compenser les crédits d'impôt générés.⁷⁴¹

⁷³⁸ Brésil, premières communications écrites, note de bas de page 120 et paragraphes 462 et 496 (DS472) et note de bas de page 111 et paragraphes 399 et 433 (DS497); et Brésil, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial.

⁷³⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 294, 295 et 349 à 351 (DS472) et 244, 245 et 299 à 301 (DS497).

⁷⁴⁰ L'IPI n'est pas applicable aux ventes de biens d'équipement.

⁷⁴¹ Brésil, première communication écrite, paragraphes 296 à 298, 352, 353 et note de bas de page 302 (DS472) et 246 à 248, 302, 303 et note de bas de page 273 (DS497).

7.379. Le Brésil estime également que les prescriptions requises pour être accrédité au titre des différents programmes ne reflètent pas la subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, parce que ces prescriptions ne sont pas liées aux produits, mais à la production.⁷⁴² Il fait valoir que les exonérations, réductions ou suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC sont des "subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux" au sens de l'article III:8 b) du GATT.

7.380. Pour déterminer si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC sont incompatibles avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, le Groupe spécial doit évaluer:

- a. si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des subventions, c'est-à-dire si les exonérations, réductions et suspensions fiscales constituent des contributions financières des pouvoirs publics brésiliens, sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", au moyen desquelles un avantage est conféré; et
- b. si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et donc prohibées.⁷⁴³

7.3.5.2 Question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et donc prohibées

7.381. L'Union européenne et le Japon font valoir que les subventions conférées au titre des programmes concernant les TIC sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, parce qu'elles sont uniquement accordées pour les produits des TIC fabriqués conformément au PPB ou à des prescriptions semblables relatives aux étapes de production, qui exigent que les composants et sous-assemblages incorporés dans le produit soient fabriqués localement, parfois par la société accréditée, parfois par d'autres sociétés nationales.⁷⁴⁴

7.382. Le Brésil rejette les allégations des parties plaignantes et fait valoir que les mesures en cause ne sont pas liées aux produits, mais à la production, et que les prescriptions relatives aux étapes de production prévues par les programmes n'exigent pas directement ou indirectement l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.⁷⁴⁵ Il fait aussi valoir qu'un produit qui est fabriqué conformément à un PPB ne peut pas être assimilé à un produit national au sens du droit de l'OMC car un produit qui est fabriqué conformément à un PPB est simplement un produit qui est fabriqué conformément à des prescriptions relatives aux étapes de production spécifiques.⁷⁴⁶

7.383. Le Canada et les États-Unis font valoir en tant que tierces parties que l'article 3.1 b) de l'Accord SMC ne prohibe pas les subventions dans les cas où l'obtention de la subvention est conditionnée par la réalisation par le bénéficiaire de la subvention de certaines étapes de production qui peuvent aboutir à la création de produits intermédiaires.⁷⁴⁷ De l'avis de ces tierces parties, ni le GATT de 1994 ni l'Accord SMC ne "limitent la capacité d'un Membre accordant une subvention de définir le niveau de production requis aux fins de l'admissibilité au bénéfice de la

⁷⁴² Brésil, première communication écrite, paragraphes 299 à 304, 354, 463 et 497 (DS472) et 249 à 254, 304, 400 et 434 (DS497).

⁷⁴³ Comme il est expliqué plus loin aux paragraphes 7.496 à 7.498, conformément à l'article 2.3 de l'Accord SMC, l'examen de la question de la subordination portera aussi sur le point de savoir si les subventions sont spécifiques au sens où les parties plaignantes le font valoir. (Les parties plaignantes ne formulent pas d'allégation ni d'argument concernant un quelque autre mode de spécificité.)

⁷⁴⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 723 à 727, 872 à 877, 1023 à 1026 et 1144 à 1148; Japon, première communication écrite, paragraphes 375, 441, 500 et 554.

⁷⁴⁵ Brésil, première communication écrite, paragraphes 299 à 304, 354, 463 et 497 (DS472) et 249 à 254, 304, 400 et 434 (DS497).

⁷⁴⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 28 à 37.

⁷⁴⁷ Canada, communication en tant que tierce partie, paragraphes 4 et 5; États-Unis, réponse à la question n° 6 du Groupe spécial.

subvention", et la "capacité d'un Membre de subordonner l'octroi d'une subvention à une prescription relative à la production serait considérablement amoindrie si le Membre ne pouvait pas exiger la production d'un produit intermédiaire. Une prescription relative à la production devrait alors être limitée aux simples activités d'assemblage."⁷⁴⁸

7.384. Les parties pertinentes de l'article 3 de l'Accord SMC disposent ce qui suit:

3.1 Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:

...

b) subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

3.2 Un Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1.

7.385. Ainsi, conformément à l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés sont prohibées, et ne seront ni accordées ni maintenues. Le sens ordinaire du mot "contingent" (subordonné) est "conditional: dependent *on, upon*" (conditionnel: dépendant *de*)⁷⁴⁹, de sorte qu'une subvention est "subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés", et donc prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, si l'utilisation de produits nationaux est *requise* ou *nécessaire* pour recevoir la subvention.⁷⁵⁰

7.386. Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut, au paragraphe 7.313, selon laquelle les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC, au moyen des PPB et d'autres prescriptions relatives aux étapes de production, sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b). Ainsi, si le Groupe spécial constate que les programmes concernant les TIC constituent des subventions au sens de l'Accord SMC, il conclura par voie de conséquence que ces subventions sont incompatibles avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.3.5.3 Question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des subventions au sens de l'Accord SMC

7.387. L'Accord SMC définit les subventions comme consistant en une "contribution financière" des pouvoirs publics ou de tout organisme public, qui confère un avantage. En ce qui concerne l'expression contribution financière, l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC définit et identifie le comportement des pouvoirs publics qui constitue une contribution financière aux fins de l'Accord,

⁷⁴⁸ Canada, communication en tant que tierce partie, paragraphe 7.

⁷⁴⁹ Shorter Oxford English Dictionary, (6^{ème} édition, 2007).

⁷⁵⁰ De fait, cette interprétation a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Automobiles*, dans laquelle ce dernier a rappelé ce qu'il avait dit au sujet de l'article 3.1 a) et a expliqué ce qui suit:

Lorsque nous avons examiné l'article 3.1 a) dans la section VI du présent rapport, nous avons rappelé que, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que "la connotation ordinaire du terme "subordonné" est "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de[s]" résultats à l'exportation. Ainsi, une subvention est prohibée au titre de l'article 3.1 a) si elle est "conditionnée" par les résultats à l'exportation, c'est-à-dire si elle "dépend, pour exister, des" résultats à l'exportation. En outre, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que la subordination "en droit" est démontrée "sur la base du libellé de la législation, de la réglementation ou d'un autre instrument juridique pertinent". Comme nous l'avons déjà expliqué, cette conditionnalité peut découler nécessairement, par implication, des termes effectivement employés dans la mesure. Nous estimons que ce critère juridique s'applique non seulement à la "subordination" visée par l'article 3.1 a), mais aussi à la "subordination" visée par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 123.

et les alinéas i) à iv) indiquent de façon exhaustive des types de comportement des pouvoirs publics qui sont réputés constituer une contribution financière.⁷⁵¹

7.388. Le seul type de contribution financière invoqué par les parties plaignantes est l'alinéa ii), à savoir "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (par exemple, dans le cas des incitations fiscales telles que les crédits d'impôt)".

7.389. Ainsi, la partie pertinente de l'article 1.1 de l'Accord SMC définit une "subvention" du type allégué dans le présent différend comme suit:

1.1 Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister:

a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre (dénommés dans le présent accord les "pouvoirs publics"), c'est-à-dire dans les cas où:

...

ii) des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (par exemple, dans le cas des incitations fiscales telles que les crédits d'impôt)¹;

...

et

b) si un avantage est ainsi conféré.

¹ Conformément aux dispositions de l'article XVI du GATT de 1994 (note relative à l'article XVI) et aux dispositions des Annexes I à III du présent accord, l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention.

7.390. Par conséquent, en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord SMC relatives aux programmes concernant les TIC, le Groupe spécial doit examiner:

- a. s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics, sous la forme de recettes publiques normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues; et
- b. si un avantage est ainsi conféré.

7.3.5.3.1 Cadre juridique applicable à la contribution financière sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues"

7.391. La question de la contribution financière sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues" a été examinée dans un certain nombre de différends antérieurs. Le Groupe spécial note les explications particulièrement pertinentes ci-après de cette forme de contribution financière.

7.392. Dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), l'Organe d'appel a résumé son interprétation du concept de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", telle qu'elle avait été développée précédemment dans les affaires *États-Unis – FSC* et *États-Unis – FSC* (article 21:5 – CE):

L'Organe d'appel a fait observer que l'abandon de recettes normalement exigibles signifiait que les pouvoirs publics s'étaient procurés moins de recettes qu'ils ne

⁷⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphe 613.

l'auraient fait dans une situation différente, et que le terme "abandonnées" donnait à penser que les pouvoirs publics avaient renoncé à un droit de se procurer des recettes qu'ils auraient "normalement" pu se procurer. Ce prétendu droit, cependant, ne peut pas exister dans l'abstrait. Il doit y avoir "un point de référence normatif défini permettant de faire une comparaison entre les recettes que l'on s'est effectivement procurées et les recettes que l'on se serait "normalement" procurées".⁷⁵² De plus, la "règle interne applicable" établie par les règles en matière d'imposition appliquées par le Membre en question doit constituer la base de comparaison, parce que "{c}e qui est "normalement exigible" dépend ... des règles en matière d'imposition que chaque Membre choisit d'établir pour lui-même".⁷⁵³

...

[L'Organe d'appel] a souligné qu'une contribution financière ne découlait pas, au sens de l'article 1.1 a) 1) ii), du simple fait que les pouvoirs publics ne se procuraient pas les recettes qu'ils auraient pu se procurer. Bien que l'on puisse dire des pouvoirs publics qu'ils "abandonnent" des recettes lorsqu'ils choisissent de ne pas imposer certains revenus, cela ne permet pas en soi de déterminer si les recettes abandonnées étaient "normalement exigibles".

...

[L'Organe d'appel] a remarqué que, puisque les Membres, en principe, avaient le pouvoir souverain de déterminer leurs propres règles d'imposition, la comparaison dans le cadre de l'article 1.1 a) 1) ii) devait nécessairement se faire entre les règles d'imposition énoncées dans la mesure contestée et les autres règles d'imposition du Membre en question.

...

L'Organe d'appel a également reconnu qu'il pouvait être difficile d'identifier le point de repère approprié aux fins de comparaison au titre de l'article 1.1 a) 1) ii) parce que les règles d'imposition internes étaient diverses et complexes. Il a dit que, "lorsqu'ils définissent le point de repère approprié aux fins de comparaison, les groupes spéciaux {devaient} évidemment s'assurer qu'ils définissent et examinent des situations fiscales qu'il {était} légitime de comparer"⁷⁵⁴ et que ce serait le cas lorsqu'il y avait "une base rationnelle pour comparer le traitement fiscal des revenus visés par la mesure contestée et le traitement fiscal de certains autres revenus".⁷⁵⁵ Il a ajouté que, d'une manière générale, "on comparera{it} ce qui {était} comparable"⁷⁵⁶, et qu'il importait de s'assurer que l'examen au regard de l'article 1.1 a) 1) ii) "comportait une comparaison du traitement fiscal des revenus pertinents des contribuables dans des situations comparables".^{757,758}

7.393. Dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), l'Organe d'appel a également expliqué la raison d'être de l'inclusion des "recettes publiques normalement exigibles

⁷⁵² (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 90.

⁷⁵³ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 90.

⁷⁵⁴ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 90.

⁷⁵⁵ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 90.

⁷⁵⁶ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 90. À titre d'exemple, l'Organe d'appel a indiqué que, si la mesure en cause visait les revenus tirés de transactions de ventes, il pourrait ne pas être approprié de comparer le traitement de ces revenus avec celui des revenus de l'emploi.

⁷⁵⁷ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 92. À titre d'autre exemple, l'Organe d'appel a dit que, si la mesure en cause concernait l'imposition de revenus de source étrangère entre les mains d'une société nationale, il pourrait ne pas être approprié de comparer la mesure avec le traitement fiscal de tels revenus entre les mains d'une société étrangère.

⁷⁵⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphes 806 à 810.

[qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues" dans l'Accord SMC, en tant que forme de contribution financière:

[L]'Accord SMC reconnaît que les Membres de l'OMC sont libres de déterminer la structure et les taux de leurs régimes d'imposition internes. De plus, parce que les systèmes d'imposition ne sont pas statiques, les Membres doivent disposer d'une certaine flexibilité pour apporter des ajustements à leurs systèmes. En même temps, l'Accord SMC reconnaît que les régimes d'imposition peuvent être utilisés pour obtenir des résultats équivalant aux résultats qui sont obtenus lorsque les pouvoirs publics effectuent un versement direct. Cela explique pourquoi l'Accord inclut l'abandon de recettes publiques normalement exigibles parmi les mesures qui constituent des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1).⁷⁵⁹

7.394. Enfin, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), l'Organe d'appel a énoncé un triple critère juridique pour évaluer si une mesure constituait l'abandon de recettes publiques normalement exigibles:

L'identification des circonstances dans lesquelles des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées nécessite une comparaison entre le traitement fiscal applicable aux bénéficiaires allégués de subventions et le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables. Par conséquent, un groupe spécial qui examine une allégation au titre de l'article 1.1 a) 1) ii) de l'Accord SMC devrait d'abord identifier le traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués. L'identification de ce traitement fiscal entraînera un examen des raisons objectives qui le sous-tendent et, dans les cas où il suppose un changement dans les règles d'imposition d'un Membre, une évaluation des raisons expliquant ce changement.

Dans un deuxième temps, le groupe spécial devrait identifier un point de repère aux fins de comparaison – c'est-à-dire le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables.⁷⁶⁰ Nous reconnaissons que ce n'est pas toujours un exercice simple et que cela peut, dans certaines circonstances, être extrêmement difficile. L'identification d'un point de repère suppose l'examen de la structure du régime d'imposition interne et de ses principes directeurs. Dans certains cas, il s'agit de principes largement reconnus dans les régimes d'imposition des Membres; dans d'autres, de principes propres au régime interne en question. Il se peut que des mesures fiscales disparates, mises en œuvre au fil du temps, n'offrent pas aisément de principes cohérents servant de point de repère. En tout état de cause, la tâche du groupe spécial consiste à élaborer une interprétation de la structure fiscale et des principes qui expliquent le mieux le régime d'imposition de ce Membre, et à fournir une base raisonnée pour identifier ce qui constitue des revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables. Les éléments de preuve sur lesquels s'appuie une telle analyse doivent se trouver dans les "règles en matière d'imposition que chaque Membre choisit d'établir pour lui-même".⁷⁶¹ Ce faisant, un Membre aura à répondre de la structure fiscale et des principes qu'il applique lui-même. Cela s'apparente à l'approche suivie dans le domaine des finances publiques aux fins de l'estimation de ce que l'on appelle les "dépenses fiscales".⁷⁶²

⁷⁵⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphe 811.

⁷⁶⁰ (note de bas de page de l'original) Bien que l'Organe d'appel ait antérieurement fait référence au traitement fiscal de "revenus comparables", nous croyons comprendre que la même approche s'appliquerait à l'identification de toute activité, transaction ou propriété imposable comparable de contribuables se trouvant dans des situations comparables. (Voir *Statiques des recettes publiques, 1965-2010, Annexe A, Classification des impôts et guide d'interprétation de l'OCDE* (OCDE, 2011) (faisant référence aux catégories d'imposition suivantes: impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital; cotisations de sécurité sociale; impôts sur les salaires et la main-d'œuvre; impôts sur le patrimoine; impôts sur les biens et services; et autres impôts).)

⁷⁶¹ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 90.

⁷⁶² (note de bas de page de l'original) L'Organisation de coopération et de développement économiques décrit les dépenses fiscales comme étant des lois, réglementations ou pratiques fiscales réduisant ou reportant l'impôt dû pour une petite partie des contribuables par rapport au système fiscal de référence. (*Les dépenses fiscales dans les pays de l'OCDE* (OCDE, 2010) page 12 (faisant référence à B. Anderson, présentation

Enfin, dans un troisième temps, le groupe spécial devrait comparer les raisons du traitement fiscal contesté avec le traitement fiscal servant de point de repère qu'il a identifié après avoir minutieusement analysé le régime d'imposition d'un Membre. Une telle comparaison lui permettra de déterminer si, compte tenu du traitement des revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables, les pouvoirs publics abandonnent des recettes normalement exigibles en relation avec les revenus des bénéficiaires allégués.⁷⁶³

7.395. En résumé, pour évaluer si "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues", le Groupe spécial doit:

- a. premièrement, identifier le traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués, en examinant les raisons objectives qui le sous-tendent;
- b. deuxièmement, identifier un point de repère aux fins de comparaison – c'est-à-dire le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables. Cela suppose l'examen de la structure du régime d'imposition interne du Membre et de ses principes directeurs; et
- c. troisièmement, comparer le traitement fiscal contesté, et les raisons qui le sous-tendent, avec le traitement fiscal servant de point de repère identifié. Cette comparaison permettra au groupe spécial de déterminer si les pouvoirs publics abandonnent des recettes normalement exigibles en relation avec les revenus des bénéficiaires allégués.

7.3.5.3.2 Critère juridique pour déterminer l'existence d'un avantage découlant d'une contribution financière sous la forme de recettes abandonnées

7.396. En ce qui concerne le concept d'avantage, comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, "[u]ne contribution financière conf[érait] un avantage ("benefit") à un bénéficiaire au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC lorsqu'elle constitu[ait] un avantage ("advantage") pour son bénéficiaire."⁷⁶⁴ Dans son rapport *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a expliqué que, pour déterminer l'existence de cet avantage, il fallait comparer la situation du bénéficiaire avec et sans la contribution financière, et que le marché constituait une bonne base pour effectuer cette comparaison.⁷⁶⁵ En d'autres termes, un groupe spécial doit évaluer si le bénéficiaire reçoit une contribution financière à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.⁷⁶⁶

7.397. Toutefois, comme le Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis* l'a noté, le marché n'a pas été explicitement utilisé comme point de repère pour déterminer si des contributions financières prenant la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues" conféraient un avantage.⁷⁶⁷

7.398. En fait, comme le Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)* l'a reconnu, "[d]ans les cas où il a été constaté qu'une contribution financière existait sous la forme de l'abandon de recettes normalement exigibles, il n'a pas été difficile de conclure à

PowerPoint lors de la cinquième réunion annuelle du Réseau OCDE-Asie des Hauts responsables du budget qui s'est tenue les 10 et 11 janvier 2008 à Bangkok, <www.oecd.org/dataoecd/40/6/39944419.pdf>))

⁷⁶³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 812 à 815.

⁷⁶⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 51. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.271.

⁷⁶⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157. Voir aussi: rapport du Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.271.

⁷⁶⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 158.

⁷⁶⁷ Rapport du Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 509. Voir aussi: rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – FSC*, paragraphe 7.103; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.44 à 8.48; et rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 140; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 198.

l'existence d'un avantage."⁷⁶⁸ De l'avis du Groupe spécial, un allégement fiscal "est essentiellement un cadeau des pouvoirs publics, ou une dérogation à des obligations exigibles, et il est clair que le marché ne fait pas de tels cadeaux."⁷⁶⁹ Ainsi, lorsqu'un groupe spécial constate qu'une mesure fiscale constitue une contribution financière sous la forme de recettes abandonnées, il pourra facilement conclure qu'un avantage est conféré.

7.399. Par exemple, le Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)* a indiqué que le bénéficiaire était "'mieux loti" qu'en l'absence de la contribution, c'est-à-dire que s'il avait été dans une autre situation dans laquelle les conditions d'obtention du traitement fiscal prévu par la Loi n'auraient pas été remplies, de sorte qu'il aurait été assujéti aux règles fiscales normalement applicables ..."⁷⁷⁰

7.400. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial commencera son analyse de l'existence d'une subvention en évaluant si le traitement fiscal accordé au titre des programmes concernant les TIC constitue des contributions financières sous la forme de recettes publiques normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues. Si le Groupe spécial conclut que le traitement accordé au titre des programmes concernant les TIC implique des recettes abandonnées et fournit ainsi une contribution financière, il examinera ensuite si la contribution financière confère un avantage.

7.3.5.3.3 Question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues"

7.401. Comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.395, pour évaluer si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", le Groupe spécial répondra aux questions suivantes: a) quel est le traitement fiscal contesté qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués, et quelles sont les raisons objectives qui sous-tendent ce traitement; b) quel est le traitement servant de point de repère ou le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables; et c) quelle est la différence entre le traitement fiscal contesté, et les raisons qui le sous-tendent, et le traitement fiscal servant de point de repère identifié?⁷⁷¹

7.3.5.3.3.1 Traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués et raisons objectives qui le sous-tendent

7.402. Comme il est indiqué plus haut aux paragraphes 7.368 à 7.371, le traitement fiscal applicable aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique consiste en ce qui suit:

- a. exonérations ou réductions de l'IPI sur les ventes de produits visés par des incitations; et
- b. suspensions de l'IPI sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.⁷⁷²

7.403. Le traitement fiscal applicable aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS consiste en ce qui suit:

⁷⁶⁸ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphe 7.169.

⁷⁶⁹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphe 7.171.

⁷⁷⁰ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 8.46.

⁷⁷¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 812 à 815.

⁷⁷² Voir plus haut les paragraphes 2.41 à 2.45.

- a. taux nuls (exonérations) pour l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS sur les ventes de produits visés par des incitations;
- b. réduction de 100% de l'impôt sur le revenu des sociétés et des droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation des brevets, qui découlent des ventes de produits visés par des incitations et de leurs projets (conception); et
- c. taux nuls (exonérations) pour les droits de douane proprement dits, l'IPI et les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats de certains biens d'équipement, intrants et outils informatiques, et pour les contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à la fabrication de produits visés par des incitations.⁷⁷³

7.404. Le traitement fiscal applicable aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD consiste en ce qui suit:

- a. taux nuls (exonérations) pour l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS sur les ventes de produits visés par des incitations (émetteurs pour la télévision numérique); et
- b. taux nuls (exonérations) pour l'IPI et les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats de certains biens d'équipement, intrants et outils informatiques, et pour les contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à la fabrication de produits visés par des incitations.⁷⁷⁴

7.405. Le traitement fiscal applicable aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme pour l'inclusion numérique consiste en ce qui suit:

- a. Taux nuls (exonérations) pour les contributions PIS/PASEP et COFINS sur les ventes de produits visés par des incitations.⁷⁷⁵

7.406. Le Groupe spécial note que l'affaire en cause porte sur un éventail de différentes taxes et de différents traitements fiscaux. En particulier, chacun des programmes examinés prévoit un ensemble différent d'exonérations, de réductions et/ou de suspensions d'un ou de plusieurs types particuliers de taxes. De l'avis du Groupe spécial, la meilleure façon de classer et d'identifier ces différents traitements fiscaux afin de déterminer si des recettes normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues et si un avantage est ainsi conféré est de le faire sur la base i) de la taxe en cause; ii) de la question de savoir si le traitement fiscal concerne l'achat de produits par des sociétés accréditées ou leur vente de produits visés par des incitations; et iii) du degré de transformation des produits visés par des incitations. Sur la base de ces critères, le Groupe spécial a regroupé les traitements fiscaux dans les catégories suivantes:

- a. exonérations (y compris au moyen de taux nuls) et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles fabriquent (aux fins du Programme informatique et du Programme PATVD);
- b. exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles fabriquent (aux fins du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique);
- c. réduction de 100% accordée aux sociétés accréditées pour l'impôt sur le revenu des sociétés et les droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets qui découlent de leurs ventes de produits finis visés par des incitations et de leurs projets (conception) (aux fins du Programme PADIS);

⁷⁷³ Voir plus haut le paragraphe 2.73.

⁷⁷⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.84.

⁷⁷⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.93.

- d. exonérations (y compris au moyen de taux nuls) et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits intermédiaires visés par des incitations qu'elles produisent (aux fins du Programme informatique et du Programme PADIS);
- e. exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits intermédiaires visés par des incitations qu'elles produisent (aux fins du Programme PADIS);
- f. suspensions de l'IPI sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (aux fins du Programme informatique) et exonérations de l'IPI (au moyen de taux nuls) sur les achats d'intrants (aux fins des Programmes PADIS et PATVD) utilisés pour fabriquer des produits visés par des incitations;
- g. exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats d'intrants (aux fins des Programmes PADIS et PATVD) utilisés pour fabriquer des produits visés par des incitations;
- h. exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats de certains biens d'équipement et outils informatiques (aux fins des Programmes PADIS et PATVD) utilisés pour fabriquer des produits visés par des incitations, qui seront incorporés dans les actifs fixes de la société accréditée;
- i. exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de produits visés par des incitations (aux fins des Programmes PADIS et PATVD); et
- j. exonérations (au moyen de taux nuls) des droits de douane proprement dits sur les achats de certains biens d'équipement, intrants et outils informatiques utilisés dans la fabrication de produits visés par des incitations (aux fins du Programme PADIS).

7.407. Le Groupe spécial rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), l'Organe d'appel a expliqué que l'identification du traitement fiscal qui s'appliquait aux revenus des bénéficiaires allégués entraînerait un examen des raisons objectives qui le sous-tendaient et, dans les cas où il supposait un changement dans les règles d'imposition d'un Membre, une évaluation des raisons expliquant ce changement.⁷⁷⁶

7.408. En ce qui concerne le Programme informatique, le Brésil fait valoir ce qui suit:

La Loi informatique a été établie dans le cadre de la nouvelle politique nationale du Brésil et visait à favoriser la technologie et le savoir-faire dans le secteur brésilien des TI. L'objectif de la législation est de développer les branches de production axées sur la technologie, d'élargir l'infrastructure scientifique du pays et de mobiliser ses ressources humaines hautement qualifiées.⁷⁷⁷

7.409. En ce qui concerne le Programme PADIS, comme il est expliqué précédemment dans le présent rapport, le Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 décrit l'objectif du Programme PADIS de la manière suivante:

Le Programme PADIS a été établi dans le but d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont les activités concernent la conception, le développement, la création et la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage ...⁷⁷⁸

⁷⁷⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphe 812.

⁷⁷⁷ Brésil, première communication écrite, paragraphes 107 (DS472) et 79 (DS497).

⁷⁷⁸ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007, (pièce JE-109), paragraphe 2.

7.410. En ce qui concerne le Programme PATVD, le Mémorandum explicatif interministériel n° 00008/2007 décrit l'objectif du Programme de la manière suivante:

Le Programme PATVD a été établi dans le but d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont les activités concernent le développement et la fabrication de matériel d'émission par fréquence radio pour la télévision numérique.⁷⁷⁹

7.411. Le Brésil fait aussi valoir que les exonérations ou suspensions fiscales sur les achats d'intrants et de biens d'équipement au titre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD sont une mesure d'administration fiscale visant à empêcher l'accumulation de crédits d'impôt par les sociétés dont les produits finals bénéficient d'une exonération ou font l'objet d'une faible taxation, et qui ne seraient pas en mesure de générer suffisamment de débits d'impôt pour compenser les crédits d'impôt générés.⁷⁸⁰

7.412. Enfin, en ce qui concerne le Programme pour l'inclusion numérique, le Brésil fait valoir qu'il "vise à accroître l'accès de la population brésilienne aux ordinateurs et aux produits des technologies de l'information ...".⁷⁸¹

7.413. Le Groupe spécial examinera plus loin les éléments de preuve qui lui ont été présentés en ce qui concerne ces arguments, ainsi que la question de savoir si les raisons alléguées affectent la comparaison entre le traitement fiscal contesté et traitement servant de point de repère.

7.3.5.3.3.2 Traitements servant de point de repère pertinents et différence entre chacun des traitements fiscaux contestés et les traitements fiscaux servant de point de repère identifiés

7.414. Le Groupe spécial examinera séparément le point de repère spécifique de chacune des catégories de traitements fiscaux précédemment identifiées. Pour ce faire, il note que les traitements fiscaux contestés sont des "exonérations", des "réductions" ou des "suspensions" de taxes visant l'ensemble de l'économie qui s'appliquent, en principe, à toutes les transactions de toutes les entreprises. Comme il est expliqué en détail plus loin, sur la base des éléments de preuve qui lui ont été présentés et du cadre analytique exposé plus haut, le Groupe spécial constate dans chaque cas que les points de repère devant être appliqués sont les traitements fiscaux visant l'ensemble de l'économie qui font l'objet des exonérations, réductions et suspensions.

- a. Exonérations (y compris au moyen de taux de taxes nuls) et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles fabriquent (aux fins du Programme informatique et du Programme PATVD).

Traitement servant de point de repère

7.415. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux ventes de produits visés par le Programme informatique et le Programme PATVD par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total du taux de l'IPI applicable aux ventes de produits non visés par des incitations. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui fabriquent et vendent les produits visés par le Programme informatique et le Programme PATVD se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve démontrant l'existence d'une quelque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard de l'IPI. Le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

⁷⁷⁹ Mémorandum explicatif interministériel n° 00008/2007, (pièce JE-109), paragraphe 7.

⁷⁸⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 296 à 298, 352 et 353 et note de bas de page 302 (DS472) et paragraphes 246 à 248, 302 et 303 et note de bas de page 273 (DS497).

⁷⁸¹ Brésil, première communication écrite, paragraphes 469 (DS472) et 405 (DS497).

Comparaison

7.416. Le Groupe spécial compare maintenant les exonérations et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles fabriquent, au titre du Programme informatique et du Programme PATVD, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations.

7.417. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui vend le produit fini non visé par des incitations facturera toujours l'IPI à la société qui achète le produit fini non visé par des incitations, au moment de la vente. La société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant de l'IPI facturée, lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Les pouvoirs publics brésiliens recevront donc le montant total de l'IPI exigible de la société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations.

7.418. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme informatique et du Programme PATVD, qui prévoit une exonération ou une réduction de la taxe, la société accréditée qui vend le produit visé par des incitations n'aura aucun montant de taxe à verser, ou devra seulement verser une partie de la taxe, aux pouvoirs publics brésiliens.

7.419. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent pas l'IPI qui aurait été normalement exigible, ou en reçoivent seulement une partie, avec le traitement servant de point de repère, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total de l'IPI exigible, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles. Par conséquent, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les exonérations et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique et du Programme PATVD sur les ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles fabriquent, "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues". Le Groupe spécial note que le Brésil ne conteste pas cette constatation.⁷⁸²

- b. Exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles fabriquent (aux fins du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique).

Traitement servant de point de repère

7.420. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux ventes de produits visés par le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des taux des contributions PIS/PASEP et COFINS applicables aux ventes de produits non visés par des incitations. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui fabriquent et vendent les produits visés par le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve démontrant l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard des contributions PIS/PASEP et COFINS. Le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.421. Le Groupe spécial compare maintenant les exonérations des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des produits finis visés par des

⁷⁸² Brésil, première communication écrite, note de bas de page 120 et paragraphe 462 (DS472) et note de bas de page 111 et paragraphe 399 (DS497); et Brésil, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial.

incitations qu'elles produisent, au titre du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations.

7.422. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui vend le produit fini non visé par des incitations facturera toujours les contributions PIS/PASEP et COFINS à la société qui achète le produit fini non visé par des incitations, au moment de la vente. La société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS facturées, lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, ces derniers recevront le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles de la société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations.

7.423. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique, qui prévoit une exonération des contributions, la société accréditée qui vend le produit visé par des incitations n'aura aucun montant de contributions à verser aux pouvoirs publics brésiliens.

7.424. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent pas les contributions PIS/PASEP et COFINS qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement servant de point de repère, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles. Par conséquent, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les exonérations des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique sur les ventes des produits finis visés par des incitations qu'elles produisent, "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues". Le Groupe spécial note que le Brésil ne conteste pas cette constatation.⁷⁸³

- c. Réduction de 100% accordée aux sociétés accréditées pour l'impôt sur le revenu des sociétés et les droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets qui découlent de leurs ventes de produits finis visés par des incitations et de leurs projets (conception) (aux fins du Programme PADIS).

Traitement servant de point de repère

7.425. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux ventes de produits visés par le Programme PADIS par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des taux de l'impôt sur le revenu des sociétés et des droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets applicables aux ventes de produits non visés par des incitations. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui fabriquent les produits visés par le Programme PADIS se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve démontrant l'existence d'une quelque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard de l'impôt sur le revenu des sociétés et des droits sur les bénéfices. Le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.426. Le Groupe spécial compare maintenant la réduction de 100% accordée aux sociétés accréditées pour l'impôt sur le revenu des sociétés et les droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets qui découlent de leurs ventes de produits finis visés par des incitations qu'elles produisent et de leurs projets, au titre du Programme PADIS, avec le traitement servant

⁷⁸³ Brésil, première communication écrite, paragraphes 462 et 496 (DS472) et 399 et 433 (DS497).

de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations.

7.427. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui vend le produit fini non visé par des incitations devra toujours acquitter au Service des recettes fédérales l'impôt sur le revenu des sociétés et les droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets qui découlent de leurs ventes des produits finis non visés par des incitations qu'elles produisent et de leurs projets. Les pouvoirs publics recevront le montant total de l'impôt sur le revenu des sociétés et des droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets exigibles de la société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations.

7.428. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme PADIS, qui prévoit une exonération de l'impôt et des droits, la société accréditée qui vend le produit visé par des incitations n'aura aucun montant d'impôt ni de droits à verser aux pouvoirs publics brésiliens.

7.429. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent ni l'impôt sur le revenu des sociétés ni les droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement servant de point de repère, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total de l'impôt sur le revenu des sociétés et des droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets exigibles, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles. Par conséquent, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne la réduction de 100% accordée aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme PADIS pour l'impôt sur le revenu des sociétés et les droits sur les bénéfices tirés de l'exploitation de brevets, qui découlent des ventes de produits finis visés par des incitations qu'elles produisent et de leurs projets, "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues". Le Groupe spécial note que le Brésil ne conteste pas cette constatation.⁷⁸⁴

- d. Exonérations (y compris au moyen de taux nuls) et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits intermédiaires visés par des incitations qu'elles produisent (aux fins du Programme informatique et du Programme PADIS).

Traitement servant de point de repère

7.430. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux ventes de produits visés par le Programme informatique et le Programme PADIS par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total du taux de l'IPI applicable aux ventes des produits intermédiaires non visés par des incitations qu'elles produisent, sous réserve du mécanisme des crédits et débits régi par le principe de non-cumul. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui fabriquent et vendent les produits visés par le Programme informatique et le Programme PADIS se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard de l'IPI. Le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.431. Le Groupe spécial compare maintenant les exonérations et réductions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits intermédiaires visés par des incitations qu'elles produisent, au titre du Programme informatique et du Programme PADIS, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits intermédiaires non visés par des incitations.

⁷⁸⁴ Brésil, première communication écrite, paragraphes 348 (DS472) et 298 (DS497).

7.432. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations facturera toujours l'IPI à l'acheteur des produits, au moment de la vente, et l'acheteur des produits accumulera un crédit d'impôt du montant de l'IPI payée. La société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant de l'IPI facturée, lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations sera autorisé à utiliser le crédit qu'il a accumulé pour compenser ses débits d'impôt pour l'IPI lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.⁷⁸⁵ Toutefois, si l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, il sera autorisé à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.⁷⁸⁶ Si l'acheteur des produits non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, il sera autorisé à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux, ou un remboursement.⁷⁸⁷ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.⁷⁸⁸ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.⁷⁸⁹

7.433. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario, pour l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations, les pouvoirs publics recevront le montant total de l'IPI exigible de la société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations et l'acheteur des produits non visés par des incitations sera en mesure de compenser le montant de l'IPI payée au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par la société non accréditée qui vend le produit intermédiaire non visé par des incitations jusqu'à ce que l'acheteur des produits non visés par des incitations soit en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à l'acheteur des produits non visés par des incitations (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts

⁷⁸⁵ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17.

⁷⁸⁶ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20.

⁷⁸⁷ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

⁷⁸⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal

No 1.220.942 – SP (2012/0095341-6), (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêté au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, première communication écrite, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

⁷⁸⁹ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphe 758 (DS472) et paragraphe 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt pour le PIS/la COFINS, l'IPI et/ou l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt pour les contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt pour l'IPI). Voir Exporters_2012, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements, (pièce JE-186), pages 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

(recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.⁷⁹⁰ Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition⁷⁹¹ (si l'acheteur est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si l'acheteur doit présenter une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à l'acheteur des produits non visés par des incitations dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à l'acheteur des produits non visés par des incitations pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à l'acheteur des produits non visés par des incitations une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.⁷⁹²

7.434. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme informatique et du Programme PADIS, qui prévoit une exonération ou une réduction de l'IPI, la société accréditée qui vend les produits visés par des incitations n'aura pas à facturer l'IPI à l'acheteur des produits visés par des incitations et n'aura aucun montant de taxe à verser, ou devra seulement verser une partie de la taxe, aux pouvoirs publics brésiliens. L'acheteur des produits visés par des incitations, de son côté, n'accumulera aucun crédit, ou accumulera un crédit d'un montant moindre.⁷⁹³

7.435. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De même, ils n'auront pas non plus à autoriser l'acheteur des produits visés par des incitations à compenser le montant de la taxe payé.⁷⁹⁴

7.436. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour l'acheteur des produits non visés par des incitations en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition, il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas d'intérêt implicite sur les crédits inutilisés. Toutefois, si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel l'acheteur des produits en cause non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'il a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer d'une période d'imposition⁷⁹⁵ à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés.

7.437. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17, lorsque l'acheteur des produits intermédiaires visés par des incitations vend ses

⁷⁹⁰ Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

⁷⁹¹ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement de vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁷⁹² Voir plus haut la note de bas de page 788.

⁷⁹³ Voir plus haut le paragraphe 2.18.

⁷⁹⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.13.

⁷⁹⁵ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

produits finis incorporant ces produits, dans des circonstances normales⁷⁹⁶, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total de l'IPI correspondant à la fois à la valeur ajoutée par la société accréditée qui vend le produit visé par des incitations et à la valeur ajoutée par l'acheteur des produits visés par des incitations, c'est-à-dire le même montant nominal d'IPI que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite l'acheteur des produits intermédiaires visés par des incitations (et non les pouvoirs publics) du fait qu'il n'a pas à payer la taxe à la société accréditée qui vend les produits visés par des incitations, depuis le moment où il aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'il vende son produit fini.

- e. Exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits intermédiaires visés par des incitations qu'elles produisent (aux fins du Programme PADIS).

Traitement servant de point de repère

7.438. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux ventes de produits visés par le Programme PADIS par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des taux des contributions PIS/PASEP et COFINS applicables aux ventes des produits intermédiaires non visés par des incitations qu'elles produisent, sous réserve du mécanisme des crédits et débits dans le cadre du régime non cumulatif. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui fabriquent et vendent les produits visés par le Programme PADIS se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard des contributions PIS/PASEP et COFINS. Le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.439. Le Groupe spécial compare maintenant les exonérations des contributions PIS/PASEP et COFINS accordées aux sociétés accréditées sur leurs ventes des produits intermédiaires visés par des incitations qu'elles produisent, au titre du Programme PADIS, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits intermédiaires non visés par des incitations.

7.440. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations facturera toujours les contributions PIS/PASEP et COFINS à l'acheteur des produits, au moment de la vente, et l'acheteur des produits accumulera un crédit d'impôt du montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées. La société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS facturées, lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations sera autorisé à utiliser le crédit qu'il a accumulé pour compenser ses débits pour les contributions PIS/PASEP et COFINS lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.⁷⁹⁷ Toutefois, si l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période

⁷⁹⁶ Le Groupe spécial note qu'il pourrait ne pas exister de circonstances normales lorsque les produits intermédiaires visés par des incitations sont incorporés dans des produits finis qui sont également visés par des incitations au titre du Programme informatique ou du Programme pour l'inclusion numérique, auquel cas ces produits finis sont assujettis à une IPI nulle ou très faible.

⁷⁹⁷ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

d'imposition, il sera autorisé à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.⁷⁹⁸ Si l'acheteur des produits non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, il sera autorisé à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux, ou un remboursement.⁷⁹⁹ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.⁸⁰⁰ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.⁸⁰¹

7.441. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations, les pouvoirs publics recevront le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles de la société non accréditée qui vend les produits intermédiaires non visés par des incitations et l'acheteur des produits non visés par des incitations sera en mesure de compenser le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si l'acheteur des produits intermédiaires non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par la société non accréditée qui vend le produit intermédiaire non visé par des incitations jusqu'à ce que l'acheteur des produits non visés par des incitations soit en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à l'acheteur des produits non visés par des incitations (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.⁸⁰² Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition⁸⁰³ (si l'acheteur est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si l'acheteur doit présenter une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à l'acheteur des produits non visés par des incitations dans un délai de 360 jours y compris de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à l'acheteur des produits non visés par des incitations pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à l'acheteur des produits non visés par des incitations une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts

⁷⁹⁸ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

⁷⁹⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

⁸⁰⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

⁸⁰¹ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphe 758 (DS472) et paragraphe 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt pour le PIS/la COFINS, l'IPI et/ou l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt pour les contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt pour l'IPI). Voir *Exporters 2012*, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements, (pièce JE-186), page 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

⁸⁰² Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

⁸⁰³ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.⁸⁰⁴

7.442. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme PADIS, qui prévoit une exonération des contributions PIS/PASEP et COFINS, la société accréditée qui vend les produits visés par des incitations n'aura pas à facturer les contributions PIS/PASEP et COFINS à l'acheteur des produits visés par des incitations et n'aura aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. L'acheteur des produits visés par des incitations, de son côté, n'accumulera aucun crédit.⁸⁰⁵

7.443. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De même, ils n'auront pas non plus à autoriser l'acheteur des produits visés par des incitations à compenser le montant de la taxe payé.⁸⁰⁶

7.444. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour l'acheteur des produits non visés par des incitations en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition, il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas d'intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel l'acheteur des produits en cause non visés par des incitations n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'il a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer d'une période d'imposition⁸⁰⁷ à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés.

7.445. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17⁸⁰⁸, lorsque l'acheteur des produits intermédiaires visés par des incitations vend ses produits finis incorporant ces produits, dans des circonstances normales, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS correspondant à la fois à la valeur ajoutée par la société accréditée qui vend le produit visé par des incitations et à la valeur ajoutée par l'acheteur des produits visés par des incitations, c'est-à-dire le même montant nominal de contributions PIS/PASEP et COFINS que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite l'acheteur des produits intermédiaires visés par des incitations (et non les pouvoirs publics) du fait qu'il n'a pas à payer la taxe à la société accréditée qui vend les produits visés par des incitations, depuis le moment où il aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'il vende son produit fini.

⁸⁰⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.20 (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS) et Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 – SP (2012/0095341-6), (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêteur au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, premières communications écrites, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

⁸⁰⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.18. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

⁸⁰⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.13. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

⁸⁰⁷ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸⁰⁸ Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.

7.446. De plus, bien que le régime non cumulatif soit la règle générale pour les contributions PIS/PASEP et COFINS⁸⁰⁹, dans la mesure où les ventes des produits intermédiaires en cause pourraient être soumises au régime cumulatif, il n'y aurait pas de mécanisme de crédits et débits. En l'espèce, si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucune des contributions PIS/PASEP et COFINS qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement dans le cadre du régime cumulatif, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles au titre du régime cumulatif.

- f. Suspensions de l'IPI sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (aux fins du Programme informatique) et exonérations de l'IPI (au moyen de taux nuls) sur les achats d'intrants (aux fins des Programmes PADIS et PATVD) utilisés pour fabriquer des produits visés par des incitations.

Traitement servant de point de repère

7.447. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et d'intrants qu'elles utiliseront pour fabriquer des produits visés par le Programme informatique et le Programme PADIS, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total du taux de l'IPI applicable aux achats de matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et d'intrants utilisés pour fabriquer des produits, sous réserve du mécanisme des crédits et débits régi par le principe de non-cumul. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et les intrants utilisés pour fabriquer leurs produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard de l'IPI. Le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et d'intrants utilisés dans la fabrication de leurs produits peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.448. Le Groupe spécial compare maintenant les suspensions ou exonérations de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage, au titre du Programme informatique, et d'intrants, au titre des Programmes PADIS et PATVD, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et d'intrants.

7.449. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, le vendeur des matières premières, des produits intermédiaires, des matériaux d'emballage et des intrants facturera toujours l'IPI à la société non accréditée qui achète les produits, au moment de la vente, et la société non accréditée qui achète les produits accumulera un crédit d'impôt du montant de l'IPI payée. Le vendeur versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant de l'IPI facturée, lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, la société non accréditée qui achète les produits sera autorisée à utiliser le crédit qu'elle a accumulé pour compenser ses débits d'impôt pour l'IPI lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle le vendeur paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.⁸¹⁰ Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, elle sera autorisée à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.⁸¹¹ Si elle n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, elle sera autorisée à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par

⁸⁰⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.22.

⁸¹⁰ Voir plus haut les paragraphes 2.17 et 2.18.

⁸¹¹ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20.

d'autres débits fédéraux, ou un remboursement.⁸¹² Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, la société non accréditée qui achète les produits aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.⁸¹³ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.⁸¹⁴

7.450. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits, les pouvoirs publics recevront le montant total de l'IPI exigible du vendeur et la société non accréditée qui achète les produits sera en mesure de compenser le montant de l'IPI payée au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par le vendeur jusqu'à ce que la société non accréditée qui achète les produits soit en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à la société non accréditée qui achète les produits (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.⁸¹⁵ Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition⁸¹⁶ (si la société non accréditée est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si la société non accréditée présente une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à la société non accréditée dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à la société non accréditée qui achète les produits pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à la société non accréditée qui achète les produits une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.⁸¹⁷

⁸¹² Voir plus haut le paragraphe 2.20.

⁸¹³ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

⁸¹⁴ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphe 758 (DS472) et paragraphe 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt pour le PIS/la COFINS, l'IPI et/ou l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt pour les contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt pour l'IPI). Voir *Exporters_2012*, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements, (pièce JE-186), page 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

⁸¹⁵ Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

⁸¹⁶ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸¹⁷ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No 1.220.942 – SP (2012/0095341-6), (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir

7.451. En ce qui concerne les matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et intrants importés, le Groupe spécial note que les autorités douanières perçoivent l'IPI auprès de l'importateur au cours de la procédure de dédouanement.⁸¹⁸ Par conséquent, les pouvoirs publics profiteront de l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qui est perçu, depuis le moment où le produit sera importé jusqu'à celui où la société non accréditée qui achètera le produit sera en mesure de compenser le crédit, ou recevra une compensation ou un remboursement (dans un délai de 360 jours à compter de la demande).

7.452. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme informatique et les Programmes PADIS et PATVD, qui prévoit une suspension ou une exonération de l'IPI, le vendeur n'aura pas à facturer l'IPI à la société accréditée qui achète les produits et n'aura aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. La société accréditée qui achète les produits, de son côté, n'accumulera aucun crédit.⁸¹⁹

7.453. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, dans le cas des produits nationaux, ou à la date de l'importation (dans le cas des produits importés). De même, ils n'auront pas non plus à autoriser la société accréditée qui achète les produits à compenser le montant de la taxe payée.⁸²⁰

7.454. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits nationaux en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition, il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas d'intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, s'il compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel la société non accréditée qui achète les produits en cause n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'elle a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer du moment de l'importation (dans le cas des produits importés) ou d'une période d'imposition⁸²¹ (dans le cas des produits nationaux) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés.

7.455. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17, lorsque la société accréditée qui achète les matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage et les intrants vend ses produits finis incorporant ces produits, dans des circonstances normales⁸²², les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total de l'IPI correspondant à la fois à la valeur ajoutée par le vendeur et à la valeur ajoutée par la société accréditée qui achète les produits, c'est-à-dire le même montant nominal d'IPI que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite la société accréditée qui achète les produits (et non les pouvoirs publics) du

payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêté au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, première communication écrite, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

⁸¹⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.8.

⁸¹⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.18.

⁸²⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.13.

⁸²¹ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸²² Le Groupe spécial note qu'il pourrait ne pas exister de circonstances normales en l'espèce, parce qu'au titre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD, les produits finis fabriqués avec les matières premières, produits intermédiaires, intrants et matériaux d'emballage bénéficiant d'une exonération ou d'une suspension de l'IPI, bénéficieraient aussi d'une exonération ou d'une réduction de l'IPI.

fait qu'elle n'a pas à payer la taxe au vendeur des produits, depuis le moment où elle aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'elle vend son produit fini.

- g. Exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats d'intrants (aux fins des Programmes PADIS et PATVD) utilisés pour fabriquer des produits visés par des incitations.

Traitement servant de point de repère

7.456. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées d'intrants qu'elles utiliseront pour fabriquer les produits visés par les Programmes PADIS et PATVD, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, applicables à l'achat d'intrants, sous réserve du mécanisme des crédits et débits dans le cadre du régime non cumulatif. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les intrants utilisés pour fabriquer des produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement fiscal différencié de ces produits au regard des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation. Le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.457. Le Groupe spécial compare maintenant les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, accordées aux sociétés accréditées sur les achats d'intrants, au titre des Programmes PADIS et PATVD, avec le traitement identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats d'intrants par les sociétés non accréditées.

7.458. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, le vendeur des intrants facturera toujours les contributions PIS/PASEP et COFINS à la société non accréditée qui achète les produits, au moment de la vente, et la société non accréditée qui achète les produits accumulera un crédit d'impôt du montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées. Le vendeur versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS facturées, lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, la société non accréditée qui achète les produits sera autorisée à utiliser le crédit qu'elle a accumulé pour compenser ses débits pour les contributions PIS/PASEP et COFINS lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle le vendeur paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.⁸²³ Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, elle sera autorisée à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.⁸²⁴ Si elle n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, elle sera autorisée à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux ou un remboursement.⁸²⁵ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, la société non accréditée qui achète les produits aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.⁸²⁶ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs

⁸²³ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸²⁴ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸²⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸²⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.⁸²⁷

7.459. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits, les pouvoirs publics recevront le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles du vendeur et la société non accréditée qui achète les produits sera en mesure de compenser le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par le vendeur jusqu'à ce que la société non accréditée qui achète les produits soit en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à la société non accréditée qui achète les produits (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.⁸²⁸ Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition⁸²⁹ (si la société non accréditée est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si la société non accréditée présente une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à la société non accréditée qui achète les produits dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à la société non accréditée qui achète les produits pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est donc que si la période de 360 jours est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à la société non accréditée qui achète les produits une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.⁸³⁰

7.460. En ce qui concerne les intrants importés, le Groupe spécial note que les autorités douanières perçoivent les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation auprès de l'importateur au cours de la procédure de dédouanement.⁸³¹ Par conséquent, les pouvoirs publics

⁸²⁷ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphes 758 (DS472) et 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt pour le PIS/la COFINS, l'IPI et/ou l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt pour les contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt pour l'IPI). Voir *Exporters 2012*, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements, (pièce JE-186), page 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

⁸²⁸ Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

⁸²⁹ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸³⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et *Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal* No. 1.220.942 – SP (2012/0095341-6), (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêtéur au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, première communication écrite, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

⁸³¹ Voir plus haut le paragraphe 2.32.

profiteront de l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qui est perçu, depuis le moment où le produit sera importé jusqu'à celui où la société non accréditée qui achètera le produit sera en mesure de compenser le crédit, ou recevra une compensation ou un remboursement (dans un délai de 360 jours à compter de la demande). En outre, les pouvoirs publics brésiliens profiteront de l'avantage d'avoir imposé le montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.⁸³²

7.461. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre des Programmes PADIS et PATVD, qui prévoit une suspension des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, le vendeur n'aura pas à facturer les contributions à la société accréditée qui achète les produits et n'aura aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. La société accréditée qui achète les produits, de son côté, n'accumulera aucun crédit.⁸³³

7.462. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction (dans le cas des produits nationaux), ou à la date de l'importation (dans le cas des produits importés). De même, ils n'auront pas non plus à autoriser la société accréditée qui achète les produits à compenser le montant de la taxe payée.⁸³⁴

7.463. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits nationaux en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition (dans le cas des produits nationaux), il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas d'intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel la société non accréditée qui achète les produits en cause n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'elle a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer du moment de l'importation (dans le cas des produits importés) ou d'une période d'imposition⁸³⁵ (dans le cas des produits nationaux) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés. En outre, dans le cas des produits importés, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent l'avantage découlant du montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.⁸³⁶

7.464. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17⁸³⁷, lorsque la société accréditée qui achète les intrants vend ses produits finis

⁸³² Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

⁸³³ Voir plus haut le paragraphe 2.18. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸³⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.13.

⁸³⁵ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸³⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

⁸³⁷ Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.

incorporant ces produits, dans des circonstances normales⁸³⁸, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, correspondant à la fois à la valeur ajoutée par le vendeur et à la valeur ajoutée par la société accréditée qui achète les produits, c'est-à-dire le même montant nominal de contributions que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite la société accréditée qui achète les produits (et non les pouvoirs publics) du fait qu'elle n'a pas à payer la taxe au vendeur des produits, depuis le moment où elle aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'elle vende son produit fini.

7.465. De plus, bien que le régime non cumulatif soit la règle générale pour les contributions PIS/PASEP et COFINS⁸³⁹, dans la mesure où les achats des intrants en cause pourraient être soumis au régime cumulatif, il n'y aurait pas de mécanisme de crédits et débits. En l'espèce, si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucune des contributions PIS/PASEP et COFINS qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement dans le cadre du régime cumulatif, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles au titre du régime cumulatif.

- h. Exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions PIS/PASEP et COFINS ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats de certains biens d'équipement et outils informatiques (aux fins des Programmes PADIS et PATVD) utilisés pour fabriquer des produits visés par des incitations, qui seront incorporés dans les actifs fixes de la société accréditée.

Traitement servant de point de repère

7.466. Le Groupe spécial considère que le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de certains biens d'équipement et outils informatiques qu'elles utiliseront pour fabriquer les produits visés par les Programmes PADIS et PATVD, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, applicables à l'achat de certains biens d'équipement et outils informatiques, sous réserve du mécanisme des crédits et débits dans le cadre du régime non cumulatif.⁸⁴⁰ En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les biens d'équipement et les outils informatiques utilisés pour fabriquer des produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelque autre différence qui pourrait expliquer le traitement fiscal différencié de ces produits en ce qui concerne les contributions PIS/PASEP et COFINS, ou les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation. Le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

⁸³⁸ Le Groupe spécial note qu'il pourrait ne pas exister de circonstances normales en l'espèce, parce qu'au titre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD, les produits finis fabriqués avec les matières premières, produits intermédiaires, intrants et matériaux d'emballage bénéficiant d'une exonération ou d'une suspension de l'IPI, bénéficieront aussi d'une exonération ou d'une réduction de l'IPI.

⁸³⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.22.

⁸⁴⁰ Le Groupe spécial note que l'article premier de la Loi n° 11774/2008, modifié par la Loi n° 12546/2011, autorise explicitement l'utilisation immédiate de crédits sur les achats de biens d'équipement. La Loi dispose ce qui suit: "En cas d'acquisition sur le marché intérieur ou d'importation de machines et de matériel destinés à la production de marchandises et à la fourniture de services, les personnes juridiques peuvent opter pour la déduction de crédits de la "Contribuição para o Programa de Integração Social/Programa de Formação do Patrimônio do Servidor Público (PIS/PASEP)" et de la "Contribuição para Financiamento da Seguridade Social (COFINS)" visées au point III de l'alinéa 1 de l'article 3 de la Loi n° 10637 du 30 décembre 2002, au point III de l'alinéa 1 de l'article 3 de la Loi n° 10833 du 29 décembre 2003 et à l'alinéa 4 de l'article 15 de la Loi 10865 du 30 avril 2004, de la manière suivante: ... XII – immédiatement, dans le cas d'acquisitions ayant lieu à compter de juillet 2012." Voir Brésil, réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.

Comparaison

7.467. Le Groupe spécial compare maintenant les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, accordées aux sociétés accréditées sur les achats de certains biens d'équipement et outils informatiques, au titre des Programmes PADIS et PATVD, avec le traitement identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées.

7.468. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, le vendeur des biens d'équipement et des outils informatiques facturera toujours les contributions PIS/PASEP et COFINS à la société non accréditée qui achète les produits, au moment de la vente, et la société non accréditée qui achète les produits accumulera un crédit d'impôt du montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées. Le vendeur versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS facturées, lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, la société non accréditée qui achète les produits sera autorisée à utiliser le crédit qu'elle a accumulé pour compenser ses débits pour les contributions PIS/PASEP et COFINS lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle le vendeur paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.⁸⁴¹ Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, elle sera autorisée à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.⁸⁴² Si elle n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, elle sera autorisée à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux, ou un remboursement.⁸⁴³ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, la société non accréditée qui achète les produits aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.⁸⁴⁴ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.⁸⁴⁵

7.469. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits, les pouvoirs publics recevront le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles du vendeur et la société non accréditée qui achète les produits sera en mesure de compenser le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par le vendeur jusqu'à ce que la société non accréditée qui achète les produits soient en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à la société non accréditée qui achète les produits (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités,

⁸⁴¹ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸⁴² Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸⁴³ Voir plus haut le paragraphe 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

⁸⁴⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

⁸⁴⁵ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphes 758 (DS472) et 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt pour le PIS/la COFINS, l'IPI et/ou l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt pour les contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt pour l'IPI). Voir *Exporters_2012*, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements, (pièce JE-186), page 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.⁸⁴⁶ Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition⁸⁴⁷ (si la société non accréditée est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si la société non accréditée présente une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à la société non accréditée qui achète les produits dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à la société non accréditée qui achètent les produits pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à la société non accréditée qui achète les produits une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.⁸⁴⁸

7.470. En ce qui concerne les biens d'équipement et les outils informatiques importés, le Groupe spécial note que les autorités douanières perçoivent les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation auprès de l'importateur au cours de la procédure de dédouanement.⁸⁴⁹ Par conséquent, les pouvoirs publics profiteront de l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe perçu, depuis le moment où le produit sera importé jusqu'à celui où la société non accréditée qui achète le produit sera en mesure de compenser le crédit, ou recevra une compensation ou un remboursement (dans un délai de 360 jours à compter de la demande). En outre, les pouvoirs publics brésiliens profiteront de l'avantage d'avoir imposé le montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.⁸⁵⁰

7.471. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre des Programmes PADIS et PATVD, qui prévoit une suspension des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, le vendeur n'aura pas à facturer les contributions à la société accréditée qui achète les produits et aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. La société accréditée qui achète les produits, de son côté, n'accumulera aucun crédit.⁸⁵¹

7.472. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction (dans le cas des produits nationaux), ou à la date de l'importation (dans le cas des produits importés). De même, ils

⁸⁴⁶ Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

⁸⁴⁷ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸⁴⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et la note de bas de page 29. Voir aussi Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 – SP (2012/0095341-6), (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvait] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêteur au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, premières communications écrites, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

⁸⁴⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.32.

⁸⁵⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, premières communications écrites, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

⁸⁵¹ Voir plus haut le paragraphe 2.18. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.)

n'auront pas non plus à autoriser la société accréditée qui achète les produits à compenser le montant de la taxe payée.⁸⁵²

7.473. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits nationaux en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition (dans le cas des produits nationaux), il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas d'intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel la société non accréditée qui achète les produits en cause n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'elle a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans les cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer du moment de l'importation (dans le cas des produits importés) ou d'une période d'imposition⁸⁵³ (dans le cas des produits nationaux) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés. En outre, dans le cas des produits importés, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent l'avantage découlant du montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.⁸⁵⁴

7.474. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17⁸⁵⁵, lorsque la société accréditée qui achète les biens d'équipement et les outils informatiques vend ses produits finis fabriqués à l'aide de ces biens et outils, dans des circonstances normales⁸⁵⁶, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, correspondant à la fois à la valeur ajoutée par le vendeur et à la valeur ajoutée par la société accréditée qui achète les produits, c'est-à-dire le même montant nominal de contributions que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite la société accréditée qui achète les produits (et non les pouvoirs publics) du fait qu'elle n'a pas à payer la taxe au vendeur des produits, depuis le moment où elle aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'elle vende son produit fini.

7.475. De plus, bien que le régime non cumulatif soit la règle générale pour les contributions PIS/PASEP et COFINS⁸⁵⁷, dans la mesure où les achats des biens d'équipement et des outils informatiques en cause pourraient être soumis au régime cumulatif, il n'y aurait pas de mécanisme de crédits et débits. En l'espèce, si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucune des contributions PIS/PASEP et COFINS qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement dans le cadre du régime cumulatif, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles, il est clair que, dans le cadre du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles au titre du régime cumulatif.

⁸⁵² Voir plus haut le paragraphe 2.13.

⁸⁵³ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

⁸⁵⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

⁸⁵⁵ Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.

⁸⁵⁶ Le Groupe spécial note qu'il pourrait ne pas exister de circonstances normales en l'espèce, parce qu'au titre des Programmes PADIS et PATVD, les produits finis fabriqués avec des biens d'équipement et des outils informatiques bénéficiant d'une exonération seront eux-mêmes exonérés du paiement des contributions PIS/PASEP et COFINS.

⁸⁵⁷ Voir plus haut le paragraphe 2.22.

- i. Exonérations (au moyen de taux nuls) des contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de produits visés par des incitations (aux fins des Programmes PADIS et PATVD).

Traitement servant de point de repère

7.476. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de produits visés par les Programmes PADIS et PATVD par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des contributions CIDE applicables aux envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à la fabrication des produits non visés par des incitations. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui concluent des contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de leurs produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve démontrant l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié au regard des contributions CIDE. Le traitement applicable aux envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats conclus par les sociétés non accréditées peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.477. Le Groupe spécial compare maintenant les exonérations accordées aux sociétés accréditées pour les contributions CIDE sur les envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de produits visés par des incitations, au titre des Programmes PADIS et PATVD, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats conclus par les sociétés non accréditées.

7.478. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui conclut des contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de ses produits devra toujours acquitter les contributions CIDE découlant des envois de fonds à l'étranger pour le paiement de ces contrats. Les pouvoirs publics brésiliens recevront le montant total des contributions CIDE de la société non accréditée qui conclut des contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de ses produits.

7.479. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre des Programmes PADIS et PATVD, qui prévoit une exonération des contributions, la société non accréditée qui conclut des contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de ses produits n'aura aucun montant de contributions à verser aux pouvoirs publics brésiliens.

7.480. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucune des contributions CIDE qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement servant de point de repère, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions CIDE, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles. Par conséquent, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les exonérations des contributions CIDE accordées aux sociétés accréditées dans le cadre des Programmes PADIS et PATVD pour les envois de fonds à l'étranger pour le paiement de contrats relatifs à l'exploitation de brevets ou l'utilisation de marques et à la fourniture d'une technologie et d'une assistance technique pour la fabrication de produits visés par des incitations, "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

- j. Exonérations (au moyen de taux nuls) des droits de douane proprement dits sur les achats de certains biens d'équipement, intrants et outils informatiques utilisés dans la fabrication de produits visés par des incitations (aux fins du Programme PADIS).

Traitement servant de point de repère

7.481. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats de certains intrants, biens d'équipement et outils informatiques utilisés dans la fabrication de produits visés par le Programme PADIS par les sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des droits de douane proprement dits applicables aux achats de certains intrants, biens d'équipement et outils informatiques. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les intrants, biens d'équipement et outils informatiques se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve démontrant l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié au regard des contributions CIDE. Le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.482. Le Groupe spécial compare maintenant les exonérations accordées aux sociétés accréditées pour les droits de douane proprement dits sur les achats de certains intrants, biens d'équipement et outils informatiques utilisés dans la fabrication de produits visés par des incitations, au titre du Programme PADIS, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées.

7.483. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui achète les intrants, biens d'équipement et outils informatiques devra toujours acquitter les droits de douane proprement dits sur les achats de certains intrants, biens d'équipement et outils informatiques utilisés dans la fabrication de produits visés par des incitations. Les pouvoirs publics brésiliens recevront le montant total des droits de douane proprement dits de la société non accréditée qui achète les intrants, biens d'équipement et outils informatiques.

7.484. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme PADIS, qui prévoit une exonération des droits de douane proprement dits, la société non accréditée qui achète les intrants, biens d'équipement et outils informatiques n'aura aucun montant de droits à verser aux pouvoirs publics brésiliens.

7.485. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucun des droits de douane proprement dits qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement servant de point de repère, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des droits de douane proprement dits, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles. Par conséquent, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les exonérations des droits de douane proprement dits accordées aux sociétés accréditées dans le cadre du programme sur les achats d'intrants, de biens d'équipement et d'outils informatiques utilisés dans la fabrication de produits visés par des incitations, "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

Raisons de la différence de traitement fiscal

7.486. Enfin, en ce qui concerne l'obligation qui lui est faite de prendre en considération les raisons de la différence de traitement fiscal, le Groupe spécial rappelle que, selon le Brésil et le Mémoire explicatif pertinent, l'objectif déclaré du Programme informatique⁸⁵⁸ est de développer les branches de production axées sur la technologie au Brésil. Dans le cas du Programme PADIS⁸⁵⁹, l'objectif déclaré est d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont

⁸⁵⁸ Brésil, première communication écrite, paragraphes 107 (DS472) et 79 (DS497).

⁸⁵⁹ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007, (pièce JE-109), paragraphe 2.

les activités concernant la conception, le développement, la création et la fabrication de dispositifs électroniques à semi-conducteur et de dispositifs d'affichage. Dans le cas du Programme PATVD⁸⁶⁰, il s'agit d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont les activités concernent le développement et la fabrication de matériel d'émission par fréquence radio pour la télévision numérique. Dans le cas du Programme pour l'inclusion numérique⁸⁶¹, l'objectif déclaré est d'accroître l'accès de la population brésilienne aux ordinateurs et aux produits des technologies de l'information. Le Brésil fait aussi valoir en l'espèce que les suspensions et exonérations fiscales sur les achats d'intrants et de biens d'équipement au titre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD sont une mesure d'administration fiscale visant à empêcher l'accumulation de crédits d'impôt par les sociétés dont les produits finals bénéficient d'une exonération ou font l'objet d'une faible taxation, et qui ne seraient pas en mesure de générer suffisamment de débits d'impôt pour compenser les crédits d'impôt générés. Même si cette considération peut apparaître raisonnable, du moins en principe, il n'y a aucun élément de preuve dans le dossier, y compris dans tous les instruments juridiques examinés, qui indiquent que la politique à la base de ce traitement fiscal prévu dans les programmes contestés est, en fait, la prévention de l'accumulation de crédits d'impôt. En outre, certaines sociétés qui sont des sociétés accumulant des crédits ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier des suspensions, tandis que d'autres sociétés qui pourraient remplir les conditions requises pour bénéficier des suspensions ne sont pas des sociétés accumulant des crédits.⁸⁶²

7.487. Le Groupe spécial note que les raisons alléguées sont liées à des objectifs consistant à implanter et à développer les branches de production axées sur la technologie au Brésil, et à donner accès à ces produits à la population. Il ne voit pas pourquoi ces raisons alléguées pourraient influencer sur ses constatations concernant la comparaison entre le traitement fiscal contesté et le traitement servant de point de repère.

7.3.5.3.3 Conclusion sur la question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues"

7.488. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que toutes les réductions et exonérations fiscales contestées qui sont accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des *produits finis qu'elles fabriquent* (au titre du Programme informatique, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique) constituent des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

7.489. Le Groupe spécial conclut aussi que toutes les exonérations et réductions fiscales contestées qui sont accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des *produits intermédiaires qu'elles produisent* (au titre du Programme informatique et du programme PADIS) constituent des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

7.490. Le Groupe spécial conclut aussi que toutes les suspensions et exonérations fiscales contestées qui sont accordées aux sociétés accréditées sur leurs achats de *matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage* (au titre du Programme informatique) et d'*intrants, de biens d'équipement et d'outils informatiques* (au titre des Programmes PADIS et PATVD) constituent des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

7.3.5.3.4 Question de savoir si les contributions financières accordées au titre des programmes concernant les TIC confèrent un avantage

7.491. Plusieurs groupes spéciaux ont conclu que, chaque fois que des recettes étaient abandonnées par les pouvoirs publics, un avantage était conféré.⁸⁶³ Ayant conclu que les

⁸⁶⁰ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007, (pièce JE-109), paragraphe 7.

⁸⁶¹ Brésil, première communication écrite, paragraphes 469 (DS472) et 405 (DS497).

⁸⁶² Voir plus loin les paragraphes 7.1168 et 7.1169.

⁸⁶³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 7.169 à 7.171. Voir aussi: les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 509; *États-Unis – FSC*,

traitements fiscaux en cause constituaient des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles [étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues", le Groupe spécial conclut que les subventions en cause confèrent un avantage.

7.492. S'agissant des réductions et exonérations fiscales accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des *produits finis* qu'elles produisent, il est clair que, en n'ayant pas acquitter le montant total des taxes et des contributions concernées, les acheteurs des produits visés par des incitations au titre du Programme informatique, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique sont mieux lotis avec les exonérations et réductions que dans le scénario servant de point de repère où ils doivent acquitter le montant total des taxes ou des contributions concernées sur leurs achats de produits non visés par des incitations.

7.493. S'agissant des exonérations et réductions fiscales accordées aux sociétés accréditées sur les ventes des *produits intermédiaires* qu'elles produisent, il est également clair que, en conservant l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités, les acheteurs des produits visés par des incitations au titre du Programme informatique et du Programme PADIS sont mieux lotis avec les exonérations que dans le scénario servant de point de repère où ils doivent acquitter le montant total des taxes ou des contributions concernées sur leurs achats de produits non visés par des incitations.

7.494. Enfin, s'agissant des suspensions et exonérations fiscales accordées aux sociétés accréditées sur les achats de matières premières, d'intrants, de produits intermédiaires, de matériaux d'emballage, de biens d'équipement et d'outils informatiques, il est clair que, en conservant l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités, les sociétés accréditées dans le cadre du Programme informatique, du Programme PADIS et du Programme PATVD qui achètent les intrants, biens d'équipement et outils informatiques sont mieux loties avec les exonérations et suspensions que dans le scénario servant de point de repère où elles doivent acquitter le montant total des taxes ou des contributions concernées sur leurs achats de matières premières, d'intrants, de produits intermédiaires, de matériaux d'emballage, de biens d'équipement et d'outils informatiques.

7.3.5.3.5 Conclusion sur la question de savoir si les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituent des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC

7.495. Ayant conclu que les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre des programmes concernant les TIC constituaient des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues", au moyen desquelles un avantage était conféré, le Groupe spécial conclut que les mesures en cause constituent des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

7.3.5.4 Question de savoir si les subventions accordées au titre des programmes concernant les TIC sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC

7.496. L'article 1.2 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

Une subvention telle qu'elle a été définie au paragraphe 1 ne sera assujettie aux dispositions de la Partie II ou à celles des Parties III ou V que s'il s'agit d'une subvention spécifique au regard des dispositions de l'article 2.

7.497. L'article 2.3 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

Toute subvention relevant des dispositions de l'article 3 sera réputée être spécifique.

7.498. Conformément à ces dispositions, une subvention relevant de l'article 1.1 de l'Accord SMC sera assujettie aux dispositions de la Partie II (subventions prohibées) s'il s'agit d'une subvention spécifique, et une subvention prohibée au titre des dispositions de l'article 3 sera réputée être spécifique.

7.499. Comme le Groupe spécial a déjà conclu que les conditions d'obtention des subventions accordées au titre des programmes concernant les TIC comprenaient la subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, il conclut également, *ipso facto*, que conformément à l'article 2.3, les subventions accordées au titre des programmes concernant les TIC sont spécifiques, et donc assujetties aux dispositions de la Partie II de l'Accord SMC.

7.3.5.5 Conclusion

7.500. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les exonérations, réductions et suspensions accordées au titre du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC⁸⁶⁴ et qu'il s'agit donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC.

7.501. Le Groupe spécial tient à préciser qu'il a conclu que les subventions en cause étaient prohibées parce que, sur la base des faits spécifiques en l'espèce, ces subventions étaient subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. Toutefois, le Groupe spécial ne veut pas dire par là que ni le Brésil, ni aucun autre Membre de l'OMC, n'est autorisé à accorder des subventions à ses seuls producteurs nationaux dans le but de favoriser le développement de ses branches de production.

7.502. De fait, l'Accord SMC prohibe (uniquement) les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, ou aux résultats à l'exportation, parce que ces types de subventions faussent particulièrement les échanges.

7.503. Cela signifie que les Membres sont autorisés à accorder des subventions spécifiques non prohibées à leurs seuls producteurs nationaux, sans soulever l'obligation de traitement national figurant à l'article III du GATT de 1994. Bien que, d'une manière générale, ces subventions non prohibées soient assujetties aux disciplines de la Partie III de l'Accord SMC concernant les effets défavorables⁸⁶⁵ qu'elles peuvent causer pour les intérêts d'autres Membres, et puissent également faire l'objet de mesures compensatoires prises par d'autres Membres conformément à la Partie V de cet accord, elles restent autorisées. Comme les dispositions de l'article 2 de l'Accord SMC relatives à la spécificité l'indiquent clairement, il est admissible de destiner ces subventions à une entreprise ou à une branche de production, ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production, tels que le secteur des TIC et le secteur automobile (de nouveau sous réserve des disciplines concernant les effets défavorables et une éventuelle mesure compensatoire).

7.504. Dans le contexte du présent différend portant sur des subventions accordé par un Membre en développement, il convient particulièrement de rappeler que, bien que les prohibitions prévues dans la Partie II de l'Accord SMC, et les dispositions concernant les mesures compensatoires figurant dans la Partie V de cet accord, soient pleinement applicables aux Membres en développement, l'applicabilité des disciplines concernant les effets défavorables énoncées dans la Partie III est considérablement limitée par les dispositions de l'Accord SMC relatives au traitement spécial et différencié. En particulier, des allégations de préjudice grave ne peuvent pas être formulées en ce qui concerne les subventions des Membres en développement.⁸⁶⁶ Ces derniers disposent ainsi d'un éventail considérablement élargi de possibilités pour accorder des subventions, étant donné la forte diminution des répercussions possibles.

7.505. Un Membre en développement peut donc accorder des subventions pour le développement de ces branches de production nationales, sans se préoccuper de savoir si ces subventions peuvent causer un préjudice grave pour les intérêts d'autres Membres, à condition de ne pas subordonner

⁸⁶⁴ Voir plus haut les paragraphes 7.259 à 7.261.

⁸⁶⁵ C'est-à-dire causer un dommage à une branche de production nationale d'un autre signataire, annuler ou compromettre des avantages résultant directement ou indirectement du GATT de 1994 pour d'autres Membres, ou causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre. Voir l'article 5 de l'Accord SMC.

⁸⁶⁶ Article 27.9 de l'Accord SMC. Cette disposition relative au traitement spécial et différencié met en évidence que les rédacteurs des règles souhaitaient ménager aux Membres en développement une flexibilité considérable pour accorder des subventions.

ces subventions à l'utilisation de produits nationaux, ou à l'exportation. Par exemple, une subvention pourrait être donnée séparément aux producteurs nationaux de parties et de composants et aux producteurs nationaux de produits finals utilisant ces parties et composants, à condition que cette dernière subvention ne soit pas subordonnée à l'utilisation de parties et composants nationaux (ou d'autres produits nationaux, ou à l'exportation) dans la production des produits finals subventionnés. Si la subvention accordée aux producteurs de pièces et composants améliorerait la compétitivité des prix de ces produits par rapport aux produits importés, aucun préjudice grave résultant de cette situation ne pourrait être contesté.

7.506. Bien entendu, tous les Membres sont aussi libres d'accorder des subventions non spécifiques, lesquelles ne sont absolument pas visées par l'Accord SMC. À cet égard, l'article 2.1 b) dispose que, sous réserve de certaines prescriptions, les subventions accordées conformément à des conditions et critères objectifs, tels que le nombre de salariés ou la taille de l'entreprise, sont non spécifiques.⁸⁶⁷ Ainsi, en principe, les subventions en faveur de petites et moyennes entreprises pourraient être conçues de telle sorte qu'elles n'entrent pas du tout dans le champ de l'Accord SMC.

7.507. En résumé, l'Accord SMC laisse aux Membres de l'OMC – en particulier les Membres en développement – une marge de manœuvre pour concevoir des programmes compatibles avec les règles de l'OMC leur permettant d'accorder des subventions à leurs seuls producteurs nationaux, afin de favoriser, au moyen de ces subventions, le développement de leurs branches de production et de poursuivre d'autres objectifs de politique générale.

7.3.6 Invocation de l'article XX a) du GATT de 1994 par le Brésil pour justifier certaines incompatibilités en ce qui concerne le Programme PATVD

7.3.6.1 Introduction

7.508. En ce qui concerne le Programme PATVD, le Brésil fait valoir qu'il n'y a aucune incompatibilité avec l'une quelconque des dispositions du GATT de 1994 ou de l'Accord sur les MIC. Il fait aussi valoir que, dans le cas où le Groupe spécial formulerait effectivement des constatations d'incompatibilité, une telle incompatibilité serait néanmoins justifiée au regard de l'alinéa a) de l'article XX du GATT de 1994, qui fait référence aux mesures "nécessaires à la protection de la moralité publique".

7.509. En outre, le Brésil fait valoir que, dans le cas où le Groupe spécial formulerait effectivement des constatations d'incompatibilité au titre de l'article 2.1 de l'Accord sur les MIC, résultant de constatations d'incompatibilité s'agissant de l'article III du GATT de 1994, puisque les incompatibilités avec l'article III sont "justifié[es] au regard de l'article XX a) ... il n'y aurait ... pas de violation de l'Accord sur les MIC".⁸⁶⁸ Le Brésil n'a présenté aucun moyen de défense au titre de l'article XX s'agissant d'incompatibilités alléguées avec l'Accord SMC.

7.510. Tout d'abord, le Groupe spécial met en exergue les déclarations de l'Organe d'appel selon lesquelles "les aspects d'une mesure devant être justifiés au regard des alinéas de l'article XX sont ceux qui donnent lieu à la constatation d'incompatibilité au titre du GATT de 1994".⁸⁶⁹ L'Organe d'appel a en outre précisé, dans le contexte de l'article XIV de l'AGCS, qui régit les exceptions générales qui sont applicables dans le contexte de l'AGCS, ce qui suit:

⁸⁶⁷ À condition que le droit de bénéficier de la subvention soit automatique et que les critères ou conditions soient observés strictement. Des critères ou conditions objectifs sont des conditions neutres, qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres, et qui sont de caractère économique et d'application horizontale.

⁸⁶⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 461 (DS472) et paragraphe 398 (DS497).

⁸⁶⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.185. En outre, dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

[L]orsqu'on invoque l'article XX d) pour justifier une incompatibilité avec l'article III:4, l'élément dont on doit démontrer qu'il est "nécessaire" est le traitement donnant lieu à la constatation de l'existence d'un traitement moins favorable. Donc, lorsque l'existence d'un traitement moins favorable est constatée sur la base de différences dans la réglementation des importations et des produits nationaux similaires, l'analyse d'un moyen de défense au titre de l'article XX d) devrait être axée sur la question de savoir si ces différences de réglementation sont "nécessaires". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 177.

[P]our qu'un groupe spécial effectue correctement son évaluation au titre de l'article XIV de l'AGCS, l'analyse du groupe spécial devrait montrer clairement qu'en ce qui concerne chaque mesure prise individuellement, les aspects de la mesure examinée sont les mêmes que ceux qui ont donné lieu à sa constatation d'incompatibilité antérieure. Il en est ainsi parce qu'un défendeur ne peut pas justifier l'incompatibilité d'une mesure en fondant son moyen de défense sur des aspects de cette mesure qui sont différents de ceux que le groupe spécial a jugés incompatibles avec une disposition de l'AGCS.⁸⁷⁰

7.511. Par conséquent, les aspects du Programme PATVD devant être justifiés au regard de l'article XX a) sont ceux dont le Groupe spécial a constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994, à savoir:

- a. les aspects du Programme PATVD dont il a été constaté qu'ils établissaient une discrimination à l'égard des produits finis importés en faveur des produits finis nationaux, ce qui est incompatible avec l'article III:2 et III:4; et
- b. les aspects du PPB au titre du Programme PATVD dont il a été constaté qu'ils établissaient une discrimination en incitant à utiliser des intrants nationaux de préférence à des intrants importés similaires dans la fabrication de produits finis qui bénéficient du traitement fiscal disponible dans le cadre du programme, ce qui est incompatible avec l'article III:4.

7.3.6.2 Description du critère juridique

7.512. L'article XX a) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures:

- a) nécessaires à la protection de la moralité publique;

7.513. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

[L']évaluation d'une allégation concernant une justification au regard de l'article XX suppose une analyse en deux étapes au cours de laquelle une mesure doit d'abord être justifiée provisoirement au regard d'un des alinéas de l'article XX, avant d'être nouvellement évaluée au regard du texte introductif de l'article XX.⁸⁷¹

7.514. Selon l'Organe d'appel, la charge de prouver qu'une mesure est justifiée au regard de l'article XX incombe à la partie qui invoque ce moyen de défense.⁸⁷² Spécifiquement, la partie qui invoque le moyen de défense a la charge de prouver non seulement qu'une mesure est justifiée provisoirement au regard d'un l'alinéa de l'article XX, mais aussi qu'elle est compatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article XX.⁸⁷³ L'Organe d'appel a toutefois indiqué ce qui suit:

[L]a nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis pour l'établissement d'éléments *prima facie* varieront nécessairement en fonction des faits de la cause et d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre. De plus, ces règles et principes de la jurisprudence de l'OMC ne doivent pas

⁸⁷⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.169.

⁸⁷¹ Rapport de l'organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169 (notes de bas de page omises). Cet ordre des étapes à suivre, comme l'a précédemment noté l'Organe d'appel, ne dénote pas "un choix fortuit ou aléatoire", mais plutôt la structure et la logique fondamentales de l'article XX du GATT de 1994". Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.86 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 119).

⁸⁷² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16.

⁸⁷³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 25.

être appliqués d'une manière indûment formaliste ou mécanique, ni entraver l'analyse de fond devant être effectuée par un groupe spécial.⁸⁷⁴

7.515. L'article XX du GATT de 1994 suppose donc une analyse en deux étapes. Premièrement, le groupe spécial doit évaluer si la mesure en cause est provisoirement justifiée au regard de l'alinéa de l'article XX qui a été invoqué. Deuxièmement, si le groupe spécial constate que la mesure est provisoirement justifiée, il doit examiner si son application satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.3.6.2.1 Justification provisoire au regard de l'article XX a)

7.516. Dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'Organe d'appel a rappelé que, d'après la jurisprudence antérieure et de manière générale:

[U]ne justification provisoire au regard d'un des paragraphes de l'article XX exigeait que la mesure contestée "traite l'intérêt particulier spécifié dans ce paragraphe" et qu'"il existe un lien suffisant entre la mesure et l'intérêt protégé". "Le lien requis - ou "degré de connexion" - entre la mesure et l'intérêt est spécifié dans le libellé des paragraphes eux-mêmes, avec l'emploi de termes tels que "se rapportant à" et "nécessaires à" à l'article XX.⁸⁷⁵

7.517. En ce qui concerne spécifiquement l'article XX a), l'Organe d'appel a indiqué dans l'affaire *Colombie – Textiles* que, "[p]our établir si une mesure [était] justifiée au regard de l'article XX a), l'analyse [était] effectuée en deux étapes. Premièrement, la mesure [devait] être "conçue" pour protéger la moralité publique. Deuxièmement, la mesure [devait] être "nécessaire" à la protection de cette moralité".⁸⁷⁶

7.518. Afin de déterminer si une mesure particulière est "conçue" pour protéger la moralité publique, l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles* a expliqué ce qui suit:

En ce qui concerne l'analyse de la "conception" de la mesure, le membre de phrase "[pour] la protection de la moralité publique" implique un examen liminaire initial afin de déterminer s'il existe un lien entre une mesure par ailleurs incompatible avec le GATT et la protection de la moralité publique. Si cet examen liminaire initial montre que la mesure n'est pas apte à protéger la moralité publique, il n'existe pas de lien entre la mesure et la protection de la moralité publique qui satisfasse aux prescriptions de l'étape concernant la "conception". Dans ce cas, il ne serait pas requis de poursuivre l'examen pour ce qui est de savoir si cette mesure est "nécessaire" à la protection de la moralité publique. Il en est ainsi parce qu'il ne peut pas y avoir de justification au titre de l'article XX a) pour une mesure qui n'est pas "conçue" pour protéger la moralité publique. Toutefois, si la mesure n'est pas inapte à protéger la moralité publique, cela indique l'existence d'un lien entre la mesure et la protection de la moralité publique. Dans cette situation, il est requis de poursuivre l'examen de la question de savoir si la mesure est "nécessaire" au titre de l'article XX a).⁸⁷⁷

7.519. Dans le cadre de cet "examen liminaire", le groupe spécial doit par conséquent évaluer si l'objectif allégué est un objectif de "moralité publique" au sens de l'article XX a), et si la mesure est "conçue" pour protéger cet objectif (en d'autres termes, si la mesure n'est pas inapte à contribuer à cet objectif).

7.520. Le concept de "moralité publique" a été examiné par des groupes spéciaux de l'OMC dans la passé. Le Groupe spécial *Colombie – Textiles*, dans une constatation dont il n'a pas été fait appel concernant la détermination du point de savoir si un objectif particulier était un objectif de moralité publique ou non, a résumé la jurisprudence de la façon suivante:

⁸⁷⁴ Rapport de l'organe d'appel *États-Unis – Thon II (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.33.

⁸⁷⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.67 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169; *États-Unis – Jeux*, paragraphe 292).

⁸⁷⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.67 (notes de bas de page omises).

⁸⁷⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.68 (notes de bas de page omises).

[Le Groupe spécial *États-Unis – Jeux*], lorsqu'il a interprété pour la première fois le concept de "moralité publique", a fait observer que cette expression "désign[ait] les normes de bonne ou mauvaise conduite appliquées par une collectivité ou une nation ou en son nom" et que la teneur du concept pour les Membres "[pouvait] varier dans le temps et dans l'espace, en fonction d'une série de facteurs, y compris les valeurs sociales, culturelles, éthiques et religieuses dominantes". Il a indiqué en outre que les Membres, lorsqu'ils appliquaient ces concepts sociétaux, avaient le droit de déterminer le niveau de protection qu'ils jugeaient approprié et a ajouté qu'il convenait d'accorder aux Membres une certaine latitude pour définir et appliquer pour eux-mêmes le concept de "moralité publique" sur leurs territoires respectifs, selon leurs propres systèmes et échelles de valeurs.

Le Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, lorsqu'il a interprété pour la première fois l'article XX a) du GATT de 1994, a adopté l'interprétation de l'expression "moralité publique" proposée par le Groupe spécial *États-Unis – Jeux*. Il a considéré que l'article XX a) du GATT de 1994 et l'article XIV a) de l'AGCS utilisaient le même concept et n'a vu aucune raison de s'écarter de l'interprétation proposée dans l'affaire *États-Unis – Jeux*.

Le Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque* a lui aussi interprété le concept de "moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994. Il a indiqué que l'évaluation du champ de l'expression donnait à penser que "les Membres de l'OMC dispos[aient] d'un certain pouvoir discrétionnaire pour définir le champ de la "moralité publique" en fonction des diverses valeurs qui prédomin[aient] dans leurs sociétés à un moment donné". Le Groupe spécial a ajouté ce qui suit:

[P]our savoir si une mesure vise à s'occuper de la moralité publique en relation avec une préoccupation particulière de la société d'un Membre qui réglemente, il faut ... évaluer deux questions: premièrement, celle de savoir si la préoccupation en question existe effectivement dans cette société; et, deuxièmement, celle de savoir si cette préoccupation relève du champ de la "moralité publique" telle qu'elle est "définie et appliquée" par un Membre qui réglemente "sur [son] territoire[]" ... selon [ses] propres systèmes et [ses] échelles de valeurs".

Dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, l'Organe d'appel a cependant précisé qu'il n'estimait pas que l'expression "à la protection" employée à l'article XX a), lorsqu'elle était utilisée en relation avec la "moralité publique", exigeait d'un groupe spécial qu'il identifie l'existence d'un risque lié aux préoccupations morales du public, et qu'il ne jugeait pas acceptable qu'un groupe spécial soit tenu d'identifier la teneur exacte de la norme de moralité publique en cause.⁸⁷⁸

7.521. Les politiques visées par l'exception relative à la moralité publique dans le cadre de différends antérieurs ont traité des questions telles que le blanchiment d'argent, le crime organisé, la fraude, la pratique du jeu par les mineurs et le jeu pathologique⁸⁷⁹; l'examen du contenu visant à empêcher la diffusion de produits culturels dont le contenu a une incidence négative sur la moralité publique d'un Membre⁸⁸⁰; et les préoccupations du public concernant le bien-être des phoques.⁸⁸¹

7.522. Si le Groupe spécial détermine qu'un objectif allégué particulier est de fait un objectif de moralité publique au sens de l'article XX a), il doit déterminer si la mesure est *conçue* pour atteindre cet objectif. Comme il l'a été dit plus haut, l'Organe d'appel a expliqué que le critère pour déterminer si une mesure était ou non "conçue pour protéger" la moralité publique consistait à se

⁸⁷⁸ Rapport du Groupe spécial *Colombie – Textiles*, paragraphes 7.299 à 7.302 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 5.198 et 5.199; et aux rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Jeux*, paragraphes 6.465 et 6.461; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.759; *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.380, 7.381 et 7.383).

⁸⁷⁹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphes 6.481 à 6.487.

⁸⁸⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphes 206 à 233.

⁸⁸¹ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.415 à 7.421 et 7.631.

demander si la mesure n'était "pas inapte" à protéger cet objectif.⁸⁸² L'Organe d'appel a en outre expliqué qu'"[a]fin de déterminer si un tel lien exist[ait], un groupe spécial [devait] examiner des éléments de preuve concernant la conception de la mesure en cause, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu".⁸⁸³ En outre, il a expliqué que "dans le contexte de l'étape de l'analyse concernant la "conception", rien n'empêch[ait] un groupe spécial de prendre en compte des éléments de preuve et des considérations qui [pouvaient] aussi être pertinents pour l'examen de la contribution de la mesure dans le contexte de l'analyse de la "nécessité".⁸⁸⁴

7.523. Néanmoins, l'Organe d'appel a également expliqué que, selon lui, "l'examen de la "conception" de la mesure n'était pas une étape particulièrement contraignante ... [mais qu'en] revanche, l'évaluation de la "nécessité" d'une mesure impliqu[ait] une analyse globale plus approfondie".⁸⁸⁵ En outre, il a expliqué ce qui suit:

[D]ès lors qu'une analyse de la "conception" d'une mesure montre que cette mesure n'est pas inapte à protéger la moralité publique, de sorte qu'il existe un lien entre la mesure et la protection de la moralité publique, un groupe spécial ne peut pas s'abstenir de mener à bien l'étape de l'analyse concernant la "nécessité". L'Organe d'appel a souligné qu'"[u]n groupe spécial ne [devait] pas structurer son analyse [de l'étape concernant la "conception"] de telle manière qu'il [était] amené à tronquer cette analyse prématurément, empêchant ainsi l'examen d'aspects cruciaux du moyen de défense du défendeur se rapportant à l'analyse de la "nécessité".⁸⁸⁶

7.524. Ainsi, s'il est constaté qu'une mesure a été conçue pour protéger un objectif de moralité publique, le groupe spécial doit évaluer si la mesure est ou non "nécessaire" à la protection de la moralité publique. L'analyse du terme "nécessaire" dans le contexte des exceptions générales a évolué dans la jurisprudence de l'OMC au fil du temps. Dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, l'Organe d'appel a constaté que l'analyse de la nécessité au titre de l'article XX du GATT de 1994 se composait comme suit:

[U]ne analyse de la nécessité suppose de "soupeser et mettre en balance" une série de facteurs, y compris l'importance de l'objectif, la contribution de la mesure à cet objectif et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure. L'Organe d'appel a par ailleurs expliqué que, dans la plupart des cas, il faudrait donc procéder à une comparaison entre la mesure contestée et les solutions de rechange possibles. Il a dit que "[c'était] sur la base de ce "soupesage et [de cette] mise en balance" et de la comparaison des mesures, compte tenu des intérêts ou valeurs en jeu, qu'un groupe spécial détermin[ait] si une mesure [était] "nécessaire" ou à titre subsidiaire, si une autre mesure, compatible avec les règles de l'OMC, [était] "raisonnablement disponible". L'Organe d'appel a fait observer qu'une telle analyse comprenait un exercice "holistique" de soupesage et de mise en balance "qui consist[ait] à réunir toutes les variables de l'équation et à les évaluer les unes en relation avec les autres après les avoir examinées individuellement, afin d'arriver à un jugement global".⁸⁸⁷

⁸⁸² Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.68.

⁸⁸³ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.69 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 135 à 142; et *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.144).

⁸⁸⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.76. Le Groupe spécial note que, dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, l'Organe d'appel a suivi (et approuvé) l'approche du Groupe spécial visant à déterminer l'objectif précis de la mesure pertinente. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 5.133 à 5.167. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.357 à 7.411. Toutefois, à la lumière de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles*, le Groupe spécial comprend qu'une analyse complète des objectifs précis de la mesure n'est pas requise et qu'un groupe spécial doit seulement évaluer si les aspects discriminatoires de la mesure ne sont "pas inaptes" à contribuer à l'objectif déclaré allégué par la partie défenderesse qui invoque l'article XX. Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.70 et 5.76.

⁸⁸⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.70.

⁸⁸⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.77 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.203).

⁸⁸⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.214 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169; *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 182; et *États-Unis – Jeux*, paragraphe 307 (faisant référence au rapport de l'Organe

7.525. Par conséquent, le premier élément qu'un groupe spécial devrait prendre en compte lorsqu'il analyse le point de savoir si une mesure est "nécessaire" à la protection de la moralité publique est l'importance des intérêts ou valeurs qu'elle vise à protéger. Dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, dans le contexte de l'interprétation du critère de "nécessité" énoncé à l'article XX d), l'Organe d'appel a conclu que plus ces intérêts ou ces valeurs étaient vitaux ou importants, plus il serait facile d'admettre la "nécessité" d'une mesure dont il serait autrement constaté qu'elle est incompatible avec le GATT de 1994.⁸⁸⁸

7.526. Un deuxième élément devant être "sopesé et mis en balance" est la contribution de la mesure à l'objectif poursuivi. L'évaluation de la contribution par le groupe spécial doit être guidée par les circonstances propres à l'affaire et les éléments de preuve considérés.⁸⁸⁹ Dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés*, l'Organe d'appel a indiqué qu'"[u]ne ... contribution exist[ait] lorsqu'il y [avait] une véritable relation entre l'objectif poursuivi et la mesure en cause pour ce qui [était] de la fin et des moyens".⁸⁹⁰

7.527. En ce qui concerne l'existence d'une méthode particulière que le groupe spécial devrait suivre pour évaluer la contribution d'une mesure, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

Le choix d'une méthode pour évaluer la contribution d'une mesure est fonction de la nature du risque, de l'objectif poursuivi, et du niveau de protection souhaité. Il dépend aussi en définitive de la nature, de la quantité et de la qualité des éléments de preuve existant au moment où l'analyse est effectuée. Du fait que le Groupe spécial, en tant que juge des faits, est à même d'évaluer ces circonstances, il devrait avoir une certaine latitude pour concevoir la méthode appropriée à utiliser et pour décider comment structurer ou organiser l'analyse de la contribution de la mesure en cause à la réalisation des fins qu'elle poursuit. Cette latitude n'est cependant pas sans limites. En effet, un groupe spécial doit analyser la contribution de la mesure en cause à la réalisation des fins qu'elle poursuit en se conformant aux prescriptions de l'article XX du GATT de 1994 et de l'article 11 du Mémoire d'accord.⁸⁹¹

7.528. L'Organe d'appel a également précisé qu'il n'y avait pas de "critère généralement applicable exigeant l'utilisation d'un niveau minimal de contribution prédéterminé pour analyser la nécessité d'une mesure au titre de l'article XX du GATT de 1994".⁸⁹² Toutefois, "[p]lus cet apport est grand, plus il sera facile de considérer que la mesure peut être "nécessaire"". ⁸⁹³ L'Organe d'appel a en outre confirmé que l'analyse de la contribution par le groupe spécial "[pouvait] être faite d'un point de vue quantitatif ou qualitatif".⁸⁹⁴ À cet égard, il a noté que, dans les cas où une mesure faisait partie d'une politique plus vaste, il pouvait être difficile à court terme de discerner la contribution apportée par cette mesure spécifique à l'objectif poursuivi de celle qui était imputable aux autres mesures faisant partie de la même politique. Il a ajouté en outre que la contribution apportée par une mesure pouvait ne pas être perçue immédiatement mais uniquement dans le temps, et que la contribution d'une mesure pouvait être estimée en fonction de la façon dont elle était "à même" de contribuer à l'objectif pertinent.⁸⁹⁵

7.529. Un troisième élément devant être "sopesé et mis en balance" est le niveau du caractère restrictif pour le commerce de la mesure. Dans l'affaire *Chine – Publications et produits audiovisuels*, l'Organe d'appel a indiqué que "[m]oins les effets de la mesure [étaient] restrictifs, plus elle [avait] de chances d'être qualifiée de "nécessaire"". ⁸⁹⁶ Il a en outre ajouté que si un

d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 166)). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.70 à 5.75.

⁸⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 162.

⁸⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.211.

⁸⁹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 145.

⁸⁹¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.210 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 145).

⁸⁹² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.213.

⁸⁹³ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 163.

⁸⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 146.

⁸⁹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 151. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.213.

⁸⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 310. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 163; et *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 150.

Membre décidait d'adopter une mesure hautement restrictive, "il devra[it] faire en sorte que cette mesure soit soigneusement conçue de façon à ce que les autres éléments à prendre en compte lorsqu'il s'agit de soupeser et de mettre en balance les facteurs pertinents pour une évaluation de la "nécessité" de la mesure l'"importent" sur cet effet restrictif".⁸⁹⁷

7.530. L'Organe d'appel a indiqué qu'"en principe un groupe spécial [devait] évaluer l'effet restrictif d'une mesure sur le commerce international".⁸⁹⁸ Cependant, il n'a pas écarté la possibilité que cette évaluation puisse aller au-delà des effets restrictifs sur les produits importés étant donné qu'"elle doit être effectuée à la lumière de la mesure en cause, de l'obligation spécifique résultant des accords visés à laquelle la mesure contrevient et du moyen de défense invoqué".⁸⁹⁹

7.531. Enfin, l'analyse de la nécessité exige une détermination "de la question de savoir si une mesure de rechange compatible avec l'Accord sur l'OMC, dont on pourrait "raisonnablement attendre" du Membre concerné "qu'il y ait recours", est à sa disposition, ou de la question de savoir si une mesure moins incompatible avec l'Accord sur l'OMC est "raisonnablement disponible"". ⁹⁰⁰ L'Organe d'appel a indiqué que "la question de savoir si une mesure [était] "nécessaire" ne [pouvait] pas être déterminée par le seul niveau de la contribution, mais dépendra[it] de la manière dont les autres facteurs de l'analyse de la nécessité, y compris l'examen des mesures de rechange potentielles, éclaire[raient] l'analyse".⁹⁰¹ Il a également précisé ce qui suit:

S'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles un exercice de soupesage et de mise en balance ne nécessiterait pas qu'un groupe spécial évalue des mesures de rechange ..., nous ne pensons pas non plus qu'un tel exercice impose une détermination préliminaire de la nécessité des mesures contestées avant qu'il ne soit procédé à l'évaluation de ces mesures de rechange ... Nous ne souscrivons donc pas à l'affirmation ... selon laquelle une détermination préliminaire de la nécessité est requise avant de procéder à la comparaison entre la mesure contestée et les mesures de rechange possibles.⁹⁰²

⁸⁹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 310.

⁸⁹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 306.

⁸⁹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 306. Dans ce différend, le Groupe spécial a tenu compte de l'effet restrictif des mesures chinoises non seulement sur les importations mais aussi sur les bénéficiaires du droit de commercer. L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial à cet égard.

⁹⁰⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 166.

⁹⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.215.

⁹⁰² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, note de bas de page n° 1299 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphes 306 et 307; *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 156 et 178; et *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 241 (indiquant que si un groupe spécial aboutit à une conclusion préliminaire selon laquelle la mesure est nécessaire, ce résultat doit être confirmé par une comparaison entre la mesure et les solutions de rechange possibles)). Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphe 5.229, indiquant ce qui suit au sujet d'une analyse de la "nécessité" d'une mesure particulière:

[L]a manière particulière d'enchaîner les étapes de cette analyse est adaptable, et elle peut être modulée en fonction des allégations, mesures, faits et arguments spécifiques en cause dans une affaire donnée. En conséquence, les groupes spéciaux disposent d'une certaine latitude pour moduler l'enchaînement des étapes et l'ordre de l'analyse dans une affaire donnée lorsqu'ils évaluent les facteurs pertinents et procèdent à l'exercice général de soupesage et de mise en balance au titre de l'article 2.2 [de l'Accord OTC]. Cette latitude n'est cependant pas sans limites. En fait, elle est éclairée par les allégations, mesures, faits et arguments spécifiques en cause, comme il est indiqué plus haut. Par exemple, même si les circonstances particulières d'une affaire donnée peuvent exiger que des "conclusions préliminaires" concernant la nécessité du caractère restrictif pour le commerce de la mesure contestée soient formulées avant qu'une comparaison avec une mesure de rechange soit faite, de telles déterminations préliminaires ne sont pas obligatoires et peuvent ne pas être appropriées dans les circonstances d'autres affaires (notes de bas de page omises).

Le Groupe spécial considère que ces indications sont pertinentes pour une évaluation de la nécessité au titre de l'article XX. Il note qu'avant de formuler sa déclaration ci-dessus dans le contexte de l'article 2.2 de l'Accord OTC, l'Organe d'appel a examiné sa jurisprudence en ce qui concerne le critère de la nécessité au titre de l'article XX. Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphes 5.205 et 5.228. L'Organe d'appel a indiqué que, dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, dans le contexte de l'analyse de la nécessité au titre de l'article XX du GATT de 1994, une "conclusion préliminaire" n'[avait] pas été considérée comme un aspect indispensable de l'enchaînement des étapes et de

7.532. L'organe d'appel a établi qu'il appartenait à la partie plaignante d'indiquer les solutions de rechange raisonnablement disponibles possibles pour remplacer la mesure en cause que le Membre défendeur aurait pu adopter.⁹⁰³ Il a expliqué que, "pour pouvoir être considérée comme solution de rechange, une mesure proposée par le Membre plaignant non seulement [devait] être moins restrictive pour le commerce que la mesure en cause mais devrait aussi "préserver[] le droit du Membre défendeur d'assurer le niveau de protection qu'il souhait[ait] pour ce qui [était] de l'objectif poursuivi"". ⁹⁰⁴ Le Groupe spécial comprend que la charge qui incombe à la partie plaignante d'"indiquer" une mesure de rechange n'exige pas qu'une solution de rechange soit simplement suggérée, sans aucune justification; la partie plaignante doit également démontrer que la solution de rechange proposée est moins restrictive pour le commerce et contribue à atteindre l'objectif poursuivi autant ou plus que ne le fait la mesure contestée.⁹⁰⁵

7.533. Une fois que le plaignant a indiqué ces mesures de rechange, c'est à la partie défenderesse de démontrer que les solutions de rechange proposées ne sont pas des solutions de rechange raisonnablement disponibles qui pourraient assurer le même niveau de protection souhaité.⁹⁰⁶ L'Organe d'appel a indiqué qu'"il [pouvait] être constaté qu'une mesure de rechange n'[était] pas "raisonnablement disponible" lorsqu'elle [était] de nature purement théorique, par exemple, lorsque le Membre défendeur n'[était] pas capable de l'adopter ou lorsque la mesure impos[ait] une charge indue à ce Membre, par exemple des coûts prohibitifs ou des difficultés techniques substantielles".⁹⁰⁷ En outre, la mesure de rechange ne doit pas seulement être compatible avec les règles de l'OMC ou moins restrictive pour le commerce; elle doit aussi assurer au moins le même niveau de protection que la mesure contestée.⁹⁰⁸ À cet égard, l'Organe d'appel a accepté comme un principe fondamental le droit d'un Membre de déterminer le niveau de protection qu'il juge approprié.⁹⁰⁹

7.534. Après avoir examiné ces quatre éléments de l'analyse de la nécessité de manière indépendante, le groupe spécial doit les évaluer de manière globale afin de parvenir à une conclusion sur la question de savoir si une mesure particulière est "nécessaire" ou non. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles*:

L'Organe d'appel a noté que "l'utilité de l'examen de l'interaction entre les différents facteurs de l'analyse de la nécessité, et [de] l'établissement d'une comparaison avec des mesures alternatives potentielles, résid[ait] dans le fait que cela donn[ait] un

l'ordre de l'analyse". Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)* (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, note de bas de page n° 1299).

⁹⁰³ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 156.

⁹⁰⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 156.

⁹⁰⁵ Bien que l'Organe d'appel ne l'ait pas explicitement indiqué, un certain nombre de ses rapports tendent à indiquer que la charge qui incombe au plaignant ne se limite pas simplement à "suggérer" ou "indiquer" une solution de rechange possible. Voir les rapports de l'Organe d'appel, *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 156; et *États-Unis – Jeux*, paragraphes 310 et 311. Le Groupe spécial se montre prudent pour ce qui est de donner du poids à l'attribution, par l'Organe d'appel, de la charge de la preuve concernant une analyse au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, compte tenu des "différences entre, d'une part, la charge incombant au défendeur au titre de l'article XX du GATT de 1994 de prouver qu'une mesure de rechange proposée par le plaignant imposerait une charge indue ... et que cette solution de rechange n'est donc pas raisonnablement disponible et, d'autre part, la charge incombant au plaignant au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC d'établir *prima facie* que la mesure de rechange qu'il propose serait raisonnablement disponible". Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphe 5.337. Néanmoins, cette déclaration de l'Organe d'appel donne à penser que si, dans le cadre d'une analyse au titre de l'article XX, la charge de démontrer que la mesure n'est pas raisonnablement disponible en raison d'une "charge indue" incombe au défendeur, alors il doit incomber au plaignant de démontrer que la solution de rechange est moins restrictive pour le commerce et apporterait au moins une contribution équivalente à l'objectif, par rapport à la mesure contestée. Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphe 5.327. En outre, l'Organe d'appel a indiqué dans le contexte de l'article 5:6 de l'Accord SPS qu'il incombait à la partie plaignante d'établir *prima facie* qu'une mesure de rechange était raisonnablement disponible, permettait d'obtenir le niveau de protection approprié et était moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée. Voir les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 123 et 126; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.220.

⁹⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 156.

⁹⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 308. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 156.

⁹⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 156.

⁹⁰⁹ Rapports de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 157; *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 210.

moyen de vérifier ces facteurs dans le cadre d'un exercice holistique de soupesage et de mise en balance". À cet égard, l'exercice de soupesage et de mise en balance peut être interprété comme "une opération holistique qui consiste à réunir toutes les variables de l'équation et à les évaluer les unes en relation avec les autres après les avoir examinées individuellement, afin d'arriver à un jugement global".⁹¹⁰

7.535. À la lumière de cette analyse globale, le groupe spécial peut déterminer si une mesure est nécessaire ou non, et par conséquent provisoirement justifiée au regard de l'alinéa a) de l'article XX.

7.3.6.2.2 Texte introductif de l'article XX du GATT de 1994

7.536. Une fois qu'il a été constaté qu'une mesure était provisoirement justifiée au regard de l'un des alinéas de l'article XX du GATT de 1994, le groupe spécial doit évaluer si la mesure a été "appliquée[] de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international". Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, la fonction du texte introductif est de "prévenir l'abus ou la mauvaise utilisation du droit qu'a un Membre d'invoquer les exceptions [énoncées à l'article XX]".⁹¹¹ L'Organe d'appel a en outre précisé que "le texte introductif [servait] à préserver l'équilibre entre le droit d'un Membre d'invoquer les exceptions énoncées à l'article XX et le droit des autres Membres d'être protégés de comportements proscrits par le GATT".⁹¹² Il a indiqué que la manière dont la mesure était appliquée "[pouvait] ... être déterminée, le plus souvent, d'après sa conception, ses principes de base et sa structure révélatrice".⁹¹³ La charge de démontrer qu'une mesure provisoirement justifiée satisfait aux prescriptions du texte introductif incombe à la partie qui invoque l'exception.

7.537. En ce qui concerne la "discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent", l'Organe d'appel a expliqué que le critère de discrimination dans le cadre des obligations du GATT n'était pas le même que dans le cadre des exceptions énoncées à l'article XX. En particulier, il a indiqué que "cette discrimination diff[érait], par sa nature et sa qualité, de la discrimination dans le traitement des produits qui [avait] déjà été jugée incompatible avec l'une des obligations de fond contenues dans le GATT de 1994".⁹¹⁴ Dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, l'Organe d'appel a précisé que "[t]outefois, cela ne signifi[ait] pas que les circonstances ayant engendré la discrimination qui [devait] être examinée au titre du texte introductif ne [pouvaient] pas être les mêmes que celles qui [avaient] entraîné une constatation de violation d'une disposition de fond du GATT de 1994".⁹¹⁵

7.538. En ce qui concerne l'interprétation du membre de phrase "entre les pays où les mêmes conditions existent", l'Organe d'appel a estimé que "seules les "conditions" qui sont pertinentes aux fins de l'établissement d'une discrimination arbitraire ou injustifiable à la lumière du caractère spécifique de la mesure en cause et des circonstances propres à une affaire particulière devraient être prises en considération dans le cadre du texte introductif".⁹¹⁶ Il a également indiqué que "l'identification des "conditions" pertinentes au regard du texte introductif devrait être interprétée par référence à l'alinéa applicable de l'article XX au regard duquel la mesure [avait] été provisoirement justifiée et aux obligations de fond énoncées dans le GATT de 1994 pour lesquelles une violation [avait] été constatée".⁹¹⁷ Un défendeur lui fait valoir que les conditions existant dans les pays qui sont comparés ne sont pas les mêmes à la charge de prouver ce qu'il allègue.⁹¹⁸

⁹¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.75 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.215; et *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 182).

⁹¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.297.

⁹¹² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.297 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 156).

⁹¹³ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 33.

⁹¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 150 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 25).

⁹¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.298 (pas d'italique dans l'original).

⁹¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.299.

⁹¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.301.

⁹¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.301.

7.539. Dans le cas où le groupe spécial constate que la mesure établit une discrimination en traitant différemment les pays où les mêmes conditions existent, il poursuivra son analyse en examinant si cette discrimination est "arbitraire ou injustifiable". À cet égard, l'Organe d'appel a expliqué que l'analyse de la question de savoir si la discrimination était arbitraire ou injustifiable au sens du texte introductif "devrait être axée sur la cause de la discrimination, ou la raison d'être avancée pour expliquer son existence".⁹¹⁹ Comme il l'a indiqué dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, "[l']un des facteurs les plus importants pour l'évaluation d'une discrimination arbitraire ou injustifiable est la question de savoir si la discrimination peut être conciliée avec l'objectif de politique générale par rapport auquel la mesure a été provisoirement justifiée au titre de l'un des alinéas de l'article XX, ou si elle est rationnellement liée à cet objectif".⁹²⁰

7.540. En ce qui concerne la question de savoir si la mesure constitue une "restriction déguisée au commerce international", dans l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a précisé ce qui suit:

Les expressions "discrimination arbitraire", "discrimination injustifiable" et "restriction déguisée" au commerce international peuvent donc se lire parallèlement; chacune influe sur le sens des autres. Il est clair pour nous que la "restriction déguisée" comprend la discrimination déguisée dans le commerce international. Il est également clair qu'une restriction ou une discrimination cachée ou non annoncée dans le commerce international n'épuise pas le sens de l'expression "restriction déguisée". Nous estimons que la "restriction déguisée", quels que soient les autres éléments qu'elle comprend, peut être interprétée correctement comme englobant les restrictions qui équivalent à une discrimination arbitraire ou injustifiable dans le commerce international et prennent l'apparence d'une mesure répondant dans sa forme aux conditions prescrites dans l'une des exceptions énumérées à l'article XX. Autrement dit, les types de considérations pertinentes pour se prononcer sur la question de savoir si l'application d'une mesure particulière équivaut à une "discrimination arbitraire ou injustifiable" peuvent aussi être prises en compte pour déterminer la présence d'une "restriction déguisée" au commerce international. L'élément fondamental se trouve dans le but et l'objet, qui sont d'éviter l'abus ou l'utilisation illégitime des exceptions aux règles de fond prévues à l'article XX.⁹²¹

7.541. Sur la base de cette analyse, le groupe spécial peut déterminer si une mesure satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX. Si une mesure est provisoirement justifiée au regard d'un alinéa de l'article XX et satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX, elle est justifiée au regard de l'article XX.

7.542. Comme il a été indiqué plus haut, l'article XX du GATT de 1994 suppose une analyse en deux étapes. Premièrement, le Groupe spécial doit évaluer si la mesure en cause est provisoirement justifiée au regard d'un alinéa de l'article XX. Deuxièmement, si le Groupe spécial constate que la mesure est provisoirement justifiée, il doit examiner si son application satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX. Le Groupe spécial poursuit son analyse dans cet ordre.

7.3.6.3 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme PATVD sont provisoirement justifiés au regard de l'article XX a)

7.543. Le Brésil fait valoir que tous aspects du Programme PATVD dont il est constaté qu'ils sont incompatibles avec le GATT de 1994 sont justifiés au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

7.544. D'après le Brésil, il y a un "écart entre les populations et régions qui ont accès aux technologies de l'information et des télécommunications modernes et celles qui n'y ont pas accès ou qui y ont accès de manière restreinte".⁹²² Cette "fracture numérique" pose un problème particulier dans les pays en développement et, du fait de la multiplication des services "tels que la

⁹¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 225 et 226 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 28, 29 et 32; *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 163 à 166, 172 et 177; et *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphes 144 et 147).

⁹²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.306.

⁹²¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 28.

⁹²² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 408 (DS472) et 346 (DS497).

vidéo à la demande, les visioconférences et les cours en ligne qui exigent d'avoir accès à des connexions haut-débit de haute qualité" qui sont autrement inaccessibles et inabordables, le fait de "réduire la "fracture numérique" ferait progresser le taux d'alphabétisation, la démocratie, la mobilité sociale, la qualité au niveau économique et la croissance".⁹²³

7.545. Le Brésil indique qu'il a choisi la télévision numérique comme moyen de remédier à cette fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale. Il soutient que "l'accès adéquat et rapide de la population brésilienne à l'information et à l'enseignement est une question d'intérêt public au Brésil", que la télévision est la "principale source d'information" de la population brésilienne, et que la télévision numérique "permettra de mettre en place un réseau universel d'apprentissage à distance, stimulera la R&D, [et] favorisera l'expansion des technologies brésiliennes de manière à assurer l'accès à l'information à un coût compatible avec les revenus des téléspectateurs".⁹²⁴ Il fait valoir que "[c]ompte tenu du fait que la télévision demeure la principale source d'information de la population, assurer des conditions appropriées de mise en œuvre du système de télévision numérique relève directement de l'ensemble des politiques nécessaires à la protection de la moralité publique".⁹²⁵

7.546. Le Brésil a donc adopté une "norme de télévision numérique spécifique et unique qui répond aux réalités et aux besoins du Brésil".⁹²⁶ À cette fin, il fait valoir ce qui suit:

Une composante essentielle de la mise en œuvre du système numérique dans tout le pays était de garantir l'approvisionnement en matériel d'émission pour la télévision numérique et la capacité de développement et de fabrication de ce matériel dans l'ordre brésilien [sic] afin de respecter le calendrier établi pour la transition de l'émission analogique à l'émission numérique. Par conséquent, le Programme PATVD a été créé en 2007 pour faciliter l'intégration et le fonctionnement de la nouvelle technologie dans le pays et est par conséquent justifié au regard de l'alinéa a) de l'article XX du GATT de 1994.⁹²⁷

7.547. Le Brésil a également précisé que, "compte tenu des objectifs du programme, il y [avait] eu dès le début un intérêt à renforcer la capacité locale de développement et de fabrication de ce matériel, afin de faire en sorte qu'il n'y ait pas de risque de discontinuité dans l'approvisionnement en matériel d'émission requis pour mener la transition comme prévu".⁹²⁸

7.548. L'Union européenne fait valoir que les objectifs de développement socioéconomique allégués par le Brésil sont caractéristiques de n'importe quelle action gouvernementale et que, si des objectifs tels que "l'accès à l'information et à l'enseignement" étaient protégés au titre de l'article XX, alors n'importe quelle action gouvernementale menée dans l'intérêt du public pourrait être justifiable au regard de l'article XX.⁹²⁹ Elle met en exergue le fait que, bien que le Brésil fasse

⁹²³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 410 (DS 472) et 348 (DS497).

⁹²⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 411 et 412 (DS472), et 349 et 350 (DS497).

⁹²⁵ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 116.

⁹²⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 411 (DS472) et 349 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 114. Le Brésil explique ce qui suit:

[I]l y a trois principales normes de télévision numérique dans le monde: i) la norme Advanced Television Standard Committee – ATSC (système américain); ii) la norme Digital Video Broadcasting – DVB (système européen); et iii) la norme Integrated Service Digital Broadcasting – ISDB (système japonais). Ces normes ont été établies par de grands pays développés et ont été adaptées à leurs besoins et intérêts. Chaque norme a ses propres spécificités, qui ne correspondent ou ne se conforment pas nécessairement aux besoins des autres pays.

Compte tenu de cela et de l'importance de la radiodiffusion télévisuelle au Brésil comme vecteur d'inclusion sociale et de diversité culturelle, le Brésil a décidé d'adopter une norme de télévision numérique spécifique et unique fondée sur le modèle japonais (ISDB), auquel ont été ajoutées des innovations technologiques, comme la norme de codage vidéo H.264 et les intergiciels créés au Brésil. Le système brésilien de télévision numérique (SBTVD) a conservé les caractéristiques de la télévision brésilienne, ouverte à tous et gratuite pour tous, mais a introduit la possibilité d'une réception sur appareils portatifs et mobiles, en plus de permettre l'interactivité du téléspectateur avec le programme. Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 113 et 114.

⁹²⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 117.

⁹²⁸ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 118.

⁹²⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 467. L'Union européenne allègue que l'objectif avancé par le Brésil n'est pas un objectif de moralité publique au sens de l'article XX a) car il

valoir qu'il a mis en place le Programme PATVD parce qu'"il n'était pas certain que les fournisseurs étrangers développeraient et fabriqueraient des émetteurs pour la télévision numérique compatibles" ... Le Mémoire explicatif de la mesure provisoire, qui est ensuite devenue la loi établissant le Programme PATVD, indique clairement qu'il était urgent de mettre en place le Programme PATVD *en raison du risque que les émetteurs en question soient importés au Brésil*.⁹³⁰ En outre, l'Union européenne fait valoir que le Programme PATVD n'a pas pour but de protéger la moralité publique au Brésil mais poursuit en fait un objectif de politique industrielle du pays.⁹³¹ D'après elle, il n'y a "pas de véritable relation, pour ce qui est de la fin et des moyens, entre la protection de la moralité publique alléguée par le Brésil et le Programme PATVD".⁹³²

7.549. En outre, tant l'Union européenne que le Japon font valoir que le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge de démontrer que les aspects discriminatoires du Programme PATVD étaient "nécessaires" au sens de l'article XX a). D'après le Japon, "si les composants des cartes de circuits imprimés utilisées dans le matériel pour la télévision numérique étaient fabriqués dans un pays autre que le Brésil, cela ne réduirait pas l'accès du public brésilien à l'information et l'enseignement. De fait, cela pourrait même l'améliorer car il serait plus facile pour les producteurs nationaux de bénéficier des avantages fiscaux au titre du Programme PATVD".⁹³³ De même, l'Union européenne fait valoir que "le Brésil n'a même pas fait valoir (et encore moins démontré) que des émetteurs pour la télévision numérique équivalents ne pouvaient pas être importés [*sic*] au Brésil" et que "si les composants des cartes de circuits imprimés utilisées dans le matériel pour la télévision numérique étaient fabriqués dans un pays autre que le Brésil, ou si le matériel était développé par des techniciens ne résidant pas au Brésil ou dans des installations situées en dehors du Brésil, cela ne réduirait pas l'accès du public brésilien à la télévision numérique".⁹³⁴ Les États-Unis, en tant que tierce partie, ont formulé un argument similaire.⁹³⁵ Tant les parties plaignantes que les États-Unis, en tant que tierce partie, ont proposé certaines mesures de rechange qui, d'après leurs allégations, sont compatibles avec les règles de l'OMC, sont moins restrictives pour le commerce, sont raisonnablement disponibles pour le Brésil et contribueraient à l'objectif d'améliorer l'accès à la télévision numérique autant ou plus que ne le font les aspects discriminatoires du Programme PATVD.⁹³⁶

"s'agit juste d'un objectif de développement socioéconomique général, caractéristique de presque toutes les actions gouvernementales", et que les "objectifs de politique publique qui renvoient en fin de compte au développement socioéconomique d'un pays (comme l'accès à l'information et à l'enseignement) font partie intégrante des objectifs poursuivis par n'importe quels pouvoirs publics cherchant à améliorer les conditions socioéconomiques de leur communauté". Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 467. L'Union européenne indique que, si un tel objectif relevait du sens de l'article XX, alors l'article XX pourrait "servir à justifier presque toutes les actions gouvernementales menées dans l'intérêt du public". Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 467. Voir aussi Union européenne, discours liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 159 et 160.

⁹³⁰ Union européenne, discours liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 162 et 163 (citant la première communication écrite du Brésil, paragraphe 424 (DS472)).

⁹³¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 466.

⁹³² Union européenne, discours liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 164.

⁹³³ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 166.

⁹³⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 479 et 488.

⁹³⁵ Les États-Unis font valoir ce qui suit:

Le Brésil n'explique pas pourquoi les émetteurs de télévision numérique doivent être développés et fabriqués au Brésil en vue d'atteindre l'objectif visant à donner accès à l'information et à l'enseignement via la télévision numérique. S'assurer que les Brésiliens ont à leur disposition des émetteurs de télévision numérique peut être pertinent pour cet objectif, mais il ne semble y avoir aucune raison justifiant qu'il faille développer ou fabriquer ces émetteurs au Brésil pour donner cet accès. Le public aurait tout autant accès à l'information et à l'enseignement si ceux-ci étaient transmis par des émetteurs importés que s'ils étaient transmis par des émetteurs nationaux. Ainsi, il n'apparaît pas qu'il y ait de véritable relation entre l'octroi d'avantages fiscaux aux producteurs nationaux d'émetteurs pour la télévision numérique au moyen du Programme PATVD et l'objectif visant à rendre la télévision numérique accessible au Brésil. États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 26.

⁹³⁶ Ces solutions de rechange sont les suivantes: exonérations (ou suspensions) fiscales sur toutes les ventes d'émetteurs pour la télévision numérique respectant les normes de télévision numérique brésiliennes, indépendamment de la question de savoir s'ils sont importés ou produits dans le pays; élimination des droits de douane à l'importation d'émetteurs pour la de télévision numérique; et octroi de subventions directement aux producteurs d'émetteurs pour la télévision numérique, sans établir de discrimination entre les produits. Voir Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphe 167. Voir aussi États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 28.

7.550. Les deux parties plaignantes font également valoir que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme PATVD satisfaisaient aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.3.6.3.1 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme PATVD sont conçus pour protéger la moralité publique

7.551. Comme il a été dit plus haut, le Groupe spécial doit examiner, en tant que question liminaire, si les aspects discriminatoires de la mesure sont conçus pour protéger la moralité publique. Cela suppose premièrement de déterminer si l'objectif allégué de la mesure est de fait un objectif de "moralité publique", au sens de l'article XX a) du GATT de 1994. Si le Groupe spécial constate que l'objectif allégué est un objectif de "moralité publique", il examinera ensuite si la mesure est "conçue pour" atteindre cet objectif (en d'autres termes, si la mesure n'est "pas inapte" à contribuer à cet objectif).

7.3.6.3.1.1 Question de savoir si l'objectif allégué de la mesure est un objectif de "moralité publique" au sens de l'article XX a)

7.552. Le Groupe spécial croit comprendre, à partir des communications, déclarations et réponses diverses du Brésil, que l'objectif allégué du Programme PATVD est de garantir l'approvisionnement en matériel pour la télévision numérique conformément à la norme de la télévision numérique brésilienne (SBTVD) "afin de faire en sorte qu'il n'y ait pas de risque de discontinuité dans l'approvisionnement en matériel d'émission requis pour mener la transition comme prévu [de l'émission analogique à l'émission numérique]".⁹³⁷ En particulier, le Brésil indique ce qui suit:

[A]u moment où la décision d'adopter la SBTVD a été prise, même si des importations étaient attendues, il n'y avait aucune garantie du tout que le matériel d'émission, conforme aux normes brésiennes, serait produit à travers le monde et serait disponible sur le marché brésilien dans les proportions nécessaires. En outre, même si les importations se produisaient comme prévu, il existait un risque de discontinuité susceptible d'affecter le calendrier de la transition. Se reposer uniquement sur la possibilité qu'il y ait des importations n'était donc pas une solution.⁹³⁸

7.553. Le fait qu'il s'agissait là de l'objectif du Programme PATVD est aussi attesté, d'après le Brésil, par le Mémoire explicatif de la mesure provisoire mettant en œuvre le Programme PATVD, qui indiquait qu'il était urgent de mettre en œuvre la mesure provisoire car en raison:

de la durée de la conception et de la construction d'usines de fabrication d'émetteurs, soit environ 24 mois, et, conformément au Décret n° [5820 du 29 juin 2006, qui établi[ssait] les normes technologiques devant être adoptées pour l'émission de signaux numériques de diffusion de sons et d'images, si les incitations présentées dans cette proposition [n'étaient] pas adoptées rapidement, il y [avait] un risque que ces produits soient importés, compromettant ainsi la création d'une base industrielle pour le secteur.⁹³⁹

7.554. D'après le Brésil, cette *continuité de l'approvisionnement* permettrait d'assurer des "conditions appropriées de mise en œuvre du système de télévision numérique", ce qui relève "de

⁹³⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 118.

⁹³⁸ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 120.

⁹³⁹ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 19. Le Groupe spécial note que ce passage a été cité dans la deuxième communication écrite du Brésil et que la traduction du Brésil est légèrement différente de celle de l'Union européenne et du Japon. Ces différences de traduction ne sont pas significatives, d'après le Groupe spécial. Spécifiquement, d'après le Brésil, le Mémoire explicatif dit ce qui suit: "du délai nécessaire pour concevoir et établir des usines de fabrication de matériel d'émission, soit environ 24 mois, et de la publication du Décret n° 5820 du 29 juin 2006, qui définit l'ensemble des normes technologiques devant être adoptées pour la diffusion de sons et d'images numériques, si les incitations présentées dans cette proposition ne sont pas adoptées rapidement, il y a un risque que ces produits soient importés au détriment de la création d'un parc industriel pour le secteur." Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 118. Le Groupe spécial note que la traduction du Brésil fait correctement référence au Décret n° 5820, tandis que la traduction initiale de l'Union européenne fait référence, de façon erronée, au Décret n° 25820.

l'ensemble des politiques nécessaires à la protection de la moralité publique ... justifiées au regard de l'alinéa a) de l'article XX du GATT de 1994".⁹⁴⁰

7.555. Cependant, le Brésil a également indiqué ce qui suit:

Le Programme PATVD poursuit des objectifs autres que permettre simplement l'accès de la population brésilienne à la télévision numérique et un objectif ne devrait pas l'emporter sur l'autre ... le Programme PATVD vise également à renforcer les capacités locales et les investissements dans la R&D en ce qui concerne ces technologies au Brésil ...

En ce sens, le principe du Programme PATVD, qui consiste à exiger que les sociétés accréditées investissent chaque année dans des activités de R&D et à imposer que le développement et la fabrication d'émetteurs numériques se fassent au Brésil, permet de stimuler la recherche et le développement, et de favoriser l'expansion des technologies brésiennes et d'une branche de production nationale liée aux technologies de l'information et de la communication, qui sont autant d'objectifs poursuivis par la SBTVD.⁹⁴¹

7.556. Le Groupe spécial rappelle la déclaration du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, selon laquelle:

[P]our savoir si une mesure vise à s'occuper de la moralité publique en relation avec une préoccupation particulière de la société d'un Membre qui réglemente, il faut, à notre avis, évaluer deux questions: premièrement, celle de savoir si la préoccupation en question existe effectivement dans cette société; et, deuxièmement, celle de savoir si cette préoccupation relève du champ de la "moralité publique" telle qu'elle est "définie et appliquée" par un Membre qui réglemente "sur [son] territoire[] ... selon [ses] propres systèmes et [ses] échelles de valeurs".⁹⁴²

7.557. Le Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque* a en outre expliqué qu'une telle évaluation, dans le contexte de ce différend, prescrivait que le Groupe spécial:

[E]xamine[] si les éléments de preuve dans leur ensemble montr[aient] a) l'existence de préoccupations du public de l'UE concernant le bien-être des phoques et/ou de toutes autres préoccupations ou questions auxquelles l'Union européenne cherch[ait] à répondre; et, b) l'existence d'un lien entre ces préoccupations, s'il [était] prouvé qu'elles exist[aient], et la "moralité publique" (c'est-à-dire les normes du bien et du mal) telle qu'elle [était] définie et appliquée dans l'Union européenne.

7.558. À cet égard, le Groupe spécial note que, bien que les Membres aient "une certaine latitude pour définir et appliquer pour eux-mêmes le concept de "moralité publique" sur leurs territoires respectifs, selon leurs propres systèmes et échelles de valeurs"⁹⁴³, cette latitude ne dispense pas la partie défenderesse dans le cadre du règlement d'un différend de la charge qui lui incombe d'établir que l'objectif de politique publique allégué en cause est de fait un objectif de moralité publique conformément à son système de valeurs.

7.559. D'après le Groupe spécial, le Brésil a indiqué au moins deux objectifs du Programme PATVD. Premièrement, d'après le Brésil, l'objectif du Programme PATVD en lui-même était d'établir et de promouvoir une branche de production brésilienne apte à approvisionner le marché intérieur en matériel pour la télévision numérique. Toutefois, cet objectif était simplement préalable à un objectif global contenu dans la législation établissant la norme SBTVD, à savoir remédier la dite "fracture numérique" et promouvoir l'inclusion sociale. Ainsi, d'après le Brésil, la réalisation de l'objectif intermédiaire est simplement une condition préalable à la réalisation du second objectif.

⁹⁴⁰ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 116.

⁹⁴¹ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 125 et 126.

⁹⁴² Rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.383.

⁹⁴³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.461 (mentionné par les rapports de Groupes spéciaux *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.380; et *Colombie – Textiles*, paragraphe 7.334).

7.560. Le Brésil n'a pas fait valoir que l'objectif intermédiaire visant à promouvoir sa branche de production nationale était en lui-même et à lui seul un objectif de moralité publique. Le Groupe spécial limite donc son analyse à l'objectif global allégué par le Brésil, à savoir réduire la fracture numérique et promouvoir l'inclusion sociale.

7.561. En ce qui concerne le second objectif, l'objectif global, à savoir remédier à la fracture numérique et promouvoir l'inclusion sociale, le Groupe spécial rappelle les aspects suivants de l'argument formulé par le Brésil. Ce dernier fait valoir qu'il y a un écart entre certaines "populations et régions qui ont accès aux technologies de l'information et des télécommunications modernes et celles qui n'y ont pas accès ou qui y ont accès de manière restreinte", dans les pays en développement.⁹⁴⁴ En outre, il fait valoir que "[l]a transition vers le système de télévision numérique est considéré comme un élément essentiel de l'accès à l'information et à l'enseignement ... L'accès adéquat et rapide de la population brésilienne à l'information et à l'enseignement est une question d'intérêt public au Brésil car il constitue un moyen d'améliorer l'inclusion sociale."⁹⁴⁵ Le Brésil fait valoir que le fait de remédier à la fracture numérique ferait progresser le taux d'alphabétisation, la démocratie, la mobilité sociale, la qualité au niveau économique, la croissance et le niveau de vie de la population en général.⁹⁴⁶

7.562. À l'appui de ses dires, le Brésil a présenté comme élément de preuve un extrait d'un rapport du Bureau de la communication sociale de la présidence de la République intitulé *Étude brésilienne sur les médias, 2015*. Ce rapport indique que la "télévision continue de s'imposer comme le moyen de communication prédominant" et que 79% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles "regardaient la télévision principalement pour se tenir informées".⁹⁴⁷ En ce qui concerne l'accès à la télévision, le rapport indique que "26% des foyers brésiliens ont la télévision par câble, 23% ont une antenne parabolique, et 72% ont accès aux chaînes de télévision gratuites".⁹⁴⁸ En ce qui concerne la répartition de l'accès, il indique que, "[t]andis que la télévision par câble est présente dans les grandes agglomérations et est accessible aux catégories de la population les plus riches et instruites, les antennes paraboliques sont plus fréquentes dans les zones rurales".⁹⁴⁹ D'autres éléments de preuve de l'existence d'une fracture numérique sont fournis sous la forme d'une enquête nationale de 2013 sur un échantillon de ménages, effectuée par l'Institut brésilien de géographie et de statistique, qui indique que 42,4% des ménages brésiliens ont accès à Internet, 49,4% des résidents ont accès à Internet et 48,9% des ménages brésiliens ont accès à un ordinateur.⁹⁵⁰

7.563. Le Groupe spécial note en outre que le Brésil a présenté comme élément de preuve le rapport 2015 des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement (rapport des Nations Unies sur les OMD)⁹⁵¹, ainsi qu'un communiqué de presse de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) concernant une session de l'UNESCO ayant pour objectif de discuter d'un accès ouvert et inclusif à l'information.⁹⁵² D'après le rapport des Nations Unies sur les OMD, l'objectif n° 8 des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est de "mettre en place un partenariat mondial pour le développement".⁹⁵³ La cible 8.F des OMD consiste, "[e]n coopération avec le secteur privé, [à] faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous".⁹⁵⁴ Le rapport des Nations Unies sur les OMD établit que "[l]es technologies de l'information et des communications (TIC) ont complètement transformé la manière dont les gens vivent, travaillent et communiquent. Leur rôle et leur importance continuent de se

⁹⁴⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 408 (DS472) et paragraphe 346 (DS497).

⁹⁴⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 410 (DS472) et paragraphe 348 (DS497).

⁹⁴⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 410 (DS472) et paragraphe 348 (DS497).

⁹⁴⁷ *Étude brésilienne sur les médias, 2015* (Pesquisa Brasileira de Mídia 2015) (pièce BRA-38), pages 3 et 5.

⁹⁴⁸ *Étude brésilienne sur les médias, 2015* (Pesquisa Brasileira de Mídia 2015), (pièce BRA-38), page 5.

⁹⁴⁹ *Étude brésilienne sur les médias, 2015* (Pesquisa Brasileira de Mídia 2015), (pièce BRA-38), page 5.

⁹⁵⁰ Enquête nationale portant sur un échantillon de ménages (*Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílios – PNAD*) (pièce BRA-44). Le Groupe spécial note que, bien que ces éléments de preuve aient été présentés par le Brésil dans le contexte du Programme pour l'inclusion numérique, et non du Programme PATVD, il considère néanmoins qu'ils sont pertinents dans le contexte du moyen de défense du Brésil au titre de l'article XX a) en ce qui concerne le Programme PATVD.

⁹⁵¹ Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015 (pièce BRA-43).

⁹⁵² "L'UNESCO réunit une session pour discuter d'un accès ouvert et inclusif à l'information" (pièce BRA-42).

⁹⁵³ Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015 (pièce BRA-43), page 7.

⁹⁵⁴ Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015 (pièce BRA-43), page 67.

développer grâce aux progrès technologiques, à l'expansion des réseaux, à la baisse des prix et à l'extension des applications et des contenus".⁹⁵⁵ Il indique cependant que "[l']accès aux TIC et leur utilisation sont inégalement répartis dans et entre les pays" et qu'"il est essentiel de réduire le fossé numérique grandissant. C'est alors seulement que la puissance de transformation des TIC et la révolution des données seront au service du développement durable pour tous".⁹⁵⁶

7.564. Enfin, le Groupe spécial note que le Brésil a présenté comme éléments de preuve deux décrets établissant et mettant en œuvre respectivement la SBTVD.⁹⁵⁷ L'article 1 I) du Décret n° 4901 du 26 novembre 2003, qui établit la SBTVD, indique que l'un des objectifs de cette norme est de "promouvoir l'inclusion sociale, la diversité culturelle dans le pays et la langue du pays au moyen de l'accès à la technologie numérique, aux fins de démocratiser l'information".⁹⁵⁸ En outre, l'article 4 du Décret n° 5820 du 29 juin 2006, mettant en œuvre la SBTVD, indique que "[l']accès au système SBTVD-T est assuré au public en général, de manière gratuite, afin de garantir le bon fonctionnement des conditions d'exploitation de l'objet des subventions".⁹⁵⁹

7.565. Dans le cadre de l'examen des arguments et des éléments de preuve présentés par le Brésil, le Groupe spécial considère que celui-ci a démontré qu'il y avait un problème de "fracture numérique" au Brésil et que le problème de la fracture numérique avait des répercussions sur le niveau de vie de la population. Comme l'a noté le Brésil, le préambule de l'Accord sur l'OMC indique explicitement que les Membres de l'OMC "[r]econnaiss[ent] que leurs rapports dans le domaine commercial et économique devraient être orientés vers le relèvement des niveaux de vie. Le Groupe spécial souligne que cette préoccupation est reconnue sur le plan international comme étant un problème auquel font face les pays en développement. En outre et compte tenu du fait que le Brésil a indiqué que l'accès à l'information et la réduction de la fracture numérique comportaient un élément relatif à l'enseignement, le Groupe spécial rappelle la déclaration faite par le Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, dans une constatation dont il n'a pas été fait appel, selon laquelle "les Membres de l'OMC disposent d'un certain pouvoir discrétionnaire pour définir le champ de la "moralité publique" en fonction des diverses valeurs qui prédominent dans leurs sociétés à un moment donné".⁹⁶⁰ Bien que ce "pouvoir discrétionnaire" ne soit pas sans limites, compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial est enclin à s'en remettre au Brésil.

7.566. Le Groupe spécial note la préoccupation de l'Union européenne selon laquelle l'objectif défini par le Brésil fait:

[P]artie intégrante des objectifs poursuivis par n'importe quels pouvoirs publics cherchant à améliorer les conditions socioéconomiques de leur communauté ... [et selon laquelle] accepter que ces objectifs généraux puissent relever de la moralité publique au sens de l'article XX reviendrait en pratique à dire que l'article XX peut servir à justifier presque n'importe quelle action gouvernementale menée dans l'intérêt du public.⁹⁶¹

7.567. À cet égard, le Groupe spécial ne considère pas qu'inclure l'objectif de "réduire la fracture numérique et promouvoir l'inclusion sociale" dans le contexte spécifique que connaît le Brésil actuellement "reviendrait ... à dire que l'article XX peut servir à justifier presque n'importe quelle action gouvernementale menée dans l'intérêt du public". De fait, les conditions et les circonstances varient d'un Membre de l'OMC à l'autre. De l'avis du Groupe spécial, pour qu'un Membre puisse se fonder sur le moyen de défense de l'article XX a), il doit être démontré que l'objectif particulier est un objectif de moralité publique *pour ce Membre*, dans son contexte particulier. Comme l'a indiqué

⁹⁵⁵ Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015 (pièce BRA-43), page 67.

⁹⁵⁶ Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015 (pièce BRA-43), page 68. Le Groupe spécial note également que le Brésil a présenté comme élément de preuve un article du site Web www.internetworldstats.com, qui décrit le problème de la fracture numérique. Voir *The Digital Divide, ICT, and Broadband Internet*, (pièce BRA-39).

⁹⁵⁷ Décret n° 4901 du 26 novembre 2003 (pièce BRA-40); et Décret n° 5820 du 29 juin 2006 (pièce BRA-41).

⁹⁵⁸ Décret n° 4901/2003 (pièce BRA-40), article 1 I).

⁹⁵⁹ Décret n° 5820/2006 (pièce BRA-41), article 4.

⁹⁶⁰ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.381.

⁹⁶¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 467. Voir aussi Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 159 et 160.

le Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, la teneur de la moralité publique "pour les Membres peut varier dans le temps et dans l'espace, en fonction d'une série de facteurs".⁹⁶²

7.568. Le Groupe spécial constate donc que le Brésil a démontré qu'il existait une préoccupation dans la société brésilienne concernant la nécessité de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale, et que cette préoccupation entraînait dans le champ de la "moralité publique" telle qu'elle était définie et appliquée par le Brésil.

7.3.6.3.1.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires de la mesure sont "conçus pour protéger" la moralité publique, au sens de l'article XX a) du GATT de 1994

7.569. Compte tenu de sa constatation selon laquelle "réduire la fracture numérique et promouvoir l'inclusion sociale" constituaient un objectif de moralité publique au sens de l'article XX a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit déterminer si le Brésil a démontré que les aspects du Programme PATVD dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 sont conçus pour parvenir à cet objectif.

7.570. Le Groupe spécial rappelle que le critère adopté par l'Organe d'appel pour déterminer si une mesure est "conçue" pour parvenir à un objectif particulier est la question de savoir si cette mesure "n'est pas inapte" à contribuer à cet objectif.⁹⁶³ Il rappelle en outre les instructions de l'Organe d'appel selon lesquelles "[a]fin de déterminer si un tel lien existe, un groupe spécial doit examiner des éléments de preuve concernant la conception de la mesure en cause, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu".⁹⁶⁴ En outre, l'Organe d'appel a expliqué que, selon lui, "l'examen de la "conception" de la mesure n'[était] pas une étape particulièrement contraignante".⁹⁶⁵

7.571. Appliquant ce critère en l'espèce, le Groupe spécial note tout d'abord que les aspects discriminatoires du Programme PATVD, tels qu'ils sont libellés, n'ont aucun rapport avec le fait de réduire la fracture numérique ou avec l'inclusion sociale. En outre, il n'est pas pleinement convaincu par l'argument du Brésil selon lequel le Programme PATVD est conçu pour contribuer à remédier à la fracture numérique en établissant et en favorisant une branche de production nationale.

7.572. Comme il a été dit plus haut, le Brésil fait valoir que le Programme PATVD contribue à réduire la fracture numérique et à promouvoir l'inclusion sociale en assurant des "conditions appropriées de mise en œuvre du système de télévision numérique", et plus spécifiquement en garantissant "l'approvisionnement en matériel d'émission pour la télévision numérique et la capacité de développement et de fabrication de ce matériel dans l'ordre brésilien [*sic*] afin de respecter le calendrier établi pour la transition de l'émission analogique à l'émission numérique".⁹⁶⁶ Le Brésil fait également valoir qu'"au moment où la décision d'adopter la SBTVD a été prise, même si des importations étaient attendues, il n'y avait aucune garantie du tout que le matériel d'émission, conforme aux normes brésiliennes, serait produit à travers le monde et serait disponible sur le marché brésilien dans les proportions nécessaires".⁹⁶⁷

7.573. Le Groupe spécial note tout d'abord que le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que le matériel d'émission ne serait pas disponible sur le marché brésilien dans les proportions nécessaires. En outre, le Mémoire explicatif pour la mesure provisoire mettant en œuvre le Programme PATVD indique qu'il était urgent d'adopter les mesures de mise en œuvre car en raison:

du délai nécessaire pour concevoir et établir des usines de fabrication de matériel d'émission, soit environ 24 mois, et de la publication du Décret n° 5820 du 29 juin 2006, qui définit l'ensemble des normes technologiques devant être adoptées

⁹⁶² Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.461.

⁹⁶³ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.68 et 5.77.

⁹⁶⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.69 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 135 à 142; et *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.144).

⁹⁶⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.70.

⁹⁶⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 116 et 117.

⁹⁶⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 120.

pour la diffusion de sons et d'images numériques, si les incitations présentées dans cette proposition [n'étaient] pas adoptées rapidement, il y [avait] un risque que ces produits soient importés au détriment de la création d'un parc industriel pour le secteur.⁹⁶⁸

7.574. Une simple lecture du Mémoire explicatif donne à penser que l'adoption du Programme PATVD n'était *pas* motivée, comme l'allègue le Brésil⁹⁶⁹, par des préoccupations relatives à la question de savoir s'il y aurait une quantité de produits importés suffisante pour approvisionner adéquatement le marché. Au contraire, le Mémoire explicatif donne à penser que la mise en œuvre du programme était précisément motivée par des préoccupations suscitées par le fait que le marché *puisse être approvisionné* par des produits importés, "au détriment de la création d'un parc industriel pour le secteur".⁹⁷⁰

7.575. En outre, nonobstant le Mémoire explicatif, il y a une certaine tension inhérente à l'argument du Brésil. Celui-ci allègue qu'en raison des préoccupations suscitées par le fait que les producteurs étrangers n'approvisionneraient pas ou ne pourrait pas approvisionner le marché à des prix abordables et de manière suffisante, il a adopté le Programme PATVD en vue d'inciter la branche de production nationale à produire le matériel pour la télévision numérique pertinent, pour permettre l'accès à la télévision numérique. Or le mécanisme adopté afin d'encourager et de promouvoir la production locale prenait la forme d'incitations fiscales et de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux qui établissaient une discrimination à l'égard des produits étrangers qui auraient pu approvisionner le marché. En d'autres termes, le Brésil fait essentiellement valoir que la discrimination à l'égard des produits importés a été adoptée en raison de préoccupations suscitées par le fait qu'il puisse ne pas y avoir une quantité suffisante de produits importés sur le marché.

7.576. Cette tension devient plus marquée lorsque l'on tient compte du fait que les lois et décrets qui établissent et mettent en œuvre le Programme PATVD ne mentionnent même pas la fracture numérique ou l'inclusion sociale, ni aucun objectif y afférent. Au contraire, le Mémoire explicatif interministériel pertinent indique explicitement que "[l]e Programme PATVD a été établi dans le but d'encourager l'implantation au Brésil de sociétés dont les activités concernent le développement et la fabrication de matériel d'émission par fréquence radio pour la télévision numérique".⁹⁷¹ En outre, il n'identifie pas cela à un objectif intermédiaire mais tend plutôt à indiquer que l'objectif global (s'il y en a un) est de parvenir à une "croissance économique rapide":

[I]l devrait être noté que, en améliorant l'efficacité économique et en stimulant les investissements productifs, les mesures nouvellement adoptées créent des conditions qui permettront une croissance économique plus rapide dans les années à venir, ce qui aura une incidence positive sur le recouvrement des taxes à long terme, même si la charge fiscale en tant que pourcentage du PIB tombe au-dessous du niveau actuel.⁹⁷²

7.577. Le Brésil fait valoir que, toutefois, le Programme PATVD met simplement en œuvre les objectifs de la SBTVD, et que les décrets établissant la SBTVD énoncent les objectifs du Programme PATVD, à savoir réduire la fracture numérique et parvenir à l'inclusion sociale.⁹⁷³

7.578. Il est vrai que le Décret n° 4901/2003, qui établit la SBTVD, indique bien que cette norme a pour objectifs de "I) promouvoir l'inclusion sociale, la diversité culturelle dans le pays et la

⁹⁶⁸ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 19.

⁹⁶⁹ Le Brésil indique ce qui suit:

[A]u moment où la décision d'adopter la SBTVD a été prise, même si des importations étaient attendues, il n'y avait aucune garantie du tout que le matériel d'émission, conformes aux normes brésiliennes, seraient produits à travers le monde et seraient disponibles sur le marché brésilien dans les proportions nécessaires. En outre, même si les importations se produisaient comme prévu, il existait un risque de discontinuité susceptible d'affecter le calendrier de la transition. Se reposer uniquement sur la possibilité qu'il y ait des importations n'était donc pas une solution. Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 120.

⁹⁷⁰ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 19.

⁹⁷¹ Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 7.

⁹⁷² Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 16.

⁹⁷³ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 114 et 115 (faisant référence aux pièces BRA-40 et BRA-41).

langue du pays au moyen de l'accès à la technologie numérique, aux fins de démocratiser l'information; II) permettre la création d'un réseau universel d'enseignement à distance; ... [et] IV) organiser et mettre en marche la transition de la télévision analogique à la télévision numérique, d'une manière qui garantit l'accès progressif des utilisateurs à des prix compatibles avec leurs revenus".⁹⁷⁴ Toutefois, le même décret indique *aussi* que les objectifs de la SBTVD consistent à "stimuler la recherche et le développement, et favoriser l'expansion des technologies brésiliennes et de la branche de production nationale liée aux technologies de l'information et de la communication; ... [et] à promouvoir la production régionale et locale d'instruments et de services numériques".⁹⁷⁵

7.579. De fait, dans le cadre de l'évaluation de la conception et de la structure du Programme PATVD, il ressort que les aspects discriminatoires du programme visaient de fait à favoriser les technologies et la branche de production brésiliennes, et de promouvoir la production brésilienne d'instruments et de services. Toutefois, alors que le Brésil fait valoir que ces objectifs étaient simplement un moyen de parvenir à une fin globale (à savoir réduire la fracture numérique), il apparaît que la législation SBTVD identifie ces objectifs à des fins *en eux-mêmes et à eux seuls*. Compte tenu de la tension inhérente décrite plus haut, la conception, la structure, le fonctionnement et les objectifs déclarés de la mesure étayaient tous l'idée que la mesure a été adoptée dans le but de promouvoir la production nationale en tant que fin en elle-même et à elle seule.

7.580. Le Brésil lui-même reconnaît ce qui suit:

Le Programme PATVD poursuit des objectifs autres que permettre simplement l'accès de la population brésilienne à la télévision numérique et un objectif ne devrait pas l'emporter sur l'autre ... le Programme PATVD vise également à renforcer les capacités locales et les investissements dans la R&D en ce qui concerne ces technologies au Brésil ...

En ce sens, le principe du Programme PATVD, qui consiste à exiger que les sociétés accréditées investissent chaque année dans des activités de R&D et à imposer que le développement et la fabrication d'émetteurs numériques se fassent au Brésil, permet de stimuler la recherche et le développement, et de favoriser l'expansion des technologies brésiliennes et d'une branche de production nationale liée aux technologies de l'information et de la communication, qui sont autant d'objectifs poursuivis par la SBTVD.⁹⁷⁶

7.581. Le Groupe spécial note que le critère adopté par l'Organe d'appel pour déterminer si une mesure particulière est "conçue pour" protéger la moralité publique est la question de savoir si la mesure n'est pas "inapte à contribuer à l'objectif". Nonobstant les sérieuses réserves qu'il émet au sujet de la conception de la mesure, le Groupe spécial ne considère pas qu'il est en mesure de formuler une constatation négative, selon laquelle le Programme PATVD est *inapte* à contribuer à réduire la fracture numérique et à promouvoir l'inclusion sociale. De fait, il n'est pas inconcevable pour lui que, dans certaines circonstances, des mesures discriminatoires puissent effectivement contribuer aux objectifs allégués, d'une manière semblable à celle qui est exposée par le Brésil.

7.582. Bien qu'il apparaisse que le fonctionnement de la mesure contredise sa *raison d'être*, le Groupe spécial considère que, dans une situation dans laquelle les producteurs nationaux ne pourraient pas concurrencer les importations de produits étrangers en l'absence d'une protection des pouvoirs publics, il est concevable que la protection accordée aux producteurs nationaux puissent leur permettre de développer leur branche de production. Ce développement pourrait permettre à une branche de production nationale qui, autrement, ne serait pas compétitive de le devenir, à un point tel qu'elle pourrait approvisionner le marché en même temps que les importations de produits étrangers, dans un marché ouvert et concurrentiel, ce qui aurait pour résultat un prix moindre pour les consommateurs et donc un avantage net sur le plan du bien-être en termes d'"inclusion sociale" et d'"accès à l'information". En d'autres termes, un plus grand nombre de personnes auraient les moyens d'avoir la télévision numérique, ce qui signifierait une plus grande inclusion sociale et un meilleur accès à l'information. Le Groupe spécial reconnaît qu'il

⁹⁷⁴ Décret n° 4901/2003 (pièce BRA-40), article premier.

⁹⁷⁵ Décret n° 4901/2003 (pièce BRA-40), article premier.

⁹⁷⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 125 et 126.

s'agit là d'un scénario dont l'existence n'a pas été démontrée (pas plus qu'il n'a été démontré qu'il était ne serait-ce que probable). De fait, le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de ses assertions selon lesquelles les producteurs nationaux nécessitaient une protection, et n'a pas non plus tenu compte de la capacité des producteurs étrangers d'approvisionner le marché brésilien en vue de garantir l'accès au matériel pour la télévision numérique, au moins dans les circonstances présentes. Néanmoins, le Groupe spécial pense comme le Brésil qu'il s'agit là d'un des moyens par lesquels les aspects discriminatoires de la mesure en cause pourraient éventuellement contribuer à protéger la moralité publique. Il n'est donc pas en mesure de conclure que le Programme PATVD est "inapte" à contribuer à réduire la fracture numérique et à promouvoir l'inclusion sociale.

7.583. Le Groupe spécial constate par conséquent que, nonobstant les importantes réserves qu'il émet au sujet de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu, le Brésil a démontré que la mesure n'était pas inapte à contribuer à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale. Compte tenu de sa constatation précédente, selon laquelle il avait été démontré que ces objectifs étaient des objectifs de "moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994, le Groupe spécial constate par conséquent que le Brésil a démontré que la mesure était conçue pour protéger la moralité publique au sens de l'article XX a).

7.3.6.3.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires de la mesure sont "nécessaires" pour atteindre les objectifs allégués

7.584. Le Groupe spécial ayant constaté que les aspects discriminatoires de la mesure étaient conçus pour protéger un objectif de moralité publique, il doit par conséquent évaluer si le Brésil a démontré que les aspects discriminatoires de la mesure sont nécessaires pour atteindre cet objectif de moralité publique. Il rappelle qu'il s'agit là d'une analyse globale holistique, qui suppose de soupeser et mettre en balance l'importance de l'intérêt protégé, la contribution de la mesure à la protection de cet intérêt, et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure, à la lumière de toutes solutions de rechange compatibles avec les règles de l'OMC, moins restrictives pour le commerce et raisonnablement disponibles qui pourraient permettre d'assurer le même niveau de protection.

7.585. À titre préliminaire, le Groupe spécial note que l'Organe d'appel attend que les groupes spéciaux définissent assez précisément le niveau de la "contribution" que la mesure contestée apporte à l'objectif, ainsi que le niveau de son "caractère restrictif pour le commerce".⁹⁷⁷ D'une manière générale, le Groupe spécial note qu'il peut uniquement mener son évaluation du degré précis de l'importance de l'intérêt protégé, de la contribution à l'objectif, et du caractère restrictif pour le commerce de la mesure, sur la base des arguments et des éléments de preuve des parties. En outre, il croit comprendre qu'un manque de précision des parties dans la définition de ces niveaux ne le dispense pas de son devoir de mener une analyse du soupesage et de la mise en balance, quelles que soient les difficultés méthodologiques causées par l'imprécision des parties.⁹⁷⁸

7.3.6.3.2.1 Importance de l'objectif

7.586. Le Groupe spécial commence son analyse de la nécessité des aspects discriminatoires du Programme PATVD en évaluant l'importance de l'intérêt protégé. D'après l'Organe d'appel, plus les intérêts protégés sont "vitaux ou importants", plus il sera facile d'admettre la "nécessité" d'une mesure conçue pour protéger ces intérêts.⁹⁷⁹

7.587. Le Brésil fait valoir que l'objectif des aspects discriminatoires du Programme PATVD, à savoir réduire la fracture numérique et promouvoir l'inclusion sociale, est un intérêt du plus haut degré.⁹⁸⁰ Il a affirmé que "[r]ares [étaient] les intérêts plus "vitaux" ou "importants" que la

⁹⁷⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.107 à 5.113.

⁹⁷⁸ Le Groupe spécial rappelle la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "dès lors qu'une analyse de la "conception" d'une mesure montre que cette mesure n'est pas inapte à protéger la moralité publique, de sorte qu'il existe un lien entre la mesure et la protection de la moralité publique, un groupe spécial ne peut pas s'abstenir de mener à bien l'étape de l'analyse concernant la "nécessité". Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.77 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.203)

⁹⁷⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 162.

⁹⁸⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 420 (DS472) et paragraphe 358 (DS497).

protection de la moralité publique".⁹⁸¹ Il cite le rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, dans lequel le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

Selon nous, il est sans aucun doute vrai que la protection de la moralité publique figure parmi les valeurs ou intérêts les plus importants recherchés par les Membres dans le cadre de la politique publique. Nous ne voyons rien de fortuit dans le fait que l'exception relative à la "moralité publique" est la première exception indiquée dans les dix alinéas de l'article XX. Nous convenons donc que la protection de la moralité publique est une valeur ou un intérêt extrêmement important.⁹⁸²

7.588. Le Groupe spécial note que, dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, le Groupe spécial (dans une constatation confirmée par l'Organe d'appel) a évalué l'importance de l'objectif de moralité publique en cause en examinant les "intérêts et valeurs [spécifiques] protégés par la [mesure]", à savoir "[les] menaces de blanchiment d'argent, de crime organisé et de fraude et [les] risques pour les enfants (c'est-à-dire la pratique du jeu par les mineurs) et pour la santé (c'est-à-dire le jeu pathologique)".⁹⁸³ Il a noté que ces "intérêts sociétaux" pouvaient être "qualifiés de "vit[aux] et important[s] au plus haut point", de la même manière que l'[avait] été la protection de la vie et de la santé des personnes contre un risque extrêmement grave pour la santé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Amiante*".⁹⁸⁴

7.589. De même, le Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque* a noté l'allégation formulée par la partie défenderesse dans ce différend, selon laquelle la ""préoccupation morale [spécifique] concernant la protection des animaux" est considérée comme une valeur de grande importance dans l'Union européenne".⁹⁸⁵ Il a constaté que "la protection de ces préoccupations morales du public [était] en effet une valeur ou un intérêt important".⁹⁸⁶

7.590. Dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

[D]ans une constatation qui n'est pas contestée en appel, le Groupe spécial a estimé qu'en Colombie, l'objectif de lutte contre le blanchiment d'actifs servait des intérêts sociétaux qui pouvaient être qualifiés de vitaux et importants au plus haut point. Nous faisons aussi observer que, devant le Groupe spécial et en appel, le Panama n'a pas contesté que la lutte contre le blanchiment d'actifs présentait pour la Colombie un intérêt sociétal qui pouvait être qualifié de vital et important au plus haut point.⁹⁸⁷

7.591. À la lumière de cette jurisprudence, le Groupe spécial considère que, pour déterminer l'importance d'un objectif particulier, il est plus pertinent d'évaluer l'importance de l'intérêt sociétal *particulier* qui est protégé que de supposer qu'en vertu de son statut d'objectif de "moralité publique", l'intérêt est en soi vital ou important au plus haut point.

7.592. Dans le cadre de l'évaluation de l'importance de l'objectif de moralité publique particulier en cause en l'espèce, à savoir réduire la fracture numérique et promouvoir l'inclusion sociale, le Groupe spécial note que cet objectif est reconnu sur le plan international comme étant un objectif de politique générale important, et qu'il est de fait reconnu comme l'une des cibles des OMD des Nations Unies. L'importance des OMD ne devrait pas être sous-estimée. Cela vaut pour n'importe quel pays en développement mais de l'avis du Groupe spécial, la cible spécifique des OMD en cause dans le présent différend est particulièrement importante au Brésil, où le pourcentage de ménages et de particuliers ayant accès à Internet ou à un ordinateur est faible. Globalement, le Groupe spécial considère que l'objectif visant la réduction de la fracture numérique, l'inclusion sociale et l'accès à l'information est un objectif de politique générale raisonnablement important.

⁹⁸¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 417 (DS472) et paragraphe 355 (DS497).

⁹⁸² Brésil, premières communications écrites, paragraphe 417 (DS472) et paragraphe 355 (DS497) (citant le rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.817). Le Groupe spécial note que le Brésil a indiqué par erreur que cette citation provenait du rapport de l'Organe d'appel dans ce différend et non du rapport du Groupe spécial.

⁹⁸³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.489. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphes 296 à 299.

⁹⁸⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.492.

⁹⁸⁵ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.632.

⁹⁸⁶ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.632. (pas d'italique dans l'original)

⁹⁸⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.105.

7.3.6.3.2.2 Contribution à l'objectif

7.593. Le Groupe spécial va à présent évaluer la contribution apportée par le Programme PATVD à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale.

7.594. Le Brésil explique que le Programme PATVD contribue à protéger la moralité publique car il est essentiel au développement et à la fabrication d'émetteurs numériques au Brésil. D'après lui, le fait qu'il a adopté "une norme de télévision numérique unique et sur mesure" impose que les pouvoirs publics adoptent des mesures pour garantir la fourniture d'émetteurs compatibles.⁹⁸⁸ Le Brésil fait valoir que, "[l]orsque la norme a été adoptée, il n'était pas certain que les fournisseurs étrangers développeraient et fabriqueraient des émetteurs pour la télévision numérique compatibles. Il a alors décidé de faciliter le plus possible le développement de la capacité technologique et industrielle requise pour que la population brésilienne puisse préserver son accès à la culture et à l'information dans le cadre du nouveau modèle technologique".⁹⁸⁹

7.595. Le Brésil indique toutefois que le "programme de migration de l'émission analogique à l'émission numérique débutera en 2016 et devrait être achevé fin 2018".⁹⁹⁰ Il n'a donc communiqué aucune statistique ni donnée pour démontrer dans quelle mesure le programme a permis avec succès au public brésilien d'accéder à la télévision numérique. Néanmoins, il fait valoir que "la contribution ne doit pas nécessairement être mesurable immédiatement après que la mesure en cause a été appliquée ou est entrée en vigueur. Il suffit de démontrer qu'elle est "susceptible de favoriser la réalisation"". ⁹⁹¹ Le Brésil fait valoir ce qui suit:

L'Organe d'appel a dit à juste titre que "[p]lus cet apport [était] grand, plus il ser[ait] facile de considérer que la mesure [pouvait] être "nécessaire"". La contribution de la mesure ne doit pas être absolue ou infaillible. Elle doit simplement "favoriser, *au moins dans une certaine mesure*, l'apport de réponses à ces préoccupations". Le Programme PATVD contribue à protéger la moralité publique bien plus que simplement "dans une certaine mesure" – aucune autre solution de rechange pratique n'est aussi efficace.⁹⁹²

7.596. De fait, le Groupe spécial est d'accord avec le Brésil sur le fait qu'il n'y a pas de niveau minimal de contribution requis pour qu'une mesure particulière soit "nécessaire" au sens de l'article XX. À cet égard, le Groupe spécial rappelle les déclarations de l'Organe d'appel établissant qu'il ne serait "pas ... instructif ou justifié dans une analyse de la nécessité d'imposer à l'avance un niveau minimal de contribution prédéterminé" et que "la question de savoir si une mesure est "nécessaire" ne peut pas être déterminée par le seul niveau de la contribution, mais dépendra de la manière dont les autres facteurs de l'analyse de la nécessité, y compris l'examen des mesures de rechange potentielles, éclairent l'analyse".⁹⁹³ En outre, le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a indiqué que l'analyse par un groupe spécial de la contribution "[pouvait] être faite d'un point de vue quantitatif ou qualitatif".⁹⁹⁴

7.597. À ce stade de l'analyse, dans le cadre de l'évaluation de la contribution réelle (ou attendue) de la mesure à cet objectif, le Groupe spécial rappelle les préoccupations qu'il a soulevées plus haut aux paragraphes 7.571 à 7.580 au sujet de la conception, de la structure, du fonctionnement et des objectifs de la mesure. Il ne considère pas qu'il soit nécessaire de reformuler entièrement

⁹⁸⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 422 à 426 (DS472) et paragraphes 360 à 366 (DS497).

⁹⁸⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 424 (DS472) et paragraphe 362 (DS497).

⁹⁹⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 427 (DS472) et paragraphe 365 (DS497). Le Groupe spécial rappelle que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne a été distribuée en novembre 2014 et que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon a été distribuée en septembre 2015.

⁹⁹¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 427 (DS472) et paragraphe 366 (DS497) (italique dans l'original).

⁹⁹² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 421 et 422 (DS472) et paragraphes 359 et 360 (DS497) (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 163 (le Groupe spécial note que le Brésil a mentionné par erreur le paragraphe 49); et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.494 (le Groupe spécial note que le Brésil a mentionné par erreur le rapport de l'Organe d'appel au lieu du rapport du Groupe spécial)).

⁹⁹³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.215.

⁹⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 146.

chacune de ces préoccupations dans le contexte de son évaluation de la contribution apportée par les aspects discriminatoires de la mesure à l'objectif allégué. Il suffit qu'il rappelle ce qui suit: le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve pertinents à l'appui de son assertion selon laquelle "au moment où la décision d'adopter la SBTVD a été prise, même si des importations étaient attendues, il n'y avait aucune garantie du tout que le matériel d'émission, conforme aux normes brésiliennes, serait produit à travers le monde et serait disponible sur le marché brésilien dans les proportions nécessaires"⁹⁹⁵; les éléments de preuve présentés au Groupe spécial indiquent que la principale motivation du Brésil à l'heure de mettre en œuvre le programme était les préoccupations suscitées par le fait que le marché puisse être approvisionné par des produits importés, "au détriment de la création d'un parc industriel pour le secteur"⁹⁹⁶; il apparaît que la conception et la structure de la mesure vont à l'encontre du but recherché, en ce sens que la mesure établit une discrimination à l'égard des produits importés qui approvisionnent le marché, et décourage leur vente⁹⁹⁷; et le décret qui établit la SBTVD indique que l'un des objectifs de cette norme était de promouvoir la production nationale de matériel pour la télévision numérique.⁹⁹⁸

7.598. Compte tenu de ces préoccupations, le Groupe spécial considère que, bien qu'il soit possible que le Programme PATVD contribue à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale⁹⁹⁹, les éléments de preuve dont il dispose indiquent qu'il est peu probable que le Programme PATVD contribue beaucoup, en réalité, à cet objectif, s'il y contribue. En particulier, il met en exergue la contradiction inhérente d'une mesure qui est conçue pour faire en sorte qu'un marché particulier soit approvisionné avec des produits particuliers à des prix abordables et qui établit une discrimination à l'égard des produits importés sur ce marché particulier. Il considère que cette contradiction est évidente tant sur le marché du matériel pour la télévision numérique fini que sur le marché des composants devant être utilisés dans la production de matériel pour la télévision numérique fini.

7.599. Le Groupe spécial considère également qu'il est pertinent à ce stade de rappeler la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Cellules solaires*, relative à une évaluation, dans le contexte de l'article XX j) du GATT de 1994, concernant la question de savoir si "une pénurie générale ou locale" se fait sentir pour des produits. L'Organe d'appel a indiqué qu'"une évaluation de la question de savoir si un Membre [avait] identifié des "produits pour lesquels se fai[sait] sentir une pénurie générale ou locale" exig[ea]it une analyse au cas par cas de la relation entre l'offre et la demande sur la base d'un examen global de tous les facteurs pertinents"¹⁰⁰⁰ Bien que l'Organe d'appel ait formulé cette observation dans le contexte de l'article XX j), le Groupe spécial la considère pertinente compte tenu de l'argument du Brésil selon lequel les aspects discriminatoires du Programme PATVD étaient nécessaires en raison de préoccupations suscitées par le fait que les produits importés ne puissent pas approvisionner adéquatement le marché.¹⁰⁰¹

⁹⁹⁵ Voir plus haut le paragraphe 7.573; Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 120.

⁹⁹⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.574; le Mémoire explicatif interministériel n° 00008/2007 (pièce JE-109), paragraphe 19.

⁹⁹⁷ Voir plus haut le paragraphe 7.575.

⁹⁹⁸ Voir plus haut le paragraphe 7.578; la pièce BRA-40, article premier. Le Groupe spécial note également que le Brésil n'a pas expliqué en détail comment ou pourquoi la SBTVD elle-même était conçue pour contribuer à l'objectif de réduire la fracture numérique.

⁹⁹⁹ Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut selon laquelle la mesure était "conçue pour" protéger la moralité publique car elle n'était pas inapte à contribuer à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale.

¹⁰⁰⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 5.74. Certains de ces facteurs comprennent ce qui suit:

[L]a mesure dans laquelle un produit particulier est "disponible" à l'achat dans une zone géographique ou sur un marché particulier, et si cela est suffisant pour répondre à la demande dans la zone ou sur le marché pertinent ... le niveau de production nationale d'un produit particulier et la nature des produits ... le produit et le marché géographique pertinents, les fluctuations potentielles des prix sur le marché pertinent, le pouvoir d'achat des consommateurs étrangers et nationaux, ainsi que le rôle joué par les producteurs étrangers et nationaux sur un marché particulier ... [i]l faudrait dûment tenir compte de la quantité totale des importations qui peut être "disponible" pour répondre à la demande dans une zone géographique ou sur un marché particulier ... la mesure dans laquelle l'approvisionnement international d'un produit est stable et accessible. Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 5.71.

¹⁰⁰¹ Le Groupe spécial note que le Brésil n'a pas fait valoir que le Programme PATVD était justifié au regard de l'article XX j) du GATT de 1994. Il ne considère pas que cela ait la moindre influence sur la légitimité du moyen de défense du Brésil au titre de l'article XX a). Cependant, compte tenu du fait que l'objectif intermédiaire du Brésil était de répondre à une préoccupation concernant le caractère suffisant de

7.600. Dans le présent différend, le Brésil n'a entrepris aucune analyse, ni présenté aucun élément de preuve (quantitatif ou qualitatif), à l'appui de son affirmation selon laquelle les produits importés ne pourraient pas approvisionner le marché. De fait, le Brésil n'a pas étayé son argument.

7.601. Le Groupe spécial ne voit donc pas de raison de conclure que les aspects discriminatoires du Programme PATVD conduiront nécessairement à une quelconque augmentation de l'approvisionnement du marché, ni que les aspects discriminatoires vont probablement conduire à une telle augmentation ou sont en mesure de le faire. Il rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut selon laquelle la discrimination en cause ici pourrait éventuellement contribuer à augmenter l'approvisionnement du marché en matériel pour la télévision numérique, facilitant ainsi la réduction de la fracture numérique et la promotion de l'inclusion sociale. Toutefois, en l'absence d'éléments de preuve attestant du contraire, il est tout aussi plausible que la baisse de l'approvisionnement des produits similaires importés résultant de la discrimination soit équivalente, ou inférieure, à l'augmentation de l'approvisionnement de produits similaires fabriqués dans le pays.

7.602. D'après le Groupe spécial, le Brésil n'a pas démontré que la manière dont le Programme PATVD encourageait la production nationale avait engendré, engendrerait ou était apte à engendrer une amélioration de l'inclusion sociale ou de l'accès à l'information. Ainsi, de l'avis du Groupe spécial, même s'il est possible que le Programme PATVD *puisse*, en théorie, contribuer à l'inclusion sociale et à l'accès à l'information, le Brésil n'a pas démontré que le Programme PATVD contribuait bien ou contribuerait bien à la réalisation de l'objectif de politique générale du Brésil. D'après le Groupe spécial, il est probable que le Programme PATVD ne contribuera pas beaucoup à l'objectif d'inclusion sociale et d'accès à l'information, s'il y contribue. Néanmoins, le Groupe spécial poursuit son analyse.

7.3.6.3.2.3 Niveau du caractère restrictif pour le commerce

7.603. Le Groupe spécial évalue à présent le caractère restrictif pour le commerce des aspects discriminatoires du Programme PATVD.

7.604. Le Brésil fait valoir que le caractère restrictif pour le commerce de la mesure est contrebalancé ou "compens[é]" par les coûts d'investissement du Programme PATVD.¹⁰⁰² Il fait valoir que l'incidence du Programme PATVD sur le commerce est faible parce que les incitations fiscales sont accordées à des sociétés qui ont auparavant encouru des dépenses en vue d'être admissibles au bénéfice de l'avantage fiscal. Ainsi, "les coûts d'investissement compensent toute incidence financière sur les produits pertinents découlant de la réduction fiscale".¹⁰⁰³ En outre, le Brésil note qu'il n'impose aucune prohibition à l'importation de matériel d'émission pour la télévision numérique au Brésil.¹⁰⁰⁴

7.605. Le Groupe spécial ne voit pas la pertinence des prescriptions relatives à l'investissement en ce qui concerne le caractère restrictif pour le commerce de la mesure. L'expression "caractère restrictif pour le commerce" se rapporte principalement à l'incidence de la mesure sur les importations de produits similaires au Brésil.¹⁰⁰⁵ De l'avis du Groupe spécial, le fait que les sociétés doivent investir dans la R&D au Brésil afin d'être accréditées n'atténue pas ni n'accroît le niveau du caractère restrictif pour le commerce des aspects contestés du programme.

l'approvisionnement du marché en produits pour la télévision numérique, en vue d'atteindre ainsi l'objectif global de moralité publique, et compte tenu du fait que l'article XX j) fait explicitement référence à des mesures "essentielles à l'acquisition ou à la répartition de produits pour lesquels se fait sentir une pénurie générale ou locale", le Groupe spécial considère que l'article XX j) constitue un contexte pertinent pour déterminer si le Brésil a démontré ou non qu'une pénurie pourrait se faire, ou se ferait, sentir pour certains produits sur le marché brésilien. Spécifiquement, dans l'espèce, le Groupe spécial considère que les indications données dans le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Cellules solaires* donnent une idée du type d'éléments de preuve que tout Membre devrait présenter afin de démontrer qu'une pénurie se fait sentir pour des produits particuliers sur un marché particulier.

¹⁰⁰² Brésil, premières communications écrites, paragraphe 431 (DS472) et paragraphe 369 (DS497).

¹⁰⁰³ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 431 (DS472) et paragraphe 369 (DS497).

¹⁰⁰⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 432 (DS472) et paragraphe 370 (DS497).

¹⁰⁰⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 306.

7.606. Néanmoins, le Groupe spécial reconnaît bien l'argument du Brésil selon lequel le Programme "PATVD n'interdit pas ni ne prohibe les importations de matériel d'émission pour la télévision numérique au Brésil".¹⁰⁰⁶ À son avis, bien qu'il soit clair que les conditions de concurrence ont été altérées au détriment des produits importés similaires, le Programme PATVD n'empêche pas ces produits importés similaires d'accéder au marché et d'être vendus en tant que produits finis aux utilisateurs finals, et il n'empêche pas non plus les produits importés similaires d'accéder au marché et d'être incorporés dans les produits finis fabriqués dans le pays.

7.607. Le Groupe spécial reconnaît qu'une détermination du caractère restrictif pour le commerce d'une mesure particulière devrait être aussi précise que possible. Cependant, il n'est pas en mesure de faire une estimation quantitative du niveau du caractère restrictif pour le commerce. En l'espèce, les aspects discriminatoires du Programme PATVD ont pour résultat de décourager l'achat de produits importés (les produits finis comme les composants utilisés pour produire ces produits finis), ce qui, de l'avis du Groupe spécial, aura une incidence importante sur les importations de ces produits. Le Groupe spécial considère donc que le caractère restrictif pour le commerce global réel et potentiel du Programme PATVD est important.¹⁰⁰⁷

7.3.6.3.2.4 Comparaison avec des mesures de rechange raisonnablement disponibles

7.608. Le Groupe spécial rappelle les instructions données par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, selon lesquelles "[s]'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles un exercice de soupesage et de mise en balance ne nécessiterait pas qu'un groupe spécial évalue des mesures de rechange ... nous ne pensons pas non plus qu'un tel exercice impose une détermination préliminaire de la nécessité des mesures contestées avant qu'il ne soit procédé à l'évaluation de ces mesures de rechange".¹⁰⁰⁸ Compte tenu des constatations qui précèdent, et en particulier sa constatation concernant la contribution de la mesure à l'objectif, le Groupe spécial ne considère pas qu'il soit nécessaire de rendre une décision préliminaire sur la question de savoir si la mesure est "nécessaire" sur la base des trois facteurs décrits plus haut, mais poursuit en analysant si les mesures de rechange proposées par les parties plaignantes sont des mesures compatibles avec les règles de l'OMC qui sont raisonnablement disponibles pour le Brésil, qui sont moins restrictives que le Programme PATVD et qui pourraient atteindre un niveau de contribution à l'objectif égal ou supérieur.

7.609. Les deux parties plaignantes ont proposé certaines mesures de rechange compatibles avec les règles de l'OMC et moins restrictives pour le commerce qui, d'après leurs allégations, sont raisonnablement disponibles pour le Brésil et contribueraient à l'objectif de permettre l'accès à la télévision numérique autant ou plus que ne le font les aspects discriminatoires du Programme PATVD. Ces solutions de rechange sont les suivantes: exonérations (ou suspensions) fiscales sur toutes les ventes d'émetteurs pour la télévision numérique respectant les normes de télévision numérique brésiliennes, indépendamment de la question de savoir s'ils sont importés ou produits dans le pays¹⁰⁰⁹; élimination des droits de douane à l'importation d'émetteurs pour la télévision numérique¹⁰¹⁰; ou octroi de subventions directement aux producteurs d'émetteurs pour la télévision numérique, sans établir de discrimination entre les produits.¹⁰¹¹

¹⁰⁰⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 432 (DS472) et paragraphe 370 (DS497).

¹⁰⁰⁷ Le Groupe spécial note que, dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'Organe d'appel a considéré qu'il n'y avait pas assez de clarté concernant le degré du caractère restrictif pour le commerce, de sorte qu'il n'a vu "aucune base pour procéder à une comparaison entre la mesure en cause et une quelconque mesure de rechange possible". Voir le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.115. En l'espèce, le Groupe spécial considère que sa détermination du niveau du caractère restrictif pour le commerce est suffisamment claire pour qu'il procède à une comparaison du caractère restrictif pour le commerce des mesures de rechange raisonnablement disponibles pour le Brésil, comme expliqué plus haut dans la section 7.3.6.3.2.4.

¹⁰⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, note de bas de page 1299. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphe 5.235.

¹⁰⁰⁹ Voir Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; et, deuxième communication écrite, paragraphe 167. Le Groupe spécial note que les États-Unis ont également proposé cela comme solution de rechange. Voir États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 28.

¹⁰¹⁰ Voir Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; et, réponse à la question n° 5 du Groupe spécial. Le Groupe spécial note que les États-Unis

7.610. Le Groupe spécial rappelle qu'une fois que la partie plaignante a indiqué une mesure de rechange et montré que cette mesure est moins restrictive pour le commerce, et qu'elle contribue à atteindre l'objectif poursuivi autant ou plus que ne le fait la mesure contestée, c'est ensuite à la partie défenderesse de démontrer pourquoi les solutions de rechange proposées ne sont pas raisonnablement disponibles.¹⁰¹²

7.611. Le Brésil a fait valoir que le Programme PATVD contribuait à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale, en garantissant la continuité de l'approvisionnement en matériel pour la télévision numérique respectant les prescriptions de la SBTVD.¹⁰¹³ Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré que le Programme PATVD contribuerait beaucoup à cet objectif, s'il y contribuait. Il rappelle en outre qu'il a été en mesure de conclure que le degré du caractère restrictif pour le commerce réel et potentiel était important.

7.612. La première solution de rechange consiste à ce que le Brésil exonère des contributions IPI, PIS-PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation les ventes de tous les émetteurs pour la télévision numérique respectant les normes de télévision numérique brésiliennes, indépendamment de la question de savoir s'ils sont importés ou produits dans le pays.¹⁰¹⁴ De l'avis du Groupe spécial, cette solution de rechange est compatible avec les règles de l'OMC, serait favorable plutôt que restrictive pour le commerce, et il est probable qu'elle ferait augmenter l'approvisionnement du marché en matériel pour la télévision numérique et baisser le prix de ce matériel pour les consommateurs finals, avec pour résultat une contribution plus importante que celle du Programme PATVD à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale.

7.613. La deuxième solution de rechange consiste pour le Brésil à exonérer de droits de douane¹⁰¹⁵ tous les émetteurs pour la télévision numérique¹⁰¹⁶ actuellement visés par les incitations au titre du programme.¹⁰¹⁷ De l'avis du Groupe spécial, cette solution de rechange est compatible avec les règles de l'OMC, serait favorable plutôt que restrictive pour le commerce, et il est probable qu'elle ferait augmenter l'approvisionnement du marché en matériel pour la télévision numérique et baisser le prix de ce matériel pour les consommateurs finals, avec pour résultat des prix moindres pour les consommateurs et donc une contribution plus importante que celle du Programme PATVD à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale.

7.614. La troisième solution de rechange consiste pour le Brésil à accorder des subventions directement aux producteurs de matériel pour la télévision numérique, indépendamment de l'origine des produits fabriqués.¹⁰¹⁸ De l'avis du Groupe spécial, cette solution de rechange est compatible avec les règles de l'OMC, serait favorable plutôt que restrictive pour le commerce, et il

ont également proposé cela comme solution de rechange. Voir États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 28.

¹⁰¹¹ Voir Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; et, deuxième communication écrite, paragraphe 167. Le Groupe spécial note que les États-Unis ont également proposé cela comme solution de rechange. Voir États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 28.

¹⁰¹² Voir plus haut paragraphes 7.532 et 7.533.

¹⁰¹³ Voir plus haut paragraphes 7.545 à 7.547.

¹⁰¹⁴ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 167.

¹⁰¹⁵ L'Union européenne explique que le droit *ad valorem* actuellement appliqués aux produits relevant de cette ligne tarifaire est de 12%. Union européenne, réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹⁰¹⁶ L'Union européenne les décrit comme des "appareils d'émission (émetteurs) pour la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son, relevant du code MCN 8525.59.2". Union européenne, réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹⁰¹⁷ Voir Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹⁰¹⁸ Voir Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 165; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 167.

est probable qu'elle ferait augmenter l'approvisionnement du marché en matériel pour la télévision numérique et baisser le prix de ce matériel pour les consommateurs finals, avec pour résultat des prix moindres pour les consommateurs et donc une contribution plus importante que celle du Programme PATVD à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale.

7.615. Le Brésil fait valoir que ces mesures de rechange ne sont pas raisonnablement disponibles car le Programme PATVD a de nombreux objectifs, parmi lesquels le renforcement des "capacités locales et [d]es investissements dans la R&D en ce qui concerne [l]es technologies [de la télévision numérique] au Brésil".¹⁰¹⁹ À son avis, le Programme PATVD "permet de stimuler la recherche et le développement, et de favoriser l'expansion des technologies brésiliennes et d'une branche de production nationale liée aux technologies de l'information et de la communication".¹⁰²⁰ Le Brésil fait valoir que les mesures de rechange ne sont pas raisonnablement disponibles parce que les solutions de rechange proposées n'apportent pas une contribution suffisante à cet objectif.

7.616. Le Brésil n'a pas fait valoir que l'objectif consistant à promouvoir sa branche de production nationale était un objectif de moralité publique et n'a pas fait valoir non plus que cet objectif était visé par un quelconque autre alinéa de l'article XX du GATT de 1994.

7.617. Le Groupe spécial pense comme le Brésil qu'une mesure peut avoir de nombreux objectifs et qu'il n'est pas nécessaire qu'un objectif l'emporte sur un autre. Toutefois, pour que l'aspect d'une mesure dont il est constaté qu'il est incompatible avec le GATT soit justifié au regard de l'article XX, l'objectif poursuivi doit s'inscrire dans le cadre de l'un des alinéas de l'article XX. Un groupe spécial ne peut pas rejeter une solution de rechange raisonnablement disponible qui assure le niveau de protection souhaité d'un intérêt protégé au titre de l'article XX simplement parce que cette solution de rechange n'assure pas un certain niveau de protection d'un intérêt *non* protégé au titre de l'article XX.

7.618. Le Groupe spécial considère donc que chacune des trois solutions de rechange proposées serait non seulement compatible avec les règles de l'OMC et moins restrictive pour le commerce que les aspects discriminatoires du Programme PATVD, mais aussi à même d'apporter une contribution plus importante à l'objectif allégué que les aspects discriminatoires du Programme PATVD. En outre, le Brésil n'a pas démontré que ces solutions de rechange n'étaient pas "raisonnablement disponibles" pour lui.

7.619. De l'avis du Groupe spécial, cette constatation éclaire également ses préoccupations concernant la nature et l'objectif du Programme PATVD. Spécifiquement, ces mesures de rechange qui, si elles étaient adoptées, contribueraient nettement à l'objectif déclaré de réduire la fracture numérique au moyen d'un approvisionnement accru de produits pour la télévision numérique plus abordables sur le marché, contrastent vivement avec le Programme PATVD.

7.620. Le Brésil n'a pas démontré que les solutions de rechange proposées n'étaient pas raisonnablement disponibles financièrement, techniquement ou autrement et n'a pas réfuté non plus les démonstrations des parties plaignantes établissant que ces solutions de rechange seraient compatibles avec les règles de l'OMC, moins restrictives pour le commerce que le Programme PATVD et plus susceptibles de contribuer à l'objectif que le Programme PATVD.

7.621. Le Groupe spécial conclut donc que les mesures de rechange proposées par les parties plaignantes sont raisonnablement disponibles pour le Brésil, compatibles avec les règles de l'OMC, moins restrictives pour le commerce que le Programme PATVD et susceptibles de contribuer davantage que le Programme PATVD à l'objectif de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion sociale.

7.3.6.3.2.5 Conclusion concernant la nécessité au titre de l'article XX a)

7.622. Le Groupe spécial a effectué une analyse globale, soupesant et mettant en balance l'importance de l'objectif, la contribution de la mesure à cet objectif, et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure, à la lumière des mesures de rechange raisonnablement disponibles. À

¹⁰¹⁹ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 125.

¹⁰²⁰ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 126.

son avis, et en particulier à la lumière des solutions de rechange raisonnablement disponibles qui, d'après le Groupe spécial, sont non seulement compatibles avec les règles de l'OMC et moins restrictives pour le commerce, mais aussi susceptibles de contribuer dans une plus large mesure que les aspects discriminatoires du Programme PATVD à l'objectif, le Brésil n'a pas démontré que les aspects de la mesure dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec les dispositions du GATT de 1994 étaient "nécessaires" pour permettre l'inclusion sociale et l'accès à l'information, au sens de l'article XX a) du GATT de 1994.

7.3.6.4 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme PATVD satisfont aux prescriptions du texte introductif de l'article XX

7.623. Le Brésil soutient que le Programme PATVD n'est pas appliqué de façon à constituer une discrimination arbitraire ou injustifiable. Il considère que le Programme PATVD est nécessaire pour garantir le développement et la fabrication de matériel d'émission pour la télévision numérique au Brésil, afin de permettre la mise en œuvre du système de télévision numérique du Brésil.¹⁰²¹ Il note que les conditions existant dans les pays pertinents ne sont pas les mêmes puisque le système de télévision numérique brésilien est unique.¹⁰²² Il fait valoir que l'application du Programme PATVD ne constitue pas une restriction déguisée au commerce car le but du programme est de garantir l'investissement dans la R&D et les conditions nécessaires à la mise en œuvre du système de télévision numérique brésilien.¹⁰²³

7.624. Les parties plaignantes font valoir que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme PATVD satisfaisaient aux prescriptions du texte introductif de l'article XX. En particulier, elles font valoir que le Programme PATVD, et en particulier ses prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, établissent une discrimination entre les pays où les mêmes conditions existent, d'une façon qui "va à l'encontre de l'objectif déclaré du Programme PATVD", ce qui est incompatible avec le texte introductif de l'article XX.¹⁰²⁴ En outre, les deux parties plaignantes allèguent que les aspects discriminatoires du Programme PATVD incluent une "restriction déguisée au commerce" puisque le "Brésil a introduit une mesure établissant une discrimination fondée sur l'origine nationale non seulement en ce qui concerne le matériel pour la télévision numérique, mais aussi les composants de ce matériel".¹⁰²⁵

7.625. Compte tenu des constatations formulées plus haut, selon lesquelles la mesure n'était pas provisoirement justifiée au regard de l'article XX a) du GATT de 1994, le Groupe spécial ne considère pas qu'il soit nécessaire de formuler des constatations sur la question de savoir si le Brésil a démontré que son moyen de défense au titre de l'article XX a) satisfaisait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.3.6.5 Conclusion

7.626. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les aspects du Programme PATVD dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.¹⁰²⁶

¹⁰²¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 446 (DS472) et paragraphe 384 (DS497).

¹⁰²² Brésil, premières communications écrites, paragraphe 450 (DS472) et paragraphe 388 (DS497).

¹⁰²³ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 457 (DS472) et paragraphe 395 (DS497).

¹⁰²⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 470; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 168.

¹⁰²⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 470; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 169.

¹⁰²⁶ Le Groupe spécial note que, conformément à l'article 3 de l'Accord sur les MIC, "[t]outes les exceptions prévues dans le GATT de 1994 s'appliqueront, selon qu'il sera approprié, aux dispositions du présent accord".

7.4 Programme INOVAR-AUTO

7.4.1 Allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994

7.4.1.1 Introduction

7.627. L'Union européenne et le Japon formulent des allégations au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, en ce qui concerne certains aspects du Programme INOVAR-AUTO. En particulier, les parties plaignantes allèguent que le Brésil impose sur les véhicules automobiles importés une charge fiscale supérieure à celle qui est imposée sur les véhicules automobiles similaires nationaux.¹⁰²⁷

7.628. Le Japon soulève également des allégations au titre de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne certains aspects du Programme INOVAR-AUTO.¹⁰²⁸

7.629. Le Brésil fait valoir que les parties plaignantes n'ont pas fourni suffisamment d'éléments de preuve indiquant que le Programme INOVAR-AUTO modifiait les conditions de concurrence entre les véhicules automobiles importés et les véhicules automobiles nationaux similaires au détriment des premiers.¹⁰²⁹

7.630. Comme indiqué plus haut aux paragraphes 7.61 à 7.71, le Brésil fait également valoir que les aspects contestés des programmes n'entrent pas dans le champ d'application de l'article III:2, parce que: i) ce sont des prescriptions avant commercialisation qui ne sont pas visées par l'article III, et ii) les programmes constituent des subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT.¹⁰³⁰

7.631. Le Groupe spécial a examiné plus haut les arguments liminaires du Brésil dans les sections 7.2.1 et 7.2.2. S'agissant du premier argument du Brésil, le Groupe spécial a déjà constaté plus haut au paragraphe 7.70 que le fait que les mesures avaient le statut de prescription "avant commercialisation" n'avait pas d'incidence sur le point de savoir si elle entraînait dans le champ d'application de l'article III:2 du GATT de 1994. S'agissant du deuxième argument du Brésil, à savoir que les programmes constituent des subventions aux producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle les constatations qu'il a formulées plus haut au paragraphe 7.87 selon lesquelles, en principe, l'article III:8 b) n'exemptait pas des disciplines fondamentales de l'article III les éléments de telles subventions à la production qui établissaient une discrimination fiscale à l'égard des produits similaires importés.

7.632. Ainsi qu'il a été noté plus haut, pour déterminer s'il y a une incompatibilité avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, il faut répondre à deux questions:

- a. est-ce que les produits importés et les produits nationaux sont des produits similaires; et
- b. est-ce que les produits importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits nationaux?¹⁰³¹

7.633. Si les réponses à ces deux questions sont affirmatives, alors la taxe ou l'imposition intérieure sera jugée incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.¹⁰³²

¹⁰²⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 320 à 345; Japon, première communication écrite, paragraphes 195 à 229.

¹⁰²⁸ Japon, première communication écrite, paragraphes 230 à 244.

¹⁰²⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 564 à 567 (DS472) et 501 à 504 (DS497).

¹⁰³⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 547 et 475 à 483 (DS472) et paragraphes 472 et 549 à 556 (DS497).

¹⁰³¹ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 26. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 21 à 26.

¹⁰³² Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 26.

7.634. S'agissant de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, trois questions distinctes doivent être examinées:

- a. si les produits importés et les produits nationaux sont "des produits directement concurrents ou des produits directement substituables";
- b. si les produits importés et les produits nationaux directement concurrents ou directement substituables "sont frappés ou non d'une taxe semblable"; et
- c. si cette taxation dissemblable des produits importés et des produits nationaux directement concurrents ou directement substituables est "appliquée ... de manière à protéger la production nationale".

7.635. Si les réponses à ces trois questions sont affirmatives, alors la taxe ou l'imposition intérieure sera jugée incompatible avec la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.636. Ainsi qu'il a été noté plus haut, dans le présent différend, les parties conviennent que les mesures contestées sont des taxes.¹⁰³³ La taxe pertinente dans le cadre de cette allégation concernant le Programme INOVAR-AUTO est l'IPI.¹⁰³⁴

7.637. Les parties plaignantes ont indiqué deux moyens par lesquels les sociétés peuvent réduire leur charge fiscale liée à l'IPI au titre du Programme INOVAR-AUTO: i) par des taux de l'IPI réduits pour certains véhicules automobiles; et ii) par l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI afin de compenser leurs obligations fiscales liées à l'IPI. Le Groupe spécial examinera ces deux cas séparément. Comme il l'a fait en ce qui concerne les programmes concernant les TIC, il commencera son analyse en examinant si les produits en cause sont similaires. Il évaluera ensuite si les véhicules automobiles importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules automobiles nationaux similaires.

7.4.1.2 Taux réduits de l'IPI

7.4.1.2.1 Question de savoir si les véhicules automobiles importés et les véhicules automobiles nationaux sont des "produits similaires", au sens de la première phrase de l'article III:2

7.638. Premièrement, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.117, dans le contexte de l'article III:2 du GATT de 1994 tel qu'il s'applique aux programmes concernant les TIC, selon laquelle les produits visés par des incitations fabriqués au Brésil étaient des produits nationaux brésiliens au sens de l'article III:2. Il considère de même que les véhicules automobiles fabriqués au Brésil sont des produits nationaux brésiliens.

7.639. Les parties plaignantes présentent comme un cas de traitement spécial les taux réduits de l'IPI qui sont prévus dans la note additionnelle NC 87-5 du TIPI figurant dans l'annexe IX du Décret n° 7819/2012 en ce qui concerne certains véhicules automobiles produits dans le pays.¹⁰³⁵

¹⁰³³ Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphes 771, 918 et 1059; Japon, première communication écrite, paragraphes 10 à 16; Brésil, premières communications écrites, paragraphe 59 (DS472) et paragraphe 23 (DS497). L'Union européenne et le Japon ont présenté une allégation subsidiaire au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne les quatre programmes liés aux TIC (le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique) dans l'éventualité où le Brésil soutiendrait que les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation ne sont pas des taxes mais "d'autres droits ou impositions" sur les importations au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994. Puisque le Brésil n'a pas fait valoir que les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation étaient "d'autres droits et impositions" au sens de l'article II:1 b), le Groupe spécial n'examinera pas ces allégations particulières. Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphe 1149; et Japon, première communication écrite, note de bas de page 26 relative au paragraphe 14.

¹⁰³⁴ Voir Union européenne, première communication écrite, paragraphe 320.

¹⁰³⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 341; Japon, première communication écrite, paragraphe 189.

7.640. La note additionnelle NC 87-5 du TIPI se lit comme suit:

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2017:

NC (87-5). Les taux d'imposition seront ramenés à 45% pour les *véhicules fabriqués dans le pays* ayant une transmission manuelle, une boîte de transfert, un châssis indépendant de la carrosserie, une garde au sol minimale des essieux avant ou arrière de 200 mm, une garde au sol minimale entre les essieux de 300 mm, un angle d'attaque minimal de 35°, un angle de fuite minimal de 24°, un angle de crête minimal de 28°, une capacité de passage à gué d'au moins 500 mm, un poids brut total combiné d'au moins 3 000 kg, un poids maximal en ordre de marche de 2 100 kg, conçus pour un usage militaire ou des travaux agro-industriels, et classés sous les codes 8703.32.10 et 8703.33.10.

À compter du 1^{er} janvier 2018:

NC (87-5). Les taux d'imposition seront ramenés à 15% pour les *véhicules fabriqués dans le pays* ayant une transmission manuelle, une boîte de transfert, un châssis indépendant de la carrosserie, une garde au sol minimale des essieux avant ou arrière de 200 mm, une garde au sol minimale entre les essieux de 300 mm, un angle d'attaque minimal de 35°, un angle de fuite minimal de 24°, un angle de crête minimal de 28°, une capacité de passage à gué d'au moins 500 mm, un poids brut total combiné d'au moins 3 000 kg, un poids maximal en ordre de marche de 2 100 kg, conçus pour un usage militaire ou des travaux agro-industriels, et classés sous les codes 8703.32.10 et 8703.33.10.¹⁰³⁶

7.641. Ainsi, la note additionnelle NC 87-5 dispose qu'entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2017, les taux d'imposition seront ramenés à 45% pour certains véhicules fabriqués dans le pays. À compter du 1^{er} janvier 2018, les taux d'imposition seront ramenés à 15% pour ces mêmes véhicules, à condition qu'ils soient fabriqués dans le pays.

7.642. Le Groupe spécial considère que le texte de la note additionnelle NC 87-5 établit clairement une distinction fondée sur l'origine étant donné qu'il exige explicitement que les véhicules en cause soient produits dans le pays pour bénéficier du taux réduit de l'IPI.

7.643. Par conséquent, le Groupe spécial constate que la similarité des véhicules nationaux et des véhicules importés répondant aux caractéristiques énoncées dans la note additionnelle NC 87-5 peut être présumée aux fins de l'analyse au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.4.1.2.2 Question de savoir si les véhicules automobiles importés sont "frappés d'une taxe supérieure à" celle qui frappe les véhicules automobiles nationaux similaires

7.644. Le texte de la note additionnelle NC 87-5 dispose que les taux d'imposition applicables à certains véhicules automobiles fabriqués dans le pays "seront ramenés" à 45% du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2017 et à 15% à partir du 1^{er} janvier 2018. Les véhicules automobiles importés qui ont ces caractéristiques ne bénéficieront pas de ce taux d'imposition réduit.

7.4.1.2.3 Conclusion

7.645. Le Groupe spécial constate donc que les véhicules automobiles importés en cause sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules automobiles similaires nationaux étant donné que la réduction fiscale affecte uniquement les véhicules automobiles fabriqués dans le pays. Par conséquent, il constate que les véhicules automobiles importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules automobiles nationaux similaires au sens de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

¹⁰³⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), annexe IX, note additionnelle (NC) 87-5 du TIPI. (pas d'italique dans l'original)

7.4.1.3 Crédits d'impôt présumés pour l'IPI

7.4.1.3.1 Question de savoir si les véhicules automobiles importés et les véhicules automobiles nationaux sont des "produits similaires"

7.646. Premièrement, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.117, dans le contexte de l'article III:2 du GATT de 1994 tel qu'il s'applique aux programmes concernant les TIC, selon laquelle les produits visés par des incitations fabriqués au Brésil sont des produits nationaux brésiliens au sens de l'article III:2. Il considère de même que les véhicules automobiles fabriqués au Brésil sont des produits nationaux brésiliens.

7.647. L'Union européenne et le Japon font valoir que les véhicules automobiles importés et les véhicules automobiles nationaux en cause sont similaires car le Programme INOVAR-AUTO prévoit un traitement différencié fondé exclusivement sur l'origine des produits.¹⁰³⁷ À cet égard, l'Union européenne fait valoir que les distinctions sont établies sur la base du lieu de production des produits (ou de certaines étapes de production), de l'origine des composants et des obligations prises par les sociétés d'investir dans la R&D, l'ingénierie, la technologie industrielle et le développement technologique au Brésil.¹⁰³⁸

7.648. L'Union européenne et le Japon font valoir que le Programme INOVAR-AUTO établit des distinctions fondées sur l'origine à trois stades différents: i) les conditions d'accréditation; ii) les règles relatives à l'accumulation et au calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI; et iii) les règles concernant l'utilisation de ces crédits d'impôt.¹⁰³⁹ En outre, l'Union européenne fait valoir que la discrimination fondée sur l'origine est renforcée par le fait que les crédits d'impôt présumés pour l'IPI ne peuvent pas être utilisés pour compenser les obligations fiscales liées à l'IPI au point d'importation et, par conséquent, que l'IPI perçue sur les véhicules automobiles importés au moment de leur importation est toujours au taux plein.¹⁰⁴⁰

7.649. En ce qui concerne l'accréditation, le Japon estime que les fabricants de véhicules automobiles importés ont plus de difficulté à obtenir une accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO que les fabricants nationaux. À cet égard, il fait valoir que les fabricants nationaux peuvent facilement satisfaire à la prescription imposant de produire des véhicules automobiles au Brésil parce qu'il s'agit de leur activité régulière et aussi parce qu'il est plus facile pour eux de se conformer aux prescriptions relatives aux dépenses intérieures.¹⁰⁴¹ Le Japon estime que, même si les fabricants étrangers peuvent potentiellement avoir accès aux avantages du Programme INOVAR-AUTO en choisissant l'accréditation de type importateur/distributeur, ils doivent faire face à une charge plus lourde que les fabricants nationaux pour obtenir l'accréditation, par exemple en s'établissant sur le marché brésilien et en supportant des coûts au Brésil qu'ils ne supporteraient pas normalement étant donné qu'ils ne mènent pas d'activités de fabrication au Brésil.¹⁰⁴²

7.650. S'agissant de l'accumulation et du calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, l'Union européenne et le Japon font valoir que les sociétés qui importent des véhicules automobiles et les fabricants de produits importés ne peuvent pas accumuler beaucoup de crédits d'impôt pour l'IPI par rapport aux fabricants nationaux parce que ces sociétés ne consacrent pas de dépenses aux intrants stratégiques et outils au Brésil (étant donné qu'elles n'exercent pas d'activités de fabrication au Brésil). Dans le cas des importateurs/distributeurs accrédités, cela limite leur capacité d'importer des véhicules automobiles à un taux de l'IPI moindre. Pour sa part, le Japon fait valoir qu'il est moins probable que les fabricants de véhicules automobiles importés accumulent des crédits d'impôt présumés pour l'IPI car ces fabricants n'exercent pas d'activités de

¹⁰³⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 326; et Japon, première communication écrite, paragraphe 198.

¹⁰³⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 333.

¹⁰³⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 115; deuxième communication écrite, paragraphes 329 à 334; et Japon, première communication écrite, paragraphes 196 et 198; deuxième communication écrite, paragraphes 71 et 72.

¹⁰⁴⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 338. L'Union européenne note qu'il y a deux exceptions à cette situation: i) les véhicules automobiles importés par les sociétés accréditées en tant qu'"investisseurs"; et ii) le contingent annuel de 4 800 véhicules automobiles importés par société accréditée établi à l'article 22 II) du Décret n° 7819/2012.

¹⁰⁴¹ Japon, première communication écrite, paragraphe 199.

¹⁰⁴² Japon, première communication écrite, paragraphe 202.

fabrication au Brésil et il est donc improbable qu'ils effectuent des dépenses au Brésil, en particulier en ce qui concerne des intrants stratégiques et outils, qui sont les éléments qui génèrent des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés.¹⁰⁴³

7.651. S'agissant de l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, l'Union européenne et le Japon font remarquer que l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI en ce qui concerne les véhicules automobiles importés est limitée pour deux raisons. Premièrement, les parties plaignantes indiquent que des crédits d'impôt quels qu'ils soient ne peuvent être appliqués aux véhicules automobiles importés que s'il reste un quelconque crédit d'impôt après compensation de l'IPI exigible sur les produits nationaux. Deuxièmement, elles ajoutent en outre qu'il y a une limite au nombre de véhicules automobiles importés qui peuvent bénéficier de la réduction fiscale: 4 800 véhicules automobiles importés par an.¹⁰⁴⁴

7.652. De l'avis des parties plaignantes, le fait que le traitement différencié est exclusivement fondé sur l'origine des produits supprime la nécessité d'examiner les quatre critères traditionnels de la similarité. En tout état de cause, l'Union européenne fait valoir que l'examen des quatre critères traditionnels de la similarité confirme que les produits en cause sont similaires parce qu'ils i) sont identifiés sur la base de la Nomenclature commune du Mercosur (NCM)¹⁰⁴⁵; ii) ont des caractéristiques physiques semblables; iii) ont les mêmes utilisations finales; et iv) attirent généralement les mêmes consommateurs.¹⁰⁴⁶

7.653. Le Brésil soutient que le niveau des crédits d'impôt présumés pour l'IPI n'est pas lié à l'origine des produits mais aux différents niveaux de contribution que les sociétés accréditées apportent à la réalisation des objectifs du Programme INOVAR-AUTO.¹⁰⁴⁷

7.654. Le Groupe spécial note qu'à première vue, les taux de l'IPI établis dans le TIPI sont en principe les mêmes pour les produits importés et les produits nationaux similaires.¹⁰⁴⁸ Les produits visés par le Programme INOVAR-AUTO sont identifiés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 sur la base de leur code tarifaire dans le TIPI; aucune distinction entre les produits nationaux et les produits importés n'est en principe établie.¹⁰⁴⁹ Toutefois, un premier coup d'œil à la structure et au fonctionnement du Programme INOVAR-AUTO montre que les sociétés qui satisfont à certaines prescriptions obtiennent une accréditation qui leur donne le droit d'accumuler et d'utiliser des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, réduisant ainsi leur charge fiscale liée à l'IPI à hauteur de 30 points de pourcentage. Cette réduction de leur charge fiscale liée à l'IPI entraînerait un traitement fiscal différencié pour les sociétés qui sont accréditées, par rapport à celles qui ne le sont pas.¹⁰⁵⁰

7.655. Le Groupe spécial procédera successivement à une évaluation approfondie de la conception, de la structure et du fonctionnement du Programme INOVAR-AUTO afin de déterminer, premièrement, si ce traitement fiscal différencié est fondé exclusivement sur l'origine des produits, comme le font valoir les parties plaignantes. Si tel est le cas, il présumera qu'il y a une similarité entre les produits importés et les produits nationaux aux fins de son analyse. Pour ce faire, il évaluera successivement les trois stades de la discrimination dont il est allégué qu'elle est fondée sur l'origine identifiés par les parties plaignantes: i) l'accréditation; ii) l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés; et iii) l'utilisation des crédits d'impôt présumés. Deuxièmement, il procédera à l'examen du point de savoir si le traitement fiscal différencié prévu dans le Programme INOVAR-AUTO a pour résultat que les véhicules automobiles importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules automobiles similaires nationaux.

¹⁰⁴³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 339; Japon, première communication écrite, paragraphe 209.

¹⁰⁴⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 340; Japon, première communication écrite, paragraphe 212.

¹⁰⁴⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 608.

¹⁰⁴⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 334.

¹⁰⁴⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 560 (DS472) et 496 (DS497); deuxième communication écrite, paragraphe 146.

¹⁰⁴⁸ L'exception étant la note additionnelle 87-5 figurant dans l'annexe IX du Décret n° 7819/2012, qui prévoit explicitement un taux réduit de l'IPI pour les "véhicules fabriqués dans le pays" qui répondent à certaines caractéristiques.

¹⁰⁴⁹ Décret n° 7567/2011 (pièce JE-127). Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphe 327.

¹⁰⁵⁰ Voir plus haut la section 2.2.5.4.

Accréditation

7.656. Comme il est expliqué plus haut, il existe trois types d'accréditation qui donnent le droit aux sociétés d'accumuler et d'utiliser des crédits d'impôt présumés pour l'IPI: i) l'accréditation pour les fabricants nationaux; ii) l'accréditation pour les "importateurs/distributeurs", et iii) l'accréditation pour les investisseurs. Toutes les sociétés accréditées doivent satisfaire à deux prescriptions générales et à une série de prescriptions spécifiques qui diffèrent selon le type d'accréditation.¹⁰⁵¹

7.657. Le Groupe spécial note en premier lieu qu'afin d'obtenir une quelconque accréditation qui leur donne le droit d'accumuler et d'utiliser des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, les sociétés doivent soit être situées et opérer au Brésil¹⁰⁵² (dans le cas des "fabricants nationaux" et des "importateurs/distributeurs"), soit être en cours d'établissement dans le pays en tant que fabricants nationaux (dans le cas des "investisseurs").¹⁰⁵³ Cela signifie que les sociétés étrangères situées exclusivement en dehors du Brésil qui fabriquent des produits importés au Brésil ne peuvent pas, en soi, obtenir une accréditation ni, par conséquent, accumuler et utiliser des crédits d'impôt présumés pour l'IPI. Si des sociétés étrangères souhaitent obtenir une accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, elles doivent s'établir au Brésil en tant qu'importateurs/distributeurs¹⁰⁵⁴, ou en tant qu'investisseurs qui deviendront plus tard des fabricants nationaux. Le Groupe spécial considère que le fait que les sociétés étrangères ne peuvent pas obtenir d'accréditation en tant que telles indique que l'origine de la société est effectivement pertinente pour obtenir un traitement fiscal différencié sous la forme de crédits d'impôt présumés pour l'IPI. À cet égard, il observe que l'accréditation est une condition préalable à l'accumulation et à l'utilisation des crédits d'impôt, et que les sociétés étrangères, qui fabriquent des produits importés, ne peuvent pas obtenir d'accréditation parce qu'elles ne sont pas situées au Brésil, et que leurs produits ne peuvent donc pas bénéficier des crédits d'impôt présumés pour l'IPI.

7.658. Le Groupe spécial note en outre que les sociétés qui demandent une accréditation "fabricant national" et celles qui demandent une accréditation "importateur/distributeur" doivent satisfaire à des prescriptions différentes. Les "fabricants nationaux" satisferont à trois des quatre prescriptions spécifiques, dont l'une doit être l'exercice d'un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil.¹⁰⁵⁵ Les "importateurs/distributeurs" satisferont aux trois prescriptions spécifiques suivantes: i) investissements dans la R&D au Brésil; ii) dépenses consacrées à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil; et iii) participation au programme d'étiquetage des véhicules de l'Institut national de métrologie, de normalisation et de qualité industrielle (INMETRO).¹⁰⁵⁶ Compte tenu de la différence entre les prescriptions relatives à l'accréditation auxquelles il faut satisfaire et du fait que la seule façon pour les sociétés étrangères qui fabriquent exclusivement leurs véhicules automobiles à l'étranger d'obtenir une accréditation est de devenir des "importateurs/distributeurs" au Brésil, le Groupe spécial considère que les sociétés étrangères demandant l'accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO doivent passer par un processus d'accréditation plus astreignant que les fabricants nationaux. Il y a deux raisons à cela.

7.659. Premièrement, l'une des prescriptions spécifiques imposées aux fabricants nationaux est d'effectuer un nombre minimal d'activités de fabrication au Brésil. Le Groupe spécial est d'avis que cette prescription est inhérente à tout fabricant national, de sorte que les fabricants nationaux ne

¹⁰⁵¹ Voir plus haut les sections 2.2.5.5.1 et 2.2.5.5.2.1.

¹⁰⁵² Brésil, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial.

¹⁰⁵³ Le Brésil a expliqué que le type d'accréditation qui concernait les "investisseurs" était "une accréditation temporaire qui devenait ultérieurement une accréditation en tant que fabricant au Brésil". Voir Brésil, réponse à la question n° 28 du Groupe spécial.

¹⁰⁵⁴ Cette catégorie d'accréditation n'implique pas de mener des activités de fabrication au Brésil.

¹⁰⁵⁵ Les deux autres prescriptions doivent figurer parmi les trois suivantes: i) investissements dans la R&D au Brésil; ii) dépenses consacrées à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil; et iii) participation au programme d'étiquetage des véhicules de l'Institut national de métrologie, de normalisation et de qualité industrielle (INMETRO). Voir plus haut le paragraphe 2.115.

¹⁰⁵⁶ Une quatrième prescription spécifique énoncée dans le Décret n° 7819/2012 porte sur la réalisation au Brésil de certaines étapes de fabrication. Le respect de cette prescription n'est pas envisagé pour les importateurs/distributeurs étant donné que leur type d'accréditation ne prévoit pas leur participation à des activités de fabrication au Brésil.

sont soumis *de facto* qu'à deux autres prescriptions spécifiques. L'une de ces prescriptions impose d'investir dans la R&D au Brésil, ce qui est également lié au développement de leurs activités de fabrication dans le pays. Par contre, les importateurs/distributeurs doivent satisfaire à trois prescriptions qui ne sont pas inhérentes à leur activité au Brésil: i) investir dans la R&D au Brésil; ii) consacrer des dépenses à certains éléments tels que l'ingénierie, la technologie industrielle de base et le renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil; et iii) participer à un programme d'étiquetage des véhicules. Par conséquent, le Groupe spécial considère que, dans la pratique, le Programme INOVAR-AUTO est conçu de telle manière qu'il exige des fabricants étrangers qu'ils satisfassent à trois prescriptions spécifiques, tandis que les fabricants nationaux sont uniquement tenus de satisfaire à deux prescriptions spécifiques (l'exercice d'un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil ne constituant pas en soi une prescription étant donné que les fabricants nationaux exercent nécessairement des activités de fabrication au Brésil).

7.660. Deuxièmement, le Groupe spécial est d'avis que, même s'il devait considérer que le nombre de prescriptions imposées aux fabricants nationaux et aux importateurs/distributeurs était le même, le respect de ces prescriptions est plus astreignant pour les fabricants étrangers que pour les fabricants nationaux. Un fabricant étranger qui ne prévoit pas de fabriquer des véhicules automobiles au Brésil ne peut se voir accorder de crédits d'impôt présumés que s'il obtient l'accréditation importateur/distributeur. Toutefois, cette accréditation exige également que les fabricants étrangers soient situés et opèrent au Brésil.¹⁰⁵⁷ Il n'est pas possible pour les fabricants étrangers en tant que tels (situés en dehors du Brésil) d'obtenir une quelconque accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, à moins qu'ils soient également établis au Brésil. Ainsi, contrairement aux fabricants nationaux, pour les fabricants étrangers le respect des critères d'accréditation implique nécessairement de s'établir au Brésil, avec la charge administrative et économique correspondante. Les fabricants nationaux ne sont pas exposés à cette charge parce qu'ils sont déjà établis au Brésil.

7.661. Par conséquent, la charge liée à l'obtention de l'accréditation est plus lourde pour les fabricants étrangers que pour les fabricants nationaux. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial est d'avis que le processus d'accréditation¹⁰⁵⁸ dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO traite de manière différente les véhicules automobiles importés, qui sont produits par des fabricants étrangers en dehors du Brésil, et les véhicules automobiles nationaux identiques produits par des fabricants nationaux accrédités, en se fondant exclusivement sur l'origine des fabricants et, par conséquent, sur l'origine des véhicules automobiles.

Accumulation et calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

7.662. Comme il est expliqué plus haut, les sociétés accréditées en tant que "fabricants nationaux" et "importateurs/distributeurs" peuvent accumuler des crédits d'impôt présumés pour l'IPI en effectuant des dépenses consacrées aux éléments ci-après au Brésil: i) intrants stratégiques; ii) outils; iii) recherche; iv) développement technologique; v) innovation technologique; vi) contributions au FNDCT; vii) renforcement des capacités des fournisseurs; et viii) ingénierie et technologie industrielle de base.¹⁰⁵⁹

7.663. Le Groupe spécial rappelle que le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI diffère selon que la société accréditée effectue des dépenses au Brésil pour les intrants stratégiques et outils, d'une part, ou pour six autres catégories de dépenses mentionnées au paragraphe ci-dessus.

7.664. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour les *intrants stratégiques et outils*, le Groupe spécial a expliqué plus haut que la méthode de calcul des crédits d'impôt présumés avait changé en octobre 2014. Avant le 1^{er} octobre 2014, le crédit d'impôt présumé pour l'IPI résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil était le résultat obtenu en multipliant le montant de la dépense par un coefficient variant en fonction du type de

¹⁰⁵⁷ Brésil, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial.

¹⁰⁵⁸ En particulier, les prescriptions spécifiques relatives à l'accréditation au titre du Programme INOVAR-AUTO. Aucune allégation n'a été formulée par les parties plaignantes en ce qui concerne les prescriptions générales relatives à l'accréditation prévues à l'article 4 du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132).

¹⁰⁵⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.122.

véhicule et de l'année civile.¹⁰⁶⁰ Conformément à l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 depuis octobre 2014, le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses effectuées au Brésil pour les intrants stratégiques et outils doit tenir compte d'un élément additionnel: ce qu'il est convenu d'appeler la "partie déductible". Cette partie déductible est déduite de la valeur totale des dépenses pour les intrants stratégiques et outils effectuées au Brésil, qui constitue la base du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI.

7.665. Dans le cas des outils stratégiques et intrants provenant de fournisseurs qui approvisionnent les fournisseurs directs de sociétés accréditées (c'est-à-dire les fournitures de catégorie 2), la partie déductible est calculée sur la base des codes de situation fiscale (CST) indiqués sur les factures fiscales délivrées aux fournisseurs des sociétés accréditées¹⁰⁶¹:

- a. Si les intrants stratégiques et outils sont i) importés directement de l'étranger; ii) des importations achetées sur le marché brésilien; ou iii) des produits brésiliens dont la teneur en éléments importés est supérieure à 70% (c'est-à-dire les CST 1, 2, 6, 7 ou 8), alors la valeur sera déduite à 100% des dépenses retenues pour le calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI.¹⁰⁶²
- b. Si les intrants stratégiques et outils sont des produits brésiliens i) dont la teneur en éléments importés est supérieure à 40% mais inférieure ou égale à 70%; ou ii) fabriqués conformément à certains PPB (c'est-à-dire les CST 3 ou 4), alors la valeur sera déduite à 50% des dépenses retenues pour le calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI.¹⁰⁶³
- c. Si les intrants stratégiques et outils sont i) des produits nationaux autres que ceux qui sont classés dans les CST 3, 4, 5 et 8; ou ii) des produits nationaux dont la teneur en éléments importés est inférieure ou égale à 40% (c'est-à-dire les CST 0 ou 5), alors la partie déductible est nulle et 100% des dépenses effectuées seront comptabilisées aux fins du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI.¹⁰⁶⁴

7.666. Dans le cas des intrants stratégiques et outils fournis directement aux sociétés accréditées (c'est-à-dire les fournitures de catégorie 1), la partie déductible est la valeur effective des importations directes (valeur coût, assurance, fret (c.a.f.)), plus la taxe à l'importation et plus la partie déductible de la catégorie 2 (c'est-à-dire les éléments importés).¹⁰⁶⁵

7.667. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour *la recherche; le développement technologique; et l'innovation technologique; et pour des versements en faveur du FNDCT*¹⁰⁶⁶, le Groupe spécial rappelle que le crédit présumé correspondra à 50% des dépenses et sera limité à

¹⁰⁶⁰ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, paragraphe 3. Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, paragraphe 5.

¹⁰⁶¹ Voir E. da Matta, "*Valoração da parcela dedutível*", Sindipeças, septembre 2014 (pièce JE-105); et l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), annexe III, paragraphe 5 b). Dans le cas où aucun CST n'est indiqué sur la facture fiscale délivrée au fournisseur, elle sera classée comme CST 2. Voir l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), annexe III, paragraphe 2 a).

¹⁰⁶² CST 1 (Étrangère – Importation directe, à l'exception de ce qui est indiqué dans le CST 6), CST 2 (Étrangère – Acheté sur le marché intérieur, à l'exception de ce qui est indiqué dans le code 7), CST 6 (Étrangère – Importation directe, sans équivalent national figurant sur une liste d'une Résolution CAMEX et gaz naturel), CST 7 (Étrangère – Acheté sur le marché intérieur, sans équivalent national figurant sur une liste d'une Résolution CAMEX et gaz naturel) et CST 8 (Nationale, marchandise ou produit dont la teneur en éléments importés est supérieure à 70%). Voir l'annexe de la Convention du SINIEF, non numérotée, du 15 décembre 1970 (pièce JE-159).

¹⁰⁶³ CST 3 (Nationale, marchandise ou produit dont la teneur en éléments importés est supérieure à 40% mais inférieure ou égale à 70%) et CST 4 (Nationale, produit conformément aux processus de production de base visés dans le Décret-Loi n° 288/67 et dans les Lois n° 8248/91, 8387/91, 10176/01 et 11484/07). Voir l'annexe de la Convention du SINIEF, non numérotée, du 15 décembre 1970 (pièce JE-159).

¹⁰⁶⁴ CST 0 (Nationale, à l'exception de ce qui est indiqué dans les codes 3, 4, 5 et 8) ou CST 5 (Nationale, marchandise ou produit dont la teneur en éléments importés est inférieure ou égale à 40% (quarante %)). Voir l'annexe de la Convention du SINIEF, non numérotée, du 15 décembre 1970 (pièce JE-159).

¹⁰⁶⁵ Voir E. da Matta, "*Valoração da parcela dedutível*", Sindipeças, septembre 2014 (pièce JE-105); et l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), annexe III paragraphe 5 a).

¹⁰⁶⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 III) à VI).

2% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit.¹⁰⁶⁷

7.668. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour *des versements en faveur du FNDCT; le renforcement des capacités des fournisseurs; ainsi que l'ingénierie et la technologie industrielle de base*¹⁰⁶⁸, le crédit présumé correspondra à 50% des dépenses supérieures à 0,75%, et dans la limite de 2,75%, du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit.¹⁰⁶⁹

7.669. Le Groupe spécial observe qu'on obtient des crédits d'impôt plus élevés (et donc, des charges fiscales moindres) en consacrant des dépenses aux intrants stratégiques et outils parce que le point de départ (c'est-à-dire la base initiale) du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI est de 100% des dépenses, alors que lorsque les dépenses sont consacrées aux autres éléments, la base du calcul est de 50% des dépenses.¹⁰⁷⁰ En outre, le seul plafond applicable à l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI dans le cas des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils est une réduction de 30 points de pourcentage du taux de l'IPI, alors que des plafonds plus restrictifs s'appliquent dans le cas des dépenses consacrées à d'autres éléments.¹⁰⁷¹ Le Groupe spécial est d'avis que le Programme INOVAR-AUTO est conçu pour favoriser l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI par les fabricants nationaux par rapport aux deux autres types de sociétés accréditées, car les activités de fabrication des fabricants nationaux au Brésil exigent qu'ils effectuent des dépenses au Brésil pour les intrants stratégiques et outils, générant ainsi des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés. Les fabricants étrangers qui obtiennent une accréditation en tant qu'"importateurs/distributeurs" n'exercent pas d'activités de fabrication au Brésil¹⁰⁷², de sorte que le Groupe spécial ne voit aucune raison pour laquelle ils devraient acheter au Brésil des intrants stratégiques et outils qui sont utilisés dans les processus de fabrication. L'avis du Groupe spécial est étayé par la définition des "intrants stratégiques" et des "outils" donnée dans le Programme INOVAR-AUTO, qui indique clairement qu'ils doivent être utilisés dans la fabrication d'un véhicule:

[L]es matériaux stratégiques s'entendent des matières premières, parties et composants quels qu'ils soient *utilisés dans la fabrication* des véhicules visés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 et incorporés physiquement dans ces véhicules. ... [L]es outils s'entendent des outils spécifiques pour chaque type de pièce, liés à une machine et utilisés pour l'estampage ou l'injection des pièces automobiles *destinées au processus de fabrication* mentionné à l'article premier.¹⁰⁷³

7.670. Il en va de même pour la troisième catégorie d'accréditation, celle des "investisseurs" car ces derniers sont en cours d'établissement dans le pays. Au moment où ils commenceront à effectuer des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils du fait du démarrage de leurs activités de fabrication, ils seront accrédités en tant que fabricants nationaux.¹⁰⁷⁴

¹⁰⁶⁷ Les taxes et contributions sur les ventes sont exclues. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, paragraphe 9, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

¹⁰⁶⁸ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12 VI) à VIII).

¹⁰⁶⁹ Les taxes et contributions sur les ventes sont exclues. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, paragraphe 10, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

¹⁰⁷⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.127.

¹⁰⁷¹ En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour *la recherche; le développement technologique; et l'innovation technologique; et pour des versements en faveur du FNDCT*, le crédit d'impôt présumé pour l'IPI est plafonné à 2% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour *des versements en faveur du FNDCT; le renforcement des capacités des fournisseurs; ainsi que l'ingénierie et la technologie industrielle de base*, le crédit présumé est plafonné à 2,75% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, § 9 et § 10, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

¹⁰⁷² La sous-section II du Décret n° 7819/2012, qui fait référence au type d'accréditation qu'il est convenu d'appeler "importateur/distributeur" s'intitule "Sociétés qui ne produisent pas mais commercialisent uniquement des véhicules dans le pays".

¹⁰⁷³ Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014 (pièce JE-158), articles 1^{er} et 2. (pas d'italique dans l'original)

¹⁰⁷⁴ Le Brésil a expliqué que l'accréditation en tant qu'"investisseur" "[était] une accréditation temporaire qui dev[enait] finalement une accréditation en tant que fabricant au Brésil". Voir Brésil, réponse à la question n° 28 du Groupe spécial.

7.671. Par ailleurs, le Groupe spécial considère que, si les fabricants étrangers accrédités en tant qu'"importateurs/distributeurs" devaient effectuer de quelconques dépenses ou investissements au Brésil, ils les consacraient aux autres catégories de dépenses qui ne sont pas aussi orientées vers la fabrication, telles que: i) la recherche; ii) le développement technologique; iii) l'innovation technologique; iv) les contributions au FNDCT; v) le renforcement des capacités des fournisseurs; et vi) l'ingénierie et la technologie industrielle de base. Comme il est indiqué plus haut, les dépenses consacrées à ces éléments génèrent des crédits d'impôt moindres que les dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils.¹⁰⁷⁵

7.672. Par conséquent, le Groupe spécial constate que le système d'accumulation et de calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO traite de manière différente les véhicules automobiles importés, qui sont produits par des fabricants étrangers en dehors du Brésil, et les véhicules automobiles nationaux identiques produits par des fabricants nationaux accrédités, en se fondant exclusivement sur l'origine des fabricants et, par conséquent, sur l'origine des véhicules automobiles.

Utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

7.673. Ainsi qu'il a été noté plus haut, l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant de dépenses effectuées au Brésil pour des intrants stratégiques et outils est soumise à deux limites. Premièrement, ces crédits d'impôt doivent être utilisés par les sociétés accréditées d'abord pour compenser l'IPI découlant des ventes de véhicules automobiles nationaux et seulement s'il reste un quelconque crédit présumé, pour compenser l'IPI découlant des ventes de véhicules automobiles importés.¹⁰⁷⁶ Deuxièmement, le nombre de véhicules automobiles importés qui peuvent bénéficier de la réduction au moyen des crédits présumés pour l'IPI découlant de leurs ventes est limité à 4 800 par année civile.

7.674. Le Groupe spécial observe donc qu'il existe effectivement un traitement différencié entre les produits importés et les produits nationaux en ce qui concerne l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses effectuées au Brésil en intrants stratégiques et outils. Dans l'utilisation de ces crédits, la priorité est donnée à la compensation de l'IPI exigible sur les véhicules automobiles *nationaux*. L'IPI exigible sur les véhicules automobiles importés ne sera compensée que s'il y a un solde de crédit après utilisation de ce crédit pour les produits nationaux. En outre, une limite numérique est imposée quant au nombre de véhicules automobiles importés dont l'IPI peut être compensée, alors qu'aucune limite ne s'applique en ce qui concerne les véhicules automobiles nationaux. Pour ces raisons, le Groupe spécial constate que les règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses effectuées au Brésil en intrants stratégiques et outils traitent de manière différente les véhicules automobiles importés et les véhicules automobiles nationaux identiques, au Brésil, en se fondant exclusivement sur l'origine des produits.

¹⁰⁷⁵ Le Groupe spécial note de plus que la nouvelle méthode de calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI découlant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et aux outils depuis octobre 2014 favorise les éléments nationaux de préférence aux éléments importés. Comme il est indiqué plus haut, les dépenses consacrées aux intrants stratégiques et aux outils importés, et aux intrants stratégiques et aux outils brésiliens dont la teneur en éléments importés est supérieure à 70% ne génèrent aucun crédit d'impôt. De plus, seulement la moitié des dépenses consacrées au Brésil, aux intrants stratégiques et aux outils nationaux dont la teneur en éléments importés est supérieure à 40% mais inférieure ou égale à 70% est prise en compte aux fins du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI. Le Groupe spécial observe que la seule façon pour les sociétés accréditées d'obtenir les crédits d'impôt plus élevés lorsqu'elles effectuent au Brésil des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et aux outils est d'acheter des produits nationaux (autres que ceux qui sont classés dans les CST 3, 4, 5 et 8) ou des produits nationaux dont la teneur en éléments importés est inférieure ou égale à 40%. Il examinera plus avant cette question dans la section portant sur l'article III:4 du GATT de 1994.

¹⁰⁷⁶ Cela ne s'applique pas aux véhicules automobiles importés indiqués dans l'annexe VI ni au crédit d'impôt présumé pour l'IPI résultant de l'acquisition d'intrants stratégiques et outils utilisés pour fabriquer ces véhicules. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 14, § 5 et § 6, modifié par le Décret n° 8015/2013 (pièce JE-133), article premier.

7.675. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. les parties plaignantes ont réussi à établir *prima facie* que les traitements différenciés qui sont établis dans le processus d'accréditation¹⁰⁷⁷, le système d'accumulation et de calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, et les règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses effectuées au Brésil en intrants stratégiques et outils au titre du Programme INOVAR-AUTO étaient fondés exclusivement sur l'origine des véhicules; et
- b. le Brésil n'a pas réussi à réfuter les éléments *prima facie* établis par les parties plaignantes.

7.676. Par conséquent, le Groupe spécial constate que les véhicules automobiles nationaux et les véhicules automobiles importés sont présumés similaires aux fins de l'analyse au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.4.1.3.2 Question de savoir si les véhicules automobiles importés sont "frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe" les véhicules automobiles nationaux similaires

7.677. Le Groupe spécial a noté plus haut que le TIPI prévoyait des taux de l'IPI identiques pour les véhicules automobiles entrant dans le champ du Programme INOVAR-AUTO, quelle que soit leur origine. Il a aussi conclu plus haut que le traitement fiscal différencié accordé aux véhicules nationaux et aux véhicules importés découlait des règles concernant l'accréditation, l'accumulation et l'utilisation ultérieure des crédits d'impôt présumés pour l'IPI au titre du Programme INOVAR-AUTO, lequel réduisait la charge fiscale liée à l'IPI à hauteur de 30 points de pourcentage. Il a constaté que ce traitement différencié était fondé exclusivement sur l'origine des véhicules. Comme il l'a fait en ce qui concerne les programmes concernant les TIC, le Groupe spécial examinera ensuite si le traitement fiscal différencié prévu dans le Programme INOVAR-AUTO a pour résultat que les véhicules importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules similaires nationaux. Il structurera son raisonnement en suivant l'analyse en trois étapes utilisée pour examiner si les véhicules en cause étaient similaires: i) accréditation, ii) accumulation et calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, et iii) utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI.

Accréditation

7.678. Dans la section précédente, le Groupe spécial a constaté que les véhicules importés étaient fabriqués par des sociétés étrangères qui ne pouvaient pas obtenir d'accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO à moins de s'établir et d'opérer au Brésil. Il a également constaté que la charge pesant sur les sociétés étrangères demandant l'accréditation était plus lourde que celle qui pesait sur les fabricants nationaux.

7.679. De l'avis du Groupe spécial, il est donc clair que les sociétés étrangères en soi ne peuvent pas obtenir d'accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO parce qu'elles ne sont pas situées ou n'opèrent pas au Brésil. Les sociétés étrangères demandant l'accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO devraient choisir de devenir des "importateurs/distributeurs" en s'établissant au Brésil afin d'exercer certaines activités de commercialisation et de vente sur le marché brésilien. Les deux autres types d'accréditation ne semblent pas viables étant donné que les fabricants étrangers changeraient effectivement leur statut de "fabricants étrangers" pour devenir des "fabricants nationaux" ou des "investisseurs" (c'est-à-dire de futurs fabricants nationaux), situés au Brésil et exerçant des activités de fabrication (ou planifiant d'exercer des activités de fabrication) au Brésil.

7.680. Cela a pour résultat de faire peser une charge fiscale plus lourde sur les véhicules importés fabriqués par des fabricants étrangers, pour deux raisons. Premièrement, la charge fiscale liée à l'IPI sur les véhicules importés fabriqués par des sociétés étrangères situées en dehors du Brésil ne peut pas être réduite au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI car les sociétés étrangères, qui ne sont pas situées au Brésil, ne peuvent jamais obtenir l'accréditation qui leur

¹⁰⁷⁷ En particulier, les prescriptions spécifiques relatives à l'accréditation au titre du Programme INOVAR-AUTO. Aucune allégation n'a été formulée par les parties plaignantes en ce qui concerne les prescriptions générales relatives à l'accréditation prévues à l'article 4 du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132).

donne le droit d'accumuler et d'utiliser ces crédits. Deuxièmement, les sociétés étrangères qui choisissent de s'établir au Brésil afin d'être accréditées en tant qu'importateurs/distributeurs sont confrontées à des prescriptions plus astreignantes, pour avoir le droit d'accumuler et d'utiliser des crédits, que les fabricants nationaux. À cet égard, les fabricants étrangers doivent supporter une charge économique et administrative que les fabricants nationaux n'ont pas à supporter du fait qu'il leur faut s'établir au Brésil. Il est donc plus astreignant d'obtenir des crédits d'impôt présumés pour des véhicules produits à l'étranger que pour des véhicules similaires produits dans le pays.

7.681. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le processus d'accréditation¹⁰⁷⁸ au titre du Programme INOVAR-AUTO est conçu et fonctionne d'une telle manière qu'il est plus difficile pour les fabricants étrangers de réduire la charge fiscale liée à l'IPI sur les véhicules importés que pour les fabricants nationaux accrédités et les véhicules nationaux, ce qui est contraire à l'article III:2 du GATT de 1994.

Accumulation et calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

7.682. Le Groupe spécial a noté plus haut que la méthode de calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses effectuées au Brésil pour les intrants stratégiques et outils favorisait les véhicules nationaux de préférence aux véhicules importés car on obtenait des crédits d'impôt plus élevés (et donc, des charges fiscales moindres) en consacrant des dépenses aux intrants stratégiques et outils. Ce genre de dépenses est essentiellement effectué par l'un des trois types de sociétés accréditées, c'est-à-dire les fabricants nationaux, qui sont les seules sociétés accréditées à exercer des activités de fabrication au Brésil et, par conséquent, à avoir besoin d'intrants stratégiques et d'outils.

7.683. Le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle on obtient des crédits d'impôt plus élevés en consacrant des dépenses aux intrants stratégiques et outils parce que le point de départ (c'est-à-dire la base initiale) du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI est de 100% des dépenses, alors que lorsque les dépenses sont consacrées aux autres éléments, la base du calcul est de 50% des dépenses.¹⁰⁷⁹ Il rappelle en outre que le seul plafond applicable à l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI dans le cas des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils est une réduction de 30 points de pourcentage du taux de l'IPI, alors que des plafonds plus restrictifs s'appliquent dans le cas des dépenses consacrées à d'autres éléments.¹⁰⁸⁰ Comme il l'a expliqué plus haut, il considère que cette conception et cette structure du Programme INOVAR-AUTO favorisent l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI par les fabricants nationaux par rapport aux deux autres types de sociétés accréditées, car leurs activités de fabrication au Brésil exigent qu'ils effectuent des dépenses au Brésil pour les intrants stratégiques et outils, générant ainsi des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés. Les fabricants étrangers qui obtiennent une accréditation en tant qu'"importateurs/distributeurs" n'exercent pas d'activités de fabrication au Brésil¹⁰⁸¹, de sorte que le Groupe spécial ne voit aucune raison pour laquelle ils devraient acheter des intrants stratégiques et outils qui sont utilisés dans les processus de fabrication. Il en va de même pour les "investisseurs", qui n'exercent pas d'activités de fabrication au Brésil.¹⁰⁸²

7.684. Le fait que les fabricants nationaux bénéficient de la possibilité d'accumuler des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés en achetant des intrants stratégiques et outils nécessaires

¹⁰⁷⁸ En particulier, les prescriptions spécifiques relatives à l'accréditation au titre du Programme INOVAR-AUTO. Aucune allégation n'a été formulée par les parties plaignantes en ce qui concerne les prescriptions générales relatives à l'accréditation prévues à l'article 4 du Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132).

¹⁰⁷⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.669.

¹⁰⁸⁰ En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour *la recherche; le développement technologique; et l'innovation technologique; et pour des versements en faveur du FNDCT*, le crédit d'impôt présumé pour l'IPI est plafonné à 2% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil pour *des versements en faveur du FNDCT; le renforcement des capacités des fournisseurs; ainsi que l'ingénierie et la technologie industrielle de base*, le crédit présumé est plafonné à 2,75% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit. Voir le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, § 9 et § 10, modifié par le Décret n° 8294/2014 (pièce JE-134), article premier.

¹⁰⁸¹ La sous-section II du Décret n° 7819/2012, qui fait référence au type d'accréditation qu'il est convenu d'appeler "importateur/distributeur" s'intitule "Sociétés qui ne produisent pas mais commercialisent uniquement des véhicules dans le pays".

¹⁰⁸² Brésil, réponse à la question n° 28 du Groupe spécial.

à l'exercice de leurs activités de fabrication amène le Groupe spécial à conclure que la conception et le fonctionnement du système de règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI au titre du Programme INOVAR-AUTO entraînent nécessairement des charges fiscales liées à l'IPI moindres pour les véhicules produits par les fabricants nationaux accrédités que pour les véhicules importés produits par les fabricants étrangers, parce que les fabricants nationaux peuvent accumuler des crédits d'impôt plus élevés.

7.685. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les véhicules automobiles nationaux visés par des incitations qui sont fabriqués par les fabricants nationaux accrédités bénéficient d'une charge fiscale moindre que les véhicules automobiles importés similaires fabriqués par les fabricants étrangers en raison de la conception et du fonctionnement du système de règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, ce qui est contraire à l'article III:2 du GATT de 1994.

Utilisation

7.686. Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.673 selon laquelle les crédits d'impôt présumés pour l'IPI devaient être utilisés par les sociétés accréditées d'abord pour compenser l'IPI découlant des ventes de véhicules automobiles nationaux, et seulement s'il restait un quelconque crédit présumé, pour compenser l'IPI découlant des ventes de véhicules automobiles importés. Il rappelle également que le nombre de véhicules automobiles importés qui peuvent bénéficier des crédits présumés est limité à 4 800 par année civile.

7.687. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les véhicules automobiles nationaux se voient donner la priorité par rapport aux véhicules automobiles similaires importés en ce qui concerne l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI. Cette priorité donnée aux véhicules nationaux par rapport aux véhicules importés pour l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil a pour résultat que les véhicules automobiles importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules automobiles nationaux similaires, ce qui est contraire à l'article III:2 du GATT de 1994.

7.4.1.3.3 Conclusion

7.688. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que, dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, certains aspects du processus d'accréditation, du système de règles concernant l'accumulation et le calcul, et de l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil ont pour résultat d'imposer une charge fiscale plus lourde sur les véhicules automobiles importés que sur les véhicules automobiles nationaux similaires. Par conséquent, il conclut que ces aspects du Programme INOVAR-AUTO ont pour résultat que les produits importés sont frappés de taxes intérieures supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.4.1.4 Deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994

7.689. Le Japon, seul plaignant qui a formulé des allégations au titre de cette disposition particulière, fait valoir qu'il ressort d'un examen objectif de la mesure, compte tenu des distinctions fondées sur l'origine établies aux stades de l'accréditation, du calcul et de l'utilisation des crédits présumés, et de la taxation indirecte différenciée, qu'elle ne peut avoir d'autre raison d'être que d'accorder une protection à la branche de production nationale.¹⁰⁸³

7.690. Le Brésil affirme qu'"étant donné que le Programme INOVAR-AUTO est conforme aux prescriptions de la première phrase de l'article III:2, il est aussi conforme à la deuxième phrase, car les produits en cause sont frappés d'une taxe semblable."¹⁰⁸⁴

¹⁰⁸³ Japon, première communication écrite, paragraphe 229.

¹⁰⁸⁴ Brésil, première communication écrite, paragraphe 504 (DS497).

7.691. Le Groupe spécial a examiné plus haut la question de savoir si les mesures fiscales contestées par les parties plaignantes étaient incompatibles avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Bien que le Japon présente une allégation additionnelle et non une allégation subsidiaire au titre de la deuxième phrase de l'article III:2, il n'a pas indiqué pourquoi ces constatations au sujet de la deuxième phrase seraient nécessaires ou utiles pour arriver à une solution positive du différend si le Groupe spécial devait constater que les mesures sont incompatibles avec la première phrase de l'article III:2. De fait, de sa propre initiative, le Groupe spécial considère qu'en égard aux constatations concernant la première phrase de l'article III:2, des constatations additionnelles au sujet de la même mesure au titre de la deuxième phrase de l'article III:2 ne sont pas nécessaires ni utiles pour arriver à une solution positive du différend. En particulier, il note que ses constatations au sujet de la première phrase sont formulées sur la base d'une similarité hypothétique, ce qui signifie que l'analyse concernant la deuxième phrase de l'article III:2 serait semblable à celle qui a été faite au titre de la première phrase. Par conséquent, conformément au principe d'économie jurisprudentielle, il s'abstient de formuler toutes constatations en ce qui concerne cette allégation particulière.

7.4.2 Allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994

7.4.2.1 Introduction

7.692. L'Union européenne et le Japon ont formulé des allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les aspects suivants du Programme INOVAR-AUTO, qui, selon eux, soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires:

- a. en ce qui concerne les véhicules automobiles finis, les conditions relatives à l'accréditation pour que les crédits d'impôt présumés s'appliquent aux véhicules automobiles, conjointement avec les règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, et les règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI¹⁰⁸⁵;
- b. en ce qui concerne les composants et équipements automobiles:
 - i. l'aspect des prescriptions relatives à l'accréditation qui impose l'utilisation d'intrants locaux dans la production de véhicules automobiles, au moyen de l'imposition d'étapes de fabrication devant être effectuées au Brésil; et
 - ii. l'aspect des règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI qui exige que des dépenses soient consacrées aux intrants stratégiques et outils dont la teneur en éléments brésiliens est élevée.¹⁰⁸⁶

7.693. L'Union européenne¹⁰⁸⁷ a aussi formulé une allégation spécifique d'incompatibilité avec l'article III:4, en ce qui concerne cet aspect des règles concernant l'accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO qui incite à acheter du matériel de laboratoire brésilien.¹⁰⁸⁸

¹⁰⁸⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 368 à 396; Japon, première communication écrite, paragraphes 233 à 237.

¹⁰⁸⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 397 à 406; Japon, première communication écrite, paragraphes 238 à 244.

¹⁰⁸⁷ Le Japon mentionne cet aspect du Programme INOVAR-AUTO dans la section factuelle de sa communication et dans l'exposé de ses allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, mais ne formule pas explicitement d'allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Voir Japon, première communication écrite, paragraphe 259. Le Groupe spécial note que, dans le contexte de ses allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, le Japon ne fait référence à cet aspect particulier du Programme INOVAR-AUTO que pour étayer son affirmation selon laquelle ce programme est une "mesure concernant les investissements et liée au commerce" au sens de l'Accord sur les MIC. Ni dans le contexte de ses allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 ni dans celui de ses allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, le Japon n'affirme que cet aspect particulier des programmes est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. En outre, il ne fait pas référence aux équipements de laboratoire dans sa réponse à la question n° 72 du Groupe spécial sur les aspects particuliers des mesures contestées au titre de l'article III:4.

¹⁰⁸⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 354.

7.694. Comme indiqué plus haut aux paragraphes 7.61 et 7.71, le Brésil fait valoir que ces aspects des programmes contestés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article III:4 car i) ce sont des prescriptions avant commercialisation qui ne sont pas visées par l'article III, et ii) les programmes constituent des subventions attribuées aux seuls producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994.¹⁰⁸⁹ Dans le cas où le Groupe spécial constaterait que l'article III:4 du GATT de 1994 s'applique au Programme INOVAR-AUTO, le Brésil soutient que le programme contesté ne soumet pas les produits importés à un traitement moins favorable, par rapport aux produits nationaux, car les différences de réglementations ne sont pas fondées sur l'origine des produits.¹⁰⁹⁰

7.695. Le Groupe spécial a examiné plus haut les arguments liminaires du Brésil dans les sections 7.2.1 et 7.2.2. En ce qui concerne le premier argument du Brésil, il a déjà constaté plus haut au paragraphe 7.70 que le fait que les mesures avaient le statut de prescription "avant commercialisation" n'avait pas d'incidence sur le point de savoir si la mesure entraînait dans le champ d'application de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.696. En ce qui concerne le deuxième argument du Brésil, selon lequel les programmes constituent des subventions aux producteurs nationaux au sens de l'article III:8 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle les constatations qu'il a formulées plus haut au paragraphe 7.87, selon lesquelles, en principe, l'article III:8 b) n'exemptait pas des disciplines de l'article III les éléments de telles subventions à la production qui établissaient une discrimination entre produits sous la forme d'un traitement moins favorable des produits similaires importés.

7.697. Par conséquent, le Groupe spécial analysera les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.698. Le Groupe spécial rappelle que, pour qu'il y ait incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994, trois éléments doivent être réunis:

- a. la mesure en cause doit être "une loi, un règlement ou une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur";
- b. les produits importés et les produits nationaux en cause doivent être des "produits similaires"; et
- c. les produits importés doivent être soumis à un traitement "moins favorable" que celui accordé aux produits nationaux similaires.¹⁰⁹¹

7.699. Le Groupe spécial examine ces trois éléments ci-dessous.

7.4.2.2 Question de savoir si les mesures en cause sont des lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits nationaux et de produits importés sur le marché intérieur

7.700. Le Groupe spécial rappelle le critère juridique servant à déterminer si des mesures sont des "lois, ... règlements ou ... prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ... produits [importés et de produits nationaux] sur le marché intérieur", au sens de l'article III:4, qui a été exposé plus haut aux paragraphes 7.190 à 7.196.

7.701. Les parties plaignantes font valoir que les aspects des programmes contestés au titre de l'article III:4 sont des "prescriptions" qui affectent l'utilisation, l'achat et la vente de produits nationaux et de produits importés sur le marché intérieur, car le respect de ces prescriptions donne lieu à la réduction d'une taxe indirecte appliquée aux véhicules automobiles.¹⁰⁹² Elles font

¹⁰⁸⁹ Voir la note de bas de page 1030.

¹⁰⁹⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 584 à 589 (y compris les paragraphes mal numérotés) (DS472) et 508 à 523 (DS497).

¹⁰⁹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 133.

¹⁰⁹² Union européenne, première communication écrite, paragraphes 374 à 388; Japon, première communication écrite, paragraphe 235.

aussi valoir que certaines de ces prescriptions fonctionnent comme des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, soit en stimulant soit en imposant l'utilisation de composants, d'intrants stratégiques et outils, et de matériel de laboratoire produits dans le pays et utilisés dans la production de ces véhicules automobiles, de préférence à des composants, des intrants stratégiques et outils, et du matériel de laboratoire importés et utilisés dans la production de ces véhicules automobiles, et sont donc des prescriptions affectant l'utilisation, l'achat et la vente de ces composants, intrants stratégiques et outils, et matériel de laboratoire nationaux et importés.¹⁰⁹³

7.702. Il n'est pas contesté que le Programme INOVAR-AUTO est adopté et mis en œuvre au moyen de lois et de règlements, y compris des lois, des décrets et un certain nombre d'actes juridiques contraignants, et qu'il contient une série de conditions à remplir pour que les sociétés obtiennent une accréditation et soient ainsi admissibles au bénéfice des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, un ensemble de règles concernant l'accumulation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI et un ensemble de règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI.¹⁰⁹⁴

7.703. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.195, le Groupe spécial est d'accord avec le Groupe spécial *Inde – Automobiles* sur le fait que le terme "prescription" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994 inclut les prescriptions qu'une entreprise accepte volontairement afin d'obtenir un avantage des pouvoirs publics.¹⁰⁹⁵ Dans le présent différend, le Programme INOVAR-AUTO inclut des conditions ou des prescriptions auxquelles les sociétés acceptent volontairement de souscrire afin d'être accréditées et ainsi d'obtenir les crédits d'impôt présumés pour l'IPI. Le Groupe spécial est par conséquent d'accord avec les parties plaignantes sur le fait que les prescriptions relatives à l'accréditation constituent des prescriptions au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.704. En outre, s'agissant des règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, le Groupe spécial croit comprendre que ces règles sont imposées au moyen de lois et de décrets spécifiques, comme il est décrit plus haut dans la section 2.2.5. Il considère donc que ces règles ont le sens des termes "lois" et "règlements" dans le cadre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.705. En ce qui concerne la question de savoir si ces lois, règlements et prescriptions "affectent la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits sur le marché intérieur", le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a expliqué que le mot "affectant" avait un vaste champ d'application.¹⁰⁹⁶

7.706. Le Groupe spécial note que l'objet de la mise en conformité avec les prescriptions relatives à l'accréditation est d'obtenir des crédits d'impôt présumés pour l'IPI sur la vente de produits; il est donc clair que les prescriptions en cause affectent la vente et la mise en vente de produits. En outre, une réduction fiscale concernant la vente de produits, y compris au moyen de crédits d'impôt présumés, peut créer une incitation à acheter les produits faisant l'objet de la réduction fiscale, de préférence à des produits qui n'en font pas l'objet. Cela confirme donc que les prescriptions en cause affectent la vente, la mise en vente et l'achat de produits.

7.707. En outre, s'agissant des règles concernant l'accumulation et l'utilisation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI, le Groupe spécial note que ces règles déterminent l'étendue de l'avantage fiscal et la façon dont cet avantage fiscal est appliqué à certains produits. Il considère donc que ces règles affectent également la vente, la mise en vente et l'achat de produits.

7.708. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Programme INOVAR-AUTO entre dans le champ des "lois, ... règlements ou ... prescriptions affectant la vente,

¹⁰⁹³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 404; Japon, première communication écrite, paragraphes 235 et 239 à 244.

¹⁰⁹⁴ Voir plus haut la section 2.2.5.

¹⁰⁹⁵ Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.184. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.73; *Turquie – Riz*, paragraphe 7.218; et *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.240; et le rapport du Groupe spécial du GATT CEE – *Pièces détachées et composants*, paragraphe 5.21.

¹⁰⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 208 à 210.

la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ... produits sur le marché intérieur" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.4.2.3 Question de savoir si les produits importés et les produits nationaux pertinents sont des "produits similaires"

7.709. Le Groupe spécial rappelle le critère juridique servant à déterminer si des produits sont des "produits similaires" au sens de l'article III:4, qui a été exposé plus haut aux paragraphes 7.199 à 7.202.

7.710. Les parties plaignantes font valoir que les produits nationaux et les produits importés pertinents en cause – à savoir les véhicules automobiles ainsi que les composants et équipements utilisés dans leur production – sont "similaires" car le Programme INOVAR-AUTO établit une discrimination fondée exclusivement sur l'origine des produits. Elles font donc valoir que le Groupe spécial peut appliquer une analyse de la similarité "hypothétique".¹⁰⁹⁷ En particulier, elles font valoir que les véhicules automobiles nationaux et les véhicules automobiles importés énumérés dans l'annexe I du Décret n° 7819/2012 sont similaires.¹⁰⁹⁸ En outre, elles font valoir que les composants utilisés dans la production de ces véhicules automobiles sont des produits similaires, et que les intrants stratégiques et outils fabriqués au Brésil et les intrants stratégiques et outils importés ont un rapport de concurrence direct sur le marché et sont similaires.¹⁰⁹⁹ Enfin, selon l'Union européenne, le matériel de laboratoire importé et le matériel de laboratoire produit dans le pays qui sont utilisés aux fins de la R&D au Brésil sont "similaires".¹¹⁰⁰

7.711. Le Brésil fait valoir que la présomption juridique selon laquelle le Programme INOVAR-AUTO établit une discrimination fondée sur l'origine est viciée parce que ce programme a trait à des prescriptions concernant la production et non les produits.¹¹⁰¹

7.712. Le Groupe spécial a déjà indiqué d'une manière générale plus haut dans la section 7.2.1 que le statut d'une loi, d'un règlement ou d'une prescription en particulier en tant que prescription "avant commercialisation" ou "au stade de la production" n'empêchait pas l'application de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.713. De même, dans le contexte de la "similarité", le Groupe spécial ne considère pas que le statut d'une prescription particulière (ou le "stade de la production" auquel cette prescription fonctionne) a un quelconque rapport avec la question de savoir si elle s'applique ou non à des produits nationaux et des produits importés "similaires". À son avis, et compte tenu des constatations qu'il a formulées plus haut au paragraphe 7.202, si une prescription particulière s'applique à des produits nationaux et à des produits importés, et établit une discrimination entre ces produits importés et ces produits nationaux fondée exclusivement sur l'origine des produits, alors ces produits peuvent être présumés "similaires" au sens de l'article III:4.

7.714. Le Groupe spécial poursuit son analyse en établissant une distinction entre les différents types de produits pour lesquels les parties plaignantes allèguent une "similarité", à savoir les véhicules automobiles finis, et les composants et équipements automobiles utilisés dans la production de véhicules automobiles finis. Spécifiquement, il examine si les mesures pertinentes établissent entre les produits importés et les produits nationaux une distinction fondée exclusivement sur l'origine.

7.4.2.3.1 Véhicules automobiles finis

7.715. Le Groupe spécial note que les produits visés par le Programme INOVAR-AUTO en ce qui concerne les véhicules automobiles finis sont les mêmes pour les allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994 et les allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

¹⁰⁹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 371 à 373; Japon, première communication écrite, paragraphes 234 et 241.

¹⁰⁹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 372; Japon, première communication écrite, paragraphes 234, 243 et 244.

¹⁰⁹⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 372; Japon, première communication écrite, paragraphes 234, 243 et 244.

¹¹⁰⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 372.

¹¹⁰¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 508.

7.716. Le Groupe spécial a conclu plus haut au paragraphe 7.675 que les parties plaignantes avaient établi *prima facie* qu'il existait un traitement fiscal différencié entre les produits importés et les produits nationaux similaires fondé exclusivement sur l'origine des produits. Il a constaté, pour cette raison, que les produits nationaux et les produits importés étaient présumés *similaires* aux fins de l'analyse au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

7.717. Le même raisonnement s'applique à l'analyse de la similarité au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, c'est-à-dire que le Programme INOVAR-AUTO introduit des distinctions réglementaires fondées sur l'origine des produits concernés. Par conséquent, pour exactement les mêmes raisons que celles qui sont exposées dans l'évaluation de la similarité au titre de l'article III:2 du GATT de 1994, le Groupe spécial constate que les produits nationaux et les produits importés sont présumés similaires aux fins de l'analyse des allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.718. Le Groupe spécial note que cela est compatible avec l'explication de l'Organe d'appel selon laquelle le champ des produits visés par l'article III:4 du GATT de 1994 est plus vaste que le champ couvert par la première phrase de l'article III:2, mais pas plus vaste que le champ combiné de la première et de la deuxième phrases de l'article III:2 prises conjointement.¹¹⁰² Par conséquent, si une similarité des produits existe au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, elle existera également au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 pour les mêmes produits en cause. Le Groupe spécial constate donc que les véhicules automobiles finis importés et les véhicules automobiles finis nationaux sont similaires aux fins de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.4.2.3.2 Composants et équipements automobiles utilisés dans la production de véhicules automobiles finis

7.719. Comme il a été indiqué plus haut, des groupes spéciaux antérieurs ont utilisé l'approche de la similarité "hypothétique" en ce qui concerne l'article III:4 du GATT de 1994, selon laquelle "un plaignant pouvait établir la "similarité" en démontrant que la mesure en cause faisait une distinction fondée exclusivement sur l'origine du produit".¹¹⁰³ Selon cette approche, une partie plaignante doit établir *prima facie* qu'une mesure établit une distinction fondée exclusivement sur l'origine.¹¹⁰⁴

7.720. Le Groupe spécial note que l'argument des parties plaignantes est que le Programme INOVAR-AUTO impose ou encourage l'utilisation de composants, d'intrants stratégiques et outils, et de matériel de laboratoire produits dans le pays, dans la production de véhicules automobiles finis pour que ces véhicules automobiles finis bénéficient de certains avantages fiscaux. Une telle distinction réglementaire est clairement fondée sur l'origine des produits commercialisés. Le Groupe spécial ne préjuge pas à ce stade de la question de savoir si les produits importés indiqués par les parties plaignantes sont traités moins favorablement que les produits similaires nationaux. Il considère toutefois que les produits qui, d'après les allégations des parties plaignantes, sont désavantagés sont *similaires* aux produits qui, d'après les allégations, sont favorisés. Il examine ci-dessous la question de savoir si les mesures fonctionnent comme des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux incitant à utiliser des produits fabriqués dans le pays, ce qui, par définition, établirait une distinction à l'égard des produits importés similaires fondée exclusivement sur l'origine du produit.¹¹⁰⁵

7.721. Le Groupe spécial conclut donc que les composants produits dans le pays et les composants importés sont similaires, que les intrants stratégiques et outils produits dans le pays et les intrants stratégiques et outils importés sont similaires, et que le matériel de laboratoire

¹¹⁰² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 99.

¹¹⁰³ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.168; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.216; *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 6.274; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.74; *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1447; *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.174; *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 7.661; *Turquie – Riz*, paragraphes 7.214 à 7.216; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.132 à 8.135; *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.355 et 7.356; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.424 à 7.432).

¹¹⁰⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.45.

¹¹⁰⁵ Voir plus loin les sections 7.4.2.4.2, 7.4.2.4.3 et 7.4.2.4.4.

produit dans le pays et le matériel de laboratoire importé sont similaires, au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.4.2.4 Question de savoir si les produits importés sont soumis à un "traitement moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires

7.722. Le Groupe spécial rappelle que la dernière étape de l'analyse d'un groupe spécial au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 consiste à déterminer si les produits importés sont soumis à un "traitement non moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires conformément à la mesure en question. Il rappelle le critère juridique exposé plus haut aux paragraphes 7.210 à 7.212.

7.723. Le Groupe spécial rappelle l'argument liminaire du Brésil selon lequel "une subvention à la production visée par l'article III:8 b), comme c'est le cas du Programme INOVAR-AUTO, peut ne pas nécessairement permettre "au producteur de vendre un produit à un prix moindre" ou ne pas nécessairement entraîner de modifications des conditions de concurrence."¹¹⁰⁶ Le Brésil fait valoir effectivement que "le régime fiscal établi par le Programme [INOVAR-AUTO] n'a eu aucun effet défavorable sur les possibilités de concurrence pour les produits importés."¹¹⁰⁷ À l'appui de ce point de vue, il fait valoir que "[l]e secteur automobile brésilien reste l'un des plus gros importateurs du pays. Depuis 2012, année d'établissement du Programme INOVAR-AUTO, le déficit de la balance commerciale du Brésil concernant ce secteur a continuellement augmenté."¹¹⁰⁸

7.724. En ce qui concerne le premier argument du Brésil, le Groupe spécial note d'abord la constatation qu'il a formulée plus haut selon laquelle les mesures pertinentes n'étaient en soi pas exemptées des disciplines de l'article III du GATT de 1994, au moyen de l'article III:8 b). Il note aussi la jurisprudence bien établie selon laquelle il n'est pas nécessaire de démontrer l'existence d'effets défavorables sur le commerce en ce qui concerne une constatation d'incompatibilité avec l'article III:4.¹¹⁰⁹ Il ne considère donc pas que l'absence d'effets défavorables ou le déficit de la balance commerciale du Brésil dans le secteur soient pertinents pour déterminer si les conditions de concurrence ont été modifiées au détriment des produits importés et en faveur des produits nationaux similaires.

7.725. Le Groupe spécial note également que le Brésil répète son argument général de manière assez détaillée, en réaffirmant qu'à son avis, les prescriptions pertinentes contestées au titre de l'article III:4 sont des prescriptions "avant la commercialisation" qui n'affectent pas les conditions de concurrence. Il prend note de l'avis du Brésil selon lequel les prescriptions pertinentes ne modifient pas les conditions de concurrence, mais pour les raisons indiquées plus haut¹¹¹⁰, il ne considère pas que le statut des prescriptions "avant la commercialisation" en soi empêche de constater que les mesures modifient les conditions de concurrence. Il poursuit donc son analyse afin de déterminer dans quelle mesure les conditions de concurrence sont modifiées par les prescriptions contestées.

7.4.2.4.1 Conditions d'accréditation, et règles concernant l'accumulation et l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, en ce qui concerne les véhicules automobiles finis

7.726. Les parties plaignantes font valoir que les prescriptions relatives à l'accréditation pour l'obtention des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, les règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI et les règles concernant l'utilisation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI modifient toutes les conditions de concurrence au détriment des véhicules automobiles importés et en faveur des véhicules automobiles nationaux similaires.¹¹¹¹ À leur avis, ces aspects du Programme INOVAR-AUTO favorisent les véhicules nationaux de préférence aux véhicules importés, ce qui fait que le niveau de taxation appliqué aux véhicules automobiles importés est

¹¹⁰⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 555 (DS472) et paragraphe 481 (DS497).

¹¹⁰⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 556 (DS472) et paragraphe 482 (DS497).

¹¹⁰⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 556 (DS472) et paragraphe 482 (DS497).

¹¹⁰⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 129.

¹¹¹⁰ Voir plus haut la section 7.2.1.

¹¹¹¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 392; Japon, première communication écrite, paragraphe 237.

supérieur à celui qui est appliqué aux véhicules automobiles nationaux.¹¹¹² Les parties plaignantes se réfèrent à l'explication des prescriptions relatives à l'accréditation, et des règles concernant l'accumulation et l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, qu'elles ont donnée dans le contexte de leurs arguments au titre de l'article III:2 du GATT de 1994.¹¹¹³ Le Groupe spécial rappelle les arguments spécifiques des parties plaignantes en ce qui concerne l'article III:2, qui sont exposés plus haut aux paragraphes 7.627, 7.628, et 7.646 à 7.648.

7.727. Le Groupe spécial note que les aspects contestés par les parties plaignantes au titre de l'article III:4 diffèrent de ceux qu'elles contestent au titre de l'article III:2. Spécifiquement, au titre de l'article III:2, les parties plaignantes contestent la charge fiscale différenciée qui pèse sur les produits importés par rapport aux produits nationaux similaires. En ce qui concerne l'article III:4, les parties plaignantes contestent certaines lois, certains règlements et certaines prescriptions ayant trait de diverses manières à la mise en œuvre de la charge fiscale différenciée, dont elles allèguent qu'ils faussent les conditions de concurrence pour les produits importés par rapport aux produits nationaux similaires, par le jeu du fonctionnement de cette charge fiscale différenciée.

7.728. Le Groupe spécial rappelle qu'afin de déterminer s'il existe un "traitement moins favorable" pour les produits importés, les groupes spéciaux doivent analyser si les mesures en cause modifient les conditions de concurrence sur le marché pertinent au détriment des produits importés.¹¹¹⁴

7.729. Le Groupe spécial examinera ensuite si les aspects du Programme INOVAR-AUTO indiqués par les parties plaignantes dans le contexte de leurs allégations au titre de l'article III:4 (c'est-à-dire les prescriptions relatives à l'accréditation permettant d'obtenir les crédits d'impôt présumés pour l'IPI, les règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI et les règles concernant l'utilisation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI) modifient bien les conditions de concurrence au détriment des véhicules automobiles importés.

Accréditation

7.730. Le Groupe spécial rappelle que pour être admissibles au bénéfice des crédits d'impôt présumés pour l'IPI au titre du Programme INOVAR-AUTO, les sociétés doivent obtenir une accréditation, et pour obtenir cette accréditation, elles doivent satisfaire aux prescriptions imposées par le programme.

7.731. Le Groupe spécial a conclu plus haut aux paragraphes 7.656 à 7.661 que les fabricants étrangers, en tant que tels, ne pouvaient pas obtenir d'accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO parce qu'ils n'étaient pas situés ou n'opéraient pas au Brésil. De fait, ces fabricants étrangers devraient être accrédités en tant qu'importateurs/distributeurs pour que leurs produits soient admissibles au bénéfice des avantages fiscaux. Le Groupe spécial a constaté en outre que cela se traduisait par une charge fiscale plus lourde pour les véhicules importés fabriqués par des fabricants étrangers car ces derniers étaient tenus d'être légalement établis au Brésil pour être accrédités en tant qu'importateurs/distributeurs, et les fabricants étrangers demandant l'accréditation en tant qu'importateurs/distributeurs étaient tenus de satisfaire à davantage de prescriptions relatives à l'accréditation que les fabricants nationaux pour obtenir les avantages fiscaux. Les fabricants étrangers supportent donc une charge plus lourde que les fabricants nationaux lorsqu'ils obtiennent l'accréditation. De plus, les véhicules automobiles produits par des fabricants étrangers qui ne sont pas établis au Brésil sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les véhicules automobiles produits par les fabricants brésiliens au Brésil.

7.732. Le Groupe spécial considère donc que certaines prescriptions relatives à l'accréditation au titre du Programme INOVAR-AUTO modifient les conditions de concurrence au détriment des véhicules automobiles importés et en faveur des véhicules automobiles nationaux similaires. Par conséquent, il conclut que ces prescriptions soumettent les produits importés à un traitement

¹¹¹² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 392; Japon, première communication écrite, paragraphe 237.

¹¹¹³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 399 et 400; Japon, première communication écrite, paragraphe 237.

¹¹¹⁴ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4.

Accumulation et calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

7.733. Le Groupe spécial a conclu plus haut aux paragraphes 7.662 à 7.672 que le Programme INOVAR-AUTO était conçu pour favoriser l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI par les fabricants nationaux par rapport aux autres types de sociétés accréditées, car les fabricants nationaux exerçant leurs activités de fabrication au Brésil sont tenus d'effectuer des dépenses au Brésil pour les intrants stratégiques et outils, générant des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés. Par contre, les fabricants étrangers qui sont accrédités dans le cadre du programme en tant qu'importateurs/distributeurs et investisseurs n'exercent pas d'activités de fabrication au Brésil, et le Groupe spécial ne voit aucune raison pour laquelle ils achèteraient des intrants stratégiques et outils au Brésil pour la fabrication de véhicules automobiles. Par conséquent, il pèse une charge plus lourde sur les fabricants étrangers que sur les fabricants nationaux lorsqu'ils cherchent à accumuler des crédits d'impôt présumés pour l'IPI devant être utilisés pour compenser des taxes sur la vente de véhicules automobiles.

7.734. Le Groupe spécial considère que cet aspect des règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI modifie les conditions de concurrence au détriment des véhicules automobiles importés et en faveur des véhicules automobiles nationaux similaires. Par conséquent, il conclut que ces règles concernant l'accumulation et le calcul soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4.

Utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI

7.735. Le Groupe spécial a conclu plus haut aux paragraphes 7.673 et 7.674 que les règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant de dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil exigeaient que ces crédits soient utilisés pour la vente de véhicules produits dans le pays avant d'être utilisés pour compenser l'IPI sur les véhicules automobiles importés. En outre, il a conclu qu'il y avait une limite quantitative au nombre de véhicules importés qui pouvaient bénéficier d'une réduction de l'IPI au moyen des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, spécifiquement 4 800 véhicules importés par année civile. Il a conclu que ces deux aspects des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI donnaient lieu à une charge fiscale différenciée pour les véhicules automobiles importés par rapport aux véhicules automobiles nationaux similaires.

7.736. Le Groupe spécial considère que ces aspects des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant de dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil modifient les conditions de concurrence au détriment des véhicules automobiles importés et en faveur des véhicules automobiles nationaux similaires. Par conséquent, il conclut que ces aspects des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôts présumés pour l'IPI résultant de dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil au titre du Programme INOVAR-AUTO soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4.

7.4.2.4.2 Prescription relative à l'accréditation imposant d'exécuter un nombre minimal d'étapes de fabrication au Brésil, en ce qui concerne les composants utilisés dans la production de véhicules automobiles finis

7.737. Les parties plaignantes contestent la prescription relative à l'accréditation permettant d'avoir accès aux avantages fiscaux présumés pour l'IPI, selon laquelle une société demandant l'accréditation en tant que "producteur national" doit mener à bien un certain nombre d'étapes de fabrication au Brésil.¹¹¹⁵ À leur avis, la prescription imposant de mener à bien ces étapes de fabrication au Brésil exige effectivement que certains composants et intrants utilisés dans la fabrication du véhicule automobile aient été fabriqués localement ou provenant d'une source

¹¹¹⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 399; Japon, première communication écrite, paragraphe 239.

locale.¹¹¹⁶ Ainsi, à leur avis, cette prescription est effectivement une "prescription relative à la teneur en éléments locaux" qui impose l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés dans la fabrication de véhicules automobiles, afin d'obtenir certains avantages fiscaux, modifiant ainsi les conditions de concurrence au détriment des produits importés et en faveur des produits nationaux similaires.¹¹¹⁷

7.738. Le Groupe spécial considère que, s'il constate que la prescription imposant d'utiliser des produits nationaux alléguée existe, cela mènera *ipso facto* à la constatation additionnelle d'une incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 alléguée par les parties plaignantes. Cela est dû au fait que, bien que l'article III:4 ne se réfère pas lui-même à de telles prescriptions, il est bien établi, sur la base d'une jurisprudence abondante, que de telles prescriptions sont incompatibles avec l'article III:4 car elles fonctionnent au détriment des produits importés, y compris lorsque l'utilisation de produits nationaux est seulement l'une des options permettant de satisfaire aux prescriptions d'une loi ou d'un règlement (ou d'obtenir un avantage).¹¹¹⁸

7.739. En outre, cette constatation de l'existence d'une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux, si elle est formulée, constituera également une constatation, par le Groupe spécial, du fait que l'élément de subordination des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC est présent, c'est-à-dire que, dans la mesure où les programmes accordent des subventions, toutes subventions de ce type seraient subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.740. À cet égard, conformément à l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, et comme cela a été noté plus haut¹¹¹⁹, les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés sont prohibées et ne seront ni accordées ni maintenues.¹¹²⁰

7.741. Le Groupe spécial note que le sens ordinaire du mot "contingent" (subordonné) est "conditional; dependent on, upon" (conditionnel; dépendant de)¹¹²¹; une subvention est donc "subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés", et ainsi, prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, si l'utilisation de produits nationaux est *requis* ou *nécessaire* pour percevoir la subvention.¹¹²²

¹¹¹⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 399; Japon, première communication écrite, paragraphes 243 et 244.

¹¹¹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 399; Japon, première communication écrite, paragraphes 243 et 244.

¹¹¹⁸ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 220, dans lequel l'Organe d'appel a maintenu que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux fonctionnaient de façon à décourager l'utilisation d'importations, malgré la possibilité d'obtenir les avantages en question sans utiliser d'intrants nationaux, et constituaient donc un traitement moins favorable accordé aux importations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Voir aussi *Canada – LEIE*, où il a été constaté que les engagements d'acheter des produits d'origine canadienne et les engagements d'acheter à des fournisseurs canadiens étaient tous incompatibles avec l'article III:4. Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – LEIE*, paragraphes 5.7 à 5.11. Pour une constatation similaire, voir le rapport du Groupe spécial du GATT *Italie – Machines agricoles*, paragraphe 13.

¹¹¹⁹ Voir plus haut les paragraphes 7.259 à 7.261.

¹¹²⁰ Les parties pertinentes de l'article 3.1 de l'Accord SMC disposent ce qui suit: "Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées: ... b) subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés." L'article 3.2, quant à lui, dispose qu'"[u]n Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1".

¹¹²¹ Shorter Oxford English Dictionary (6^{ème} édition, 2007).

¹¹²² De fait, cette interprétation a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Automobiles*, dans laquelle l'Organe d'appel a rappelé son examen de l'article 3.1 a) et expliqué ce qui suit: Lorsque nous avons examiné l'article 3.1 a) dans la section VI du présent rapport, nous avons rappelé que, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que "la connotation ordinaire du terme "subordonné" est "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de[s]" résultats à l'exportation. Ainsi, une subvention est prohibée au titre de l'article 3.1 a) si elle est "conditionnée" par les résultats à l'exportation, c'est-à-dire si elle "dépend, pour exister, des" résultats à l'exportation. En outre, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que la subordination "en droit" est démontrée "sur la base du libellé de la législation, de la réglementation ou d'un autre instrument juridique pertinent". Comme nous l'avons déjà expliqué, cette conditionnalité peut découler nécessairement, par implication, des termes effectivement employés dans la mesure. Nous estimons que ce critère juridique s'applique non seulement à la "subordination" visée par l'article 3.1 a), mais aussi à la

7.742. Si le Groupe spécial constate que cette prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés existe, il procédera à l'analyse plus approfondie de la question de savoir si le Programme INOVAR-AUTO accorde des subventions. Cependant s'il constate qu'il n'existe pas de prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés, cela écartera les allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et le Groupe spécial interrompra son analyse de ces allégations à ce stade.

7.743. Le Groupe spécial rappelle qu'il a indiqué plus haut, au paragraphe 2.122, que le Décret n° 7819/2012 exigeait comme condition d'accréditation en vue d'être admissible au bénéfice des crédits d'impôt présumés pour l'IPI au titre du Programme INOVAR-AUTO, qu'une société demandant l'accréditation en tant que "fabriquant national" exerce un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie spécifiées dans la loi elle-même. Ces activités doivent être exercées au Brésil soit par la société accréditée, soit par l'intermédiaire de tierces parties, doivent couvrir au moins 80% des véhicules fabriqués et font l'objet d'une liste concernant le nombre minimal d'activités devant être exercées, qui varie d'une année civile à l'autre et selon le type de véhicule fabriqué.¹¹²³

7.744. Cette liste est la suivante:

NOMBRE MINIMAL D'ACTIVITÉS DE FABRICATION ET D'INFRASTRUCTURE D'INGÉNIERIE DEVANT ÊTRE EXERCÉES AU BRÉSIL ¹¹²⁴				
Année civile	Fabrication de voitures pour le transport des personnes et de véhicules utilitaires légers	Fabrication de camions	Fabrication de châssis équipés de leur moteur	Fabrication d'automobiles dans la situation visée à l'article 12, § 5 III) ¹¹²⁵
2013	8	9	7	6
2014	9	10	8	6
2015	9	10	8	7
2016	10	11	9	7
2017	10	11	9	8

7.745. Les instruments juridiques spécifient les activités ci-après de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie exercées au Brésil qui peuvent être utilisées pour satisfaire à la prescription relative à l'accréditation concernant chaque type spécifique de véhicule:

ACTIVITÉS DE FABRICATION ET D'INFRASTRUCTURE D'INGÉNIERIE QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES AU BRÉSIL POUR SATISFAIRE À LA PRESCRIPTION RELATIVE À L'ACCREDITATION ¹¹²⁶		
Fabrication de voitures pour le transport des personnes et de véhicules utilitaires légers	Fabrication de camions	Fabrication de châssis équipés de leur moteur
Moulage	Moulage	S/O
Soudage	Soudage	Soudage
Traitement anticorrosion et peinture	Traitement anticorrosion et peinture	Traitement anticorrosion et peinture
Injection plastique	Injection plastique	Injection plastique
Fabrication de moteurs	Fabrication de moteurs	Fabrication de moteurs
Fabrication de boîtes de vitesses et de transmissions	Fabrication de boîtes de vitesses et de transmissions	Fabrication de boîtes de vitesses et de transmissions

"subordination" visée par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 123.

¹¹²³ Voir plus haut le paragraphe 2.122, faisant référence au Décret n° 7819/2012, (pièce JE-132), article 7 I).

¹¹²⁴ Décret n° 7819/2012, (pièce JE-132), article 7 I), modifié par le Décret n° 8015/2013, (pièce JE-133), article premier.

¹¹²⁵ Construction d'automobiles par des sociétés établies au Brésil qui obtiennent une accréditation en tant que fabricants nationaux et ont un projet d'investissement relatif à l'installation d'une seule usine de véhicules relevant des codes tarifaires énumérés dans l'annexe XIII du Décret n° 7819/2012, dont la capacité de production annuelle maximale est de 35 000 unités et dont les investissements spécifiques atteignent au moins 17 000 reais. Voir le Décret n° 7819/2012, (pièce JE-132), article 12, § 5 III), modifié par le Décret n° 8015/2013, (pièce JE-133), article premier.

¹¹²⁶ En ce qui concerne les automobiles se trouvant dans la situation visée à l'article 12 § 5 III), le Groupe spécial note que ces véhicules entreraient quand même dans l'une des trois catégories de base, à savoir les voitures pour le transport des personnes et les véhicules utilitaires légers, les camions ou les châssis équipés de leur moteur. La seule différence en ce qui concerne cette catégorie particulière de véhicules automobiles est qu'ils font l'objet d'un nombre différent de prescriptions.

ACTIVITÉS DE FABRICATION ET D'INFRASTRUCTURE D'INGÉNIERIE QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES AU BRÉSIL POUR SATISFAIRE À LA PRESCRIPTION RELATIVE À L'ACCREDITATION ¹¹²⁶		
Fabrication de systèmes de direction et de suspension	Fabrication de systèmes de direction et de suspension	Fabrication de systèmes de direction et de suspension
Assemblage de systèmes électriques	Assemblage de systèmes électriques	Assemblage de systèmes électriques
Assemblage de systèmes de freinage et d'essieux	Assemblage de systèmes de freinage et d'essieux	Assemblage de systèmes de freinage et d'essieux
Assemblage, inspection finale et tests de compatibilité	Assemblage, inspection finale et tests de compatibilité	Assemblage, inspection finale et tests de compatibilité
Fabrication de carrosseries autoportantes ou assemblage de châssis	Assemblage de châssis et de carrosseries	Assemblage de châssis
S/O	Assemblage final de cabines ou de carrosseries; installation de tapis acoustiques et de tapis d'isolation thermique, et finition	S/O
S/O	Production de carrosseries principalement à partir de pièces de rechange moulées dans la région	S/O
Infrastructure de laboratoire propre pour le développement et l'essai de produits	Infrastructure de laboratoire propre pour le développement et l'essai de produits	Infrastructure de laboratoire propre pour le développement et l'essai de produits

7.746. Le Groupe spécial rappelle qu'en général, ces étapes peuvent être exécutées par le fabricant de véhicules automobiles accrédité lui-même, ou par des tierces parties.¹¹²⁷ En outre, sur la base de leurs descriptions dans les instruments juridiques pertinents, le Groupe spécial est d'avis que l'exécution de *certaines* de ces étapes de production conduira à la création, au Brésil, de composants ou de sous-assemblages devant être incorporés dans au moins 80% des véhicules automobiles finis fabriqués par la société pour que cette dernière soit accréditée et obtienne certains avantages fiscaux sur la vente ou le transfert d'un véhicule automobile fini fabriqué par elle, y compris: le moulage; l'injection plastique; la fabrication de moteurs; la fabrication de boîtes de vitesses et de transmissions; la fabrication de systèmes de direction et de suspension; l'assemblage de systèmes électriques; l'assemblage de systèmes de freinage et d'essieux; la fabrication de carrosseries autoportantes ou l'assemblage de châssis; l'assemblage de châssis et de carrosseries; l'assemblage de châssis; la production de carrosseries principalement à partir de pièces de rechange moulées dans la région; l'assemblage final de cabines ou de carrosseries, et éventuellement certaines des autres étapes.¹¹²⁸

7.747. Le Groupe spécial rappelle l'analyse qu'il a présentée plus haut aux paragraphes 7.290 à 7.302 et 7.307 à 7.313 en ce qui concerne le scénario de l'"externalisation" dans le contexte des programmes concernant les TIC. À son avis, les prescriptions relatives aux étapes de production au titre du Programme INOVAR-AUTO fonctionnent d'une manière analogue et le même type d'analyse conformément à l'article III:4 du GATT de 1994 est donc d'application. Premièrement, pour les mêmes raisons que celles exposées plus haut aux paragraphes 7.290 à 7.295 et 7.299, le Groupe spécial est d'avis que les composants et sous-assemblages qui sont produits au cours des diverses étapes de production examinées au paragraphe précédent sont des produits nationaux brésiliens. Deuxièmement, dans les cas où ces étapes de production sont externalisées, la seule manière pour le fabricant accrédité de remplir les conditions requises pour bénéficier des avantages fiscaux est d'externaliser à un producteur brésilien les composants ou sous-assemblages en question. Si, au lieu de cela, le fabricant acquérait et utilisait des composants et sous-assemblages importés, il ne remplirait pas les conditions d'accréditation et ne remplirait donc pas les conditions requises pour bénéficier des avantages fiscaux.¹¹²⁹

7.748. Ainsi, dans le scénario de l'externalisation, les prescriptions relatives aux étapes de production au titre du Programme INOVAR-AUTO imposent d'utiliser des produits nationaux au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

¹¹²⁷ Le Décret n° 7819/2012 dispose explicitement que les activités pertinentes de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie (qui doivent être exercées au Brésil pour remplir les conditions requises par les prescriptions relatives à l'accréditation) doivent être exercées soit par la société accréditée, *soit par l'intermédiaire de tierces parties*. Voir plus haut le paragraphe 2.122.

¹¹²⁸ Décret n° 7819/2012, (pièce JE-132), article 7 I).

¹¹²⁹ Décret n° 7819/2012, (pièce JE-132), article 14-A, modifié par le Décret n° 8924/2014, (pièce JE-134), article premier.

7.749. Pour les mêmes raisons que celles exposées au sujet du programme concernant les TIC, ayant formulé cette constatation, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner si, dans le cadre du scénario "interne", les prescriptions relatives aux étapes de production constitueraient aussi une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux.

7.750. En outre, pour les raisons exposées plus haut aux paragraphes 7.303 et 7.304, le Groupe spécial ne considère pas que le fait qu'il existe une autre option pour le respect, qui peut être compatible avec les règles de l'OMC, change le fait que l'option qui impose d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.751. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, en ce qui concerne les dispositions relatives à l'externalisation, l'aspect des prescriptions relatives à l'accréditation pour les fabricants nationaux qui impose d'exécuter un nombre minimal d'étapes de fabrication au Brésil conduit à une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés au sens visé par l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Le Groupe spécial conclut donc que cet aspect du Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.4.2.4.3 Règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI, en ce qui concerne les intrants stratégiques et outils utilisés dans la production de véhicules automobiles finis

7.752. Les parties plaignantes font valoir que les règles régissant l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI renferment des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux exprimées en achats d'intrants stratégiques et outils qui doivent contenir des pourcentages minimaux de teneur en éléments nationaux, c'est-à-dire provenant d'une source brésilienne, afin d'être considérés comme des intrants et outils "nationaux" et donner lieu à l'accumulation d'un crédit d'impôt.¹¹³⁰ Elles soulignent premièrement que, telle qu'elle est libellée, la loi pertinente exige que les dépenses qui sont consacrées aux intrants stratégiques et outils en vue d'obtenir des crédits d'impôt pour l'IPI portent sur des intrants stratégiques et de l'outillage d'origine brésilienne.¹¹³¹ Deuxièmement, elles expliquent qu'aux termes de l'Ordonnance portant application du Programme INOVAR-AUTO, "la valeur des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils est compensée par une "partie déductible" qui comprend la valeur des sous-composants importés, la valeur des sous-composants dont la teneur en éléments d'origine brésilienne est nulle et 50% de la valeur des sous-composants dont la teneur en éléments d'origine brésilienne est de 30 à 60%."¹¹³²

7.753. Le Groupe spécial note tout d'abord que l'expression "intrants stratégiques" s'entend des "matières premières, parties et composants ... utilisés dans la fabrication des [véhicules automobiles finis qui peuvent bénéficier de certains avantages fiscaux] et incorporés physiquement dans" ces véhicules¹¹³³, et que les termes "outils" ou "outillage" s'entendent des "outils spécifiques pour chaque type de pièce, liés à une machine et utilisés pour l'estampage ou l'injection des pièces automobiles destinées au processus de fabrication" de ces véhicules automobiles finis.¹¹³⁴

7.754. Passant au premier argument des parties plaignantes, à savoir que l'article 41 de la Loi n° 12715/2012, tel qu'il est libellé, fait référence aux dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils brésiliens, et non aux intrants et outils importés, le Groupe spécial note que cet article¹¹³⁵ dispose bien que le crédit présumé pour l'IPI peut être calculé sur la base de "dépenses effectuées au Brésil" ou, comme le Japon traduit la disposition, de "dépenses effectuées dans le pays". Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cela indique que ces intrants stratégiques et outils doivent avoir été *fabriqués* au Brésil. À son avis, les termes mêmes de cette

¹¹³⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 400; Japon, première communication écrite, paragraphes 240 et 243.

¹¹³¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 400; Japon, première communication écrite, paragraphes 240 et 243.

¹¹³² Japon, première communication écrite, paragraphe 240. Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphe 400; et Japon, première communication écrite, paragraphe 243.

¹¹³³ Ordonnance d'application n° 257/2014, (pièce JE-158), article premier.

¹¹³⁴ Ordonnance d'application n° 257/2014, (pièce JE-158), article 2.

¹¹³⁵ Voir aussi le Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 12, modifié par le Décret n° 8924/2014, (pièce JE-134), article premier.

disposition exigent que certains éléments soient achetés à l'intérieur des frontières du Brésil. Toutefois, cela ne signifie pas *en lui-même et à lui-seul* que les produits précis achetés à l'intérieur de ces frontières doivent être d'une quelconque origine particulière.

7.755. Cela dit, le Groupe spécial note l'argument du Japon selon lequel la "prescription" dans le pays" est interprétée comme signifiant que tant l'acheteur que le vendeur sont situés au Brésil.¹¹³⁶ Le Japon étaye cet argument en faisant valoir que cette interprétation:

[e]st confirmée par le texte explicatif figurant dans une version antérieure de la Loi n° 12715/2012, qui identifiait un cas spécial où des dépenses consacrées à des produits/services importés étaient "réputées" être effectuées "dans le pays". Spécifiquement, l'ancien article 40 § 5-A disposait que certaines dépenses consacrées aux logiciels, matériel et pièces de rechange importés seraient "réputées" (*considerados*) avoir été effectuées "dans le pays" s'il n'y avait pas d'élément national semblable aux éléments importés, et à condition que ces derniers soient utilisés dans les laboratoires. L'existence de cette disposition dans la version précédente de la loi donne à penser que seules les dépenses consacrées à des types spécifiés d'intrants importés pourraient exceptionnellement être considérées comme étant effectuées "dans le pays" dans certaines circonstances prescrites, et que la règle générale était plutôt que les dépenses consacrées aux intrants importés étaient exclues des dépenses faites "dans le pays". *A fortiori*, l'absence de tout libellé énonçant des exceptions semblables dans le texte actuel de l'article 41 de la loi n° 12715, de l'article 12 du Décret n° 7819 et d'autres dispositions régissant les dépenses qui donnent lieu à l'accumulation de crédits d'impôt pour l'IPI confirme que le membre de phrase "dépenses effectuées "dans le pays"" figurant dans cet article devrait être interprété comme excluant les dépenses consacrées aux produits/services importés.¹¹³⁷

7.756. Le Groupe spécial convient avec le Japon que son interprétation de la version précédente de la loi est logique. Toutefois, il ne considère pas que cela permet de déterminer le sens *actuel* de la loi. En particulier, le fait que la loi *a changé* doit avoir un sens. De fait, le Groupe spécial considère que, contrairement à ce que le Japon dit dans son interprétation, l'absence d'exceptions dans la nouvelle version de la loi tend à indiquer que l'article 41 n'exclut *pas* en lui-même et à lui seul l'achat de produits importés de l'admissibilité aux fins du calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI. La seule prescription indiquée à l'article 41, tel qu'il est libellé, est que l'achat *doit* avoir lieu à l'intérieur des frontières brésiliennes.

7.757. L'Union européenne fait également référence à un article de presse pour étayer son interprétation de l'article 41.¹¹³⁸ Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cet article de presse soit particulièrement pertinent dans le contexte de l'interprétation de l'article 41 de la Loi n° 12715/2012. Il estime que, à la lumière de la modification explicite du libellé de la loi, telle qu'indiquée par le Japon, et compte tenu des éléments de preuve minimales fournis par les parties plaignantes, l'article 41 de la Loi n° 12715/2012, tel qu'il est libellé, n'indique pas que seules les dépenses consacrées aux intrants et outils *brésiliens* sont comptabilisées aux fins de l'accumulation de crédits d'impôt pour l'IPI.

7.758. Passant au deuxième argument des parties plaignantes, le Groupe spécial rappelle que, comme il est noté aux paragraphes 2.126 et 2.127, depuis le 1^{er} octobre 2014, le calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI accumulé à partir des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil incorpore un nouvel élément introduit par l'Ordonnance d'application MDIC n° 257/2014: la partie déductible. La partie déductible est la somme de la valeur des intrants importés par les fournisseurs de catégorie 1 et de catégorie 2. Cet ordonnance d'application établit un système de traçabilité dans lequel les fournisseurs d'intrants stratégiques et outils destinés aux sociétés accréditées (catégorie 1) (et leurs fournisseurs directs, c'est-à-dire la catégorie 2) sont tenus de fournir aux sociétés accréditées acheteuses des renseignements sur la valeur et les caractéristiques des produits fournis. Les fournisseurs indiqueront non seulement la valeur des factures mais aussi la valeur de la partie déductible. Cette partie déductible sera déduite de la

¹¹³⁶ Japon, première communication écrite, paragraphe 141.

¹¹³⁷ Japon, première communication écrite, paragraphe 141 (faisant référence à la Loi n° 12715/2012, (pièce JE-95), article 40 § 5-A, modifié par la Loi n° 12996/2014). (notes de bas de page omises)

¹¹³⁸ Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 260.

valeur totale des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil, qui constitue la base de calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI. Les sociétés accréditées utiliseront ces renseignements lorsqu'elles déposeront leurs déclarations fiscales.

7.759. Le calcul de la partie déductible varie selon qu'il s'agit d'un fournisseur automobile de catégorie 1 ou de catégorie 2. La partie déductible des intrants de catégorie 2 est calculée sur la base des codes de situation fiscale (CST) indiqués sur les factures fiscales délivrées aux fournisseurs de catégorie 1. Si le CST indiqué sur la facture fiscale est 1, 2, 6, 7 ou 8, alors la valeur est déduite à 100% des dépenses utilisées pour calculer le crédit d'impôt présumé pour l'IPI. Si le CST est 3 ou 4, la valeur est déduite à 50% desdites dépenses. Si le CST est 0 ou 5, aucune déduction n'est appliquée et 100% des dépenses effectuées sont comptabilisées aux fins du calcul du crédit d'impôt présumé pour l'IPI. La partie déductible des intrants de catégorie 1 est la valeur effective des importations directes (valeur coût, assurance, fret (c.a.f.)) plus la taxe à l'importation (II) et plus la partie déductible de catégorie 2 (c'est-à-dire la teneur en éléments importés).

7.760. En ce qui concerne les dépenses effectuées au Brésil ("effectuées dans le pays", selon les termes des instruments juridiques) pour la recherche; le développement technologique; et l'innovation technologique; et pour des versements en faveur du FNDCT, le crédit présumé correspondra à 50% des dépenses, limitées à 2% du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit.

7.761. S'agissant des dépenses effectuées au Brésil ("effectuées dans le pays") pour des versements en faveur du FNDCT conformément aux instruments juridiques spécifiques; le renforcement des capacités des fournisseurs; ainsi que l'ingénierie et la technologie industrielle de base, le crédit présumé correspondra à 50% des dépenses supérieures à 0,75%, et dans la limite de 2,75%, du produit brut total des ventes de marchandises et de services du deuxième mois précédant le calcul du crédit.

7.762. Les dépenses consacrées à l'acquisition de logiciels, matériel et pièces de rechange seront considérées comme des dépenses "effectuées dans le pays" à condition que les logiciels, matériel et pièces de rechange soient utilisés dans les laboratoires indiqués dans les modalités d'engagement.

7.763. Le Groupe spécial note en outre qu'afin d'établir la partie déductible, le Brésil a également adopté un système de traçabilité.¹¹³⁹ De fait, il considère que les éléments de preuve présentés par les parties plaignantes en ce qui concerne ce système de traçabilité et de suivi des produits achetés aux fins du calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI donnent effectivement à penser que l'origine des produits permet de déterminer le montant de la partie déductible et, par conséquent, le montant du crédit d'impôt présumé pour l'IPI.

7.764. En outre, le Groupe spécial note que le Brésil lui-même concède que des aspects de ses règles concernant le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI peuvent inciter à acheter des produits nationaux de préférence à des produits importés, et que le Brésil fournit même une justification de politique quant aux *raisons* pour lesquelles ces incitations existent. Ce dernier explique que le "Programme INOVAR-AUTO, au moyen de la méthode de calcul et d'utilisation des crédits présumés pour l'IPI, peut favoriser certaines machines et certains intrants stratégiques nationaux afin d'assurer l'approvisionnement et le développement effectifs d'une industrie nationale des pièces automobiles capable de fournir des pièces automobiles respectueuses de l'environnement et économes en énergie pour les véhicules circulant au Brésil."¹¹⁴⁰ Il fait valoir que cette "possible différence est, en tout état de cause, justifiée au regard des alinéas b) et g) de l'article XX".¹¹⁴¹

7.765. Sur la base de son examen de ces éléments de preuve, le Groupe spécial considère que, pour calculer la partie déductible, il faut bien, comme l'implique nécessairement le libellé de la mesure, utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés pour accumuler des

¹¹³⁹ Voir l'Ordonnance d'application MDIC n° 113/2013, (pièce JE-154). Voir aussi CLEPA letter, correspondence between car maker and supplier on traceability, 24 February 2014, (pièce JE-104); et Sindipeças e-mail to members on traceability, 20 January 2014, (pièce JE-174).

¹¹⁴⁰ Brésil, première communication écrite, paragraphe 483 (DS497).

¹¹⁴¹ Brésil, première communication écrite, paragraphe 483 (DS497).

crédits d'impôt. Comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.258, une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Le Groupe spécial conclut donc que cet aspect du Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. De plus, pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes 7.259 à 7.262, il considère qu'une constatation de l'existence d'une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux constitue également une constatation, par le Groupe spécial, du fait que l'élément de subordination des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC est présent.

7.4.2.4.4 Prescriptions relatives à l'accréditation imposant d'investir dans la R&D au Brésil et de consacrer des dépenses à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil, en ce qui concerne le matériel de laboratoire utilisé pour faire de la R&D au Brésil

7.766. L'Union européenne estime qu'un aspect des règles concernant l'accréditation permettant d'obtenir des crédits d'impôt présumés pour l'IPI contient une "condition explicite relative à la teneur en éléments locaux", qui impose l'utilisation de matériel de laboratoire brésilien dans le cadre des achats d'intrants stratégiques et outils devant être utilisés dans les activités de R&D requises, modifiant ainsi les conditions de concurrence pour le matériel de laboratoire importé en faveur du matériel de laboratoire national, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.¹¹⁴² Le Japon n'a pas contesté cet aspect particulier du Programme INOVAR-AUTO.¹¹⁴³

7.767. Le Groupe spécial rappelle qu'afin d'obtenir une accréditation dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, la société qui en fait la demande doit consacrer des dépenses aux activités de R&D, à l'ingénierie, à la technologie ou au renforcement des capacités des fournisseurs, au Brésil.¹¹⁴⁴ En outre, la disposition particulière du Programme INOVAR-AUTO à laquelle l'Union européenne fait référence dispose ce qui suit:

[S]eront considérées comme des activités de recherche-développement (R&D) concernant les produits et les procédés au Brésil: ... V – la conception, planification, construction ou modernisation de laboratoires et d'infrastructures pour leur fonctionnement, ainsi que l'acquisition de matériel services et pièces de rechange d'origine nationale nécessaires pour mener les activités énumérées dans le présent paragraphe.¹¹⁴⁵

7.768. L'Union européenne fait également référence à la disposition ci-après en ce qui concerne les dépenses consacrées à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil:

Aux fins de la présente ordonnance d'application, seront considérés comme de l'ingénierie de produits et de procédés, des activités de technologie industrielle de base et du renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil: ... V – la conception, planification, construction ou modernisation de laboratoires, de centres de recherche appliquée, de pistes d'essais et d'infrastructures pour leur fonctionnement, ainsi que l'acquisition de matériel, services et pièces de rechange d'origine nationale nécessaires pour mener les activités énumérées dans l'alinéa I, entre autres; VI – la conception, planification, construction ou modernisation de laboratoires, de centres de recherche appliquée et de pistes d'essais, en plus de toutes les infrastructures, pour leur fonctionnement, ainsi que l'acquisition d'équipements, services et pièces de rechange d'origine nationale nécessaires pour mener les activités énumérées dans l'alinéa II.¹¹⁴⁶

¹¹⁴² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 372. Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphe 435 et note de bas de page 354; deuxième communication écrite, paragraphes 90 et 186.

¹¹⁴³ Voir plus haut la note de bas de page 1087.

¹¹⁴⁴ Cette prescription n'est pas obligatoire pour les sociétés qui demandent l'accréditation en tant que fabricants nationaux. Voir plus haut le paragraphe 2.115.

¹¹⁴⁵ Ordonnance d'application MDIC n° 772/2013, (pièce JE-175), article 1, § 1 1) V).

¹¹⁴⁶ Ordonnance d'application MDIC n° 772/2013, (pièce JE-175), article 1, § 5 V) et VI).

7.769. De l'avis du Groupe spécial, comme l'impliquent nécessairement ces dispositions, l'option d'acheter des pièces de rechange et du matériel "nationaux" en vue de satisfaire aux prescriptions relatives à l'accréditation pour le Programme INOVAR-AUTO fonctionne comme une prescription imposant d'acheter du matériel et des pièces de rechange brésiliens. En d'autres termes, l'achat de matériel et de pièces de rechange importés similaires ne pourrait pas satisfaire à cette prescription aux fins de la prise en compte dans le calcul des montants qui doivent être investis et dépensés dans la R&D au Brésil.

7.770. Sur la base de son examen de ces éléments de preuve, le Groupe spécial considère que les prescriptions relatives à l'accréditation imposant d'investir dans la R&D au Brésil et de consacrer des dépenses à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil, en ce qui concerne le matériel de laboratoire utilisé pour faire de la R&D au Brésil imposent, comme l'implique nécessairement le libellé de la mesure, l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés pour être accrédité et obtenir les avantages fiscaux. Comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.258, une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Le Groupe spécial conclut donc que le Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. De plus, pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes 7.259 et 7.260, il considère qu'une constatation de l'existence d'une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux constitue également une constatation, par le Groupe spécial, du fait que l'élément de subordination des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC est présent. Le Groupe spécial rappelle qu'à son avis, comme il l'a indiqué plus haut au paragraphe 7.258, si une option particulière permettant de satisfaire à une certaine prescription modifie les conditions de concurrence au détriment des produits importés et en faveur des produits nationaux similaires, alors cette prescription est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, nonobstant l'existence d'autres options qui peuvent être compatibles avec les règles l'OMC.¹¹⁴⁷

7.771. Le Groupe spécial conclut donc que cet aspect du Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec l'article III:4 parce que les prescriptions relatives à l'accréditation imposant d'investir dans la R&D au Brésil et de consacrer des dépenses à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil, en ce qui concerne le matériel de laboratoire, soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.

7.4.2.5 Conclusion

7.772. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, les conditions d'accréditation permettant de bénéficier de crédits d'impôt présumés, les règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés et les règles concernant l'utilisation de crédits d'impôt présumés résultant de dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.773. En outre, le Groupe spécial conclut que a) la prescription relative à l'accréditation imposant d'exécuter un nombre minimal d'étapes de fabrication au Brésil; b) les règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés, en ce qui concerne les achats d'intrants stratégiques et outils; et c) l'aspect des prescriptions relatives à l'accréditation en ce qui concerne les dépenses et investissements en R&D au Brésil, portant sur l'achat de matériel de laboratoire brésilien, soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Il conclut en outre que ces trois mêmes aspects du Programme INOVAR-AUTO entraînent une subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Il incorporera cette constatation dans son analyse des allégations au titre de cette disposition.

¹¹⁴⁷ Voir plus haut les paragraphes 7.258 et 7.303, et la note de bas de page 648.

7.4.3 Allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994

7.4.3.1 Introduction

7.774. L'Union européenne et le Japon présentent des allégations au titre des première et deuxième phrases de l'article III:5 du GATT de 1994.

7.775. Le Groupe spécial rappelle que l'une des prescriptions requises pour être accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO impose que les sociétés exécutent un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil.¹¹⁴⁸

7.776. Le Groupe spécial rappelle aussi que les sociétés accréditées peuvent obtenir davantage de crédits d'impôt présumés pour l'IPI si elles achètent des intrants stratégiques et outils relatifs aux automobiles ayant une teneur plus élevée en éléments locaux que si elles achetaient des intrants stratégiques et outils ayant une faible teneur en éléments locaux.¹¹⁴⁹

7.777. L'Union européenne et le Japon estiment que le Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec la première phrase de l'article III:5 du GATT de 1994, parce que les prescriptions imposant a) d'exécuter au Brésil un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication et b) d'utiliser des composants et équipements automobiles produits dans le pays, pour obtenir des crédits d'impôt pour l'IPI, équivalent à une réglementation quantitative intérieure concernant la transformation ou l'utilisation de produits, qui exige qu'une quantité ou une proportion déterminée des produits provienne de sources nationales de production.¹¹⁵⁰

7.778. L'Union européenne et le Japon estiment que le Programme INOVAR-AUTO est également incompatible avec la deuxième phrase de l'article III:5, parce que, en tout état de cause, les prescriptions décrites plus haut équivalent à une réglementation quantitative intérieure qui est appliquée de manière à protéger la production nationale.¹¹⁵¹

7.779. Le Brésil estime que les programmes prévoyant des prescriptions relatives aux étapes de production n'établissent pas de prescriptions relatives aux produits au sens de l'article III:5 du GATT de 1994. Il estime que les prescriptions relatives aux étapes de production concernent la main-d'œuvre et la technologie et non le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits. Il fait également valoir que les prescriptions relatives aux étapes de production n'établissent pas d'obligation exigeant que les produits proviennent de sources nationales de production car elles exigent uniquement que certains stades de production soient effectués au Brésil. Ce dernier estime aussi que le Programme INOVAR-AUTO n'est pas conçu, structuré ou appliqué de manière à protéger la production nationale.¹¹⁵²

7.780. Le Brésil soutient aussi que les crédits d'impôt associés à des dépenses engagées pour des intrants ne relèvent pas du champ de l'article III:5 du GATT de 1994 parce qu'il n'y a aucune obligation concernant "le mélange, la transformation ou l'utilisation" de ces intrants, mais, qu'en fait, ils peuvent être associés plus étroitement à des obligations d'achat.¹¹⁵³

7.4.3.2 Critère juridique

7.781. Le Groupe spécial renvoie au cadre juridique exposé plus haut dans la section 7.3.3.2.

7.4.3.3 Analyse du Groupe spécial

7.782. Le Groupe spécial a déjà examiné ces deux conditions imposant d'exécuter un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication au Brésil et d'acheter des intrants stratégiques et outils relatifs aux automobiles produits dans le pays pour obtenir des crédits

¹¹⁴⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.115.

¹¹⁴⁹ Voir plus haut les paragraphes 2.126 et 2.127.

¹¹⁵⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 408 à 418; et Japon, première communication écrite, paragraphes 248 à 251.

¹¹⁵¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 419 à 433; et Japon, première communication écrite, paragraphe 252.

¹¹⁵² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 591 à 594 (DS472) et 525 à 527 (DS497).

¹¹⁵³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 595 (DS472) et 528 (DS497).

d'impôt pour l'IPI, dans le contexte des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.¹¹⁵⁴

7.783. Le Groupe spécial a conclu plus haut, aux paragraphes 7.751 et 7.765, que les conditions imposant d'exécuter un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication au Brésil, et d'utiliser des composants et équipements automobiles produits dans le pays, pour obtenir des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, étaient incompatibles avec l'article III:4 car elles soumettaient les produits importés (les intrants pour la fabrication de produits visés par des incitations) à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.

7.784. Compte tenu du fait que le Groupe spécial a déjà examiné ces deux conditions, dans le contexte de son analyse au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, il évaluera la question de savoir s'il est approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle dans le contexte des allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994.

7.785. À cet égard, le Groupe spécial rappelle les arguments de l'Union européenne, du Japon et du Brésil sur le point de savoir s'il devrait formuler des constatations concernant l'article III:5 en plus de ses constatations concernant l'article III:4, tel qu'il est décrit plus haut dans la section 7.3.3.3.

7.786. Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.177 à 7.179, les groupes spéciaux ne sont pas obligés de se prononcer sur chacune des allégations présentées par les parties plaignantes. Ils ont le pouvoir discrétionnaire d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et d'évaluer seulement les allégations qu'ils jugent nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.

7.787. Le Groupe spécial note que les caractéristiques spécifiques contestées au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 (à savoir les conditions imposant d'exécuter un nombre minimal d'activités de transformation ou d'étapes de fabrication au Brésil, et d'utiliser des composants et équipements automobiles produits dans le pays, pour obtenir des crédits d'impôt pour l'IPI) ont également été spécifiquement contestées par les parties plaignantes dans leurs allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.788. Le Groupe spécial rappelle qu'il a évalué exactement les mêmes caractéristiques au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et a constaté plus haut, dans les sections 7.4.2.4.2 et 7.4.2.4.3, que ces caractéristiques étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. Il ne voit pas de différence entre les caractéristiques visées par les parties plaignantes dans leurs allégations au titre de l'article III:4 et les caractéristiques visées par les parties plaignantes dans leurs allégations au titre de l'article III:5 du GATT de 1994.

7.789. Le Groupe spécial est parfaitement conscient qu'il doit arriver à une solution positive du présent différend. Toutefois, il ne voit pas pourquoi il lui faudrait évaluer deux allégations au titre de deux dispositions différentes de l'article III du GATT de 1994 qui visent les mêmes caractéristiques du Programme INOVAR-AUTO, pour arriver à une solution positive du différend. Cela s'explique par le fait que les aspects qui mènent à la constatation d'une incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 (spécifiquement, la constatation d'une discrimination à l'égard des intrants importés au moyen de l'imposition de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux) sont les mêmes que ceux dont les parties plaignantes allèguent qu'ils sont incompatibles avec l'article III:5 du GATT de 1994.

7.790. Même si l'article III:5 du GATT de 1994 a un sens plus précis et fait référence aux prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux lors de la réglementation intérieure de la transformation intérieure de produits, dans le contexte du présent différend, les parties plaignantes ont formulé leurs allégations au titre de l'article III:4 et III:5 du GATT de 1994 de telle sorte qu'elles visent exactement les mêmes caractéristiques.

7.791. Comme il l'a conclu en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 s'agissant des programmes concernant les TIC, le Groupe spécial considère que, dans

¹¹⁵⁴ Voir plus haut les sections 7.4.2.4.2 et 7.4.2.4.3.

le contexte spécifique du présent différend, si le Brésil met en conformité les aspects du Programme INOVAR-AUTO jugés incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994, il mettra aussi ses mesures en conformité avec l'article III:5 du GATT de 1994.¹¹⁵⁵ En particulier, les *raisons* de l'incompatibilité alléguée en ce qui concerne l'article III:5 sont, à son avis, pleinement réglées par ses constatations relatives à l'article III:4. À cet égard, le Groupe spécial souligne également que toutes les constatations de fait pertinentes pour une évaluation des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 ont déjà été formulées au sujet des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4.

7.4.3.4 Conclusion

7.792. Le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 pour arriver à une solution positive du présent différend et applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.

7.4.4 Allégations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC

7.4.4.1 Introduction

7.793. Les parties plaignantes soutiennent que le Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, à la fois indépendamment et conjointement avec l'article 2:2 et le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative de l'Accord, parce qu'il est incompatible avec l'article III du GATT de 1994.¹¹⁵⁶ Elles allèguent que le Programme INOVAR-AUTO constitue une mesure concernant les investissements et liée au commerce et qu'il entre donc dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC. Elles estiment en outre que le Programme INOVAR-AUTO est incompatible avec l'article III:2, III:4 et III:5 du GATT de 1994. Par conséquent, d'après elles, le Programme INOVAR-AUTO est également contraire à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.¹¹⁵⁷

7.794. Enfin, les parties plaignantes soutiennent que le Programme INOVAR-AUTO est une MIC qui relève du paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC car il exige que les sociétés accréditées achètent ou utilisent des produits d'origine nationale ou provenant de sources nationales, qu'il s'agisse d'intrants particuliers ou d'une proportion du volume de leur production locale, pour obtenir des réductions de l'IPI.¹¹⁵⁸

7.795. Le Brésil est d'accord avec les parties plaignantes sur le fait que le Programme INOVAR-AUTO est une mesure concernant les investissements. Néanmoins, il estime qu'il n'est pas lié au commerce des marchandises car il porte sur la recherche, le développement et la production.¹¹⁵⁹ Il estime que le Programme INOVAR-AUTO est hors du champ d'application de l'article III du GATT de 1994 en vertu de l'article III:8 b) du GATT de 1994 et n'est donc contraire ni au GATT de 1994 ni à l'Accord sur les MIC.¹¹⁶⁰

7.796. En ce qui concerne les arguments du Brésil selon lesquels le programme INOVAR-AUTO est hors du champ d'application de l'article III du GATT de 1994, parce qu'il concerne les prescriptions avant commercialisation plutôt que les produits, et en vertu de l'article III:8 b) du GATT également, le Groupe spécial a examiné plus haut ces deux arguments dans les sections 7.2.1 et 7.2.2 et a constaté que les mesures contestées n'étaient pas exclues des disciplines de l'article III.

¹¹⁵⁵ Voir plus haut le paragraphe 7.347.

¹¹⁵⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 435 à 451; Japon, première communication écrite, paragraphes 253 à 266.

¹¹⁵⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 445 et 446; Japon, première communication écrite, paragraphe 262.

¹¹⁵⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 447 à 449; Japon, première communication écrite, paragraphe 264.

¹¹⁵⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 675 (DS497).

¹¹⁶⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 676 et 677 (DS497).

7.797. Le Groupe spécial note que l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC dispose ce qui suit:

Sans préjudice des autres droits et obligations résultant du GATT de 1994, aucun Membre n'appliquera de MIC qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III ou de l'article XI du GATT de 1994.

7.798. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a indiqué que l'existence de deux éléments devait être démontrée pour établir une incompatibilité avec l'article 2:1: premièrement, la mesure contestée doit être une MIC; deuxièmement, la MIC doit être incompatible avec l'article III ou l'article XI du GATT.¹¹⁶¹ En outre, le Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis* a indiqué que l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC imposait aux Membres l'obligation de ne pas appliquer de MIC qui soit incompatible avec les dispositions relatives au traitement national de l'article III du GATT, y compris l'article III:2, III:4 et III:5. Il s'ensuit que toute mesure jugée incompatible avec l'article III du GATT et qui est aussi une MIC sera incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.¹¹⁶²

7.799. Le Groupe spécial note que, pour qu'il soit constaté qu'une mesure est incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, il doit s'agir d'une mesure concernant les investissements et liée au commerce, au sens de l'Accord sur les MIC, et il doit être constaté que cette mesure est incompatible avec l'article III du GATT de 1994. Le Groupe spécial poursuit en évaluant ces deux étapes tour à tour.

7.4.4.2 Question de savoir si le Programme INOVAR-AUTO est une mesure concernant les investissements et liée au commerce au sens de l'Accord sur les MIC

7.800. Les parties plaignantes estiment que le Programme INOVAR-AUTO est une mesure concernant les investissements et liée au commerce pour cinq raisons. Premièrement, ce programme impose clairement l'obligation d'investir dans la R&D et/ou l'ingénierie et la technologie industrielle de base dans le secteur automobile au Brésil pour obtenir une accréditation. Deuxièmement, les fabricants nationaux demandant l'accréditation doivent exercer un nombre minimal d'activités de fabrication au Brésil, encourageant ainsi les investissements et la production locale. Troisièmement, la prescription en matière d'accréditation concernant les investissements dans la conception, la planification, la construction ou la modernisation de laboratoires exige que les matériel, services et pièces de rechange proviennent de sources nationales. Quatrièmement, les règles sur l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI prévoient que plus la teneur en éléments nationaux des intrants stratégiques et outils est élevée, plus les crédits d'impôt pour l'IPI obtenus sont élevés. Enfin, l'Union européenne fait valoir que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux prévues par le Programme INOVAR-AUTO "sont liées au commerce des marchandises" parce qu'elles affectent les véhicules automobiles commercialisés au Brésil.¹¹⁶³

7.801. De l'avis du Groupe spécial, le Programme INOVAR-AUTO affecte et vise de fait à promouvoir l'investissement. Ils ont également une incidence sur le commerce car ils affectent la vente et l'achat de produits importés, y compris les intrants utilisés dans la fabrication des produits *finis* et *intermédiaires* visés par des incitations. À cet égard, comme on l'a déjà vu, si une mesure contient des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, elle serait nécessairement une mesure "liée[] au commerce" car ce genre de prescriptions, par définition, encouragent toujours l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et affectent donc le commerce.¹¹⁶⁴

7.802. Le Groupe spécial conclut donc que le Programme INOVAR-AUTO constitue une mesure concernant les investissements et liée au commerce au sens de l'Accord sur les MIC.

¹¹⁶¹ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.64.

¹¹⁶² Rapport du Groupe spécial *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.117.

¹¹⁶³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 439 à 443; Japon, première communication écrite, paragraphes 257 à 261.

¹¹⁶⁴ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.82.

7.4.4.3 Question de savoir si le Programme INOVAR-AUTO est une MIC qui est incompatible avec l'article III du GATT de 1994 et donc incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC

7.803. Afin de formuler une constatation d'incompatibilité en ce qui concerne l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, il doit être constaté que les MIC pertinentes sont incompatibles avec l'article III du GATT de 1994.

7.804. Le Groupe spécial a constaté plus haut, aux paragraphes 7.645, 7.688, 7.772 et 7.773¹¹⁶⁵, que le Programme INOVAR-AUTO était incompatible avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994. À la lumière de sa constatation qu'il a formulée plus haut, selon laquelle les programmes constituaient des mesures concernant les investissements et liées au commerce, il considère donc que ces aspects du Programme INOVAR-AUTO, dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

7.805. En outre, le Groupe spécial note que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, indiquées et évoquées plus haut dans les sections 7.4.2.4.2, 7.4.2.4.3 et 7.4.2.4.4, "prescrivent ... qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale", comme le mentionne le paragraphe 1 a) de la Liste exemplative annexée à l'Accord sur les MIC. Conformément à l'article 2:2 de l'Accord sur les MIC, une MIC figurant sur la Liste exemplative est incompatible en soi avec l'article III:4 du GATT de 1994, et donc incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Cela confirme aussi les constatations que le Groupe spécial a formulées plus haut, selon lesquelles les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont incompatibles avec l'article III:4 (et, comme il est indiqué plus haut, sont donc incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC).

7.4.4.4 Conclusion

7.806. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Programme INOVAR-AUTO constitue une mesure concernant les investissements et liée au commerce et que les aspects du programme dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.¹¹⁶⁶

7.4.5 Allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC

7.4.5.1 Introduction

7.807. Les parties plaignantes ont formulé des allégations au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC en ce qui concerne le Programme INOVAR-AUTO.

7.808. L'article 3.1 b) de l'Accord SMC prohibe les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

¹¹⁶⁵ Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.766 et analysé plus haut dans la note de bas de page 1087, le Japon n'allègue pas l'existence d'une quelconque incompatibilité avec l'article III:4 de l'aspect particulier du Programme INOVAR-AUTO qui concerne l'équipement de laboratoire acheté aux fins des prescriptions en matière d'accréditation concernant les dépenses et les investissements, comme il est exposé plus haut dans la section 7.4.2.4.4.

¹¹⁶⁶ Le Groupe spécial note que sa constatation d'incompatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne cet aspect des prescriptions en matière d'accréditation imposant d'investir dans la R&D au Brésil et de consacrer des dépenses à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil, pour ce qui est de l'équipement de laboratoire utilisé pour effectuer de la R&D au Brésil, comme il est exposé plus haut dans la section 7.4.2.4.4, est pertinente uniquement pour la demande de constatations présentée par l'Union européenne (DS472) et non pour celle présentée par le Japon (DS497). Voir plus haut les notes de bas de page 1087 et 1165. Par conséquent, la conclusion du Groupe spécial concernant l'incompatibilité avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, s'agissant de cet aspect particulier du Programme INOVAR-AUTO, concerne aussi uniquement le différend soumis par l'Union européenne (DS472) et non celui soumis par le Japon (DS497).

7.809. Le Groupe spécial rappelle que les sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO ont droit à des réductions de l'IPI exigible sur les ventes de certains véhicules automobiles au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI qui peuvent être utilisés pour compenser, en totalité ou en partie, l'IPI payée, jusqu'à concurrence de 30 points de pourcentage.¹¹⁶⁷

7.810. L'Union européenne et le Japon font valoir que les réductions de l'IPI exigible sur certains véhicules automobiles au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI accordés à des sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO sont des subventions au sens de l'Accord SMC car elles constituent des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues", au moyen desquelles un avantage est conféré.¹¹⁶⁸

7.811. L'Union européenne et le Japon font aussi valoir que les subventions alléguées accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et sont donc prohibées au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, parce que: a) l'une des prescriptions requises pour être accrédité au titre du Programme INOVAR-AUTO impose que les sociétés exercent un certain nombre d'activités spécifiques de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil; b) le montant le plus élevé de crédits présumés peut uniquement être obtenu en achetant des intrants stratégiques et outils nationaux; et c) si une société accréditée choisit de satisfaire aux prescriptions relatives aux investissements dans la R&D et la technologie en mettant en place ou en rénover des laboratoires d'essais, elle devrait utiliser des matériel et pièces de rechange nationaux.¹¹⁶⁹

7.812. Le Brésil dit que le Programme INOVAR-AUTO peut être considéré comme une subvention à la production qui vise à promouvoir la qualité des véhicules et leur efficacité énergétique. Il explique que, pour cela, le programme a établi un régime fiscal conçu pour compenser le coût de la mise en conformité engagé par les sociétés accréditées dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs du Programme INOVAR-AUTO.¹¹⁷⁰

7.813. Le Brésil estime aussi que le Programme INOVAR-AUTO n'exige pas, en droit ou en fait, que des produits nationaux soient utilisés, et les prescriptions relatives aux étapes de production et celles relatives aux investissements n'imposent pas une quelconque subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. Il fait valoir que les prescriptions relatives à la main-d'œuvre, aux étapes de production et à la technologie n'affectent pas les produits et ne relèvent pas du champ d'application du GATT ni de celui de l'article 3 de l'Accord SMC.¹¹⁷¹

7.814. Le Brésil estime aussi que les crédits d'impôt prévus par le Programme INOVAR-AUTO résultent de l'achat et non de l'utilisation d'intrants stratégiques et d'outils, quelle que soit leur origine, et que la méthode de calcul du crédit d'impôt ne se rapporte pas à l'origine des produits, mais plutôt au niveau de la contribution de la dépense en question aux objectifs du programme.¹¹⁷²

7.815. Le Brésil ajoute que la génération de crédits au moyen de l'achat d'intrants et d'outils n'est qu'une des diverses façons d'obtenir des crédits. Ils peuvent également être obtenus au moyen de dépenses de recherche, de développement et d'innovation, de versements au FNDCT, du renforcement des capacités des fournisseurs et de l'ingénierie.¹¹⁷³

¹¹⁶⁷ Voir plus haut la section 2.2.5.2.

¹¹⁶⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 454 à 460; Japon, première communication écrite, paragraphes 268 à 271.

¹¹⁶⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 461 à 465; Japon, première communication écrite, paragraphes 272 et 273. Seule l'Union européenne fait valoir le point c).

¹¹⁷⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 746 à 749 (DS472) et paragraphes 678 à 681 (DS497).

¹¹⁷¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 750 à 755 (DS472) et paragraphes 682 à 689 (DS497).

¹¹⁷² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 750 à 755 (DS472) et paragraphes 682 à 689 (DS497).

¹¹⁷³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 750 à 755 (DS472) et paragraphes 682 à 689 (DS497).

7.816. Pour déterminer si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO sont incompatibles avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, le Groupe spécial doit évaluer:

- a. si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR/AUTO constituent des subventions, c'est-à-dire si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des contributions financières des pouvoirs publics brésiliens sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", au moyen desquelles un avantage est conféré; et
- b. si ces subventions, quelles qu'elles soient, sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et donc prohibées.¹¹⁷⁴

7.4.5.2 Question de savoir si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, et donc prohibées

7.817. Le Groupe spécial rappelle que l'Union européenne et le Japon font valoir que les subventions accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et sont donc prohibées au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, parce que: a) l'une des prescriptions requises pour être accrédité au titre du Programme INOVAR-AUTO impose que les sociétés exercent un certain nombre d'activités spécifiques de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil; b) le montant le plus élevé de crédits présumés peut uniquement être obtenu en achetant des intrants stratégiques et outils nationaux; et c) si une société accréditée choisit de satisfaire aux prescriptions relatives aux investissements dans la R&D et la technologie en mettant en place ou en rénover des laboratoires d'essais, elle devrait utiliser des matériel et pièces de rechange nationaux.¹¹⁷⁵

7.818. Le Brésil estime que le Programme INOVAR-AUTO n'exige pas, en droit ou en fait, que des produits nationaux soient utilisés, et les prescriptions relatives aux étapes de production et celles relatives aux investissements n'imposent pas une quelconque subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. Il fait valoir que les prescriptions relatives à la main-d'œuvre, aux étapes de production et à la technologie n'affectent pas les produits et ne relèvent pas du champ d'application du GATT ni de celui de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.¹¹⁷⁶

7.819. Le Brésil estime aussi que les crédits d'impôt prévus par le Programme INOVAR-AUTO résultent de l'achat et non de l'utilisation d'intrants stratégiques et d'outils, quelle que soit leur origine, et que la méthode de calcul du crédit d'impôt ne se rapporte pas à l'origine des produits, mais plutôt au niveau de la contribution de la dépense en question aux objectifs du programme.¹¹⁷⁷

7.820. Le Brésil ajoute que la génération de crédits au moyen de l'achat d'intrants et d'outils n'est qu'une des diverses façons d'obtenir des crédits. Ils peuvent également être obtenus au moyen de dépenses de recherche, de développement et d'innovation, de versements au FNDCT, du renforcement des capacités des fournisseurs et de l'ingénierie.¹¹⁷⁸

¹¹⁷⁴ Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.497 et 7.498, conformément à l'article 2.3 de l'Accord SMC, l'examen de la question de la subordination portera aussi sur le point de savoir si les subventions sont spécifiques au sens où les parties plaignantes le font valoir. (Les parties plaignantes ne formulent pas d'allégation ni d'argument concernant un quelque autre mode de spécificité.)

¹¹⁷⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 461 à 465; Japon, première communication écrite, paragraphes 272 et 273. Seule l'Union européenne fait valoir le point c).

¹¹⁷⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 750 à 755 (DS472) et paragraphes 682 à 689 (DS497).

¹¹⁷⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 750 à 755 (DS472) et paragraphes 682 à 689 (DS497).

¹¹⁷⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 750 à 755 (DS472) et paragraphes 682 à 689 (DS497).

7.821. Les parties pertinentes de l'article 3 de l'Accord SMC disposent ce qui suit:

3.1 Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:

...

b) subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

3.2 Un Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1.

7.822. Ainsi, conformément à l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, sont prohibées, et ne seront ni accordées ni maintenues. Le sens ordinaire du mot "contingent" (subordonné) est "conditional: dependent *on, upon*" (conditionnel: dépendant *de*)¹¹⁷⁹, de sorte qu'une subvention est "subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés", et donc prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, si l'utilisation de produits nationaux est *requise* ou *nécessaire* pour recevoir la subvention.¹¹⁸⁰

7.823. Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.751, selon laquelle la prescription en matière d'accréditation imposant d'exercer un certain nombre d'activités spécifiques de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie au Brésil constitue une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés pour pouvoir bénéficier des avantages fiscaux prévus par le programme et, par conséquent, suppose la subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.824. Le Groupe spécial rappelle aussi la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.765, selon laquelle le calcul de la partie déductible s'agissant des règles sur l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant de dépenses engagées pour des intrants stratégiques et outils requiert l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et, par conséquent, implique une subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.825. Enfin, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.771, selon laquelle la prescription en matière d'accréditation imposant d'effectuer des dépenses et d'investir dans la R&D au Brésil, s'agissant de l'équipement de laboratoire utilisé pour effectuer de la R&D au Brésil, aboutit à une prescription imposant d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés et, par conséquent, suppose la subordination à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

¹¹⁷⁹ Shorter Oxford English Dictionary (6^{ème} éd., 2007).

¹¹⁸⁰ De fait, cette interprétation a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Automobiles*, dans laquelle ce dernier a rappelé ce qu'il avait dit au sujet de l'article 3.1 a) et a expliqué ce qui suit:

Lorsque nous avons examiné l'article 3.1 a) dans la section VI du présent rapport, nous avons rappelé que, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que "la connotation ordinaire du terme "subordonné" est "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de[s]" résultats à l'exportation." Ainsi, une subvention est prohibée au titre de l'article 3.1 a) si elle est "conditionnée" par les résultats à l'exportation, c'est-à-dire si elle "dépend, pour exister, des" résultats à l'exportation." Ainsi, une subvention est prohibée au titre de l'article 3.1 a) si elle est "conditionnée" par les résultats à l'exportation, c'est-à-dire si elle "dépend, pour exister, des" résultats à l'exportation. En outre, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous avons dit que la subordination "en droit" est démontrée "sur la base du libellé de la législation, de la réglementation ou d'un autre instrument juridique pertinent". (pas d'italique dans l'original) Comme nous l'avons déjà expliqué, cette conditionnalité peut découler nécessairement, par implication, des termes effectivement employés dans la mesure. Nous estimons que ce critère juridique s'applique non seulement à la "subordination" visée par l'article 3.1 a), mais aussi à la "subordination" visée par l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 123.

7.826. Ainsi, si le Groupe spécial constate que les crédits d'impôt accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des subventions au sens de l'Accord SMC, il conclura par voie de conséquence que ces subventions sont incompatibles avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

7.4.5.3 Question de savoir si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des subventions au sens de l'Accord SMC

7.827. Le Groupe spécial rappelle, comme il l'a dit plus haut dans la section 7.3.5.3, que, conformément à la partie pertinente de l'article premier de l'Accord SMC, une subvention existera dans l'affaire en cause:

- a. s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics, sous la forme de recettes publiques normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues; et
- b. si un avantage est ainsi conféré.

7.828. En ce qui concerne l'expression "contribution financière", le Groupe spécial rappelle que, comme il l'a dit plus haut dans la section 7.3.5.3.1, pour évaluer si "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues", il doit:

- a. Premièrement, identifier le traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués, en examinant les raisons objectives qui le sous-tendent.
- b. Deuxièmement, identifier un point de repère aux fins de comparaison – c'est-à-dire le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables. Cela supposera l'examen de la structure du régime d'imposition interne du Membre et de ses principes directeurs.
- c. Troisièmement, comparer le traitement fiscal contesté, et les raisons qui le sous-tendent, avec le traitement fiscal servant de point de repère identifié. Cette comparaison permettra au groupe spécial de déterminer si les pouvoirs publics abandonnent des recettes normalement exigibles en relation avec les revenus des bénéficiaires allégués.¹¹⁸¹

7.829. En ce qui concerne le concept d'avantage, le Groupe spécial rappelle aussi que, dans les cas où il a été constaté qu'une contribution financière existait sous la forme de l'abandon de recettes normalement exigibles, il n'a pas été difficile de conclure à l'existence d'un avantage, parce qu'un allègement fiscal est essentiellement un cadeau des pouvoirs publics, ou une dérogation à des obligations exigibles, et il est clair que le marché ne fait pas de tels cadeaux.¹¹⁸²

7.4.5.3.1 Question de savoir si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des contributions financières sous la forme de recettes des pouvoirs publics normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues

7.830. Comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.828, pour évaluer si les crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues", le Groupe spécial doit répondre aux questions suivantes: a) Quel est le traitement fiscal contesté qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués, et quelles sont les raisons objectives qui sous-tendent ce traitement? b) Quel est le traitement servant de point de repère ou le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations

¹¹⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 812 à 815.

¹¹⁸² Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 7.169 à 7.171. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 509; *États-Unis – FSC*, paragraphe 7.103; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.44 à 8.48; et les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 140; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 198.

comparables? et c) Quelle est la différence entre le traitement fiscal contesté, et les raisons qui le sous-tendent, et le traitement fiscal servant de point de repère identifié?¹¹⁸³

7.4.5.3.1.1 Traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués et raisons objectives qui le sous-tendent

7.831. Comme il est exposé plus haut au paragraphe 7.809, le traitement fiscal applicable aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO consiste dans des réductions de l'IPI exigible sur les ventes de certains véhicules automobiles au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI qui peuvent être utilisés pour compenser, en totalité ou en partie, l'IPI payée, jusqu'à concurrence de 30 points de pourcentage.

7.832. Le Groupe spécial rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), l'Organe d'appel a expliqué que l'identification du traitement fiscal qui s'appliquait aux revenus des bénéficiaires allégués entraînerait un examen des raisons objectives qui le sous-tendaient et, dans les cas où il supposait un changement dans les règles d'imposition d'un Membre, une évaluation des raisons expliquant ce changement.¹¹⁸⁴

7.833. Le Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012 décrit l'objectif du Programme INOVAR-AUTO de la manière suivante:

[Le Programme INOVAR-AUTO] vise à renforcer l'industrie automobile nationale et à créer une impulsion [des incitations] en vue d'augmenter la teneur technologique des véhicules produits dans le pays.

...

La mesure améliorera l'efficacité du parc brésilien de véhicules et permettra à l'industrie automobile nationale de répondre aux normes actuelles de production appliquées par l'industrie automobile internationale.¹¹⁸⁵

7.834. Le Groupe spécial examinera plus loin si les raisons susmentionnées affectent la comparaison entre le traitement fiscal contesté et le traitement servant de point de repère.

7.4.5.3.1.2 Traitement servant de point de repère pertinent et différence entre le traitement fiscal contesté et le traitement fiscal servant de point de repère identifié

7.835. Le Groupe spécial note que le traitement fiscal contesté est une réduction d'une taxe visant l'ensemble de l'économie qui s'applique, en principe, à toutes les transactions de toutes les entreprises. Comme il est expliqué en détail plus loin, sur la base des éléments de preuve qui lui ont été présentés et du cadre analytique exposé plus haut, le Groupe spécial constate que le point de repère devant être appliqué est le traitement fiscal visant l'ensemble de l'économie qui fait l'objet de la réduction.

Traitement servant de point de repère

7.836. Le Groupe spécial considère que, dans le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux ventes de véhicules automobiles visées par le Programme INOVAR-AUTO effectuées par des sociétés non accréditées, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total du taux de l'IPI applicable qui est exigible sur les ventes de véhicules automobiles non visés par des incitations. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui produisent et vendent les véhicules automobiles visés par le Programme INOVAR-AUTO se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve démontrant l'existence d'une quelque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard de l'IPI.

¹¹⁸³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphes 812 à 815.

¹¹⁸⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphe 812.

¹¹⁸⁵ Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012, (pièces JE-183 et BRA-51), paragraphes 44 et 45.

Le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations peut donc être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.837. Le Groupe spécial compare maintenant les réductions de l'IPI exigible sur les ventes de certains véhicules automobiles accordées aux sociétés accréditées, au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI, au titre du Programme INOVAR-AUTO, avec le traitement servant de point de repère identifié dans le paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux ventes par les sociétés non accréditées de produits non visés par des incitations.

7.838. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, la société non accréditée qui vend le véhicule automobile non visé par des incitations facturera toujours l'IPI à la société qui achète le produit fini non visé par des incitations, au moment de la vente. La société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant de l'IPI facturé, lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. Les pouvoirs publics brésiliens recevront donc le montant total de l'IPI exigible de la société non accréditée qui vend le produit non visé par des incitations.

7.839. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme INOVAR-AUTO, qui prévoit une réduction de la taxe, la société accréditée qui vend le produit visé par des incitations devra seulement verser une partie de la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.

7.840. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent seulement une partie de l'IPI qui aurait été normalement exigible, avec le traitement servant de point de repère, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total de l'IPI exigible, il est clair que, dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles. Par conséquent, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les réductions de l'IPI exigible sur certains véhicules automobiles au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI qui peuvent être utilisés pour compenser, en totalité ou en partie, l'IPI, "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues". Le Groupe spécial note que le Brésil ne conteste pas cette constatation.¹¹⁸⁶

Raisons de la différence de traitement fiscal

7.841. Enfin, en ce qui concerne l'obligation qui lui est faite de prendre en considération les raisons de la différence de traitement fiscal, le Groupe spécial rappelle que, selon le Mémoire explicatif pertinent, l'objectif déclaré du Programme INOVAR-AUTO est de renforcer l'industrie automobile nationale et de créer des incitations en vue d'augmenter la teneur technologique des véhicules produits dans le pays ainsi que d'améliorer l'efficacité du parc brésilien de véhicules et de permettre à l'industrie automobile nationale de répondre aux normes actuelles de production appliquées par l'industrie automobile internationale. Le Groupe spécial ne voit pas pourquoi ces raisons alléguées pourraient influencer ses constatations concernant la comparaison entre le traitement fiscal contesté et le traitement servant de point de repère.

7.4.5.3.1.3 Conclusion sur la question de savoir si les réductions fiscales au moyen de crédits d'impôt présumés prévus par le Programme INOVAR-AUTO constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues"

7.842. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les réductions de l'IPI exigible sur certains véhicules automobiles, au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI prévus par le programme INOVAR-AUTO, constituent des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

¹¹⁸⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 746 à 749 (DS472) et paragraphes 678 à 681 (DS497).

7.4.5.3.2 Question de savoir si les contributions financières accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO confèrent un avantage

7.843. Plusieurs groupes spéciaux ont conclu que, chaque fois que des recettes étaient abandonnées par les pouvoirs publics, un avantage était conféré.¹¹⁸⁷ Ayant conclu que les traitements fiscaux en cause constituaient des contributions financières dans les cas où "des recettes publiques normalement exigibles [étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues", le Groupe spécial conclut que les subventions en cause confèrent un avantage.

7.844. S'agissant des réductions de l'IPI exigible sur certains véhicules automobiles, au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI, il est clair que, en n'ayant pas à acquitter le montant total des taxes et des contributions concernées, les acheteurs des produits visés par des incitations sont mieux lotis avec les réductions que dans le scénario servant de point de repère où ils doivent acquitter le montant total des taxes concernées sur leurs achats de produits non visés par des incitations.

7.4.5.3.3 Conclusion sur la question de savoir si les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO constituent des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC

7.845. Ayant conclu qu'avec les réductions fiscales accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO, "des recettes publiques normalement exigibles [étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues" et qu'un avantage était ainsi conféré, le Groupe spécial conclut que les réductions de l'IPI sur certains véhicules automobiles au moyen de crédits d'impôt présumés pour l'IPI constituent des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

7.4.5.4 Question de savoir si les subventions accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC

7.846. Le Groupe spécial renvoie à l'explication qu'il a donnée sur le concept de spécificité plus haut aux paragraphes 7.496 à 7.498. Sur la base de cette explication, et étant donné que l'affaire en cause porte sur des allégations concernant l'existence de subventions prohibées, s'il conclut, dans son analyse exposée plus loin, que les subventions accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO sont prohibées au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, il sera aussi en mesure de conclure *ipso facto* que, conformément à l'article 2.3, les subventions accordées au titre du Programme INOVAR-AUTO sont spécifiques et donc assujetties aux dispositions de la partie II de l'Accord SMC.

7.4.5.5 Conclusion

7.847. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les réductions au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.¹¹⁸⁸ Elles sont donc des subventions prohibées, qui sont incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC.

7.848. Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.501 à 7.507, l'Accord SMC laisse aux Membres de l'OMC – en particulier les Membres en développement – une marge de manœuvre pour concevoir des programmes compatibles avec les règles de l'OMC permettant d'accorder des subventions à leurs seuls producteurs nationaux, ainsi que de favoriser, au moyen de ces subventions, le développement de leurs branches de production et de poursuivre d'autres objectifs de politique générale.

¹¹⁸⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 7.169 à 7.171. Voir aussi: les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 509; *États-Unis – FSC*, paragraphe 7.103; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.44 à 8.48; et les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 140; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 198.

¹¹⁸⁸ Voir plus haut les paragraphes 7.258 à 7.260.

7.4.6 Invocation de l'article XX du GATT de 1994 par le Brésil pour justifier certaines incompatibilités en ce qui concerne le Programme INOVAR-AUTO

7.4.6.1 Introduction

7.849. En ce qui concerne le Programme INOVAR-AUTO, le Brésil fait valoir qu'il n'y a aucune incompatibilité avec l'une quelconque des dispositions du GATT de 1994 ou de l'Accord sur les MIC. Il fait aussi valoir que, dans le cas où le Groupe spécial formulerait effectivement des constatations d'incompatibilité s'agissant de l'article III du GATT de 1994, une telle incompatibilité serait néanmoins justifiée au regard de l'alinéa b) de l'article XX, qui fait référence aux mesures "nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux", et au regard de l'alinéa g) de l'article XX, qui fait référence aux mesures "se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales".

7.850. En outre, le Brésil fait valoir que, dans le cas où le Groupe spécial formulerait effectivement des constatations d'incompatibilité au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, résultant de constatations d'incompatibilité s'agissant de l'article III du GATT de 1994, puisque les incompatibilités avec l'article III sont justifiées au regard de l'article XX b) et XX g), il n'y aurait pas de violation de l'Accord sur les MIC.¹¹⁸⁹ Le Brésil n'a présenté aucun moyen de défense au regard de l'article XX s'agissant d'incompatibilités alléguées avec l'Accord SMC.

7.851. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial rappelle les déclarations de l'Organe d'appel selon lesquelles "les aspects d'une mesure devant être justifiés au regard des alinéas de l'article XX sont ceux qui donnent lieu à la constatation d'incompatibilité au titre du GATT de 1994".¹¹⁹⁰ L'Organe d'appel a en outre précisé, dans le contexte de l'article XIV de l'AGCS, qui régit les exceptions générales qui sont applicables dans le contexte de l'AGCS, ce qui suit:

[P]our qu'un groupe spécial effectue correctement son évaluation au titre de l'article XIV de l'AGCS, l'analyse du groupe spécial devrait montrer clairement qu'en ce qui concerne chaque mesure prise individuellement, les aspects de la mesure examinée sont les mêmes que ceux qui ont donné lieu à sa constatation d'incompatibilité antérieure. Il en est ainsi parce qu'un défendeur ne peut pas justifier l'incompatibilité d'une mesure en fondant son moyen de défense sur des aspects de cette mesure qui sont différents de ceux que le groupe spécial a jugés incompatibles avec une disposition de l'AGCS.¹¹⁹¹

7.852. Par conséquent, les aspects du Programme INOVAR-AUTO devant être justifiés au regard de l'article XX b) et g) sont ceux dont le Groupe spécial a constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994.¹¹⁹²

7.853. Le Groupe spécial procédera à l'évaluation des moyens de défense affirmatifs du Brésil au titre de l'article XX b), avant de passer à son moyen de défense affirmatif au titre de l'article XX g).

¹¹⁸⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 744 (DS472) et paragraphe 676 (DS497).

¹¹⁹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.185. En outre, dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

[L]orsqu'on invoque l'article XX d) pour justifier une incompatibilité avec l'article III:4, l'élément dont on doit démontrer qu'il est "nécessaire" est le traitement donnant lieu à la constatation de l'existence d'un traitement moins favorable. Donc, lorsque l'existence d'un traitement moins favorable est constatée sur la base de différences dans la réglementation des importations et des produits nationaux similaires, l'analyse d'un moyen de défense au titre de l'article XX d) devrait être axée sur la question de savoir si ces différences de réglementation sont "nécessaires". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 177.

¹¹⁹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.169.

¹¹⁹² Voir plus haut les sections 7.4.1 et 7.4.2.

7.4.6.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont justifiés au regard de l'article XX b) du GATT de 1994

7.4.6.2.1 Description du critère juridique

7.854. L'article XX b) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures

...

b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux

7.855. Comme il est indiqué plus haut en ce qui concerne l'article XX a), l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

[L']évaluation d'une allégation concernant une justification au regard de l'article XX suppose une analyse en deux étapes au cours de laquelle une mesure doit d'abord être justifiée provisoirement au regard d'un des alinéas de l'article XX, avant d'être nouvellement évaluée au regard du texte introductif de l'article XX.¹¹⁹³

7.856. Selon l'Organe d'appel, la charge de prouver qu'une mesure est justifiée au regard de l'article XX incombe à la partie qui invoque ce moyen de défense.¹¹⁹⁴ Spécifiquement, la partie qui invoque le moyen de défense a la charge de prouver non seulement qu'une mesure est justifiée provisoirement au regard d'un alinéa de l'article XX, mais aussi qu'elle est compatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article XX.¹¹⁹⁵ L'Organe d'appel a toutefois indiqué ce qui suit:

[L]a nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis pour l'établissement d'éléments *prima facie* varieront nécessairement en fonction des faits de la cause et d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre. De plus, ces règles et principes de la jurisprudence de l'OMC ne doivent pas être appliqués d'une manière indûment formaliste ou mécanique, ni entraver l'analyse de fond devant être effectuée par un groupe spécial.¹¹⁹⁶

7.857. L'article XX du GATT de 1994 suppose donc une analyse en deux étapes. Premièrement, un groupe spécial doit évaluer si la mesure en cause est provisoirement justifiée au regard de l'alinéa de l'article XX qui a été invoqué. Deuxièmement, si le groupe spécial constate que la mesure est provisoirement justifiée, il doit examiner si son application satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.858. Comme pour le critère juridique prévu par l'article XX a) du GATT de 1994, comme il est indiqué plus haut, la première étape de l'analyse exige qu'un groupe spécial examine deux éléments afin de déterminer si une mesure est provisoirement justifiée au regard de l'alinéa b) de l'article XX: i) si la mesure contestée traite l'intérêt particulier spécifié à l'alinéa b) de l'article XX, à savoir, si elle est "conçue pour" protéger la vie et la santé des personnes, et ii) s'"il [existe] un lien suffisant entre la mesure [contestée] et l'intérêt protégé", c'est-à-dire, si la mesure contestée est "nécessaire" à la protection de la santé et de la vie des personnes.¹¹⁹⁷

¹¹⁹³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169. (notes de bas de page omises) Voir aussi plus haut la note de bas de page 871.

¹¹⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 24 et 25.

¹¹⁹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 24 et 25.

¹¹⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.33.

¹¹⁹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.67.

7.859. Pour éviter les répétitions, le Groupe spécial renvoie aux déclarations qu'il a faites plus haut concernant le critère juridique général pour la question de savoir si une mesure est "conçue pour" protéger un intérêt particulier.¹¹⁹⁸ Toutefois, il note que, dans le cas spécifique de l'alinéa b) de l'article XX, qui traite de la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et de la préservation des végétaux, des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont expliqué que l'existence d'un risque pour la santé et la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux devait d'abord être déterminée.¹¹⁹⁹ À cet égard, l'Organe d'appel a rappelé qu'un groupe spécial "disposait d'une marge d'appréciation pour déterminer la valeur des éléments de preuve et l'importance à leur accorder", dont le recours à des experts.¹²⁰⁰ Une fois l'existence de ce risque constatée, la deuxième étape consiste à examiner si la politique qui sous-tend la mesure vise à réduire ce risque. À ce propos, il est clairement établi que les Membres ont le droit de déterminer le niveau de protection qu'ils jugent approprié.¹²⁰¹

7.860. Une fois qu'il est constaté qu'une mesure est "conçue pour" protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, un groupe spécial doit déterminer si elle est "nécessaire" pour atteindre cet objectif. Pour éviter les répétitions, le Groupe spécial renvoie aux déclarations qu'il a faites plus haut concernant le critère juridique général pour la question de savoir si une mesure est "nécessaire pour" protéger un intérêt particulier.¹²⁰²

7.861. Dans le cas où le Groupe spécial constate que la mesure contestée est provisoirement justifiée au regard de l'alinéa b) de l'article XX du GATT de 1994, du fait qu'elle est nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes, il passera à la deuxième étape de son analyse, visant à déterminer si la mesure satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.862. Dans cette deuxième étape, le Groupe spécial évaluera si les aspects discriminatoires de la mesure contestée ont été "appliqu[és] de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international". Pour éviter les répétitions, il renvoie aux déclarations qu'il a faites plus haut concernant le critère juridique général pour la question de savoir si une mesure satisfait aux prescriptions du texte introductif.¹²⁰³

7.863. Le Groupe spécial procède maintenant à la première étape de l'analyse.

7.4.6.2.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont provisoirement justifiés au regard de l'article XX b)

7.864. Le Brésil fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO fait partie d'un ensemble de politiques brésiliennes qui visent i) à améliorer la sécurité des véhicules et ii) à réduire les émissions de CO₂. Par conséquent, il considère que le programme relève de la catégorie des politiques conçues pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux, préserver les végétaux et protéger l'environnement.¹²⁰⁴ Il fait référence à la Loi 12,715/2012 en vertu de laquelle a été adopté le Programme INOVAR-AUTO et qui indique expressément que l'objectif de ce programme est de favoriser "le développement technologique, l'innovation, la sécurité, la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique et la qualité des automobiles, camions, autobus et pièces automobiles".¹²⁰⁵

¹¹⁹⁸ Voir plus haut les paragraphes 7.518, 7.522 et 7.523.

¹¹⁹⁹ Rapport du Groupe spécial *CE – Amiante*, paragraphe 8.170. Le Groupe spécial chargé de cette affaire a dit que "l'usage du mot "protection" impliqu[ait] l'existence d'un risque." Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Amiante*, paragraphe 8.184.

¹²⁰⁰ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 161.

¹²⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.200 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.461, qui fait référence aux rapports de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 176; et *CE – Amiante*, paragraphe 168).

¹²⁰² Voir plus haut les paragraphes 7.524 à 7.535.

¹²⁰³ Voir plus haut la section 7.3.6.2.2.

¹²⁰⁴ Brésil, premières communications écrites, section 6.1.2.8.1.1 (DS472) et section 5.1.2.8.1.1 (DS497).

¹²⁰⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 606 (DS472) et paragraphe 539 (DS497), faisant référence à la Loi 12,715/2012, (pièce BRA-85), article 40. (pas d'italique dans l'original)

7.865. En ce qui concerne l'objectif consistant à améliorer la sécurité des véhicules, le Brésil estime que le Programme INOVAR-AUTO vise à favoriser la sécurité automobile et les avantages sociaux connexes, qui incluent la sécurité des passagers et la réduction du nombre d'accidents.¹²⁰⁶ Il fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO est l'outil par lequel il souhaite respecter les normes établies par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) dans le cadre du Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules.¹²⁰⁷ Il soutient que le Programme INOVAR-AUTO contribue à l'objectif consistant à protéger la santé et la vie des personnes en offrant des incitations pour la production de véhicules plus sûrs.¹²⁰⁸

7.866. S'agissant de l'objectif qui consiste à réduire les émissions de CO₂, le Brésil fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO fait partie d'un ensemble de politiques qui visent à réduire progressivement les émissions de CO₂ et de polluants.¹²⁰⁹ À cet égard, il dit que le Programme INOVAR-AUTO est mentionné expressément dans le Plan sectoriel brésilien en matière de transport et de mobilité urbaine visant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, en tant que mesure qui contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du transport.¹²¹⁰ Il fait valoir que ses politiques visant à améliorer l'efficacité énergétique des véhicules ont pour finalité la protection de l'environnement, et, partant, la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux.¹²¹¹

7.867. L'Union européenne estime que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO avaient été adoptés, appliqués ou conçus pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.¹²¹² À son avis, les objectifs en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules allégués par le Brésil ne sont pas des buts en soi, mais plutôt des éléments du véritable objectif poursuivi par le Brésil, qui est la protection et le développement de la branche de production nationale.¹²¹³

7.868. Le Japon considère que le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une "véritable relation" entre les caractéristiques spécifiques du Programme INOVAR-AUTO qui sont contestées et l'objectif de politique générale consistant à protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou à préserver les végétaux.¹²¹⁴

7.869. Comme il est indiqué plus haut, l'Organe d'appel a expliqué, dans le contexte de l'article XX a), que pour déterminer si une mesure contestée est provisoirement justifiée au regard de l'alinéa pertinent de l'article XX du GATT de 1994, les groupes spéciaux devaient évaluer deux éléments: i) si la mesure contestée est "conçue pour" protéger la moralité publique et ii) si la mesure contestée est "nécessaire" à la protection de cette moralité.¹²¹⁵ Compte tenu des similitudes entre l'article XX a) et l'article XX b) en ce qui concerne le lien requis entre la mesure contestée et l'intérêt protégé, le Groupe spécial considère que l'approche suivie par l'Organe d'appel pour l'analyse au titre de l'article XX a) est également applicable à l'analyse au titre de l'alinéa b) de l'article XX.

7.4.6.2.2.1 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont conçus pour protéger la santé et la vie des personnes

7.870. Le Groupe spécial procède maintenant à l'examen, en deux étapes, de la question de savoir si les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT sont conçus pour protéger la santé et la vie des personnes. Premièrement, il

¹²⁰⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 609 (DS472) et paragraphe 542 (DS497).

¹²⁰⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 612 (DS472) et paragraphe 545 (DS497).

¹²⁰⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 613 (DS472) et paragraphe 546 (DS497).

¹²⁰⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 614 (DS472) et paragraphe 547 (DS497).

¹²¹⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 616 (DS472) et paragraphe 549 (DS497), faisant référence au Plan sectoriel en matière de transport et de mobilité urbaine visant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci (*Plano Setorial de Transporte e de Mobilidade Urbana para Mitigação e Adaptação à Mudança do Clima* (PSTM), (pièce BRA-71)).

¹²¹¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 616 (DS472) et paragraphe 549 (DS497).

¹²¹² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 151 et 152 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.185).

¹²¹³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 155.

¹²¹⁴ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 95.

¹²¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.67 et 5.68.

examinera si les objectifs de politique générale allégués, à savoir, améliorer la sécurité des véhicules et réduire les émissions de CO₂, sont des objectifs qui relèvent de la catégorie des politiques qui visent à protéger la santé et la vie des personnes. Deuxièmement, il analysera si les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT sont conçus pour accroître la sécurité des véhicules et réduire les émissions de CO₂.

Question de savoir si les objectifs allégués de la mesure entrent dans le champ de l'article XX b) du GATT de 1994

7.871. Comme il est indiqué plus haut, le Brésil a identifié deux objectifs de politique générale poursuivis par le Programme INOVAR-AUTO: i) améliorer la sécurité des véhicules et ii) réduire les émissions de CO₂. Bien que l'Union européenne reconnaisse que, dans l'abstrait, l'efficacité énergétique et la sécurité routière sont des objectifs qui peuvent entrer dans le champ de l'article XX b) du GATT de 1994, elle fait valoir que le véritable objectif du Programme INOVAR-AUTO est de développer l'industrie automobile brésilienne.¹²¹⁶ Le Japon n'a pas réfuté la qualification faite par le Brésil de ses objectifs de politique générale.

7.872. Des groupes spéciaux antérieurs ont constaté qu'un vaste éventail de politiques avaient pour objectif la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, y compris des politiques relatives à la réduction de la pollution de l'air résultant de la consommation d'essence et à la réduction des risques liés à l'accumulation de pneumatiques de rebut.¹²¹⁷

7.873. Le Groupe spécial note l'importance de l'existence d'un risque pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux dans le contexte de l'article XX b). Dans l'affaire *CE – Amiante*, le Groupe spécial a considéré que la première étape pour déterminer si une mesure était provisoirement justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994 consistait à déterminer l'existence d'un risque pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux. À cet égard, l'Organe d'appel a rappelé qu'un groupe spécial "disposait d'une marge d'appréciation pour déterminer la valeur des éléments de preuve et l'importance à leur accorder", y compris le recours à des experts.¹²¹⁸ Une fois l'existence de ce risque constatée, la deuxième étape consiste à examiner si la politique sous-tendant la mesure vise à réduire ce risque.

7.874. En ce qui concerne le premier objectif invoqué par le Brésil, à savoir l'amélioration de la sécurité des véhicules, le Groupe spécial note que le Brésil a présenté des éléments de preuve indiquant que des normes plus strictes en matière de sécurité des véhicules avaient une incidence sur la réduction des risques pour la santé et la vie des personnes dans les accidents de la circulation. Un rapport de l'Organisation mondiale de la santé établissant un Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 identifie les risques que les accidents de la circulation représentent pour la santé et la vie des personnes en indiquant que "[l]es accidents de la route sont l'une des trois premières causes de décès chez les personnes âgées de 5 à 44 ans".¹²¹⁹ Selon ce rapport:

Chaque année, près d'1,3 million de personnes ... meurent dans un accident de la circulation, ce qui représente plus de 3 000 décès par jour. Vingt à cinquante autres millions de personnes survivent à des accidents qui provoquent, partout dans le monde, des traumatismes handicapants. 90% des décès sur les routes surviennent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire ... [O]n estime que les accidents de la circulation devraient entraîner 2,4 millions de décès par an et devenir ainsi la cinquième cause de mortalité dans le monde.¹²²⁰

¹²¹⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.867 et Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 157.

¹²¹⁷ Rapports des Groupes spéciaux *Chine – Matières premières*, paragraphe 7.479 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.21, et *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 7.108 et 7.115).

¹²¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 161.

¹²¹⁹ Article de l'OMS sur les accidents de la circulation, (pièce BRA-52), page 4.

¹²²⁰ Article de l'OMS sur les accidents de la circulation, (pièce BRA-52), page 4.

7.875. Le Groupe spécial note en outre qu'un rapport du Département des transports des États-Unis indique que l'une des évolutions qui peuvent avoir une incidence sur le taux de mortalité est le développement de technologies de sécurité des véhicules, comme les ceintures de sécurité, les coussins gonflables et le contrôle de la stabilité électronique.¹²²¹ Plusieurs rapports mentionnés par le Brésil soulignent aussi le fait que des dispositifs de sécurité des véhicules, comme les systèmes de contrôle de la stabilité électronique, peuvent prévenir jusqu'à 33% des accidents mortels et réduire de 73% le nombre d'accidents dans lesquels il y a perte de contrôle d'un véhicule. Ces rapports concluent que cette technologie pourrait permettre de sauver jusqu'à 4 000 vies et d'éviter 100 000 accidents entraînant des blessures, au Brésil.¹²²²

7.876. Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé établissant un Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 mentionne l'amélioration de la sécurité des véhicules comme étant l'une des mesures efficaces pour prévenir les accidents de la circulation. En fait, la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a proclamé une Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 invite aussi les États membres de l'Organisation des Nations Unies de mettre en œuvre, au niveau national, des actions suivant cinq volets, l'un étant la sécurité des véhicules.¹²²³

7.877. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Brésil a présenté des éléments de preuve suffisants pour démontrer qu'il existait un risque pour la santé et la vie des personnes causé par les accidents de la circulation et que l'amélioration de la sécurité des véhicules contribuait à protéger la santé et la vie des personnes, en contribuant à faire baisser le nombre de victimes. Par conséquent, il est d'avis que l'amélioration de la sécurité des véhicules est l'une des politiques visées par l'alinéa b) de l'article XX, étant donné qu'elle peut relever de la catégorie des politiques qui protègent la santé et la vie des personnes.

7.878. En ce qui concerne le deuxième objectif invoqué par le Brésil, à savoir la réduction des émissions de CO₂, le Brésil dit que, d'après les estimations figurant dans son Plan en matière de transport et de mobilité urbaine, 78% des émissions nationales totales de CO₂ associées au transport découlent de l'utilisation de véhicules individuels.¹²²⁴ Il explique que la réduction des émissions de CO₂ obtenue grâce au Programme de lutte contre la pollution atmosphérique due aux véhicules automobiles (PROCONVE) a un effet direct sur l'amélioration de la qualité de l'air dans les villes et la réduction des risques de présenter des problèmes respiratoires.¹²²⁵ De nombreuses résolutions promulguées par le Conseil national de l'environnement (CONAMA) du Brésil mentionnent la nécessité de réduire le niveau des émissions de polluants étant donné qu'elles contribuent à la détérioration continue de la qualité de l'air.¹²²⁶ Une étude élaborée par le Ministère brésilien de l'environnement montre que les émissions de CO₂ rejetées par les véhicules augmentent considérablement au Brésil. Au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement du Programme INOVAR-AUTO, ces émissions ont augmenté de 61,5% s'agissant des voitures à essence.¹²²⁷ Le Brésil dit que, pour réduire ces émissions de CO₂, il a mis en place une série de mesures au cours des dernières décennies. Une des mesures les plus pertinentes est le programme PROCONVE.¹²²⁸

7.879. Le Groupe spécial note que le point de vue du Brésil est étayé dans l'affaire *États-Unis – Essence*, dans laquelle le Groupe spécial partageait l'opinion des parties qui estimaient qu'une

¹²²¹ "Lives Saved by Vehicle Safety Technologies and Associated Federal Motor Vehicle Safety Standard, 1960 to 2012", U.S. Department of Transportation, January 2015, (pièce BRA-82).

¹²²² "Automotive safety: Brazil is still delayed" (*Segurança nos carros: o Brasil ainda está na rabeira*), (pièce BRA-83).

¹²²³ Article de l'OMS sur les accidents de la circulation, (pièce BRA-52), page 13.

¹²²⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 626 (DS472) et paragraphe 559 (DS497), faisant référence au Plan sectoriel en matière de transport et de mobilité urbaine visant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, (pièce BRA-71), page 63.

¹²²⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 510 (DS472) et paragraphe 443 (DS497).

¹²²⁶ Voir les Résolutions du CONAMA n° 18/1986, (pièce BRA-54); n° 3/1989, (pièce BRA-56); n° 4/1989, (pièce BRA-57); n° 1/1993, (pièce BRA-58); n° 6/1993, (pièce BRA-59); n° 7/1993, (pièce BRA-60); n° 8/1993, (pièce BRA-61); n° 16/1993, (pièce BRA-62); n° 27/1994, (pièce BRA-63); n° 14/1995, (pièce BRA-64); n° 15/1995, (pièce BRA-65); n° 16/1995, (pièce BRA-66); n° 17/1995, (pièce BRA-67); n° 315/2002, (pièce BRA-68); n° 403/2008, (pièce BRA-69); et n° 415/2009, (pièce BRA-70).

¹²²⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 627 (DS472) et paragraphe 560 (DS497).

¹²²⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 505 (DS472) et paragraphe 440 (DS497).

mesure destinée à réduire la pollution de l'air résultant de la consommation d'essence entrant dans le champ de l'alinéa b) de l'article XX.¹²²⁹

7.880. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Brésil a démontré que la réduction des émissions de CO₂ était l'une des politiques visées par l'alinéa b) de l'article XX, étant donné qu'elle peut relever de la catégorie des politiques qui protègent la santé et la vie des personnes.

7.881. Par conséquent, le Groupe spécial constate que tant l'amélioration de la sécurité des véhicules que la réduction des émissions de CO₂ sont des objectifs de politique générale qui sont visés par l'alinéa b) de l'article XX du GATT de 1994.

Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont conçus pour protéger la santé et la vie des personnes

7.882. Ayant constaté que tant l'amélioration de la sécurité des véhicules que la réduction des émissions de CO₂ sont des objectifs de politique générale visés par l'alinéa b) de l'article XX, le Groupe spécial passe à l'examen de la question de savoir si les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 sont conçus pour atteindre ces objectifs de politique générale.

7.883. Le Groupe spécial rappelle, au vu du critère juridique décrit plus haut aux paragraphes 7.518, 7.522 et 7.523, que, pour déterminer si une mesure est "conçue pour" atteindre un objectif particulier:

[S]i la mesure n'est *pas inapte* à protéger [l'objectif], cela indique l'existence d'un lien entre la mesure et la protection de [l'objectif]. Dans cette situation, il est requis de poursuivre l'examen de la question de savoir si la mesure est "nécessaire" au titre de l'article XX a).¹²³⁰

7.884. Le Groupe spécial note que les parties ne sont pas d'accord au sujet des objectifs de politique générale des aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT. À cet égard, il tiendra compte de la qualification des objectifs de politique générale faite par le défendeur, bien qu'il ne soit pas lié par cette qualification. Pour procéder à une évaluation objective qui lui permette d'identifier les objectifs poursuivis par la mesure contestée, il doit tenir compte d'autres éléments, en plus de la qualification faite par le Brésil. Ces éléments incluent le texte des instruments juridiques pertinents, l'historique de l'élaboration de la législation et les éléments de preuve disponibles dans le dossier concernant la conception, la structure et l'application de la mesure contestée.¹²³¹

7.885. Le Groupe spécial commence par examiner le texte des instruments juridiques pertinents. À cet égard, il constate que la Loi n° 12,715/2012, qui établit le Programme INOVAR-AUTO, dispose que le but du programme est de "[favoriser] le développement technologique, l'innovation, la sécurité, la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique et la qualité des automobiles, camions, autobus et pièces automobiles".¹²³² Cette idée est renforcée dans le Décret n° 7,819/2012, qui met en œuvre et précise les articles 40 à 44 de la Loi n° 12,715/2012.¹²³³ Ces objectifs sont aussi énoncés dans l'historique de l'élaboration de la législation concernant le Programme INOVAR-AUTO. En particulier, le Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012, qui accompagnait la mesure provisoire établissant le Programme INOVAR-AUTO, indique que ce programme "vise à renforcer l'industrie automobile nationale et à créer une impulsion [des incitations] en vue d'augmenter la teneur technologique des véhicules produits dans le pays".¹²³⁴ D'après ce Mémoire, le renforcement de l'industrie

¹²²⁹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.21.

¹²³⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.68. (notes de bas de page omises) (pas d'italique dans l'original)

¹²³¹ Voir les rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.144; *États-Unis – EPO*, paragraphe 371; et *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphe 314. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Chine – Matières premières*, paragraphe 7.479; et *Chine – Terres rares*, paragraphe 7.145.

¹²³² Loi n° 12,715/2012, (pièce JE-95), article 40.

¹²³³ Décret n° 7,819/2012, (pièce JE-132), article 1^{er}.

¹²³⁴ Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012, (pièces JE-183 et BRA-51), paragraphe 44.

automobile nationale devrait apporter des améliorations dans plusieurs domaines, comme la protection de l'environnement, la sécurité et l'efficacité énergétique.¹²³⁵

7.886. Passant à la conception, aux principes de base et à la structure de la mesure contestée pour procéder à une évaluation objective de l'objectif de politique générale qui la sous-tend¹²³⁶, le Groupe spécial rappelle que "les aspects d'une mesure devant être justifiés au regard des alinéas de l'article XX sont ceux qui donnent lieu à la constatation d'incompatibilité au titre du GATT de 1994"¹²³⁷ et, en outre, qu'"un défendeur ne peut pas justifier l'incompatibilité d'une mesure en fondant son moyen de défense sur des aspects [d'une] mesure qui sont différents de ceux que le groupe spécial a jugés incompatibles".¹²³⁸

7.887. Le Groupe spécial effectue donc son évaluation en examinant les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4, à savoir: i) les taux d'imposition réduits pour des véhicules automobiles spécifiques; ii) certains aspects des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation; iii) certains aspects des règles concernant le calcul des crédits d'impôt; et iv) certains aspects des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI.

7.888. Le Groupe spécial rappelle en outre les constatations qu'il a formulées plus haut selon lesquelles les prescriptions spécifiques en matière d'accréditation étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 parce que: 1) les fabricants étrangers étaient tenus de satisfaire à trois prescriptions spécifiques, tandis que les fabricants nationaux n'étaient tenus de satisfaire qu'à deux prescriptions spécifiques; et 2) contrairement à ce qui se passe pour les fabricants nationaux, pour les fabricants étrangers le respect des critères d'accréditation entraînait nécessairement une charge additionnelle, qui consiste à établir une présence commerciale au Brésil.¹²³⁹ Il a aussi constaté que les règles relatives à l'accumulation et à l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 parce que, respectivement: les règles relatives à l'accumulation favorisaient les fabricants nationaux au détriment des fabricants

¹²³⁵ Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012, (pièces JE-183 et BRA-51), paragraphe 44.

¹²³⁶ Rapport du Groupe spécial *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 7.200 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 33, dans lequel l'Organe d'appel a dit que "[B]ien que l'objectif d'une mesure puisse ne pas être facile à identifier, l'application de cette mesure à des fins de protection [pouvait] néanmoins être déterminée, le plus souvent, d'après sa conception, ses principes de base et sa structure révélatrice").

¹²³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.185. En outre, dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

[L]orsqu'on invoque l'article XX d) pour justifier une incompatibilité avec l'article III:4, l'élément dont on doit démontrer qu'il est "nécessaire" est le traitement donnant lieu à la constatation de l'existence d'un traitement moins favorable. Donc, lorsque l'existence d'un traitement moins favorable est constatée sur la base de différences dans la réglementation des importations et des produits nationaux similaires, l'analyse d'un moyen de défense au titre de l'article XX d) devrait être axée sur la question de savoir si ces différences de réglementation sont "nécessaires". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 177.

¹²³⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.169. L'Organe d'appel a fait cette déclaration dans le contexte de l'article XIV de l'AGCS. Le Groupe spécial ne voit aucune raison de ne pas appliquer également ce critère dans le contexte de l'article XX du GATT.

¹²³⁹ Voir plus haut les paragraphes 7.656 à 7.661 et 7.27 à 7.29. Le Groupe spécial rappelle que le Programme INOVAR-AUTO prévoit trois types d'accréditation différents: i) pour les sociétés qui exercent des activités de fabrication au Brésil; ii) pour les importateurs/distributeurs (c'est-à-dire les sociétés qui commercialisent des produits au Brésil et ne mènent pas d'activités de fabrication au Brésil); et iii) pour les investisseurs (c'est-à-dire les sociétés qui implantent des usines au Brésil ou, dans le cas de sociétés déjà implantées au Brésil, des sociétés qui installent de nouvelles usines ou de nouveaux projets industriels, afin de produire de nouveaux modèles au Brésil). Pour obtenir une accréditation, toutes les sociétés doivent satisfaire aux deux mêmes prescriptions générales en matière d'accréditation, ainsi qu'à une combinaison de prescriptions spécifiques en matière d'accréditation, qui varient selon le type d'accréditation que les sociétés demandent. Les prescriptions générales applicables à toutes les sociétés accréditées sont les suivantes: i) le respect de toutes les obligations fiscales au niveau fédéral; et ii) un engagement d'atteindre certains niveaux minimaux d'efficacité énergétique pour les produits commercialisés au Brésil. Ces prescriptions générales n'ont pas été contestées par les parties plaignantes, et le Groupe spécial n'a pas formulé de constatation à leur égard. S'agissant des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation, chaque société doit aussi satisfaire à une combinaison des prescriptions suivantes: i) exercer au Brésil un nombre minimal d'activités définies de fabrication et d'infrastructure d'ingénierie; ii) investir dans la recherche et le développement technologique (R&D) au Brésil; iii) consacrer des dépenses à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil; et iv) participer au Programme brésilien d'étiquetage des véhicules établi par l'INMETRO.

étrangers, puisqu'il était plus probable que les premiers achètent des intrants stratégiques et outils au Brésil; et les règles concernant l'utilisation de crédits d'impôt présumés découlant des dépenses engagées au Brésil pour des intrants stratégiques et outils prescrivait que ces crédits d'impôt ne puissent être utilisés pour des véhicules automobiles importés que s'il restait des crédits après la compensation des taxes sur les ventes de véhicules automobiles de fabrication nationale, et, également, puisque ces crédits d'impôt ne pouvaient être utilisés que pour un maximum de 4 800 véhicules automobiles importés par année.¹²⁴⁰ En outre, le Groupe spécial a constaté qu'une prescription spécifique en matière d'accréditation constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, à savoir la prescription imposant d'exécuter un nombre minimal d'étapes de production au Brésil.¹²⁴¹ Il a aussi constaté qu'un aspect particulier des prescriptions en matière d'accréditation pour ce qui est des dépenses et des investissements dans la R&D au Brésil, concernant la prescription imposant d'acheter du matériel de laboratoire au Brésil, constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.¹²⁴² Enfin, il a constaté qu'un aspect particulier des règles relatives à l'accumulation et au calcul des crédits d'impôt présumés, concernant spécifiquement le calcul de la partie déductible, constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.¹²⁴³

7.889. Pour évaluer si ces aspects jugés incompatibles sont conçus pour atteindre l'objectif qui consiste à protéger la santé et la vie des personnes, le Groupe spécial rappelle l'argument du Brésil selon lequel

les prescriptions relatives à la R&D et à la production ainsi que la méthode relative au calcul et à l'utilisation du crédit présumé pour l'IPI ont été établies pour accroître la contribution du Programme [INOVAR-AUTO] aux objectifs du Brésil en matière de sécurité et d'environnement. Selon l'expérience du Brésil, il n'est pas possible d'obtenir le niveau de progrès technologique souhaité dans l'industrie automobile sans incitations appropriées à la R&D, capacité de production appropriée et sans une branche de production de pièces automobiles très développée.¹²⁴⁴

7.890. Le Brésil fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO contribue à la sécurité des véhicules au moyen de la prescription en matière d'accréditation selon laquelle, pour être accréditées, les sociétés doivent satisfaire à au moins deux des trois prescriptions spécifiques possibles, l'une d'entre elles étant la possibilité de "dépenser, au Brésil, pour la recherche et le développement, au moins les pourcentages, indiqués dans le tableau ci-après, du produit brut total des ventes de marchandises et de services, à l'exclusion des taxes et des contributions sur les ventes".¹²⁴⁵ En outre, "les dépenses engagées par les sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO peuvent être considérées comme servant au développement de nouveaux dispositifs de sécurité active et passive des véhicules, conformément aux dispositions, limites et conditions énoncées dans l'acte conjoint du Ministre du développement, de l'industrie et du commerce extérieur et du Ministre des sciences, de la technologie et de l'innovation", sous réserve de certaines conditions.¹²⁴⁶

7.891. L'argument du Brésil tente de justifier des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation, dont la teneur n'a jamais été contestée par les parties plaignantes, et, par conséquent, elles n'ont pas besoin d'être justifiées au regard de l'article XX. Le Brésil fait valoir que la prescription imposant de consacrer des dépenses à la R&D au Brésil contribue à la sécurité des véhicules et donc à la protection de la santé des personnes. De l'avis du Groupe spécial, cette justification est dénuée de pertinence, parce que les parties plaignantes n'ont pas contesté en soi la prescription imposant de consacrer des dépenses à la R&D au Brésil, et le Groupe spécial n'a pas non plus formulé de constatation selon laquelle cette prescription était en soi incompatible avec les règles de l'OMC.

¹²⁴⁰ Voir plus haut les paragraphes 7.682 à 7.687 et 7.730 à 7.732.

¹²⁴¹ Voir plus haut la section 7.4.2.4.2.

¹²⁴² Voir plus haut la section 7.4.2.4.3.

¹²⁴³ Voir plus haut la section 7.4.2.4.4.

¹²⁴⁴ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 148.

¹²⁴⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 631 (DS472) et paragraphe 564 (DS497) (faisant référence au Décret n° 7,819/2012, (pièce JE-132), article 7).

¹²⁴⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 631 (DS472) et paragraphe 564 (DS497) (faisant référence au Décret n° 7,819/2012, (pièce JE-132), article 7).

7.892. Le Groupe spécial réaffirme que la constatation d'incompatibilité qu'il a formulée en ce qui concerne les prescriptions en matière d'accréditation en général, est fondée, premièrement, sur le fait que les fabricants étrangers sont tenus de satisfaire à *plus* de prescriptions que les fabricants nationaux. C'est cette différence dans le nombre de prescriptions (et non la validité de la prescription en tant que telle) que le Brésil est censé justifier au regard de l'article XX. Deuxièmement, le Groupe spécial est parvenu à la conclusion que les fabricants étrangers étaient assujettis à une charge plus lourde que les fabricants nationaux, parce qu'ils doivent s'établir au Brésil afin d'obtenir le traitement fiscal pour leurs produits. Il incombe donc au Brésil d'expliquer en quoi ces aspects incompatibles avec les règles de l'OMC des prescriptions en matière d'accréditation contribuent à la sécurité des véhicules et à la protection de la santé des personnes.

7.893. Le Groupe spécial note qu'il a constaté qu'un aspect particulier de la prescription en matière d'accréditation, se rapportant aux dépenses de R&D engagées au Brésil (spécifiquement pour l'achat de matériel de laboratoire brésilien), constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4. Bien que le Brésil ait présenté des arguments sur cet aspect particulier de la prescription relative aux dépenses, selon laquelle les dépenses engagées pour la sécurité des véhicules étaient prises en compte comme contribuant au respect de la prescription, il n'a *pas* démontré en quoi l'aspect discriminatoire de la prescription, concernant l'achat de matériel de laboratoire brésilien spécifiquement, était conçu pour atteindre l'objectif qui consiste à assurer la sécurité des véhicules.

7.894. En résumé, le Brésil tente de justifier des aspects des prescriptions en matière d'accréditation dont il n'a pas été constaté qu'elles étaient incompatibles et n'ont pas besoin d'être justifiés au regard de l'article XX.

7.895. S'agissant de son argument concernant l'objectif de réduction des émissions de CO₂, le Brésil fait valoir ce qui suit:

les objectifs en matière d'efficacité énergétique sont un élément fondamental du programme, car ils sont la principale condition pour que les sociétés accréditées puissent participer au programme global et ils sont applicables de la même façon à toutes les sociétés accréditées. Le Programme INOVAR-AUTO favorise la réalisation de gains d'efficacité énergétique tant en exigeant des normes minimales en matière d'efficacité énergétique pour les véhicules légers qu'en prévoyant des incitations additionnelles pour les sociétés qui dépassent ces objectifs, et en offrant les moyens financiers permettant de respecter ces objectifs. Le Programme INOVAR-AUTO favorise aussi l'efficacité énergétique en encourageant des investissements minimaux dans la R&D et l'ingénierie, les programmes d'étiquetage de l'efficacité énergétique et en stimulant la production de pièces automobiles efficaces sur le plan énergétique.¹²⁴⁷

7.896. Le Brésil fournit des précisions assez détaillées sur les objectifs spécifiques en matière d'efficacité énergétique qui sont obligatoires pour toutes les sociétés qui demandent à être accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO.¹²⁴⁸ Il attire aussi l'attention sur le Programme brésilien d'étiquetage pour les véhicules, qui est "axé principalement sur la fourniture aux consommateurs de renseignements au sujet de l'efficacité énergétique et des émissions de CO₂" et est une "condition facultative pour l'accréditation au programme".¹²⁴⁹

7.897. À cet égard, le Groupe spécial note que, tout comme dans l'analyse qu'il a exposée plus haut concernant la prescription spécifique en matière d'accréditation relative aux dépenses engagées pour satisfaire aux prescriptions en matière d'efficacité énergétique, les parties plaignantes n'ont pas contesté la compatibilité de ces prescriptions en matière d'efficacité énergétique avec les règles de l'OMC et, par conséquent, il n'est pas nécessaire que le Brésil les justifie au regard de l'article XX.

¹²⁴⁷ Brésil, première communication écrite, paragraphe 569 (DS497).

¹²⁴⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 498 à 527 et 637 à 639 (DS472) et paragraphes 435 à 461 et 570 à 572 (DS497).

¹²⁴⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 640 (DS472) et 573 (DS497).

7.898. Enfin, le Brésil fait aussi valoir que la prescription spécifique en matière d'accréditation liée à l'étiquetage des véhicules contribue à la protection de la santé des personnes.¹²⁵⁰ Là encore, le Groupe spécial répète que la teneur de cette prescription spécifique en matière d'accréditation n'a pas été contestée en soi et qu'il n'a pas constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que le Brésil justifie la compatibilité de la prescription en matière d'étiquetage des véhicules avec les règles de l'OMC.

7.899. En résumé, le Groupe spécial considère que le Brésil tente effectivement de "justifier l'incompatibilité d'une mesure en fondant son moyen de défense sur des aspects de [la] mesure qui sont différents de ceux que le groupe spécial a jugés incompatibles".¹²⁵¹

7.900. Par conséquent, le Brésil n'a expliqué avec aucun de ces arguments en quoi i) les taux d'imposition réduits pour des véhicules automobiles spécifiques, ii) les aspects incompatibles avec les règles de l'OMC des règles relatives à l'accréditation permettant d'accumuler des crédits d'impôt, iii) les aspects incompatibles avec les règles de l'OMC des règles concernant le calcul des crédits d'impôt ou iv) les aspects incompatibles avec les règles de l'OMC des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI étaient, d'une quelconque façon, liés aux objectifs consistant à améliorer la sécurité des véhicules ou l'efficacité énergétique.¹²⁵²

7.901. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "les aspects d'une mesure devant être justifiés au regard des alinéas de l'article XX sont ceux qui donnent lieu à la constatation d'incompatibilité au titre du GATT de 1994".¹²⁵³ En résumé, le Groupe spécial ne considère pas que l'un quelconque de ces arguments du Brésil démontre en quoi les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 sont conçus pour atteindre les objectifs déclarés que sont la sécurité des véhicules ou l'efficacité énergétique.

7.902. Nonobstant les constatations qu'il a formulées plus haut, le Groupe spécial note en outre l'argument du Brésil selon lequel "le Brésil souhaite encourager sa branche de production à acquérir la technologie et le savoir-faire nécessaires pour fabriquer ces automobiles de façon durable".¹²⁵⁴ Le Brésil fait valoir que les efforts déployés antérieurement pour faire en sorte que sa branche de production nationale puisse atteindre certains objectifs en matière d'efficacité énergétique n'ont pas abouti parce que les sociétés ne bénéficiaient pas des incitations appropriées pour atteindre ces objectifs.¹²⁵⁵ Comme le dit le Brésil, il "ne pouvait tout simplement pas exiger que les automobiles soient plus efficaces sans offrir d'incitation correspondante. Dans ce contexte, les moyens par lesquels les objectifs du Programme sont atteints sont tout aussi pertinents dans la présente analyse."¹²⁵⁶

7.903. Sur la base de cet argument, le Groupe spécial considère que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO ne sont pas *inaptés* à contribuer à la sécurité des véhicules et à la réduction des émissions de CO₂. En effet, il n'est pas inconcevable pour le Groupe spécial que,

¹²⁵⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 636, 640 et 641 (DS472) et 569, 573 et 574 (DS497).

¹²⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.169.

¹²⁵² Cela inclut les aspects de ces règles dont il a été constaté qu'ils imposaient des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, d'une manière incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. En particulier, bien que le Brésil ait formulé un argument en ce qui concerne la prescription spécifique en matière d'accréditation s'agissant des dépenses de R&D engagées au Brésil, le Groupe spécial note que sa constatation d'incompatibilité avec cette prescription particulière en matière d'accréditation se rapporte à la prescription imposant l'achat de matériel de laboratoire brésilien. Le Brésil n'a pas montré en quoi la prescription imposant l'achat de matériel de laboratoire brésilien était conçue pour atteindre les objectifs que sont la sécurité des véhicules ou l'efficacité énergétique.

¹²⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.185. En outre, dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

[L]orsqu'on invoque l'article XX d) pour justifier une incompatibilité avec l'article III:4, l'élément dont on doit démontrer qu'il est "nécessaire" est le traitement donnant lieu à la constatation de l'existence d'un traitement moins favorable. Donc, lorsque l'existence d'un traitement moins favorable est constatée sur la base de différences dans la réglementation des importations et des produits nationaux similaires, l'analyse d'un moyen de défense au titre de l'article XX d) devrait être axée sur la question de savoir si ces différences de réglementation sont "nécessaires". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 177.

¹²⁵⁴ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 158.

¹²⁵⁵ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 149.

¹²⁵⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 149.

dans certaines circonstances, les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO puissent effectivement contribuer aux objectifs allégués, d'une manière semblable à ce qui a été expliqué par le Brésil.

7.904. De l'avis du Groupe spécial, il est concevable que la protection accordée aux producteurs nationaux par les aspects discriminatoires de la mesure puisse leur permettre de développer leur branche de production. Le développement de la branche de production pourrait permettre à une branche de production qui serait autrement non concurrentielle de le devenir, ce qui donnerait lieu à un développement technologique au sein de la branche de production et, en fin de compte, lui permettrait de produire des véhicules plus économes en énergie et plus sûrs. En définitive, en faisant passer la branche de production nationale d'une position d'infériorité technologique et concurrentielle à une position dans laquelle elle pourrait soutenir la concurrence des véhicules automobiles étrangers, le Programme INOVAR-AUTO pourrait vraisemblablement contribuer à long terme à la sécurité globale des véhicules ainsi qu'à des réductions globales des émissions de CO₂.

7.905. Par conséquent, le Groupe spécial constate que le Brésil a démontré que la mesure n'était pas inapte à contribuer à l'objectif consistant à améliorer la sécurité des véhicules et à réduire les émissions de CO₂, et elle pourrait donc éventuellement contribuer à ces objectifs. Compte tenu de la constatation qu'il a formulée plus haut, selon laquelle il avait été démontré que ces objectifs étaient des objectifs au sens de l'article XX b) du GATT de 1994, le Groupe spécial constate en conséquence que le Brésil a démontré que la mesure était conçue pour protéger la santé et la vie des personnes au sens de l'article XX b).

7.4.6.2.2.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont "nécessaires" pour réaliser les objectifs déclarés

7.906. Le Groupe spécial a constaté plus haut que le Brésil avait démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO étaient "conçus pour" protéger la santé et la vie des personnes. Il procède donc à son analyse en évaluant si le Brésil a démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO étaient nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes.

7.907. Comme il est indiqué plus haut, cette analyse de la nécessité suppose de "sopeser et mettre en balance" une série de facteurs, y compris l'importance de l'objectif, la contribution de la mesure à cet objectif et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure.¹²⁵⁷ En outre, dans la plupart des cas, une comparaison entre la mesure contestée et les solutions de rechange possibles doit être effectuée.¹²⁵⁸

Importance des objectifs

7.908. Le Brésil fait valoir que les intérêts protégés par le Programme INOVAR-AUTO sont vitaux et importants au plus haut point. Il dit que le Programme INOVAR-AUTO a principalement pour objet d'obtenir des véhicules plus sûrs et plus économes en carburant¹²⁵⁹ et il rappelle que l'Organe d'appel a confirmé que les objectifs que sont la protection de la santé des personnes et la protection de l'environnement étaient tous deux vitaux et importants.¹²⁶⁰

7.909. S'agissant de l'objectif allégué du Programme INOVAR-AUTO consistant à améliorer la sécurité des véhicules, le Brésil fait valoir que les normes en matière de sécurité des véhicules sont directement liées à la protection de la santé et de la vie des personnes.¹²⁶¹ Il dit que les décès et les blessures dus à des accidents de la route sont un problème majeur de santé publique et qu'il

¹²⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.214 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169; *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 182; et *États-Unis – Jeux*, paragraphe 307 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 166)). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.70.

¹²⁵⁸ Voir plus haut le paragraphe 7.524.

¹²⁵⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 622 (DS472) et paragraphe 555 (DS497).

¹²⁶⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 622 (DS472) et paragraphe 555 (DS497), (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 144 et 179).

¹²⁶¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 623 (DS472) et paragraphe 556 (DS497).

s'attendait à ce qu'une sécurité accrue des véhicules réduise probablement le nombre de victimes et, par conséquent, protège la santé et la vie des personnes.¹²⁶²

7.910. En ce qui concerne l'objectif allégué du Programme INOVAR-AUTO consistant à réduire les émissions de CO₂, le Brésil fait valoir que le parc brésilien de véhicules n'a pas encore atteint le niveau d'efficacité énergétique réalisé dans d'autres pays, ce qui a ainsi pour effet de générer des émissions plus importantes de CO₂.¹²⁶³

7.911. L'Union européenne reconnaît que, dans l'abstrait, l'efficacité énergétique et la sécurité des véhicules sont des objectifs qui peuvent entrer dans le champ de l'article XX b) du GATT de 1994.¹²⁶⁴ Le Japon n'aborde pas cette question précise.

7.912. Le Groupe spécial fait observer que tant l'amélioration de la sécurité des véhicules que la réduction des émissions de CO₂ semblent revêtir une importance particulière pour le Brésil. S'agissant de la sécurité des véhicules, il note que le Brésil se classe au cinquième rang mondial en ce qui concerne les accidents de voiture mortels.¹²⁶⁵ Le Ministère brésilien de la santé a déclaré que les accidents de la circulation avaient été responsables d'environ 20,7% de tous les décès dus à des causes extérieures au Brésil en 2013.¹²⁶⁶ Le fait que l'OMS a lancé un Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 témoigne aussi de l'importance de cet objectif. Dans le rapport de l'OMS, il est indiqué que 90% des décès sur les routes surviennent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire et que, si aucune mesure efficace n'est prise immédiatement, on estime que les accidents de la circulation devraient entraîner 2,4 millions de décès par an et devenir ainsi la cinquième cause de mortalité dans le monde.¹²⁶⁷ En outre, l'une des recommandations de ce rapport, au niveau national, est de mettre en œuvre cinq volets, dont l'un vise à encourager le déploiement de meilleures technologies en matière de sécurité active et passive des véhicules.

7.913. Par conséquent, le Groupe spécial constate que l'amélioration de la sécurité des véhicules revêt une grande importance.

7.914. S'agissant de la réduction des émissions de CO₂, le Groupe spécial note que le Brésil a lancé de nombreuses initiatives au cours des récentes décennies afin de réduire les émissions de polluants dues aux véhicules automobiles, comme le Programme de lutte contre la pollution atmosphérique due aux véhicules automobiles (PROCONVE).¹²⁶⁸ En outre, le Plan brésilien en matière de transport et de mobilité urbaine indique que 78% des émissions nationales totales de CO₂ associées au transport découlent de l'utilisation de véhicules individuels.¹²⁶⁹ Une étude élaborée par le Ministère brésilien de l'environnement montre que les émissions de CO₂ rejetées par les véhicules ont considérablement augmenté au Brésil. Par exemple, pendant les cinq ans qui ont précédé l'établissement du Programme INOVAR-AUTO, ce chiffre avait augmenté de 61,5% s'agissant des véhicules à essence.¹²⁷⁰ De l'avis du Groupe spécial, cela montre l'importance que revêt cet objectif pour le Brésil.

¹²⁶² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 624 et 625 (DS472) et paragraphes 557 et 558 (DS497).

¹²⁶³ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 626 (DS472) et paragraphe 559 (DS497).

¹²⁶⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 157.

¹²⁶⁵ Article concernant l'étude de l'OMS sur les décès causés par des accidents de la circulation, (pièce BRA-75).

¹²⁶⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 624 (DS472) et paragraphe 557 (DS497).

¹²⁶⁷ Article de l'OMS sur les accidents de la circulation, (pièce BRA-52), page 4.

¹²⁶⁸ Voir les Résolutions du CONOMA n° 18/1986, (pièce BRA-54); n° 3/1989, (pièce BRA-56); n° 4/1989, (pièce BRA-57); n° 1/1993, (pièce BRA-58); n° 6/1993, (pièce BRA-59); n° 7/1993, (pièce BRA-60); n° 8/1993, (pièce BRA-61); n° 16/1993, (pièce BRA-62); n° 27/1994, (pièce BRA-63); n° 14/1995, (pièce BRA-64); n° 15/1995, (pièce BRA-65); n° 16/1995, (pièce BRA-66); n° 17/1995, (pièce BRA-67); n° 315/2002, (pièce BRA-68); n° 403/2008, (pièce BRA-69); et n° 415/2009, (pièce BRA-70).

¹²⁶⁹ Plan sectoriel en matière de transport et de mobilité urbaine visant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, (pièce BRA-71), page 63.

¹²⁷⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 672 (DS472) et paragraphe 560 (DS497).

7.915. Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a expliqué qu'"il y a[vait] peu d'intérêts plus "vitaux" et "importants" que la protection des êtres humains à l'égard des risques pour la santé, et que la protection de l'environnement n'[était] pas moins importante".¹²⁷¹

7.916. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le niveau d'importance des intérêts recherchés par le Brésil (c'est-à-dire l'amélioration de la sécurité des véhicules et la réduction des émissions de CO₂) est élevé.

Contribution aux objectifs

7.917. Le Brésil fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO contribue à la protection de la santé et de la vie des personnes en renforçant les normes en matière de sécurité des véhicules et en réduisant les émissions de CO₂. Il fait valoir que certaines prescriptions spécifiques en matière d'accréditation contribuent à ces objectifs.¹²⁷²

7.918. Le Groupe spécial rappelle les constatations qu'il a formulées plus haut selon lesquelles les prescriptions spécifiques en matière d'accréditation indiquées par le Brésil comme contribuant à l'amélioration de la sécurité des véhicules et à la réduction des émissions CO₂ ne sont pas des aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a constaté qu'ils étaient incompatibles en soi. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial ne considère pas que ces aspects particuliers du programme étaient pertinents individuellement pour une justification des aspects jugés incompatibles. À son avis, les éléments de preuve présentés par le Brésil pour démontrer la contribution apportée par les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO ne sont pas liés aux aspects du programme qui ont besoin d'être justifiés.

7.919. En ce qui concerne l'argument du Brésil selon lequel les aspects discriminatoires du programme contribuent aux objectifs déclarés parce que la discrimination a renforcé la branche de production nationale, facilitant ainsi son développement technologique, le Groupe spécial note que le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve, quantitatif ou qualitatif, pour étayer cette affirmation.¹²⁷³

7.920. En outre, le Groupe spécial note qu'en l'absence d'éléments de preuve à l'appui de l'idée selon laquelle ce scénario hypothétique pourrait se concrétiser, il peut uniquement évaluer la contribution probable du programme sur la base de la conception, de la structure et du fonctionnement de ses aspects jugés incompatibles. À cet égard, il note que, dans la mesure où le Brésil allègue que son objectif visé est la *sécurité des véhicules* et la *réduction des émissions de CO₂*, il n'apparaît pas que les mesures qui établissent une discrimination à l'égard des produits importés apportent une *quelconque* contribution. Au contraire, si les véhicules importés assujettis aux mêmes prescriptions que les véhicules nationaux ne faisaient pas l'objet d'une discrimination de la manière que le Groupe spécial a indiquée dans le présent rapport, il est possible que le nombre de véhicules sûrs et économes en énergie au Brésil augmente en réalité, en particulier à court terme, ce qui signifie que, loin de contribuer aux objectifs déclarés, les aspects discriminatoires nuisent en fait à la réalisation de cet objectif.

7.921. De l'avis du Groupe spécial, le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO avaient conduit, conduiraient ou étaient aptes à conduire à une amélioration de la sécurité des véhicules ou de l'efficacité énergétique. Par conséquent, le Groupe spécial pense que, bien qu'il soit possible que le Programme INOVAR-AUTO *puisse*, en théorie, contribuer à ces objectifs, le Brésil n'a pas démontré qu'il était probable ou possible que les aspects discriminatoires du programme contribuent à la réalisation de ces objectifs. À son avis, pour la raison indiquée plus haut au paragraphe 7.920, il est probable que le Programme INOVAR-AUTO ne contribuera pas beaucoup, si tant est qu'il contribue, à ces objectifs. Néanmoins, le Groupe spécial poursuit son analyse.

¹²⁷¹ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 144 et 179.

¹²⁷² Voir plus haut les paragraphes 7.889, 7.890, 7.895 et 7.898.

¹²⁷³ Le Groupe spécial note que le Brésil a présenté des éléments de preuve concernant l'incidence des prescriptions en matière d'efficacité énergétique du programme INOVAR-AUTO sur les émissions de CO₂. Comme il est indiqué plus haut, ces éléments de preuve ne sont pas pertinents pour les aspects du programme INOVAR-AUTO qui sont contestés par les parties plaignantes. Voir plus haut les paragraphes 7.895 à 7.897.

Niveau du caractère restrictif pour le commerce

7.922. Le Brésil fait valoir que le niveau du caractère restrictif pour le commerce du Programme INOVAR-AUTO est faible parce que les incitations sont accordées de manière non discriminatoire aux sociétés qui satisfont aux prescriptions minimales.¹²⁷⁴

7.923. Ni le Brésil ni les parties plaignantes n'ont présenté de quelconques éléments de preuve pour démontrer le caractère restrictif pour le commerce des aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO. Néanmoins, le Groupe spécial note ce qui suit.

7.924. S'agissant des taux d'imposition réduits pour certains véhicules automobiles, cet aspect discriminatoire du Programme INOVAR-AUTO a pour résultat de décourager l'achat de véhicules automobiles importés, ce qui, de l'avis du Groupe spécial, aura une incidence importante sur les importations de ces produits. Par conséquent, le Groupe spécial considère que, globalement, le caractère restrictif pour le commerce du Programme INOVAR-AUTO est important.¹²⁷⁵

7.925. S'agissant des règles discriminatoires relatives à l'accréditation concernant les crédits d'impôt présumés pour l'IPI, le Groupe spécial a fait observer que les prescriptions spécifiques en matière d'accréditation s'appliquaient à toutes les sociétés accréditées, sauf la prescription imposant que certaines activités de fabrication et d'ingénierie soient menées au Brésil, qui ne s'appliquait qu'aux sociétés accréditées en tant que fabricants nationaux. Toutefois, il a aussi noté que, pour être accréditées et avoir le droit d'accumuler des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, les sociétés devaient être établies au Brésil (dans le cas des fabricants et des importateurs/distributeurs nationaux) ou devaient s'engager à établir des installations de fabrication au Brésil (dans le cas des investisseurs qui n'ont pas encore de présence commerciale au Brésil). De l'avis du Groupe spécial, ces conditions ont un caractère très restrictif pour le commerce parce qu'elles empêchent les sociétés étrangères qui opèrent à l'extérieur du Brésil d'obtenir l'accréditation, quel que soit leur niveau d'investissements ou de dépenses au Brésil.

7.926. En outre, le Groupe spécial a constaté que les aspects des prescriptions en matière d'accréditation imposant l'exécution d'un nombre minimal d'étapes de production au Brésil (s'agissant de l'accréditation en tant que "fabricant national"), et l'achat de matériel de laboratoire brésilien, constituaient des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, qui établissaient une discrimination à l'encontre des composants d'automobiles et du matériel de laboratoire importés. Il considère que ces prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont très restrictives pour le commerce de ces produits importés.

7.927. S'agissant des règles discriminatoires relatives au calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, le Groupe spécial a noté que, pour accumuler des crédits, il fallait que des dépenses soient engagées au Brésil par les sociétés accréditées. Dans le cas spécifique des dépenses engagées pour des intrants stratégiques et des outils, le Groupe spécial a constaté que ces règles étaient conçues de manière à ce que les fabricants nationaux puissent accumuler des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés que les sociétés accréditées en tant qu'investisseurs ou en tant que distributeurs/importateurs, parce qu'il était plus probable que les fabricants nationaux achètent des intrants stratégiques et des outils au Brésil, étant donné que de tels intrants et outils étaient nécessaires pour que ces fabricants puissent exercer leurs activités normales de fabrication. Ce n'est pas le cas pour les fabricants étrangers accrédités en tant qu'importateurs/distributeurs au Brésil, parce que leur activité se limite à commercialiser des véhicules automobiles et que leur type d'accréditation ne prévoit pas le développement d'une quelconque activité de production au Brésil. En outre, le Groupe spécial a aussi constaté que les règles concernant le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses engagées pour des intrants stratégiques et des outils (faisant référence en particulier à la partie déductible) favorisaient les intrants stratégiques et les outils dont la teneur en éléments locaux

¹²⁷⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 645 (DS472) et paragraphe 578 (DS497).

¹²⁷⁵ Le Groupe spécial note que, dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'Organe d'appel a considéré qu'il y avait un manque de clarté en ce qui concernait le degré du caractère restrictif pour le commerce, de sorte qu'il ne voyait "aucune base pour procéder à une comparaison entre la mesure en cause et une quelconque mesure de rechange possible". Voir le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.115. En l'espèce, le Groupe spécial considère que la détermination du degré du caractère restrictif pour le commerce qu'il a établie est suffisamment claire pour procéder à une comparaison du caractère restrictif pour le commerce des mesures de rechange raisonnablement disponibles pour le Brésil, comme il est indiqué plus loin dans la section 7.3.6.3.2.4.

était d'un niveau plus élevé en accordant des crédits d'impôt présumés pour l'IPI plus élevés. Le Groupe spécial considère que ces aspects particuliers de la mesure contestée sont particulièrement restrictifs pour le commerce étant donné qu'ils pénalisent les sociétés étrangères et les intrants stratégiques et les outils importés (dont le niveau de la teneur en éléments brésiliens est probablement nul ou très faible).

7.928. S'agissant des règles discriminatoires relatives à l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, le Groupe spécial a noté que ces règles établissaient une priorité en faveur des véhicules nationaux par rapport aux véhicules importés. À son avis, cet aspect particulier du Programme INOVAR-AUTO est particulièrement restrictif pour le commerce, parce qu'il encourage l'achat de véhicules de fabrication nationale, ce qui a une incidence importante sur les importations de véhicules automobiles similaires.

7.929. Le Groupe spécial reconnaît que la détermination du caractère restrictif pour le commerce d'une mesure en particulier devrait être aussi précise que possible. Toutefois, il n'est pas en mesure de faire une estimation quantitative du niveau du caractère restrictif pour le commerce. Dans le présent différend, compte tenu des observations qu'il a formulées plus haut, le Groupe spécial constate que le niveau du caractère restrictif pour le commerce des aspects des règles relatives à l'accréditation permettant de recevoir des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, au calcul du montant des crédits d'impôt présumés pour l'IPI devant être accumulés et à l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses engagées pour des intrants stratégiques et des outils est important.¹²⁷⁶

Comparaison avec des mesures de rechange raisonnablement disponibles

7.930. Les parties plaignantes ont présenté cinq mesures de rechange qu'elles considèrent comme étant raisonnablement disponibles, moins restrictives pour le commerce que les mesures contestées et aptes à contribuer à la réalisation des objectifs allégués par le Brésil.

7.931. La première solution de rechange consiste à offrir des exonérations fiscales aux utilisateurs pour les ventes de tous les produits en cause qui sont conformes aux normes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules établies par cette mesure de rechange, quelle que soit l'origine des produits.¹²⁷⁷ L'Union européenne dit que cette mesure de rechange i) est compatible avec les règles de l'OMC puisqu'elle est neutre quant à l'origine; ii) apporte une contribution plus importante à la réalisation de l'objectif poursuivi que la mesure contestée parce que les consommateurs auront un accès accru à un éventail plus large de produits; iii) est moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée parce qu'elle prévoit le même traitement préférentiel, tant pour les produits nationaux que pour les produits importés; et iv) ne présente aucune difficulté pour ce qui est de la mise en œuvre.¹²⁷⁸ Elle fait aussi remarquer qu'il incombe au Brésil de montrer que la mesure de rechange n'est pas raisonnablement disponible.¹²⁷⁹

7.932. La deuxième solution de rechange est l'élimination ou la réduction substantielle des droits de douane sur les produits en cause qui sont conformes aux normes brésiliennes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules.¹²⁸⁰ L'Union européenne dit que cette mesure de rechange i) est compatible avec les règles de l'OMC, car les Membres de l'OMC sont libres d'abaisser leurs droits de douane en-deçà des droits consolidés; ii) apporte une contribution plus importante à la réalisation de l'objectif poursuivi que la mesure contestée parce que les consommateurs auront un accès accru à un éventail plus large de produits; (iii) est moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée; et iv) ne présente aucune difficulté pour ce qui est de la mise en œuvre.¹²⁸¹ Elle fait remarquer que cette mesure de rechange est possible

¹²⁷⁶ Voir plus haut la note de bas de page 884.

¹²⁷⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 159 et 165.

¹²⁷⁸ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 166 à 169; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁷⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 169; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁸⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 159 et 170.

¹²⁸¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 172 à 175; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

étant donné que le Brésil maintient des droits *ad valorem* appliqués de 35% pour la plupart des produits en cause.¹²⁸²

7.933. La troisième solution de rechange est l'octroi de crédits d'impôt pour l'IPI, ou d'autres types de crédits d'impôt, pour tous les véhicules et les composants qui respectent des objectifs spécifiques en matière d'efficacité, quels que soient les étapes de fabrication exécutées au Brésil ou le niveau de la teneur en éléments locaux.¹²⁸³ Puisque l'avantage fiscal est directement lié au niveau de l'efficacité énergétique atteint, et non au respect d'autres prescriptions, il contribuerait plus directement et plus efficacement à l'objectif de politique générale du Brésil que le Programme INOVAR-AUTO. En outre, cette solution de rechange est raisonnablement disponible parce que le Brésil récompense déjà le respect d'objectifs en matière d'efficacité énergétique, sous réserve de conditions additionnelles non liées à l'efficacité énergétique.¹²⁸⁴

7.934. La quatrième solution de rechange consiste à accorder des subventions pour tous les produits qui sont conformes aux normes brésiliennes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules, quelle que soit l'origine du produit.¹²⁸⁵

7.935. La cinquième solution de rechange est l'imposition de prescriptions directes relatives à l'efficacité énergétique et à la sécurité des véhicules s'appliquant à tous les produits, quelle que soit leur origine.¹²⁸⁶

7.936. Le Brésil considère que les mesures de rechange présentées par les parties plaignantes, soit ne permettent pas d'obtenir le niveau de protection approprié, soit ne sont pas disponibles pour des raisons techniques ou financières. S'agissant des mesures de rechange qui consistent en des exonérations fiscales ou l'octroi de subventions pour tous les véhicules qui atteignent certains niveaux de rendement du carburant, le Brésil fait valoir qu'elles compromettraient les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce qu'elles ne contribueraient pas au développement technologique du secteur automobile brésilien. Pour ce qui est de la mesure de rechange qui consiste en la réduction ou l'élimination des droits de douane pour les produits qui respectent certaines normes en matière d'environnement et de sécurité, le Brésil soutient aussi que cette approche ne répond pas à une préoccupation majeure soulevée par le Programme INOVAR-AUTO, à savoir la transformation du secteur automobile brésilien. En ce qui concerne la mesure de rechange qui consiste en l'imposition de prescriptions directes relatives à l'efficacité énergétique et à la sécurité des véhicules, le Brésil fait valoir qu'il a déjà tenté d'imposer de telles prescriptions dans le passé, sans succès.¹²⁸⁷

7.937. Le Groupe spécial comparera, l'une après l'autre, chacune des mesures de rechange présentées par les parties plaignantes avec la mesure contestée afin de confirmer si les mesures contestées sont "nécessaires" à la protection de la santé et de la vie des personnes, comme l'allègue le Brésil.

Exonérations fiscales pour tous les produits qui sont conformes à certaines normes

7.938. La première mesure de rechange proposée consiste à accorder des exonérations fiscales aux utilisateurs pour les ventes de tous les produits en cause qui sont conformes aux normes brésiliennes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules, quelle que soit leur origine.¹²⁸⁸

¹²⁸² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 171; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁸³ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁸⁴ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁸⁵ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁸⁶ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁸⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 157 à 160.

¹²⁸⁸ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 159 et 165.

7.939. Le Brésil fait valoir que cette solution de rechange compromettrait les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

7.940. Le Groupe spécial considère que cette mesure de rechange serait compatible avec les règles de l'OMC puisqu'elle s'appliquerait à tout produit, national ou importé, qui respecte certaines normes relatives aux niveaux d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules qu'elle prévoit. Le fait que les produits devraient être conformes à certaines normes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules garantirait la contribution aux objectifs de politique générale allégués. De l'avis du Groupe spécial, cette solution de rechange serait également moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée puisqu'elle ne serait pas appliquée d'une manière discriminatoire et que le Brésil serait en mesure de la mettre en œuvre parce qu'elle ne présente pas de complexité particulière ni n'impose de charge financière en ce qui concerne son application.

7.941. Le Brésil a fait valoir que la mesure de rechange n'est pas valable parce qu'elle ne contribuerait pas à l'un des objectifs des mesures contestées, à savoir le développement technologique du secteur automobile brésilien. Toutefois, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut dans le contexte de l'article XX a), selon laquelle un groupe spécial ne peut pas rejeter une solution de rechange raisonnablement disponible qui assure le niveau de protection souhaité d'un intérêt protégé au titre de l'article XX, simplement parce que cette solution de rechange n'assure pas un certain niveau de protection d'un intérêt *non* protégé au titre de l'article XX.¹²⁸⁹

7.942. Le Brésil n'a pas fait valoir que le développement technologique du secteur automobile brésilien était en soi un objectif protégé au titre de l'article XX. Il a seulement identifié l'objectif de la mesure qui était justifié au regard de l'article XX comme étant la protection de la santé et de la vie des personnes, en particulier au moyen de l'amélioration de la sécurité des véhicules et de la réduction des émissions de CO₂. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial ne peut pas rejeter la mesure de rechange proposée simplement parce qu'elle ne contribue pas à un objectif *différent* qui n'est pas protégé au titre de l'article XX.

7.943. En l'espèce, les objectifs de politique générale présentés par le Brésil étaient l'amélioration de la sécurité des véhicules et la réduction des émissions de CO₂. Le Groupe spécial estime qu'exiger le respect de certaines normes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules en ce qui concerne certains produits, quelle que soit leur origine, pour bénéficier d'exonérations fiscales contribuerait sans aucun doute à la réalisation des objectifs de politique générale allégués.

Élimination ou réduction des droits de douane sur les produits qui sont conformes à certaines normes

7.944. La deuxième mesure de rechange suggérée est l'élimination ou la réduction substantielle des droits de douane sur les produits en cause qui sont conformes aux normes brésiliennes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules, quelle que soit leur origine.¹²⁹⁰

7.945. Le Brésil fait valoir que cette solution de rechange compromettrait les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

7.946. Le Groupe spécial considère que cette mesure de rechange serait compatible avec les règles de l'OMC puisqu'elle s'appliquerait à tout produit, national ou importé, qui respecte certaines normes relatives aux niveaux d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules qu'elle prévoit. Comme pour la mesure de rechange qui précède, le fait que la mesure n'affecterait que des produits qui sont conformes à certaines normes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules garantirait la contribution aux objectifs de politique générale allégués. À son avis, cette solution de rechange serait moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée puisque qu'elle ne serait pas appliquée d'une manière discriminatoire. Enfin, il considère que le

¹²⁸⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.617.

¹²⁹⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 159 et 170.

Brésil serait en mesure de la mettre en œuvre parce qu'elle ne présente pas de complexité particulière ni n'impose de charge financière en ce qui concerne son application.

7.947. Pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes 7.941 et 7.942, le Groupe spécial rejette aussi l'argument du Brésil selon lequel cette solution de rechange n'est pas raisonnablement disponible parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

7.948. Le Groupe spécial note que l'Union européenne a formulé deux variantes de la même mesure de rechange: la première mentionne l'"élimination" des droits de douane et la deuxième consiste en une "réduction substantielle" des droits de douane. L'Union européenne a expliqué à cet égard qu'étant donné que le Brésil maintenait des droits appliqués *ad valorem* de 35% pour la plupart des produits en cause, il serait en mesure d'appliquer la mesure. Le Groupe spécial constate que cette double formulation de la mesure de rechange accroît la flexibilité dont disposerait le Brésil en ce qui concerne la mise en œuvre. Cette flexibilité serait peut-être nécessaire, compte tenu de l'incidence sur les recettes du Brésil que l'élimination ou la réduction substantielle des droits de douane pourrait avoir.

Crédits d'impôt pour tous les produits qui sont conformes à certaines normes

7.949. La troisième mesure de rechange suggérée consiste à accorder des crédits d'impôt pour l'IPi, ou d'autres types de crédits d'impôt, pour tous les véhicules et les composants qui respectent des objectifs spécifiques en matière d'efficacité énergétique, quels que soient les étapes de fabrication exécutées au Brésil ou le niveau de la teneur en éléments locaux.¹²⁹¹

7.950. Le Brésil fait valoir que cette solution de rechange compromettrait les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

7.951. Le Groupe spécial note d'abord que cette mesure de rechange ne fait référence qu'à l'un des deux objectifs de politique générale allégués, à savoir l'amélioration des niveaux d'efficacité énergétique entraînant une réduction des émissions de CO₂. Il considère que cette mesure de rechange présente un certain nombre de similitudes avec la première solution de rechange relative aux exonérations fiscales, étant donné que les crédits d'impôt fonctionnent dans la pratique comme des exonérations fiscales partielles. À cet égard, il considère que cette mesure de rechange serait compatible avec les règles de l'OMC puisqu'elle s'appliquerait à tout produit, national ou importé, qui satisfait à certains objectifs spécifiques en matière d'efficacité énergétique. La mesure n'affecterait que les produits qui satisfont à des objectifs spécifiques en matière d'efficacité, ce qui garantirait la contribution de la mesure de rechange aux objectifs de politique générale pertinents. Le Groupe spécial est d'avis que cette solution de rechange serait moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée puisqu'elle ne serait pas appliquée d'une manière discriminatoire. Enfin, il considère que le Brésil serait en mesure de la mettre en œuvre parce que, dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, le Brésil accorde déjà des crédits d'impôts pour les produits qui satisfont à certaines conditions, la différence étant que ces conditions sont liées non seulement à l'efficacité énergétique mais aussi à d'autres aspects.

7.952. Pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes 7.941 et 7.942, le Groupe spécial rejette aussi l'argument du Brésil selon lequel cette solution de rechange n'est pas raisonnablement disponible parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

Subventions pour tous les produits qui sont conformes à certaines normes

7.953. La quatrième mesure de rechange suggérée consiste à accorder des subventions pour tous les produits qui sont conformes aux normes brésiliennes en matière d'efficacité énergétique et de sécurité des véhicules, quelle que soit l'origine du produit.¹²⁹²

¹²⁹¹ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁹² Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

7.954. Le Brésil fait valoir que cette solution de rechange compromettrait les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

7.955. Le Groupe spécial considère que cette mesure de rechange serait compatible avec les règles de l'OMC puisqu'elle s'appliquerait à tout produit, national ou importé, qui respecte certaines normes relatives à l'efficacité énergétique et à la sécurité des véhicules. La contribution aux objectifs de politique générale allégués serait assurée étant donné que seuls les produits qui respectent les normes bénéficieraient des subventions. En outre, cette solution de rechange serait moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée puisqu'elle ne serait pas appliquée d'une manière discriminatoire. Enfin, le Groupe spécial note que, à la différence d'autres mesures de rechange, comme les exonérations fiscales ou les crédits d'impôt, cette mesure impliquerait le décaissement effectif de fonds par les pouvoirs publics brésiliens. La limitation de la disponibilité des fonds, en particulier dans les pays en développement, peut entraver la mise en œuvre de ce type de mesures. Toutefois, le Groupe spécial ne pense que cette simple raison ferait de cette mesure de rechange une mesure qui ne serait pas raisonnablement disponible, en particulier lorsque la partie défenderesse n'a présenté aucun argument à cet égard.

7.956. Pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes 7.941 et 7.942, le Groupe spécial rejette aussi l'argument du Brésil selon lequel cette solution de rechange n'est pas raisonnablement disponible parce qu'elle ne contribuerait pas au développement technologique du secteur automobile brésilien.

Prescriptions directes relatives à l'efficacité énergétique et à la sécurité des véhicules

7.957. La cinquième mesure de rechange suggérée consiste en l'imposition de prescriptions directes s'agissant des normes relatives à l'efficacité énergétique et à la sécurité des véhicules devant être respectées par tous les produits, quelle que soit leur origine.¹²⁹³

7.958. Le Brésil fait valoir qu'il a bien essayé d'imposer de telles prescriptions dans le passé, sans succès. En particulier, il dit que, compte tenu des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du Programme de lutte contre la pollution atmosphérique due aux véhicules automobiles (PROCONVE), il a décidé d'établir un système de prescriptions et d'incitations (à savoir, le Programme INOVAR-AUTO) devant contribuer à la réalisation des objectifs en matière d'efficacité énergétique qu'il cherchait à faire respecter. À son avis, cette approche "de la carotte et du bâton" était nécessaire à cette fin.¹²⁹⁴

7.959. S'agissant de l'argument du Brésil selon lequel il a mis à l'essai cette approche dans le passé, le Groupe spécial considère que le Brésil n'a pas étayé son affirmation.¹²⁹⁵ En l'absence d'éléments de preuve pour démontrer que la solution de rechange n'a pas assuré le niveau de contribution requis et d'éléments de preuve indiquant que la mesure contestée y contribuait effectivement de façon plus importante, le Groupe spécial ne peut pas rejeter la solution de rechange proposée. Il rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut selon laquelle il n'avait pas été démontré que le Programme INOVAR-AUTO apportait une quelconque contribution à l'objectif. En outre, à son avis, la solution de rechange proposée apporterait effectivement une contribution claire à l'objectif. Il estime donc que cette solution de rechange est compatible avec les règles de l'OMC, est apte à contribuer à l'objectif déclaré à un degré équivalent ou plus élevé que la mesure contestée, est moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée et est raisonnablement disponible.

¹²⁹³ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 97; et réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.

¹²⁹⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 512 et 513 (DS472) et 445 et 446 (DS497).

¹²⁹⁵ Le Groupe spécial note que le Brésil fait référence à deux "actions civiles publiques coûteuses" pour étayer son argument selon lequel le programme PROCONVE a connu des "difficultés" de mise en œuvre. Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphe 512 et notes de bas de page 337 et 338 (DS472) et paragraphe 445 et note de bas de page 296 (DS497). Nonobstant le fait que le Brésil n'a pas présenté d'éléments de preuve concernant ces actions civiles, il n'a pas expliqué au Groupe spécial en quoi ces actions civiles démontraient l'existence de "difficultés techniques et logistiques ... [qui] empêchaient la mise en œuvre des deux phases dans les délais prescrits." Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphe 338 (DS472) et paragraphe 445 (DS497).

Conclusion concernant les solutions de rechange raisonnablement disponibles

7.960. De l'avis du Groupe spécial, les parties plaignantes ont indiqué des solutions de rechange qui étaient compatibles avec les règles de l'OMC et moins restrictives pour le commerce que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO et qui apporteraient un degré équivalent ou plus élevé de contribution à l'objectif allégué par rapport aux mesures contestées. Il estime que le Brésil n'a pas démontré que les mesures de rechange indiquées par les parties plaignantes n'étaient pas raisonnablement disponibles, n'étaient pas moins restrictives pour le commerce ou n'apportaient pas une contribution équivalente aux objectifs de politique générale allégués.

7.4.6.2.2.3 Conclusion concernant la nécessité au titre de l'article XX b)

7.961. Le Groupe spécial a effectué une analyse globale, soupesant et mettant en balance l'importance de l'objectif, la contribution de la mesure à cet objectif, et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure, à la lumière des mesures de rechange raisonnablement disponibles. À son avis, et en particulier à la lumière des solutions de rechange raisonnablement disponibles qui, d'après le Groupe spécial, sont non seulement compatibles avec les règles de l'OMC et moins restrictives pour le commerce, mais aussi susceptibles de contribuer dans une plus large mesure que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO à l'objectif, le Brésil n'a pas démontré que les aspects de la mesure dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec les dispositions de l'article III du GATT de 1994 étaient "nécessaires" pour protéger la santé et la vie des personnes.

7.4.6.2.3 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO satisfont aux prescriptions du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994

7.962. Le Brésil fait valoir que les différences entre les sociétés qui fabriquent des véhicules au Brésil et celles qui ne font que commercialiser des véhicules au Brésil ne constituent pas une discrimination arbitraire ou injustifiable. Selon lui, ces différences se rapportent au niveau de contribution par les deux types de sociétés aux objectifs poursuivis par le programme.¹²⁹⁶ Ces différences se rapportent à trois questions: i) les conditions d'accréditation, ii) les prescriptions relatives aux investissements et iii) les réductions de l'IPI et les crédits d'impôt pour l'IPI. Premièrement, en ce qui concerne les conditions d'accréditation, le Brésil soutient qu'elles sont raisonnables.¹²⁹⁷ Deuxièmement, s'agissant de la prescription imposant que des investissements soient effectués au Brésil, celui-ci fait valoir qu'elle est compatible avec les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce que c'est la seule façon d'assurer que ces investissements se traduisent par des réductions des émissions de CO₂ au Brésil, la sécurité des véhicules au Brésil et la conservation du pétrole et de ses produits dérivés.¹²⁹⁸ Troisièmement, pour ce qui est des réductions de l'IPI et des crédits d'impôt pour l'IPI, le Brésil note que les réductions de l'IPI et les crédits d'impôt pour l'IPI prévus par le Programme INOVAR-AUTO sont fondés sur des critères raisonnables. Plus l'efficacité énergétique est élevée, plus la réduction de l'impôt est élevée; plus une société contribue aux objectifs du programme, plus le crédit qu'elle obtient est élevé.¹²⁹⁹ Le Brésil fait en outre valoir que le Programme INOVAR-AUTO n'est pas une restriction déguisée au commerce international parce que "[i]l n'y a rien de trompeur ni de caché dans l'application du programme".¹³⁰⁰

7.963. L'Union européenne fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO établit, de façon injustifiable, une discrimination entre les pays où les mêmes conditions existent. À son avis, les incitations accordées aux producteurs nationaux entraînent une restriction déguisée au commerce international. Elle soutient en outre que le traitement discriminatoire accordé dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO n'est pas lié aux objectifs allégués que sont l'amélioration de la sécurité des véhicules et la réduction des émissions de CO₂.¹³⁰¹ Le Japon fait valoir que le Brésil n'a pas établi *prima facie* que la mesure contestée n'était pas appliquée de façon à constituer un moyen de

¹²⁹⁶ Brésil, première communication écrite, paragraphe 682 (DS472) et paragraphe 615 (DS497).

¹²⁹⁷ Brésil, première communication écrite, paragraphes 683 et 684 (DS472) et paragraphes 616 et 617 (DS497).

¹²⁹⁸ Brésil, première communication écrite, paragraphe 687 (DS472) et paragraphe 620 (DS497).

¹²⁹⁹ Brésil, première communication écrite, paragraphe 689 (DS472) et paragraphe 621 (DS497).

¹³⁰⁰ Brésil, première communication écrite, paragraphe 693 (DS472) et paragraphe 625 (DS497).

¹³⁰¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 176 et 178.

discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent parce qu'elle fait référence aux mêmes normes au regard desquelles l'existence d'une violation d'une disposition de l'OMC est déterminée.¹³⁰² Il fait en outre valoir que le fait que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO n'ont aucun lien avec les objectifs de politique générale allégués démontre que les prescriptions du texte introductif n'ont pas été respectées.¹³⁰³ Il est d'avis que le fait que les aspects pertinents de la mesure contestée ont été appliqués de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent montre qu'ils sont aussi appliqués de manière à constituer une restriction déguisée au commerce international.¹³⁰⁴

7.964. Compte tenu des constatations formulées plus haut selon lesquelles la mesure n'était pas provisoirement justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994, le Groupe spécial ne considère pas qu'il soit nécessaire de formuler des constatations sur la question de savoir si le Brésil a démontré que son moyen de défense au titre de l'article XX b) satisfaisait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.4.6.2.4 Conclusion

7.965. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX b) du GATT de 1994.¹³⁰⁵

7.4.6.3 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont justifiés au regard de l'article XX g)

7.4.6.3.1 Description du critère juridique

7.966. L'article XX g) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures:

...

g) se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.

7.967. Comme il est indiqué plus haut en ce qui concerne l'article XX a) et b), l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

[L]'évaluation d'une allégation concernant une justification au regard de l'article XX suppose une analyse en deux étapes au cours de laquelle une mesure doit d'abord être justifiée provisoirement au regard d'un des alinéas de l'article XX, avant d'être nouvellement évaluée au regard du texte introductif de l'article XX.¹³⁰⁶

7.968. En outre, comme il a été indiqué, la charge de prouver qu'une mesure est provisoirement justifiée au regard de l'un des alinéas de l'article XX incombe à la partie qui invoque ce moyen de

¹³⁰² Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 113 et 114.

¹³⁰³ Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 115 et 116.

¹³⁰⁴ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 117.

¹³⁰⁵ Le Groupe spécial note que, conformément à l'article 3 de l'Accord sur les MIC, "[t]outes les exceptions prévues dans le GATT de 1994 s'appliqueront, selon qu'il sera approprié, aux dispositions du présent accord".

¹³⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169. (notes de bas de page omises) Voir aussi plus haut la note de bas de page 871.

défense.¹³⁰⁷ La partie qui invoque le moyen de défense a aussi la charge de prouver qu'une mesure provisoirement justifiée au regard d'un alinéa de l'article XX est compatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article XX.¹³⁰⁸ L'Organe d'appel a toutefois indiqué ce qui suit:

[L]a nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis pour l'établissement d'éléments *prima facie* varieront nécessairement en fonction des faits de la cause, et d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre. De plus, ces règles et principes de la jurisprudence de l'OMC ne doivent pas être appliqués d'une manière indûment formaliste ou mécanique, ni entraver l'analyse de fond devant être effectuée par un groupe spécial.¹³⁰⁹

7.969. L'article XX du GATT de 1994 suppose donc une analyse en deux étapes. Premièrement, un groupe spécial doit évaluer si la mesure en cause est provisoirement justifiée au regard de l'alinéa de l'article XX invoqué. Deuxièmement, si le groupe spécial constate que la mesure est provisoirement justifiée, il doit examiner si son application satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.4.6.3.1.1 Justification provisoire au regard de l'article XX g)

7.970. Le Groupe spécial note que l'exception générale figurant à l'alinéa g) de l'article XX du GATT de 1994 présente deux différences par rapport aux deux exceptions générales examinées plus haut (celles des alinéas a) et b) de l'article XX du GATT de 1994). Premièrement, le lien entre la mesure et l'intérêt protégé est exprimé, à l'article XX g), par l'expression "se rapportant à" et non "nécessaire à". Deuxièmement, le texte de la disposition incorpore une clause conditionnelle qui ne figure dans aucune autre exception générale au titre de l'article XX du GATT de 1994, à savoir: "si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales".¹³¹⁰

7.971. L'analyse au titre de cette disposition est "une évaluation globale [qui] ... doit être appliquée au cas par cas, au moyen d'un examen minutieux du contexte factuel et juridique d'un différend donné".¹³¹¹ Ce contexte inclut la ressource naturelle épuisable concernée et l'objectif de conservation spécifique poursuivi par le Membre qui s'appuie sur l'article XX g). L'Organe d'appel a expliqué que l'intention et le but exprimés par les Membres étaient pertinents, bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'un groupe spécial limite son analyse au texte de la mesure en cause ou accepte sans se poser davantage de questions la qualification de la mesure faite par le Membre.¹³¹²

7.972. Comme il est indiqué plus haut, l'Organe d'appel a aussi souligné l'importance de la conception et de la structure de la mesure contestée dans l'analyse de la question de savoir si la mesure satisfaisait aux prescriptions énoncées à l'article XX g) du GATT de 1994. L'Organe d'appel considère qu'en se concentrant sur la conception et la structure, les groupes spéciaux bénéficient d'une méthode objective pour procéder à l'analyse susmentionnée.¹³¹³

7.973. En outre, il n'y a aucune prescription imposant d'appliquer un "critère empirique fondé sur les effets" au titre de l'article XX g) du GATT de 1994. Toutefois, l'Organe d'appel a reconnu que les effets prévisibles d'une mesure, à savoir les effets qui étaient inhérents à la conception et à la structure de la mesure et en ressortaient, pouvaient être pertinents pour l'analyse d'un groupe spécial.¹³¹⁴

¹³⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

¹³⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 24 et 26.

¹³⁰⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.33.

¹³¹⁰ L'Organe d'appel a noté que le texte de l'article XX g), en particulier l'emploi du mot "si", appelait une évaluation globale de tous les éléments constitutifs de cet article. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphes 5.94 et 5.101.

¹³¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.95.

¹³¹² Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.95.

¹³¹³ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.96.

¹³¹⁴ La raison en est que, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*, "dans le domaine de la conservation des ressources naturelles épuisables, il peut s'écouler beaucoup de temps, peut-être des années, avant que l'on puisse observer les effets attribuables à la mise en œuvre d'une mesure donnée". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 24. Voir le rapport de l'Organe d'appel

7.974. Le Groupe spécial note que la première étape de l'analyse d'un groupe spécial englobe deux éléments: i) la question de savoir si les mesures en cause se rapportent à la conservation des ressources naturelles épuisables; et ii) si les mesures en cause sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.

7.975. L'Organe d'appel a expliqué que l'expression "ressources naturelles" figurant à l'alinéa g) de l'article XX du GATT de 1994 était "par définition évoluti[ve]".¹³¹⁵ Dans ce sens, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* a dit que l'expression "ressources naturelles épuisables" devaient être interprétée "à la lumière des préoccupations actuelles de la communauté des nations en matière de protection et de conservation de l'environnement".¹³¹⁶ Il a conclu que l'article XX g) visait la conservation des ressources naturelles épuisables à la fois biologiques et non biologiques.¹³¹⁷

7.976. S'agissant du mot "conservation", l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – Matières premières* a conclu qu'il signifiait "the preservation of the environment, especially of natural resources" (la préservation de l'environnement, en particulier de ressources naturelles).¹³¹⁸ Il a ensuite clarifié qu'"aux fins de l'article XX g), les contours précis du mot "conservation" ne [pouvaient] être pleinement compris que dans le contexte de la ressource naturelle épuisable en cause dans un différend donné."¹³¹⁹ À ce propos, il a expliqué que le mot "conservation" pouvait englober différentes actions selon que les ressources naturelles épuisables étaient biologiques ou non biologiques.¹³²⁰

7.977. Le Groupe spécial note en outre que les rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Crevettes* et *Chine – Matières premières* ont examiné la question du lien requis entre la mesure et l'intérêt protégé, en particulier en ce qui concerne l'expression "se rapportant à" qui figure à l'alinéa g) de l'article XX du GATT de 1994. L'Organe d'appel a constaté que l'expression "se rapportant à" exigeait une "relation étroite et véritable [pour ce qui est de] la fin et [des] moyens" entre la mesure et son objectif de conservation.¹³²¹ Cela excluait du champ de l'alinéa g) les mesures qui "ne vis[aient] qu'incidemment ou accidentellement à la conservation".¹³²² En outre, il a noté que "l'absence de restriction nationale ou la manière dont une mesure contestée s'appliqu[ait] à la production ou à la consommation nationales [pouvaient] être pertinentes pour une évaluation du point de savoir si la mesure contestée "se rapport[ait] à" la conservation."¹³²³ Il a aussi souligné l'importance d'examiner la conception et la structure de la mesure en cause pour déterminer si une mesure se rapportait à la conservation des ressources naturelles épuisables.¹³²⁴

7.978. Pour ce qui est du deuxième élément de cette première étape de l'analyse du Groupe spécial, à savoir si les mesures contestées sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales, le Groupe spécial note que l'Organe d'appel a

Chine – Terres rares, paragraphes 5.98, 5.100 et 5.113. À cet égard, le Groupe spécial note que l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés* a fait référence à des mesures adoptées en vue d'atténuer le réchauffement de la planète et le changement du climat comme exemple de politiques dont les effets pouvaient uniquement être évalués avec le recul. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 151.

¹³¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 130 (faisant référence à *Namibie (Conséquences juridiques) avis consultatif (1971) Recueil de la C.I.J.*, page 31, où la Cour internationale de justice a estimé que, lorsque les notions consacrées par un traité sont "par définition évolutives", leur "interprétation ne peut manquer de tenir compte de l'évolution que le droit a ultérieurement connue ... De plus, tout instrument international doit être interprété et appliqué dans le cadre de l'ensemble du système juridique en vigueur au moment où l'interprétation a lieu.")

¹³¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 129.

¹³¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 131.

¹³¹⁸ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 355.

¹³¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.89.

¹³²⁰ Par exemple, dans le cas d'une ressource minérale épuisable, la conservation pourrait impliquer la réduction voire même l'arrêt de son extraction, tandis que pour une espèce menacée d'extinction, elle pourrait englober un arrêt des activités créant le danger d'extinction ou une aide au renouvellement de cette espèce menacée. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.89.

¹³²¹ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 136; et *Chine – Matières premières*, paragraphe 355.

¹³²² Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.90.

¹³²³ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.90.

¹³²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.111 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 135 à 137; et *Chine – Matières premières*, paragraphe 355).

expliqué que la mesure en cause devait être promulguée ou mise en application et devait fonctionner de concert avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales de ressources naturelles épuisables. Les deux restrictions (au commerce international et à la production et à la consommation nationales) doivent fonctionner concurremment en vue de réaliser l'objectif de conservation, c'est-à-dire qu'elles doivent "fonctionn[er] de concert".¹³²⁵ En outre, l'Organe d'appel a précisé que, pour respecter l'élément "appliquées" de l'article XX g), il ne suffisait pas que la production ou la consommation nationales fassent l'objet d'éventuelles limitations à un moment indéterminé dans le futur. La restriction à la production ou à la consommation nationales doit être "réelle" et doit renforcer et compléter la restriction au commerce international.¹³²⁶

7.979. L'Organe d'appel a considéré que cela établissait une "obligation d'impartialité" dans l'imposition de restrictions, au nom de la conservation, à la production ou à la consommation de ressources naturelles épuisables".¹³²⁷ Toutefois, cette obligation n'est pas une prescription séparée qui s'ajoute à la prescription voulant que la mesure soit "appliquée conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales"; elle est renfermée dans les termes de l'article XX g) s'agissant de l'imposition de restrictions, parce que le critère et l'évaluation au titre de l'article XX g) sont globaux.¹³²⁸ En outre, selon l'Organe d'appel, l'article XX g) ne contient pas "[de] prescription imposant que la charge de la conservation soit répartie de manière égale".¹³²⁹ Cependant, il a aussi dit qu'"il serait difficile de concevoir une mesure qui imposerait une charge *considérablement plus lourde* aux consommateurs ou producteurs étrangers et dont on pourrait néanmoins montrer qu'elle satisfai[sait] à toutes les prescriptions de l'article XX g)".¹³³⁰ En outre, dans l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

Il n'existe évidemment aucun texte sur lequel se fonder pour exiger que les produits nationaux et les produits importés soient soumis à un traitement identique. En effet, lorsqu'il y a une identité de traitement – c'est-à-dire une égalité de traitement réelle et pas seulement formelle – on voit mal, d'abord, comment il pourrait y avoir incompatibilité avec D'un autre côté, si aucune restriction n'est imposée sur les produits similaires d'origine nationale et que toutes les limitations frappent les produits importés uniquement, on ne peut admettre que la mesure est destinée principalement ou même de manière substantielle à la réalisation d'objectifs de conservation. Il s'agirait simplement d'une discrimination manifeste destinée à protéger les produits d'origine locale.

7.4.6.3.1.2 Texte introductif de l'article XX du GATT de 1994

7.980. S'agissant de la deuxième étape de l'analyse au titre de l'article XX du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle le critère juridique décrit plus haut dans la section 7.3.6.2.2.

7.981. Comme il est indiqué plus haut, l'article XX du GATT de 1994 suppose une analyse en deux étapes. Premièrement, le Groupe spécial doit évaluer si la mesure en cause est provisoirement justifiée au regard d'un alinéa de l'article XX. Deuxièmement, si le Groupe spécial constate que la mesure est provisoirement justifiée, il doit examiner si son application satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX. Le Groupe spécial effectue son analyse dans cet ordre.

7.4.6.3.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont provisoirement justifiés au regard de l'article XX g)

7.982. Comme il est mentionné plus haut, pour déterminer si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont provisoirement justifiés au regard de l'alinéa g) de l'article XX, le Groupe spécial doit effectuer une analyse globale des divers éléments de l'article XX g). À des fins d'analyse, il examine successivement, premièrement, si les aspects discriminatoires du

¹³²⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphes 356 et 360

¹³²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphes 5.92 et 5.132.

¹³²⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.93 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 23. (italique dans l'original)

¹³²⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.124.

¹³²⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.134.

¹³³⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.134. (pas d'italique dans l'original)

Programme INOVAR-AUTO se rapportent à la conservation des ressources naturelles et, deuxièmement, si les aspects discriminatoires du programme sont appliqués conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.

7.4.6.3.2.1 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO se rapportent à la conservation des ressources naturelles épuisables

7.983. Le Brésil soutient que le Programme INOVAR-AUTO se rapporte à la conservation du pétrole et de ses sous-produits, dont l'essence, parce que le traitement fiscal différent qu'il accorde vise directement à réduire la consommation d'essence en améliorant l'efficacité énergétique des véhicules.¹³³¹ Il fait valoir que l'Organe d'appel a constaté que le pétrole et ses sous-produits étaient "limités" et, par conséquent, constituait une "ressource naturelle épuisable".¹³³² Il fait aussi valoir que le Programme INOVAR-AUTO fait partie d'un contexte politique et réglementaire plus large en faveur de la conservation du pétrole et de ses produits dérivés.¹³³³ À son avis, la conception et la structure du Programme INOVAR-AUTO montre l'existence d'un lien clair entre le programme et la conservation du pétrole et de ses produits dérivés, dont l'essence. Premièrement, le Programme INOVAR-AUTO favorise la réalisation de gains importants en termes d'efficacité énergétique au moyen de prescriptions en matière d'efficacité énergétique. Deuxièmement, il encourage les investissements dans la R&D et l'ingénierie ainsi que l'établissement d'un système d'étiquetage en matière d'économie d'énergie. Troisièmement, il encourage l'utilisation de combustibles de substitution en accordant des taux d'imposition spéciaux pour l'IPI pour les véhicules polycarburants.¹³³⁴

7.984. L'Union européenne ne conteste pas que le pétrole et ses produits dérivés, dont l'essence, sont des "ressources naturelles épuisables" au sens de l'article XX g) du GATT de 1994. Toutefois, elle soutient que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO avaient été adoptés, appliqués ou conçus pour la conservation de cette ressource naturelle épuisable.¹³³⁵ Elle fait en outre valoir que le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une "relation étroite et véritable entre la fin et les moyens" entre les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO et la conservation du pétrole et de ses sous-produits, dont l'essence.¹³³⁶

7.985. Le Japon ne réfute pas les arguments du Brésil concernant la conservation d'une ressource naturelle épuisable comme le pétrole et ses produits dérivés. Cependant, il fait valoir que le moyen de défense du Brésil est sans fondement parce qu'il porte sur des aspects qui n'ont pas été contestés par les parties plaignantes, comme les prescriptions du Programme INOVAR-AUTO concernant les niveaux d'efficacité énergétique et les dépenses de R&D. Il dit que le Brésil n'a pas abordé les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO, c'est-à-dire les aspects discriminatoires des prescriptions en matière d'accréditation, des règles concernant le calcul des crédits d'impôt présumés pour l'IPI résultant des dépenses engagées pour des intrants stratégiques et des outils et des règles concernant l'utilisation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI.¹³³⁷

7.986. Le Groupe spécial commence par noter que les parties plaignantes n'ont pas contesté que le pétrole et ses sous-produits constituaient une ressource naturelle épuisable. Il fait observer que l'Organe d'appel a déjà constaté que le pétrole était une ressource naturelle épuisable limitée.¹³³⁸

7.987. Passant à la tâche qui consiste à déterminer le lien entre les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO et la conservation du pétrole et de ses sous-produits, dont l'essence, le

¹³³¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 650 à 654 (DS472) et paragraphes 583 à 587 (DS497).

¹³³² Brésil, premières communications écrites, paragraphe 654 (DS472) et paragraphe 587 (DS497), faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 128.

¹³³³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 658 et 663 à 667 (DS472) et paragraphes 591 et 596 à 600 (DS497).

¹³³⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 655 à 668 (DS472) et paragraphes 588 à 601 (DS497).

¹³³⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 180.

¹³³⁶ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 181.

¹³³⁷ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 103.

¹³³⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 128.

Groupe spécial rappelle que le critère juridique pour déterminer si les aspects discriminatoires d'une mesure se "rapportent à" la conservation des ressources naturelles épuisables est la question de savoir s'il existe une "relation étroite et véritable [pour ce qui est de] la fin et [des] moyens" entre la mesure et son objectif de conservation.¹³³⁹

7.988. Le Groupe spécial note que le Brésil a fondé son moyen de défense sur 1) la prescription générale qui s'applique aux sociétés selon laquelle pour obtenir l'accréditation, les véhicules devaient atteindre certains objectifs en matière d'efficacité énergétique; 2) certaines prescriptions en matière d'accréditation relatives aux dépenses de R&D engagées au Brésil; et 3) la prescription en matière d'accréditation concernant l'observation du Programme brésilien d'étiquetage pour les véhicules.¹³⁴⁰

7.989. À cet égard, le Groupe spécial rappelle encore une fois que "les aspects d'une mesure devant être justifiés au regard des alinéas de l'article XX sont ceux qui donnent lieu à la constatation d'incompatibilité au titre du GATT de 1994"¹³⁴¹ et, de plus, qu'"un défendeur ne peut pas justifier l'incompatibilité d'une mesure en fondant son moyen de défense sur des aspects [d'une] mesure qui sont différents de ceux que le groupe spécial a jugés incompatibles".¹³⁴²

7.990. Comme il a été expliqué dans le contexte de l'article XX b), les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4, sont i) les taux d'imposition réduits pour des véhicules automobiles spécifiques; ii) certains aspects des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation; iii) certains aspects des règles concernant le calcul des crédits d'impôt; et iv) certains aspects des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'une prescription spécifique en matière d'accréditation constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, à savoir la prescription imposant d'exécuter un nombre minimal d'étapes de production au Brésil. En outre, le Groupe spécial a constaté qu'un aspect particulier des règles relatives à l'accréditation, concernant la prescription imposant d'acheter du matériel de laboratoire au Brésil, afin de satisfaire aux prescriptions imposant d'effectuer des dépenses et des investissements dans la R&D au Brésil, constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Enfin, il a constaté qu'un aspect particulier des règles relatives à l'accumulation et au calcul des crédits d'impôt présumés, concernant spécifiquement le calcul de la partie déductible, constituait une prescription relative à la teneur en éléments locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.991. De l'avis du Groupe spécial, et en ce qui concerne l'argument du Brésil concernant le lien entre les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO et la conservation du pétrole et de ses sous-produits, le Brésil a principalement élaboré son moyen de défense sur la base des aspects du Programme INOVAR-AUTO qui n'avaient pas été contestés par les parties plaignantes. En particulier, le Groupe spécial rappelle, comme il l'a dit plus haut aux paragraphes 7.895 au 7.897, qu'il n'a pas formulé de constatations d'incompatibilité concernant la prescription en matière d'efficacité énergétique, qui est une prescription générale en matière d'accréditation, et qu'il n'a pas non plus formulé de constatations concernant la compatibilité des taux d'imposition spéciaux pour l'IPI pour les véhicules qui fonctionnent avec une option polycarburants. En outre, s'agissant des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation relatives aux dépenses de R&D engagées

¹³³⁹ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 136; et *Chine – Matières premières*, paragraphe 355. Comme il est expliqué plus haut, cela exclut les mesures qui "ne vise[nt] qu'incidence ou accidentellement à la conservation". Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.90.

¹³⁴⁰ Voir plus haut le paragraphe 7.983.

¹³⁴¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.185. En outre, dans l'affaire *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

lorsqu'on invoque l'article XX d) pour justifier une incompatibilité avec l'article III:4, l'élément dont on doit démontrer qu'il est "nécessaire" est le traitement donnant lieu à la constatation de l'existence d'un traitement moins favorable. Donc, lorsque l'existence d'un traitement moins favorable est constatée sur la base de différences dans la réglementation des importations et des produits nationaux similaires, l'analyse d'un moyen de défense au titre de l'article XX d) devrait être axée sur la question de savoir si ces différences de réglementation sont "nécessaires". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 177.

¹³⁴² Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.169. L'Organe d'appel a fait cette déclaration dans le contexte de l'article XIV de l'AGCS. Le Groupe spécial ne voit aucune raison de ne pas appliquer également ce critère dans le contexte de l'article XX du GATT.

au Brésil et à l'étiquetage des véhicules, le Groupe spécial rappelle l'explication qu'il a donnée plus haut, aux paragraphes 7.889 à 7.894 et 7.898, selon laquelle il n'a pas formulé de constatations d'incompatibilité concernant ces prescriptions particulières en soi.¹³⁴³ Il ne s'attend donc pas à ce que le Brésil justifie des aspects d'une mesure qui n'ont pas été contestés et au sujet desquels il n'a pas formulé de constatations d'incompatibilité.

7.992. Le Groupe spécial ne prend pas position sur la question de savoir si les aspects du Programme INOVAR-AUTO indiqués par le Brésil (et non contestés par les parties plaignantes) peuvent avoir une relation étroite et véritable avec l'objectif qui consiste à conserver le pétrole et ses sous-produits, puisqu'une telle constatation est vaine pour justifier les aspects de la mesure dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles. Comme il est indiqué plus haut, il n'appartient pas au présent groupe spécial d'examiner d'autres aspects du Programme INOVAR-AUTO qui n'ont pas été contestés et au sujet desquels aucune constatation n'a été formulée.¹³⁴⁴

7.993. Bien que les aspects spécifiques du programme indiqués par le Brésil ne soient pas contestés, le Groupe spécial prend note des déclarations du Brésil selon lesquelles "[c]omme il a été démontré précédemment dans la [première] communication [écrite du Brésil], le programme favorise la réalisation de gains importants en termes d'efficacité énergétique tant en exigeant une efficacité énergétique minimale qu'en encourageant les sociétés à dépasser ces objectifs."¹³⁴⁵ Le Brésil a précisé en outre que "[l]es normes en matière d'efficacité énergétique, ainsi que les prescriptions concernant les investissements et les étapes de production, d'une part, et la structure des avantages, d'autre part, favoris[ai]ent le développement à long terme, structuré et durable de véhicules plus propres et plus efficaces circulant au Brésil."¹³⁴⁶ En outre, la "contribution particulière du Programme INOVAR-AUTO est sa structure "de la carotte et du bâton", qui permet l'amélioration globale de l'efficacité énergétique du secteur automobile au Brésil."¹³⁴⁷

7.994. Sur la base de ces observations, le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil fait valoir qu'en protégeant sa branche de production nationale de la concurrence étrangère, il cherche à faire en sorte qu'elle développe sa compétitivité et ses capacités technologiques. Ainsi, de l'avis du Brésil, les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO permettraient, à la longue, de produire des véhicules automobiles plus économes en énergie, ce qui contribuerait à l'objectif de conservation du pétrole.

7.995. Le Groupe spécial note les similitudes entre cet argument et un des arguments formulés par le Brésil dans le contexte de l'article XX b).¹³⁴⁸ Comme il est indiqué dans ce paragraphe, le Groupe spécial considère qu'il n'est pas inconcevable que la protection accordée par les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO puisse à terme contribuer au relèvement des niveaux d'efficacité énergétique des véhicules automobiles produits au Brésil.¹³⁴⁹ Cependant, pour les mêmes raisons que celles qu'il a exposées dans ce contexte, le Groupe spécial ne considère pas que le Brésil a présenté des éléments de preuve pour démontrer qu'il était, en fait, probable que cette possibilité théorique se concrétise du fait des aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO.¹³⁵⁰ Au contraire, un tel traitement discriminatoire pourrait exclure du marché les produits importés, ce qui réduirait ainsi la concurrence sur le marché intérieur et affaiblirait la compétitivité et les capacités technologiques de la branche de production nationale. Sur la base des éléments de preuve dont il dispose, le Groupe spécial conclut que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires de la mesure apporteraient en fait une quelconque

¹³⁴³ Le Groupe spécial note que la seule prescription spécifique en matière d'accréditation dont il a été constaté qu'elle était incompatible en soi avec une disposition du GATT de 1994 est la prescription concernant les fabricants nationaux, qui porte sur l'exécution d'un nombre minimal de processus de fabrication et de production au Brésil, dont il a constaté qu'elle était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Voir plus haut le paragraphe 7.888. Le Brésil n'a formulé aucun argument concernant cette prescription spécifique en matière d'accréditation en particulier.

¹³⁴⁴ Le Groupe spécial renvoie aux déclarations sur cette question qu'il a formulées plus haut au paragraphe 7.891.

¹³⁴⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 659 (DS472) et paragraphe 592 (DS497).

¹³⁴⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 163.

¹³⁴⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 164.

¹³⁴⁸ Voir plus haut le paragraphe 7.902.

¹³⁴⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.904.

¹³⁵⁰ Voir plus haut les paragraphes 7.919 à 7.921.

contribution à l'objectif qui consiste à améliorer l'efficacité énergétique, ce qui permettrait de conserver le pétrole.

7.996. Le Groupe spécial estime que le Brésil n'a pas démontré qu'il existait une relation étroite et véritable pour ce qui est de la fin et des moyens entre les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO et l'objectif qui consiste à améliorer l'efficacité énergétique. Il considère donc que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO se rapportaient à la conservation des ressources naturelles épuisables. Puisque le critère au titre de l'article XX g) est global, le Groupe spécial poursuit son examen en abordant l'application du deuxième élément de l'article XX g) aux faits en l'espèce.

7.4.6.3.2.2 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont appliqués conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales

7.997. Rappelant que l'analyse au titre de l'article XX g) est globale, le Groupe spécial procède à son analyse en évaluant si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont appliqués conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.

7.998. Le Brésil fait valoir que la prescription imposant que la mesure soit appliquée conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales est respectée parce que les prescriptions en matière d'efficacité énergétique se traduisent par des restrictions à la consommation d'essence.¹³⁵¹ Il fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO impose ces prescriptions tant aux fabricants nationaux qu'aux importateurs qui demandent l'accréditation. Par conséquent, à son avis, il n'existe pas de différence de traitement en ce qui concerne le niveau de restriction à la consommation d'essence.¹³⁵²

7.999. L'Union européenne fait valoir que la mesure en cause n'est pas appliquée conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales. Outre son argument selon lequel les prescriptions en matière d'efficacité énergétique ne relèvent pas du champ de l'analyse au titre de l'article XX parce qu'elles n'ont pas été contestées, l'Union européenne dit que les prescriptions imposées par le programme ne sont pas appliquées d'une manière impartiale parce qu'elles ne s'appliquent pas à 30 codes de produits visés par le Programme INOVAR-AUTO sur 52.¹³⁵³

7.1000. Le Japon fait valoir que les arguments du Brésil concernant la question de savoir si la mesure est "appliquée conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales" sont dénués de fondement parce qu'ils sont axés sur des aspects du Programme INOVAR-AUTO qui n'ont pas été contestés et, par conséquent, n'ont pas besoin d'être justifiés au titre du moyen de défense prévu à l'article XX.¹³⁵⁴ Il fait valoir que, à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les prescriptions en matière d'efficacité énergétique étaient pertinentes pour l'analyse au titre de l'article XX, le Programme INOVAR-AUTO impose une charge considérablement plus lourde aux producteurs étrangers qu'aux producteurs nationaux accrédités s'agissant de ces prescriptions. La raison en est que les fabricants nationaux accrédités peuvent compenser les coûts engagés pour respecter les prescriptions en matière d'efficacité énergétique, par des crédits d'impôt présumés pour l'IPI, tandis que les producteurs étrangers ne le peuvent pas, sauf les producteurs étrangers accrédités en tant qu'importateurs/distributeurs et en tant qu'investisseurs.¹³⁵⁵ Le Japon fait en outre valoir que le Brésil n'a pas tenté de démontrer que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO fonctionnaient de concert avec des restrictions à la consommation nationale de façon à se renforcer et se compléter mutuellement en vue d'atteindre l'objectif de conservation.¹³⁵⁶

7.1001. Le Groupe spécial note l'argument du Brésil selon lequel, puisque "tant les fabricants nationaux que les importateurs doivent se conformer aux mêmes prescriptions en matière de conservation de l'énergie/d'efficacité énergétique établies dans le programme, il y a une

¹³⁵¹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 672 (DS472) et 605 (DS497).

¹³⁵² Brésil, premières communications écrites, paragraphes 673 (DS472) et 606 (DS497).

¹³⁵³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 182.

¹³⁵⁴ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 107a.

¹³⁵⁵ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 108.

¹³⁵⁶ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 109.

"impartialité" dans les prescriptions en matière d'efficacité, qui sont applicables tout autant aux fabricants nationaux qu'aux importateurs."¹³⁵⁷ En ce sens, il convient avec le Brésil que les prescriptions indiquées par celui-ci s'appliquent effectivement à la fois aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers.

7.1002. Le Groupe spécial rappelle que les aspects du Programme INOVAR-AUTO auxquels le Brésil a fait référence, concernant les prescriptions en matière d'efficacité énergétique, l'étiquetage des véhicules, les investissements dans la R&D, et les taux d'imposition spéciaux pour l'IPI pour les véhicules polycarburants¹³⁵⁸, n'ont pas été contestés par les parties plaignantes et n'ont pas été jugés incompatibles avec les règles de l'OMC.¹³⁵⁹ Néanmoins, il rappelle la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*, selon laquelle, dans le contexte de cette analyse, "[i]l n'exist[ait] évidemment aucun texte sur lequel se fonder pour exiger que les produits nationaux et les produits importés soient soumis à un traitement identique."¹³⁶⁰ En outre, bien qu'il n'ait présenté aucune restriction nationale qui corresponde aux aspects discriminatoires spécifiques de la mesure, le Brésil a indiqué que tous les fabricants nationaux étaient soumis à certaines prescriptions, telles que les objectifs en matière d'efficacité énergétique. En outre, les fabricants nationaux peuvent être soumis, soit à des prescriptions en matière d'étiquetage des véhicules, soit à des prescriptions relatives aux dépenses de R&D engagées au Brésil. Le Brésil soutient qu'il est probable que toutes ces prescriptions contribuent à l'objectif de conservation du pétrole.

7.1003. De l'avis du Groupe spécial, il est effectivement probable que le respect de ces prescriptions contribue à l'objectif allégué. En outre, bien que ces prescriptions n'aient pas été contestées par les parties plaignantes, elles servent néanmoins d'éléments de preuve de l'existence de "restrictions imposées aux fabricants nationaux".

7.1004. Le Groupe spécial note en outre que l'Organe d'appel a indiqué que l'article XX g) ne contenait pas "[de] prescription imposant que la charge de la conservation soit répartie de manière égale".¹³⁶¹ Par conséquent, il n'accepte pas l'argument selon lequel, simplement parce que 30 codes de produits sur 52 ne sont pas visés par les prescriptions pertinentes, la mesure n'est pas appliquée d'une manière impartiale. À son avis, une prescription qui s'applique tant aux fabricants nationaux qu'aux fabricants étrangers, en ce qui concerne la production de véhicules automobiles conformément à certains objectifs en matière d'efficacité énergétique, constitue une "restriction à la production nationale" au sens de l'article XX.

7.1005. Cependant, l'article XX g) exige, non seulement que de telles restrictions nationales existent, mais aussi que les aspects discriminatoires de la mesure (considérés comme incompatibles avec les règles de l'OMC, et pour lesquels la justification est demandée) soient "appliqués conjointement avec [de telles] restrictions". L'Organe d'appel a indiqué que, pour satisfaire à cet élément, "la restriction commerciale [devait] fonctionner concurremment avec les restrictions à la production ou à la consommation nationales", en d'autres termes, elle devait "fonctionner de concert avec" les restrictions nationales.¹³⁶² Le Brésil n'a pas fait cette démonstration.

7.1006. Dans le présent différend, le Groupe spécial a constaté plus haut que les aspects discriminatoires de la mesure ne "se rapportaient" pas à cet objectif. Par conséquent, même si les restrictions nationales poursuivent l'objectif de conservation, les aspects discriminatoires de la mesure ne fonctionnent pas "de concert avec" ces restrictions nationales pour atteindre l'objectif, et ne peuvent donc pas être considérés comme "impartiaux". Par conséquent, le Brésil n'a pas

¹³⁵⁷ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 164.

¹³⁵⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 656 et 659 à 661 (DS472) et paragraphes 589 et 592 à 594 (DS497).

¹³⁵⁹ Le Groupe spécial rappelle que les aspects jugés incompatibles et devant être justifiés au regard de l'article XX sont i) les taux d'imposition réduits pour des véhicules automobiles spécifiques; ii) certains aspects des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation; iii) certains aspects des règles concernant le calcul des crédits d'impôt; et iv) certains aspects des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés pour l'IPI. En outre, ces aspects des prescriptions spécifiques en matière d'accréditation qui ont fait l'objet d'une constatation d'incompatibilité n'incluent pas en soi la prescription en matière d'efficacité énergétique ni la prescription en matière d'étiquetage des véhicules.

¹³⁶⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 23.

¹³⁶¹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.134.

¹³⁶² Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 356.

démontré que les aspects discriminatoires de la mesure étaient "appliqués" conjointement avec les restrictions nationales.

7.4.6.3.2.3 Conclusion sur la question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO sont provisoirement justifiés au regard de l'article XX g)

7.1007. Le Groupe spécial a procédé à une évaluation globale du critère juridique au titre de l'article XX g) du GATT de 1994 et a conclu que le Brésil n'avait ni démontré que les aspects discriminatoires de la mesure se rapportaient à la conservation des ressources naturelles, ni démontré que les aspects discriminatoires de la mesure étaient appliqués conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales. Il conclut donc que le Brésil n'a pas démontré que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO étaient provisoirement justifiés au regard de l'article XX g).

7.4.6.3.3 Question de savoir si les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO satisfont aux prescriptions du texte introductif

7.1008. Le Brésil fait valoir que les différences entre les sociétés qui fabriquent des véhicules au Brésil et celles qui ne font que commercialiser des véhicules au Brésil ne constituent pas une discrimination arbitraire ou injustifiable. Selon lui, ces différences se rapportent au niveau de contribution par les deux types de sociétés aux objectifs poursuivis par le programme.¹³⁶³ Ces différences se rapportent à trois questions: i) les conditions d'accréditation, ii) les prescriptions relatives aux investissements et iii) les réductions de l'IPI et les crédits d'impôt pour l'IPI. Premièrement, en ce qui concerne les conditions d'accréditation, le Brésil soutient qu'elles sont raisonnables.¹³⁶⁴ Deuxièmement, s'agissant de la prescription imposant que des investissements soient effectués au Brésil, celui-ci fait valoir qu'elle est compatible avec les objectifs du Programme INOVAR-AUTO parce que c'est la seule façon d'assurer que ces investissements se traduisent par des réductions des émissions de CO₂ au Brésil, la sécurité des véhicules au Brésil et la conservation du pétrole et de ses produits dérivés.¹³⁶⁵ Troisièmement, pour ce qui est des réductions de l'IPI et des crédits d'impôt pour l'IPI, le Brésil note que les réductions de l'IPI et les crédits d'impôt pour l'IPI prévus par le Programme INOVAR-AUTO sont fondés sur des critères raisonnables. Plus l'efficacité énergétique est élevée, plus la réduction de l'impôt est élevée; plus une société contribue aux objectifs du programme, plus le crédit qu'elle obtient est élevé.¹³⁶⁶ Le Brésil fait en outre valoir que le Programme INOVAR-AUTO n'est pas une restriction déguisée au commerce international parce que "[i]l n'y a rien de trompeur ni de caché dans l'application du programme".¹³⁶⁷

7.1009. L'Union européenne fait valoir que le Programme INOVAR-AUTO établit, d'une manière injustifiable, une discrimination entre les pays où les mêmes conditions existent. Elle soutient en outre que les incitations accordées dans le cadre de ce programme entraînent une restriction déguisée au commerce international.¹³⁶⁸ Le Japon fait valoir que le Brésil n'a pas établi *prima facie* que la mesure contestée n'était pas appliquée de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent parce qu'elle fait référence aux mêmes normes au regard desquelles l'existence d'une violation d'une disposition de l'OMC est déterminée.¹³⁶⁹ Il fait en outre valoir que le fait que les aspects discriminatoires du Programme INOVAR-AUTO n'ont aucun lien avec les objectifs de politique générale allégués démontre que les prescriptions du texte introductif n'ont pas été respectées.¹³⁷⁰ Il est d'avis que le fait que les aspects pertinents de la mesure contestée ont été appliqués de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent montre qu'ils sont aussi appliqués de manière à constituer une restriction déguisée au commerce international.¹³⁷¹

¹³⁶³ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 682 (DS472) et paragraphe 615 (DS497).

¹³⁶⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 683 et 684 (DS472) et paragraphes 616 et 617 (DS497).

¹³⁶⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 687 (DS472) et paragraphe 620 (DS497).

¹³⁶⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 689 (DS472) et paragraphe 621 (DS497).

¹³⁶⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 693 (DS472) et paragraphe 625 (DS497).

¹³⁶⁸ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 183.

¹³⁶⁹ Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 113 et 114.

¹³⁷⁰ Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 115 et 116.

¹³⁷¹ Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 117.

7.1010. Compte tenu des constatations formulées plus haut selon lesquelles la mesure n'était pas provisoirement justifiée au regard de l'article XX g) du GATT de 1994, le Groupe spécial ne considère pas qu'il soit nécessaire de formuler des constatations sur la question de savoir si le Brésil a démontré que son moyen de défense au titre de l'article XX b) satisfaisait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX.

7.4.6.3.4 Conclusion

7.1011. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX g) du GATT de 1994.¹³⁷²

7.4.7 Allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994

7.4.7.1 Introduction

7.1012. L'Union européenne et le Japon formulent des allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 au sujet de certains aspects du Programme INOVAR-AUTO. Spécifiquement, les parties plaignantes allèguent que le Brésil accorde un avantage, sous la forme de réductions fiscales mises en œuvre au moyen des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012, aux véhicules automobiles importés au Brésil en provenance d'un pays membre du *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR) ou du Mexique, qui n'est pas accordé aux véhicules automobiles similaires importés au Brésil en provenance d'autres Membres de l'OMC, y compris l'Union européenne et le Japon.¹³⁷³

7.1013. Le Brésil fait valoir que les réductions fiscales ne relèvent pas de l'article I:1 du GATT de 1994 et qu'elles sont uniquement accordées à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay, et non à tous les membres du MERCOSUR.¹³⁷⁴

7.1014. Le Groupe spécial rappelle que, comme il l'a dit plus haut au paragraphe 2.102, les articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 prévoient respectivement une réduction de 30 points de pourcentage des taux de l'IPI sur certaines catégories de véhicules automobiles¹³⁷⁵ si:

- a. au titre de l'article 21, ces véhicules automobiles sont importés au Brésil par des sociétés accréditées en tant que "fabricants nationaux" ou "investisseurs" dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO, et les véhicules automobiles sont importés des "pays qui sont signataires des accords établis par le Décret-loi n° 350 du 21 novembre 1991, le Décret n° 4458 du 5 novembre 2002 et le Décret n° 6500 du 2 juillet 2008"¹³⁷⁶; ou si

¹³⁷² Le Groupe spécial note que, conformément à l'article 3 de l'Accord sur les MIC, "[t]outes les exceptions prévues dans le GATT de 1994 s'appliqueront, selon qu'il sera approprié, aux dispositions [de l'Accord sur les MIC]".

¹³⁷³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 346 à 365; Japon, première communication écrite, paragraphes 274 à 281.

¹³⁷⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 701 (DS472) et 633 (DS497); Brésil, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹³⁷⁵ Les véhicules automobiles particuliers faisant l'objet d'une réduction fiscale sont spécifiés dans l'annexe I et dans l'annexe VIII du Décret n° 7819/2012, comme il est indiqué au paragraphe 2.106 du présent rapport. Le Groupe spécial note que, bien que l'article 21 fasse référence à des "véhicules" et l'article 22 I) à des "produits", cette distinction ne reflète pas une différence entre les deux dispositions en ce qui concerne les produits visés. Les deux dispositions font référence à tous les produits visés aux annexes I et VIII du Décret n° 7819/2012. Voir les réponses de toutes les parties à la question n° 51 du Groupe spécial.

¹³⁷⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 21. Le Décret n° 350/1991 fait référence au Traité instituant le MERCOSUR et indique que les pays signataires incluent le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Décret n° 350/1991 (pièce JE-163). En outre, le Groupe spécial note que le Venezuela est devenu signataire de l'accord relatif au MERCOSUR en juillet 2006, a déposé son instrument de ratification en juillet 2012 et est officiellement devenu membre du MERCOSUR le 12 août 2012. Décision du CMC n° 27/12, *Adesão da República Bolivariana da Venezuela ao Mercosul*, 30 juillet 2012 (pièce JE-245). Le Décret n° 4458/2002 fait référence à l'Accord de complémentarité économique (ACE) n° 55 et indique que les pays signataires incluent le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, d'autres États membres du MERCOSUR, et le Mexique. Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164). Le Décret n° 6500/2008 fait référence au 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14 et indique que les pays signataires sont l'Argentine et le Brésil. Décret n° 6500/2008 (pièce JE-165).

- b. au titre de l'article 22 I), ces véhicules automobiles sont importés au Brésil par toute société (accréditée ou non accréditée) au titre du Programme INOVAR-AUTO, et les véhicules automobiles sont importés "au titre de l'accord établi par le Décret n° 6518 du 30 juillet 2008 et le Décret n° 7658 du 23 décembre 2011".¹³⁷⁷

7.1015. L'article I:1 du GATT de 1994 énonce le principe de la nation la plus favorisée (NPF). Cette disposition se lit comme suit:

Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par une partie contractante à un produit originaire ou à destination de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ou à destination du territoire de toutes les autres parties contractantes. Cette disposition concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ainsi que ceux qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations, le mode de perception de ces droits et impositions, l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations ainsi que toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III.

7.1016. L'Organe d'appel a décrit l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 comme "omniprésent[e]", une "pierre angulaire du GATT" et "l'un des piliers du système commercial de l'OMC".¹³⁷⁸ Dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, l'Organe d'appel a confirmé les constatations qu'il avait formulées dans l'affaire *CE – Bananes III* selon lesquelles l'obligation de non-discrimination énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994 "impos[ait] manifestement ... l'obligation de traiter "des produits similaires ... de la même manière, quelle que soit leur origine"". ¹³⁷⁹ Dans l'affaire *Canada – Automobiles*, l'Organe d'appel a établi que l'article I:1 prohibait la discrimination entre les produits importés similaires originaires ou à destination du territoire de tous les autres Membres de l'OMC, et a indiqué que l'article I:1 visait aussi bien la discrimination *de facto* que *de jure*.¹³⁸⁰ L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque* a aussi résumé le critère juridique au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 comme suit:

Sur la base du texte de l'article I:1, on doit démontrer l'existence des éléments suivants pour établir qu'il y a incompatibilité avec cette disposition: i) la mesure en cause relève de l'article I:1; ii) les produits importés en cause sont des produits "similaires" au sens de l'article I:1; iii) la mesure en cause confère un "avantage[,], [une] faveur[,], [un] privilège[] ou [une] immunité[]" pour un produit originaire du territoire de tout pays; et iv) l'avantage ainsi accordé n'est pas accordé "immédiatement" et "sans condition" aux produits "similaires" originaires du territoire de tous les Membres.¹³⁸¹

7.1017. Nous poursuivons en appliquant cette analyse en quatre étapes aux faits en l'espèce.

7.4.7.2 Question de savoir si les réductions fiscales au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 relèvent de l'article I:1 du GATT de 1994

7.1018. En vertu du premier élément du critère juridique au titre de l'article I:1, le Groupe spécial doit évaluer si les réductions fiscales de 30 points de pourcentage des taux de l'IPI accordées à certains véhicules automobiles importés au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 sont visées par l'article I:1 du GATT de 1994.

¹³⁷⁷ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132), article 22(I). Le Décret n° 6518/2008 fait référence au 68^{ème} Protocole additionnel annexé à l'Accord de complémentarité économique n° 2, et indique que les pays signataires de l'ACE n° 2 sont le Brésil et l'Uruguay. Décret n° 6518/2008 (pièce JE-203). Le Décret n° 7658/2011 fait référence au 69^{ème} Protocole additionnel annexé à l'Accord de complémentarité économique n° 2, et indique à nouveau que les pays signataires de l'ACE n° 2 sont le Brésil et l'Uruguay. Décret n° 7658/2011 (pièce JE-204).

¹³⁷⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.86.

¹³⁷⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 89 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 190).

¹³⁸⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 78.

¹³⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.86.

7.1019. L'Union européenne et le Japon estiment que les réductions fiscales accordées au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 relèvent de l'article I:1 car elles concernent des questions qui font l'objet de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994.¹³⁸²

7.1020. Le Brésil fait valoir que "le programme INOVAR-AUTO est hors du champ de l'article III du GATT de 1994 et, par conséquent, il est aussi hors du champ de l'article I:1".¹³⁸³

7.1021. Le champ d'application de l'article I:1 du GATT de 1994 est explicitement prévu dans le texte de cette disposition, et inclut "toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III". L'article III:2 et l'article III:4 visent, respectivement, les "taxes ou autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, ... qui frappent, directement ou indirectement, les produits" et les "lois, [] règlements ou [] prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation ... sur le marché intérieur" des produits importés.

7.1022. Le Groupe spécial note l'argument de l'Union européenne selon lequel le Brésil n'a pas expliqué pourquoi une mesure ne relevant pas de l'article III échapperait également à l'application de l'article premier.¹³⁸⁴ Malgré l'explication limitée donnée par le Brésil au sujet de son argument, le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil fait valoir que si une mesure ne concerne pas une "question qui fait l'objet de l'article III:2 et III:4", elle est hors du champ de l'article I:1. Une telle interprétation serait conforme aux termes mêmes de l'article I:1. Le Groupe spécial poursuit donc son analyse en examinant la question de savoir si les réductions fiscales en cause au titre de l'article I:1 constituent des "questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III". Autrement dit, il s'agit de la question de savoir si les mesures en cause constituent des taxes ou autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, qui frappent, directement ou indirectement, les produits; ou des lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation sur le marché intérieur des produits importés.

7.1023. Le Groupe spécial rappelle que, d'après son analyse figurant plus haut dans la section 7.2.1, le fait qu'une mesure peut être imposée aux entreprises, ou peut concerner des procédés et méthodes de production, ne signifie pas que ses effets sur le commerce des produits ne sont pas visés par les disciplines de l'article III du GATT de 1994 prohibant la discrimination entre les produits importés et les produits nationaux similaires. Le Groupe spécial estime que cela est également vrai en ce qui concerne les disciplines de l'article premier du GATT prohibant la discrimination entre les produits importés similaires.¹³⁸⁵

7.1024. Plus spécifiquement, les réductions fiscales contestées au titre de l'article I:1 et examinées en l'espèce sont explicitement imposées aux *produits*. L'article 21 du Décret n° 7819/2012 indique que les "*véhicules* ... peuvent bénéficier d'une réduction des taux de l'IPI", et l'article 22 I) du même décret indique que "[l]a réduction des taux de l'IPI mentionnée à l'article 21 ... s'applique également aux *produits*".¹³⁸⁶

7.1025. Étant donné que les réductions fiscales sont, d'après le libellé employé, appliquées directement aux produits, le Groupe spécial considère qu'elles concernent les "taxes ... intérieures, ... qui frappent, directement ou indirectement, les produits", et englobent également les "lois, [] règlements ou [] prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation ... sur le marché intérieur" des produits importés.

¹³⁸² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 348; Japon, première communication écrite, paragraphe 276.

¹³⁸³ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 701 (DS472) et 633 (DS497).

¹³⁸⁴ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphe 84 (faisant référence à Brésil, première communication écrite, paragraphe 701 (DS472)). Voir aussi Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 192.

¹³⁸⁵ Le Brésil n'a pas non plus indiqué comment ni pourquoi les réductions fiscales particulières contestées au titre de l'article I:1 pouvaient être exclues du champ de l'article III pour une quelque autre raison.

¹³⁸⁶ Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132). (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial rappelle que, comme il l'a indiqué plus haut dans la note de bas de page n° 1375, cette différence de libellé ne modifie pas les produits visés par les articles 21 et 22 I).

7.1026. Le Groupe spécial conclut par conséquent que ces réductions fiscales sont de fait des "questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III" et relèvent donc de la portée de l'article I:1 du GATT de 1994.¹³⁸⁷

7.4.7.3 Question de savoir si les produits pertinents en cause sont des produits "similaires"

7.1027. En ce qui concerne le second élément, le Groupe spécial doit évaluer si les produits en cause (c'est-à-dire les véhicules automobiles importés énumérés dans les annexes I et VIII du Décret n° 7819/2012) originaires de certains pays, et ces mêmes produits importés d'autres Membres de l'OMC sont des "produits similaires".

7.1028. L'Union européenne et le Japon soutiennent que, au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012, le Brésil accorde des réductions fiscales à certains types de véhicules automobiles importés des membres du MERCOSUR (à savoir l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela) et du Mexique, et non aux mêmes types de véhicules automobiles en provenance d'autres Membres de l'OMC, y compris l'Union européenne et le Japon. Les parties plaignantes font valoir que la seule distinction pour savoir si un véhicule automobile bénéficie ou non de la réduction fiscale est l'origine du véhicule automobile, et qu'il n'est donc pas nécessaire que le Groupe spécial examine les quatre critères de similarité sur lesquels se sont fondés des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans les différends antérieurs.¹³⁸⁸

7.1029. Le Brésil ne présente aucun argument concernant la similarité au titre de l'article I:1, ni ne s'oppose au recours à une analyse de la "similarité hypothétique". De fait, aucune partie n'a fait valoir que les produits pertinents en cause au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 n'étaient pas "similaires" au sens de l'article I:1.

7.1030. Aux fins de l'analyse du Groupe spécial, il est nécessaire de déterminer précisément les pays visés par les réductions fiscales pertinentes afin de déterminer précisément les produits qui sont comparés en vue d'évaluer la "similarité" des produits. Le Brésil fait valoir ce qui suit:

Le traitement fiscal accordé à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO s'inscrit dans le processus de mise en œuvre des accords de complémentarité économique négociés par le Brésil avec ces trois pays sous l'égide du Traité de Montevideo de 1980 ... établissant l'ALADI [Association latino-américaine d'intégration] pour approfondir l'intégration économique en Amérique latine. Il s'ensuit que le champ des articles 21 et 22 du Décret n° 7819 de 2012 dépend nécessairement des conditions établies dans les accords auxquels le traitement fiscal s'applique. Par conséquent, le Décret n° 7819 ne s'applique pas aux véhicules importés de pays qui n'ont pas négocié d'ACE [Accord de complémentarité économique] dans le secteur automobile avec le Brésil, tels que le Venezuela et le Paraguay.¹³⁸⁹

7.1031. En outre, le Brésil maintient que les réductions fiscales au titre de l'article 21 du Décret n° 7819/2012 "ne sont pas accordées en vertu du Traité instituant le MERCOSUR. Bien qu'il soit fait mention du Traité instituant le MERCOSUR dans le Décret, le traitement fiscal au titre du Programme INOVAR-AUTO *accordé à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO s'inscrit dans le processus de mise en œuvre des accords de complémentarité économique négociés par le Brésil avec ces trois pays sous l'égide du Traité de Montevideo de 1980.*"¹³⁹⁰

7.1032. De l'avis du Groupe spécial, les termes mêmes du paragraphe d'introduction de l'article 21 du Décret n° 7819/2012 indiquent que les réductions fiscales au titre de l'article 21 s'appliquent aux produits importés par des sociétés accréditées de "pays qui sont signataires des

¹³⁸⁷ Le Groupe spécial rappelle qu'il a été constaté que les réductions fiscales contestées au titre de l'article III du GATT de 1994 relevaient de l'article III. Voir plus haut le paragraphe 7.636 et la section 7.4.2.2.

¹³⁸⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 295 et 296 et 350 à 354; Japon, première communication écrite, paragraphes 179 à 186 et 277. Voir aussi Union européenne, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial; Japon, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹³⁸⁹ Brésil, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹³⁹⁰ Brésil, observations sur les réponses d'autres parties à la question n° 52 du Groupe spécial (italique dans l'original).

accords établis par" les divers décrets mentionnés dans ce paragraphe. Comme il est indiqué plus haut dans la note de bas de page n° 1376, les pays qui sont signataires des accords établis par les décrets pertinents sont les suivants:

- a. le Décret n° 350/1991 fait référence au Traité instituant le MERCOSUR et indique que les pays signataires incluent le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. En outre, au moment de l'établissement du Groupe spécial, le Venezuela était aussi devenu signataire (et membre) du Traité instituant le MERCOSUR;
- b. le Décret n° 4458/2002 fait référence à l'Accord de complémentarité économique (ACE) n° 55 et indique que les pays signataires incluent le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, d'autres États membres du MERCOSUR (ce qui inclurait le Venezuela) et le Mexique; et
- c. le Décret n° 6500/2008 fait référence au 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14 et indique que les pays signataires sont l'Argentine et le Brésil.¹³⁹¹

7.1033. D'après les termes mêmes de l'article 21, les réductions fiscales pertinentes s'appliquent aux véhicules automobiles importés de tous les membres du MERCOSUR (c'est-à-dire l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela) et du Mexique.¹³⁹² Le Groupe spécial constate par conséquent que les produits devant être comparés sont les véhicules automobiles identifiés dans les annexes I et VIII du Décret n° 7819/2012, importés des membres du MERCOSUR (c'est-à-dire l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela) et du Mexique, d'une part, et ces mêmes véhicules automobiles importés d'autres Membres de l'OMC (y compris l'Union européenne et le Japon), d'autre part.

7.1034. Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.124 à 7.126, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont procédé à une analyse hypothétique de la similarité dans les situations où les mesures en cause établissaient une distinction entre les produits fondée exclusivement sur l'origine.¹³⁹³ Des groupes spéciaux antérieurs ont suivi cette approche en ce qui concerne non seulement la similarité au titre de l'article III mais aussi la similarité au titre de l'article I:1.¹³⁹⁴

7.1035. En ce qui concerne la mesure en cause au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial considère que le seul facteur pertinent pour établir la distinction entre les produits bénéficiant des réductions fiscales au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 et les produits n'en bénéficiant pas est de fait leur pays d'origine. Le Groupe spécial note également que le fait que le Brésil pourrait accorder les réductions fiscales contestées au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 uniquement à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay, et non au Paraguay ou au Venezuela, n'affecterait pas le recours du Groupe spécial à une analyse de la

¹³⁹¹ Voir plus haut la note de bas de page n° 1375.

¹³⁹² Le Groupe spécial note également certaines incohérences dans l'argument du Brésil. Premier point, l'interprétation faite par le Brésil des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 laisse entendre que les réductions fiscales pertinentes accordées au titre de ces dispositions dépendent de l'existence d'un ACE. À cet égard, l'ACE n° 2 (l'ACE pertinent entre le Brésil et l'Uruguay) est mentionné *uniquement* à l'article 22 I), pas à l'article 21. Par conséquent, suivant l'interprétation du Brésil, l'Uruguay ne devrait pas bénéficier de l'avantage fiscal accordé au titre de l'article 21. Toutefois, le Brésil n'a pas fait cette distinction entre l'article 21 et l'article 22 I). Deuxième point, plus pertinent, comme il est indiqué plus haut, le Brésil fait valoir que les réductions fiscales pertinentes accordées au titre des articles 21 et 22 dépendent de l'existence d'un ACE. Toutefois, dans ses premières communications écrites, le Brésil identifie explicitement le Traité instituant le MERCOSUR comme étant un ACE pertinent. Voir Brésil, premières communications écrites, paragraphe 707 et note de bas de page n° 473 (DS472) et paragraphe 639 et note de bas de page n° 423 (DS497). Il est par conséquent contradictoire d'affirmer d'un côté que le Traité instituant le MERCOSUR est un ACE "négocié sous les auspices du [Traité de Montevideo]", et de l'autre que le traitement préférentiel accordé au titre des articles 21 et 22, découlant du "processus de mise en œuvre des Accords de complémentarité économique négociés par le Brésil", exclut des signataires du Traité instituant le MERCOSUR. Comparaison des premières communications écrites du Brésil, paragraphe 707 et note de bas de page n° 473 (DS472) et paragraphe 639 et note de bas de page n° 423 (DS497) avec les observations du Brésil sur les réponses d'autres parties à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹³⁹³ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 22 à 24. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.113.

¹³⁹⁴ Voir, par exemple, les rapports de Groupes spéciaux *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.355 à 7.357; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.431 et 7.432.

similarité hypothétique, ou la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les produits importés pertinents qui sont comparés sont similaires.

7.1036. Puisque les articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 accordent explicitement et clairement à certains produits des réductions fiscales fondées *exclusivement* sur leur origine, et étant donné que le Brésil ne s'est pas opposé à une telle analyse s'agissant des allégations des parties plaignantes au titre de l'article I:1, le Groupe spécial conclut que les produits pertinents en cause sont "similaires" au sens de l'article I:1.

7.4.7.4 Question de savoir si les réductions fiscales en cause confèrent un "avantage"

7.1037. Le Groupe spécial examine à présent le troisième élément du critère juridique, à savoir si les réductions fiscales en cause confèrent un "avantage[], [une] faveur[], [un] privilège[] ou [une] immunité[]" pour les véhicules originaires des membres du MERCOSUR et du Mexique.

7.1038. Les parties plaignantes font valoir que les avantages pertinents sont les réductions fiscales accordées i) aux véhicules automobiles importés des membres du MERCOSUR ou du Mexique, par des sociétés accréditées; et ii) aux véhicules automobiles importés d'Uruguay par des sociétés non accréditées.¹³⁹⁵

7.1039. Le Brésil n'a pas présenté d'arguments sur la question.

7.1040. L'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont interprété le terme "avantage" d'une manière large. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a indiqué qu'il avait été "donné une définition large du terme "avantage" figurant à l'article I:1".¹³⁹⁶ Le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Bananes III* a indiqué qu'un avantage au sens de l'article I:1 du GATT de 1994 "cré[ait] des possibilités de concurrence plus favorables" entre les produits d'origine différente.¹³⁹⁷ L'Organe d'appel a également indiqué qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article I:1 "ne dépend[ait] pas des effets réels sur le commerce d'une mesure".¹³⁹⁸

7.1041. Selon le Groupe spécial, un "avantage" au sens de l'article I:1 du GATT de 1994 existe lorsqu'une mesure modifie les conditions de concurrence de certains produits importés par rapport à d'autres produits importés similaires.

7.1042. Appliquant cela au présent différend, le Groupe spécial considère que les réductions fiscales contestées au titre de l'article I:1 agissent de fait comme des avantages par rapport aux produits importés similaires qui ne bénéficient *pas* de la réduction fiscale. Dans la mesure où un produit a une charge fiscale plus faible qu'un autre produit similaire, il y a une modification des conditions de concurrence du produit similaire par rapport au produit moins taxé.¹³⁹⁹ Le Brésil n'a présenté aucun argument à l'effet contraire.¹⁴⁰⁰

7.1043. Le Groupe spécial conclut donc que les réductions fiscales accordées au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 aux véhicules automobiles importés des membres du MERCOSUR et du Mexique, et qui ne sont pas accordées aux autres Membres de l'OMC, constituent des avantages au sens de l'article I:1 du GATT de 1994.¹⁴⁰¹

¹³⁹⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 356 et 357; Japon, première communication écrite, paragraphes 278 et 279.

¹³⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 206.

¹³⁹⁷ Rapport du Groupe spécial *CE – Bananes III*, paragraphe 7.239.

¹³⁹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.87.

¹³⁹⁹ Comme l'a indiqué le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, "l'admission en franchise de droits de douane est ... de toute évidence ... un avantage" au sens de l'article I:1. Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 7.11.

¹⁴⁰⁰ Le Groupe spécial note que le Brésil présente bien des arguments selon lesquels tout traitement différencié et plus favorable est toutefois justifié au regard de la Clause d'habilitation. Voir plus loin la section 7.4.8. Néanmoins, le Brésil ne présente aucun argument concernant la question particulière examinée en l'espèce, soit la question de savoir si la mesure en cause confère un avantage aux produits en provenance de certains pays.

¹⁴⁰¹ Le Groupe spécial note ce qui suit en ce qui concerne le champ des "avantages" pertinents. Premièrement, l'article 21 §1 III) du Décret n° 7819/2012 indique que les réductions fiscales accordées au titre de l'article 21 s'appliqueront "aux produits qui observent les prescriptions, limitations ou restrictions

7.4.7.5 Question de savoir si l'avantage n'est pas accordé "immédiatement" et "sans condition" aux autres Membres de l'OMC

7.1044. Enfin, le Groupe spécial doit examiner si les avantages accordés par le Brésil pour les véhicules automobiles originaires du territoire des membres du MERCOSUR et du Mexique ne sont pas étendus "immédiatement" et "sans condition" aux véhicules automobiles importés similaires en provenance des autres Membres de l'OMC.

7.1045. L'Union européenne et le Japon font valoir que l'avantage fiscal accordé au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 a un effet préjudiciable sur les possibilités de concurrence pour les produits importés similaires et donc les avantages pertinents ne sont pas accordés immédiatement et sans condition aux véhicules automobiles importés similaires en provenance des autres Membres de l'OMC.¹⁴⁰²

7.1046. Le Brésil n'a pas présenté d'arguments sur la question.

7.1047. Les avantages fiscaux au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 sont accordés uniquement aux membres du MERCOSUR et au Mexique. Compte tenu des éléments de preuve dont il dispose, le Groupe spécial conclut que les avantages accordés aux véhicules automobiles importés au Brésil en provenance des membres du MERCOSUR et du Mexique ne sont pas étendus immédiatement et sans condition aux produits similaires en provenance des autres Membres de l'OMC.

7.4.7.6 Conclusion

7.1048. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les réductions fiscales accordées aux produits importés des membres du MERCOSUR et du Mexique au titre du Programme INOVAR-AUTO sont des avantages octroyés par le Brésil aux produits originaires de ces pays, qui ne sont pas accordés immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires des autres Membres de l'OMC, ce qui est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994.

7.4.8 Justifications du Brésil au regard de la Clause d'habilitation

7.4.8.1 Introduction

7.1049. Le Groupe spécial examine maintenant le moyen de défense du Brésil au titre de la Décision de 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement (la Clause d'habilitation).

quantitatives respectives prévues dans les accords mentionnés dans le paragraphe d'introduction" (à savoir le Traité instituant le MERCOSUR, l'ACE n° 55 et l'ACE n° 14). L'article 22 §1 II) indique que les réductions fiscales accordées au titre de l'article 22 I) s'appliqueront "aux produits qui observent les prescriptions, limitations ou restrictions quantitatives respectives de l'accord pertinent" (à savoir l'ACE n° 2). Ainsi, dans la mesure où des limitations quantitatives quelconques s'appliquent, ces limitations réduisent le champ de l'avantage. Deuxièmement, au titre de l'article 22 II) b) du Décret n° 7819/2012, une réduction fiscale de 30 points de pourcentage est accordée à un nombre limité de véhicules automobiles en provenance de n'importe quel pays, qui sont importés par des sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO ou en leur nom. Décret n° 7819/2012 (pièce JE-132). Le Groupe spécial considère que, d'après le libellé des dispositions pertinentes, il apparaît que les articles 21, 22 I) et 22 II) s'appliquent d'une manière cumulative, et ne se remplacent ou ne se modifient pas mutuellement. L'utilisation du terme "aussi" ("*ainda*" dans le texte original en portugais) à l'article 22 du Décret n° 7819/2012 confirme que les dispositions s'appliquent d'une manière cumulative. Le Groupe spécial considère donc que le traitement général accordé aux véhicules de tous les pays au titre de l'article 22 II) b) ne modifie pas la dispense spéciale (c'est-à-dire les avantages) accordée aux véhicules automobiles importés des membres du MERCOSUR et du Mexique au titre des articles 21 et 22 I). Troisièmement, les véhicules automobiles importés d'Uruguay bénéficient de deux avantages distincts: premièrement, la réduction fiscale accordée au titre de l'article 21 aux véhicules automobiles importés d'Uruguay par des sociétés accréditées; et deuxièmement, la réduction fiscale accordée au titre de l'article 22 I) aux véhicules automobiles importés d'Uruguay par toute société (accréditée ou non accréditée).

¹⁴⁰² Union européenne, première communication écrite, paragraphes 115 à 117 et 361 à 364; Japon, première communication écrite, paragraphes 114, 115, 280 et 281.

7.1050. Tout d'abord, le Groupe spécial note qu'un certain nombre des questions soulevées par les parties s'agissant de la Clause d'habilitation se rapportent à la notification des mesures adoptées conformément à la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial est conscient que des discussions importantes sont en cours entre les Membres de l'OMC dans le cadre du Comité du commerce et du développement, et du Comité des accords commerciaux régionaux, au sujet des prescriptions juridiques concernant la notification au titre de la Clause d'habilitation.¹⁴⁰³ En outre, le Groupe spécial note qu'un seul rapport de l'Organe d'appel a déjà porté sur l'interprétation de la Clause d'habilitation, à savoir le rapport *CE – Préférences tarifaires*, qui concernait un schéma de préférences tarifaires adopté par un pays développé en faveur des importations en provenance de pays en développement et notifié à l'OMC comme ayant été adopté conformément au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation¹⁴⁰⁴. Comme il est expliqué en détail plus loin, dans ce différend, les parties n'étaient pas en désaccord sur la compatibilité de ladite notification avec les règles de l'OMC, et toutes les parties étaient parfaitement au courant des conditions du schéma de préférences notifié par l'Union européenne (anciennement les Communautés européennes) – dont certains aspects ont été considérés comme incompatibles avec l'obligation de non-discrimination figurant dans la note de bas de page 3 de la Clause d'habilitation. Le présent différend soulève des questions différentes, additionnelles et complexes concernant le type et la teneur des notifications prescrites au paragraphe 4 de la Clause d'habilitation et la manière d'interpréter et d'appliquer les justifications au regard du paragraphe 2 b) et c) de la Clause d'habilitation.

7.1051. Les parties pertinentes de la Clause d'habilitation disposent ce qui suit:

1. Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement¹, sans l'accorder à d'autres parties contractantes.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux éléments ci-après²:
 - ...
 - b) traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT;
 - c) arrangements régionaux ou mondiaux conclus entre parties contractantes peu développées en vue de la réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle et, conformément aux critères ou aux conditions qui pourraient être prescrits par les PARTIES CONTRACTANTES, en vue de la réduction ou de l'élimination, sur une base mutuelle, de mesures non tarifaires, frappant des produits que ces parties contractantes importent en provenance les unes des autres;
 - ...
3. Tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la présente clause:
 - a) sera conçu pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement et non pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce de toutes autres parties contractantes;
 - b) ne constituera pas une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée;

¹⁴⁰³ Notes sur la réunion des 5-6 avril 2016 et du 27 juin 2016, Comité des accords commerciaux régionaux, WT/REG/M/80 et WT/REG/M/81, distribuées les 10 mai 2016 et 12 juillet 2016, respectivement. Voir aussi la note sur la réunion du 16 mars 2016, WT/COMTD/M/98, distribuée le 25 mai 2016; la communication présentée par l'Uruguay au nom de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), Comité du commerce et du développement/Comité des accords commerciaux régionaux, WT/COMTD/W/217, WT/REG/W/105, distribuée le 14 juin 2016.

¹⁴⁰⁴ Voir de façon générale les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*.

- ...
4. Toute partie contractante qui prendra des mesures pour instituer un arrangement conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, ou, ultérieurement, pour modifier ou cesser d'accorder un traitement différencié et plus favorable⁴:
- a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira tous les renseignements qu'elles pourront juger appropriés au sujet de ces mesures;

¹ L'expression "pays en voie de développement", telle qu'elle est utilisée dans le présent texte, doit s'entendre comme désignant également les territoires en voie de développement.

² Il restera loisible aux PARTIES CONTRACTANTES d'examiner selon l'espèce, au titre des dispositions de l'Accord général concernant l'action collective, toutes propositions de traitement différencié et plus favorable qui ne relèveraient pas des dispositions du présent paragraphe.

³ Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" (IBDD, Suppl. n 18, p. 27).

⁴ Rien dans ces dispositions n'affectera les droits que les parties contractantes tiennent de l'Accord général.

7.1052. Dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, l'Organe d'appel a constaté que la Clause d'habilitation était une "exception" à l'article I:1 du GATT de 1994 et que, "dans la mesure où il y [avait] conflit entre des mesures au titre de la Clause d'habilitation et l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 [du GATT de 1994], la Clause, en tant que règle plus spécifique, l'emport[ait] sur l'article I:1".¹⁴⁰⁵ L'Organe d'appel a établi qu'un groupe spécial devrait, en premier lieu, examiner la compatibilité de la mesure contestée avec l'article I:1 du GATT de 1994 et, qu'en cas d'incompatibilité, le groupe spécial devrait examiner, en second lieu, si la mesure était néanmoins justifiée au regard de la Clause d'habilitation.¹⁴⁰⁶

7.1053. Comme en conviennent toutes les parties, l'exception prévue au paragraphe 1 est soumise aux conditions énoncées aux paragraphes 2, 3 et 4.¹⁴⁰⁷ Le paragraphe 2 indique le champ d'application de la Clause d'habilitation, et énumère quatre types spécifiques de "traitement différencié et plus favorable" qui peuvent être justifiés au regard de la Clause d'habilitation. Le paragraphe 3 indique un certain nombre de conditions ou de prescriptions qui doivent être observées pour qu'un traitement différencié et plus favorable quel qu'il soit relève de la Clause d'habilitation. Le paragraphe 4 impose certaines obligations procédurales à tout Membre de l'OMC cherchant à instituer ou modifier un "arrangement" conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 de la Clause d'habilitation.

7.1054. Le Brésil soutient que, au cas où le Groupe spécial constate une quelconque incompatibilité avec l'article I:1 du GATT de 1994 en ce qui concerne l'Argentine, le Mexique et l'Uruguay, un tel traitement différencié et plus favorable est néanmoins justifié au regard à la fois du paragraphe 2 b) et du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial croit donc comprendre à partir des nombreuses communications écrites et réponses aux questions présentées par le Brésil que ce dernier n'invoque pas la Clause d'habilitation au sujet du traitement différencié et plus favorable pour les véhicules automobiles importés du Paraguay et du Venezuela.¹⁴⁰⁸ Le Brésil affirme que ce traitement différencié et plus favorable a été notifié à

¹⁴⁰⁵ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphes 99 et 101.

¹⁴⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 101.

¹⁴⁰⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 702 et 704 (DS472) et paragraphes 634 et 636 (DS497); Union européenne, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial; Japon, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial.

¹⁴⁰⁸ En réponse aux questions du Groupe spécial concernant un quelconque traitement différencié et plus favorable accordé au Paraguay et au Venezuela, le Brésil a indiqué que, à son avis, aucun traitement différencié et plus favorable n'était accordé au titre des articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 aux véhicules importés du Paraguay ou du Venezuela. Brésil, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial; Brésil, observations sur les réponses d'autres parties à la question n° 52 du Groupe spécial. Le Groupe spécial a examiné cet argument du Brésil de façon plus approfondie plus haut, dans le contexte des allégations formulées par les parties plaignantes au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, et a conclu que l'article 21 du Décret n° 7819/2012 accordait un traitement fiscal différencié et plus favorable aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO qui importaient des véhicules automobiles de tous les membres du MERCOSUR, y compris le Venezuela et le Paraguay. Voir plus haut les paragraphes 7.1030 à 7.1033. Le Brésil

l'OMC, comme l'exige le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et qu'il satisfait aux prescriptions de fond du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation. Le Brésil fait également valoir que l'Union européenne et le Japon avaient la charge d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial et, comme ils ne l'ont pas fait, ils ne peuvent pas contester le droit du Brésil d'invoquer le paragraphe 2 b) et 2 c) de la Clause d'habilitation pour justifier l'incompatibilité du Programme INOVAR-AUTO avec l'article I:1 du GATT de 1994.¹⁴⁰⁹

7.1055. L'Union européenne et le Japon s'opposent au recours du Brésil à la Clause d'habilitation. Ils font valoir que le Brésil ne s'est pas conformé à la prescription en matière de notification figurant au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et que le Brésil n'a pas démontré que sa mesure relevait du paragraphe 2 b) ou du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation. Les parties plaignantes font aussi valoir que les mesures contestées et les justifications invoquées par le Brésil ne satisfont pas à certaines prescriptions figurant au paragraphe 3 de la Clause d'habilitation.¹⁴¹⁰ Les parties plaignantes font également valoir qu'elles n'avaient pas l'obligation d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial car la mesure n'avait pas été clairement instituée conformément à la Clause d'habilitation.¹⁴¹¹

7.1056. Le Groupe spécial examinera d'abord la question soulevée par le Brésil concernant la charge d'invoquer la Clause d'habilitation, c'est-à-dire la question de savoir si l'Union européenne et le Japon étaient obligés de soulever des questions relatives à la Clause d'habilitation dans leur demande d'établissement d'un Groupe spécial s'ils souhaitaient contester la compatibilité de la justification du Brésil au regard de la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial examinera ensuite séparément chacun des deux moyens de défense affirmatifs invoqués par le Brésil – à savoir le fait que les mesures contestées sont justifiées au regard du paragraphe 2 b) et 2 c) de la Clause d'habilitation. Pour effectuer ces analyses, le Groupe spécial examinera d'abord si le Brésil a notifié la mesure contestée à l'OMC comme l'exige le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation et, ensuite, si le Brésil a démontré que les mesures contestées satisfaisaient aux prescriptions des paragraphes 2 b) et 2 c). Enfin, et uniquement si nécessaire, le Groupe spécial examinera si la mesure est compatible avec les prescriptions du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation.

7.4.8.2 Charge d'invoquer la Clause d'habilitation

7.1057. Le Brésil fait valoir que, d'après la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, une partie plaignante a la charge d'indiquer dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial qu'une mesure particulière contestée n'est pas compatible

n'a formulé aucun argument au titre de la Clause d'habilitation en ce qui concerne le Venezuela et le Paraguay, même pour les besoins de l'argumentation dans le cas où le Groupe spécial constaterait qu'en effet, le Décret n° 7819/2012 accordait *effectivement* un traitement différencié et plus favorable aux produits importés du Paraguay et du Venezuela. En outre, le Groupe spécial note que les articles 21 et 22 I) du Décret n° 7819/2012 accordent deux types distincts d'avantages aux véhicules automobiles importés d'Uruguay. Voir plus haut le paragraphe 7.1014. Le traitement accordé à l'Uruguay au titre de l'article 21 du Décret n° 7819/2012 est identique au traitement accordé au Paraguay et au Venezuela au titre de cette disposition (car il résulte du fait d'être signataire du Traité instituant le MERCOSUR) tandis que le traitement accordé à l'Uruguay au titre de l'article 22 I) du Décret n° 7819/2012 est distinct (et résulte du fait d'être signataire de l'ACE n° 2). Le Groupe spécial note à ce stade que le Brésil fait valoir de façon générale que le "traitement préférentiel accordé à ... l'Uruguay dans le Programme INOVAR-AUTO ... est justifié au regard de la Clause d'habilitation", même si le Brésil ne fait pas valoir que le traitement différencié et plus favorable accordé au Paraguay et au Venezuela au titre de l'article 21 (qui est identique au traitement différencié et plus favorable accordé à l'Uruguay au titre de l'article 21) est visé par la Clause d'habilitation. Brésil, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹⁴⁰⁹ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 694 à 742 (DS472) et 627 à 674 (DS497); Brésil, réponse à la question n° 4 du Groupe spécial; Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 166 à 181; Brésil, réponse aux questions n° 4, 53, 54 et 55 du Groupe spécial; Brésil, observations sur les réponses d'autres parties aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial.

¹⁴¹⁰ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 84 à 97; Union européenne, réponses à la question n° 4 du Groupe spécial; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 196 à 200; Union européenne, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire, paragraphes 36 à 42; Japon, réponses à la question n° 4 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 129; Japon, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial.

¹⁴¹¹ Union européenne, réponse aux questions n° 4 et 53 du Groupe spécial; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 195 à 198 et 205; Japon, réponse aux questions n° 4 et 53 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 129.

avec les dispositions pertinentes de la Clause d'habilitation.¹⁴¹² L'Argentine en tant que tierce partie appuie ce point de vue et affirme également que comme l'Union européenne et le Japon n'ont pas indiqué les dispositions pertinentes de la Clause d'habilitation qu'ils mettaient en cause, il "n'apparaît pas que leur argument remplit le critère énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* pour la formulation de ce type d'allégation[]".¹⁴¹³

7.1058. L'Union européenne et le Japon maintiennent que comme le Programme INOVAR-AUTO n'indique pas "manifestement" (suivant les mots de l'Union européenne) ou "tel qu'il est libellé" (suivant les mots du Japon) que le traitement discriminatoire a été institué conformément à la Clause d'habilitation, les parties plaignantes n'avaient pas la charge d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial.¹⁴¹⁴

7.1059. Dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, l'Organe d'appel a souligné le statut particulier de la Clause d'habilitation, notant qu'elle n'était pas une "exception" ou un "moyen de défense" typique, du style de l'article XX du GATT de 1994 ou d'autres dispositions prévoyant une exception".¹⁴¹⁵ Il a indiqué qu'il était clair que la mesure contestée dans ce différend faisait "partie d'un schéma de préférences tarifaires mis en œuvre ... conformément à l'autorisation figurant au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation".¹⁴¹⁶ Sur cette base, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

[Q]uand une partie plaignante considère qu'un schéma de préférences d'un autre Membre ne répond pas à une ou à plusieurs [des prescriptions de la Clause d'habilitation], les dispositions spécifiques de la Clause dont il est allégué que le schéma ne les respecte pas constituent des éléments essentiels du "fondement juridique de la plainte" et, par conséquent, de la "question" en cause. En conséquence, une partie plaignante ne peut pas, de bonne foi, ignorer ces dispositions et doit, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, les indiquer et ainsi "notifi[er] aux parties et aux tierces parties ... la nature [de ses] arguments". En effet, si une telle partie plaignante n'invoquait pas les dispositions pertinentes de la Clause d'habilitation, cela ferait peser sur la partie défenderesse une charge injustifiée.

... [B]ien qu'une partie défenderesse doive invoquer comme moyen de défense la compatibilité de son schéma de préférences avec les conditions énoncées dans la Clause d'habilitation et doive prouver une telle compatibilité, une partie plaignante doit définir les paramètres dans le cadre desquels la partie défenderesse doit présenter ce moyen de défense.¹⁴¹⁷

7.1060. À partir de ces paragraphes, le Groupe spécial croit comprendre que l'Organe d'appel a fait la distinction entre la charge pour le plaignant d'"invoquer" la Clause d'habilitation, qui suppose d'indiquer les dispositions pertinentes de la Clause d'habilitation avec lesquelles les parties plaignantes considèrent que la mesure est incompatible, et la charge pour le défendeur de "prouver" que le traitement différencié et plus favorable pertinent satisfait aux prescriptions de la Clause d'habilitation.¹⁴¹⁸

¹⁴¹² Brésil, réponse à la question n° 4 du Groupe spécial (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 110).

¹⁴¹³ Argentine, communications écrites en tant que tierce partie, paragraphes 13 (DS472) et 14 (DS497) (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 113).

¹⁴¹⁴ Union européenne, réponse aux questions n° 4 et 53 du Groupe spécial; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 195 à 198 et 205; Japon, réponse aux questions n° 4 et 53 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 129.

¹⁴¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphes 106 et 110.

¹⁴¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 117.

¹⁴¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphes 113 et 114. (notes de bas de page omises) (souligné dans l'original)

¹⁴¹⁸ Dans ce contexte, le Groupe spécial note de façon générale que, indépendamment de la charge d'"invoquer" la Clause d'habilitation, l'Organe d'appel a indiqué que la charge de la "preuve" incombait toujours à la partie défenderesse (en l'espèce, le Brésil), à qui il revenait de démontrer que le traitement différencié et plus favorable dont il avait été constaté qu'il était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 était néanmoins justifié au regard de la Clause d'habilitation. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphes 114 et 115.

7.1061. Le Groupe spécial note aussi que les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* ont été formulées dans le cadre d'un "schéma de préférences tarifaires" adopté par un pays développé en faveur d'un pays en développement. En particulier, le Groupe spécial note que l'affaire *CE – Préférences tarifaires* ne comportait aucune question relative à la notification des accords commerciaux régionaux, contrairement au présent différend.

7.1062. Sur la base de ce qui précède, et des autres observations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*¹⁴¹⁹, le Groupe spécial croit comprendre que la question de savoir si la Clause d'habilitation a été dûment invoquée par les parties plaignantes est de la compétence du Groupe spécial, et spécifiquement du point de savoir si l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 relève du mandat du Groupe spécial. Le Brésil n'a pas clairement exprimé ses préoccupations au sujet de la charge de l'invocation en tant que question juridictionnelle.¹⁴²⁰ Quoi qu'il en soit, le Groupe spécial note que les groupes spéciaux ont le devoir d'examiner les "questions qui touchent au fondement de leur compétence ... si nécessaire de leur propre chef – afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire".¹⁴²¹

7.1063. Le Groupe spécial note en outre que les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* ont été formulées dans le contexte spécifique d'"un schéma de préférences d'un autre Membre", et que la raison pour laquelle l'Organe d'appel attribuait la charge de l'invocation au plaignant était qu'"[e]xposer les schémas de préférences à des contestations non limitées serait incompatible ... avec l'intention des Membres, telle qu'elle [apparaissait] dans la Clause d'habilitation, d'"encourager" l'adoption d'un traitement préférentiel en faveur des pays en développement et de donner un moyen pratique de le faire dans le cadre juridique des accords visés"¹⁴²². En outre, l'Organe d'appel a souligné sur le fait que dans ce différend:

[Il ressortait] clairement du Règlement et de documents explicatifs officiels mis à la disposition du public que [la mesure contestée faisait] partie d'un schéma de préférences tarifaires mis en œuvre par les Communautés européennes conformément à l'autorisation figurant au paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation. Par conséquent, l'Inde devait être pleinement consciente du fait que le régime concernant les drogues devait respecter les prescriptions de la Clause d'habilitation et qu'il était

¹⁴¹⁹ L'Organe d'appel a indiqué que "l'Inde, en tant que partie plaignante, aurait dû raisonnablement formuler son allégation d'incompatibilité avec des dispositions spécifiques de la Clause d'habilitation dès le début du présent différend dans le cadre de sa responsabilité d'"engager [les] procédures [de règlement des différends] de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 117 (faisant référence au Mémoire d'accord, article 3:10 et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 166). En outre, étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde indiquait les prescriptions spécifiques de la Clause d'habilitation avec lesquelles le schéma de préférences était, d'après l'Inde, incompatible, "[l]e mandat du Groupe spécial incluait ... les allégations de l'Inde selon lesquelles certains aspects [de la mesure contestée] n'étaient pas "compatibles" avec les [dispositions spécifiques] de la Clause d'habilitation, ou ne "satisf[aisaient] pas aux prescriptions énoncées" dans ces [dispositions]." Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 119. En outre, "l'Inde était tenue d'invoquer la Clause d'habilitation en formulant son allégation d'incompatibilité avec l'article I:1" et "il incombait à l'Inde d'invoquer la Clause d'habilitation en formulant son allégation d'incompatibilité avec l'article I:1 du GATT de 1994". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphes 123 et 125.

¹⁴²⁰ Voir Brésil, réponse à la question n° 4 du Groupe spécial.

¹⁴²¹ L'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

[L]es groupes spéciaux sont tenus d'examiner les questions dont ils sont saisis par les parties à un différend [et] les groupes spéciaux doivent examiner et régler certaines questions de nature fondamentale, même si les parties au différend restent muettes sur ces questions. À ce propos, ... "[l]'attribution de compétence à un groupe spécial est une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial". Pour cette raison, les groupes spéciaux ne peuvent simplement faire abstraction de questions qui touchent au fondement de leur compétence – c'est-à-dire à leur pouvoir de traiter et de régler des questions. Les groupes spéciaux doivent plutôt traiter ces questions – si nécessaire de leur propre chef – afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire. Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 54).

Voir aussi la Décision des arbitres *États-Unis – Article 110 5), Loi sur le droit d'auteur (article 25)*, paragraphe 2.1; et les Décisions de l'arbitre *États-Unis – EPO (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 2.6 et 2.7.

¹⁴²² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 114.

probable que les Communautés européennes invoquent la Clause en réponse à une contestation pour incompatibilité avec l'article I:1.¹⁴²³

7.1064. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial considère que la charge d'invoquer la Clause d'habilitation est attribuée à la partie plaignante dans les situations où cette dernière est informée que la mesure contestée a été adoptée (et, d'après le Membre qui l'a adoptée, justifiée) au titre de la Clause d'habilitation. En d'autres termes, la charge d'invoquer une disposition particulière de la Clause d'habilitation dans une demande d'établissement d'un groupe spécial pourrait uniquement être attribuée à la partie plaignante si cette dernière a été informée de façon appropriée avant la présentation de la demande d'établissement du groupe spécial que la partie défenderesse considérait la mesure pertinente comme adoptée et justifiée au titre de la Clause d'habilitation. De fait, le Groupe spécial considère qu'une autre approche pourrait aboutir à des résultats absurdes, comme le fait pour une partie plaignante d'invoquer *toutes* les dispositions de la Clause d'habilitation dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans tout différend ayant trait à des allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, afin de s'acquitter de la charge de l'invocation qui lui incombe et de se protéger contre *tous* les moyens de défense pouvant être invoqués par une partie défenderesse au titre de la Clause d'habilitation.

7.1065. En l'espèce, le seul argument avancé par le Brésil à l'appui de l'attribution de la charge de l'invocation aux parties plaignantes est que les mesures pertinentes ont été notifiées à l'OMC comme ayant été adoptées conformément à la Clause d'habilitation.

7.1066. Le Groupe spécial note que dans des situations où un Membre de l'OMC a notifié un arrangement particulier imposant un traitement discriminatoire comme ayant été adopté ou modifié au titre de la Clause d'habilitation, les autres Membres de l'OMC sont présumés être au courant de ce que le traitement discriminatoire spécifique a été adopté conformément à la Clause d'habilitation. Dans de telles circonstances, compte tenu de la nature particulière de la Clause d'habilitation (identifiée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*), il est raisonnable d'imposer la charge d'argumenter des dispositions spécifiques de la Clause d'habilitation à la partie qui allègue que le traitement différencié particulier est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994.

7.1067. Le Groupe spécial rappelle l'argument des parties plaignantes selon lequel le Brésil n'a pas notifié les arrangements pertinents imposant le traitement différencié et plus favorable, comme l'exige le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation.¹⁴²⁴ De l'avis du Groupe spécial, si cette assertion est exacte, cette absence de notification constituerait une distinction factuelle pertinente entre l'affaire *CE – Préférences tarifaires* (dans laquelle le schéma de préférences avait indiscutablement été adopté conformément à la Clause d'habilitation) et le présent différend (dans lequel même le fait qu'il y a notification est contesté par les parties). En outre, le Groupe spécial souligne que le Brésil n'a indiqué aucune autre raison d'imposer aux parties plaignantes la charge d'invoquer la Clause d'habilitation.

7.1068. Le Groupe spécial conclut donc qu'une partie plaignante ne peut pas avoir l'obligation d'invoquer la Clause d'habilitation dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, *à moins que* cette partie plaignante ne soit informée de façon appropriée que la partie défenderesse considère que la mesure contestée a été adoptée conformément à (et justifiée au regard de) la Clause d'habilitation. De l'avis du Groupe spécial, cette approche est suffisante pour examiner les préoccupations soulevées plus haut par les parties plaignantes au paragraphe 7.1058, sans imposer une charge inutilement excessive à une partie qui cherche à invoquer la Clause d'habilitation dans une procédure de règlement des différends. En l'espèce, le Groupe spécial considère que, compte tenu des arguments et des éléments de preuve présentés par les parties dans le présent différend, il n'aurait pas pu être présumé que l'Union européenne et le Japon étaient informés des intentions du Brésil *à moins que* l'adoption de ces taxes discriminatoires conformément à la Clause d'habilitation n'ait été notifiée à l'OMC, comme l'exige le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation. Le Groupe spécial examine plus loin dans le cas de chaque justification avancée par le Brésil (c'est-à-dire s'agissant du paragraphe 2 b) et du

¹⁴²³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 117.

¹⁴²⁴ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 85 et 86; réponse à la question n° 4 du Groupe spécial; réponses aux questions n° 8 et 9 posées par le Groupe spécial aux tierces parties; deuxième communication écrite, paragraphe 193; Japon, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 37 et 38; réponse à la question n° 4 du Groupe spécial.

paragraphe 2 c) respectivement), la question de savoir si les mesures contestées et les justifications s'y rapportant ont été notifiées à l'OMC.

7.4.8.3 Moyen de défense affirmatif du Brésil au titre du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation

7.1069. Le Brésil affirme que les réductions fiscales qui sont accordées pour les véhicules automobiles en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, et dont il est constaté qu'elles sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994, sont justifiées au regard du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation. Il affirme que ce traitement différencié et plus favorable a été notifié à l'OMC, comme l'exige le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et qu'il satisfait aux prescriptions de fond du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation.¹⁴²⁵

7.1070. L'Union européenne et le Japon font valoir que le Brésil ne s'est pas conformé à la prescription en matière de notification figurant au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et que le Brésil n'a pas démontré que sa mesure relevait du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation. Les parties plaignantes font aussi valoir que le traitement différencié et plus favorable ne satisfait pas à certaines prescriptions du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation.¹⁴²⁶

7.1071. Le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation indique qu'un Membre "qui prendra des mesures pour instituer un arrangement conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus ... a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES".

7.1072. Le Brésil reconnaît que le paragraphe 4 a) impose une prescription imposant la notification de tout traitement différencié et plus favorable adopté conformément à la Clause d'habilitation.¹⁴²⁷ Il fait valoir que la prescription en matière de notification figurant au paragraphe 4 a) est respectée parce que le Traité de Montevideo de 1980 établissant l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) a été notifié à l'OMC au titre de l'article 2 c) de la Clause d'habilitation. Le Brésil fait valoir que le traitement différencié et plus favorable accordé à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay est fondé sur les ACE négociés sous les auspices du Traité de Montevideo de 1980 instituant l'ALADI.¹⁴²⁸ Il fait valoir que les ACE "sont des mesures de mise en œuvre du Traité de Montevideo et [ont été] notifiées à l'OMC par le Secrétariat de l'ALADI. Le traitement fiscal accordé dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO à certains pays de l'ALADI est le corollaire de ces ACE et ne nécessite pas d'autre notification".¹⁴²⁹

7.1073. L'Union européenne et le Japon font valoir que le Brésil ne s'est pas conformé aux prescriptions en matière de notification figurant au paragraphe 4 a) parce que ni le Traité de Montevideo ni les ACE ne visent l'imposition intérieure et que le Brésil n'a notifié ni le Programme INOVAR-AUTO ni les ACE.¹⁴³⁰ L'Union européenne souligne également que les seules notifications alléguées par le Brésil ont été présentées au titre du paragraphe 2 c) et non du paragraphe 2 b). En outre, l'Union européenne fait valoir, et l'Ukraine en tant que tierce partie est d'accord avec elle, que le Brésil était tenu de se conformer aux prescriptions en matière de

¹⁴²⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 695 à 742 (DS472) et 627 à 674 (DS497).

¹⁴²⁶ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 84 à 97; Union européenne, réponses à la question n° 4 du Groupe spécial; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 196 à 200; Union européenne, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire, paragraphes 36 à 42; Japon, réponses à la question n° 4 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 129; Japon, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial.

¹⁴²⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 740 à 742 (DS472) et paragraphes 672 à 674 (DS497).

¹⁴²⁸ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 706 et 707 (DS472) et paragraphes 638 et 639 (DS497).

¹⁴²⁹ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 181. Voir aussi Brésil, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial; communication présentée par l'ALADI au Président du Comité du commerce et du développement, OMC, 19 mai 2016 (pièces BRA-114 et BRA-115).

¹⁴³⁰ Le Japon appelle parfois les ACE Accords de complémentarité économique. Voir, par exemple, Japon, première communication écrite, paragraphe 179. Le Groupe spécial note que l'article 11 du Traité de Montevideo lui-même fait référence aux Accords de complémentarité économique. Voir le Traité de Montevideo de 1980 (pièce BRA-93).

notification prévues dans le Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels, et qu'il ne l'a pas fait.¹⁴³¹

7.1074. Tout d'abord, le Groupe spécial constate en fait que le Traité de Montevideo de 1980 a été notifié à l'OMC le 1^{er} juillet 1982 comme ayant été adopté conformément au paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation.¹⁴³² Le Groupe spécial note en outre qu'aucune notification explicite concernant le paragraphe 2 b) n'a été identifiée par une partie, ni présentée au Groupe spécial en tant qu'élément de preuve.

7.1075. Pour le Groupe spécial, trois questions sont soulevées. Premièrement, étant donné que le Brésil affirme que la notification du Traité de Montevideo au titre du paragraphe 2 c) est suffisante pour satisfaire à la prescription en matière de notification pour un arrangement adopté conformément au paragraphe 2 b), le Groupe spécial doit déterminer si la notification d'un arrangement adopté conformément au paragraphe 2 c) peut également servir de notification d'un arrangement adopté conformément au paragraphe 2 b). Deuxièmement, dans le cas où une notification au titre d'une disposition pourrait servir de notification au titre d'une autre disposition, le Groupe spécial doit déterminer si la notification du Traité de Montevideo et des ACE pourrait au fond servir de notification du traitement différencié et plus favorable spécifique que l'on cherche à justifier au regard du paragraphe 2 b). Troisièmement, si le Brésil obtient gain de cause sur les deux questions ci-dessus, le Groupe spécial doit décider si le Traité instituant le MERCOSUR et les ACE, d'un point de vue procédural, ont été notifiés à l'OMC en tant qu'ACR indépendants adoptés conformément au paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation, ou si la notification du Traité-"cadre" de Montevideo¹⁴³³ est suffisante.

7.1076. S'agissant de la première question, le Groupe spécial note que le sens ordinaire du seul paragraphe 4 a) ne permet pas de déterminer si une notification au titre d'une disposition peut faire office de notification pour la même mesure adoptée aussi au titre d'une autre disposition.

7.1077. Le Groupe spécial note toutefois que l'objet et le but d'une prescription en matière de notification sont de permettre aux autres Membres d'être informés des arrangements qui sont incompatibles avec l'article I:1, mais qui sont considérés par le Membre qui les adopte comme étant quand même justifiés au regard de la Clause d'habilitation.¹⁴³⁴ De fait, comme l'indique le Brésil lui-même, le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation "exige que lorsqu'il donne un accès aux marchés renforcé aux produits en provenance de pays en développement [conformément à la

¹⁴³¹ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 86 et 87; réponses à la question posée par le Groupe spécial aux tierces parties n° 8 et 9; deuxième communication écrite, paragraphes 196 et 198; Japon, déclaration liminaire, paragraphes 37 et 38; deuxième communication écrite, paragraphe 129; Ukraine, communication écrite en tant que tierce partie, paragraphe 5; déclaration en tant que tierce partie à la première réunion, paragraphe 5; réponse à la question n° 7 posée par le Groupe spécial aux tierces parties.

¹⁴³² Bien que le Brésil n'ait pas présenté la notification proprement dite en tant qu'élément de preuve, ni indiqué explicitement de référence pour que le Groupe spécial puisse trouver un document accessible au public, l'Argentine en tant que tierce partie a indiqué la cote de la notification. En outre, cette référence peut également être trouvée dans une pièce présentée par le Brésil. Voir la communication de l'ALADI (pièce BRA-114). Ainsi, le Groupe spécial peut confirmer que le Traité de Montevideo de 1980 a effectivement été notifié à l'OMC par l'Uruguay, au nom de l'ALADI, le 1^{er} juillet 1982. Voir le document du GATT L/5342, 1^{er} juillet 1982.

¹⁴³³ Le Groupe spécial a constaté plus haut, au paragraphe 7.1074, que le Traité de Montevideo avait été notifié.

¹⁴³⁴ Le Groupe spécial note que l'Organe d'appel a dit qu'il fallait se garder de se fonder sur l'objet et le but d'une disposition spécifique pour interpréter cette disposition particulière, au moins lorsqu'il s'agissait "d'interpréter le droit de l'OMC à la lumière de l'objet et [du] but" prétendus de dispositions ... spécifiques ... isolément de l'objet et du but du traité dans son ensemble". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 239. À cet égard, le Groupe spécial note que l'objet et le but généraux de la Clause d'habilitation qui ont été identifiés par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* n'ont guère de valeur interprétative pour la prescription en matière de notification elle-même, qui est une prescription de procédure sans lien avec les obligations de fond qui constituent l'élément central de la Clause d'habilitation. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphes 168 et 169. Le Groupe spécial considère qu'il est approprié de tenir compte de l'objet et du but de la disposition relative à la notification elle-même, afin de permettre une interprétation qui donne effet à cette disposition. Cette approche est conforme aux indications de l'Organe d'appel selon lesquelles l'article 31 1) de la Convention de Vienne n'"empêche [pas] de tenir compte de l'objet et du but de termes particuliers du traité, si cela aide l'interprète à déterminer l'objet et le but du traité dans son ensemble". Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 238.

Clause d'habilitation], le Membre accordant les préférences en donne notification à tous les Membres de l'OMC *pour les informer des mesures devant être prises* [et] ... leur ménager la possibilité de remettre en question *la dérogation à l'obligation NPF*".¹⁴³⁵ Le Groupe spécial souscrit à la description faite par le Brésil de la prescription en matière de notification, et considère que l'objet et le but d'une notification (à savoir informer les autres Membres des mesures devant être prises et leur ménager la possibilité de remettre en question la dérogation à l'obligation NPF) seraient contournés si les Membres pouvaient d'abord notifier un arrangement au titre d'une disposition, puis le justifier ensuite dans le cadre d'une procédure de règlement des différends au regard d'une autre disposition.¹⁴³⁶

7.1078. En outre, si l'on garde à l'esprit l'attribution de la charge d'invoquer la Clause d'habilitation décrite plus haut aux paragraphes 7.1059 et 7.1060, permettre qu'une notification au titre d'une disposition de la Clause d'habilitation suffise à servir de notification au titre de toutes les dispositions de la Clause d'habilitation pourrait avoir des résultats indésirables. Pour satisfaire au critère de l'Organe d'appel concernant la charge de l'invocation, dans les affaires où le Membre défendeur a notifié l'arrangement contesté au titre d'une disposition particulière, la partie plaignante risquerait de ne pas s'acquitter de la charge de l'invocation qui lui incombe si elle indiquait uniquement la disposition ayant fait l'objet d'une notification dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et que la partie défenderesse cherchait ensuite à justifier l'arrangement au regard d'une autre disposition. Ainsi, les parties plaignantes seraient incitées à invoquer la totalité du paragraphe 2 de la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, ce qui engendrerait *moins* de clarté pour les parties défenderesses.¹⁴³⁷

7.1079. Le Groupe spécial ne considère donc pas que le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation permet que la notification d'une mesure adoptée au titre d'une disposition de la Clause d'habilitation serve aussi à notifier que cette mesure est adoptée au titre d'une autre disposition de la Clause d'habilitation, à moins que cela ne soit indiqué dans la notification elle-même.

7.1080. Le Groupe spécial note que l'on retrouve la même logique dans les termes explicites de deux décisions du Conseil général qui se rapportent à la prescription en matière de notification prévue par la Clause d'habilitation. Spécifiquement, le Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels, adopté le 14 décembre 2010, contient les procédures de notification de ce que l'on appelle les "arrangements commerciaux préférentiels" (ACPr) adoptés conformément au paragraphe 2 a), b) ou d) de la Clause d'habilitation.¹⁴³⁸ Le Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels indique au paragraphe 4 que les "Membres notifiants préciseront au titre de quelle(s) disposition(s) du paragraphe 1 leurs ACPr sont notifiés".¹⁴³⁹ De même, le Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux, adopté le 14 décembre 2006, contient les procédures de notification des "accords commerciaux régionaux" (ACR) adoptés conformément au paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation.¹⁴⁴⁰ Le paragraphe 4 de ce Mécanisme pour la transparence indique que "[l]orsqu'elles notifieront leur ACR, les parties spécifieront au titre de quelle(s) disposition(s) des Accords de l'OMC il est notifié".¹⁴⁴¹ Les deux Mécanismes pour la transparence indiquent que les Membres notifiant un ACR ou un ACPr doivent spécifier au titre de quelle disposition précise de la Clause d'habilitation l'ACR ou l'ACPr est notifié.¹⁴⁴² Ainsi, suivant les termes mêmes des

¹⁴³⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 741 (DS472) et paragraphe 673 (DS497). (pas d'italique dans l'original)

¹⁴³⁶ Le Groupe spécial note que le but consistant à "remettre en question" une dérogation n'est pas pertinent si la dérogation doit être justifiée au regard d'une disposition totalement différente de celle au regard de laquelle il est *allégué* qu'elle est justifiée.

¹⁴³⁷ Cela serait en contradiction avec le but même de l'attribution à la partie plaignante de la charge d'invoquer la Clause d'habilitation qui, d'après l'Organe d'appel, est de "définir les paramètres dans le cadre desquels la partie *défenderesse* doit présenter [son] moyen de défense". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 114. (italique dans l'original)

¹⁴³⁸ Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels, Décision du Conseil général du 14 décembre 2010, WT/L/806.

¹⁴³⁹ Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels, paragraphe 4.

¹⁴⁴⁰ Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux, Décision du Conseil général du 14 décembre 2006, WT/L/671.

¹⁴⁴¹ Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux, paragraphe 4.

¹⁴⁴² Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux, paragraphe 4; Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels, paragraphe 4.

Mécanismes pour la transparence, une notification au titre d'une disposition de la Clause d'habilitation n'est *pas* suffisante pour servir de notification au titre d'une autre disposition de la Clause d'habilitation. De l'avis du Groupe spécial, les Mécanismes pour la transparence permettent de confirmer à nouveau, au moins en ce qui concerne les notifications alléguées qui ont eu lieu *après* l'adoption d'un ou de deux Mécanismes pour la transparence, que le paragraphe 4 a) ne permet pas que la notification d'une mesure adoptée au titre d'une disposition de la Clause d'habilitation tienne lieu de notification de l'adoption de cette même mesure au titre d'une autre disposition de la Clause d'habilitation.¹⁴⁴³

7.1081. En conclusion, le Groupe spécial considère que la notification d'un ACR adopté au titre du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation, même valide, n'est *pas* suffisante pour servir de notification d'un ACPr adopté au titre du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation. Comme il est indiqué plus haut, il n'y a pas eu de notification présentée au titre du paragraphe 4 a) pour étayer une justification au titre du paragraphe 2 b).

7.1082. Le Groupe spécial conclut donc que le Brésil n'a pas démontré qu'un arrangement quelconque prévoyant le traitement différencié et plus favorable en question avait été notifié à l'OMC comme ayant été adopté conformément au paragraphe 2 b).¹⁴⁴⁴

7.1083. En outre, en ce qui concerne la charge d'invoquer la Clause d'habilitation, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.1068, selon laquelle les parties plaignantes n'avaient pas la charge d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial à moins que les mesures pertinentes n'aient été notifiées à l'OMC. À la lumière de sa constatation selon laquelle aucun arrangement pertinent n'a été notifié, le Groupe spécial conclut que les parties plaignantes n'avaient pas la charge d'invoquer le paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial.

7.1084. Malgré l'absence de notification au titre du paragraphe 2 b), le Groupe spécial considère approprié de poursuivre son analyse des dispositions de fond de la Clause d'habilitation, afin de

¹⁴⁴³ Le Groupe spécial note que, d'après les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle et États-Unis – Thon II (Mexique)*, ces deux décisions du Conseil général sont des "accord[s] ultérieur[s] intervenu[s] ... au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions" conformément à l'article 31 3) a) de la Convention de Vienne, dont il doit être tenu compte lors de l'interprétation de la Clause d'habilitation. Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 262; *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphes 366 à 372. De fait, le Groupe spécial considère que, conformément à l'article II:2 de l'Accord sur l'OMC, la Clause d'habilitation est un composant du GATT de 1994, et les termes et la teneur des Mécanismes pour la transparence expriment un accord entre les Membres concernant les prescriptions spécifiques devant être respectées en ce qui concerne la notification à l'OMC d'une mesure adoptée conformément à la Clause d'habilitation. Toutefois, le Groupe spécial est conscient que ces Mécanismes pour la transparence ont été adoptés non seulement après la Clause d'habilitation, mais aussi après la notification du "traité-cadre" dont il est allégué qu'il a été notifié par le Brésil, à savoir le Traité de Montevideo (notifié le 1^{er} juillet 1982 dans le document du GATT L/5342), ainsi que la notification alléguée de certains ACE spécifiques que le Brésil allègue avoir notifiés comme ayant été adoptés au titre du Traité de Montevideo, mais pas d'autres. Spécifiquement, l'accord relatif au MERCOSUR a été notifié, d'après les allégations, le 5 mars 1992 dans le document L/6985; l'ACE n° 55 a été notifié, d'après les allégations, le 21 novembre 2012 dans le document WT/COMTD/77; le 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14 et le 68^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 2 ont été notifiés, d'après les allégations, le 8 novembre 2010, dans le document WT/COMTD/72; et le 69^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 2 a été notifié, d'après les allégations, le 25 octobre 2013 dans le document WT/COMTD/82. Voir la communication de l'ALADI (pièces BRA-114 et BRA-115). Le Groupe spécial rappelle que le Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux a été adopté le 14 décembre 2006 et que le Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels a été adopté le 14 décembre 2010. À la lumière des considérations qu'il a formulées plus haut aux paragraphes 7.1077 à 7.1079, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire de déterminer en termes généraux si un "accord ultérieur" adopté *après* une loi particulière peut être utilisé pour interpréter un accord qui évalue la licéité de cette loi. Le Groupe spécial a conclu plus haut que, sans référence aux Mécanismes pour la transparence, le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation ne permettait pas que la notification d'une mesure adoptée conformément à une disposition de la Clause d'habilitation suffise à notifier que cette même mesure était adoptée conformément à une disposition différente de la Clause d'habilitation. Par conséquent, en ce qui concerne les notifications alléguées qui ont eu lieu *avant* l'adoption des Mécanismes pour la transparence, il suffit au Groupe spécial de noter que son interprétation du paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation n'est pas en contradiction avec les Mécanismes pour la transparence.

¹⁴⁴⁴ Étant donné cette constatation, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire d'examiner les deuxième et troisième questions décrites plus haut au paragraphe 7.1075.

déterminer si le Brésil a démontré que le traitement différencié et plus favorable en question pouvait relever des dispositions du paragraphe 2 b), à supposer qu'il ait été dûment notifié au titre du paragraphe 2 b).

7.1085. Le paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation dispose que cette dernière s'applique au

traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT.

7.1086. Le Brésil soutient que les réductions fiscales contestées par les parties plaignantes relèvent des dispositions du paragraphe 2 b). Selon lui, les réductions fiscales intérieures sont des mesures non tarifaires car elles constituent des taxes intérieures assujetties à l'article III du GATT de 1994 et, par conséquent, sont assujetties à l'obligation NPF au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.¹⁴⁴⁵ Le Brésil fait valoir que les taxes intérieures sont des mesures non tarifaires "régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT" parce que le GATT de 1947 (et ensuite le GATT de 1994) sont des instruments pertinents négociés multilatéralement qui visent la taxation intérieure et qu'il n'y a aucun accord spécifique visant les taxes intérieures.¹⁴⁴⁶

7.1087. D'après les parties plaignantes, le Brésil n'a pas expliqué comment les arrangements différenciés pouvaient être visés par le paragraphe 2 b).¹⁴⁴⁷ En particulier, les parties plaignantes font valoir que l'expression "mesures non tarifaires" ne recouvre pas *toutes* les mesures qui n'ont pas trait aux droits de douane, mais plus spécifiquement les mesures non tarifaires à la frontière, ce qui exclurait les taxes intérieures. Les parties plaignantes contestent également que le GATT de 1994 puisse être considéré comme un "instrument[] négocié [] multilatéralement sous les auspices du GATT".¹⁴⁴⁸

7.1088. Le "traitement différencié et plus favorable" allégué en l'espèce prend la forme de réductions fiscales intérieures. La question dont le Groupe spécial est saisi inclut celle de savoir si les taxes intérieures sont des "mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT". À cet égard, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire de définir l'expression "mesures non tarifaires" isolément du reste du paragraphe 2 b).¹⁴⁴⁹ Le Groupe spécial évalue tout d'abord si le paragraphe 2 b) s'applique aux mesures non tarifaires régies exclusivement par les dispositions du GATT de 1994 qui ont été incorporées à partir du GATT de 1947. Le Groupe spécial examinera ensuite le contexte historique de la Clause d'habilitation.

7.1089. De l'avis du Groupe spécial, l'expression "Accord général" figurant au paragraphe 2 b) fait référence à l'"Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947". Appliquant le

¹⁴⁴⁵ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 708, 709 et 729 (DS472) et paragraphes 640, 641 et 661 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 167 à 171. L'Argentine souscrit au point de vue du Brésil selon lequel les mesures non tarifaires comprennent les taxes intérieures. Voir Argentine, communication écrite en tant que tierce partie, paragraphes 14 à 18.

¹⁴⁴⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 167 à 175.

¹⁴⁴⁷ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 88 et 89; Union européenne, réponse à la question n° 4 du Groupe spécial; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 199 et 200; Japon, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphe 39; Japon, réponse à la question n° 4 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 129.

¹⁴⁴⁸ Japon, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 39 à 42; réponse à la question n° 4 b) du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 129.

¹⁴⁴⁹ Bien que l'Union européenne et le Japon fassent valoir que l'expression "mesures non tarifaires" figurant au paragraphe 2 b) n'inclut pas les mesures non tarifaires "à l'intérieur des frontières" telles que les taxes intérieures, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire de définir isolément l'expression, par ailleurs générale, "mesures non tarifaires". Le paragraphe 2 b), lu dans son ensemble, ne fait pas référence aux "mesures non tarifaires" de manière générale, mais fait plutôt référence à une catégorie limitée de mesures non tarifaires, à savoir les "mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT". Il serait inutile et inapproprié pour le Groupe spécial d'interpréter seulement une partie du paragraphe 2 b) sans faire référence au reste de la disposition. Le point de savoir s'il a été démontré que les mesures non tarifaires alléguées en cause en l'espèce relevaient des dispositions du paragraphe 2 b) ou non, est la question dont le Groupe spécial est saisi.

principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile¹⁴⁵⁰, en vertu duquel le Groupe spécial doit donner sens à toutes les parties du paragraphe 2 b), le Groupe spécial considère que les termes du paragraphe 2 b) (faisant référence à un "traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux *mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT*"), au moment où la Clause d'habilitation a été adoptée, désignaient les mesures non tarifaires *autres que* les mesures non tarifaires régies exclusivement par les dispositions du GATT de 1947. Si, au moment de son adoption, le paragraphe 2 b) avait visé les mesures non tarifaires régies exclusivement par les dispositions du GATT de 1947, la deuxième partie du paragraphe 2 b) aurait été superflue.¹⁴⁵¹ Le Groupe spécial considère par conséquent qu'au moment de l'adoption initiale de la Clause d'habilitation, les dispositions du paragraphe 2 b) ne visaient *pas* les mesures non tarifaires régies seulement par les dispositions du GATT de 1947.

7.1090. Le paragraphe 1 a) du texte de l'Annexe 1A incorporant le GATT de 1994 dans l'Accord sur l'OMC indique que le GATT de 1994 comprend, entre autres choses, par "les dispositions [du GATT de 1947]".¹⁴⁵² De fait, les dispositions du GATT de 1994 sur lesquelles le Brésil s'appuie en l'espèce, à savoir l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, ne sont pas différentes sur le fond, de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1947 tel qu'il existait au moment de l'adoption de la Clause d'habilitation. Au moment de l'adoption de la Clause d'habilitation, ces dispositions auraient été considérées comme des dispositions de l'"Accord général". Comme il est indiqué plus haut, au moment de l'adoption de la Clause d'habilitation, les mesures non tarifaires régies uniquement par les dispositions de l'Accord général et non par les Codes du Tokyo Round n'auraient *pas* été visées par le paragraphe 2 b).

7.1091. Le Groupe spécial note en outre que l'interprétation du paragraphe 2 b) proposée par le Brésil – selon laquelle les taxes intérieures sont des mesures non tarifaires "régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT" – signifierait qu'absolument toutes les mesures non tarifaires régies par *n'importe quelle* disposition de *n'importe quel* Accord visé de l'OMC pourraient faire l'objet d'un traitement différencié et plus favorable en faveur des pays en développement, au moyen de la Clause d'habilitation. Cela voudrait dire que les Membres de l'OMC sont libres, au titre de la Clause d'habilitation, d'adopter *n'importe quelle* mesure non tarifaire qui établit une discrimination en faveur des pays en développement. Une telle interprétation paraîtrait contraire aux termes mêmes du paragraphe 2 b), qui ne fait pas référence à un traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne absolument toutes les mesures non tarifaires, mais fait référence à une catégorie limitée de traitement différencié et plus favorable, à savoir la catégorie "relative[] aux mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT".

7.1092. Le Groupe spécial note que la Clause d'habilitation a été adoptée par les parties contractantes du GATT pendant les négociations du Tokyo Round, dont un résultat important a été la conclusion d'un certain nombre d'accords plurilatéraux régissant certaines mesures non tarifaires, y compris les subventions et les droits compensateurs, les normes, l'évaluation en douane, les marchés publics, les licences d'importation et les droits antidumping. Ces accords, les "Codes" du Tokyo Round, comprenaient également un certain nombre de dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) en faveur des pays en développement.¹⁴⁵³ Une décision des parties contractantes adoptée pendant le Tokyo Round indique que "les droits et avantages que les

¹⁴⁵⁰ L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence* a indiqué qu'"[u]n interprète n'[était] pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26. Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 14; *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 133; *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 271.

¹⁴⁵¹ Si le paragraphe 2 b) avait seulement disposé "traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux mesures non tarifaires", ses dispositions auraient nécessairement visé à la fois les mesures non tarifaires régies exclusivement par les dispositions du GATT de 1947 et les "mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT". En vertu du principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile, cette dernière mention figurant au paragraphe 2 b) doit avoir du sens.

¹⁴⁵² Paragraphe 1 a) du texte de l'Annexe 1A incorporant le GATT de 1994 dans l'Accord sur l'OMC.

¹⁴⁵³ Voir, par exemple, l'article 13 de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI du GATT; l'article 14 de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII du GATT; l'article premier du Protocole à l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII du GATT; l'article 12 de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce; et l'article III de l'Accord relatifs aux marchés publics.

parties contractantes qui n'ont pas adhéré [aux Codes du Tokyo Round] tiennent de l'Accord général, y compris ceux qui découlent de son article premier, ne sont pas affectés par les dispositions [des Codes du Tokyo Round]".¹⁴⁵⁴ Cette décision a reconnu explicitement le maintien de l'applicabilité de l'obligation NPF du GATT aux parties contractantes n'ayant pas adhéré aux Codes du Tokyo Round. Dans ce contexte, le paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation précise que les dispositions relatives au TSD des Codes, ainsi que toute mesure adoptée conformément à ces dispositions relatives au TSD, étaient justifiées d'un point de vue institutionnel, malgré le principe NPF énoncé à l'article I:1 du GATT de 1947. L'objectif du paragraphe 2 b) était donc de lier institutionnellement les dispositions relatives au TSD des Codes du Tokyo Round à l'obligation NPF générale du GATT de 1947, de sorte qu'une partie contractante accordant un traitement plus favorable aux pays en développement, conformément aux dispositions relatives au TSD énoncées dans les Codes du Tokyo Round, ne ferait pas l'objet d'allégations d'incompatibilité au titre de l'article I:1.¹⁴⁵⁵

7.1093. Le Groupe spécial note que le paragraphe 2 b) fait référence de manière générale aux "mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT" et ne fait pas explicitement référence aux dispositions relatives au TSD. Si le paragraphe 2 b) était interprété comme accordant un droit général d'adopter toutes les mesures non tarifaires discriminatoires, dès lors que ces mesures non tarifaires font l'objet des dispositions générales des Codes du Tokyo Round, une telle interprétation rendrait superflues les dispositions spécifiques relatives au TSD alors prévues dans les Codes du Tokyo Round (et actuellement dans les accords commerciaux multilatéraux), qui autorisaient explicitement (et autorisent actuellement) des dérogations limitées au principe NPF en faveur des pays en développement. Gardant à l'esprit le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile, le Groupe spécial considère donc que l'application visée du paragraphe 2 b) devait être limitée à la discrimination explicitement prévue par les dispositions spécifiques relatives au TSD des Codes du Tokyo Round. En d'autres termes, le paragraphe 2 b) devait viser à englober les situations dans lesquelles un "traitement différencié et plus favorable" spécifique en faveur des pays en développement était "régi[]" par les dispositions" des Codes.

7.1094. En outre, le Groupe spécial note que le paragraphe 2 b) ne fait pas exclusivement référence aux Codes du Tokyo Round, mais fait plus généralement référence aux instruments négociés multilatéralement sous les "auspices du GATT". De fait, étant donné la manière dont les négociations se déroulaient à l'époque du GATT, les rédacteurs ont dû anticiper que des "codes" ou accords additionnels pourraient être conclus à l'avenir. Le paragraphe 2 b) faisait en sorte que l'application d'un TSD en ce qui concerne des mesures non tarifaires régies par un accord visé autre que le GATT de 1947 ne soit pas incompatible avec le GATT de 1947 lui-même.

7.1095. Le Groupe spécial note que, depuis l'adoption de la Clause d'habilitation en 1979, la relation entre les différents accords multilatéraux a été clarifiée. Comme il est expliqué plus haut, les dispositions du GATT de 1947 ont été incorporées dans l'Accord sur l'OMC en tant que partie du GATT de 1994.¹⁴⁵⁶ La Clause d'habilitation a également été incorporée dans l'Accord sur l'OMC en tant que partie du GATT de 1994.¹⁴⁵⁷ Les Codes du Tokyo Round n'existent plus, et ont été remplacés par les accords multilatéraux figurant dans l'Annexe 1 de l'Accord sur l'OMC. La Note interprétative générale relative dans l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC indique que si une disposition d'un accord visé est en conflit avec le GATT de 1994, l'autre accord "prévaudra dans la limite du conflit". Les dispositions relatives au TSD des accords visés de l'OMC prévalent donc sur le GATT de 1994 (et donc aussi sur la Clause d'habilitation¹⁴⁵⁸). En outre, il a été précisé que les

¹⁴⁵⁴ Paragraphe 3, Dispositions à prendre par les parties contractantes concernant les négociations commerciales multilatérales, Décision des parties contractantes du 28 novembre 1979, L/4905.

¹⁴⁵⁵ Par exemple, l'article III:1 et III:2 de l'Accord relatif aux marchés publics indique que les parties au Code tiendront compte des "besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement" et "lorsqu'elles élaboreront et appliqueront des lois, règlements ou procédures touchant les marchés publics, faciliteront l'accroissement des importations en provenance des pays en voie de développement". En mettant en œuvre cette obligation, une partie contractante du GATT aurait pu accorder un traitement plus favorable aux pays en développement qu'aux pays développés, d'une façon dont certains auraient pu faire valoir qu'elle était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1947.

¹⁴⁵⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.1090.

¹⁴⁵⁷ Paragraphe 1 b) iv) du texte de l'Annexe 1A incorporant le GATT de 1994 dans l'Accord sur l'OMC.

¹⁴⁵⁸ Comme il a été indiqué, la Clause d'habilitation a également été incorporée dans l'Accord sur l'OMC en tant que partie du GATT de 1994. Voir la note de bas de page n° 1457.

différents accords qui constituaient l'Accord sur l'OMC formaient un ensemble unique de droits et d'obligations qui devraient être interprétés de façon harmonieuse et cohérente.¹⁴⁵⁹

7.1096. Le Groupe spécial, conscient du devoir qui est le sien de ne pas "accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés", n'est pas en position de modifier le champ des dispositions de la Clause d'habilitation qui a été convenu par les parties contractantes du GATT, et ensuite par les Membres de l'OMC, tel qu'adopté dans le GATT de 1994.¹⁴⁶⁰ À la lumière des constatations qu'il a formulées plus haut, le Groupe spécial considère qu'une mesure non tarifaire relevant des dispositions du paragraphe 2 b) doit être régie par des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié, qui sont distinctes des dispositions du GATT de 1994 incorporant le GATT de 1947.¹⁴⁶¹ Les dispositions du GATT de 1994 sur lesquelles le Brésil s'appuie en l'espèce, à savoir l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, n'introduisent aucun traitement spécial et différencié pour les taxes sous la forme de mesures non tarifaires, sont identiques sur le fond aux dispositions du GATT de 1947, et font partie du GATT de 1994. Le Brésil reconnaît que, hormis le GATT de 1994, il n'y a aucun accord visé de l'OMC spécifique qui traite de la taxation intérieure.¹⁴⁶² Le Brésil n'a indiqué aucune disposition régissant les taxes intérieures autre que l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994.

7.1097. Le Groupe spécial conclut donc que les réductions fiscales accordées aux produits importés en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, ne sont pas justifiées au regard du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation.

7.1098. Le Groupe spécial note que les parties plaignantes ont également exprimé des préoccupations concernant la question de savoir si la justification donnée par le Brésil au titre du paragraphe 2 b) pouvait satisfaire aux prescriptions de fond du paragraphe 3 a) et 3 b) de la Clause d'habilitation.¹⁴⁶³ Le Brésil soutient que le traitement différencié et plus favorable pertinent est compatible avec les prescriptions de fond du paragraphe 3 a) et 3 b).¹⁴⁶⁴ À la lumière des constatations qu'il a formulées plus haut, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire d'établir des constatations sur le paragraphe 3 a) ou 3 b) de la Clause d'habilitation en ce qui concerne la justification invoquée par le Brésil au regard du paragraphe 2 b).¹⁴⁶⁵

7.4.8.4 Moyen de défense affirmatif du Brésil au titre du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation

7.1099. Outre son argument concernant le paragraphe 2 b), dans sa deuxième communication écrite, le Brésil a indiqué que, d'après lui, tout traitement différencié et plus favorable accordé à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay, dont il était constaté qu'il était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, était justifié au regard du paragraphe 2 c) de la Clause

¹⁴⁵⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 74; Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 81.

¹⁴⁶⁰ Articles 3:2 et 19:2 du Mémoire d'accord.

¹⁴⁶¹ De fait, le Groupe spécial note que, entre l'adoption de l'Accord sur l'OMC et la date d'établissement du Groupe spécial, alors que de nombreuses notifications ont été présentées au Comité du commerce et du développement au titre du paragraphe 2 a), 2 c) et 2 d), il n'a pu trouver aucune indication du fait qu'un Membre quelconque de l'OMC a notifié des mesures comme ayant été adoptées conformément au paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation.

¹⁴⁶² Voir Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 174.

¹⁴⁶³ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 95 et 96; Union européenne, réponse aux questions n° 4 et 54 du Groupe spécial; Japon, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial; Japon, observations sur la réponse du Brésil à la question n° 52 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphe 42; Japon, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial; Japon, observations sur la réponse du Brésil à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹⁴⁶⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 736 à 739 (DS472) et paragraphes 668 à 671 (DS497).

¹⁴⁶⁵ Le Groupe spécial souscrit au point de vue de l'Union européenne selon lequel, étant donné qu'il n'a pas été démontré que les mesures en cause étaient en mesure de "relever des dispositions de la Clause d'habilitation ... il n'est pas nécessaire d'analyser plus en détail les dispositions du paragraphe 3 a) et b) de la Clause d'habilitation aux fins de la présente procédure". Union européenne, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial.

d'habilitation.¹⁴⁶⁶ Le Groupe spécial note que les plaignants n'ont pas soulevé d'objection concernant le moment opportun d'invoquer ce moyen de défense.¹⁴⁶⁷

7.1100. Le Brésil affirme que toute réduction fiscale qui est accordée pour les véhicules automobiles en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, et dont il est constaté qu'elle est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, est justifiée au regard du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation. Il affirme que ce traitement différencié et plus favorable a été notifié à l'OMC, comme l'exige le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et qu'il satisfait aux prescriptions de fond du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation.

7.1101. L'Union européenne et le Japon font valoir qu'en ce qui concerne cette justification additionnelle, le Brésil ne s'est pas conformé à la prescription en matière de notification figurant au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, et que, en tout état de cause, le Brésil n'a pas démontré que sa mesure relevait du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation. Les parties plaignantes font également valoir que le traitement différencié et plus favorable ne satisfait pas à certaines prescriptions du paragraphe 3 de la Clause d'habilitation.¹⁴⁶⁸

7.1102. Comme il est expliqué plus haut, le paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation indique qu'un Membre "qui prendra des mesures pour instituer un arrangement conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus ... a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES".

7.1103. Le Groupe spécial rappelle que le Traité de Montevideo de 1980 a été notifié à l'OMC le 1^{er} juillet 1982 comme ayant été adopté conformément au paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation.¹⁴⁶⁹

7.1104. Étant donné que le Brésil a notifié le Traité de Montevideo comme ayant été adopté conformément au paragraphe 2 c), deux questions sont soumises à l'examen du Groupe spécial.

7.1105. Premièrement, le Groupe spécial devrait établir si la notification du Traité de Montevideo et des ACE pourrait au fond servir de notification de l'adoption au titre du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation de l'arrangement instituant le traitement différencié et plus favorable (sous la forme de traitement fiscal) dont il a été constaté qu'il était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994. En d'autres termes, si la teneur et la substance du Traité de Montevideo et des ACE respecteraient ou pourraient respecter les prescriptions en matière de notification du paragraphe 4 a), indépendamment de la question de savoir si cette notification était correcte d'un point de vue procédural (envoyée par le bon opérateur ou organe, suivant la procédure adéquate, au bon moment, etc.). Deuxièmement, dans le cas où il considérerait que ces accords incluent le traitement différencié et plus favorable de fond approprié, ou y font référence, le Groupe spécial doit examiner si la notification était suffisante d'un point de vue procédural (c'est-à-dire si cette notification a été envoyée par le bon opérateur ou organe, suivant la procédure adéquate, au bon moment, etc.).

¹⁴⁶⁶ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 181.

¹⁴⁶⁷ L'Union européenne, dans ses réponses à la question posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion avec les parties, a indiqué que d'après elle, "le seul moyen de défense invoqué au titre de la Clause d'habilitation par le Brésil en l'espèce concern[ait] le paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation". Union européenne, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial. Dans sa deuxième communication écrite, le Brésil indique qu'il invoque le paragraphe 2 c), mais pour la première fois. Le Brésil ajoute que "le traitement accordé à certains Membres de l'ALADI relevait des dispositions de l'article 2 b) et 2 c) de la Clause d'habilitation", et que "[l]a mesure en cause [relevait] du champ de l'article 2 c) de la Clause d'habilitation". Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 166. De fait, l'Union européenne, dans sa déclaration liminaire à la deuxième réunion, ainsi que lors de sa discussion avec le Groupe spécial pendant cette deuxième réunion, a parlé du paragraphe 2 c) et a présenté des arguments pour réfuter l'assertion du Brésil selon laquelle les mesures pouvaient être justifiées au titre du paragraphe 2 c). Voir Union européenne, déclaration liminaire à la deuxième réunion, paragraphes 54 à 58. Le Groupe spécial ne considère donc pas que l'avis de l'Union européenne, exprimé dans ses réponses aux questions suivant la deuxième réunion, a une quelconque incidence sur le droit du Brésil d'invoquer le paragraphe 2 c) à ce stade de la procédure.

¹⁴⁶⁸ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 84 à 97; Union européenne, réponses à la question n° 4 du Groupe spécial; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 196 à 200; Union européenne, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire, paragraphes 36 à 42; Japon, réponses à la question n° 4 du Groupe spécial; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 129; Japon, réponses aux questions n° 53, 54 et 55 du Groupe spécial.

¹⁴⁶⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.1074.

7.1106. Tout d'abord, le Groupe spécial note que le paragraphe 4 a) n'indique pas explicitement ce qui doit précisément être notifié (ni qui devrait faire la notification).

7.1107. Le Groupe spécial rappelle l'explication du Brésil selon laquelle la prescription en matière de notification figurant au paragraphe 4 a) "exige que lorsqu'il donne un accès aux marchés renforcé aux produits en provenance de pays en développement [conformément à la Clause d'habilitation], le Membre accordant les préférences en donne notification à tous les Membres de l'OMC *pour les informer des mesures devant être prises* [et] ... *leur ménager la possibilité de remettre en question la dérogation à l'obligation NPF*".¹⁴⁷⁰

7.1108. De l'avis du Groupe spécial, pour que tous les Membres de l'OMC soient informés du traitement différencié et plus favorable institué par le Membre qui l'adopte, il doit y avoir une connexion claire entre l'ACR lui-même et le traitement différencié et plus favorable qui est adopté. De l'avis du Groupe spécial, le traitement différencié et plus favorable que l'on cherche à justifier au regard du paragraphe 2 c) doit avoir un lien étroit et véritable avec l'arrangement notifié à l'OMC *de telle sorte que les autres Membres de l'OMC soient informés* de l'adoption du traitement différencié et plus favorable conformément à la Clause d'habilitation. La question clé en ce qui concerne la prescription en matière de notification pour le paragraphe 2 c) est donc celle de savoir si l'ACR notifié à l'OMC informe le reste des Membres de l'adoption du traitement différencié et plus favorable particulier que l'on cherche à justifier au regard du paragraphe 2 c).

7.1109. Appliquant ce critère en l'espèce, le Groupe spécial rappelle que le traitement différencié et plus favorable devant être justifié au regard de la Clause d'habilitation consiste en des réductions fiscales intérieures appliquées aux véhicules automobiles importés d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay. Le Brésil fait valoir que ces réductions fiscales "sont des mesures de mise en œuvre du Traité de Montevideo et [ont été] notifiées à l'OMC par le Secrétariat de l'ALADI. Le traitement fiscal accordé dans le cadre du Programme INOVAR-AUTO à certains pays de l'ALADI est le corollaire de ces ACE et ne nécessite pas d'autre notification".¹⁴⁷¹

7.1110. Pour étayer cet argument, le Brésil mentionne plusieurs articles du Traité de Montevideo, spécifiquement l'article 3 c) et e)¹⁴⁷², l'article 9¹⁴⁷³, et l'article 11.¹⁴⁷⁴ Après examen de ces

¹⁴⁷⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 741 (DS472) et paragraphe 673 (DS497). (pas d'italique dans l'original)

¹⁴⁷¹ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 181. Voir aussi Brésil, premières communications écrites, paragraphes 638 et 639.

¹⁴⁷² Brésil, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial. L'article 3 c) et e) dispose ce qui suit: En appliquant le présent Traité et en faisant en sorte qu'il atteigne son objectif final, les pays membres tiendront compte des principes suivants: ... c) Souplesse: possibilité de conclure des accords de portée partielle compatibles avec une convergence progressive et l'affermissement des liens d'intégration; ... e) Multiplicité de formes: différents types de concertation entre les pays membres, en harmonie avec les objectifs et les fonctions du processus d'intégration, en employant tous les moyens propres à dynamiser et à étendre les marchés au niveau régional. Traité de Montevideo de 1980 (pièce BRA-93), article 3.

¹⁴⁷³ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 179. L'article 9 dispose ce qui suit: Les accords de portée partielle répondront aux normes générales ci-dessous: a) Ils seront ouverts à l'adhésion, après négociation, des autres pays membres; b) Ils contiendront des clauses favorables à la convergence, afin que tous les pays membres puissent en bénéficier; c) Ils comporteront éventuellement des clauses favorables à la convergence avec d'autres pays latino-américains, conformément aux mécanismes définis dans le présent Traité; d) Ils prévoiront des traitements différentiels en fonction des trois catégories de pays reconnues par le présent Traité, les formes d'application de ces traitements étant déterminées dans chaque accord, ainsi que les procédures de négociation en vue de leur révision périodique à la demande d'un quelconque pays membre qui s'estimerait lésé; e) Les dégrèvements pourront toucher les produits eux-mêmes ou des parties de ces produits, sur la base d'une diminution de pourcentage des taxes appliquées aux importations en provenance des pays non participants; f) Ils devront avoir une durée minimale d'une année; et g) Ils contiendront, le cas échéant, des normes spécifiques applicables aux questions d'origine, de clauses de sauvegarde, de restrictions non tarifaires, de retrait de concession, de renégociation de concession, de dénonciation, de coordination et d'harmonisation des politiques. Au cas où de telles normes n'auraient pas été adoptées, on tiendra compte des dispositions de portée générale établies en la matière par les pays membres. Traité de Montevideo, article 9 (pièce BRA-93).

¹⁴⁷⁴ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 706 (DS472) et paragraphe 638 (DS497). L'article 11 dispose ce qui suit:

Les accords de complémentarité économique ont notamment pour objet de promouvoir l'utilisation maximale des facteurs de production, de stimuler la complémentarité économique,

dispositions¹⁴⁷⁵, le Groupe spécial note que l'article 3 c) et e) incorpore certains principes du cadre d'intégration de l'ALADI, y compris la reconnaissance de la possibilité pour les membres de l'ALADI d'adopter des accords de portée partielle (comme des ACE) entre eux. L'article 9 énonce certaines règles de fond régissant ces accords de portée partielle. L'article 11 décrit les principes qui sous-tendent l'adoption des accords de portée partielle.

7.1111. Le Brésil affirme que, pour atteindre les objectifs de l'ALADI, qui sont incorporés dans le Traité de Montevideo, quatre ACE spécifiques ont été "négociés sous les auspices du [Traité de Montevideo] afin de parvenir progressivement à réduire et à éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires dans le secteur automobile ... conformément aux objectifs de l'ALADI"¹⁴⁷⁶. Ces ACE sont le Traité instituant le MERCOSUR, l'ACE n° 55 (entre le Mexique et le MERCOSUR), l'ACE n° 14 (entre le Brésil et l'Argentine) et l'ACE n° 2 (entre le Brésil et l'Uruguay).¹⁴⁷⁷ Comme il est indiqué plus haut, le Brésil allègue que le traitement différencié et plus favorable accordé à l'Argentine, au Mexique et à l'Uruguay est le "corollaire de ces ACE et ne nécessite pas d'autre notification".¹⁴⁷⁸

7.1112. De l'avis du Groupe spécial, aucune des dispositions citées dans le Traité de Montevideo n'a le moindre rapport, en elle-même et à elle seule, avec les réductions fiscales intérieures dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994. En outre, le Brésil n'a pas mentionné une seule disposition d'un ACE quelconque qui confirmerait l'hypothèse fondamentale à la base de l'argument du Brésil, à savoir que le Programme INOVAR-AUTO met en œuvre les objectifs des ACE. De fait, dans son propre examen des éléments de preuve qui lui ont été présentés¹⁴⁷⁹, le Groupe spécial n'a pas pu déceler un tel rapport: le Traité instituant le MERCOSUR est parfaitement muet sur l'industrie automobile¹⁴⁸⁰; et bien que les ACE n° 55, 14 et 2 fassent référence au commerce dans le secteur automobile, ils ne mentionnent pas la taxation intérieure.¹⁴⁸¹

7.1113. De fait, dans son propre examen, le Groupe spécial note que l'ACE n° 55, entre le MERCOSUR et le Mexique, indique que son objectif est de "jeter les bases de l'établissement du libre-échange dans le secteur automobile et de promouvoir l'intégration et la complémentarité des productions de leurs secteurs automobiles respectifs".¹⁴⁸² Toutefois, la définition du "libre-échange" figurant dans l'ACE n° 55 est limitée aux réductions tarifaires, et le terme "droit de douane" est défini dans l'ACE n° 55 comme concernant les taxes ou impositions "relatives à l'importation de marchandises".¹⁴⁸³ En outre, le 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14, concernant l'Argentine et le Brésil, indique que les "produits de l'industrie automobile seront commercialisés entre les parties assortis d'une préférence tarifaire de 100% (0% de droit *ad valorem* à l'intérieur de la zone) à condition que les prescriptions relatives à l'origine et les conditions énoncées dans les Accords aient été respectées".¹⁴⁸⁴ Enfin, le 68^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 2, entre l'Uruguay et le Brésil, indique que les "produits automobiles seront vendus entre les parties assortis d'une préférence de 100% (cent) (0% (zéro) de droit

d'assurer des conditions équitables de compétitivité, de faciliter l'introduction des produits sur le marché international et de contribuer au développement équilibré et harmonieux des pays membres. Traité de Montevideo, article 11 (pièce BRA-93).

Ces accords seront soumis aux normes spécifiques établies à cet effet.

¹⁴⁷⁵ Voir plus haut les notes de bas de page n° 1472, 1473 et 1474.

¹⁴⁷⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 707 (DS472) et paragraphe 639 (DS497).

Voir aussi Brésil, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial; Brésil, observations sur les réponses d'autres parties à la question n° 53 du Groupe spécial.

¹⁴⁷⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphe 707 (DS472) et paragraphe 639 (DS497).

¹⁴⁷⁸ Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 181.

¹⁴⁷⁹ Le Groupe spécial fait observer la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "il incombe à une partie d'indiquer dans ses communications la pertinence des dispositions législatives – les éléments de preuve – sur lesquelles elle s'appuie pour étayer ses arguments. Il ne suffit pas de déposer simplement le texte intégral d'un instrument législatif et d'attendre du Groupe spécial qu'il découvre, par lui-même, quelle pertinence les diverses dispositions peuvent avoir ou ne pas avoir pour la position juridique d'une partie". Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 191.

¹⁴⁸⁰ Décret n° 350/1991 (pièce JE-163).

¹⁴⁸¹ Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164); Décret n° 6500/2008 (pièce JE-165); Décret n° 6518/2008 (pièce JE-203); Décret n° 7658/2011 (pièce JE-204).

¹⁴⁸² Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164), ACE n° 55, article premier.

¹⁴⁸³ Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164), ACE n° 55, article 2.

¹⁴⁸⁴ Décret n° 6500/2008 (pièce JE-165), 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14, article 9.

"ad valorem" intrazone), à condition qu'ils respectent les prescriptions relatives à l'origine et les conditions énoncées dans le présent Accord".¹⁴⁸⁵

7.1114. Le Groupe spécial considère que toutes ces dispositions indiquent que des préférences tarifaires sont accordées par le Brésil au Mexique, à l'Argentine et à l'Uruguay. Toutefois, ces dispositions ne font pas référence à la taxation intérieure. En outre, le Groupe spécial n'a pu trouver aucune disposition autorisant le Brésil à adopter le traitement préférentiel qu'il souhaitait pour les produits importés de ces pays. À cet égard, le Groupe spécial note que la Clause d'habilitation contient quatre paragraphes distincts qui définissent son champ d'application, et que ces paragraphes font la distinction entre les mesures "tarifaires" (dont il est question au paragraphe 2 a) et dans la première partie du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation), et les mesures "non tarifaires" (dont il est question au paragraphe 2 b) et dans la seconde partie du paragraphe 2 c)). Sans préjudice de la question de savoir si une mesure fiscale intérieure pourrait être considérée comme une "mesure non tarifaire", le Groupe spécial ne considère pas que des préférences fiscales intérieures équivalent à des préférences tarifaires.

7.1115. Le Groupe spécial est d'avis, sur la base des éléments de preuve et des arguments qui lui ont été présentés, qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce que les autres Membres de l'OMC soient informés que le Brésil avait l'intention d'accorder des réductions fiscales intérieures aux véhicules automobiles en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, et non aux véhicules automobiles en provenance des autres Membres de l'OMC. Le Brésil n'a pas démontré en quoi les réductions fiscales pertinentes jugées incompatibles au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 étaient liées à l'ACR que le Brésil avait notifié à l'OMC (le Traité de Montevideo) ou aux ACE dont il était allégué qu'ils mettaient en œuvre cet ACR.

7.1116. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.1105, le Groupe spécial considère qu'il lui faudrait seulement se prononcer sur la question de savoir si la notification des divers accords était suffisante d'un point de vue procédural, dans le cas où il considérerait que la teneur de ces accords, tels qu'ils ont été notifiés, est suffisante sur le fond pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation. Compte tenu des constatations qu'il a formulées plus haut, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire de se prononcer sur les aspects procéduraux des accords (en d'autres termes, sur la question de savoir si les accords pertinents ont été correctement notifiés au titre soit de la Clause d'habilitation soit du Mécanisme pour la transparence des ACR).

7.1117. En outre, le Groupe spécial note que la constatation formulée plus haut au paragraphe 7.1115 a des conséquences pour la justification de fond au regard du paragraphe 2 c) lui-même. Comme il est expliqué plus haut, pour satisfaire à la prescription en matière de notification figurant au paragraphe 4 a), tout traitement différencié et plus favorable adopté au titre du paragraphe 2 c) doit avoir un lien étroit et véritable avec un ACR suffisant pour avertir les autres Membres de l'OMC de l'adoption de ce traitement différencié et plus favorable conformément à la Clause d'habilitation.¹⁴⁸⁶ De l'avis du Groupe spécial, un critère similaire s'applique pour ce qui est de la justification de fond au titre du paragraphe 2 c) lui-même. Afin que tout traitement différencié et plus favorable soit justifié au regard du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation, il doit exister un lien étroit et véritable avec un "arrangement régional conclu entre parties contractantes peu développées" (c'est-à-dire un ACR).

7.1118. En l'espèce, le Brésil n'a pas indiqué d'ACR ayant un lien étroit et véritable avec les réductions fiscales en cause. Il a fait des assertions concernant le Traité de Montevideo et les ACE, mais n'a pas relevé une disposition prévoyant des préférences fiscales dans ces ACR ni démontré en quoi les réductions fiscales en cause étaient liées à ces ACR¹⁴⁸⁷, ni par conséquent en quoi le traitement différencié et plus favorable pertinent pouvait être justifié au regard du paragraphe 2 c).¹⁴⁸⁸ Étant donné qu'aucun ACR ayant un lien étroit et véritable avec le traitement

¹⁴⁸⁵ Décret n° 6518/2008 (pièce JE-203), 68^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 2, article 3.

¹⁴⁸⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.1108.

¹⁴⁸⁷ Voir plus haut les paragraphes 7.1109 à 7.1115.

¹⁴⁸⁸ Le Groupe spécial rappelle la position de l'Organe d'appel selon laquelle "il incombe à une partie d'indiquer dans ses communications la pertinence des dispositions législatives – les éléments de preuve – sur lesquelles elle s'appuie pour étayer ses arguments. Il ne suffit pas de déposer simplement le texte intégral d'un instrument législatif et d'attendre du Groupe spécial qu'il découvre, par lui-même, quelle pertinence les diverses dispositions peuvent avoir ou ne pas avoir pour la position juridique d'une partie". Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 191.

différencié et plus favorable pertinent n'a été indiqué, le Groupe spécial est d'avis que le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait en ce qui concerne les prescriptions de fond du paragraphe 2 c).

7.1119. Le Groupe spécial constate également que le Brésil n'a pas démontré que les arrangements dont il est allégué qu'ils ont été notifiés à l'OMC incluaient le traitement différencié et plus favorable pertinent devant être notifié à l'OMC au titre du paragraphe 2 c), conformément au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le traitement différencié et favorable pertinent n'a pas été notifié comme ayant été adopté au titre du paragraphe 2 c), comme le l'exige le paragraphe 4 a).

7.1120. En outre, en ce qui concerne la charge d'invoquer la Clause d'habilitation, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.1068, selon laquelle les parties plaignantes n'avaient pas la charge d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial à moins que les mesures pertinentes n'aient été notifiées à l'OMC. À la lumière de sa constatation selon laquelle aucun arrangement ayant un lien étroit et véritable avec les réductions fiscales n'a été notifié, le Groupe spécial conclut que les parties plaignantes n'avaient pas la charge d'invoquer le paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial.

7.1121. Le Groupe spécial conclut donc que les réductions fiscales accordées aux produits importés en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, ne sont pas justifiées au regard du paragraphe 2 b) de la Clause d'habilitation.

7.1122. Le Groupe spécial note que les parties plaignantes ont également exprimé des préoccupations concernant la question de savoir si la justification donnée par le Brésil au titre du paragraphe 2 c) pouvait satisfaire aux prescriptions de fond du paragraphe 3 a) et 3 b) de la Clause d'habilitation.¹⁴⁸⁹ Le Brésil soutient que le traitement différencié et plus favorable pertinent est compatible avec les prescriptions de fond du paragraphe 3 a) et 3 b).¹⁴⁹⁰ À la lumière des constatations qu'il a formulées plus haut, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire d'établir des constatations sur le paragraphe 3 a) ou b) de la Clause d'habilitation en ce qui concerne la justification invoquée par le Brésil au regard du paragraphe 2 c).¹⁴⁹¹

7.4.8.5 Opinion séparée sur le moyen de défense affirmatif du Brésil au titre du paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation

7.1123. Un membre du Groupe spécial ne souscrit pas aux constatations formulées plus haut par le Groupe spécial, aux paragraphes 7.1112 à 7.1115. Ce membre du Groupe spécial fait observer ce qui suit:

7.1124. L'ACE n° 55, entre le MERCOSUR et le Mexique, indique que son objectif est de "jeter les bases de l'établissement du libre-échange dans le secteur automobile et de promouvoir l'intégration et la complémentarité des productions de leurs secteurs automobiles respectifs."¹⁴⁹² Ce membre du Groupe spécial est conscient que la définition du "libre-échange" figurant dans l'ACE n° 55 est limitée aux réductions tarifaires, et que le terme "droit de douane" est défini dans l'ACE n° 55 comme concernant les taxes ou impositions "relatives à l'importation de

¹⁴⁸⁹ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphes 95 et 96; Union européenne, réponse aux questions n° 4 et 54 du Groupe spécial; Japon, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial; Japon, observations sur la réponse du Brésil à la question n° 52 du Groupe spécial; Japon, déclaration liminaire à la première réunion, paragraphe 42; Japon, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial; Japon, observations sur la réponse du Brésil à la question n° 52 du Groupe spécial.

¹⁴⁹⁰ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 736 à 739 (DS472) et paragraphes 668 à 671 (DS497).

¹⁴⁹¹ Comme indiqué précédemment, le Groupe spécial est d'accord avec l'Union européenne sur le fait qu'étant donné qu'il n'a pas été démontré que les mesures en cause étaient en mesure de "relever de la portée de la Clause d'habilitation ... il n'est pas nécessaire d'analyser plus en détail les dispositions des paragraphes 3 a) et b) de la Clause d'habilitation aux fins de la présente procédure". Union européenne, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial.

¹⁴⁹² Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164), ACE n° 55, article premier.

marchandises".¹⁴⁹³ Néanmoins, l'ACE n° 55 indique clairement que certaines préférences seront accordées aux véhicules automobiles importés au Brésil en provenance du Mexique.

7.1125. Un raisonnement similaire s'applique s'agissant du 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14, concernant l'Argentine et le Brésil, qui indique que les "produits de l'industrie automobile seront commercialisés entre les parties assortis d'une préférence tarifaire de 100% (0% de droit *ad valorem* à l'intérieur de la zone) à condition que les prescriptions relatives à l'origine et les conditions énoncées dans les Accords aient été respectées", ce qui indique l'existence de préférences tarifaires pour les véhicules automobiles importés au Brésil en provenance d'Argentine.¹⁴⁹⁴

7.1126. De même, le 68^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 2, entre l'Uruguay et le Brésil, indique que les "produits automobiles seront vendus entre les parties assortis d'une préférence de 100% (cent) (0% (zéro) de droit "*ad valorem*" intrazone), à condition qu'ils respectent les prescriptions relatives à l'origine et les conditions énoncées dans le présent Accord".¹⁴⁹⁵ Cela indique l'existence de préférences tarifaires pour les véhicules automobiles importés au Brésil en provenance d'Uruguay.

7.1127. De l'avis de ce membre du Groupe spécial, ces références à des préférences tarifaires figurant dans ces accords sont suffisantes pour informer les Membres que, au moins, les véhicules automobiles importés au Brésil en provenance du Mexique, d'Argentine et d'Uruguay seront traités différemment des véhicules automobiles importés au Brésil en provenance d'autres Membres. En outre, le Traité de Montevideo fait explicitement référence à l'"intégration économique régionale", et prévoit des "accords de portée partielle" à cette fin.¹⁴⁹⁶ Par conséquent, il est raisonnable pour les Membres de supposer que ces préférences ne se limiteraient pas aux mesures fiscales appliquées à la frontière, mais pourraient éventuellement inclure des mesures fiscales intérieures. Ainsi, compte tenu des préférences tarifaires clairement et explicitement indiquées dans ces accords, et à la lumière des dispositions du Traité de Montevideo, il pouvait être présumé que les Membres étaient informés que les véhicules automobiles importés au Brésil en provenance du Mexique, d'Argentine et d'Uruguay pouvaient être assujettis à une charge fiscale différenciée.

7.1128. Ce membre du Groupe spécial ne souscrit donc pas à la conclusion sur cette question à laquelle le Groupe spécial est parvenu plus haut au paragraphe 7.1119, et considère que les ACE sont de fait suffisants quant au fond pour satisfaire à l'obligation de notification figurant au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation.

7.1129. Par ailleurs, de l'avis de ce membre du Groupe spécial, indépendamment de la question de savoir si et comment ces accords ont été notifiés à l'OMC, le Brésil a au moins démontré que l'Union européenne et le Japon étaient informés que le Traité de Montevideo, l'Accord relatif au MERCOSUR et les ACE pertinents avaient été adoptés conformément au paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation. Spécifiquement, les documents fournis par le Brésil démontrent que, même si l'Union européenne et le Japon peuvent contester la forme de la notification, les Membres de l'OMC ont été informés de l'adoption des ACE pertinents conformément au paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation.¹⁴⁹⁷ Ce membre du Groupe spécial considère donc que l'Union européenne et le Japon étaient suffisamment informés que la Clause d'habilitation pouvait être invoquée par le Brésil, signataire de ces ACE, en tant que moyen de défense contre une allégation au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, au sujet des préférences accordées au signataires de ces ACE.

7.1130. Ce membre du Groupe spécial rappelle en outre la constatation formulée plus haut par le Groupe spécial au paragraphe 7.1068, selon laquelle, sur la base des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, "la charge d'invoquer la Clause d'habilitation est attribuée à la partie plaignante dans les situations où cette dernière est informée que la mesure contestée a été adoptée (et, d'après le Membre qui l'a adoptée, justifiée) au titre de la Clause d'habilitation".

¹⁴⁹³ Décret n° 4458/2002 (pièce JE-164), ACE n° 55, article 2.

¹⁴⁹⁴ Décret n° 6500/2008 (pièce JE-165), 38^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 14, article 9.

¹⁴⁹⁵ Décret n° 6518/2008 (pièce JE-203), 68^{ème} Protocole additionnel annexé à l'ACE n° 2, article 3.

¹⁴⁹⁶ Voir le Traité de Montevideo de 1980 (pièce BRA-93), article 3 c) et e), article 9 et article 11.

¹⁴⁹⁷ Voir la communication de l'ALADI (pièces BRA-114 et BRA-115) (faisant référence entre autres choses aux documents L/5342; L/6985; WT/COMTD/77; WT/COMTD/72; et WT/COMTD/82).

7.1131. À la lumière des considérations qui précèdent, ce membre du Groupe spécial conclut que l'Union européenne et le Japon avaient l'obligation d'inclure les dispositions pertinentes de la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial respectives. Pour ce membre du Groupe spécial, le fait que les parties plaignantes n'ont pas inclus la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial signifie que leurs allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

7.5 Programmes PEC et RECAP

7.5.1 Allégations au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC

7.5.1.1 Présentation générale

7.1132. Les parties plaignantes ont formulé des allégations au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC en ce qui concerne deux programmes: le Régime pour les sociétés principalement exportatrices (Programme PEC) et le Régime spécial pour l'achat de biens d'équipement pour les sociétés exportatrices (Programme RECAP).

7.1133. Comme cela sera expliqué en détail plus loin, l'article 3.1 a) de l'Accord SMC prohibe les subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation.

7.1134. Le Groupe spécial rappelle qu'au titre du Programme PEC, une personne juridique enregistrée en tant que "société principalement exportatrice" a droit à la suspension de l'IPI sur ses achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage. La suspension de l'IPI prend fin, et l'IPI devient définitivement non exigible, avec l'exportation ou la vente intérieure des produits dans lesquels ces matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage achetés ont été "utilisés dans la fabrication" ou "incorporés".¹⁴⁹⁸

7.1135. De plus, conformément au Programme PEC, une personne juridique accréditée en tant que société principalement exportatrice a droit à la suspension des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sur ses achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage. La suspension devient définitive, et les contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation deviennent définitivement non exigibles, au moment de l'exportation ou de la vente sur le marché intérieur des produits finals incorporant les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.¹⁴⁹⁹

7.1136. Aux fins de la suspension de l'IPI au titre du Programme PEC, une société principalement exportatrice est une personne juridique dont le revenu brut tiré des exportations à destination d'autres pays au cours de l'année civile qui précède immédiatement l'année d'achat a représenté plus de 50% de son revenu brut total tiré des ventes de marchandises et services sur la même période, après prélèvement des taxes et autres contributions perçues sur les ventes.¹⁵⁰⁰

7.1137. De plus, aux fins des suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, au titre du Programme PEC, une société principalement exportatrice est une personne juridique dont le revenu brut tiré des exportations, dans l'année civile qui précède immédiatement l'année d'achat, a été supérieur ou égal à 50% de son revenu brut total tiré de la vente de marchandises et services au cours de la même période, après prélèvement des taxes et contributions perçues sur les ventes. Les sociétés qui n'ont pas encore atteint le seuil de 50% correspondant aux exportations peuvent avoir droit à la suspension si elles s'engagent à atteindre le niveau d'exportations requis et à le maintenir pendant une période de trois années civiles.¹⁵⁰¹

7.1138. Au titre du Programme RECAP, une personne juridique accréditée en tant que "société principalement exportatrice" a droit à la suspension des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sur ses achats de machines,

¹⁴⁹⁸ Voir plus haut les paragraphes 2.150 à 2.152.

¹⁴⁹⁹ Voir plus haut les paragraphes 2.150 à 2.152.

¹⁵⁰⁰ Voir plus haut les paragraphes 2.155 et 2.156.

¹⁵⁰¹ Voir plus haut les paragraphes 2.157 et 2.158.

appareils, instruments et matériel neufs. La suspension devient un taux nul une fois que les engagements en matière d'exportation ont été remplis.¹⁵⁰²

7.1139. Aux fins du Programme RECAP, une société principalement exportatrice est une personne juridique dont le revenu brut tiré des exportations a été égal à 50%, ou plus, de son revenu brut total tiré des ventes de marchandises et services dans l'année civile qui précède immédiatement l'année dans laquelle elle est devenue membre du régime. Une personne juridique qui démarre tout juste ses activités ou qui n'atteint pas l'objectif d'exportation peut remplir les conditions requises pour bénéficier de la suspension en s'engageant à réaliser des ventes à l'exportation égales ou supérieures à 50% de son revenu brut total tiré de la vente de marchandises et services sur une période de trois années civiles.¹⁵⁰³

7.1140. L'Union européenne et le Japon font valoir que les suspensions fiscales accordées aux sociétés enregistrées ou accréditées dans le cadre des Programmes PEC et RECAP sont des subventions au sens de l'Accord SMC car elles constituent des contributions financières sous la forme de recettes publiques normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues, au moyen desquelles un avantage est conféré.¹⁵⁰⁴

7.1141. L'Union européenne et le Japon font aussi valoir que les subventions alléguées accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont subordonnées aux résultats à l'exportation. Ils disent que, pour avoir droit aux suspensions fiscales au titre des deux programmes, les sociétés doivent être accréditées en tant que sociétés principalement exportatrices et que cette prescription constitue une subordination aux résultats à l'exportation.¹⁵⁰⁵ L'Union européenne déclare que sa contestation ne concerne pas la question de savoir si les Membres de l'OMC peuvent ou non, au titre de l'Accord SMC, mettre en œuvre des mesures visant à exonérer de taxes indirectes les stades en amont de la chaîne d'approvisionnement de marchandises destinées à l'exportation.¹⁵⁰⁶

7.1142. Le Brésil rejette l'argument selon lequel les suspensions fiscales accordées aux sociétés enregistrées ou accréditées dans le cadre des Programmes PEC et RECAP constituent des contributions financières sous la forme de recettes abandonnées par les pouvoirs publics, au moyen desquelles un avantage est conféré.¹⁵⁰⁷

7.1143. Le Brésil soutient qu'il n'y a ni recette abandonnée ni aucun avantage du fait des suspensions fiscales accordées aux sociétés enregistrées ou accréditées dans le cadre du Programme PEC. Il fait valoir que, en vertu du principe de non-cumul appliqué dans le système fiscal brésilien, les paiements de taxes et de contributions sur les ventes de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage sont neutres du point de vue de la perception de l'impôt. Il fait valoir que, selon le mécanisme des crédits et débits régi par le principe de non-cumul, les sociétés qui achètent des matières premières, des produits intermédiaires et des matériaux d'emballage génèrent des crédits d'impôt lorsqu'elles paient l'IPI et les contributions PIS/PASEP et COFINS au vendeur. Ces sociétés peuvent ensuite compenser les crédits générés par les taxes et contributions payées, par des débits concernant les mêmes taxes et contributions. Si les sociétés ne génèrent pas suffisamment de débits d'impôt pour compenser entièrement les crédits, elles peuvent demander une compensation ou un remboursement. Le Brésil dit toutefois que demander une compensation ou un remboursement est un processus astreignant à la fois pour les pouvoirs publics et pour les contribuables. Il explique que les suspensions fiscales sont donc une mesure d'administration fiscale visant à empêcher l'accumulation de crédits d'impôt par les sociétés dont les produits finals sont exonérés ou font l'objet d'une faible taxation, et qui ne

¹⁵⁰² Voir plus haut les paragraphes 2.165 et 2.166.

¹⁵⁰³ Voir plus haut les paragraphes 2.169 à 2.171.

¹⁵⁰⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1184 à 1206 et 1227 à 1247; Japon, première communication écrite, paragraphes 567 à 569 et 586 à 593; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 507 à 522 et 531 à 548; Japon, deuxième communication écrite, paragraphes 178 à 188.

¹⁵⁰⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1207 à 1215 et 1248 à 1252; Japon, première communication écrite, paragraphes 570 à 572, 594 et 595; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 523 à 525, 549 et 550; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 189.

¹⁵⁰⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1166 et 1219.

¹⁵⁰⁷ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 803 à 805 et 859 (DS472) et 714, 715 et 763 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 206, 207, 250 et 251.

sont pas en mesure de générer suffisamment de débits d'impôt pour compenser les crédits d'impôt générés.¹⁵⁰⁸

7.1144. De même, le Brésil soutient qu'il n'y a ni recette abandonnée ni aucun avantage du fait des suspensions fiscales accordées aux sociétés accréditées dans le cadre du Programme RECAP. Il fait valoir que, en vertu du principe de non-cumul appliqué dans le système fiscal brésilien, les paiements de taxes sur les ventes de machines, appareils, instruments et matériel neufs sont neutres du point de vue de la perception de l'impôt. Il fait valoir que, selon le mécanisme des crédits et débits régi par le principe de non-cumul, les sociétés qui achètent des machines, appareils, instruments et matériel neufs génèrent des crédits d'impôt lorsqu'elles paient les contributions PIS/PASEP et COFINS au vendeur. Ces sociétés peuvent ensuite compenser les crédits générés par les taxes et contributions payées, par des débits concernant les mêmes taxes et contributions. Si les sociétés ne génèrent pas suffisamment de débits d'impôt pour compenser entièrement les crédits, elles peuvent demander une compensation ou un remboursement. Le Brésil dit toutefois que demander une compensation ou un remboursement est un processus astreignant à la fois pour les pouvoirs publics et pour les contribuables. Il explique que les suspensions fiscales sont donc une mesure d'administration fiscale visant à empêcher l'accumulation de crédits d'impôt par les sociétés dont les produits finals sont exonérés ou font l'objet d'une faible taxation, et qui ne sont pas en mesure de générer suffisamment de débits d'impôt pour compenser les crédits d'impôt générés.¹⁵⁰⁹

7.1145. Le Brésil estime également que la prescription relative à l'accréditation ne reflète pas une subordination aux résultats à l'exportation, mais une valeur objective pour le seuil qui sépare les sociétés accumulant structurellement des crédits d'impôt de celles qui n'en accumulent pas. Il estime que les sociétés dont le pourcentage des revenus bruts totaux tirés des exportations est d'environ 45% à 50% accumulent des crédits d'impôt lorsqu'elles achètent des intrants et des biens d'équipement, et ne génèrent pas suffisamment de débits d'impôt par la suite pour compenser ces crédits d'impôt. Il fait observer que cette prescription de 50% représente le seuil qui sépare les sociétés accumulant structurellement des crédits de celles qui peuvent compenser leurs crédits d'impôt par des débits.¹⁵¹⁰

7.1146. Afin de déterminer si les suspensions fiscales accordées aux sociétés enregistrées ou accréditées dans le cadre des Programmes PEC et RECAP sont incompatibles avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, le Groupe spécial évaluera:

- a. premièrement, si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des subventions, c'est-à-dire si elles constituent des contributions financières des pouvoirs publics brésiliens, sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", au moyen desquelles un avantage est conféré; et
- b. deuxièmement, s'il conclut que les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des subventions au sens de l'Accord SMC, si ces subventions sont subordonnées aux résultats à l'exportation et donc prohibées.¹⁵¹¹

7.5.1.2 Question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des subventions au sens de l'Accord SMC

7.1147. Le Groupe spécial rappelle, comme il l'a dit plus haut dans la section 7.3.5.3, que, conformément à la partie pertinente de l'article premier de l'Accord SMC, une subvention existera dans le cas d'espèce:

¹⁵⁰⁸ Brésil, première communication écrite, paragraphes 803 à 845 (DS472) et 716 à 751 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 208 à 242.

¹⁵⁰⁹ Brésil, première communication écrite, paragraphes 859 à 865 (DS472) et 764 et 765 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 250 et 251.

¹⁵¹⁰ Brésil, première communication écrite, paragraphes 846 à 852, 866 et 867 (DS472) et 752 à 758, 768 et 769 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphes 243 à 249, 250 et 251.

¹⁵¹¹ Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.497 et 7.498, conformément à l'article 2.3 de l'Accord SMC, l'examen de la question de la subordination portera aussi sur le point de savoir si les subventions sont spécifiques au sens où les parties plaignantes le font valoir (les parties plaignantes ne formulent pas d'allégation ni d'argument en ce qui concerne un quelconque autre mode de spécificité.)

- a. s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics, sous la forme de recettes publiques normalement exigibles qui sont abandonnées ou ne sont pas perçues; et
- b. si un avantage est ainsi conféré.

7.1148. En ce qui concerne l'expression "contribution financière", le Groupe spécial rappelle que, comme il l'a dit plus haut dans la section 7.3.5.3.1, pour évaluer si des "recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues", il doit:

- a. premièrement, identifier le traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués, en examinant les raisons objectives qui le sous-tendent;
- b. deuxièmement, identifier un point de repère aux fins de comparaison – c'est-à-dire le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables. Cela suppose l'examen de la structure du régime d'imposition interne du Membre et de ses principes directeurs; et
- c. troisièmement, comparer le traitement fiscal contesté, et les raisons qui le sous-tendent, avec le traitement fiscal servant de point de repère identifié. Cette comparaison permettra au groupe spécial de déterminer si les pouvoirs publics abandonnent des recettes normalement exigibles en relation avec les revenus des bénéficiaires allégués.¹⁵¹²

7.1149. En ce qui concerne le concept d'avantage, le Groupe spécial rappelle aussi que, dans les cas où il a été constaté qu'une contribution financière existait sous la forme de l'abandon de recettes normalement exigibles, il n'a pas été difficile de conclure à l'existence d'un avantage, parce qu'un allégement fiscal est essentiellement un cadeau des pouvoirs publics, ou une dérogation à des obligations exigibles, et il est clair que le marché ne fait pas de tels cadeaux.¹⁵¹³

7.1150. Comme le présent différend concerne des produits destinés à l'exportation, il est important de noter que la note de bas de page 1 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

Conformément aux dispositions de l'article XVI du GATT de 1994 (note relative à l'article XVI) et aux dispositions des Annexes I à III du présent accord, l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention.

7.1151. À cet égard, dans l'affaire *États-Unis – FSC*, l'Organe d'appel a expliqué que les mesures fiscales mentionnées dans la note de bas de page 1 comme ne constituant pas une subvention englobait l'exonération, en faveur de produits exportés, des taxes de consommation par produit.¹⁵¹⁴

7.1152. Ainsi, dans le cadre de son analyse de la question de savoir si les suspensions fiscales constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", au moyen desquelles un avantage est conféré, le Groupe spécial évaluera également dans quelle mesure les suspensions fiscales affectant les produits exportés peuvent entrer dans le champ d'application des dispositions de la note de bas de page 1 de l'Accord SMC et donc être hors du champ d'application de l'Accord SMC.

¹⁵¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphes 812 à 815.

¹⁵¹³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphes 7.169 à 7.171. Voir aussi: rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 509; *États-Unis – FSC*, paragraphe 7.103; et *États-Unis – FSC* (article 21:5 – CE), paragraphes 8.44 à 8.48; et rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 140; et *États-Unis – FSC* (article 21:5 – CE), paragraphe 198.

¹⁵¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 93.

7.5.1.2.1 Question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues"

7.1153. Comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.1148, pour évaluer si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues", le Groupe spécial doit répondre aux questions suivantes: a) quel est le traitement fiscal contesté qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués, et quelles sont les raisons objectives qui sous-tendent ce traitement; b) quel est le traitement servant de point de repère ou le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables; et c) quelle est la différence entre le traitement fiscal contesté, et les raisons qui le sous-tendent, et le traitement fiscal servant de point de repère identifié?¹⁵¹⁵

7.5.1.2.1.1 Quel est le traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués et quelles sont les raisons objectives qui sous-tendent ce traitement?

7.1154. Comme il est exposé plus haut aux paragraphes 7.1134 à 7.1139, le traitement fiscal applicable aux bénéficiaires du Programme PEC est la suspension, et l'exonération définitive (lorsque le produit final est exporté ou vendu sur le marché intérieur), de l'IPI et des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.¹⁵¹⁶

7.1155. Le traitement fiscal applicable aux bénéficiaires du Programme RECAP est la suspension, et l'exonération définitive (lorsque le produit final est exporté ou vendu sur le marché intérieur), des contributions PIS/PASEP, COFINS, PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur l'achat de machines, appareils, instruments et matériel neufs.¹⁵¹⁷

7.1156. Le Groupe spécial rappelle que, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.406 dans le contexte des programmes concernant les TIC, le cas d'espèce porte sur un éventail de traitements fiscaux différents et chacun des programmes examinés prévoit un ensemble différent de suspensions d'un ou de plusieurs types particuliers de taxes. De l'avis du Groupe spécial, pour classer et identifier ces différents traitements fiscaux aux fins de déterminer si des recettes normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues et si un avantage est ainsi conféré par ces programmes spécifiques, le mieux est de s'appuyer i) sur la taxe en cause et ii) sur le point de savoir si les suspensions fiscales concernent les achats d'intrants¹⁵¹⁸ ou de biens d'équipement.¹⁵¹⁹ Sur la base de ces critères, le Groupe spécial a regroupé les traitements fiscaux pour les Programmes PEC et RECAP dans les catégories suivantes:

- a. suspensions de l'IPI sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (aux fins du Programme PEC);
- b. suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (aux fins du Programme PEC); et
- c. suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sur les achats de machines, appareils, instruments et matériel neufs qui seront incorporés dans les actifs fixes de la société accréditée (aux fins du Programme RECAP).

7.1157. Le Groupe spécial rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), l'Organe d'appel a expliqué que l'identification du traitement fiscal qui s'applique aux revenus des bénéficiaires allégués entraînera un examen des raisons objectives qui le

¹⁵¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphes 812 à 815.

¹⁵¹⁶ Voir plus haut les paragraphes 2.150 à 2.152.

¹⁵¹⁷ Voir plus haut les paragraphes 2.165 et 2.166.

¹⁵¹⁸ Matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.

¹⁵¹⁹ Machines, appareils, instruments et matériel neufs.

sous-tendent et, dans les cas où il suppose un changement dans les règles d'imposition d'un Membre, une évaluation des raisons expliquant ce changement.¹⁵²⁰

7.1158. L'Union européenne et le Japon affirment que l'objectif du traitement fiscal en cause au titre des deux programmes est d'accroître la compétitivité des sociétés nationales en améliorant les conditions de disponibilité des liquidités pour les sociétés exportatrices.¹⁵²¹ Quant au Brésil, il fait valoir que la raison de ce traitement fiscal est d'éviter l'accumulation de crédits par des sociétés qui ne serait pas en mesure de compenser les taxes payées par d'autres débits.¹⁵²²

7.1159. En ce qui concerne le Programme PEC, le Mémoire explicatif n° 00211 du 29 août 2002 du Ministère des finances décrit le but du Programme comme suit:

L'article 31 établit une suspension de l'*Imposto sobre Produtos Industrializados* (IPI) en ce qui concerne les produits mentionnés, afin d'éviter l'accumulation de crédits, ce qui implique une amélioration des conditions d'exploitation et des flux de liquidités des sociétés nationales, renforçant leur compétitivité, y compris par la réduction des prix de leurs produits. Cette suspension est appropriée pour les sociétés principalement exportatrices selon les modalités et conditions qui seront établies par le Secrétariat aux recettes fédérales (Secretaria da Receita Federal), en vue de soutenir les activités d'exportation nationales.¹⁵²³

7.1160. En ce qui concerne le Programme RECAP, le Mémoire explicatif interministériel n° 00084/2005 du Ministère des finances et du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce décrit le but du Programme comme suit:

Le Programme RECAP a été créé dans le but d'encourager l'investissement dans la production et d'améliorer les exportations en corrigeant les distorsions qui génèrent un coût en ce qui concerne les biens d'équipement des sociétés principalement exportatrices. Ce régime suspend l'incidence de la contribution au PIS/PASEP et à la COFINS sur les ventes et les importations de machines, appareils, instruments et matériel neufs énumérés dans un règlement lorsque ceux-ci sont achetés par des sociétés principalement exportatrices. Comme le Programme REPES, le Programme RECAP vise à éliminer l'accumulation des crédits liés au PIS et à la COFINS pour les exportateurs, en complétant le régime déjà établi par l'article 40 de la Loi n° 10865 du 30 avril 2004, qui suspend la perception de la contribution en ce qui concerne les ventes de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage lorsque ceux-ci sont destinés à des personnes juridiques principalement exportatrices.¹⁵²⁴

7.1161. Par ailleurs, le Mémoire explicatif interministériel n° 00025/2012 explique ce qui suit en ce qui concerne la réduction à 50% du pourcentage du revenu total tiré des exportations qui est requis pour qu'une société soit considérée comme une société principalement exportatrice:

Le fait d'étendre la notion de société principalement exportatrice aux sociétés qui exportent 50% de leur revenu brut, y compris celles qui demandent à bénéficier du (...) Programme RECAP, fait que presque toutes les sociétés brésiliennes qui génèrent des crédits remboursables en nature à l'occasion de leurs activités d'exportation sont visées. On s'attend donc à ce que, à tout le moins au niveau fédéral, l'accumulation de crédits liés à l'exportation perde sa pertinence. (...) Enfin, l'adoption d'une mesure contribuant à résoudre le grave problème de l'accumulation des crédits d'impôt découlant des exportations, qui amenuise le fonds de roulement des sociétés exportatrices et diminue leur compétitivité, permettrait sans nul doute à cette

¹⁵²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte), paragraphe 812.

¹⁵²¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 1154; Japon, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24.

¹⁵²² Brésil, première communication écrite, paragraphes 757 à 759 (DS472) et 690 à 692 (DS497); déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 17.

¹⁵²³ Voir plus haut le paragraphe 2.162.

¹⁵²⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.175.

proposition de mesure provisoire de répondre aux exigences en matière d'urgence et de pertinence.¹⁵²⁵

7.1162. Le Groupe spécial est d'avis qu'aussi bien les parties plaignantes que le Brésil ont raison au sujet des raisons objectives qui sous-tendent le traitement fiscal. Il constate qu'il existe des éléments de preuve démontrant que les raisons objectives du traitement fiscal sont de régler le problème de l'accumulation des crédits et, ce faisant, d'accroître la compétitivité des sociétés brésiliennes.

7.1163. Le Groupe spécial examinera plus loin les éléments de preuve qui lui ont été présentés en ce qui concerne ces arguments, ainsi que la question de savoir si les raisons alléguées affectent la comparaison entre le traitement fiscal contesté et le traitement servant de point de repère.

7.5.1.2.1.2 Quels sont les traitements servant de point de repère pertinents et quelle est la différence entre chacun des traitements contestés et les traitements fiscaux servant de point de repère identifiés?

7.1164. Le Groupe spécial examinera séparément le point de repère spécifique de chacune des trois catégories de traitements fiscaux précédemment identifiées. Pour ce faire, il note que les traitements fiscaux contestés sont des "suspensions" de taxes visant l'ensemble de l'économie qui s'appliquent, en principe, à toutes les transactions de toutes les entreprises. Comme il sera expliqué en détail plus loin, sur la base des éléments de preuve qui lui ont été présentés et du cadre analytique exposé plus haut, le Groupe spécial constate dans chaque cas que les points de repère devant être appliqués sont les traitements fiscaux visant l'ensemble de l'économie à partir desquels on opère les suspensions ou, en d'autres termes, le traitement fiscal applicable aux sociétés non accréditées.

- a. Suspensions de l'IPI sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (aux fins du Programme PEC).

Traitement servant de point de repère

7.1165. Le Brésil fait valoir que les suspensions de l'IPI sont le traitement servant de point de repère pour les sociétés accumulant structurellement des crédits, y compris les sociétés principalement exportatrices. Pour lui, la suspension de taxes est la règle pour les sociétés accumulant des crédits et non une exception à la règle.¹⁵²⁶

7.1166. Quant à l'Union européenne et au Japon, ils font valoir que le Brésil n'a pas prouvé qu'il existait, dans son système fiscal, une règle selon laquelle les "sociétés accumulant principalement des crédits" n'étaient pas soumises à des taxes en ce qui concerne leurs acquisitions d'intrants. Les parties plaignantes font valoir que le point de repère correct devrait inclure toutes les sociétés nationales qui paient les taxes suspendues par ces programmes.¹⁵²⁷

7.1167. Le Groupe spécial pense comme le Brésil qu'il y a d'autres sociétés, outre les sociétés accréditées ou enregistrées en tant que sociétés principalement exportatrices, qui ont droit à la suspension de l'IPI sur l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage. En effet, conformément à l'article 29 de la Loi n° 10637/2002, la suspension fiscale s'applique également aux établissements se consacrant essentiellement à la fabrication de produits relevant des chapitres 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 28, 29, 30, 31 et 64, des codes 2209.00.00 et 2501.00.00, et des positions 21.01 à 21.05.00 du Tableau de classification de la taxe sur les produits industriels; aux établissements industriels qui fabriquent essentiellement des composants, châssis, carrosseries, parties et pièces de produits automobiles; aux établissements industriels qui fabriquent essentiellement des parties et pièces destinées à l'industrie aéronautique; et aux établissements industriels qui fabriquent essentiellement les marchandises bénéficiant du Programme informatique.¹⁵²⁸ La suspension s'applique aussi aux sociétés remplissant les conditions requises pour bénéficier du Régime spécial pour l'industrie

¹⁵²⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.176.

¹⁵²⁶ Brésil, première communication écrite, paragraphes 812 à 818, 860 et 861 (DS472) et 725 à 729, 764 et 765 (DS497).

¹⁵²⁷ Union européenne et Japon, réponses à la question n° 41 du Groupe spécial.

¹⁵²⁸ Loi n° 10637/2002, (pièce JE-94).

aérospatiale brésilienne (RETAERO) et du Régime spécial d'incitations pour les ordinateurs à usage éducatif (REIMCOMP).¹⁵²⁹ Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, le choix par les pouvoirs publics brésiliens des sociétés ayant droit aux suspensions de l'IPI ne semble pas être directement lié au problème de l'accumulation de crédits, de façon à créer une règle générale pour les sociétés accumulant structurellement ou principalement des crédits. Rien dans le texte de Loi n° 10637/2002 ni dans les éléments de preuve versés au dossier ne semble indiquer que les autres sociétés auxquelles les suspensions fiscales s'appliquent sont accumulatrices structurelles de crédits, ou que les suspensions fiscales prévues à l'article 29 de la Loi n° 10637/2002 et dans les règles relatives aux régimes REAERO et REIMCOMP ont été créées pour régler le problème de l'accumulation structurelle de crédits pour ces sociétés.

7.1168. De plus, il y a des producteurs de produits faiblement taxés (plus susceptibles d'accumuler des crédits d'impôt) qui n'ont pas droit aux suspensions fiscales, et des producteurs de produits fortement taxés (moins susceptibles d'accumuler des crédits d'impôt) qui ont droit à ces suspensions fiscales, contrairement aux allégations du Brésil selon lesquelles les suspensions fiscales sont la règle pour les sociétés accumulant structurellement des crédits. Comme le montre l'Union européenne dans la pièce JE-235, un examen des produits bénéficiant d'une suspension ou d'une exonération de l'IPI conformément à l'article 29 de la Loi n° 10637/2002 indique qu'il n'y a pas de schéma consistant à suspendre l'IPI uniquement pour les produits qui ne sont pas ou qui sont faiblement taxés. Comme on peut le voir dans la pièce JE-235, bon nombre des produits qui sont assujettis à des régimes spéciaux sont assujettis à un taux de 5%, 10%, 20% et même 30% et, par exemple, les chapitres 50 à 54 du TIPI sont assujettis à un taux nul et ne sont pas visés par l'article 29 de la Loi n° 10637/2002.¹⁵³⁰

7.1169. Enfin, il y a des sociétés accumulant des crédits qui n'ont pas droit aux suspensions fiscales, ce qui met encore davantage en doute l'existence d'une règle générale pour les accumulateurs de crédits. Par exemple, comme le Japon l'a expliqué¹⁵³¹, les sociétés qui exportent des produits mais n'atteignent pas le seuil de 50% de revenu brut tiré des exportations peuvent être accumulatrices de crédits mais ne peuvent cependant pas bénéficier des suspensions fiscales.

7.1170. À cet égard, le Brésil explique que "[l]es taux d'un produit spécifique peuvent être réduits jusqu'au point où la société accumulera des crédits mais cette situation fiscale ne peut pas être prévue. Ces sociétés demandent la suspension et sont incluses. De même, une société peut devenir accumulatrice des crédits si les marchandises qu'elle produit font soudainement l'objet d'une taxation plus faible. En ce sens, il n'est pas possible de prévoir en règle générale et dans tous les cas à quel moment une société qui accumule des crédits devient structurellement accumulatrice de crédits."¹⁵³² Toutefois, le Groupe spécial n'est pas convaincu que le fait que des suspensions soient disponibles pour les sociétés mentionnées plus haut au paragraphe 7.1167 suffise à prouver l'existence d'une règle générale pour les sociétés accumulant structurellement ou principalement des crédits.

7.1171. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Brésil n'a pas démontré que les suspensions fiscales étaient le traitement servant de point de repère pour les sociétés accumulant structurellement des crédits. N'étant pas convaincu par le traitement servant de point de repère proposé par le Brésil, il poursuivra sa tâche consistant à identifier le traitement servant de point de repère, en tenant compte de la position des parties plaignantes selon laquelle ce traitement devrait inclure toutes les sociétés nationales qui paient les taxes suspendues par ce programme.

7.1172. À cet égard, le Groupe spécial considère que, le cas d'espèce, le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage qu'elles utiliseront pour fabriquer leurs produits, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total du taux de l'IPI applicable aux achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés pour fabriquer des produits, sous réserve du mécanisme des crédits et débits régi par le principe de non-cumul. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés pour

¹⁵²⁹ Voir Brésil, réponse à la question n° 21 du Groupe spécial.

¹⁵³⁰ Union européenne, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial, paragraphe 156.

¹⁵³¹ Japon, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial, paragraphe 59

¹⁵³² Brésil, réponse à la question n° 21 du Groupe spécial.

fabriquer leurs produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement différencié de ces produits au regard de l'IPI. Donc, le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés dans la fabrication de leurs produits peut être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.1173. Le Groupe spécial compare maintenant les suspensions de l'IPI accordées aux sociétés accréditées sur leurs achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage, au titre du Programme PEC, avec le traitement servant de point de repère identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.

7.1174. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, le vendeur des matières premières, des produits intermédiaires et des matériaux d'emballage facturera toujours l'IPI à la société non accréditée qui achète les produits, au moment de la vente, et cette société non accréditée qui achète les produits accumulera un crédit d'impôt du montant de l'IPI payée. Le vendeur versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant de l'IPI facturée, lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, la société non accréditée qui achète les produits sera autorisée à utiliser le crédit qu'elle a accumulé pour compenser ses débits d'impôt pour l'IPI lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle le vendeur paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.¹⁵³³ Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, elle sera autorisée à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.¹⁵³⁴ Si elle n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, elle sera autorisée à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux, ou un remboursement, dans les cinq ans suivant l'accumulation du crédit.¹⁵³⁵ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, la société non accréditée qui achète les produits aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.¹⁵³⁶ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.¹⁵³⁷

7.1175. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits, les pouvoirs publics recevront le montant total de l'IPI exigible du vendeur et la société non accréditée qui achète les produits sera en mesure de compenser le montant de l'IPI payée au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par le vendeur jusqu'à ce que la société non accréditée qui achète les produits soit en

¹⁵³³ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17.

¹⁵³⁴ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20.

¹⁵³⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

¹⁵³⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

¹⁵³⁷ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphes 758 (DS472) et 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt pour le PIS/la COFINS, l'IPI et/ou l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt pour les contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt pour l'IPI). Exporters_2012, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements (pièce JE-186), page 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à la société non accréditée qui achète les produits (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.¹⁵³⁸ Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition¹⁵³⁹ (si la société non accréditée est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si la société non accréditée présente une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à la société non accréditée qui achète les produits dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à la société non accréditée qui achète les produits pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à la société non accréditée qui achète les produits une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.¹⁵⁴⁰

7.1176. En ce qui concerne les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage importés, le Groupe spécial note que les autorités douanières perçoivent l'IPI auprès de l'importateur au cours de la procédure de dédouanement.¹⁵⁴¹ Par conséquent, les pouvoirs publics profiteront de l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qui est perçu, depuis le moment où le produit sera importé jusqu'à celui où la société non accréditée qui achètera le produit sera en mesure de compenser le crédit, ou recevra une compensation ou un remboursement (dans un délai de 360 jours à compter de la demande).

7.1177. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme PEC, qui prévoit une suspension de l'IPI, le vendeur n'aura pas à facturer l'IPI à la société accréditée qui achète les produits et n'aura aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. La société accréditée qui achète les produits, de son côté, n'accumulera aucun crédit.¹⁵⁴²

7.1178. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de la taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, dans le cas des produits nationaux, ou à la date de l'importation (dans le cas des produits importés). De même, ils n'auront pas non plus à autoriser la société accréditée qui achète les produits à compenser le montant de la taxe payée.¹⁵⁴³

¹⁵³⁸ Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

¹⁵³⁹ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

¹⁵⁴⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 – SP (2012/0095341-6), (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêté au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, première communication écrite, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

¹⁵⁴¹ Voir plus haut le paragraphe 2.8.

¹⁵⁴² Voir plus haut le paragraphe 2.18.

¹⁵⁴³ Voir plus haut le paragraphe 2.13.

7.1179. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits nationaux en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition, il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas d'intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, s'il compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel la société non accréditée qui achète les produits en cause n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'elle a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer du moment de l'importation (dans le cas des produits importés) ou d'une période d'imposition¹⁵⁴⁴ (dans le cas des produits nationaux) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés.

7.1180. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.16, lorsque la société accréditée qui achète les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage vend ses produits finis incorporant ces produits, dans des circonstances normales, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total de l'IPI correspondant à la fois à la valeur ajoutée par le vendeur et à la valeur ajoutée par la société accréditée qui achète les produits, c'est-à-dire le même montant nominal d'IPI que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite la société accréditée qui achète les produits (et non les pouvoirs publics) du fait qu'elle n'a pas à payer la taxe au vendeur des produits, depuis le moment où elle aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'elle vende son produit fini.

- b. Suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (aux fins du Programme PEC).

Traitement servant de point de repère

7.1181. Comme dans le cas des suspensions de l'IPI, le Brésil fait valoir que les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sont le traitement servant de point de repère pour les sociétés accumulant structurellement des crédits, y compris les sociétés principalement exportatrices. Pour lui, la suspension de taxes est la règle pour les sociétés accumulant des crédits et non une exception à la règle.¹⁵⁴⁵

7.1182. Quant à l'Union européenne et au Japon, ils font valoir que le Brésil n'a pas prouvé qu'il existait, dans son système fiscal, une règle selon laquelle les "sociétés accumulant principalement des crédits" n'étaient pas soumises à des taxes en ce qui concerne leurs acquisitions d'intrants. Les parties plaignantes font valoir que le point de repère correct devrait inclure toutes les sociétés nationales qui paient les taxes suspendues par ces programmes.¹⁵⁴⁶

7.1183. Comme dans le cas des suspensions de l'IPI, le Brésil a raison d'affirmer qu'il y a d'autres sociétés, outre les sociétés principalement exportatrices, qui ont droit aux suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sur leurs achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage. En effet, des suspensions ou des exonérations s'appliquent également aux fabricants de certains produits lorsque ces produits sont destinés directement aux organes de l'administration publique; aux sociétés accréditées dans le cadre des Programmes PADIS et PATVD; aux sociétés

¹⁵⁴⁴ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

¹⁵⁴⁵ Brésil, première communication écrite, paragraphes 812 à 818, 860 et 861 (DS472) et 725 à 729, 764 et 765 (DS497).

¹⁵⁴⁶ Union européenne et Japon, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

remplissant les conditions requises pour bénéficier du Régime spécial pour la plate-forme d'exportation de technologies de l'information (REPES); aux sociétés remplissant les conditions requises pour bénéficier du RETAERO; aux sociétés remplissant les conditions requises pour bénéficier du Régime spécial pour l'industrie de la défense (RETID); et aux sociétés remplissant les conditions requises pour bénéficier du REIMCOMP.¹⁵⁴⁷ Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, le choix par les pouvoirs publics brésiliens des sociétés ayant droit aux suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, ne semble pas être directement lié au problème de l'accumulation de crédits, de façon à créer une règle générale pour les sociétés accumulant structurellement ou principalement des crédits. Sauf en ce qui concerne le régime REPES, qui est aussi un régime pour les exportateurs, rien dans les éléments de preuve versés au dossier ne semble indiquer que les autres sociétés auxquelles les suspensions ou les exonérations s'appliquent sont des accumulatrices structurelles de crédits, ou que les suspensions ont été créées pour régler le problème de l'accumulation structurelle de crédits pour ces sociétés.

7.1184. De plus, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.1169, il y a des sociétés accumulant des crédits qui n'ont pas droit aux suspensions fiscales, ce qui met encore davantage en doute l'existence d'une règle générale pour les accumulateurs de crédits.

7.1185. En résumé, le Groupe spécial n'est pas convaincu que le fait des suspensions ou des exonérations soient disponibles pour les sociétés mentionnées plus haut au paragraphe 7.1183 suffise à prouver l'existence d'une règle générale pour les sociétés accumulant structurellement ou principalement des crédits.

7.1186. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Brésil n'a pas démontré que les suspensions fiscales étaient le traitement servant de point de repère pour les sociétés accumulant structurellement des crédits. N'étant pas convaincu par le traitement servant de point de repère proposé par le Brésil, il poursuivra sa tâche consistant à identifier le traitement servant de point de repère approprié, en tenant compte de la position des parties plaignantes selon laquelle ce traitement devrait inclure toutes les sociétés nationales qui paient les taxes suspendues par ce programme.

7.1187. À cet égard, le Groupe spécial considère que le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage qu'elles utiliseront pour fabriquer leurs produits, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation applicables à l'achat des matières premières, des produits intermédiaires et des matériaux d'emballage utilisés pour fabriquer des produits, sous réserve du mécanisme des crédits et débits dans le cadre du régime non cumulatif. En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés pour fabriquer des produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement fiscal différencié de ces produits au regard des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation. Donc, le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées peut être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.1188. Le Groupe spécial compare maintenant les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, accordées aux sociétés accréditées sur les achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage, au titre du Programme PEC, avec le traitement identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage.

7.1189. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, le vendeur des matières premières, des produits intermédiaires et des matériaux d'emballage facturera toujours les contributions PIS/PASEP et COFINS à la société non accréditée qui achète les produits,

¹⁵⁴⁷ Voir Brésil, réponse à la question n° 21 du Groupe spécial.

au moment de la vente, et la société non accréditée qui achète les produits accumulera un crédit d'impôt du montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées. Le vendeur versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS facturées, lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, la société non accréditée qui achète les produits sera autorisée à utiliser le crédit qu'elle a accumulé pour compenser ses débits pour les contributions PIS/PASEP et COFINS lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle le vendeur paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.¹⁵⁴⁸ Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, elle sera autorisée à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.¹⁵⁴⁹ Si elle n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, elle sera autorisée à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux ou un remboursement, dans les cinq ans suivant l'accumulation du crédit.¹⁵⁵⁰ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, la société non accréditée qui achète les produits aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.¹⁵⁵¹ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.¹⁵⁵²

7.1190. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits, les pouvoirs publics recevront le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles du vendeur et la société non accréditée qui achète les produits sera en mesure de compenser le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par le vendeur jusqu'à ce que la société non accréditée qui achète les produits soit en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à la société non accréditée qui achète les produits (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.¹⁵⁵³ Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition¹⁵⁵⁴ (si la société non accréditée est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si la société non accréditée présente une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser

¹⁵⁴⁸ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁴⁹ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁵⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁵¹ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

¹⁵⁵² Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphes 758 (DS472) et 691 (DS497). En outre, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt au titre du PIS/COFINS, de l'IPI et/ou de l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt au titre des contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt au titre de l'IPI). Exporters_2012, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements (pièce JE-186), page 56 à 59.

¹⁵⁵³ Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

¹⁵⁵⁴ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à la société non accréditée qui achète les produits dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à la société non accréditée qui achète les produits pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours s'est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à la société non accréditée qui achète les produits une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.¹⁵⁵⁵

7.1191. En ce qui concerne les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage importés, le Groupe spécial note que les autorités douanières perçoivent les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation auprès de l'importateur au cours de la procédure de dédouanement.¹⁵⁵⁶ Par conséquent, les pouvoirs publics profiteront de l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qui est perçu depuis le moment où le produit sera importé jusqu'à celui où la société non accréditée qui achètera le produit sera en mesure de compenser le crédit, ou recevra une compensation ou un remboursement (dans un délai de 360 jours à compter de la demande). En outre, les pouvoirs publics brésiliens profiteront de l'avantage d'avoir imposé le montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.¹⁵⁵⁷

7.1192. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme PEC, qui prévoit une suspension des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, le vendeur n'aura pas à facturer les contributions à la société accréditée qui achète les produits et n'aura aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. La société accréditée qui achète les produits, de son côté, n'accumulera aucun crédit.¹⁵⁵⁸

7.1193. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de la taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction (dans le cas des produits nationaux), ou à la date de l'importation (dans le cas des produits importés). De même, ils n'auront pas non plus à autoriser la société accréditée qui achète les produits à compenser le montant de la taxe payée.¹⁵⁵⁹

7.1194. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits nationaux en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition (dans le cas des produits nationaux), il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas les intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, s'il compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel la société non accréditée qui achète les produits en cause n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'elle a accumulé au cours de la même période

¹⁵⁵⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 – SP (2012/0095341-6) (pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêté au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, premières communications écrites, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

¹⁵⁵⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.32.

¹⁵⁵⁷ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

¹⁵⁵⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.18. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁵⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.13.

d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer du moment de l'importation (dans le cas des produits importés) ou d'une période d'imposition¹⁵⁶⁰ (dans le cas des produits nationaux) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés. En outre, dans le cas des produits importés, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent l'avantage découlant du montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.¹⁵⁶¹

7.1195. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17¹⁵⁶², lorsque la société accréditée qui achète les matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage vend ses produits finis incorporant ces produits, dans des circonstances normales, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, correspondant à la fois à la valeur ajoutée par le vendeur et à la valeur ajoutée par la société accréditée qui achète les produits, c'est-à-dire le même montant nominal de contributions que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite la société accréditée qui achète les produits (et non les pouvoirs publics) du fait qu'elle n'a pas à payer la taxe au vendeur des produits, depuis le moment où elle aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'elle vende son produit fini.

7.1196. De plus, bien que le régime non cumulatif soit la règle générale pour les contributions PIS/PASEP et COFINS¹⁵⁶³, dans la mesure où les achats des matières premières, des produits intermédiaires et des matériaux d'emballage en cause pourraient être soumis au régime cumulatif, il n'y aurait pas de mécanisme de crédits et débits. En l'espèce, si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucune des contributions PIS/PASEP et COFINS qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement dans le cadre du régime cumulatif, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles, il est clair que, dans le cadre du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles au titre du régime cumulatif.

- c. Suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS sur les achats de machines, appareils, instruments et matériel neufs (aux fins du Programme RECAP)

Traitement servant de point de repère

7.1197. Comme dans le cas des suspensions de l'IPI, le Brésil fait valoir que les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, sont le traitement servant de point de repère pour les sociétés accumulant structurellement des crédits, y compris les sociétés principalement exportatrices. Pour lui, la suspension de taxes est la règle pour les sociétés accumulant des crédits et non une exception à la règle.¹⁵⁶⁴

¹⁵⁶⁰ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

¹⁵⁶¹ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

¹⁵⁶² Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.

¹⁵⁶³ Voir plus haut le paragraphe 2.22.

¹⁵⁶⁴ Brésil, première communication écrite, paragraphes 812 à 818, 860 et 861 (DS472) et 725 à 729, 764 et 765 (DS497).

7.1198. Quant à l'Union européenne et au Japon, ils font valoir que le Brésil n'a pas prouvé qu'il existait, dans son système fiscal, une règle selon laquelle les "sociétés accumulant principalement des crédits" n'étaient pas soumises à des taxes en ce qui concerne leurs acquisitions de biens d'équipement. Les parties plaignantes font valoir que le point de repère correct devrait inclure toutes les sociétés nationales qui paient les taxes suspendues par ces programmes.¹⁵⁶⁵

7.1199. Pour les raisons exposées plus haut aux paragraphes 7.1183 à 7.1185, le Groupe spécial constate que le Brésil n'a pas démontré que les suspensions fiscales étaient le traitement servant de point de repère pour les sociétés accumulant des crédits. N'étant pas convaincu par le traitement servant de point de repère proposé par le Brésil, il poursuivra sa tâche consistant à identifier le traitement servant de point de repère approprié, en tenant compte de la position des parties plaignantes selon laquelle ce traitement devrait inclure toutes les sociétés nationales qui paient les taxes suspendues par ce programme.

7.1200. À cet égard, le Groupe spécial considère que le traitement servant de point de repère approprié est le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées de machines, appareils, instruments et matériel neufs qu'elles utiliseront pour fabriquer leurs produits, c'est-à-dire l'obligation d'acquitter le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, applicables à l'achat de machines, appareils, instruments et matériel neufs, sous réserve du mécanisme des crédits et débits dans le cadre du régime non cumulatif.¹⁵⁶⁶ En particulier, les sociétés accréditées et les sociétés non accréditées qui achètent les machines, appareils, instruments et matériel neufs utilisés pour fabriquer des produits se trouvent dans des situations identiques, sauf pour ce qui est de l'accréditation. Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une quelconque autre différence qui pourrait expliquer le traitement fiscal différencié de ces produits au regard des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation. Donc, le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées peut être considéré comme le traitement servant de point de repère ou la règle normale d'application générale.

Comparaison

7.1201. Le Groupe spécial compare maintenant les suspensions des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, accordées aux sociétés accréditées sur les achats de machines, appareils, instruments et matériel neufs, au titre du Programme RECAP, avec le traitement identifié au paragraphe précédent, c'est-à-dire le traitement applicable aux achats par les sociétés non accréditées.

7.1202. Le Groupe spécial note que, au titre du traitement servant de point de repère, le vendeur des machines, appareils, instruments et matériel neufs facturera toujours les contributions PIS/PASEP et COFINS à la société non accréditée qui achète les produits, au moment de la vente, et la société non accréditée qui achète les produits accumulera un crédit d'impôt du montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées. Le vendeur versera ensuite au Service des recettes fédérales le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS facturées, lorsqu'il s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction. De son côté, la société non accréditée qui achète les produits sera autorisée à utiliser le crédit qu'elle a accumulé pour compenser ses débits pour les contributions PIS/PASEP et COFINS lorsqu'elle s'acquittera de ses obligations fiscales mensuelles exigibles le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction, c'est-à-dire au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle le vendeur paie la taxe aux pouvoirs publics brésiliens.¹⁵⁶⁷ Toutefois, si la société non accréditée qui

¹⁵⁶⁵ Union européenne et Japon, réponses à la question n° 41 du Groupe spécial.

¹⁵⁶⁶ Le Groupe spécial note que l'article premier de la Loi n° 11774/2008, modifié par la Loi n° 12546/2011, autorise explicitement l'utilisation immédiate de crédits sur les achats de biens d'équipement. La Loi dispose ce qui suit: "En cas d'acquisition sur le marché intérieur ou d'importation de machines et de matériel destinés à la production de marchandises et à la fourniture de services, les personnes juridiques peuvent opter pour la déduction de crédits de la "Contribuição para o Programa de Integração Social/Programa de Formação do Patrimônio do Servidor Público (PIS/PASEP)" et de la "Contribuição para Financiamento da Seguridade Social (COFINS)" visées au point III du § 1 de l'article 3 de la Loi n° 10637 du 30 décembre 2002, au point III du § 1 de l'article 3 de la Loi n° 10833 du 29 décembre 2003 et au § 4 de l'article 15 de la Loi n° 10865 du 30 avril 2004, de la manière suivante: ...XII – immédiatement, dans le cas d'acquisitions ayant lieu à compter de juillet 2012." Voir Brésil, réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.

¹⁵⁶⁷ Voir plus haut les paragraphes 2.16 et 2.17. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit accumulé par d'autres débits au cours de cette période d'imposition, elle sera autorisée à le compenser au cours de périodes d'imposition ultérieures.¹⁵⁶⁸ Si elle n'est pas en mesure de compenser le crédit après trois périodes d'imposition, elle sera autorisée à demander aux pouvoirs publics brésiliens une compensation par d'autres débits fédéraux ou un remboursement, dans les cinq ans suivant l'accumulation du crédit.¹⁵⁶⁹ Les pouvoirs publics brésiliens disposent, selon la loi, de 360 jours pour répondre à la demande de compensation ou de remboursement. S'ils ne répondent pas dans les 360 jours, la société non accréditée qui achète les produits aura le droit de recevoir la compensation ou le remboursement des pouvoirs publics, ainsi que les intérêts générés.¹⁵⁷⁰ Il est assez courant que les sociétés ne soient pas en mesure de compenser le montant total de leurs crédits et doivent demander une compensation ou un remboursement, de sorte que ce scénario semble assez fréquent.¹⁵⁷¹

7.1203. Ainsi, du point de vue des pouvoirs publics brésiliens, et dans le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits, les pouvoirs publics recevront le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles du vendeur et la société non accréditée qui achète les produits sera en mesure de compenser le montant des contributions PIS/PASEP et COFINS payées au cours de la même période d'imposition. Toutefois, si la société non accréditée qui achète les produits n'est pas en mesure de compenser le crédit au cours de la même période d'imposition, les pouvoirs publics brésiliens conserveront le montant de la taxe payé par le vendeur jusqu'à ce que la société non accréditée qui achète les produits soit en mesure de le compenser (au cours de périodes d'imposition ultérieures); ou jusqu'à ce que les pouvoirs publics brésiliens versent une compensation ou un remboursement correspondant à la valeur nominale du crédit, sans intérêt, à la société non accréditée qui achète les produits (dans un délai de 360 jours à compter de la date de la demande de compensation ou de remboursement). Dans ce second scénario, les pouvoirs publics brésiliens auront donc l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qu'ils ont perçu du vendeur.¹⁵⁷² Cette disponibilité des liquidités et les intérêts implicites connexes peuvent durer d'une période d'imposition¹⁵⁷³ (si la société non accréditée est en mesure de compenser le crédit au cours de la deuxième période d'imposition) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement (si la société non accréditée présente une demande). Au cours de cette période, les pouvoirs publics sont en mesure d'utiliser les taxes reçues (c'est-à-dire de "gagner" des intérêts implicites). Pour autant que la compensation ou le remboursement soit versé à la société non accréditée qui achète les produits dans un délai de 360 jours à compter de la demande, les pouvoirs publics brésiliens n'auront à payer aucun intérêt à la société non accréditée qui achète les produits pour l'utilisation de l'argent de l'acheteur au cours de cette période. Ce n'est que si la période de 360 jours s'est écoulée que les pouvoirs publics sont obligés de verser à la société non accréditée qui achète les produits une compensation ou un remboursement correspondant non seulement à la valeur nominale du crédit mais aussi aux intérêts connexes. Ce n'est donc qu'après une période de 360 jours que les pouvoirs publics

¹⁵⁶⁸ Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁶⁹ Voir plus haut le paragraphe 2.20. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁷⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.20.

¹⁵⁷¹ Le Brésil reconnaît que "dans de nombreux secteurs de l'économie, les produits sont faiblement taxés ou non taxés, ce qui reflète la nature sélective et le caractère extra-fiscal des taxes indirectes au Brésil. Ces secteurs ont tendance à accumuler des crédits d'impôt, car les débits d'impôt exigibles sont moindres que le crédit acquis à l'étape précédente de la chaîne de production." Brésil, première communication écrite, paragraphes 758 (DS472) et 691 (DS497). De plus, par exemple, selon une étude de 2014 de la Confédération de l'industrie brésilienne, "un peu plus du tiers des sociétés exportatrices étudiées (34,3%) possèdent des crédits d'impôt au titre du PIS/COFINS, de l'IPI et/ou de l'ICMS accumulés et non remboursés pendant une période de plus de trois mois." (22,5% des sociétés possèdent des crédits d'impôt au titre des contributions PIS/COFINS et 18,5% possèdent des crédits d'impôt au titre de l'IPI). Exporters 2012, étude sur les exportations du Brésil – retards dans les remboursements (pièce JE-186), page 56 à 59; et Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 849.

¹⁵⁷² Selon l'Union européenne, le taux de référence de la Banque centrale du Brésil (qui peut être consulté sur le site Web <https://www.bcb.gov.br>) s'élevait à 13,25% au moment de la rédaction de sa première communication écrite. Union européenne, première communication écrite, note de bas de page 883.

¹⁵⁷³ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

cesseraient de profiter des recettes au titre des intérêts implicites provenant de l'utilisation gratuite de l'argent de l'acheteur qui est bloqué sous la forme d'un crédit.¹⁵⁷⁴

7.1204. En ce qui concerne les machines, appareils, instruments et matériel neufs, le Groupe spécial note que les autorités douanières perçoivent les contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation auprès de l'importateur au cours de la procédure de dédouanement.¹⁵⁷⁵ Par conséquent, les pouvoirs publics profiteront de l'avantage découlant de la disponibilité ou du flux des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts (recettes) implicites connexes qui pourraient être générés sur le montant total de la taxe qui est perçu, depuis le moment où le produit sera importé jusqu'à celui où la société non accréditée qui achètera le produit sera en mesure de compenser le crédit, ou recevra une compensation ou un remboursement (dans un délai de 360 jours à compter de la demande). En outre, les pouvoirs publics brésiliens profiteront de l'avantage d'avoir imposé le montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.¹⁵⁷⁶

7.1205. Par contre, conformément au traitement contesté accordé au titre du Programme RECAP, qui prévoit une suspension des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, le vendeur n'aura pas à facturer les contributions à la société accréditée qui achète les produits et n'aura aucun montant de taxe à verser aux pouvoirs publics brésiliens. La société accréditée qui achète les produits, de son côté, n'accumulera aucun crédit.¹⁵⁷⁷

7.1206. Ainsi, les pouvoirs publics brésiliens ne recevront pas le montant de la taxe qui aurait été normalement exigible le 25^{ème} jour du mois suivant la transaction (dans le cas des produits nationaux), ou à la date de l'importation (dans le cas des produits importés). De même, ils n'auront pas non plus à autoriser la société accréditée qui achète les produits à compenser le montant de la taxe payée.¹⁵⁷⁸

7.1207. Si le Groupe spécial compare le traitement contesté avec le meilleur scénario pour la société non accréditée qui achète les produits nationaux en cause dans le cadre du traitement servant de point de repère, suivant lequel la taxe est payée aux pouvoirs publics et compensée au cours de la même période d'imposition (dans le cas des produits nationaux), il n'y aurait pas de recettes abandonnées par les pouvoirs publics brésiliens, car ces derniers ne gagneraient pas les intérêts implicites sur des crédits inutilisés. Toutefois, s'il compare le traitement contesté avec le scénario assez fréquent dans lequel la société non accréditée qui achète les produits en cause n'est pas en mesure de compenser le crédit d'impôt qu'elle a accumulé au cours de la même période d'imposition que celle au cours de laquelle la taxe est payée, alors dans le cas du traitement contesté, les pouvoirs publics ne seront jamais en mesure de tirer profit de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites, qui auraient pu durer du moment de l'importation (dans le cas des produits importés) ou d'une période d'imposition¹⁵⁷⁹ (dans le cas des produits nationaux) à 360 jours après la demande de compensation ou de remboursement, dans le cas du

¹⁵⁷⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.20 et Appeal Against Split Decision in Interlocutory Appeal No. 1.220.942 – SP (2012/0095341-6)

(pièce BRA-104), paragraphe 6, où il est indiqué ce qui suit: "Le raisonnement est simple: s'il y a une demande de remboursement de crédits pour l'IPI ou le PIS/la COFINS (en espèces ou au moyen d'une compensation par d'autres taxes) et que ces crédits sont reconnus par le Service des recettes fédérales avec du retard, alors ce retard dans le remboursement donne lieu à une demande de réévaluation monétaire." Le Brésil a aussi expliqué que "les retards dans le traitement des demandes de remboursement [pouvaient] entraîner des coûts financiers pour les pouvoirs publics, qui pourraient devoir payer des intérêts sur le montant en souffrance au taux prêteur au jour le jour du SELIC – actuellement 14,25% par an." Brésil, première communication écrite, paragraphe 780 (DS472) et note de bas de page 451 (DS497).

¹⁵⁷⁵ Voir plus haut le paragraphe 2.32.

¹⁵⁷⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

¹⁵⁷⁷ Voir plus haut le paragraphe 2.18. (Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS).

¹⁵⁷⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.13.

¹⁵⁷⁹ Cette période serait, par exemple, d'un mois si les pouvoirs publics recevaient le paiement du vendeur le 25^{ème} jour d'une période d'imposition et que l'acheteur était en mesure de compenser le crédit le 25^{ème} jour de la période d'imposition suivante.

traitement servant de point de repère. Par conséquent, dans ce scénario assez fréquent, les pouvoirs publics abandonnent des recettes sous la forme des intérêts implicites sur les recettes fiscales perçues lorsque les crédits compensatoires n'ont pas (encore) été utilisés. En outre, dans le cas des produits importés, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent l'avantage découlant du montant additionnel de 1% de contribution COFINS-Importation qui ne génère pas de crédit d'impôt.¹⁵⁸⁰

7.1208. Par ailleurs, du point de vue de l'acheteur, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 2.17¹⁵⁸¹, lorsque la société accréditée qui achète les machines, appareils, instruments et matériel neufs vend ses produits finis fabriqués à l'aide de ces machines, appareils, instruments et matériel neufs, dans des circonstances normales, les pouvoirs publics brésiliens percevront finalement le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS, ou des contributions PIS/PASEP-Importation et COFINS-Importation, correspondant à la fois à la valeur ajoutée par le vendeur et à la valeur ajoutée par la société accréditée qui achète les produits, c'est-à-dire le même montant nominal de contributions que celui qu'ils auraient reçu en l'absence des suspensions. Cela, toutefois, ne diminue ni n'élimine l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités et des revenus d'intérêts implicites connexes dont profite la société accréditée qui achète les produits (et non les pouvoirs publics) du fait qu'elle n'a pas à payer la taxe au vendeur des produits, depuis le moment où elle aurait normalement dû payer cette taxe jusqu'à ce qu'elle vende son produit fini.

7.1209. De plus, bien que le régime non cumulatif soit la règle générale pour les contributions PIS/PASEP et COFINS¹⁵⁸², dans la mesure où les achats des machines, appareils, instruments et matériel neufs en cause pourraient être soumis au régime cumulatif, il n'y aurait pas de mécanisme de crédits et débits. En l'espèce, si le Groupe spécial compare le traitement contesté, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens ne reçoivent aucune des contributions PIS/PASEP et COFINS qui auraient été normalement exigibles, avec le traitement dans le cadre du régime cumulatif, suivant lequel les pouvoirs publics brésiliens reçoivent le montant total des contributions PIS/PASEP et COFINS exigibles, il est clair que, dans le cadre du traitement contesté, les pouvoirs publics brésiliens abandonnent des recettes normalement exigibles au titre du régime cumulatif.

7.1210. Enfin, en ce qui concerne l'obligation qui est faite au Groupe spécial de prendre en considération les raisons de la différence de traitement fiscal, le Groupe spécial rappelle qu'il existe des éléments de preuve démontrant que les raisons objectives du traitement fiscal sont de régler le problème de l'accumulation des crédits et, ce faisant, d'accroître la compétitivité des sociétés brésiliennes.¹⁵⁸³ Même s'il peut apparaître raisonnable, du moins en principe, d'empêcher l'accumulation de crédits, le Brésil n'a pas démontré que les programmes concernés reflétaient l'existence d'une règle d'application générale prévoyant l'objectif de politique générale sans doute raisonnable qui consiste à régler le problème de l'accumulation de crédits; par conséquent, cela ne peut pas avoir d'incidence sur les constatations du Groupe spécial concernant la comparaison entre le traitement fiscal contesté et le traitement servant de point de repère.

7.5.1.2.1.3 Conclusion sur la question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues"

7.1211. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les suspensions fiscales accordées aux sociétés enregistrées ou accréditées sur leurs achats de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage (au titre du Programme PEC), et de machines, appareils, instruments et matériel neufs (au titre du Programme RECAP) constituent des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui] sont abandonnées ou ne sont pas perçues".

¹⁵⁸⁰ Voir plus haut le paragraphe 2.34. Le Groupe spécial note que le Brésil fait valoir que ce 1% additionnel est hors du champ du différend pour l'Union européenne. Brésil, première communication écrite, paragraphes 788 à 799 (DS472). Toutefois, l'Union européenne et le Japon ne contestent pas l'imposition du 1% additionnel, mais les suspensions des taux applicables des contributions COFINS-Importation, qui comprennent ce 1%.

¹⁵⁸¹ Bien que l'explication soit donnée dans le contexte de l'IPI, la même logique s'applique également aux contributions PIS/PASEP et COFINS.

¹⁵⁸² Voir plus haut le paragraphe 2.22.

¹⁵⁸³ Voir plus haut le paragraphe 7.1162.

7.5.1.2.2 Question de savoir si les contributions financières accordées au titre des Programmes PEC et RECAP confèrent un avantage

7.1212. Plusieurs groupes spéciaux ont conclu que, chaque fois que des recettes étaient abandonnées par les pouvoirs publics, un avantage était conféré.¹⁵⁸⁴ Ayant conclu que les traitements fiscaux en cause constituaient des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues", le Groupe spécial conclut que les subventions en cause confèrent un avantage.

7.1213. En fait, en ce qui concerne les suspensions fiscales accordées aux sociétés enregistrées ou accréditées sur leurs achats de matières premières, produits intermédiaires, matériaux d'emballage, ainsi que des machines, appareils, instruments et matériel neufs, il est clair que, du fait qu'elles conservent l'avantage découlant de la disponibilité des liquidités, ainsi que des revenus d'intérêts implicites connexes, les sociétés enregistrées ou accréditées dans le cadre des Programmes PEC et RECAP qui achètent des matières premières, des produits intermédiaires, des matériaux d'emballage, ainsi que des machines, appareils, instruments et matériel neufs sont mieux loties avec les suspensions que dans le scénario où elles doivent acquitter le montant total des taxes ou des contributions sur leurs achats de ces produits.

7.5.1.2.3 Pertinence de la note de bas de page 1 de l'Accord SMC pour le Programme PEC

7.1214. Ayant conclu que les suspensions fiscales accordées au titre du Programme PEC constituaient des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues", au moyen desquelles un avantage était conféré, le Groupe spécial doit maintenant examiner si elles entrent néanmoins dans le cadre de la note de bas de page 1 de l'Accord SMC et sont donc hors du champ d'application des disciplines de l'Accord.

7.1215. Comme cela a été indiqué, l'Union européenne déclare que sa contestation ne concerne pas la question de savoir si les Membres de l'OMC peuvent ou non, au titre de l'Accord SMC, mettre en œuvre des mesures visant à exonérer de taxes indirectes les stades en amont de la chaîne d'approvisionnement de marchandises destinées à l'exportation.¹⁵⁸⁵ De son côté, le Brésil fait valoir que ses suspensions fiscales sont un moyen efficace d'appliquer le "principe de destination" au titre de la note de bas de page 1 de l'Accord SMC.¹⁵⁸⁶

7.1216. Conformément à la note de bas de page 1 de l'Accord SMC, l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention. Ainsi, les mesures fiscales qui englobent l'exonération, en faveur de produits exportés, de taxes de consommation par produit, ou la remise de ces taxes, ne constituent pas des subventions. En d'autres termes, les Membres sont autorisés à exonérer des produits exportés de taxes intérieures. Toutefois, si les montants de ces exonérations ou remises sont supérieurs à ceux des taxes dues ou versées, la mesure fiscale non seulement constituera une subvention, mais pourra aussi être considérée comme une subvention prohibée.¹⁵⁸⁷

7.1217. À cet égard, dans l'affaire *États-Unis – FSC*, l'Organe d'appel a expliqué que les mesures fiscales mentionnées dans la note de bas de page 1 comme ne constituant pas une subvention

¹⁵⁸⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 7.169 à 7.171. Voir aussi: rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 509; *États-Unis – FSC*, paragraphe 7.103; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.44 à 8.48; et rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 140; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 198.

¹⁵⁸⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1166 et 1219.

¹⁵⁸⁶ Brésil, premières communications écrites, paragraphes 827 à 839 (DS472) et 735 à 746 (DS497).

¹⁵⁸⁷ Cela est confirmé par l'exemple ci-après de subvention subordonnée aux exportations explicitement énumérée dans l'Annexe I de l'Accord SMC et prohibée au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC:

"g) Exonération ou remise, au titre de la production ou de la distribution des produits exportés, d'un montant d'impôts indirects supérieur à celui de ces impôts perçus au titre de la production et de la distribution de produits similaires lorsqu'ils sont vendus pour la consommation intérieure."

englob[aient] l'exonération, en faveur de produits exportés, des taxes de consommation par produit.¹⁵⁸⁸

7.1218. Dans le contexte particulier des systèmes de taxe sur la valeur ajoutée, le point g) de l'Annexe I de l'Accord SMC fournit un contexte pertinent, en indiquant que l'exonération ou la remise d'impôts indirects perçus sur des produits exportés dont le montant est supérieur à celui des impôts frappant les produits consommés dans le pays constitue une subvention à l'exportation. Conformément à la note de bas de page 60 de l'Accord SMC, cette disposition de l'Annexe I est la seule disposition qui porte sur le problème de la remise excessive de taxes sur la valeur ajoutée. Bien que les mesures en cause soient des suspensions, donnant lieu finalement à des exonérations, sur l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage, le Groupe spécial juge cette disposition pertinente pour établir le principe du caractère excessif dans les cas où des produits exportés sont dispensés de TVA.

7.1219. En ce qui concerne les suspensions ou les reports d'impôts, l'Accord SMC indique aussi clairement qu'ils peuvent donner lieu à des subventions à l'exportation. En particulier, la note de bas de page 59 relative au point e) de l'Annexe I de l'Accord dispose que "le report ne constitue pas nécessairement une subvention à l'exportation lorsque, par exemple, des intérêts appropriés sont recouvrés", de sorte que le non-recouvrement d'intérêts sur des impôts reportés pourrait donner lieu à une subvention.

7.1220. L'Annexe II de l'Accord SMC fournit aussi un contexte pertinent. Elle dispose ce qui suit:

Les systèmes d'abattement d'impôts indirects peuvent prévoir l'exonération, la remise ou le report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs sur des intrants consommés dans la production du produit exporté (compte tenu de la freinte normale). De même, les systèmes de ristourne peuvent prévoir la remise ou la ristourne d'impositions à l'importation perçues sur des intrants consommés dans la production du produit exporté (compte tenu de la freinte normale).

7.1221. Cela signifie que les mesures fiscales qui englobent l'exonération de taxes de consommation par produit, ou la remise de ces taxes, pour des intrants qui sont consommés dans la fabrication de produits exportés ne peuvent pas non plus être considérées comme des subventions. En d'autres termes, les Membres sont autorisés à exonérer des taxes intérieures les intrants qui seront consommés dans la fabrication de produits destinés à l'exportation. D'après la note de bas de page 61 de l'Annexe II de l'Accord SMC, "[l]es intrants consommés dans le processus de production sont des intrants physiquement incorporés, de l'énergie, des combustibles et carburants utilisés dans le processus de production et des catalyseurs qui sont consommés au cours de leur utilisation pour obtenir le produit exporté".

7.1222. En ce qui concerne les suspensions fiscales en cause, le Groupe spécial note qu'elles existent tant pour les ventes intérieures que pour les ventes à l'exportation. En d'autres termes, elles ne se limitent pas à éliminer les taxes sur l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés dans la fabrication des produits réellement exportés mais plutôt sur toutes les ventes des produits en question, intérieures et à l'exportation, par les sociétés accréditées. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les mesures en cause ne sont pas visées par la note de bas de page 1 de l'Accord SMC car elles s'appliquent non pas uniquement à l'achat de matières premières, produits intermédiaires et matériaux d'emballage utilisés dans la production destinée aux ventes à l'exportation, mais aussi aux ventes intérieures, et donnent donc lieu à une exonération d'impôts excessive au sens du point g) de l'Annexe I de l'Accord SMC.

7.5.1.2.4 Conclusion sur la question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituent des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC

7.1223. Ayant conclu que les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP constituaient des contributions financières sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles [qui étaient] abandonnées ou [n'étaient] pas perçues", au moyen

¹⁵⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 93.

desquelles un avantage était conféré, le Groupe spécial conclut que les mesures en cause constituent des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

7.5.1.3 Question de savoir si les subventions accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC

7.1224. Le Groupe spécial renvoie à l'explication du concept de spécificité qu'il a donnée plus haut aux paragraphes 7.496 à 7.498. Sur la base de cette explication et comme le cas d'espèce concerne des allégations de subventions prohibées, s'il conclut, dans l'analyse ci-après, que les subventions accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, il sera également en mesure de conclure *ipso facto* que, conformément à l'article 2.3, les subventions accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont spécifiques, et donc assujetties aux dispositions de la Partie II de l'Accord SMC.

7.5.1.4 Question de savoir si les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC et donc prohibées

7.1225. L'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

3.1 Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:

a) subventions subordonnées, en droit ou en fait⁴, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I⁵;

...

3.2 Un Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1.

4 Cette condition est remplie lorsque les faits démontrent que l'octroi d'une subvention, sans avoir été juridiquement subordonné aux résultats à l'exportation, est en fait lié aux exportations ou recettes d'exportation effectives ou prévues. Le simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne sera pas pour cette seule raison considéré comme une subvention à l'exportation au sens de cette disposition.

5 Les mesures désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibées en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent accord.

7.1226. L'article 3.1 a) de l'Accord SMC prohibe les subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation. Conformément à l'article 3 de l'Accord SMC, les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation sont prohibées et ne seront ni accordées ni maintenues. Pour autant qu'une mesure entre dans le champ de ce type de subordination, elle est incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC.

7.1227. Dans l'affaire *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, l'Organe d'appel a rappelé ce qu'il avait dit concernant la subordination aux exportations dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, comme suit:

L'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *Canada – Aéronefs* que le mot "subordonné" signifiait "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de quelque chose d'autre"¹⁵⁸⁹, et que le critère juridique relatif à la subordination aux exportations énoncé à l'article 3.1 a) était le même pour la subordination *de jure* et *de facto*.^{1590 1591}

¹⁵⁸⁹ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 166.

¹⁵⁹⁰ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 167.

7.1228. En ce qui concerne le critère en matière de preuve utilisé pour prouver l'existence d'une subordination aux exportations, l'Organe d'appel a ajouté ce qui suit:

L'Organe d'appel a constaté que les éléments de preuve pouvant démontrer l'existence d'une subordination *de jure* aux exportations étaient différents des éléments de preuve pouvant révéler l'existence d'une subordination *de facto* aux exportations. L'existence d'une subordination *de jure* "peut être démontrée en s'appuyant sur les termes mêmes de la loi, du règlement ou de l'autre instrument juridique pertinent qui constitue la mesure".¹⁵⁹² Néanmoins, l'existence d'une subordination *de jure* aux exportations n'a pas besoin d'être énoncée expressément, mais peut aussi découler "nécessairement, par implication" du libellé d'un instrument juridique.¹⁵⁹³ Par contre, les éléments de preuve nécessaires pour établir l'existence d'une subordination *de facto* aux exportations vont au-delà d'un instrument juridique et incluent une série d'éléments factuels concernant l'octroi de la subvention dans un cas spécifique.¹⁵⁹⁴

7.1229. Dans le cas d'espèce, les parties plaignantes font uniquement valoir qu'il y a subordination *de jure*. Le Groupe spécial évaluera donc si elles ont établi l'existence d'une subordination *de jure* sur la base des termes de la loi, du règlement et d'autres instruments juridiques pertinents ou si cette subordination peut découler nécessairement, par implication, des termes effectivement employés dans ces instruments.

7.1230. L'Annexe I de l'Accord SMC comprend quelques exemples de subventions subordonnées aux résultats à l'exportation. Bien qu'elle comprenne des exemples très divers, dans l'affaire *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

Les exemples donnés aux points b) à l)¹⁵⁹⁵ de la Liste exemplative de subventions à l'exportation qui figure dans l'Annexe I de l'Accord SMC ont un point commun, à savoir que la subvention donne certains avantages aux produits exportés et les favorise par rapport aux produits destinés à la consommation intérieure.¹⁵⁹⁶ Des subventions subordonnées aux exportations favoriseront effectivement les ventes à l'exportation d'un bénéficiaire par rapport à ses ventes intérieures.¹⁵⁹⁷

7.1231. Alors que l'Union européenne et le Japon font valoir que les conditions à remplir pour être accréditée en tant que société principalement exportatrice constituent une subordination aux exportations¹⁵⁹⁸, le Brésil fait valoir que la prescription imposant que 50% du revenu total soit tiré

¹⁵⁹¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1037.

¹⁵⁹² (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 100.

¹⁵⁹³ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 100.

¹⁵⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 1037 et 1038.

¹⁵⁹⁵ (note de bas de page de l'original) Le point a) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation qui figure dans l'Annexe I de l'Accord SMC fait référence à l'"octroi par les pouvoirs publics de subventions directes à une entreprise ou à une branche de production subordonné aux résultats à l'exportation".

¹⁵⁹⁶ (note de bas de page de l'original) Par exemple, le point b) fait référence aux systèmes de non-rétrocession de devises "impliquant l'octroi d'une prime à l'exportation". Les points c) et d) concernent, respectivement, les tarifs de transport et de fret intérieurs et la fourniture, par les pouvoirs publics, de produits et de services pour les produits exportés "à des conditions plus favorables que" pour les produits nationaux. Le point f) concerne les déductions spéciales liées aux exportations qui "viendraient en sus de celles qui sont accordées pour la production destinée à la consommation intérieure". Le point h) couvre l'exonération, la remise ou le report des impôts indirects perçus sur les biens et les services utilisés pour la production des produits exportés, "dont les montants seraient supérieurs à" ceux des exonérations, remises ou reports des impôts indirects perçus sur les biens et les services utilisés pour la fabrication de produits similaires vendus pour la consommation intérieure. D'autres points, tels que les points e), j) et k), concernent les subventions accordées exclusivement pour les exportations.

¹⁵⁹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1053.

¹⁵⁹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 1207 à 1215 et 1248 à 1252; Japon, première communication écrite, paragraphes 570 à 572, 594 et 595; Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 523 à 525, 549 et 550; Japon, deuxième communication écrite, paragraphe 189.

des exportations pour l'accréditation ne reflète pas une subordination aux exportations mais une valeur objective pour le seuil qui sépare les sociétés accumulant structurellement des crédits d'impôt de celles qui n'en accumulent pas ou, en d'autres termes, une subordination à l'accumulation de crédits.¹⁵⁹⁹

7.1232. La prescription imposant qu'une société tire 50% du revenu brut des exportations pour être enregistrée ou accréditée et, par conséquent, obtenir les suspensions fiscales, est un fait incontesté¹⁶⁰⁰, et il apparaît à première vue qu'il s'agit d'un élément de preuve indiquant clairement l'existence d'une conditionnalité ou d'une dépendance à l'égard des exportations. Le Groupe spécial doit néanmoins examiner l'argument du Brésil selon lequel cette prescription imposant d'exporter est un seuil pour déterminer si une entreprise est une société accumulant structurellement des crédits.

7.1233. Comme les exportations sont exonérées de taxes, il est effectivement assez probable que les sociétés exportatrices accumulent des crédits d'impôt. L'argument du Brésil est donc relativement fondé. Toutefois, comme il a été expliqué plus haut dans le contexte de l'identification du point de repère adéquat pour l'analyse de la contribution financière sous la forme de recettes abandonnées, il y a des sociétés qui n'exportent pas de marchandises ou dont les exportations sont inférieures à la prescription de 50%, et qui accumulent néanmoins des crédits d'impôt et n'ont pas droit aux suspensions fiscales.

7.1234. Le Brésil présente un tableau visant à montrer que le tournant pour l'accumulation de crédits se situe dans la fourchette de 45 à 50% de part des exportations dans les revenus des sociétés brésiliennes.¹⁶⁰¹ Toutefois, le Brésil n'a pas expliqué en détail la source des données ou la méthode utilisée pour les obtenir¹⁶⁰² et, en outre, il apparaît que les données rendent compte de la situation de 22 sociétés, ce qui ne suffit pas pour permettre au Groupe spécial d'aboutir à la conclusion proposée par le Brésil. De fait, le Groupe spécial note aussi que le Brésil a changé au fil du temps le pourcentage de la prescription imposant d'exporter, qui est passé de 80% à 70%, à 60%, puis à 50%¹⁶⁰³, ce qui remet également en question l'argument du Brésil.

7.1235. À cet égard, de l'avis du Groupe spécial, le Brésil n'a pas été en mesure de démontrer que la prescription imposant d'exporter ne représentait pas une subordination aux résultats à l'exportation mais une subordination à l'accumulation de crédits. Même s'il peut apparaître raisonnable, du moins en principe, d'empêcher l'accumulation de crédits, le Brésil n'a pas démontré que les prescriptions imposant d'exporter figurant dans les programmes concernés reflétaient l'existence d'une règle d'application générale traitant de l'objectif de politique générale sans doute raisonnable qui consiste à régler le problème de l'accumulation structurelle de crédits.

7.1236. Toutefois, il importe de noter que la conclusion du Groupe spécial n'implique pas que le Brésil n'a pas le droit, au titre des règles de l'OMC, de tenter de résoudre le problème de l'accumulation de crédits. De l'avis du Groupe spécial, le Brésil pourrait assurément concevoir une règle compatible avec les règles de l'OMC visant effectivement les sociétés accumulant des crédits, en vue d'éviter le problème de l'accumulation de crédits.¹⁶⁰⁴

7.1237. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les subventions accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de

¹⁵⁹⁹ Brésil, première communication écrite, paragraphes 846 à 852, 866 et 867 (DS472); Brésil, première communication écrite, paragraphes 752 à 758, 768 et 769 (DS497).

¹⁶⁰⁰ Brésil, réponse à la question n° 17 du Groupe spécial.

¹⁶⁰¹ Brésil, première communication écrite, paragraphes 848 et 849 (DS472).

¹⁶⁰² En réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, le Brésil a expliqué que "[c]e tableau [avait] été établi par le Secrétariat aux recettes fédérales du Brésil en 2012, à l'aide de données provenant de toutes les sociétés brésiliennes." De l'avis du Groupe spécial, cela n'est pas suffisant pour lui permettre de comprendre parfaitement la source des données ou la méthode utilisée pour les obtenir.

¹⁶⁰³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 160 à 163; Brésil, premières communications écrites, paragraphe 762.

¹⁶⁰⁴ L'Union européenne reconnaît que le "Brésil pourrait concevoir une règle générale visant à empêcher l'accumulation de crédits d'impôt en ce qui concerne les sociétés (par opposition aux secteurs), en vertu de laquelle, par exemple, les sociétés accumulant un montant donné de crédits d'impôt dans l'année ou les années précédente(s) pourraient bénéficier d'une suspension fiscale." Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 510.

l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, et donc prohibées au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

7.5.1.5 Conclusion

7.1238. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC et qu'il s'agit donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

7.6 Observations finales

7.1239. L'article 12:10 du Mémorandum d'accord dispose que "lorsqu'il examinera une plainte visant un pays en développement Membre, le groupe spécial ménagera à celui-ci un délai suffisant pour préparer et exposer son argumentation."

7.1240. En outre, l'article 12:11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

Dans les cas où une ou plusieurs des parties seront des pays en développement Membres, le rapport du groupe spécial indiquera expressément la façon dont il aura été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres, qui font partie des accords visés et qui auront été invoquées par le pays en développement Membre au cours de la procédure de règlement des différends.

7.1241. En adoptant le calendrier de la procédure, le Groupe spécial a tenu compte de la nécessité de ménager à toutes les parties un délai suffisant pour préparer et exposer leurs arguments respectifs. En outre, au cours de la procédure, le Brésil a invoqué certaines dispositions de la Clause d'habilitation, en ce qui concerne le traitement préférentiel au moyen de mesures non tarifaires et d'accords commerciaux régionaux. Le Groupe spécial a tenu compte de ces dispositions en examinant en détail les arguments du Brésil, ainsi que cela est exposé plus haut dans la section 7.4.8.

8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Plainte de l'Union européenne (DS472)

8.1. En ce qui concerne l'affirmation du Brésil selon laquelle l'Ordonnance d'application n° 257/2014 ne relève pas du mandat du Groupe spécial, celui-ci conclut que les règles concernant le calcul des crédits d'impôt présumés au titre du Programme INOVAR-AUTO, contenues dans l'Ordonnance d'application n° 257/2014, relèvent du mandat du Groupe spécial.

8.2. En ce qui concerne le point de savoir si l'article III du GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC ne sont pas applicables aux mesures qui réglementent les étapes de production avant commercialisation, le Groupe spécial conclut que l'article III du GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC ne sont pas en soi inapplicables à de telles mesures, en particulier les mesures "avant commercialisation" visant les producteurs.

8.3. En ce qui concerne le point de savoir si l'article III du GATT de 1994 et l'Accord sur les MIC ne sont pas applicables aux mesures contestées, ou à des aspects des mesures contestées, parce qu'il s'agit de l'attribution aux seuls producteurs nationaux de subventions, conformément à l'article III:8 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial conclut que les mesures sous forme de subventions accordées aux seuls producteurs nationaux ne sont pas pour cette seule raison exemptées des disciplines de l'article III du GATT de 1994 ou de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

8.4. En ce qui concerne le point de savoir si les produits visés par des incitations qui font l'objet de certaines mesures contestées sont des "produits nationaux" aux fins de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, le Groupe spécial conclut que les produits visés par des incitations sont des produits nationaux brésiliens.

8.5. En ce qui concerne les allégations de l'Union européenne au sujet du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. les prescriptions relatives aux étapes de production prévues par le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique; et la prescription imposant que les produits obtiennent le statut "développés" au Brésil, prévue par le Programme informatique, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique; ont pour résultat que les produits importés sont frappés de taxes intérieures supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994;
- b. les prescriptions relatives aux étapes de production prévues par le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique, et la prescription imposant que les produits obtiennent le statut "développés" au Brésil, prévue par le Programme informatique, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique; l'aspect relatif au mécanisme de calcul du montant des ressources devant être investies dans la R&D au titre du Programme informatique et du Programme PADIS concernant la partie déductible; et la charge administrative moindre des sociétés qui achètent des produits *intermédiaires* nationaux visés par des incitations au titre du Programme informatique et du Programme PADIS; soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- c. il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 pour arriver à une solution positive du présent différend, et le Groupe spécial applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations;
- d. le Programme informatique, le Programme pour l'inclusion numérique, le Programme PATVD et le Programme PADIS constituent des mesures concernant les investissements et liées au commerce, et les aspects de ces programmes dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC;
- e. les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, et sont donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC; et
- f. les aspects du Programme PATVD dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

8.6. En ce qui concerne les allégations de l'Union européenne au sujet du Programme INOVAR-AUTO, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. certains aspects du processus d'accréditation, du système de règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés, et des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil ont pour résultat que les produits importés sont frappés de taxes intérieures supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:2 du GATT de 1994;
- b. certains aspects du processus d'accréditation, du système de règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés, et des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés résultant des dépenses consacrées aux intrants

stratégiques et outils au Brésil; la prescription relative à l'accréditation imposant d'exécuter un nombre minimal d'étapes de fabrication au Brésil; l'aspect des règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI portant sur les dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils; et les aspects des prescriptions relatives à l'accréditation imposant d'investir dans la R&D au Brésil et de consacrer des dépenses à l'ingénierie, à la technologie industrielle de base et au renforcement des capacités des fournisseurs au Brésil, portant sur l'achat de matériel de laboratoire brésilien; soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;

- c. il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 pour arriver à une solution positive du présent différend, et le Groupe spécial applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations;
- d. le Programme INOVAR-AUTO constitue une mesure concernant les investissements et liée au commerce, et les aspects du programme dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC;
- e. les réductions fiscales au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, et il s'agit donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC;
- f. les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX b) ou XX g) du GATT de 1994;
- g. les réductions fiscales accordées aux produits importés des membres du MERCOSUR et du Mexique au titre du Programme INOVAR-AUTO sont des avantages octroyés par le Brésil aux produits originaires de ces pays, qui ne sont pas accordés immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires des autres Membres de l'OMC, ce qui est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994;
- h. les parties plaignantes n'avaient pas l'obligation d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, et leurs allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 relèvent donc du mandat du Groupe spécial; et
- i. les réductions fiscales accordées aux produits importés en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994, ne sont pas justifiées au regard du paragraphe 2 b) ou 2 c) de la Clause d'habilitation.

8.7. En ce qui concerne les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, au sujet des Programmes PEC et RECAP, le Groupe spécial conclut que les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, et qu'il s'agit donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

8.8. Conformément à l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de l'accord en question. Le Groupe spécial constate donc que, dans la mesure où le Brésil a agi d'une manière incompatible avec les dispositions du GATT de 1994, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC, il a annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Union européenne de ces accords.

8.9. Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, dans la mesure où ces aspects des programmes contestés sont incompatibles avec les règles de l'OMC, le Groupe spécial recommande que le Brésil rende les mesures contestées conformes à ses obligations au titre des accords visés.

8.10. Conformément à l'article 4.7 de l'Accord SMC, le Groupe spécial recommande que le Brésil retire sans retard les subventions identifiées plus haut.

8.11. L'article 4.7 prévoit également que "le groupe spécial spécifiera dans sa recommandation le délai dans lequel la mesure doit être retirée". En d'autres termes, le Groupe spécial est tenu de spécifier le délai qui correspondrait à un retrait "sans retard". Compte tenu des procédures qui peuvent être nécessaires à la mise en œuvre de notre recommandation, d'une part, et de la prescription selon laquelle le Brésil doit retirer ses subventions "sans retard", d'autre part, le Groupe spécial recommande que le Brésil retire les subventions identifiées plus haut aux paragraphes 8.5 e), 8.6 e) et 8.7 dans un délai de 90 jours.

8.2 Plainte du Japon (DS497)

8.12. En ce qui concerne l'affirmation du Brésil selon laquelle l'Ordonnance d'application n° 257/2014 ne relève pas du mandat du Groupe spécial, celui-ci conclut que les règles concernant le calcul des crédits d'impôt présumés au titre du Programme INOVAR-AUTO, contenues dans l'Ordonnance d'application n° 257/2014, relèvent du mandat du Groupe spécial.

8.13. En ce qui concerne le point de savoir si l'article III du GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC ne sont pas applicables aux mesures qui réglementent les étapes de production avant commercialisation, le Groupe spécial conclut que l'article III du GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC ne sont pas en soi inapplicables à de telles mesures, en particulier les mesures "avant commercialisation" visant les producteurs.

8.14. En ce qui concerne le point de savoir si l'article III du GATT de 1994 et l'Accord sur les MIC ne sont pas applicables aux mesures contestées, ou à des aspects des mesures contestées, parce qu'il s'agit de l'attribution aux seuls producteurs nationaux de subventions, conformément à l'article III:8 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial conclut que les mesures sous forme de subventions accordées aux seuls producteurs nationaux ne sont pas pour cette seule raison exemptées des disciplines de l'article III du GATT de 1994 ou de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

8.15. En ce qui concerne le point de savoir si les produits visés par des incitations qui font l'objet de certaines mesures contestées sont des "produits nationaux" aux fins de l'article III du GATT de 1994, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, le Groupe spécial conclut que les produits visés par des incitations sont des produits nationaux brésiliens.

8.16. En ce qui concerne les allégations du Japon au sujet du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. les prescriptions relatives aux étapes de production prévues par le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique; et la prescription imposant que les produits obtiennent le statut "développés" au Brésil, prévue par le Programme informatique, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique; ont pour résultat que les produits importés sont frappés de taxes intérieures supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994;
- b. il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations du Japon au titre de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, et le Groupe spécial applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations;
- c. les prescriptions relatives aux étapes de production prévues par le Programme informatique, le Programme PADIS, le Programme PATVD et le Programme pour

l'inclusion numérique, et la prescription imposant que les produits obtiennent le statut "développés" au Brésil, prévue par le Programme informatique, le Programme PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique; l'aspect relatif au mécanisme de calcul du montant des ressources devant être investies dans la R&D au titre du Programme informatique et du Programme PADIS concernant la partie déductible; et la charge administrative moindre des sociétés qui achètent des produits *intermédiaires* nationaux visés par des incitations au titre du Programme informatique et du Programme PADIS; soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;

- d. il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 pour arriver à une solution positive du présent différend, et le Groupe spécial applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations;
- e. le Programme informatique, le Programme pour l'inclusion numérique, le Programme PATVD et le Programme PADIS constituent des mesures concernant les investissements et liées au commerce, et les aspects de ces programmes dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC;
- f. les exonérations, réductions et suspensions fiscales accordées au titre du Programme informatique, du Programme PADIS, du Programme PATVD et du Programme pour l'inclusion numérique sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC qui sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, et sont donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC; et
- g. les aspects du Programme PATVD dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

8.17. En ce qui concerne les allégations du Japon au sujet du Programme INOVAR-AUTO, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. certains aspects du processus d'accréditation, du système de règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés, et des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil ont pour résultat que les produits importés sont frappés de taxes intérieures supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:2 du GATT de 1994;
- b. il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations du Japon au titre de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, et le Groupe spécial applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations;
- c. certains aspects du processus d'accréditation, du système de règles concernant l'accumulation et le calcul des crédits d'impôt présumés, et des règles concernant l'utilisation des crédits d'impôt présumés résultant des dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils au Brésil; la prescription relative à l'accréditation imposant d'exécuter un nombre minimal d'étapes de fabrication au Brésil; et l'aspect des règles concernant l'accumulation de crédits d'impôt présumés pour l'IPI portant sur les dépenses consacrées aux intrants stratégiques et outils; soumettent les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires, ce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- d. il n'est pas nécessaire de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:5 du GATT de 1994 pour arriver à une

solution positive du présent différend, et le Groupe spécial applique donc le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations;

- e. le Programme INOVAR-AUTO constitue une mesure concernant les investissements et liée au commerce, et les aspects du programme dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 sont également incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC;
- f. les réductions fiscales au moyen de crédits d'impôt présumés accordés au titre du Programme INOVAR-AUTO sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, et il s'agit donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC;
- g. les aspects du Programme INOVAR-AUTO dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les MIC ne sont pas justifiés au regard de l'article XX b) ou XX g) du GATT de 1994;
- h. les réductions fiscales accordées aux produits importés des membres du MERCOSUR et du Mexique au titre du Programme INOVAR-AUTO sont des avantages octroyés par le Brésil aux produits originaires de ces pays, qui ne sont pas accordés immédiatement et sans condition aux produits similaires originaires des autres Membres de l'OMC, ce qui est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994;
- i. les parties plaignantes n'avaient pas l'obligation d'invoquer la Clause d'habilitation dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, et leurs allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 relèvent donc du mandat du Groupe spécial; et
- j. les réductions fiscales accordées aux produits importés en provenance d'Argentine, du Mexique et d'Uruguay, dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994, ne sont pas justifiées au regard du paragraphe 2 b) ou 2 c) de la Clause d'habilitation.

8.18. En ce qui concerne l'allégation du Japon au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, au sujet des Programmes PEC et RECAP, le Groupe spécial conclut que les suspensions fiscales accordées au titre des Programmes PEC et RECAP sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC et sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, et qu'il s'agit donc de subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

8.19. Conformément à l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de l'accord en question. Le Groupe spécial constate donc que, dans la mesure où le Brésil a agi d'une manière incompatible avec les dispositions du GATT de 1994, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC, il a annulé ou compromis des avantages résultant pour le Japon de ces accords.

8.20. Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, dans la mesure où ces aspects des programmes contestés sont incompatibles avec les règles de l'OMC, le Groupe spécial recommande que le Brésil rende les mesures contestées conformes à ses obligations au titre des accords visés.

8.21. Conformément à l'article 4.7 de l'Accord SMC, le Groupe spécial recommande que le Brésil retire sans retard les subventions identifiées plus haut.

8.22. L'article 4.7 prévoit également que "le groupe spécial spécifiera dans sa recommandation le délai dans lequel la mesure doit être retirée". En d'autres termes, le Groupe spécial est tenu de spécifier le délai qui correspondrait à un retrait "sans retard". Compte tenu des procédures qui peuvent être nécessaires à la mise en œuvre de notre recommandation, d'une part, et de la prescription selon laquelle le Brésil doit retirer ses subventions "sans retard", d'autre part, le Groupe spécial recommande que le Brésil retire les subventions identifiées plus haut aux paragraphes 8.16 f), 8.17 f) et 8.18 dans un délai de 90 jours.

9 APPENDICE DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

9.1. La présente annexe contient l'examen par le Groupe spécial des prescriptions relatives aux étapes de production auxquelles une société donnée doit satisfaire pour être admissible au bénéfice du traitement fiscal prévu par le Programme informatique, les Programmes PADIS et PATVD et le Programme pour l'inclusion numérique. Cet examen est pertinent pour l'analyse par le Groupe spécial des allégations des parties plaignantes au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 qui ont trait aux "intrants" (que le Groupe spécial appelle "composants et sous-assemblages"¹⁶⁰⁵), et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Le Groupe spécial différencie ses analyses en fonction des instruments juridiques contenant les prescriptions relatives aux étapes de production, qui, dans leur grande majorité, ont la forme de ce qu'il est convenu d'appeler des "processus de production de base" ("PPB").

9.2. Le Groupe spécial rappelle les analyses et conclusions qu'il a exposées aux paragraphes 7.275 à 7.391 de son rapport au sujet du scénario de l'"externalisation" pour les composants et les sous-assemblages dans le cadre des programmes contestés. L'annexe est présentée dans le cadre de cette analyse. En particulier, dans l'annexe, le Groupe spécial identifié, sur la base des descriptions des étapes de production, les prescriptions relatives aux étapes de production particulières dont il apparaît que le respect conduit à la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants et de sous-assemblages pour la production des produits (finis ou intermédiaires) visés par des incitations bénéficiant de certains avantages fiscaux au titre des programmes pertinents. Ces étapes de production comprennent celles qui exigent la production de composants et de sous-assemblages spécifiques conformément à leurs propres PPB spécifiques. Dans ce contexte, le Groupe spécial indique si les instruments juridiques examinés autorisent ou non les tierces parties au Brésil à exécuter certaines prescriptions relatives aux étapes de production, c'est-à-dire s'ils autorisent les sociétés accréditées à externaliser leur exécution, tout en conservant leur accréditation pour les produits en question, et donc leur accès aux avantages fiscaux en ce qui concerne ces produits. À cet égard, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.299 selon laquelle, dans les cas où les dispositions relatives à l'externalisation, qui exigent que les étapes de production externalisées soient conformes aux prescriptions respectives des PPB, s'appliquent aux étapes de production concernant la création de composants et de sous-assemblages fabriqués au Brésil à partir de composants et de matières premières de base, les composants et les sous-assemblages en résultant sont des produits nationaux. S'agissant des PPB qui contiennent de tels PPB "imbriqués", le Groupe spécial rappelle aussi que l'externalisation des composants ou des sous-assemblages visés par ces PPB est autorisée à condition que leurs prescriptions soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Enfin, il rappelle qu'il a constaté, par conséquent, que l'externalisation des composants et des sous-assemblages à des sources d'importation ne satisferait pas aux prescriptions des PPB, et que les produits en résultant faisant l'objet des PPB ne rempliraient pas les conditions requises pour bénéficier des avantages fiscaux.

9.3. Comme il est indiqué aux paragraphes 7.275 à 7.296 du présent rapport, pour le Groupe spécial, cela démontre que, en général, les PPB ne visent pas exclusivement un seul producteur national, mais plutôt la branche de production nationale dans son ensemble.¹⁶⁰⁶

9.4. Le Groupe spécial note en outre que certains PPB contiennent d'autres options permettant de respecter certaines étapes de production dans les PPB, pour qu'une société obtienne le traitement fiscal concerné. Comme il est expliqué aux paragraphes 7.303, 7.304, et 7.308 du présent rapport, il ne considère pas que l'existence d'autres options potentiellement compatibles avec les règles de l'OMC modifie une constatation d'incompatibilité concernant des options. Il ne mentionne donc pas ces autres options dans la présente annexe.

¹⁶⁰⁵ Le présent document n'a pas pour objet de présenter une analyse exhaustive de chacun des composants et sous-assemblages de chacun des produits visés par un PPB, mais reflète la manière dont le Groupe spécial appréhende le fonctionnement de chaque PPB. De plus, le présent document contient les passages pertinents inclus dans la traduction des PPB présentés en tant que pièces par les parties.

¹⁶⁰⁶ Cela est compatible avec les nombreuses déclarations du Brésil selon lesquelles les divers programmes concernant les TIC sont conçus pour stimuler le développement de la branche de production dans son ensemble. Voir, par exemple, Brésil, premières communications écrites, paragraphe 73 (DS472) et paragraphe 79 (DS497); et Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 59.

9.5. Le Groupe spécial note qu'un certain nombre de PPB exigent que des pourcentages spécifiques de composants et de sous-assemblages spécifiques soient assemblés au Brésil. Pour les raisons exposées au paragraphe 7.305 du présent rapport, le Groupe spécial ne considère pas que ces pourcentages spécifiques soient pertinents pour son évaluation de la compatibilité avec les règles de l'OMC et il n'indique généralement donc pas cet aspect dans la présente annexe. Toutefois, dans la mesure où le composant ou le sous-assemblage spécifique en question n'est pas identifié ailleurs dans l'instrument juridique, le Groupe spécial fait référence à ces prescriptions fondées sur des pourcentages.

9.6. Un certain nombre de PPB contiennent également des exemptions ou d'autres options qui ont une durée déterminée. En outre, certains PPB contiennent des exemptions de produits ou d'étapes de production limitées dans le temps, y compris des exemptions limitées dans le temps qui s'appliquent aux pourcentages décrits plus haut au paragraphe 2.63. Encore une fois, comme il est expliqué au paragraphe 7.305 du présent rapport, le Groupe spécial ne considère pas que ces exemptions soient pertinentes pour son évaluation de la compatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne les produits, entités ou étapes de production qui sont visés par l'instrument juridique pertinent et ne sont *pas* exemptés, ni qu'une de ces exemptions limitées dans le temps ne l'empêche de parvenir à une conclusion en ce qui concerne une action incompatible avec les règles de l'OMC prescrite dans le futur. Le Groupe spécial n'indique donc pas ces exemptions ou autres options dans la présente annexe.

9.7. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 132 du 8 août 2002¹⁶⁰⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIF D'AFFICHAGE AVEC ÉCRAN À PLASMA est énoncé comme suit:

I – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes électroniques suivantes:

a) carte de traitement du module plasma (carte principale); b) carte source; c) carte filtre; d) carte audiovidéo; e) carte interrupteur; f) carte écran de commande; et g) carte de télécommande.

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I et II ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production mentionnés dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.8. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de traitement, cartes source, cartes filtre, carte audiovidéo, cartes interrupteur, cartes écran de commande et cartes de télécommande; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent toutes deux être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS D'AFFICHAGE AVEC ÉCRAN À PLASMA peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question, à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

¹⁶⁰⁷ Ordonnance d'application n° 132/2002 (pièce BRA-116).

9.9. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 189 du 14 novembre 2002¹⁶⁰⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES PROPRES AU MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS RELEVANT DES POSITIONS 8525.20.21 ET 8517.30 DE LA NCM ET AUX CONVERTISSEURS STATIQUES (UPS) relevant de la position 8504.40 de la NCM DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

- I – fabrication des grilles positives et négatives;
- II – fabrication de bacs, de couvercles, de poches et de séparateurs;
- III – remplissage ou collage des électrodes positives;
- IV – collage des électrodes négatives;
- V – assemblage des électrodes dans le bac;
- VI – ajout d'acide;
- VII – chargement pour fabriquer les électrodes (polarisation);
- VIII – ajout de gel, le cas échéant; et
- IX – fermeture du bac, ajout des valves et chargement.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.10. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – grilles positives et négatives; et étape II – bacs, couvercles, poches et séparateurs. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES PROPRES AU MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS RELEVANT DES POSITIONS 8525.20.21 ET 8517.30 DE LA NCM ET AUX CONVERTISSEURS STATIQUES (UPS) RELEVANT DE LA POSITION 8504.40 DE LA NCM DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.11. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 46 du 8 avril 1994¹⁶⁰⁹ dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions de l'article 4 de la Loi n° 8248 du 23 octobre 1991, il est établi que les GROSSES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES fabriquées au Brésil ont une valeur ajoutée locale si elles sont conformes au processus de production de base ci-dessous, ainsi qu'aux dispositions de l'article 4 de la présente ordonnance.

I – assemblage et soudage de tous les composants sur l'ensemble de cartes de circuits imprimés assurant au moins deux des cinq fonctions suivantes:

- a) canal de communication;
- b) mémoire;
- c) traitement central;

¹⁶⁰⁸ Ordonnance d'application n° 189/2002 (pièce BRA-116).

¹⁶⁰⁹ Ordonnance d'application n° 46/1994 (pièce BRA-116).

d) unité de contrôle intégrée/d'interface;
 e) soutien et diagnostic d'un système ou, à titre subsidiaire, assemblage d'au moins trois (3) cartes de circuits imprimés assurant l'une ou l'autre de ces fonctions. Cela est exigé dans les deux cas pour au moins un modèle de la famille des gros processeurs fabriqués et vendus par la société au Brésil;

II – assemblage et intégration des cartes de circuits imprimés et des ensembles électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final;

III – gestion de la qualité et de la productivité du processus et du produit final, y compris inspection de matières premières, de produits intermédiaires, de matières secondaires et du conditionnement, contrôle statistique du processus, essais et mesures, et qualité du produit final. En outre, les opérations ci-après au moins sont également effectuées: essais fonctionnels, simulation de montage et enregistrement du code opération du produit.

...

§ 3. L'utilisation de sous-assemblages assemblés par des tierces parties au Brésil est admise pour satisfaire aux dispositions du présent article, à condition que leur production respecte les points I et II de la section d'introduction et le paragraphe précédent.

9.12. En outre, la partie pertinente de l'article 5 de l'Ordonnance d'application n° 46 du 8 avril 1994 dispose ce qui suit:

La disposition de la présente ordonnance s'applique également aux unités de contrôle des périphériques, telles que les contrôleurs de disques, de dérouleurs, d'imprimantes et de lecteurs optiques ou magnétiques, et aux extensions des fonctions mentionnées au point I de l'article premier, même lorsqu'elles ne sont pas dans le même corps ou le même boîtier que les unités de traitement numériques.

9.13. Le Groupe spécial considère que l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: cartes de circuits imprimés. Conformément au paragraphe 3 de l'article premier, l'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de GROSSES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de l'étape (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.14. De plus, l'article 5 exige que les unités de contrôle des périphériques, telles que les contrôleurs de disques, de dérouleurs, d'imprimantes et de lecteurs optiques ou magnétiques et les extensions mentionnées au point I, même lorsqu'elles ne sont pas dans le même corps ou le même boîtier, soient produites conformément à ce PPB. Par conséquent, le présent article concerne également la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants et de sous-assemblages pour les GROSSES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES, et toutes les dispositions du PPB, y compris les dispositions relatives à l'externalisation, sont d'application. En d'autres termes, le producteur accrédité de GROSSES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES peut "utiliser des sous-assemblages assemblés par des tierces parties au Brésil", à condition qu'ils soient produits conformément au PPB, et conserver les avantages fiscaux.

9.15. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 47 du 8 avril 1994¹⁶¹⁰ dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions de l'article 4 de la Loi n° 8248 du 23 octobre 1991, il est établi que les UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES DE TAILLE MOYENNE fabriquées

¹⁶¹⁰ Ordonnance d'application n° 47/1994 (pièce BRA-116).

au Brésil ont une valeur ajoutée locale si elles sont conformes au processus de production de base ci-dessous, ainsi qu'aux dispositions de l'article 4 de la présente ordonnance.

I – assemblage et soudage de tous les composants sur l'ensemble de cartes de circuits imprimés assurant au moins trois (3) des cinq (5) fonctions suivantes:

- a) traitement central;
- b) mémoire;
- c) unité de contrôle intégrée/d'interface ou contrôleurs de périphériques;
- d) soutien et diagnostic d'un système;
- e) canal ou interface de communication avec unités d'entrée et de sortie de données et périphériques ou, à titre subsidiaire, assemblage d'au moins quatre (4) cartes de circuits imprimés assurant l'une ou l'autre de ces fonctions;

II – assemblage et intégration des cartes de circuits imprimés et des ensembles électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final.

III – gestion de la qualité et de la productivité du processus et du produit final, y compris inspection de matières premières, de produits intermédiaires, de matières secondaires et du conditionnement, contrôle statistique du processus, essais et mesures, et qualité du produit final. En outre, les opérations ci-après au moins sont également effectuées: essais fonctionnels, simulation de montage et enregistrement du code opération du produit.

...

§ 3. L'utilisation de sous-assemblages assemblés par des tierces parties au Brésil est admise pour satisfaire aux dispositions du présent article, à condition que leur production respecte les points I et II de la section d'introduction et le paragraphe précédent.

9.16. En outre, la partie pertinente de l'article 5 de l'Ordonnance d'application n° 47 du 8 avril 1994 dispose ce qui suit:

La disposition de la présente ordonnance s'applique également aux unités de contrôle des périphériques, telles que les contrôleurs de disques, de dérouleurs, d'imprimantes et de lecteurs optiques ou magnétiques, et aux extensions des fonctions mentionnées au point I de l'article premier, même lorsqu'elles ne sont pas dans le même corps ou le même boîtier que les unités de traitement numériques.

9.17. Le Groupe spécial considère qu'au moins l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: cartes de circuits imprimés. Conformément au paragraphe 3 de l'article premier, l'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES DE TAILLE MOYENNE peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.18. De plus, l'article 5 exige que les unités de contrôle des périphériques, telles que les contrôleurs de disques, de dérouleurs, d'imprimantes et de lecteurs optiques ou magnétiques et les extensions des fonctions mentionnées à l'étape I, même lorsqu'elles ne sont pas dans le même corps ou le même boîtier, soient produites conformément à ce PPB. Par conséquent, le présent article concerne également la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants et de sous-assemblages pour les UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES DE TAILLE MOYENNE, et toutes les dispositions du PPB, y compris l'étape I et les dispositions relatives à l'externalisation, sont d'application. En d'autres termes, le producteur accrédité de UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES DE TAILLE MOYENNE peut "utiliser des sous-assemblages assemblés par des tierces parties au Brésil", à condition qu'ils soient produits conformément au PPB, et conserver les avantages fiscaux.

9.19. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 541 du 18 décembre 2003¹⁶¹¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les produits dénommés ÉQUIPEMENT D'ALIMENTATION EN ÉNERGIE ININTERROMPUE BASÉ SUR DES MICROPROCESSEURS (UPS OU NO BREAK) et MATÉRIEL DE RÉGULATION DE TENSION BASÉ SUR DES MICROPROCESSEURS est énoncé comme suit:

I – injection de parties structurelles en plastique de l'armoire;

II – découpe, pliage, estampage, traitement et soudage de parties structurelles de l'armoire;

III – fabrication de cartes de circuits imprimés, conformément au processus de production de base;

IV – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

V – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

VI – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe 1 Les activités ou opérations décrites aux sections I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.20. En outre, la partie pertinente de l'article 2 dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} août 2003, les circuits imprimés, câbles électriques et transformateurs de tension électrique utilisés dans l'équipement d'alimentation en énergie ininterrompue basé sur des microprocesseurs (UPS ou no break) et le matériel de régulation de tension basé sur des microprocesseurs devraient être fabriqués dans le pays.

9.21. Le Groupe spécial considère que les étapes ci-après concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages: étape I – parties structurelles de l'armoire; étapes III et IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT D'ALIMENTATION EN ÉNERGIE ININTERROMPUE BASÉ SUR DES MICROPROCESSEURS (UPS OU NO BREAK) et de MATÉRIEL DE RÉGULATION DE TENSION BASÉ SUR DES MICROPROCESSEURS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et de sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.22. De plus, l'article 2 exige la fabrication au Brésil des circuits imprimés, câbles électriques et transformateurs de tension électrique utilisés dans l'ÉQUIPEMENT D'ALIMENTATION EN ÉNERGIE ININTERROMPUE BASÉ SUR DES MICROPROCESSEURS (UPS OU NO BREAK) et le MATÉRIEL DE RÉGULATION DE TENSION BASÉ SUR DES MICROPROCESSEURS. Par conséquent, lorsque ces composants et ces sous-assemblages sont externalisés, le producteur accrédité conserve les avantages fiscaux uniquement si les composants et les sous-assemblages externalisés sont fabriqués au Brésil.

¹⁶¹¹ Ordonnance d'application n° 541/2003 (pièce BRA-116).

9.23. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 13 du 29 janvier 2002¹⁶¹² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé FILTRE DIÉLECTRIQUE, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

- I – préparation du résonateur;
- II – assemblage du résonateur;
- III – assemblage du circuit imprimé;
- IV – assemblage du produit final;
- V – réglage de la fréquence;
- VI – cerclage, le cas échéant;
- VII – marquage (identification); et
- VIII – essai final.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.24. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étapes I et II – résonateur; étape III – circuits imprimés. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de FILTRES DIÉLECTRIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.25. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 35 du 8 mars 2002¹⁶¹³ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé BOÎTIER EN PLASTIQUE POUR PETITES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

- I – injection des parties en plastique et extérieures du boîtier;
- II – découpe, pliage et poinçonnage ou autre processus d'estampage des parties métalliques;
- III – assemblage du sous-assemblage plastique et métallique;
- IV – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés, le cas échéant; et
- V – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties en plastique et métalliques pour fabriquer le produit final, conformément aux sections I à IV ci-dessus.

¹⁶¹² Ordonnance d'application n° 13/2002 (pièce BRA-116).

¹⁶¹³ Ordonnance d'application n° 35/2002 (pièce BRA-116).

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

§ 2. Il est possible de choisir l'exécution de l'un ou l'autre des stades I ou II ci-dessus lorsque le boîtier est doté d'une source d'alimentation fabriquée au Brésil conformément au processus de production de base établi par l'Ordonnance d'application MCT/MICT n° 101 du 7 avril 1993 ou par une ordonnance d'application spécifique.

9.26. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I, II, III et IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étapes I et II – parties en plastique et extérieures du boîtier; étape III – parties métalliques; et étape IV – cartes de circuits imprimés. Toutes ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de BOÎTIERS EN PLASTIQUE POUR PETITES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.27. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 56 du 28 septembre 2000¹⁶¹⁴ dispose ce qui suit:

Le produit dénommé CIRCUIT IMPRIMÉ MULTICOUCHE a une valeur ajoutée locale s'il satisfait au processus de production de base décrit ci-dessous, ainsi qu'aux dispositions des articles 2 et 3 de la présente ordonnance.

I – traitement de surface;

II – impression de circuits par film sec;

III – corrosion;

IV – montage en sandwich;

V – emboutissage;

VI – poinçonnage;

VII – métallisation de cuivre;

VIII – corrosion ou métallisation des additifs;

IX – impression de masques de soudure;

X – impression de termes sur le masque de soudure; et

XI – détourage.

Paragraphe unique. La gestion de la qualité et de la productivité du processus et du produit final est incorporée dans le processus de production de base décrit à l'article premier de la présente ordonnance, et comprend au moins l'inspection de matières premières, de produits intermédiaires, de matières secondaires et du conditionnement, le contrôle statistique du processus, les essais et les mesures, et la qualité du produit final, ainsi que les dispositions figurant à l'article 3 de la présente ordonnance.

¹⁶¹⁴ Ordonnance d'application n° 56/2000 (pièce BRA-116).

...

Article 4. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production au Brésil.

9.28. Le Groupe spécial note que, conformément à l'article 4, toutes les étapes de production énumérées aux points I à XI peuvent être exécutées par des tierces parties. Il est difficile de déterminer, d'après les descriptions des étapes, celles précisément qui concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants et de sous-assemblages. Cela dit, la référence dans le "paragraphe unique" de l'article premier à l'"inspection de matières premières [et] de produits intermédiaires" indique clairement que ce PPB concerne ce (ou ces) processus de conversion. Ainsi, le producteur accrédité de CIRCUITS IMPRIMÉS MULTICOUCHES peut externaliser les étapes comportant ces processus et conserver les avantages fiscaux en question, à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.29. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 88 du 15 mai 2002¹⁶¹⁵ dispose ce qui suit:

Les processus de production de base concernant les produits manufacturés dénommés MONITEUR DE SIGNES VITAUX et CÂBLE ÉQUIPÉ D'UN CAPTEUR DE SIGNES VITAUX sont énoncés comme suit:

I – MONITEUR DE SIGNES VITAUX

- a) assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés assurant les fonctions de traitement central, de mémoire, de contrôle des périphériques, d'unité de stockage et d'interface de communication, de type réseau en série, parallèle ou local;
- b) assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et
- c) intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux sous-points "a" et "b" ci-dessus.

II – CÂBLE ÉQUIPÉ D'UN CAPTEUR DE SIGNES VITAUX

- a) découpe et décapage du câble équipé d'un capteur; et
- b) soudage du câble aux bornes des connecteurs.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.30. En outre, le paragraphe 3 de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 88 du 15 mai 2002 dispose ce qui suit:

Outre l'assemblage des cartes de circuits imprimés, conformément à la sous-section "a" du point I du présent article et aux autres conditions énoncées dans ce point, l'assemblage des cartes assurant les fonctions d'électrocardiogramme (ECG), de pression invasive, de température, de pH, de respiration et d'oxymétrie – que ce soit séparément ou en combinaison – est obligatoire pour la fabrication des moniteurs de signes vitaux.

¹⁶¹⁵ Ordonnance d'application n° 88/2002 (pièce BRA-116).

9.31. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I a), conjointement avec le paragraphe 3, et I b) concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants et de sous-assemblages, comme suit: étape I a) – cartes de circuits imprimés assurant diverses fonctions y compris celles qui sont énumérées au paragraphe 3; et étape I b) – parties électriques et mécaniques. Les étapes I a) et b) peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de MONITEURS DE SIGNES VITAUX peut externaliser au moins ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.32. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 158 du 24 avril 2003¹⁶¹⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ DE DISQUE POUR LIRE OU ENREGISTRER DES DONNÉES PAR DES MOYENS OPTIQUES – UNITÉ DE DISQUE OPTIQUE, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

I – injection plastique ou estampage de la base principale, du boîtier et du support;

II – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

III – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

IV – intégration des cartes de circuits imprimés et des autres parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I à III ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits aux points I, II et III du présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.33. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: étape I – base principale, boîtier et support; étape II – cartes de circuits imprimés; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE DISQUES POUR LIRE OU ENREGISTRER DES DONNÉES PAR DES MOYENS OPTIQUES – UNITÉS DE DISQUES OPTIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.34. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 160 du 24 avril 2003¹⁶¹⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CAISSE ENREGISTREUSE ÉLECTRONIQUE, relevant de la position 8470.50.19 de la nomenclature commune du MERCOSUR, est énoncé comme suit:

I – insertion et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

¹⁶¹⁶ Ordonnance d'application n° 158/2003 (pièce BRA-116).

¹⁶¹⁷ Ordonnance d'application n° 160/2003 (pièce BRA-116).

II – assemblage du clavier;

III – assemblage du tiroir;

IV – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

V – intégration des cartes de circuits imprimés et des autres parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I à IV ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.35. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape IV – parties électriques et mécaniques. Ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CAISSES ENREGISTREUSES ÉLECTRONIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.36. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 163 du 5 juillet 2004¹⁶¹⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ÉTIQUETTE INTELLIGENTE, fabriqué dans le pays, est énoncé comme suit:

I – assemblage d'un circuit intégré (micropuce ou puce) sur le circuit imprimé souple;

II – collage de la partie inférieure d'un matériau laminé, et son application séparée à un substrat siliconé, selon le cas;

III – formation d'un matériau laminé auto-adhésif, selon le cas;

IV – application de la partie non adhésive du matériau laminé auto-adhésif à la face collante (selon le cas) de l'étiquette en papier ou en film;

V – formation d'une étiquette intelligente; et

VI – enroulement des étiquettes intelligentes dans des rouleaux, selon le cas.

Paragraphe 1 Toutes les étapes du processus de production de base ci-dessus devraient être exécutées dans le pays.

Paragraphe 2 Les activités ou opérations inhérentes à l'étape de production décrite à la section I du présent article peuvent être exécutées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.37. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 163 du 5 juillet 2004 dispose ce qui suit:

¹⁶¹⁸ Ordonnance d'application n° 163/2004 (pièce BRA-116).

À compter du 1^{er} août 2015, le circuit intégré (micropuce ou puce) mentionné à la section I de l'article premier devrait être conforme au processus de production de base suivant:

- I – assemblage d'une puce non encapsulée à semi-conducteur;
- II – encapsulage de la puce assemblée;
- III – essai électrique ou optoélectronique; et
- IV – marquage (identification).

9.38. De plus, la partie pertinente de l'article 3 dispose ce qui suit:

Les étiquettes séparées (étiquettes imprimées, auto-adhésives, selon le cas), en papier ou en film, devant être utilisées dans le produit devraient être fabriquées dans le pays.

9.39. Le Groupe spécial considère que l'étape I de l'article premier concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, c'est-à-dire de circuits imprimés souples. Cette étape peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉTIQUETTES INTELLIGENTES peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.40. En outre, l'article 2 exige qu'à compter du 1^{er} août 2015, le circuit intégré (micropuce ou puce) utilisé à l'étape I (production du circuit imprimé souple) soit lui-même produit conformément à son propre PPB. Le Groupe spécial note que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" (c'est-à-dire des prescriptions imposant qu'un intrant ou composant spécifique soit produit conformément à son propre PPB) autorisent l'externalisation de ces intrants ou composants à condition que les prescriptions des PPB imbriqués soient respectées.¹⁶¹⁹ Il rappelle la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'ÉTIQUETTES INTELLIGENTES externalise les circuits intégrés (micropuce ou puce) devant être incorporés dans les circuits imprimés souples, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces circuits intégrés sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.41. De plus, l'article 3 exige la fabrication au Brésil des étiquettes séparées devant être utilisées dans les ÉTIQUETTES INTELLIGENTES. Par conséquent, dans la mesure où les étiquettes sont externalisées, le producteur accrédité d'ÉTIQUETTES INTELLIGENTES conserve les avantages fiscaux en question uniquement si ces étiquettes sont produites au Brésil.

9.42. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 179 du 5 juillet 2004¹⁶²⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIFS À CRISTAUX LIQUIDES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES, est énoncé comme suit:

- I - traitement physique et chimique, y compris au moins les étapes suivantes:

¹⁶¹⁹ Brésil, réponse à la question n° 67 du Groupe spécial: "[E]n ce qui concerne les PPB qui incluent des prescriptions imposant qu'un intrant ou composant spécifique soit produit conformément à son propre PPB, l'intrant ou composant spécifique peut être produit par des tierces parties au Brésil. La production d'un intrant spécifique par des tierces parties, conformément à son propre PPB, reste soumise à la vérification des autorités."

¹⁶²⁰ Ordonnance d'application n° 179/2004 (pièce BRA-116). (Le Groupe spécial note qu'il n'y a pas de "k") dans la pièce originale)

- a) inspection et nettoyage de plaques de verre;
- b) application d'une matière photorésistante;
- c) photolithographie;
- d) bain chimique;
- e) application d'une matière antireflet et d'espaceurs, et impression d'une couche d'orientation;
- f) production de couches d'alignement (frottement);
- g) jonction et scellage de plaques;
- h) séparation et découpe;
- i) remplissage de cellules avec des cristaux liquides;
- j) fermeture; et
- l) inspection et essais électriques et optiques;

II – assemblage d'une puce à semi-conducteur sur une couche de verre ou un film souple;

III – collage ou dépôt de polariseurs sur la couche de verre;

IV – assemblage d'une interconnexion par application d'un film souple intégrant des composants ou positionnement d'un connecteur, selon le cas;

V – assemblage du dispositif;

VI – assemblage d'une carte de circuits imprimés, selon le cas; et

VII – assemblage final du dispositif, y compris l'intégration de toutes les parties et pièces qui le forment.

Paragraphe 1 Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production décrites aux sections I à IV du texte introductif du présent article peuvent être exécutées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.43. Le Groupe spécial considère qu'au moins l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages pour les dispositifs à cristaux liquides visés par des incitations, par le biais d'un éventail d'activités de transformation physique et chimique concernant des intrants et des matières premières de base, y compris des plaques de verre, des cristaux liquides, des matières photorésistantes et antireflets, des espaceurs et des produits chimiques. L'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS À CRISTAUX LIQUIDES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.44. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 243 du 15 octobre 2001¹⁶²¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit manufacturé dénommé BOÎTIER MÉTALLIQUE POUR ARTICLES INFORMATIQUES est énoncé comme suit:

I – découpe, pliage et poinçonnage ou autre processus d'estampage des parties métalliques;

II – soudage et/ou rivetage des parties métalliques;

III – traitement de surface et peinture des parties métalliques;

¹⁶²¹ Ordonnance d'application n° 243/2001 (pièce BRA-116).

IV – injection des parties en plastique;

V – fixation de LED, de clés et de fils sur le masque frontal, le cas échéant; et

VI – assemblage et fixation du devant sur le châssis.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.45. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; et étape II – parties en plastique. Ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de BOÎTIERS MÉTALLIQUES POUR ARTICLES INFORMATIQUES peut externaliser les étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.46. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 246 du 15 octobre 2001¹⁶²² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit manufacturé dénommé BALANCE ÉLECTRONIQUE est énoncé comme suit:

I – insertion et soudage de composants sur la carte de circuits imprimés;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des autres parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I et II ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

§ 2. La cellule de charge est fabriquée au Brésil à partir de ses composants de base.

9.47. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II et le paragraphe 2 concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II – parties électriques et mécaniques; et paragraphe 2 – cellules de charge. Les étapes I et II et le paragraphe 2 peuvent être exécutés par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de BALANCES ÉLECTRONIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.48. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 289 du 11 juillet 2003¹⁶²³ dispose ce qui suit:

¹⁶²² Ordonnance d'application n° 246/2001 (pièce BRA-116).

¹⁶²³ Ordonnance d'application n° 289/2003 (pièce BRA-116).

Le processus de production de base concernant les produits dénommés CONVERTISSEUR DE COURANT CONTINU (CA-CC) et SOURCE D'ALIMENTATION POUR IMPRIMANTES À JET D'ENCRE ET MODEMS CÂBLE est énoncé comme suit:

I – injection de parties en plastique;

II – estampage des parties métalliques, le cas échéant;

III – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants;

IV – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés; et

V – intégration des cartes de circuits imprimés, le cas échéant, et des autres parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final.

§ 1. Les tierces parties peuvent exécuter les activités ou opérations décrites aux points I à IV à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.49. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 289 du 11 juillet 2003 dispose ce qui suit:

Les câbles, connecteurs et transformateurs électriques employés dans les convertisseurs de courant continu (CA-CC) et les sources d'alimentation pour imprimantes à jet d'encre et modems câble doivent être fabriqués au Brésil à compter du 1^{er} janvier 2004.

9.50. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: parties en plastique; étape II – parties métalliques; étape III – parties électriques et mécaniques; et étape IV – cartes de circuits imprimés. Toutes ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU (CA-CC) et de SOURCES D'ALIMENTATION POUR IMPRIMANTES À JET D'ENCRE ET MODEMS CÂBLE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.51. De plus, l'article 2 exige la fabrication au Brésil des câbles, connecteurs et transformateurs électriques employés dans les CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU (CA-CC) et les SOURCES D'ALIMENTATION POUR IMPRIMANTES À JET D'ENCRE ET MODEMS CÂBLE. Par conséquent, dans la mesure où ces composants et ces sous-assemblages sont externalisés, le producteur accrédité de CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU (CA-CC) et de SOURCES D'ALIMENTATION POUR IMPRIMANTES À JET D'ENCRE ET MODEMS CÂBLE ne conservera les avantages fiscaux en question qu'à condition que les câbles, connecteurs et transformateurs électriques externalisés soient produits au Brésil, c'est-à-dire qu'ils soient des produits nationaux.

9.52. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 296 du 27 décembre 2001¹⁶²⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIF ÉLECTRONIQUE POUR ACTIVER LES SERRURES DE COFFRES-FORTS AVEC LOQUET est énoncé comme suit:

I – injection de parties en plastique, le cas échéant;

¹⁶²⁴ Ordonnance d'application n° 296/2001 (pièce BRA-116).

II – estampage du boîtier métallique;

III – insertion et soudage de composants sur la carte de circuits imprimés;

IV – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

V – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I à IV ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.53. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: étape I – parties en plastique; étape II – boîtier métallique; étape III – carte de circuits imprimés; et étape IV – parties électriques et mécaniques. Toutes ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES POUR ACTIVER LES SERRURES DE COFFRES FORTS AVEC LOQUET peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.54. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 298 du 24 novembre 2004¹⁶²⁵ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé VENTILATEUR PULMONAIRE (RESPIRATEUR) (AVEC ET SANS TECHNOLOGIE DES TURBINES) POUR ASSISTANCE VENTILATOIRE AVEC MONITEUR GRAPHIQUE INCORPORÉ est énoncé comme suit:

I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface des parties métalliques du boîtier;

II – injection des parties en plastique du boîtier;

III – fabrication de la carte de circuits imprimés à partir de matériaux laminés;

IV – assemblage et soudage – ou un processus équivalent – de tous les composants électroniques sur les cartes de circuits imprimés;

V – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

VI – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, conformément aux points I à V.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations décrites aux points I à IV au Brésil à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.55. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques du boîtier; étape II – parties en plastique du boîtier; étape III – cartes de circuits imprimés nus; étape IV – cartes de circuits imprimés complets; et étape V –

¹⁶²⁵ Ordonnance d'application n° 298/2004 (pièce BRA-116).

parties électriques et mécaniques. Toutes ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de VENTILATEURS PULMONAIRES (RESPIRATEURS) (AVEC ET SANS TECHNOLOGIE DES TURBINES) POUR ASSISTANCE VENTILATOIRE AVEC MONITEUR GRAPHIQUE INCORPORÉ, peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.56. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 410 du 4 septembre 2003¹⁶²⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CONNECTEURS POUR CIRCUIT IMPRIMÉ RELEVANT DE LA POSITION 8536.90.40 DE LA NCM est énoncé comme suit:

I – découpe de barres, de tubes ou de broches;

II – usinage;

III – traitement thermique;

IV – traitement de surface par électrodéposition de cuivre, d'or, d'argent, de nickel, de zinc ou d'étain; et

V – assemblage des parties.

§ 1. Tous les stades du processus de production de base décrits ci-dessus sont exécutés au Brésil.

§ 2. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.57. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: l'étape I concerne la découpe de barres, de tubes et de broches; et l'étape II concerne l'usinage des pièces découpées. Ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CONNECTEURS POUR CIRCUIT IMPRIMÉ RELEVANT DE LA POSITION 8536.90.40 DE LA NCM peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.58. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 411 du 4 septembre 2003¹⁶²⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SYSTÈME DE COMMUNICATION OPTIQUE EN ESPACE LIBRE, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface des parties métalliques des supports de fixation;

¹⁶²⁶ Ordonnance d'application n° 410/2003 (pièce BRA-116).

¹⁶²⁷ Ordonnance d'application n° 411/2003 (pièce BRA-116).

II – assemblage du boîtier métallique à partir de parties mécaniques entièrement séparées, au niveau des composants;

III – assemblage du dispositif mécanique de réglage de l'élévation et de l'azimut, à partir de parties mécaniques entièrement séparées, au niveau des composants;

IV – assemblage des télescopes de transmission et de réception, à partir de parties mécaniques et optiques entièrement séparées, au niveau des composants;

V – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés; et

VI – intégration des cartes de circuits imprimés, et des parties électriques, mécaniques et optiques pour fabriquer le produit final, tel qu'indiqué aux sections "I" à "V" ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.59. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques des supports; étape II – boîtier métallique; étape III – dispositif mécanique de réglage de l'élévation et de l'azimut; étape IV – télescopes de transmission et de réception; et étape V – cartes de circuits imprimés. Les étapes I à V peuvent être exercées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de SYSTÈMES DE COMMUNICATION OPTIQUE EN ESPACE LIBRE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.60. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 429 du 17 septembre 2003¹⁶²⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ OPTIQUE DE SORTIE VIDÉO POUR SYSTÈMES DE MAINTENANCE, DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE DE PROCESSUS est énoncé comme suit:

I – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I et II ci-dessus.

§ 1. Tous les stades du processus de production de base décrits ci-dessus sont exécutées au Brésil.

§ 2. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations décrites aux points I et II à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.61. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité

¹⁶²⁸ Ordonnance d'application n° 429/2003 (pièce BRA-116).

d'UNITÉS OPTIQUES DE SORTIE VIDÉO POUR SYSTÈMES DE MAINTENANCE, DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE DE PROCESSUS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.62. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 446 du 8 octobre 2003¹⁶²⁹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé AFFICHEUR À CRISTAUX LIQUIDES MONOCHROME, AUTRE QUE POUR LES TÉLÉPHONES CELLULAIRES est énoncé comme suit:

I – fabrication des cellules des afficheurs à segments et à modules:

- a) découpe des plaques de verre;
- b) application de la photorésistance;
- c) fixation de la photorésistance;
- d) enregistrement photographique de la photorésistance;
- e) bain chimique de la plaque de verre;
- f) découpe du verre;
- g) enlèvement de la photorésistance sensibilisée par la lumière avec bain chimique;
- h) application de la couche d'alignement;
- i) processus d'alignement (frottement);
- j) application de matières antireflets;
- l) application d'espaces;
- m) alignement et fermeture des deux plaques de verre;
- n) remplissage des cellules; et
- o) collage des polariseurs sur les deux faces des cellules.

II – assemblage de la plaque de commande, le cas échéant:

- a) collage de la puce;
- b) soudage de la puce; et
- c) application de résine époxyde.

III – assemblage du connecteur;

IV – assemblage du verre, du connecteur en caoutchouc et du cadre métallique sur la plaque de commande; et

V – essais optiques et électriques.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations décrites aux points I à IV à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.63. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cellules d'afficheurs à segments et à modules; étape II – plaques de commande; et étape III – connecteurs. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité D'AFFICHEURS À CRISTAUX LIQUIDES MONOCHROMES, AUTRES QUE POUR LES TÉLÉPHONES CELLULAIRES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil

¹⁶²⁹ Ordonnance d'application n° 446/2003 (pièce BRA-116). (Le Groupe spécial note qu'il n'y a pas de "k)" dans la pièce originale)

des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.64. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 454 du 8 octobre 2003¹⁶³⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CAPTEURS OPTIQUES, (position 8543.89.99 de la NCM), est énoncé comme suit:

I – injection plastique du corps du capteur, le cas échéant;

II – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

III – assemblage du capteur;

IV – essais de fonctionnement; et

V – enregistrement.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations décrites aux points I et II à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.65. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – corps du capteur; et étape II – cartes de circuits imprimés. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CAPTEURS OPTIQUES (position 8543.89.99 de la NCM) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.66. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 476 du 7 novembre 2003¹⁶³¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé TERMINAL POUR ACCÈS DIRECT À INTERNET est énoncé comme suit:

I – injection des parties en plastique;

II – estampage des parties métalliques;

III – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés ci-après, y compris la télécommande:

- a) carte moteur;
- b) carte audio et vidéo;
- c) carte écran de commande;
- d) carte de commande à distance;
- e) carte fax-modem;
- f) carte de traitement; et

¹⁶³⁰ Ordonnance d'application n° 454/2003 (pièce BRA-116).

¹⁶³¹ Ordonnance d'application n° 476/2003 (pièce BRA-116).

g) module de mémoire.

IV - assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

V - intégration des cartes et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux stades "III" et "IV".

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production énoncés dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.67. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties en plastique; étape II – parties métalliques; étape III – carte moteur, carte audio et vidéo, carte écran de commande, carte de commande à distance, carte fax-modem, carte de traitement et module de mémoire; et étape IV – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de TERMINAUX D'ACCÈS DIRECT À INTERNET peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.68. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 536 du 18 décembre 2003¹⁶³² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé PARTIES EN PLASTIQUE MÉTALLISÉ POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE est énoncé comme suit:

I – injection plastique; et

II - métallisation.

Paragraphe 1 Les activités ou opérations inhérentes à l'étape de production décrite à la section I du présent article peuvent être effectuées par des tierces parties dans le pays.

9.69. Le Groupe spécial considère que l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: parties en plastique. L'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de PARTIES EN PLASTIQUE MÉTALLISÉ POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.70. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 566 du 23 décembre 2003¹⁶³³ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIF PIÉZOÉLECTRIQUE À ONDES ACOUSTIQUES DE SURFACE, appelé dispositif OAS (position 8529.90.19 de la NCM), est énoncé comme suit:

¹⁶³² Ordonnance d'application n° 536/2003 (pièce BRA-116).

¹⁶³³ Ordonnance d'application n° 566/2003 (pièce BRA-116).

I – assemblage de la table piézoélectrique, non encapsulée:

- a) préparation de la plaquette imprimée;
- b) découpe de la plaquette;
- c) assemblage final du filtre;

II – encapsulage de la tablette assemblée;

III – test électrique (essai);

IV – cerclage, le cas échéant; et

V – marquage (identification).

§ 2. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production énoncés dans le présent article au Brésil à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.71. Le Groupe spécial considère que l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: table piézoélectrique. L'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS PIÉZOÉLECTRIQUES À ONDES ACOUSTIQUES DE SURFACE, appelés dispositifs OAS (position 8529.90 de la NCM) peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de l'étape (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.72. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 42 du 23 février 2006¹⁶³⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé BOÎTIER MÉDICAL D'ÉMETTEURS-RÉCEPTEURS POUR STATION DE BASE RADIO ET POUR RÉPÉTEURS CELLULAIRES est énoncé comme suit:

I – découpe, pliage et poinçonnage ou autre processus de perforation, découpe au laser ou estampage des plaques métalliques de la structure mécanique et des parties fermant le boîtier, telles que les portes, les plafonds, les côtés et les couvercles;

II – soudage ou rivetage des parties métalliques mentionnées au point I;

III – traitement de surface et peinture des parties métalliques mentionnées au point I; et

IV – intégration des parties métalliques pour fabriquer le produit final.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le point IV, qui ne peut pas être externalisé.

9.73. Le Groupe spécial considère qu'au moins l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages: parties métalliques, y compris plaques métalliques. Cette étape peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de BOÎTIERS MÉDICAUX D'ÉMETTEURS-RÉCEPTEURS POUR STATION DE BASE RADIO ET POUR RÉPÉTEURS CELLULAIRES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes

¹⁶³⁴ Ordonnance d'application n° 42/2006 (pièce BRA-116).

(production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.74. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 44 du 3 février 2009¹⁶³⁵ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé RADAR DE SURVEILLANCE PORTATIF, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

I – moulage, découpe, pliage, usinage et traitement de surface, le cas échéant, des ensembles suivants:

- a) structure, verrous et disques;
- b) tiges du quadripode;
- c) UPS – boîte d'alimentation en énergie ininterrompue;
- d) éléments rayonnants de l'antenne du radar primaire;
- e) boîtier-socle (aluminium);
- f) boîtier de l'unité de contrôle;
- g) bac de batterie;
- h) support d'enroulement des câbles;
- i) base de support de l'antenne du radar primaire;
- j) support des éléments rayonnants de l'antenne;
- l) support de l'antenne du radar secondaire;
- m) boîtier de l'antenne du radar secondaire; et
- n) éléments rayonnants de l'antenne du radar secondaire.

II – assemblage et intégration des SOUS-ASSEMBLAGES ci-après à partir des différents stades opérationnels:

a) SOUS-ASSEMBLAGE DU QUADRIPODE:

- 1. intégration des colonnes verticales;
- 2. placement des flasques sur la colonne verticale;
- 3. intégration des tiges du quadripode sur les flasques;
- 4. intégration des tiges du quadripode; et
- 5. intégration du dispositif d'élévation mécanique (jack).

b) SOUS-ASSEMBLAGE DU SOCLE:

- 1. assemblage des faces du boîtier-socle;
- 2. intégration du module de contrôle du moteur;
- 3. intégration du moteur avec le réducteur;
- 4. intégration du capteur de position (encodeur) avec l'ensemble moteur/réducteur;
- 5. intégration de l'ensemble avec les couvercles;
- 6. intégration du niveau à bulle avec le couvercle;
- 7. intégration de l'anneau coulissant dans l'ensemble;
- 8. intégration du compteur Hobbs dans la face du socle;
- 9. raccordements électriques;
- 10. fermeture du boîtier-socle; et
- 11. essais électriques.

c) BAC DE BATTERIE:

- 1. intégration des batteries dans le bac;
- 2. raccordements électriques; et

¹⁶³⁵ Ordonnance d'application n° 44/2009 (pièce BRA-116). (Le Groupe spécial note qu'il n'y a pas de "k)" dans la pièce originale)

3. essais électriques.

d) UPS – SOUS-ASSEMBLAGE alimentation en énergie ininterrompue:

1. fabrication des circuits imprimés des cartes du bloc d'alimentation, à partir des matériaux laminés.
2. assemblage et soudage des composants sur les cartes de circuits imprimés du bloc d'alimentation;
3. intégration des cartes de circuits imprimés et d'autres composants dans le boîtier du bloc d'alimentation; et
4. essais électriques.

e) ANTENNE DU RADAR PRIMAIRE:

1. assemblage des parties dans la base de support de l'antenne du radar primaire;
2. assemblage du support de l'antenne du radar secondaire (IFF – Identification ami/ennemi);
3. assemblage des atténuateurs sur les supports des éléments rayonnants;
4. assemblage des éléments rayonnants du radar primaire dans les supports;
5. assemblage de l'ensemble rayonnant sur la base de support de l'antenne du radar primaire;
6. assemblage du module du transpondeur IFF sur le support des éléments rayonnants dans le radar primaire; et
7. raccordements électriques des atténuateurs aux éléments rayonnants.

f) UNITÉ DE CONTRÔLE ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES:

1. fabrication des circuits imprimés à partir des matériaux laminés, des cartes d'interface, de traitement des données et de traitement des signaux;
2. assemblage et soudage des composants sur la carte d'interface;
3. intégration de la carte d'interface dans l'unité de contrôle;
4. assemblage et soudage des composants sur les cartes de traitement des données et de traitement des signaux;
5. intégration de la carte de traitement des données et de la carte de traitement des signaux;
6. intégration des modules, amplificateurs, filtres, coupleurs, mélangeurs et détecteurs dans l'unité de contrôle;
7. intégration du compteur Hobbs dans l'unité de contrôle;
8. intégration du module d'émission, de commutation et de réception dans l'unité de contrôle;
9. raccordements électriques;
10. montage et essais électriques; et
11. fermeture de l'unité de contrôle.

g) ANTENNE DU RADAR SECONDAIRE:

1. placement des éléments rayonnants sur le support isolant;
2. intégration de l'ensemble dans le boîtier de l'antenne du radar secondaire;
3. raccordements électriques;
4. essais électriques; et
5. fermeture du boîtier de l'antenne du radar secondaire.

h) UNITÉ DE VISUALISATION:

1. montage de l'unité de visualisation (installation et montage du système);

i) ENSEMBLE SUPPORT D'ENROULEMENT DES CÂBLES:

1. intégration du module de réglage avec le support d'enroulement des câbles;
2. sertissage des connecteurs au câble;
3. soudage du câble sur le module de réglage;

4. enroulement des câbles; et
5. essais électriques.

III – assemblage final du RADAR DE SURVEILLANCE PORTATIF suivant les stades suivants:

- a) intégration de l'ensemble socle et de l'ensemble quadripode;
- b) réglages des niveaux;
- c) intégration des ensembles UPS et du bac de batterie dans le quadripode;
- d) intégration de l'ensemble antenne et du socle;
- e) intégration de l'unité de contrôle et de l'ensemble antenne;
- f) intégration de l'antenne du radar secondaire dans l'ensemble antenne;
- g) raccordements électriques de l'ensemble radar;
- h) intégration de l'ensemble enroulement dans l'ensemble radar et l'unité de visualisation;
- i) essais du système de radar; et
- j) placement des unités suivantes dans des boîtiers métalliques: antenne du radar primaire, socle, unité de contrôle, antenne du radar secondaire, unité de visualisation, quadripode, bloc d'alimentation et bacs de batterie, et support d'enroulement.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits dans le présent à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit au point III, qui ne peut pas être externalisé.

9.75. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – structure, verrous et disques, tiges du quadripode, UPS – boîtes d'alimentation en énergie ininterrompue, éléments rayonnants de l'antenne du radar primaire, boîtiers-socles (aluminium), boîtiers de l'unité de contrôle, bacs de batterie, supports d'enroulement des câbles, bases de support de l'antenne du radar primaire, supports des éléments rayonnants de l'antenne, supports de l'antenne du radar secondaire, boîtiers de l'antenne du radar secondaire et éléments rayonnants de l'antenne du radar secondaire; et étape II – sous-assemblages des quadripodes, sous-assemblages des socles, bacs de batteries, sous-assemblages UPS – alimentation en énergie ininterrompue, antennes du radar primaire, unités de contrôle et de traitement des données, antennes du radar secondaire, unités de visualisation et ensembles support d'enroulement des câbles. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de RADARS DE SURVEILLANCE PORTATIFS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.76. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 52 du 17 février 2005¹⁶³⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CARTOUCHE D'ENCRE SANS TÊTE D'IMPRESSION INCORPORÉE POUR IMPRIMANTES À JET D'ENCRE (position 8473.3027 de la NCM), tel qu'établi dans l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 8 du 13 juillet 1999, est remplacé par ce qui suit:

- I – traitement de l'eau par déminéralisation;
- II – mélange des pigments avec l'eau déminéralisée;
- III – injection plastique du conteneur;

¹⁶³⁶ Ordonnance d'application n° 52/2005 (pièce BRA-116).

IV – assemblage des parties et des pièces; et

V – embouteillage et scellage.

§ 1. Tous les stades du processus de production de base décrits ci-dessus sont exécutés au Brésil.

§ 3. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production énoncés aux points "I", "II" et "III" du présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.77. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – eau déminéralisée; étape II – encre; et étape III – conteneurs. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CARTOUCHES D'ENCRE SANS TÊTE D'IMPRESSION INCORPORÉE POUR IMPRIMANTES À JET D'ENCRE (position 8473.3027 de la NCM) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.78. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 69 du 29 février 2012¹⁶³⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé FILTRE DE FRÉQUENCE RADIO POUR MATÉRIEL DE RADIODIFFUSION, fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

I – estampage, découpe, pliage, usinage et traitement de surface des parties métalliques, le cas échéant;

II – soudage et assemblage des sous-assemblages constituant le filtre;

III – intégration des parties mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants pour assembler le produit final; et

IV – réalisation d'un réglage du filtre.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit aux points III et IV, qui ne peut pas être externalisé.

9.79. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: parties métalliques; et que l'étape II concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: sous-assemblages constituant le filtre. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de FILTRES DE FRÉQUENCE RADIO POUR MATÉRIEL DE RADIODIFFUSION peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

¹⁶³⁷ Ordonnance d'application n° 69/2012 (pièce BRA-116).

9.80. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 72 du 29 février 2012¹⁶³⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ACCUMULATEUR ÉLECTRIQUE POUR TERMINAUX DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE PORTATIFS, relevant de la position 8517.12 de la NCM, tel qu'établi dans l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 229 du 24 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit:

- I – fabrication de cellules d'accumulation de charge;
- II – injection des couvercles en plastique supérieurs et inférieurs, le cas échéant;
- III – estampage des terminaux et des broches, sauf lorsqu'ils sont cerclés ou surmoulés;
- IV – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés, le cas échéant;
- V – assemblage et soudage des cellules d'accumulation de charge; et
- VI – intégration de l'ensemble des cellules d'accumulation de charge et des parties mécaniques pour fabriquer le produit final.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit au point VI, qui ne peut pas être externalisé.

9.81. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étapes I et V – cellules d'accumulation de charge; étape II – couvercles en plastique supérieurs et inférieurs; étape III – terminaux et broches; et étape IV – cartes de circuits imprimés. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES POUR TERMINAUX DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE PORTATIFS, relevant de la position 8517.12 de la NCM, peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.82. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 125 du 25 juillet 2007¹⁶³⁹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SYSTÈME DE POSITIONNEMENT GLOBAL – ANTENNE GPS est énoncé comme suit:

- I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface des parties métalliques, le cas échéant;
- II – injection des parties en plastique;
- III – fabrication du circuit imprimé à partir du matériau laminé;
- IV – assemblage et soudage – ou un processus équivalent – de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

¹⁶³⁸ Ordonnance d'application n° 72/2012 (pièce BRA-116).

¹⁶³⁹ Ordonnance d'application n° 125/2007 (pièce BRA-116).

V – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

VI – intégration des cartes de circuits imprimés avec les parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, conformément aux points I à V.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits ci-dessus à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade VI, qui ne peut pas être externalisé.

9.83. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; étape II – parties en plastique; étape III – circuits imprimés; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de SYSTÈMES DE POSITIONNEMENT GLOBAL – ANTENNES GPS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.84. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 146 du 1^{er} juillet 2010¹⁶⁴⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les produits dénommés RÉGULATEUR NUMÉRIQUE DE TEMPÉRATURE, INDICATEUR NUMÉRIQUE DE TEMPÉRATURE, INDICATEUR NUMÉRIQUE DE GRANDEURS ÉLECTRIQUES, AFFICHEUR NUMÉRIQUE DE GRANDEURS ÉLECTRIQUES et COMPTEUR NUMÉRIQUE, tel qu'établi dans l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 86 du 2 avril 2009, est remplacé par ce qui suit:

I – injection ou moulage des parties en plastique;

II – estampage des parties métalliques, le cas échéant;

III – fabrication du circuit imprimé, à partir du matériau laminé;

IV – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

V – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

VI – intégration des cartes de circuits imprimés avec les parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit au point VI, qui ne peut pas être externalisé.

9.85. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties en plastique; étape II – parties métalliques; étape III – circuits imprimés; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de

¹⁶⁴⁰ Ordonnance d'application n° 146/2010 (pièce BRA-116).

RÉGULATEURS NUMÉRIQUES DE TEMPÉRATURE, D'INDICATEURS NUMÉRIQUES DE TEMPÉRATURE, D'INDICATEURS NUMÉRIQUES DE GRANDEURS ÉLECTRIQUES, D'AFFICHEURS NUMÉRIQUES DE GRANDEURS ÉLECTRIQUES et DE COMPTEURS NUMÉRIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.86. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 157 du 29 août 2007¹⁶⁴¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CARTE MÉMOIRE dotée de la technologie SECURE DIGITAL – SD, fabriqué dans la zone franche de Manaus, est énoncé comme suit:

I – injection plastique;

II – fabrication du circuit imprimé rigide ou souple, le cas échéant;

III – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés; et

IV – assemblage final de l'ensemble.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production énumérés dans l'article à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit à la section IV, qui ne peut pas être externalisé.

9.87. De plus, la partie pertinente du paragraphe 6 de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 157 du 29 août 2007 dispose ce qui suit:

Pour être conforme aux dispositions du point II, le circuit imprimé rigide doit être fabriqué à partir du matériau laminé et le circuit imprimé souple, fabriqué conformément au processus de production de base pertinent.

9.88. En outre, la partie pertinente de l'article 2 dispose ce qui suit:

Les circuits intégrés monolithiques ou les microprocesseurs employés pour assembler les cartes satisfont au processus de production de base pertinent, pour au moins cinquante pour cent (50%) de la production de l'année civile, à compter du 1^{er} janvier 2009.

9.89. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III, ainsi que le paragraphe 6 de l'article premier, et l'article 2, concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties en plastique; étape II et paragraphe 6 de l'article premier – circuits imprimés rigides ou souples; et étape III – cartes de circuits imprimés. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CARTES MÉMOIRE dotées de la technologie SECURE DIGITAL – SD peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.90. En outre, l'article 2 exige que 50% des circuits intégrés monolithiques ou microprocesseurs employés pour assembler les cartes soient produits conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient

¹⁶⁴¹ Ordonnance d'application n° 157/2007 (pièce BRA-116).

respectées.¹⁶⁴² Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de CARTES MÉMOIRE dotées de la technologie SECURE DIGITAL – SD externalise les circuits intégrés monolithiques ou micropuces devant être incorporés dans les cartes de circuits imprimés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces circuits intégrés ou micropuces sont en partie produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.91. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 158 du 22 juin 2011¹⁶⁴³ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les produits dénommés IMPRIMANTES SANS IMPACT, Y COMPRIS COMBINÉES À D'AUTRES UNITÉS D'ENTRÉE OU DE SORTIE, tel qu'établi dans l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 128 du 2 juillet 2009, est remplacé par ce qui suit:

I – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés assurant les fonction suivantes:

- a) traitement central;
- b) commande du chariot d'impression;
- c) mémoire; et
- d) interface entre la communication de données et le contrôle d'accès logique.

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des autres parties pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I et II du présent article; et

IV – montage final du produit et essais de fonctionnement.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations décrites aux points I et II à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.92. En outre, la partie pertinente du paragraphe 4 de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 158 du 22 juin 2011 dispose ce qui suit:

Les cartes d'interface de communication à technologie sans fil (WIFI, Bluetooth, WiMax, etc.) sont assemblées conformément au calendrier ci-après, sur la base de la quantité des cartes employées au cours de l'année civile:

I – jusqu'au 31 décembre 2012: exemption;

II – 1^{er} janvier 2013 – 31 décembre 2013: vingt pour cent (20%); et

III – à compter du 1^{er} janvier 2014: cinquante pour cent (50%).

9.93. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés pour le traitement central, la commande du chariot d'impression, la mémoire et l'interface entre la communication de données et le contrôle d'accès logique (sous réserve d'une exemption échelonnée partielle conformément au paragraphe 4 de l'article premier); et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'IMPRIMANTES

¹⁶⁴² Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁴³ Ordonnance d'application n° 158/2011 (pièce BRA-116).

SANS IMPACT, Y COMPRIS COMBINÉES À D'AUTRES UNITÉS D'ENTRÉE OU DE SORTIE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs – à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées (sous réserve de l'exemption partielle pour certaines cartes de communication de données).

9.94. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 162 du 22 juin 2011¹⁶⁴⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SOURCE D'ALIMENTATION (CONVERTISSEUR CA-CC) POUR TERMINAUX DE VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUE (DÉBIT ET CRÉDIT), fabriqué au Brésil, est énoncé comme suit:

I – assemblage et soudage de tous les composants sur la carte de circuits imprimés;

II – enroulement de la bobine du transformateur;

III – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

IV – intégration de la carte de circuits imprimés et des autres parties pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I et II ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit au point IV, qui ne peut pas être externalisé.

9.95. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II – bobines de transformateurs; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de SOURCES D'ALIMENTATION (CONVERTISSEUR CA-CC) POUR TERMINAUX DE VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUE (DÉBIT ET CRÉDIT) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.96. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 175 du 3 octobre 2007¹⁶⁴⁵ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé POSTE TÉLÉPHONIQUE D'USAGER FILAIRE ET POSTE TÉLÉPHONIQUE D'USAGER SANS FIL, COMPRENANT UNE COMMANDE À TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE, tel qu'établi dans l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 15 du 22 janvier 2007, est remplacé par ce qui suit:

I – injection plastique du corps ou du boîtier;

II – fabrication du convertisseur de courant continu (CA-CC), de l'adaptateur de tension et du chargeur de batterie conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente ordonnance, le cas échéant;

¹⁶⁴⁴ Ordonnance d'application n° 162/2011 (pièce BRA-116).

¹⁶⁴⁵ Ordonnance d'application n° 175/2007 (pièce BRA-116).

III – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

IV – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

V – intégration des cartes de circuits imprimés et des autres parties pour fabriquer le produit final, conformément aux points I, III et IV ci-dessus.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits ci-dessus à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade V, qui ne peut pas être externalisé.

9.97. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 175 du 3 octobre 2007 dispose ce qui suit:

Au moins un des critères ci-après doit être rempli, à la discrétion de la société manufacturière:

I – assemblage du module émetteur-récepteur;

II – fabrication d'au moins soixante-dix pour cent (70%) de tous les condensateurs de type électrolytique, céramique et céramique multicouche pour l'assemblage en surface – (prévus pour un montage en surface), en quantité, au cours de l'année civile; ou

III – fabrication du circuit imprimé à partir du matériau laminé.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades décrits dans le présent article au Brésil.

9.98. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 175 du 3 octobre 2007 dispose ce qui suit:

Le convertisseur de courant continu (CA-CC), l'adaptateur de tension et le chargeur de batterie sont fabriqués conformément aux stades minimaux ci-dessous:

I – injection des parties en plastique;

II – estampage des parties métalliques, le cas échéant;

III – fabrication du transformateur de tension par enroulement de la bobine, ou utilisation de condensateurs nationaux dans le convertisseur, à la discrétion de la société manufacturière;

IV – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés; et

V – intégration des cartes de circuits imprimés, le cas échéant, et des autres parties pour fabriquer le produit final.

9.99. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – corps ou boîtier; étape II et article 3 – convertisseur de courant continu (CA-CC), adaptateur de tension et chargeur de batterie; étape III – cartes de circuits imprimés; et étape IV – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à IV (y compris les prescriptions figurant dans l'article qui ont trait à l'étape II) peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de POSTES TÉLÉPHONIQUES D'USAGER FILAIRES ET DE POSTES TÉLÉPHONIQUES D'USAGER SANS FIL, COMPRENANT UNE COMMANDE À TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à

condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.100. De plus, les étapes figurant à l'article 2 (dont l'une d'entre elles doit être choisie par la société accréditée) concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: le module émetteur-récepteur, tous les condensateurs de type électrolytique, céramique et céramique multicouche pour l'assemblage en surface – (prévus pour un montage en surface), et la carte de circuits imprimés. Ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de POSTES TÉLÉPHONIQUES D'USAGER FILAIRES ET DE POSTES TÉLÉPHONIQUES D'USAGER SANS FIL, COMPRENANT UNE COMMANDE À TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.101. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 177 du 28 août 2008¹⁶⁴⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CONVERTISSEUR CA-CC POUR MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUE, PORTATIVE (positions 8471.30.12 et 8471.30.19 de la NCM) – "PORTABLE" est énoncé comme suit:

I – assemblage et soudage des composants sur les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés avec les autres parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final, assemblé conformément aux points I et II ci-dessus.

Paragraphe unique. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit au point III, qui ne peut pas être externalisé.

9.102. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CONVERTISSEURS CA-CC POUR MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, PORTATIVES (positions 8471.30.12 et 8471.30.19 de la NCM) – "PORTABLES" peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.103. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 184 du 30 octobre 2006¹⁶⁴⁷ dispose ce qui suit:

¹⁶⁴⁶ Ordonnance d'application n° 177/2008 (pièce BRA-116).

¹⁶⁴⁷ Ordonnance d'application n° 184/2006 (pièce BRA-116).

Le processus de production de base concernant le produit dénommé MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION, NUMÉRIQUE, PORTATIVE, D'UN POIDS N'EXCÉDANT PAS 1 KG, COMPORTANT AU MOINS UNE UNITÉ CENTRALE DE TRAITEMENT ET UN ÉCRAN, (positions 8471.30.11, 8471.30.12, 8471.30.19, 8471.41.10 et 8471.41.90 de la NCM), établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MTC n° 414 du 8 septembre 2003, est énoncé comme suit:

I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

II – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants;

III – assemblage du boîtier; et

IV – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques dans la composition du produit final, assemblé conformément aux points I et II ci-dessus.

Paragraphe unique. Les activités ou opérations décrites aux points I, II et III peuvent être effectuées dans le pays par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.104. En outre, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 184 du 20 octobre 2006 dispose ce qui suit:

Quatre-vingt-cinq pour cent des convertisseurs de courant continu (CA-CC), des chargeurs de batterie ou des sources d'alimentation, ainsi que des transformateurs incorporés dans ces produits, destinés aux actifs auxquels la section principale de l'article premier de la présente ordonnance fait référence sont fabriqués dans le pays.

9.105. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve du pourcentage minimum prévu à l'article 4 pour le respect des étapes à effectuer au titre de l'article premier), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II – parties électriques et mécaniques; et étape III – boîtier. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION, NUMÉRIQUES, PORTATIVES, D'UN POIDS N'EXCÉDANT PAS 1 KG, COMPORTANT AU MOINS UNE UNITÉ CENTRALE DE TRAITEMENT ET UN ÉCRAN peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.106. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 196 du 2 octobre 2008¹⁶⁴⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ENVELOPPE MÉTALLIQUE, AVEC OU SANS SOURCE D'ALIMENTATION, POUR UNITÉ DE TRAITEMENT NUMÉRIQUE, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 133 du 18 mai 2005, devrait être le suivant:

I – découpe, cintrage et poinçonnage et estampage ou extrusion de parties métalliques, le cas échéant;

II – traitement de surface et peinture de parties métalliques;

¹⁶⁴⁸ Ordonnance d'application n° 196/2008 (pièce BRA-116).

- III – injection de parties en plastique de l'enveloppe d'une surface de plus de 30 cm²;
- IV – traitement de surface et peinture de parties en plastique, le cas échéant;
- V – fixation de diodes émettrices de lumière (LED), de clés et de fils au masque frontal, le cas échéant;
- VI – soudage et/ou rivetage de parties métalliques, le cas échéant;
- VII – montage de sous-assemblages plastiques et métalliques; et
- VIII – intégration de la source d'alimentation, le cas échéant, et des parties métalliques et en plastique pour former le produit final.

Paragraphe unique. Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production ci-dessus peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour les étapes VI, VII et VIII, qui ne peuvent pas faire l'objet d'une externalisation.

9.107. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 196 du 2 octobre 2008 dispose ce qui suit:

Lorsque l'enveloppe métallique incorpore une source d'alimentation, cette dernière devrait être produite conformément à un processus de production de base pertinent, déterminé dans une ordonnance d'application.

9.108. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: étape I – parties métalliques; et étape III – parties en plastique. Les étapes I et III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ENVELOPPES MÉTALLIQUES, AVEC OU SANS SOURCE D'ALIMENTATION, POUR UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.109. De plus, l'article 3 exige que, si l'ENVELOPPE MÉTALLIQUE POUR UNITÉ DE TRAITEMENT NUMÉRIQUE incorpore une source d'alimentation, cette dernière soit produite conformément à son propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁴⁹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'ENVELOPPES MÉTALLIQUES POUR UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES externalise la source d'alimentation, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si cette source d'alimentation est produite au Brésil conformément à son propre PPB, et est donc un produit national.

9.110. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 242 du 11 décembre 2007¹⁶⁵⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé COMPTEUR NUMÉRIQUE DE PERTURBATIONS MULTIFONCTION est énoncé comme suit:

¹⁶⁴⁹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁵⁰ Ordonnance d'application n° 242/2007 (pièce BRA-116).

I – découpe, pliage et poinçonnage et estampage ou extrusion de plaques métalliques de la structure mécanique;

II – soudage et/ou rivetage de parties métalliques du boîtier, le cas échéant;

III – traitement de surface et peinture de parties métalliques du boîtier;

IV – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

V – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

VI – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux étapes fixées aux sections IV et V ci-dessus.

Paragraphe unique. Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production ci-dessus peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour une d'entre elles, qui ne peut pas faire l'objet d'une externalisation.

9.111. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I, IV et V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I, IV et V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de COMPTEURS NUMÉRIQUES DE PERTURBATIONS MULTIFONCTIONS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.112. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 250 du 30 septembre 2011¹⁶⁵¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ENVELOPPE EN PLASTIQUE SANS SOURCE D'ALIMENTATION INCORPORÉE POUR UNITÉ DE TRAITEMENT NUMÉRIQUE, AVEC UNITÉ DE SORTIE VIDÉO INCORPORÉE (TOUT-EN-UN); ENVELOPPE EN PLASTIQUE SANS SOURCE D'ALIMENTATION INCORPORÉE POUR UNITÉ DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION PORTATIVE (NOTEBOOK ET ULTRAPORTABLE); et ENVELOPPE EN PLASTIQUE SANS SOURCE D'ALIMENTATION INCORPORÉE POUR MICRO-ORDINATEUR PORTATIF, SANS CLAVIER, AVEC ÉCRAN TACTILE – TABLETTE ÉLECTRONIQUE, industrialisé dans le pays, est énoncé comme suit:

MOULE:

I – usinage comprenant les opérations suivantes:

- a) tournage;
- b) perçage;
- c) fraisage;
- d) électro-érosion;
- e) meulage; et
- f) polissage.

¹⁶⁵¹ Ordonnance d'application n° 250/2011 (pièce BRA-116).

II – traitement thermique;

III – assemblage du produit, comprenant les étapes suivantes:

- a) assemblage et réglages; et
- b) fixation manuelle de vis, bagues, broches et autres.

IV – réglages et fermeture, comprenant les étapes suivantes:

- a) étalonnage et réglages; et
- b) fermeture manuelle.

INJECTION THERMOPLASTIQUE:

I – injection de parties en plastique;

II – traitement de surface et peinture de parties en plastique;

III – traitement de surface et peinture de parties métalliques;

IV – réglage de toute non-conformité;

V – fixation de cadres dans le corps de l'enveloppe;

VI – assemblage et fixation du support de l'enveloppe;

VII – rivetage des parties métalliques; et

VIII – assemblage du produit final.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes figurant aux sections V à VIII, qui ne font pas l'objet d'externalisation.

9.113. Le Groupe spécial considère que, s'agissant du moule, au moins l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: parties usinées; et que, s'agissant de l'injection thermoplastique, au moins l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: parties en plastique. Ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ENVELOPPES EN PLASTIQUE SANS SOURCE D'ALIMENTATION INCORPORÉE POUR UNITÉ DE TRAITEMENT NUMÉRIQUE, AVEC UNITÉ DE SORTIE VIDÉO INCORPORÉE (TOUT-EN-UN); ENVELOPPES EN PLASTIQUE SANS SOURCE D'ALIMENTATION INCORPORÉE POUR UNITÉS DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION PORTATIVES (NOTEBOOKS ET ULTRAPORTABLES); et ENVELOPPES EN PLASTIQUE SANS SOURCE D'ALIMENTATION INCORPORÉE POUR MICRO-ORDINATEURS PORTATIFS, SANS CLAVIER, AVEC ÉCRAN TACTILE – TABLETTES ÉLECTRONIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.114. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 149 du 26 juin 2012¹⁶⁵² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CONVERTISSEUR STATIQUE AVEC COMMANDE ÉLECTRONIQUE, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE,

¹⁶⁵² Ordonnance d'application n° 149/2012 (pièce BRA-116).

(POSITION 8504.40 de la NCM), UTILISÉ COMME CONVERTISSEUR DE COURANT CONTINU (CA-CC) ou CHARGEUR DE BATTERIE POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE, est énoncé comme suit:

I – LORSQUE LE CONVERTISSEUR STATIQUE OU LE CHARGEUR DE BATTERIE EST ÉQUIPÉ D'UN CÂBLE ÉLECTRIQUE INCORPORÉ:

- a) injection plastique d'enveloppes ou de boîtiers;
- b) estampage de contacts électriques, le cas échéant, sauf pour les parties métalliques encapsulées dans des parties en plastique;
- c) assemblage et soudage de tous les composants de cartes de circuits imprimés, le cas échéant; et
- d) intégration de cartes de circuits imprimés, le cas échéant, et d'autres parties pour former le produit final.

II – LORSQUE LE CONVERTISSEUR STATIQUE OU LE CHARGEUR N'EST PAS ÉQUIPÉ D'UN CÂBLE ÉLECTRIQUE INCORPORÉ, MAIS EST UTILISÉ AVEC UN CÂBLE DE TRANSMISSION DES DONNÉES:

- a) injection plastique d'enveloppes ou de boîtiers;
- b) estampage de contacts électriques, le cas échéant, sauf pour les parties métalliques encapsulées dans des parties en plastique;
- c) assemblage et soudage de tous les composants de cartes de circuits imprimés, le cas échéant; et
- d) intégration de cartes de circuits imprimés, le cas échéant, et d'autres parties pour former le produit final.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production mentionnées aux sections I et II peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes décrites au point "d" de chaque section, qui ne font pas l'objet d'externalisation.

9.115. En outre, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application n° 149 du 26 juin 2012 dispose ce qui suit:

S'agissant de la fabrication du CONVERTISSEUR DE COURANT CONTINU (CA-CC) ou du CHARGEUR DE BATTERIE POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE, AVEC CÂBLE ÉLECTRIQUE INCORPORÉ, les transformateurs et les câbles électriques assemblés avec des connecteurs, et utilisés par la société au cours de l'année civile, devraient être conformes à leurs processus de production de base respectifs, lorsqu'ils sont produits dans la zone franche de Manaus, ou devraient être conformes aux étapes de production décrites dans les annexes I et II de la présente ordonnance, lorsqu'ils sont produits dans d'autres régions du pays, dans l'année civile et selon les quantités correspondant aux pourcentages ci-après:

I – transformateurs: quatre-vingt-cinq pour cent (85%); et

II – câbles électriques: quatre-vingt-dix pour cent (90%).

9.116. En outre, la partie pertinente de l'article 5 de l'Ordonnance d'application n° 149 du 26 juin 2012 dispose ce qui suit:

S'agissant de la fabrication du CONVERTISSEUR DE COURANT CONTINU (CA-CC) ou du CHARGEUR DE BATTERIE POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE, SANS CÂBLE ÉLECTRIQUE INCORPORÉ (UTILISÉ AVEC UN CÂBLE DE TRANSMISSION DES DONNÉES), les transformateurs et les câbles de transmission des données utilisés par la société au cours de l'année civile devraient être conformes à leurs processus de production de base respectifs, lorsqu'ils sont produits dans la zone franche de Manaus, ou devraient être conformes aux étapes de production décrites dans les annexes I et II de la présente ordonnance, lorsqu'ils sont produits dans d'autres régions du pays, dans l'année civile et selon les quantités correspondant aux pourcentages ci-après:

I – transformateurs: quatre-vingt-cinq pour cent (85%); et

II – câbles de transmission des données:

a) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011: au moins quarante-cinq pour cent (45%);

b) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014: au moins cinquante pour cent (50%); et

c) à compter du 1^{er} janvier 2015: au moins quatre-vingt pour cent (80%).

9.117. La partie pertinente de l'article premier de l'annexe I, jointe à l'Ordonnance d'application n° 149 du 26 juin 2012, dispose ce qui suit:

Les étapes de production des TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES DE MOINS DE 3 KVA, AVEC NOYAU DE POUDRE FERROMAGNÉTIQUE, sont les suivantes:

I – moulage/injection plastique d'enrouleurs;

II – enroulement de bobines, fixation et soudage de bornes d'enroulement, le cas échéant; et

III – assemblage.

9.118. La partie pertinente de l'article premier de l'annexe II, jointe à l'Ordonnance d'application n° 149 du 26 juin 2012, dispose ce qui suit:

Les étapes de production de FILS ET CÂBLES AVEC CONNECTEURS OU CÂBLES DE TRANSMISSION DES DONNÉES DESTINÉS À DES CONVERTISSEURS ET À DES CHARGEURS DE BATTERIE POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES sont les suivantes:

I – découpe de câbles selon une taille spécifiée;

II – dénudage de câbles;

III – enroulement de treillis, le cas échéant;

IV – soudage ou sertissage de bornes, le cas échéant;

V – insertion de bornes dans l'enveloppe du récepteur, le cas échéant; ou

VI – soudage de câbles dans les bornes de l'enveloppe du connecteur; ou

VII – soudage de câbles dans la carte de circuits imprimés assemblée avec des composants et un connecteur de type USB.

9.119. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I a)-c) et II a)-c) de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus dans les articles 4 et 5 et les annexes I et II pour le respect de l'article premier, sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB), comme suit: étapes I a) et II a) – enveloppes ou boîtiers; étapes I b) et II b) – contacts électriques; et étapes I c) et II c) – cartes de circuits imprimés. Les étapes I a)-c) et II a)-c) peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CONVERTISSEURS STATIQUES AVEC COMMANDE ÉLECTRONIQUE, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE, (POSITION 8504.40 de la NCM), UTILISÉS COMME CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU (CA-CC) ou CHARGEURS DE BATTERIE POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.120. De plus, les articles 4 et 5 exigent que des pourcentages minimaux spécifiés des transformateurs et des câbles électriques soient produits conformément à leurs propres PPB¹⁶⁵³ ou aux prescriptions des étapes de production figurant dans le présent PPB. Par conséquent, lorsque le producteur accrédité de CONVERTISSEURS STATIQUES AVEC COMMANDE ÉLECTRONIQUE, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE, (POSITION 8504.40 de la NCM), UTILISÉS COMME CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU (CA-CC) ou CHARGEURS DE BATTERIE POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE, externalise les transformateurs ou les câbles électriques, il ne peut conserver les avantages fiscaux en question qu'à condition qu'une partie de ces produits soit conforme aux prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base).

9.121. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 38 du 14 février 2013¹⁶⁵⁴, modifiée par l'Ordonnance d'application n° 233 du 15 juillet 2015¹⁶⁵⁵, dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SYSTÈME INTELLIGENT DE STOCKAGE DE DONNÉES, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 29 du 10 février 2012, devrait être le suivant:

I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

II – intégration de cartes de circuits imprimés assemblées et d'autres sous-assemblages électriques et mécaniques pour former le produit final; et

III – formatage, configuration et essais finals.

Paragraphe 1 À titre subsidiaire par rapport à la prescription énoncée à la section I, la société peut se conformer aux étapes fixées dans les sections suivantes:

I – découpe, pliage et poinçonnage, ou autre poinçonnage, découpe au laser ou estampage de structures métalliques utilisées dans la structure mécanique et les éléments de fermeture de boîtiers ou de supports de disques, telles que les portes, le dessus, les côtés et les couvercles;

II – soudage ou rivetage de parties métalliques de boîtiers ou de supports de disques;

III – traitement de surface et peinture de parties métalliques de boîtiers ou de supports de disques;

IV – injection de parties en plastique de boîtiers ou de supports de disques; et

V – investissement dans la recherche-développement (R&D) en plus de l'investissement prévu dans la législation, d'un minimum de 5% (cinq pour cent) de la facturation nette sur le marché intérieur, résultant de la commercialisation de produits mentionnés dans la présente ordonnance.

Paragraphe 2 À titre subsidiaire par rapport au choix figurant au paragraphe 1 du présent article, la société peut être dispensée de l'assemblage de cartes (section I du texte introductif du présent article), dans la limite de 10% des unités (systèmes) produites chaque année, par société, à condition que les étapes ci-après soient exécutées:

¹⁶⁵³ Le Groupe spécial rappelle que lorsqu'un PPB contient un tel "PPB imbriqué", l'externalisation de l'intrant ou du composant visé par le PPB imbriqué est permise. Voir plus haut la note de bas de page 1619. Il rappelle en outre la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à un PPB sont des produits nationaux.

¹⁶⁵⁴ Ordonnance d'application n° 38/2013 (pièce BRA-116).

¹⁶⁵⁵ Ordonnance d'application n° 233/2015 (pièce BRA-116).

I – investissement dans la recherche-développement (R&D) en plus de l'investissement prévu dans la législation, d'un minimum de 7% (sept pour cent) de la facturation nette sur le marché intérieur, résultant de la commercialisation de produits mentionnés dans le présent paragraphe; et

II – respect des autres prescriptions figurant aux sections II et III du texte introductif du présent article.

Paragraphe 3 L'étape fixée à la section I du texte introductif du présent article prévoit l'assemblage et le soudage de tous les composants dans une (des) carte(s) de circuits imprimés qui sont nécessaires pour effectuer au moins deux des fonctions suivantes:

I – communication avec le contrôleur de disque;

II – placement de données dans des dispositifs de lecture et d'écriture;

III – lecture et écriture logique de données; et

IV – mémoire.

Paragraphe 4 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production définies dans le texte introductif et le paragraphe 1 de l'article premier peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour une étape, qui ne peut pas faire l'objet d'une externalisation.

9.122. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 38 du 14 février 2013 dispose ce qui suit:

Les unités de stockage de données du module DSS (disque statique à semi-conducteurs) utilisées pour assembler les plaques satisfont au processus de production de base respectif, en ce qui concerne le pourcentage de production établi pour l'année civile, suivant le calendrier suivant:

I – jusqu'au 31 décembre 2016: sans objet;

II – du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017: quarante pour cent (40%);

III – du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018: soixante pour cent (60%);

IV – à compter du 1^{er} janvier 2019: quatre-vingt-dix pour cent (90%);

9.123. Le Groupe spécial considère que l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des prescriptions et options additionnelles concernant le respect de l'étape I), c'est-à-dire de cartes de circuits imprimés. L'étape I peut être exécutée par des tierces parties, s'il ne s'agit pas d'une étape devant être choisie par le producteur accrédité. Il en va de même si le producteur choisit l'option prévue au paragraphe 1 de l'article premier, qui concerne aussi la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – certaines structures métalliques pour le boîtier ou le support de disque; et étape III – parties en plastique pour le boîtier ou le support de disque. En d'autres termes, le producteur accrédité de SYSTÈMES INTELLIGENTS DE STOCKAGE DE DONNÉES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de l'étape (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.124. De plus, l'article 3 exige qu'un pourcentage spécifique des unités de stockage de données du module DSS (disque statique à semi-conducteurs) utilisées pour assembler les plaques soient produites conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par

ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁵⁶ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de SYSTÈMES INTELLIGENTS DE STOCKAGE DE DONNÉES externalise les unités de stockage de données du module DSS (disque statique à semi-conducteurs) susmentionnées, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces circuits intégrés ou microprocesseurs sont en partie produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.125. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 21 du 2 septembre 2010¹⁶⁵⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SOUS-ENSEMBLE COUPE-PAPIER POUR TERMINAUX LIBRE-SERVICE, est énoncé comme suit:

- I – estampage, découpe et usinage de parties métalliques, selon le cas;
- II – fabrication du câblage électrique (faisceaux de câbles), conformément au processus de production de base;
- III – assemblage et soudage de composants sur des cartes de circuits imprimés, selon le cas;
- IV – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et
- V – intégration de cartes de circuits imprimés, selon le cas, et de parties électriques et mécaniques, pour former le produit final.

9.126. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; étape II – câblage électrique (conformément à son propre PPB); étape III – cartes de circuits imprimés; et étape IV – parties électriques et mécaniques. Le Groupe spécial note que l'étape II – câblage électrique a son propre PPB. Comme il est indiqué plus haut, tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁵⁸ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans le cas où le producteur accrédité de SOUS-ENSEMBLES COUPE-PAPIER POUR TERMINAUX LIBRE-SERVICE, externalise le câblage électrique devant être incorporé dans les coupe-papier, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ce câblage est produit au Brésil conformément à son propre PPB, et est donc un produit national.

9.127. En outre, bien que le PPB concernant les SOUS-ENSEMBLES COUPE-PAPIER POUR TERMINAUX LIBRE-SERVICE, ne contienne de disposition explicite en matière d'externalisation pour aucune des autres étapes de production, le Groupe spécial considère qu'il est raisonnable d'interpréter ce silence comme autorisant l'externalisation, et non comme l'interdisant. En particulier, de manière générale, les dispositions relatives à l'externalisation figurant dans les PPB indiquent explicitement dans quels cas l'externalisation n'est pas autorisée. Cela est fait en énumérant les étapes de production qui peuvent être externalisées ou celles qui ne peuvent pas l'être. Cette interprétation est compatible avec les nombreuses déclarations du Brésil selon

¹⁶⁵⁶ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁵⁷ Ordonnance d'application n° 21/2010 (pièce BRA-116).

¹⁶⁵⁸ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

lesquelles les divers programmes concernant les TIC sont conçus pour stimuler le développement de la branche de production dans son ensemble.¹⁶⁵⁹

9.128. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 24 du 15 février 2006¹⁶⁶⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ÉQUIPEMENT D'ACCÈS AUX RÉSEAUX SANS FIL (avec technologie de RÉSEAU MAILLÉ SANS FIL) est énoncé comme suit:

- I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;
- II – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et
- III – intégration de cartes de circuits imprimés et d'autres parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux sections I et II ci-dessus.

Paragraphe unique. Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production ci-dessus peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour l'étape III, qui ne peut pas faire l'objet d'une externalisation.

9.129. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT D'ACCÈS AUX RÉSEAUX SANS FIL (avec technologie de RÉSEAU MAILLÉ SANS FIL) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.130. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 26 du 7 février 2007¹⁶⁶¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ DE COMMUNICATION VÉHICULAIRE DE DONNÉES est énoncé comme suit:

- I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface des parties métalliques, le cas échéant;
- II – injection de parties en plastique;
- III – fabrication du circuit imprimé à partir de matériaux laminés;
- IV – assemblage et soudage – ou un processus équivalent – de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

¹⁶⁵⁹ Voir, par exemple, Brésil, premières communications écrites, paragraphe 73 (DS472) et paragraphe 79 (DS497); Brésil, deuxième communication écrite, paragraphe 59.

¹⁶⁶⁰ Ordonnance d'application n° 24/2006 (pièce BRA-116).

¹⁶⁶¹ Ordonnance d'application n° 26/2007 (pièce BRA-116).

V – assemblage des parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau de base des composants; et

VI – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, conformément aux sections I à V ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production I à V ci-dessus au Brésil, à condition que le processus de production de base soit respecté.

...

§ 3. En ce qui concerne le module de communication utilisant le GSM (Système mondial de communications mobiles) employé dans le produit mentionné dans le paragraphe d'introduction du présent article, il est formé de parties fabriquées au Brésil à compter du 1^{er} janvier 2007 suivant les pourcentages indiqués dans le calendrier ci-dessous et calculés sur la base du volume total de la production de l'année civile.

I – du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007: pourcentage minimum de cinquante pour cent (50%); et

II – à compter du 1^{er} janvier 2008: pourcentage minimum de quatre-vingt-dix pour cent (90%).

9.131. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; étape II – parties en plastique; étape III – circuits imprimés; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE COMMUNICATION VÉHICULAIRE DE DONNÉES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.132. De plus, le paragraphe 3 de l'article premier exige que 90% des parties des modules de communication utilisant le GSM (Système mondial de communications mobiles) employées dans les UNITÉS DE COMMUNICATION VÉHICULAIRE DE DONNÉES soient fabriquées au Brésil. Par conséquent, dans la mesure où le producteur accrédité d'UNITÉS DE COMMUNICATION VÉHICULAIRE DE DONNÉES externalise les modules de communication utilisant le GSM (Système mondial de communications mobiles), il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si les parties de ces unités sont, pour une part, des produits nationaux.

9.133. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 31 du 7 février 2013¹⁶⁶² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIFS DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES À BASE DE SEMI-CONDUCTEURS (CLÉ USB) relevant de la position 8523.51.90 de la NCM fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application n° 187 du 19 juillet 2011, devrait être le suivant:

I – fabrication de l'enveloppe plastique ou métallique;

II – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés; et

III – assemblage de l'ensemble.

¹⁶⁶² Ordonnance d'application n° 31/2013 (pièce BRA-116).

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production décrites dans le présent article peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section III, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

9.134. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 31 du 7 février 2013 dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} juillet 2012, les circuits intégrés monolithiques ou les micropuces de type à mémoire flash utilisés pour assembler les cartes devraient être conformes au processus de production de base respectif, pour au moins cinquante pour cent (50%) de la production de l'année civile.

9.135. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – enveloppe plastique ou métallique; étape II – cartes de circuits imprimés. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties sur la base du paragraphe 1 de l'article premier. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES À BASE DE SEMI-CONDUCTEURS (CLÉ USB) relevant de la position 8523.51.90 de la NCM peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.136. De plus, l'article 2 exige qu'au moins 50% des circuits intégrés monolithiques ou des micropuces de type à mémoire flash utilisés pour assembler les cartes de circuits imprimés soient produits conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ces PPB, à condition que les prescriptions de ces derniers soient respectées.¹⁶⁶³ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans le cas où le producteur accrédité de DISPOSITIFS DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES À BASE DE SEMI-CONDUCTEURS (CLÉ USB) relevant de la position 8523.51.90 de la NCM externalise les circuits intégrés susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces circuits intégrés sont en partie produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.137. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 253 du 29 décembre 2010¹⁶⁶⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SOUS-ENSEMBLE PLASTIQUE POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES, énoncé dans l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 113 du 16 juillet 2007, est désormais décrit comme suit:

I – injection plastique de la base, des couvercles, du cadre et du panneau avant sans clé, le cas échéant;

II – traitement de surface des parties en plastique mentionnées dans la section précédente, le cas échéant;

III – assemblage et soudage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés, le cas échéant; et

IV – intégration des cartes de circuits imprimés, le cas échéant, et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

¹⁶⁶³ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁶⁴ Ordonnance d'application n° 253/2010 (pièce BRA-116).

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production prescrits dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade décrit à la section IV, qui ne peut pas faire l'objet d'une externalisation.

9.138. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 253 du 29 décembre 2010 dispose ce qui suit:

Les parties et pièces employées pour fabriquer le produit satisfont aux conditions de fabrication énoncées dans le processus de production de base du produit dénommé TÉLÉPHONE CELLULAIRE.

9.139. Le Groupe spécial considère que les étapes I et III, ainsi que l'article 3, concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties en plastique; étape III – cartes de circuits imprimés, et article 3, (autres) parties et pièces. Les étapes I et III peuvent être exécutées par des tierces parties en vertu du paragraphe 1 de l'article premier. L'article 3 peut être mis en œuvre par des tierces parties du fait qu'il s'agit d'un PPB.¹⁶⁶⁵ En d'autres termes, le producteur accrédité de SOUS-ENSEMBLES PLASTIQUES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.140. De plus, l'article 3 exige que les parties servant à fabriquer les SOUS-ENSEMBLES PLASTIQUES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES soient conformes au PPB concernant le produit dénommé TÉLÉPHONE CELLULAIRE. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁶⁶ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de SOUS-ENSEMBLES PLASTIQUES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES externalise l'une quelconque des parties susmentionnées, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces parties sont, pour une part, produites au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.141. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 256 du 21 août 2013¹⁶⁶⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé MACHINE À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER est énoncé comme suit:

I – fabrication de transducteurs, conformément à leur processus de production de base respectif;

II – assemblage et soudage de tous les composants sur des cartes de circuits imprimés qui assurent la fonction de réception de signaux ou de traitement/transformation d'images ou de sortie d'images;

¹⁶⁶⁵ Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Voir plus haut la note de bas de page 1619. Le Groupe spécial rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de SOUS-ENSEMBLES PLASTIQUES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES externalise les parties et pièces devant être incorporées, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces parties et pièces sont produites au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

¹⁶⁶⁶ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁶⁷ Ordonnance d'application n° 256/2013 (pièce BRA-116).

III – assemblage de socles de moniteurs et de supports de câbles de transducteurs, positionnement du moniteur, y compris l'installation et la répartition des câbles de signaux vidéo et d'alimentation, selon le cas;

IV – assemblage de surfaces de finition, raccordement et répartition des câbles d'alimentation, signaux, commandes et mise à la terre;

V – assemblage de plaques pour la protection du câblage et la carte principale (appelé porte-carte), selon le cas;

VI – assemblage de la poignée de déplacement et de surfaces de finition, selon le cas;

VII – installation de filtres antipoussière sur les pièces internes de l'équipement, selon le cas;

VIII – installation de logiciels d'interaction avec l'utilisateur de l'équipement;

IX – essais de fonctionnement complets (matériel et logiciel), y compris essai du mode bidimensionnel, pour vérifier les modes Doppler couleur, spectral, pulsé et continu, selon le cas;

X – essais généraux de l'image en temps réel, de la résolution axiale, de la résolution latérale, de l'exactitude du moniteur, du mode mouvement, de la qualité et de la sensibilité en mode bidimensionnel et des interférences;

XI – essais électriques de ce qui suit: fluctuation de la tension, consommation d'énergie, isolation électrique, fuite de courant, résistance de contact;

XII – essais de documents-image, y compris stockage d'images, examen de l'impression et de l'écriture dans un dispositif numérique; et

XIII – conditionnement final de l'équipement.

Paragraphe 1 Sous réserve du processus de production de base, les étapes fixées aux sections "I" et "II" peuvent être exécutées par des tierces parties.

9.142. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 256 du 21 août 2013 dispose ce qui suit:

Lorsqu'une MACHINE À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/un ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER est commercialisé avec un ou plusieurs des éléments énumérés dans le présent article, ces derniers devraient être fabriqués conformément au calendrier et à leurs processus de production de base respectifs, ou conformément aux règles d'origine du MERCOSUR, selon le cas:

I – à compter du 1^{er} janvier 2015:

a) système autonome de sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique (no break); et

b) imprimante.

II – à compter du 1^{er} janvier 2016:

a) système externe d'enregistrement vidéo; ou

b) unité de stockage de données.

9.143. En outre, la partie pertinente de l'article 3 dispose ce qui suit:

Les sous-assemblages, parties et composants qui forment la MACHINE À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/L'ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER devraient être produits conformément au calendrier et à leurs processus de production de base respectifs, ou conformément aux règles d'origine du MERCOSUR, selon le cas:

I – à compter du 1^{er} janvier 2015:

- a) source d'alimentation; et
- b) réchauffeur de gel, selon le cas.

II – à compter du 1^{er} janvier 2016:

- a) bâti (châssis structurel);
- b) roulette (roues de déplacement), le cas échéant;
- c) bras de soutien de moniteur, le cas échéant;
- d) interrupteur au pied, selon le cas;
- e) moniteur de visualisation d'images; et
- f) logiciel de reconstruction d'images.

9.144. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – transducteurs, du fait qu'ils sont produits conformément à leur propre PPB; et étape II – cartes de circuits imprimés qui assurent la fonction de réception de signaux ou de traitement/transformation d'images ou de sortie d'images. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁶⁶⁸ En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/d'ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.145. En outre, l'article 2 exige que lorsque les MACHINES À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/L'ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER sont commercialisés dotés de systèmes autonomes de sécurité de l'alimentation en énergie électrique (no break), d'imprimantes, de systèmes externes d'enregistrement vidéo et/ou d'unités de stockage de données, ces composants et sous-assemblages soient produits conformément à leurs PPB respectifs, ou conformément aux règles d'origine du MERCOSUR. De même, l'article 3 exige que les sources d'alimentation, les réchauffeurs de gel, les bâtis (châssis structurels), les roulettes (roues de déplacement), les bras de soutien de moniteur, les interrupteurs au pied, les moniteurs de visualisation d'images et les logiciels de reconstruction d'images qui forment les MACHINES À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/L'ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER soient produits conformément à leurs PPB respectifs, ou conformément aux règles d'origine du MERCOSUR. L'inclusion de l'option relative au PPB dans les articles 2 et 3 signifie que ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties au Brésil.¹⁶⁶⁹ Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de MACHINES À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER/d'ÉQUIPEMENT À ULTRASONS AVEC ANALYSE SPECTRALE DOPPLER externalise au Brésil les éléments énumérés aux articles 2 et 3 (au lieu de les importer

¹⁶⁶⁸ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente au PPB spécifique mentionné à l'article premier. Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁶⁹ Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Voir plus haut la note de bas de page 1619. Le Groupe spécial rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux.

conformément aux règles d'origine du MERCOSUR), il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.146. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 262 du 22 novembre 2012¹⁶⁷⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIF EMBARQUÉ POUR POSTE DE PÉAGE ET CONTRÔLES D'ACCÈS, fixé par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 158 du 27 août 2002, devrait être le suivant:

- I – fabrication de circuits imprimés, à partir de matériaux laminés;
- II – injection de parties en plastique;
- III – découpe, pliage, estampage, traitement et soudage de parties métalliques;
- IV – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;
- V – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et
- VI – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production énoncées dans le présent article peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section IV, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

9.147. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – circuits imprimés; étape II – parties en plastique; étape III – parties métalliques; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS EMBARQUÉS POUR POSTES DE PÉAGE ET CONTRÔLES D'ACCÈS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.148. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 264 du 23 août 2013¹⁶⁷¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé DISPOSITIF D'IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE – RFID, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application n° 194 du 30 septembre 2008, devrait être le suivant:

- I – fabrication de circuits conducteurs (antennes), comprenant les étapes suivantes:
 - a) découpe et/ou enroulement métallique; ou
 - b) sérigraphie avec encre conductrice; ou

¹⁶⁷⁰ Ordonnance d'application n° 262/2012 (pièce BRA-116).

¹⁶⁷¹ Ordonnance d'application n° 264/2013 (pièce BRA-116).

- c) pression électrochimique et chimique avec traitement de la vapeur; ou
- d) dépôt chimique de métal.

II – fabrication de circuits intégrés monolithiques utilisés dans les dispositifs d'identification de type RFID, y compris les étapes ci-après, sous réserve de l'article 3:

- a) traitement physique et chimique de puces;
- b) essai de fonctionnement, amincissement et découpe de puces transformées;
- c) assemblage de puces non encapsulées à semi-conducteur;
- d) encapsulage de puces assemblées, selon le cas;
- e) essai électrique ou optoélectrique, selon le cas; et
- f) marquage (identification), selon le cas.

III – séparation du circuit intégré/de la bobine, selon le cas;

IV – soudage du circuit intégré et de l'antenne;

V – lamination de l'ensemble circuit intégré/antenne dans un support plastique, selon le cas;

VI – essai de communication par radiofréquence; et

VII – écriture et initialisation du circuit intégré, selon le cas.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production décrites dans le présent article peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes figurant aux sections III, IV, V et VI, qui ne font pas l'objet d'une externalisation.

Article 3 La prescription figurant à la section II de l'article premier est assortie des pourcentages minimaux suivant le calendrier ci-après, en fonction de la bande de fréquences du DISPOSITIF D'IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE – RFID, sur la base du nombre de circuits intégrés monolithiques utilisés au cours de l'année civile:

2012	2013	2014	2015	À compter de 2016
Exemption	20%	40%	60%	80%

Paragraphe 1 Si le pourcentage n'est pas atteint, la société est tenue de s'acquitter de la différence résiduelle par rapport au pourcentage minimum établi, en unités produites jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, sans préjudice des obligations en vigueur.

Paragraphe 2 La différence résiduelle mentionnée au paragraphe 1 ne peut pas dépasser dix pour cent (10%), sur la base de la production d'une année au cours de laquelle il n'a pas été possible d'atteindre la limite établie.

9.149. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus à l'article 3 pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production), comme suit: étape I – circuit conducteur (antenne); et étape II – circuits intégrés monolithiques. Les étapes I et II peuvent être effectuées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS D'IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE – RFID peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.150. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 269 du 29 novembre 2012¹⁶⁷² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SCANNER À RAYONS X POUR CONTRÔLE DE SÉCURITÉ est énoncé comme suit:

I – conception de cartes de circuits imprimés pour clavier de contrôle et d'exploitation (selon le cas);

II – conception et assemblage de cartes électriques, au niveau de base des composants;

III – conception et assemblage de boîtiers de détection et du clavier d'exploitation;

IV – conception et assemblage des boîtiers mécaniques, de la structure mécanique et des accessoires d'installation;

V – fabrication de circuits imprimés sur la carte du clavier d'exploitation, à partir de matériaux laminés;

VI – assemblage et soudage de tous les composants sur des cartes de circuits imprimés;

VII – usinage et autres processus de fabrication qui sont compatibles avec des rouleaux, des courroies transporteuses et un rideau plombé, selon le cas;

VIII – fabrication d'un transformateur d'isolation par bobinage;

IX – intégration de cartes de circuits imprimés assemblées et d'autres sous-assemblages électriques et mécaniques pour former le produit final; et

X – vérification électrique et essais de fonctionnement, étalonnage et réglages.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes figurant aux sections IX et X, qui ne font pas l'objet d'une externalisation.

9.151. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 269 du 29 novembre 2012 dispose ce qui suit:

Lorsque le SCANNER À RAYONS X POUR CONTRÔLE DE SÉCURITÉ est commercialisé avec un ou plusieurs des produits énumérés dans le présent article, ces derniers devraient être fabriqués dans le pays, conformément à leurs processus de production de base respectifs, selon le cas:

I – unité de traitement numérique, basée sur des microprocesseur et assemblée dans le même corps ou la même enveloppe;

II – moniteur vidéo;

III – séparateur vidéo;

IV – convertisseurs de fréquence;

V – Équipement d'alimentation en énergie ininterrompue à microprocesseurs (UPS ou no break); et

¹⁶⁷² Ordonnance d'application n° 269/2012, (pièce BRA-116).

VI – sources d'alimentation.

9.152. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I à VI et VIII concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étapes I, V et VI – divers types de cartes de circuits imprimés; étape II – carte électrique; étape III – boîtiers de détection et clavier d'exploitation; étape IV – boîtiers mécaniques, structure mécanique et accessoires d'installation; et étape VIII – transformateur d'isolation. Les étapes I à VIII peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de SCANNER À RAYONS X POUR CONTRÔLE DE SÉCURITÉ peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.153. De plus, l'article 2 exige que, lorsque le SCANNER À RAYONS X POUR CONTRÔLE DE SÉCURITÉ est commercialisé avec des unités de traitement numériques basées sur des microprocesseurs et assemblées dans le même corps ou sous la même enveloppe, des moniteurs vidéo, des séparateurs vidéo, des convertisseurs de fréquence, un équipement d'alimentation en énergie ininterrompue à microprocesseurs (UPS ou no break) et/ou des sources d'alimentation, ces composants et ces sous-assemblages soient produits conformément à leurs propres PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁷³ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de SCANNERS À RAYONS X POUR CONTRÔLE DE SÉCURITÉ externalise l'un quelconque des éléments énumérés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.154. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 91 du 1^{er} avril 2013¹⁶⁷⁴ dispose ce qui suit:

Il est établi le processus de production de base ci-après concernant les produits dénommés ÉQUIPEMENT DE SURVEILLANCE DES PLANTATIONS, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE, et CAPTEUR DE SEMENCES, fabriqués dans le pays:

I – ÉQUIPEMENT DE SURVEILLANCE DES PLANTATIONS, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE:

- a) fabrication de l'enveloppe;
- b) fabrication de cartes de circuits imprimés, à partir de matériaux laminés;
- c) assemblage et soudage de composants sur des cartes de circuits imprimés;
- d) configuration et écriture de programmes sur des cartes;
- e) intégration de cartes électroniques et de parties mécaniques;
- f) assemblage final du produit;
- g) essai du fonctionnement du produit; et
- h) conditionnement du produit.

II – CAPTEUR DE SEMENCES:

- a) injection plastique de l'enveloppe, selon le cas;
- b) assemblage et soudage de composants sur une carte de circuits imprimés;
- c) fabrication du câble par étirage;
- d) assemblage final du produit;
- e) essai du fonctionnement du produit; et
- f) conditionnement du produit.

¹⁶⁷³ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁷⁴ Ordonnance d'application n° 91/2013 (pièce BRA-116).

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties dans le pays, sauf pour les points "f", "g" et "h" de la section I et les points "d", "e" et "f" de la section II, qui ne peuvent pas¹⁶⁷⁵ faire l'objet d'une externalisation.

9.155. Le Groupe spécial considère que les étapes I a) à I c) concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I a) – enveloppe; étapes I b) et c) – cartes de circuits imprimés. Les étapes I a) à c) peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT DE SURVEILLANCE DES PLANTATIONS, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.156. Le Groupe spécial considère en outre que les étapes II a) à II c) concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape II a) – enveloppe; étape II b) – cartes de circuits imprimés; et étape II c) – câble. Les étapes II a) à c) peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CAPTEURS DE SEMENCES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.157. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 270 du 29 novembre 2012¹⁶⁷⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SOURCE D'ALIMENTATION ET CONVERTISSEUR DE COURANT CONTINU POUR UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ (position 8471.50.10 de la NCM), établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 145 du 2 juillet 2008, devrait être le suivant:

I – fabrication du câble d'alimentation, conformément aux paragraphes 2 et 3;

II – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

III – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

IV – intégration de cartes de circuits imprimés assemblées et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe 1 Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour l'étape fixée à la section IV, qui ne peut pas faire l'objet d'externalisation.

Paragraphe 2 L'étape figurant à la section I est considérée comme respectée lorsque le câble d'alimentation est fabriqué conformément au processus de production de base, s'il est produit dans la zone franche de Manaus, ou lorsqu'il est fabriqué par étirage de fil de cuivre, s'il est produit dans d'autres régions du pays.

¹⁶⁷⁵ La traduction en anglais présentée par le Brésil – "which may be subject to outsourcing" (qui peuvent faire l'objet d'une externalisation) – contient une erreur. La version portugaise originale dit "que não poderão ser objeto de terceirização", c'est-à-dire "qui ne *peuvent pas* faire l'objet d'une externalisation". (pas d'italique dans l'original)

¹⁶⁷⁶ Ordonnance d'application n° 270/2012 (pièce BRA-116).

Paragraphe 3 Aux fins du présent processus de production de base, l'étape figurant à la section I devrait se conformer au calendrier ci-après, eu égard au pourcentage devant être calculé par rapport au nombre total de câbles utilisés au cours de l'année civile:

I – du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013: vingt pour cent (20%);

II – du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014: cinquante pour cent (50%); et

III – à compter du 1^{er} janvier 2015: quatre-vingt pour cent (80%).

Paragraphe 4 À titre subsidiaire par rapport à la prescription figurant à la section I, la société peut choisir de fabriquer des circuits imprimés à partir de matériaux laminés, suivant le calendrier figurant au paragraphe 3.

9.158. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, sous réserve des options figurant aux paragraphes 2 et 4 et des pourcentages minimaux prévus au paragraphe 3, pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production, comme suit: étape I – câble d'alimentation; étape II – cartes de circuits imprimés; et étape III – parties électriques et mécaniques. La conformité avec l'étape I est subordonnée au respect des paragraphes 2 et 3, qui concernent entre autres choses l'application échelonnée de la prescription qui, à compter de 2015, s'applique à au moins 80% des câbles utilisés au cours de l'année civile pour les SOURCES D'ALIMENTATION ET CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU POUR UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ (position 8471.50.10 de la NCM), ou à une option subsidiaire en ce qui concerne les cartes de circuits imprimés (étape II). Ainsi, au titre de ce PPB, le producteur accrédité peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.159. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 384 du 30 décembre 2013¹⁶⁷⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ DE DISQUE DUR MAGNÉTIQUE, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MICT/MCT/MC n° 95 du 1^{er} avril 2013, devrait être le suivant:

I – fabrication de circuits imprimés, à partir de matériaux laminés, conformément à l'article 2;

II – moulage ou injection plastique d'au moins cinquante pour cent (50%) de l'enveloppe externe, sur la base de la production de l'année civile, selon le cas;

III – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

IV – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base;

V – intégration de cartes de circuits imprimés et d'autres parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux sections III et IV ci-dessus; et

VI – formatage, étalonnage, réglage et essais finals.

¹⁶⁷⁷ Ordonnance d'application n° 384/2013 (pièce BRA-116).

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties dans le pays, sauf pour les étapes figurant aux sections V et VI, qui ne font pas l'objet d'une externalisation.

Article 2 Aux fins de l'étape prévue à la section I, il conviendrait de suivre le calendrier ci-après, sur la base de la production de l'année civile:

I – du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2013: dix pour cent (10%) de la production pendant la période;

II – à compter du 1^{er} juillet 2013: exemption.

9.160. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – circuits imprimés; étape II – enveloppes externes; étape III – cartes de circuits imprimés; et étape IV – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties. Le Groupe spécial note en outre que, conformément à l'article 2, l'étape I n'est plus d'application. Ainsi, le producteur accrédité d'UNITÉS DE DISQUES DURS MAGNÉTIQUES peut externaliser les étapes II à IV et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de ces étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.161. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 57 du 17 février 2005¹⁶⁷⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CONDENSATEUR EN CÉRAMIQUE MULTICOUCHES, PROPRE AU MONTAGE EN SURFACE (PRÉVU POUR UN MONTAGE EN SURFACE), établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 451 du 8 octobre 2003, est modifié comme suit:

I – Mélange de matières premières;

II – Formation de couches de céramique;

III – Impression de l'électrode interne et recouvrement;

IV – Découpe et formation dans la chambre de cuisson;

V – Peinture et cuisson d'électrodes externes;

VI – Chromage;

VII – Mesure de caractéristiques électriques;

VIII – Traitement thermique pour fixation; et

IX – Mesure des caractéristiques électriques et fixation.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production, à condition qu'ils respectent le processus de production de base.

§ 2. Les étapes décrites aux points I à V font temporairement l'objet d'une exemption.

¹⁶⁷⁸ Ordonnance d'application n° 57/2005 (pièce BRA-116).

§ 3. L'exemption mentionnée au paragraphe ci-dessus restera en vigueur jusqu'à ce que la croissance de la demande intérieure atteigne des niveaux qui permettent l'exécution des étapes prévues aux points I à V dans le pays.

9.162. Le Groupe spécial note que, selon le paragraphe 1, toutes les étapes de production énumérées aux points I à IX peuvent être exécutées par des tierces parties, et note en outre que, conformément aux paragraphes 2 et 3, au moment où le présent PPB est entré en vigueur, les étapes I à V faisaient l'objet d'une exemption jusqu'à ce que la croissance de la demande intérieure soit suffisante pour permettre leur exécution au Brésil, et le dossier ne contient aucun renseignement sur la question de savoir si cette exemption est toujours en vigueur. Il est également difficile de déterminer, d'après les descriptions des étapes, quelles sont précisément celles qui concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants et de sous-assemblages. Cela dit, étant donné que l'étape I fait référence au mélange de matières premières, il est clair que le présent PPB concerne ce (ou ces) processus de conversion. Ainsi, le producteur accrédité de CONDENSATEURS EN CÉRAMIQUE MULTICOUCHES, PROPRES AU MONTAGE EN SURFACE (PRÉVUS POUR UN MONTAGE EN SURFACE) peut externaliser les étapes concernant ces processus (s'agissant des étapes I à IV, au moment où l'exemption les concernant sera levée) et conserver les avantages fiscaux en question, à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.163. La partie pertinente de l'Ordonnance d'application n° 237 du 11 décembre 2006¹⁶⁷⁹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé SOUS-ENSEMBLE POUR TÉLÉPHONE CELLULAIRE AVEC AFFICHEUR À CRISTAUX LIQUIDES INCORPORÉ, tel qu'établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 277 du 1^{er} juillet 2003, est remplacé par ce qui suit:

I – Support, socle, cadre et injection de l'écran, le cas échéant;

II – Soudage et assemblage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés, le cas échéant;

III – Assemblage de parties électriques et mécaniques, non intégrées, au niveau des composants de base;

IV – Intégration de l'afficheur à cristaux liquides, de la carte de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques dans le produit final, assemblé conformément aux points II et III ci-dessus.

§ 1. Les tierces parties peuvent effectuer les activités, dans le pays, ou opérations inhérentes aux étapes de production établies dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.164. En outre, la partie pertinente de l'article 4 dispose ce qui suit:

Les parties qui constitueront le produit sont conformes aux conditions d'industrialisation établies dans le processus de production de base concernant le produit dénommé téléphone cellulaire.

9.165. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – support, socle, cadre et écran; étape II – cartes de circuits imprimés; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de SOUS-ENSEMBLES POUR TÉLÉPHONES

¹⁶⁷⁹ Ordonnance d'application n° 237/2006 (pièce BRA-116).

CELLULAIRES AVEC AFFICHEUR À CRISTAUX LIQUIDES INCORPORÉ peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.166. En outre, l'article 4 exige que les parties qui constitueront les SOUS-ENSEMBLES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES AVEC AFFICHEUR À CRISTAUX LIQUIDES INCORPORÉ, soient conformes au processus de production de base concernant le produit dénommé TÉLÉPHONE CELLULAIRE. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Voir plus haut le paragraphe 7.292. Le Groupe spécial rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de SOUS-ENSEMBLES POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES AVEC AFFICHEUR À CRISTAUX LIQUIDES INCORPORÉ externalise l'une quelconque des parties mentionnées, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces parties sont, pour une part, produites au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.167. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 165 du 17 juin 2014¹⁶⁸⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUE, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – TOUT-EN-UN, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCTI n° 47 du 20 février 2013, devrait être le suivant:

I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

II – assemblage de parties électriques et mécaniques; et

III – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section III, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

9.168. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 165 du 17 juin 2014 dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions de l'article premier, les pourcentages et calendriers d'assemblage dans le pays, ainsi que l'utilisation des composants et des parties ci-après sont établis, le cas échéant, sur la base de la quantité utilisée au cours de l'année civile, et compte tenu des dispositions de l'article 3:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction de traitement central (carte mère):

	%
Assemblées dans le pays:	90%

¹⁶⁸⁰ Ordonnance d'application n° 165/2014, (pièce BRA-116).

II – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction d'interface de communication, lorsqu'elles ne sont pas intégrées à la carte mère:

	%
Assemblées dans le pays:	90%

III – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction d'interface de communication, en utilisant une technologie sans fil, selon le calendrier suivant:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Assemblées dans le pays	50%	60%	80%

IV – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction de source d'alimentation, pour les cartes internes, et de convertisseurs de courant alternatif/continu – CA/CC, pour les cartes externes:

Année civile	2013	À compter de 2014
Produites conformément à un PPB spécifique	45%	80%

V – Câbles d'alimentation produits conformément à un PPB spécifique ou, en son absence, par étirage et recuit de ses fils, selon le tableau ci-après et le paragraphe 10:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Produits conformément à un PPB spécifique, ou par étirage et recuit de ces fils	30%	30%	60%

VI – unités de disques durs magnétiques, le cas échéant:

Année civile	2013	À compter de 2014
Produites conformément à un PPB spécifique	30%	50%

VII – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent des fonctions de mémoire (modules de mémoire RAM):

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
Produites conformément à un PPB spécifique	40%	60%	70%	80%
Assemblées dans le pays	50%	30%	20%	10%
Production totale dans le pays	90%	90%	90%	90%

VIII – autres composants et parties qui ont une fonction de mémoire, soit comme circuits intégrés soit comme modules ou cartes, indiqués ci-dessous, selon le cas:

a) Composant de circuit intégré DRAM; et

b) Unité de stockage de données, module DSS (disque statique à semi-conducteurs).

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
% minimum requis avec PPB spécifique	30%	50%	60%	80%

9.169. En outre, la partie pertinente du paragraphe 10 dispose ce qui suit:

Les câbles d'alimentation mentionnés à la section V du présent article devraient être produits par étirage et recuit de leurs fils, selon le calendrier suivant:

I – du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013: soixante pour cent (60%), en poids;

II – à compter du 1^{er} janvier 2014: quatre-vingt-dix pour cent (90%), en poids.

9.170. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus à l'article 2 pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Conformément au paragraphe unique de l'article premier, les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁶⁸¹ En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – TOUT-EN-UN peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.171. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁸² Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – TOUT-EN-UN externalise l'un quelconque des composants, parties ou sous-assemblages mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont en partie produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.172. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 211 du 18 août 2014¹⁶⁸³ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les produits suivants: ÉQUIPEMENT DE COMMUTATION VOCALE ET DE DONNÉES INTÉGRÉ À UNE STATION DE BASE RADIO, CENTRES DE COMMUTATION ET DE COMMANDE, CONTRÔLEURS DE STATION DE BASE RADIO, ÉQUIPEMENT D'INTERCONNEXION ET DE MULTIPLEXAGE DE RÉSEAUX UTILISANT DES MICRO-ONDES OU DES SIGNAUX OPTIQUES INCORPORÉ À DES STATIONS DE BASE RADIO, UNITÉS ÉMETTRICES-RÉCEPTRICES POUR STATIONS DE BASE RADIO, TRANSPONDEURS CELLULAIRES ET SYSTÈMES DE COURANT CONTINU, appropriés pour la téléphonie cellulaire, tel qu'établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 160 du 22 juin 2011, devrait être le suivant:

I – fabrication à partir de matériaux laminés – dix pour cent (10%) en quantité – de circuits imprimés utilisés dans des unités émettrices-réceptrices pour station de base radio et des transpondeurs cellulaires, conformément au paragraphe 2 du présent article;

II – fabrication conformément au PPB en vigueur de dispositifs de protection contre les surtensions, le cas échéant.

III – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

IV – assemblage de sous-assemblages électriques et mécaniques, entièrement séparés, au niveau des composants de base; et

V – intégration de cartes de circuits imprimés et de modules électriques et mécaniques, assemblés conformément aux points précédents, afin de former le produit final.

¹⁶⁸¹ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés à l'article 2. Voir la note de bas de page 1619.

¹⁶⁸² Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁸³ Ordonnance d'application n° 211/2014 (pièce BRA-116).

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section V, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

...

Paragraphe 3 Pour fabriquer les UNITÉS ÉMETTRICES-RÉCEPTRICES POUR STATION DE BASE RADIO et les TRANSPONDEURS CELLULAIRES, une étape correspondant à la fabrication du bâti, conformément à son processus de production de base spécifique, devrait être ajoutée aux étapes prévues dans le texte introductif.

...

Paragraphe 4 Pour la fabrication des SYSTÈMES DE COURANT CONTINU, les étapes correspondant à la fabrication du bâti et des accumulateurs électriques, conformément à leurs processus de production de base spécifiques, devraient être ajoutées aux étapes prévues dans le texte introductif.

...

9.173. En outre, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application n° 211 du 18 août 2014 dispose ce qui suit:

Les UNITÉS DE TRANSPONDEUR de l'équipement de connexion point à point ou de connexion multipoint utilisant la technologie des micro-ondes devraient être produites conformément au processus de production de base établi dans la présente ordonnance.

9.174. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – circuits imprimés; étape II – dispositifs de protection contre les surtensions; étape III – cartes de circuits imprimés; et étape IV – sous-assemblages électriques et mécaniques. Les étapes I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties. De plus, conformément à l'article 4, les UNITÉS DE TRANSPONDEUR de l'équipement de connexion point à point ou de connexion multipoint utilisant la technologie des micro-ondes doivent être produites conformément au présent PPB (et sont donc soumises à ses dispositions relatives à l'externalisation). En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT DE COMMUTATION VOCALE ET DE DONNÉES INTÉGRÉ À UNE STATION DE BASE RADIO, de CENTRES DE COMMUTATION ET DE COMMANDE, de CONTRÔLEURS DE STATIONS DE BASE RADIO, d'ÉQUIPEMENT D'INTERCONNEXION ET DE MULTIPLEXAGE DE RÉSEAUX UTILISANT DES MICRO-ONDES OU DES SIGNAUX OPTIQUES INCORPORÉ À DES STATIONS DE BASE RADIO, d'UNITÉS ÉMETTRICES-RÉCEPTRICES POUR STATIONS DE BASE RADIO, de TRANSPONDEURS CELLULAIRES et de SYSTÈMES DE COURANT CONTINU peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.175. En outre, les paragraphes 3 et 4 de l'article premier prescrivent que i) le bâti pour les UNITÉS ÉMETTRICES-RÉCEPTRICES POUR STATION DE BASE RADIO et TRANSPONDEURS CELLULAIRES, et ii) le bâti et les accumulateurs électriques pour les SYSTÈMES DE COURANT CONTINU soient produits conformément à leurs propres PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT DE COMMUTATION VOCALE ET DE DONNÉES INTÉGRÉ À UNE STATION DE BASE RADIO, de CENTRES DE COMMUTATION ET DE COMMANDE, de CONTRÔLEURS DE STATIONS DE BASE RADIO, d'ÉQUIPEMENT D'INTERCONNEXION ET DE MULTIPLEXAGE DE RÉSEAUX UTILISANT DES MICRO-ONDES OU DES SIGNAUX OPTIQUES INCORPORÉ À DES STATIONS DE BASE RADIO, d'UNITÉS ÉMETTRICES-RÉCEPTRICES POUR STATIONS DE BASE RADIO, de TRANSPONDEURS CELLULAIRES et de SYSTÈMES DE COURANT CONTINU externalise les bûts susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces bûts sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.176. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 224 du 9 septembre 2014¹⁶⁸⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé FIBRE OPTIQUE, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 135 du 3 août 1994, devrait être le suivant:

I – traitement physique et chimique qui résulte en l'obtention d'une préforme;

II – étirage de la fibre;

III – essais;

IV – conditionnement.

Paragraphe 1 Aux fins des dispositions énoncées ci-dessus, l'étape décrite à la section I peut être exécutée par des tierces parties, à condition qu'elle soit exécutée dans le pays.

9.177. Le Groupe spécial considère que l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, c'est-à-dire de préformes. L'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de FIBRE OPTIQUE peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de l'étape (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.178. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 24 du 5 février 2014¹⁶⁸⁵ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ÉQUIPEMENT MOBILE À RAYONS X À ARC EN C, COUPLÉ, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE, fabriqué dans le pays, est énoncé comme suit:

I – Fabrication de détecteurs à rayons X, le cas échéant, conformément à leur processus de production de base respectif;

II – Assemblage et soudage de tous les composants sur la (des) carte(s) de circuits imprimés qui est (sont) contenue(s) dans l'équipement principal et qui assure(nt) les fonctions suivantes:

- a) commande et activation des rayons X;
- b) commande et activation du mouvement, selon le cas;
- c) interfaces de commande et de transmission des signaux; et
- d) approvisionnement et distribution de l'énergie.

III – Intégration du câblage de l'ordinateur et de la console;

IV – Installation des pattes de fixation de l'ordinateur et des couvercles;

V – Assemblage et câblage de l'ensemble moniteur;

VI – Intégration de la génératrice haute tension dans l'équipement à rayons X;

VII – Intégration des composants de l'ensemble arc en C et de la console;

¹⁶⁸⁴ Ordonnance d'application n° 224/2014 (pièce BRA-116).

¹⁶⁸⁵ Ordonnance d'application n° 24/2014 (pièce BRA-116).

VIII – Installation d'un programme informatique pour la configuration et le fonctionnement de l'équipement;

IX – Réalisation d'essais mécaniques, de sécurité électrique, de rayonnement et d'images;

X – Adaptation de configurations régionales au pays de destination; et

XI – Étiquetage du système et conditionnement du produit final.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, seules les étapes fixées aux sections "I", "II", "VI" et "XI" peuvent être exécutées par des tierces parties, tandis que les autres devraient être exécutées par la société manufacturière, sauf dans les cas où l'externalisation fait partie du projet de transfert de technologie pour des sociétés installées dans le pays.

9.179. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 24 du 5 février 2014 dispose ce qui suit:

Lorsque l'ÉQUIPEMENT MOBILE À RAYONS X À ARC EN C, COUPLÉ, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE est commercialisé avec un ou plusieurs des produits énumérés dans le présent article, ces derniers devraient être fabriqués dans le pays, conformément à leurs processus de production de base respectifs et au calendrier ci-après, selon le cas:

I – À compter du 1^{er} juillet 2015:

- a) assemblage d'un équipement d'alimentation en énergie ininterrompue (no break).
- b) unité mécanique pour support de tube et table d'examen, selon le cas.

II – À compter du 1^{er} janvier 2016:

- a) reconstituteur ou console d'ordinateur.

III – À compter du 1^{er} janvier 2017:

- a) moniteur de visualisation d'images; et
- b) logiciel de traitement d'images et de signaux.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les parties, composants, accessoires et logiciels énumérés aux sections I, II et III peuvent être fabriqués par des tierces parties, à condition qu'ils fassent partie du projet de transfert de technologie de sociétés installées dans le pays, selon le cas.

9.180. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – détecteurs à rayons X (sur la base de leur propre PPB); et étape II – cartes de circuits imprimés. Conformément au paragraphe 1 de l'article premier, les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁶⁸⁶ En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT MOBILE À RAYONS X À ARC EN C, COUPLÉ, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

¹⁶⁸⁶ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente au PPB spécifique mentionné à l'article premier.

9.181. De plus, l'article 2 exige que lorsque l'ÉQUIPEMENT MOBILE À RAYONS X À ARC EN C, COUPLÉ, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE est commercialisé avec un équipement d'alimentation en énergie ininterrompue (no break), des unités mécaniques pour support de tube et table d'examen, des reconstruteurs ou consoles d'ordinateurs, des moniteurs de visualisation d'images et/ou des logiciels de traitement d'images et de signaux, ces composants et ces sous-assemblages soient produits conformément à leurs PPB respectifs, ou conformément aux règles d'origine du MERCOSUR. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des composants ou des sous-assemblages visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁶⁸⁷ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT MOBILE À RAYONS X À ARC EN C, COUPLÉ, DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE externalise les éléments susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.182. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 62 du 31 mars 2014¹⁶⁸⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ÉQUIPEMENT POUR L'ÉMISSION DE SIGNAUX DE TÉLÉVISION NUMÉRIQUES, fabriqué dans le pays, est énoncé comme suit:

I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

II – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

III – intégration de cartes de circuits imprimés et d'autres parties électriques pour former le produit final, assemblé conformément aux sections I et II ci-dessus.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes figurant à la section III, qui ne font pas l'objet d'externalisation.

9.183. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT POUR L'ÉMISSION DE SIGNAUX DE TÉLÉVISION NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.184. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 141 du 13 mai 2015¹⁶⁸⁹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ DE TRAITEMENT NUMÉRIQUE, À FAIBLE CAPACITÉ, BASÉE SUR DES MICROPROCESSEURS, ET ASSEMBLÉE SUR UN MÊME CORPS OU UNE MÊME

¹⁶⁸⁷ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁸⁸ Ordonnance d'application n° 62/2014 (pièce BRA-116).

¹⁶⁸⁹ Ordonnance d'application n° 141/2015 (pièce BRA-116).

ENVELOPPE (position 8471.50.10 de la NCM), fabriqué dans le pays, et établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 80 du 14 avril 2014, devrait être le suivant:

I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

II – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base, sauf pour l'enveloppe, sous réserve des dispositions de la section III;

III – assemblage de l'enveloppe au niveau des composants de base ou à partir de ses structures de base, séparés, en au moins cinq parties, conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article; et

IV – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe 1 Aux fins du décompte mentionné à la section II du présent article, le panneau frontal peut être considéré comme une des cinq parties de la structure de base de l'enveloppe, et seuls les afficheurs à diodes électroluminescentes (LED), l'enceinte (bipheur) et la touche marche/arrêt peuvent lui être agrégés.

Paragraphe 2 Aux fins de la section III du présent article, les composants et les parties ci-après ne font pas partie de l'enveloppe: source d'alimentation, carte de circuits imprimés assemblées, ventilateur de refroidissement, lecteurs de cartes mémoires, unités de disque optique, magnétiques et souples, les éléments de câblage et de fixation n'étant pas considérés comme des structures de base.

Paragraphe 3 Pour autant que le processus de production de base établi dans la présente ordonnance soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section IV, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

9.185. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 141 du 13 mai 2015 dispose ce qui suit:

Pour les cartes d'interface de communication sans fil (WIFI, Bluetooth, WiMax), destinées aux PETITES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES, le pourcentage minimum d'assemblage devrait être de 80%, sur la base de la quantité de cartes utilisées au cours de l'année civile.

9.186. En outre, la partie pertinente de l'article 4 dispose ce qui suit:

Les PETITES UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES devraient utiliser au moins trois des intrants ci-après, fabriqués conformément au processus de production de base respectif:

I – enveloppes;

II – unités de disques durs magnétiques;

III – source d'alimentation;

IV – circuits imprimés (pour carte mère); et

V – dispositif d'étiquette d'identification par radiofréquence (RFID).

9.187. La partie pertinente de l'article 5 dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions de l'article premier, les pourcentages et calendriers d'assemblage dans le pays, ainsi que l'utilisation des composants et des parties ci-après sont établis, le cas échéant, sur la base de la quantité utilisée au cours de l'année civile:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent des fonctions de mémoire (modules de mémoire RAM):

Année civile	2014	2015	À compter de 2016
Produites conformément à un PPB spécifique	50%	60%	80%
Assemblées dans le pays	40%	30%	10%
Production totale dans le pays	90%	90%	90%

II – autres composants et parties qui ont une fonction de mémoire, que ce soit comme circuits intégrés, ou comme modules ou cartes, indiqués ci-dessous, selon le cas:

- a) composant de circuit intégré DRAM ou LPDRAM;
- b) composant de circuit intégré flash NON-ET; et
- c) unité de stockage de données, module DSS (disque statique à semi-conducteurs).

Année civile	2014	2015	À compter de 2016
Pourcentage minimum requis avec PPB spécifique	50%	60%	80%

9.188. Le Groupe spécial considère que les étapes I, II et III de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des quantités et des pourcentages minimaux prévus aux articles 3, 4 et 5 pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II – parties électriques et mécaniques; et étape III – enveloppe. Conformément au paragraphe 3 de l'article premier, les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁶⁹⁰ En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES, À FAIBLE CAPACITÉ, BASÉES SUR DES MICROPROCESSEURS, ET ASSEMBLÉES SUR UN MÊME CORPS OU UNE MÊME ENVELOPPE (position 8471.50.10 de la NCM) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.189. Plus précisément en ce qui concerne les PPB spécifiques, conformément aux articles 4 et 5, au moins trois des intrants suivants, à savoir les enveloppes, les unités de disques durs magnétiques, les sources d'alimentation, les circuits imprimés (pour carte mère) et les dispositifs d'étiquette d'identification par radiofréquence (RFID), et des pourcentages minimaux spécifiés de certaines cartes de circuits imprimés et d'autres parties électroniques, utilisés dans les PETITES UNITÉS TRAITEMENT NUMÉRIQUES doivent être fabriqués conformément à leurs propres PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de PETITES UNITÉS TRAITEMENT NUMÉRIQUES externalise les composants et les sous-assemblages mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces composants et ces sous-assemblages sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

¹⁶⁹⁰ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés à l'article 5. Voir plus haut la note de bas de page 1619.

9.190. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 185 du 28 mai 2015¹⁶⁹¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé TERMINAL DE TRANSFERT ÉLECTRONIQUE DE FONDS – DÉBIT ET CRÉDIT, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT/MC n° 35 du 7 février 2013, devrait être le suivant:

I – injection plastique d'au moins 85% du corps ou de l'enveloppe, sur la base de la fabrication annuelle visée par des incitations de terminaux de transfert électronique de fonds – débit et crédit;

II – fabrication d'au moins 85% de la source d'alimentation ou du convertisseur CA/CC, ou du chargeur de batterie, à partir de l'assemblage et du soudage de tous les composants sur la carte de circuits imprimés, et de l'enroulement de la bobine du transformateur, sur la base de la fabrication annuelle visée par des incitations de terminaux de transfert électronique de fonds – débit et crédit;

III – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

IV – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base;

V – fabrication de modules de communication GSM (Système mondial de communications mobiles), conformément à l'article 3; et

VI – intégration de cartes de circuits imprimés et d'autres parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux sections III et IV du présent article.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape VI, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

9.191. La partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 185 du 28 mai 2015 dispose ce qui suit:

9.192. Quatre-vingt-dix pour cent (90%) des modules de communication GSM (Système mondial de communications mobiles) utilisés pour fabriquer le TERMINAL DE TRANSFERT ÉLECTRONIQUE DE FONDS – DÉBIT ET CRÉDIT, sur la base de la production totale, en quantité, de l'année civile, devraient être produits conformément à leur processus de production de base respectif.

9.193. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, sous réserve des pourcentages minimaux spécifiés, comme suit: étape I – corps ou enveloppe; étape II – source d'alimentation ou convertisseur CA/CC, ou chargeur de batterie; étape III – cartes de circuits imprimés; étape IV – parties électriques et mécaniques; et étape V – modules de communication GSM (Système mondial de communications mobiles), sous réserve du respect, conformément à l'article 3, de leur propre PPB en ce qui concerne 90% des modules incorporés dans les TERMINAUX DE TRANSFERT ÉLECTRONIQUE DE FONDS – DÉBIT ET CRÉDIT. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de TERMINAUX DE TRANSFERT ÉLECTRONIQUE DE FONDS – DÉBIT ET CRÉDIT peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base¹⁶⁹²) soient respectées.

¹⁶⁹¹ Ordonnance d'application n° 185/2015 (pièce BRA-116).

¹⁶⁹² Dans le cas des modules de communication GSM, en raison des prescriptions du PPB spécifique pour ces produits.

9.194. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 188 du 8 juillet 2014¹⁶⁹³ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CONTRÔLEUR LOGIQUE PROGRAMMABLE, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MICT/MCT/MC n° 511 du 10 novembre 2003, devrait être le suivant:

I – fabrication d'au moins soixante-dix pour cent (70%) des circuits imprimés, à partir de matériaux laminés;

II – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

III – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

IV – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base prévu dans la présente ordonnance soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section VI, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

9.195. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – circuits imprimés; étape II – cartes de circuits imprimés; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CONTRÔLEURS LOGIQUES PROGRAMMABLES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.196. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 26 du 5 février 2015¹⁶⁹⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé TOMOGRAPHIE PAR ÉMISSION DE POSITRONS/TOMOGRAPHIE PAR ORDINATEUR (PET/CT), fabriqué dans le pays, est énoncé comme suit:

I – assemblage de détecteurs de rayons X, conformément à leur processus de production de base respectif;

II – assemblage de détecteurs de photons, conformément à leur processus de production de base respectif;

III – assemblage mécanique de la base fixe;

IV – installation mécanique et alignement du support mobile CT sur la base fixe;

V – installation mécanique de l'anneau d'imagerie PET, et alignement mécanique sur le support mobile CT;

VI – assemblage mécanique et alignement de la table d'examen sur le support mobile CT;

¹⁶⁹³ Ordonnance d'application n° 188/2014 (pièce BRA-116).

¹⁶⁹⁴ Ordonnance d'application n° 188/2014 (pièce BRA-116).

VII – assemblage mécanique et connexions des câbles de transmission des données de l'unité de reconstruction d'images PET;

VIII – assemblage mécanique, connexions des câbles de transmission des données, installation de logiciels et réalisation d'essais de fonctionnement de l'unité de reconstruction d'images CT;

IX – assemblage et connexions de l'unité de distribution d'énergie au support mobile, aux unités de reconstruction d'images CT et PET et à la table d'examen;

X – alignement mécanique et essais d'intégration de la base fixe, du support mobile CT, de l'anneau d'imagerie PET et de la table;

XI – essais de sécurité électrique et de rayonnement ,y compris pour l'impédance de mise à la terre, le courant de fuite, la rigidité diélectrique et les fuites de rayonnements, selon le cas;

XII – essais de fonctionnement, y compris l'étalonnage et la qualité de l'image; et

XIII – conditionnement des sous-systèmes et accessoires formant le PET/CT.

Pour autant que le processus de production de base soit respecté, seules les étapes fixées aux sections I, II et XIII peuvent être exécutées par des tierces parties, tandis que les autres devraient être exécutées par la société manufacturière, sauf dans les cas où l'externalisation fait partie du projet de transfert de technologie pour des sociétés installées dans le pays.

9.197. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 26 du 5 février 2014 dispose ce qui suit:

Lorsque la TOMOGRAPHIE PAR ÉMISSION DE POSITRONS/TOMOGRAPHIE PAR ORDINATEUR (PET/CT) est commercialisée avec un ou plusieurs des produits énumérés dans le présent article, ces derniers devraient être fabriqués dans le pays, conformément à leurs processus de production de base et au calendrier ci-après, selon le cas:

I – à compter du 1^{er} janvier 2016:

- a) ordinateur pour l'acquisition de données ou la reconstruction d'images;
- b) meuble d'ordinateur (casier métallique);
- c) imprimante pour l'impression de rapports et d'images sur papier;
- d) imprimante pour l'impression d'examens sur un film spécial;
- e) système haute tension pour le filtrage et le contrôle de la tension d'alimentation des systèmes médicaux;
- f) système de régulation haute tension pour le contrôle de la tension d'alimentation constante des systèmes médicaux; et
- g) système de régulation basse tension pour le contrôle de la tension d'alimentation constante des systèmes médicaux.

II – à compter du 1^{er} janvier 2017:

- a) moniteur de visualisation d'images; et
- b) logiciel de traitement des images et des signaux.

9.198. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II, du fait qu'elles sont soumises à leurs propres PPB, concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – détecteurs de rayons X; et étape II – détecteurs de photons. Conformément au paragraphe 1 de l'article premier, les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁶⁹⁵ En d'autres termes, le producteur accrédité de TOMOGRAPHIE PAR ÉMISSION DE POSITRONS/TOMOGRAPHIE PAR ORDINATEUR (PET/CT) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base, sur la base des PPB applicables) soient respectées.

9.199. En outre, l'article 2 exige que lorsque la TOMOGRAPHIE PAR ÉMISSION DE POSITRONS/TOMOGRAPHIE PAR ORDINATEUR (PET/CT) est commercialisée avec des ordinateurs pour l'acquisition de données ou la reconstruction d'images, des meubles pour ordinateur (casiers métalliques), des imprimantes pour l'impression de rapports et d'images sur papier, des imprimantes pour l'impression d'examens sur un film spécial, des systèmes haute tension pour le filtrage et le contrôle de la tension d'alimentation des systèmes médicaux, des systèmes de régulation haute tension pour le contrôle de la tension d'alimentation constante des systèmes médicaux et des systèmes de régulation basse tension pour le contrôle de la tension d'alimentation constante des systèmes médicaux, ces composants et ces sous-assemblages soient produits conformément à leurs PPB respectifs. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de TOMOGRAPHIE PAR ÉMISSION DE POSITRONS/TOMOGRAPHIE PAR ORDINATEUR (PET/CT) externalise les éléments susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont produits au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.200. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 36 du 4 mars 2015¹⁶⁹⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ D'ENTRÉE, CLAVIER POUR DISPOSITIF DE POINTAGE AVEC OU SANS SORTIE VIDÉO INCORPORÉE, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCTI n° 24 du 7 février 2007, devrait être le suivant:

I – injection de parties en plastique;

II – fabrication d'au moins quatre-vingt pour cent (80%) des cartes de circuits imprimés, à partir de matériaux laminés, à compter du 1^{er} juillet 2015;

III – assemblage et soudage, ou processus équivalent, de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

IV – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

V – assemblage final.

Paragraphe unique. Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production ci-dessus peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour le stade V, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

¹⁶⁹⁵ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés à l'article premier. Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁶⁹⁶ Ordonnance d'application n° 36/2015 (pièce BRA-116).

9.201. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties en plastique; étapes II et III – cartes de circuits imprimés; et l'étape IV concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: parties électriques et mécaniques. Les étapes I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS D'ENTRÉE, CLAVIERS POUR DISPOSITIF DE POINTAGE AVEC OU SANS SORTIE VIDÉO INCORPORÉE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.202. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 188 du 28 mai 2015¹⁶⁹⁷ dispose ce qui suit:

- a. Le processus de production de base concernant le produit dénommé TÉLÉPHONE CELLULAIRE FIXE, qui utilise les technologies GSM, GPRS, EDGE, W-CDMA, HSPA et LTE, conjointement ou séparément, fabriqué dans le pays, tel qu'établi par l'Ordonnance d'application MCT/MICT n° 356 du 6 septembre 1996, devrait être le suivant:

I – injection plastique du corps ou du boîtier;

II – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

III – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base;

IV – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux étapes fixées aux sections I, II et III.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour l'étape figurant à la section IV, qui ne fait pas l'objet d'une externalisation.

Paragraphe 2 Jusqu'au 31 décembre 2017, les sous-assemblages "module de radiofréquence" et "interface cellulaire" sont exemptés de l'opération décrite à la section II du présent article. Après cette date, l'utilisation de ces sous-assemblages devrait suivre le calendrier suivant:

Année civile	2018	2019	À compter de 2020
%	20%	40%	80%

Paragraphe 3 Jusqu'au 31 décembre 2015, le sous-assemblage "source d'alimentation" (ou convertisseurs de courant continu – CA-CC ou chargeurs de batterie) est exempté de l'opération décrite à la section II du présent article. À compter du 1^{er} janvier 2016, des pourcentages minimaux de sources d'alimentation devraient être fabriquées conformément aux étapes énoncées dans le texte introductif, sur la base de la quantité totale produite au cours de l'année civile, conformément au calendrier suivant.

Année civile	2016	2017	À compter de 2018
%	30%	50%	80%

9.203. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus aux paragraphes 2 et 3 pour le respect de l'article premier sur

¹⁶⁹⁷ Ordonnance d'application n° 188/2015 (pièce BRA-116).

la base des prescriptions des étapes de production), comme suit: étape I – corps ou boîtier; étape II – cartes de circuits imprimés; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de TÉLÉPHONES CELLULAIRES FIXES, qui utilisent les technologies GSM, GPRS, EDGE, W-CDMA, HSPA et LTE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.204. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 231 du 5 septembre 2014¹⁶⁹⁸ dispose ce qui suit:

Article premier Le processus de production de base concernant le produit dénommé PANNEAU OU MODULE PHOTOVOLTAÏQUE, fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MICT/MCT/MC n° 274 du 12 décembre 2001, devrait être le suivant:

I – fabrication de cellules photovoltaïques, conformément à leur processus de production de base respectif;

II – soudage de terminaux dans les cellules photovoltaïques formant des chaînes;

III – assemblage d'ensembles de cellules (chaînes) dans du verre et soudage d'interconnexions cellulaires (chaînes);

IV – assemblage d'enveloppes (feuille de plastique ou plaque de verre);

V – laminage de panneaux;

VI – assemblage de cadres (facultatif pour les panneaux verre-verre);

VII – assemblage de connecteurs électriques et/ou de boîtes de connexion; et

VIII – essais et classification dans le simulateur.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base prévu dans la présente ordonnance soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes figurant aux sections VII et VIII, qui ne font pas l'objet d'une externalisation.

9.205. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I, II, III, IV et VI concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cellules photovoltaïques (conformément à leur propre PPB); étape II – chaînes; étape III – ensembles de cellules et interconnexions de cellules; étape IV – enveloppes (plastique ou verre), et étape VI – cadres. Conformément au paragraphe 1, toutes ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de PANNEAUX OU MODULES PHOTOVOLTAÏQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base – pour les cellules photovoltaïques, conformément au PPB respectif) soient respectées.

¹⁶⁹⁸ Ordonnance d'application n° 231/2014 (pièce BRA-116).

9.206. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 236 du 15 juillet 2015¹⁶⁹⁹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé CÂBLE OPTIQUE À CONNECTEURS, fabriqué dans le pays, est énoncé comme suit:

- I – découpe de câble optique;
- II – dénudage de câble optique;
- III – nettoyage de fibre optique;
- IV – collage de fibre optique à un contact en céramique;
- V – étirage de fibre;
- VI – polissage de fibre, selon le cas; et
- VII – sertissage de connecteur.

Paragraphe 1 Aux fins du présent article, au moins cinquante pour cent (50%) des câbles optiques devraient être conformes au processus de production de base défini pour eux.

9.207. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 236 du 15 juillet 2015 dispose ce qui suit:

Les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production décrites à l'article premier, sauf pour une d'entre elles, peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit respecté.

9.208. Le Groupe spécial considère qu'au moins l'étape I, conjointement au paragraphe 1, du fait de l'application de son propre PPB, concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, c'est-à-dire de câbles optiques. L'étape I peut être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CÂBLES OPTIQUES À CONNECTEURS peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de l'étape (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.209. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 287 du 11 novembre 2014¹⁷⁰⁰ dispose ce qui suit:

Établissement du processus de production de base concernant le produit dénommé UNITÉ DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES, À SEMI-CONDUCTEUR, fabriqué dans le pays, comme suit:

- I – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;
- II – moulage, encapsulage ou injection plastique de parties en plastique de l'enveloppe externe, selon le cas;
- III – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base;

¹⁶⁹⁹ Ordonnance d'application n° 236/2015 (pièce BRA-116).

¹⁷⁰⁰ Ordonnance d'application n° 287/2014 (pièce BRA-116).

IV – intégration finale du produit, assemblé conformément aux sections précédentes; et

V – formatage, installation de programmes informatiques résidant et essais finals, selon le cas.

Paragraphe 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour les étapes figurant aux sections IV et V, qui ne font pas l'objet d'une externalisation.

9.210. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 287 du 11 novembre 2014 dispose ce qui suit:

Les circuits intégrés ou les microprocesseurs de type à mémoire rémanente, utilisés dans l'assemblage de cartes de circuits imprimés du produit mentionné à l'article premier, sont conformes au processus de production de base pertinent, à hauteur des pourcentages de production ci-après au cours de l'année civile:

I – du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014: zéro pour cent (0%); et

II – à compter du 1^{er} janvier 2015: quarante pour cent (40%).

9.211. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus à l'article 3 pour le respect de l'article premier sur la base de leur propre PPB), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II – parties en plastique de l'enveloppe externe; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES, À SEMI-CONDUCTEUR peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.212. Plus précisément en ce qui concerne le PPB spécifique figurant à l'article 3, au moins 40% des circuits intégrés ou des microprocesseurs de type à mémoire rémanente utilisés dans l'assemblage d'UNITÉS DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES, À SEMI-CONDUCTEUR doivent être produits conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'UNITÉS DE STOCKAGE RÉMANENT DES DONNÉES, À SEMI-CONDUCTEUR externalise les microprocesseurs susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces microprocesseurs sont en partie produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.213. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 323 du 31 décembre 2014¹⁷⁰¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé TERMINAL DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE PORTATIF fabriqué dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCTI n° 306 du 28 décembre 2012, devrait être le suivant:

¹⁷⁰¹ Ordonnance d'application n° 323/2014 (pièce BRA-116).

I – assemblage et soudage de tous les composants sur des cartes de circuits imprimés, pour un pourcentage minimum de 85%;

II – fabrication du chargeur conformément à son processus de production de base respectif, pour un pourcentage minimum de 85%;

III – fabrication de la batterie conformément à son processus de production de base respectif, pour un pourcentage minimum de 60%;

IV – fabrication de la carte microSD (Secure Digital) et de la carte microSDHC (Secure Digital High Capacity), conformément au processus de production de base pertinent, lorsqu'elles sont jointes à des téléphones cellulaires, suivant le calendrier ci-après:

2014	2015	2016	À compter de 2017
10%	20%	40%	50%

V – fabrication de circuits intégrés de mémoire, conformément à leur processus de production de base respectif, suivant le calendrier ci-après:

2014	2015	2016	À compter de 2017
5%	25%	40%	50%

VI – fabrication de câbles de transmission des données conformément aux modalités et pourcentages énoncés dans le processus de production de base pour "convertisseur statique à commande électronique, de technologie numérique (position 8504.40 de la NCM), utilisé comme convertisseur de courant continu (CA/CC) ou chargeur de batterie pour téléphone cellulaire", lorsqu'ils ne sont pas fabriqués avec un chargeur, conformément à la section II du présent article; et

VII – intégration de cartes de circuits imprimés, de sous-assemblages et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

...

Paragraphe 2 Aux fins des dispositions du présent article, l'utilisation de sous-assemblages provenant de tierces parties dans le pays est autorisée, à condition que leur production respecte le processus de production de base établi aux sections I à VII du présent article.

9.214. Le Groupe spécial considère que les étapes I à VI concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II, du fait de l'application de son propre PPB à au moins 85% de la production – chargeurs; étape III, du fait de l'application de son propre PPB à au moins 60% de la production – chargeurs; étape IV, du fait de l'application de son propre PPB conformément à un calendrier échelonné – carte microSD (Secure Digital) et carte microSDHC (Secure Digital High Capacity); étape V, du fait de l'application de son propre PPB conformément à un calendrier échelonné – circuits intégrés de mémoire; et étape VI, du fait de l'application de son propre PPB et sous réserve de certaines autres conditions spécifiques – câbles de transmission des données. Conformément au paragraphe 2, les étapes I à VI peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de TERMINAUX DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE PORTATIFS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base, pour la plupart sur la base de leurs propres PPB) soient respectées.

9.215. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 325 du 31 décembre 2014¹⁷⁰² dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit dénommé ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE, établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 28 du 10 février 2012, devrait être le suivant:

I – assemblage du magnéto, conformément aux étapes suivantes:

- a) installation de goujons et fixation de bagues frontales et arrières sur le corps du magnéto;
- b) installation d'une bobine de gradient sur le magnéto;
- c) installation d'un support mécanique pour la fixation des câbles du magnéto principal;
- d) installation des supports du revêtement supérieur;
- e) assemblage d'un bus d'alimentation entre le magnéto et la bobine de gradient – fixation de supports, de vis et d'isolateurs;
- f) installation d'une interface pour les antennes réceptrices du signal du magnéto;
- g) assemblage d'un banc de charge résistive pour les circuits de transmission de fréquence radio (carte de circuits imprimés dont les composants électriques et électroniques sont assemblés avec des puits) dans le support du magnéto, et connexions; et
- h) installation de supports de fixation des câbles, de pattes de support du pont (ou du support de la table du magnéto) et raccordement du filtre antiparasites et ses connexions.

II – installation de l'assemblage du pont (ou du support de la table du magnéto) dans la partie interne de l'équipement;

III – alimentation du magnéto assemblé en liquide de refroidissement approprié;

IV – installation de programmes informatiques pour la configuration et le fonctionnement de l'équipement; et

V – essai et conditionnement final du produit.

Paragraphe 1 L'externalisation est autorisée uniquement pour l'étape figurant à la section V, et les autres étapes sont exécutées par la société manufacturière qui bénéficie des incitations fiscales prévues dans la Loi n° 8248 de 1991.

9.216. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 325 du 31 décembre 2014 dispose ce qui suit:

Lorsque l'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE est commercialisé avec un ou plusieurs des produits énumérés dans les sections du présent article, ces derniers devraient être fabriqués dans le pays, conformément à leurs processus de production de base respectifs, selon le cas:

I – ordinateur de reconstruction ou console d'ordinateur;

II – meuble d'ordinateur (casier métallique);

III – transformateur d'une tension de sortie de 200 à 480 volts;

IV – régulateur de tension;

V – imprimante pour l'impression de rapports et d'images sur papier; et

¹⁷⁰² Ordonnance d'application n° 325/2014 (pièce BRA-116).

VI – imprimante pour l'impression d'examens sur un film spécial.

9.217. La partie pertinente de l'article 3 dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} août 2012, l'équipement de réfrigération (refroidisseur) devrait être produit dans le pays s'il est commercialisé avec l'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE.

9.218. La partie pertinente de l'article 4 dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} janvier 2013, le système de distribution et de contrôle de l'énergie en haute tension utilisée par l'équipement de diagnostic par visualisation à résonance magnétique devrait être produit conformément à son processus de production de base respectif, selon le cas.

9.219. Le Groupe spécial note qu'au moins l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, c'est-à-dire de magnétos. Bien que l'étape I ne puisse pas être exécutées par des tierces parties, d'autres dispositions relatives à l'externalisation sont d'application.

9.220. Premièrement, l'article 2 exige que, lorsque l'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE est commercialisé avec un ordinateur de reconstruction ou des consoles d'ordinateur, des meubles d'ordinateur (casier métallique), des transformateurs d'une tension de sortie de 200 à 480 volts, des régulateurs de tension, des imprimantes pour l'impression de rapports et d'images sur papier et/ou des imprimantes pour l'impression d'examens sur un film spécial, ces composants et ces sous-assemblages soient produits conformément à leurs propres PPB. De même, l'article 4 exige que le système de distribution et de contrôle de l'énergie en haute tension utilisée par l'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE soit produit conformément à son propre PPB.

9.221. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE externalise les éléments énumérés aux articles 3 et 4, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont produits au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.222. En outre, l'article 3 dispose que l'équipement de réfrigération (refroidisseur) commercialisé avec l'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE doit être produit au Brésil. Par conséquent, lorsque le producteur accrédité d'ÉQUIPEMENT DE DIAGNOSTIC PAR VISUALISATION À RÉSONANCE MAGNÉTIQUE externalise l'équipement susmentionné, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si cet équipement est produit au Brésil.

9.223. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 16 du 28 janvier 2014¹⁷⁰³ dispose ce qui suit:

Établit le processus de production de base ci-après concernant les MACHINES À SÉLECTIONNER ET À COMPTER LE PAPIER-MONNAIE (BILLETS DE BANQUE), fabriquées au Brésil:

I – injection des parties en plastique de l'enceinte;

¹⁷⁰³ Ordonnance d'application n° 325/2014 (pièce JE-24).

- II – estampage des parties métalliques de l'enceinte, le cas échéant;
- III – fabrication de la source d'alimentation, conformément au processus de production de base respectif (PPB);
- IV – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;
- V – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base;
- VI – utilisation du cordon d'alimentation produit conformément au PPB spécifique dans le Centre industriel de Manaus, ou par étirage et recuit de ses fils, dans d'autres régions du territoire national;
- VII – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux alinéas IV et V ci-dessus; et
- VIII – essais (tension/rigidité diélectrique, résistance d'isolement et courant de fuite).

...

§ 3 À l'exception des stades VII et VIII, tous les stades peuvent être externalisés à des tierces parties dans d'autres régions du pays, en pleine conformité avec les processus de production de base respectifs.

9.224. Le Groupe spécial considère que les étapes I à VI concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties en plastique; étape II – parties métalliques; étape III – source d'alimentation (sur la base de leur propre PPB); étape IV – cartes de circuits imprimés; étape V – parties électriques et mécaniques; et étape VI – cordon d'alimentation produit conformément au PPB spécifique. Les étapes I à VI peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES À SÉLECTIONNER ET À COMPTER LE PAPIER-MONNAIE (BILLETS DE BANQUE) peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions de l'étape (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.225. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 17 du 28 janvier 2014¹⁷⁰⁴ dispose ce qui suit:

Les processus de production de base concernant les COMPOSANTS À SEMI-CONDUCTEUR, les DISPOSITIFS OPTOÉLECTRONIQUES, les COMPOSANTS À FILMS ÉPAIS ET MINCES, les CELLULES PHOTOVOLTAÏQUES et les MODULES DE MÉMOIRE NON RÉMANENTE STANDARD, fabriqués au Brésil, établis par l'Ordonnance d'application interministérielle MCT/MICT n° 201 du 13 novembre 2007, sont désormais conformes aux articles suivants.

Article 2 COMPOSANTS À SEMI-CONDUCTEUR ET DISPOSITIFS OPTOÉLECTRONIQUES:

- I – découpe de plaquettes;
- II – assemblage et fixation de la puce non encapsulée (dé);

¹⁷⁰⁴ Ordonnance d'application interministérielle n° 17/2014 (pièce JE-25).

III – brasage des fils ou des contacts à braser sur le substrat;

IV – moulage ou encapsulage de la puce assemblée;

V – découpe ou fixation de sphères pour les composants à encapsulage BGA (boîtier matriciel à billes) ou FBGA (boîtier matriciel à billes et à pas fins), le cas échéant;

VI – étamage et pliage de composants à encapsulage TSOP (boîtiers minces à connexions courtes) ou semblable, le cas échéant;

VII – découpe ou transformation en unités uniques, le cas échéant;

VIII – essais électriques, fonctionnels et de caractérisation ou essais optoélectroniques; et

IX – marquage (identification).

Article 3 COMPOSANTS À FILMS ÉPAIS ET MINCES:

I – traitement physique et chimique sur le substrat;

II – assemblage des composants sur le substrat, le cas échéant;

III – essai électrique ou optoélectronique; et

IV – marquage (identification).

Article 4 CELLULES PHOTOVOLTAÏQUES:

I – traitement physique et chimique aux stades de diffusion, de texturation et de métallisation;

II – découpe de plaquettes; et

III – essai.

9.226. L'article 5 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 17 établit les prescriptions relatives aux étapes de production ci-après pour les "MODULES DE MÉMOIRE NON RÉMANENTE STANDARD":

I – découpe de plaquettes;

II – assemblage et fixation de la puce non encapsulée (dé);

III – brasage des fils ou des contacts à braser sur le substrat;

IV – moulage ou encapsulage de la puce assemblée;

V – découpe ou fixation de sphères pour les composants à encapsulage BGA (boîtier matriciel à billes) ou FBGA (boîtier matriciel à billes et à pas fins), le cas échéant;

VI – étamage et pliage de composants à encapsulage TSOP (boîtiers minces à connexions courtes) ou semblable, le cas échéant;

VII – découpe ou transformation en unités uniques, le cas échéant;

VIII – essais électriques, fonctionnels et de caractérisation; et

IX – marquage (identification)

X – assemblage et brasage de composants sur les cartes de circuits imprimés;

XI – enregistrement de mémoires de type mémoire morte programmable effaçable électriquement – EEPROM ou des circuits intégrés de commande; et

XII – essais électriques et fonctionnels et étiquetage pour identifier les modules, le cas échéant.

§ 1 Jusqu'à 2% du total des MODULES DE MÉMOIRE NON RÉMANENTE STANDARD produits au cours de l'année civile peuvent être exemptés des stades énoncés aux alinéas I à X du présent article.

§ 2 Jusqu'à 20% de circuits intégrés monolithiques importés de type mémoire vive – RAM peuvent être utilisés dans l'assemblage local des MODULES DE MÉMOIRE NON RÉMANENTE STANDARD produits au cours de l'année civile.

9.227. Le Groupe spécial note que conformément au paragraphe 2 de l'article 5, le producteur accrédité de MODULES DE MÉMOIRE NON RÉMANENTE STANDARD est autorisé à utiliser jusqu'à 20% de circuits intégrés monolithiques importés de type mémoire vive (RAM), ce qui signifie à la fois que l'externalisation de ces circuits intégrés est autorisée, et que dans les cas où cette externalisation est utilisée, une partie au moins des circuits imprimés susmentionnés doit être nationale. En d'autres termes, le producteur accrédité de MODULES DE MÉMOIRE NON RÉMANENTE STANDARD peut externaliser les circuits intégrés susmentionnés et conserver les avantages fiscaux en question à condition qu'une partie de ces circuits intégrés soit fabriquée au Brésil.

9.228. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 19 du 28 janvier 2014¹⁷⁰⁵ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les MACHINES À RAYONS X FIXES AVEC ACQUISITION DE L'IMAGE AU MOYEN D'UN DÉTECTEUR NUMÉRIQUE PLAT, fabriquées au Brésil, est énoncé comme suit:

I – assemblage de détecteurs à rayons X conformément à leur processus de production de base respectif;

II – assemblage et brasage de tous les composants sur la (les) carte(s) de circuits imprimés qui font partie de l'équipement principal et qui comportent les fonctions suivantes:

- a) commande et activation des rayons X;
- b) commande et activation des mouvements, le cas échéant;
- c) commande d'interfaces et transmission des signaux; et
- d) alimentation et distribution d'énergie.

III – assemblage et connexions du générateur de tension qui alimente le tube à rayons X;

IV – montage et fixation du support du tube;

V – montage et connexion du tube à rayons X au support du tube;

VI – montage et connexion du collimateur au tube à rayons X;

VII – montage et fixation du revêtement sur la base de la table d'examen;

¹⁷⁰⁵ Ordonnance d'application interministérielle n° 19/2014 (pièce JE-26).

VIII – montage et fixation du support du châssis et du détecteur numérique sur le support de la table de bucky avec colonne porte-tube intégrée;

IX – montage et fixation du détecteur numérique à la table et à la colonne, le cas échéant;

X – montage et fixation du module de contrôle, le cas échéant;

XI – essais de sécurité électrique et radiologique, y compris pour l'impédance de mise à la terre, le courant de fuite et la rigidité diélectrique;

XII – alignement du champ lumineux du collimateur sur le champ de rayons X;

XIII – installation de logiciels d'exploitation et de traitement;

XIV – essais de fonctionnement, d'étalonnage, de performance et de fiabilité; et

XV – conditionnement.

§ 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, seuls les stades énoncés aux alinéas I, II et XV peuvent être exécutés par des tierces parties. Tous les autres stades sont exécutés par le fabricant, sauf dans les cas où l'externalisation fait partie du projet de transfert de technologie à des sociétés installées au Brésil.

9.229. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 19 du 28 janvier 2014 dispose ce qui suit:

Lorsque les MACHINES À RAYONS X FIXES AVEC ACQUISITION DE L'IMAGE AU MOYEN D'UN DÉTECTEUR NUMÉRIQUE PLAT sont vendues avec un ou plusieurs des produits mentionnés dans le présent article, ces machines sont produites dans le pays, conformément à leurs processus de production de base respectifs ou conformément aux règles d'origine du MERCOSUR, en pleine conformité avec le calendrier ci-après, le cas échéant:

I – à compter du 1^{er} juillet 2015:

- a) assemblage mécanique pour bucky vertical; et
- b) assemblage mécanique pour soutenir le tube et la table d'examen, le cas échéant.

II – à compter du 1^{er} janvier 2016:

- a) ordinateur de reconstruction ou console d'ordinateur; et
- b) générateur de tension.

III – à compter du 1^{er} janvier 2017:

- a) moniteur; et
- b) logiciel de traitement des images et des signaux.

§ 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les parties, pièces, composants, accessoires et logiciels mentionnés aux alinéas I, II et III peuvent être produits par des tierces parties, à condition que cette externalisation fasse partie du projet de transfert de technologie à des sociétés installées au Brésil, le cas échéant.

9.230. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de

sous-assemblages: étape I, conformément à son propre PPB – détecteurs à rayons X; et étape II – cartes de circuits imprimés. Conformément au paragraphe 1 de l'article premier, les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES À RAYONS X FIXES AVEC ACQUISITION DE L'IMAGE AU MOYEN D'UN DÉTECTEUR NUMÉRIQUE PLAT peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base – dans le cas de l'étape I, conformément à son propre PPB) soient respectées.

9.231. De plus, l'article 2 exige que lorsque les MACHINES À RAYONS X FIXES AVEC ACQUISITION DE L'IMAGE AU MOYEN D'UN DÉTECTEUR NUMÉRIQUE PLAT sont vendues avec des bucky verticaux, des supports de tubes et des tables d'examen, des ordinateurs de reconstruction ou des consoles d'ordinateur, des générateurs de tension, des moniteurs, et des logiciels de traitement des images et des signaux, ces sous-assemblages et composants soient produits conformément à leurs propres PPB.

9.232. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de MACHINES À RAYONS X FIXES AVEC ACQUISITION DE L'IMAGE AU MOYEN D'UN DÉTECTEUR NUMÉRIQUE PLAT externalise les composants et les sous-assemblages susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces composants ou ces sous-assemblages sont produits au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.233. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 43 du 14 février 2013¹⁷⁰⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les PRODUITS INFORMATIQUES fabriqués au Brésil, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 161 du 27 juin 2012, se lit désormais comme suit:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage des parties mécaniques et électriques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux alinéas I et II ci-dessus;

§ 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties dans le pays, sauf en ce qui concerne l'étape énoncée à l'alinéa III qui ne peut pas être réalisée par des tierces parties.

§ 4 À compter du 1^{er} janvier 2013, au moins 80% de la production totale au cours de l'année civile de SOURCES D'ALIMENTATION, de CONVERTISSEURS DE COURANT CONTINU (CA-CC) OU de CHARGEURS DE BATTERIE, lorsqu'ils sont externes ou lorsqu'ils sont incorporés dans le même corps ou la même enceinte qu'un PRODUIT INFORMATIQUE, sont produits conformément aux stades indiqués dans le paragraphe d'introduction du présent article.

¹⁷⁰⁶ Ordonnance d'application interministérielle n° 43/2013 (pièce JE-27).

9.234. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 43 du 14 février 2013 dispose ce qui suit:

§ 2 Les cartes d'interface de communication à technologie sans fil WIFI, Bluetooth ou WiMax, destinées aux PRODUITS INFORMATIQUES, sont assemblées conformément au calendrier ci-après, sur la base de la quantité des cartes utilisées au cours de l'année civile:

I – du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010: exemptées;

II – du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011: 20%;

III – du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013: 50%; et

IV – à compter du 1^{er} janvier 2014: 80%.

...

§ 5 Les caméras vidéo ou les cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction de caméra vidéo utilisés dans la production de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT-EN-UN", sont fabriquées conformément au calendrier suivant:

I – pour la période antérieure au 16 février 2012: exemptés; et

II – pour la période postérieure au 16 février 2012: respect du processus de production de base spécifique établi dans l'Ordonnance d'application interministérielle.

9.235. De plus, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 43 du 14 février 2013 dispose ce qui suit:

Les cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques appelés cartes d'interface WAN haut débit (HWIC) utilisées exclusivement dans les ROUTEURS NUMÉRIQUES pour réseaux sans câble, et qui assurent la fonction décrite dans le paragraphe unique, sont assemblées conformément au calendrier suivant:

I – du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012: exemptées;

II – du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013: 40%; et

III – à compter du 1^{er} janvier 2014: 90%.

9.236. En outre, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 43 du 14 février 2013 dispose ce qui suit:

Les cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques consistant en un module de traitement des signaux numériques (TSN) pour la voix et la vidéo d'une capacité égale ou supérieure à 16 canaux, haute densité (PVDN), destinées spécifiquement à l'assemblage dans un port DIMM-240, utilisées exclusivement dans les ROUTEURS NUMÉRIQUES pour réseaux sans câble, sont assemblées conformément au calendrier suivant:

I – du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012: exemptées;

II – du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013: 40%; et

III – à compter du 1^{er} janvier 2014: 90%.

9.237. La partie pertinente de l'article 5 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 43 du 14 février 2013 dispose ce qui suit:

Les SOURCES D'ALIMENTATION utilisées dans les ROUTEURS NUMÉRIQUES pour réseaux sans câble, les INTERRUPTEURS, les TERMINAUX IP POUR LA TRANSMISSION ET LA RÉCEPTION DE VOIX/DONNÉES (TÉLÉPHONES IP), les ADAPTATEURS TÉLÉPHONIQUES ANALOGIQUES POUR RÉSEAUX IP (ATA), et les MODULATEURS/DÉMODULATEURS (ADSL) devraient être assemblées conformément au calendrier suivant:

I – du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013: 30%; et

II – à compter du 1^{er} janvier 2014: 80%.

9.238. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages ci-après (sous réserve des pourcentages minimaux prévus au paragraphe 4 de l'article premier, et aux articles 2, 3, 4 et 5, pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB): étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de PRODUITS INFORMATIQUES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.239. Plus précisément en ce qui concerne le PPB spécifique prévu au paragraphe 5 de l'article 2, les caméras vidéo ou les cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction de caméra vidéo utilisés dans la production de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT-EN-UN" doivent être produits conformément à leur propre PPB.

9.240. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷⁰⁷ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT-EN-UN" externalise les caméras vidéo ou les cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent une fonction de caméra vidéo, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces éléments sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.241. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 80 du 14 avril 2014¹⁷⁰⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ, BASÉES SUR DES MICROPROCESSEURS ET ASSEMBLÉES DANS UN MÊME CORPS OU UNE MÊME ENCEINTE (position 8471.50.10 de la NCM), développées au Brésil, énoncé dans l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 51 du 20 février 2013, se lit désormais comme suit:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

¹⁷⁰⁷ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷⁰⁸ Ordonnance d'application n° 80/2014 (pièce JE-29).

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base, sauf pour l'enceinte, en pleine conformité avec les dispositions de l'alinéa III;

III – assemblage de l'enceinte au niveau des composants de base ou à partir de ses structures de base séparées en au moins cinq parties, conformément à ce qui est prévu aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article; et

IV – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

...

§ 3 Pour autant que le processus de production de base énoncé dans la présente ordonnance d'application soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les stades énoncés à l'alinéa IV, qui ne peuvent pas être réalisés par des tierces parties.

9.242. En outre, la partie pertinente de l'article 3 de l'Ordonnance d'application n° 80 du 14 avril 2014 dispose ce qui suit:

Les cartes d'interface de communication dotées de la technologie WIFI, Bluetooth ou WiMax, destinées aux UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ, sont assemblées conformément au calendrier ci-après, sur la base de la quantité des cartes utilisées au cours de l'année civile:

I – du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013: 50%; et

II – à compter du 1^{er} janvier 2014: 80%.

9.243. De plus, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application n° 80 du 14 avril 2014 dispose ce qui suit:

Les UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ utilisent au moins deux des cinq éléments ci-après, fabriqués conformément au processus de production de base respectif, le cas échéant, qui totalisent au minimum 60%, ventilé entre les éléments choisis, – chaque élément choisi étant limité à un maximum de 30% aux fins du PPB – du nombre total de composants respectifs utilisés dans les UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ produites et vendues avec des incitations fiscales par la société pendant l'année civile:

I – enceintes;

II – unités de disques magnétiques;

III – sources d'alimentation;

IV – circuits imprimés (pour la carte mère); et

V – étiquette d'identification par radiofréquence (RFID).

9.244. En outre, la partie pertinente de l'article 5 de l'Ordonnance d'application n° 80 du 14 avril 2014 dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions de l'article premier, les pourcentages et calendriers ci-après concernant l'assemblage dans le pays et l'utilisation de composants, parties et pièces sont établis, le cas échéant, sur la base de la quantité utilisée au cours de l'année civile:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui emploient des fonctions de mémoire (modules RAM):

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
Produites conformément au PPB spécifique	30%	50%	60%	80%
Assemblées au Brésil	60%	40%	30%	10%
Total produit au Brésil	90%	90%	90%	90%

II – autres composants, parties et pièces qui ont une fonction de mémoire, que ce soit comme circuits intégrés ou comme modules ou cartes, tel qu'indiqués ci-dessous, le cas échéant:

- a) Composants de circuits intégrés DRAM ou LPDRAM;
- b) Composants de circuits intégrés flash NON-ET; et
- c) Disques statiques à semi-conducteurs (DSS).

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
% minimum exigé avec PPB spécifique	30%	50%	60%	80%

9.245. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus aux articles 3, 4 et 5 pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; étape II – parties électriques et mécaniques; et étape 3 – enceinte. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ, BASÉES SUR DES MICROPROCESSEURS ET ASSEMBLÉES DANS UN MÊME CORPS OU SOUS UNE MÊME ENCEINTE peut externaliser cette étape et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.246. Plus précisément en ce qui concerne les PPB spécifiques prévus à l'article 4, un pourcentage minimum spécifié de deux des cinq produits suivants, à savoir les enceintes, les unités de disques magnétiques, les sources d'alimentation, les circuits imprimés (pour la carte mère) et l'étiquette d'identification par radiofréquence (RFID) doivent être fabriqués conformément à leurs propres PPB. De même, l'article 5 exige qu'un pourcentage spécifique de composants de circuits intégrés DRAM ou LPDRAM, de composants de circuits intégrés flash NON-ET et de disques statiques à semi-conducteurs (DSS) soient fabriqués conformément à leurs propres PPB.

9.247. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷⁰⁹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité d'UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES À FAIBLE CAPACITÉ externalise les composants ou les sous-assemblages mentionnés devant être incorporés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces composants et ces sous-assemblages sont produits en partie au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

¹⁷⁰⁹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

9.248. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 85 du 29 avril 2014¹⁷¹⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES ASSEMBLÉES DANS UN MÊME CORPS OU UNE MÊME ENCEINTE, DE TYPE SERVEUR, développées au Brésil, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 46 du 20 février 2013, se lit désormais comme suit:

I – assemblage et brasage de composants sur les cartes de circuits imprimés qui comportent des fonctions de traitement central (carte mère) et de mémoire, et lorsque la carte mère est de type à monoprocesseur, les cartes de réseau local et le modem télécopieur sont assemblés conformément au calendrier prévu à l'article 4, alinéa III.

II – assemblage des parties électriques et mécaniques; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base énoncé dans la présente ordonnance d'application soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être exécutées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne l'étape énoncée à l'alinéa III, qui ne peut pas être exécutée par des tierces parties.

9.249. En outre, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application n° 85 du 29 avril 2014 dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions du paragraphe d'introduction de l'article premier, les calendriers ci-après sont établis pour l'utilisation de composants, de parties et de pièces produits conformément aux processus de production de base respectifs, dont les pourcentages sont fixés sur la base du nombre total de composants respectifs utilisés dans les unités de traitement numériques de type serveur, visées par des incitations au cours de l'année civile:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent des fonctions de traitement central (carte mère):

Année civile	2013	À compter de 2014
% assemblé (monoprocesseur)	90%	90%
% assemblé (multiprocesseur)	20%	20%

II – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent des fonctions de mémoire, produites conformément aux PPB respectifs:

Année civile	2013	À compter de 2014
% assemblé	80%	80%

III – Cartes réseau utilisées dans des serveurs à monoprocesseur:

Année civile	2013	À compter de 2014
Cartes réseau: % assemblé	80%	80%

IV – Autres composants, parties et pièces qui ont une fonction de mémoire, que ce soit comme circuits intégrés ou comme modules ou cartes, tel qu'indiqués ci-dessous, le cas échéant:

a) Composants de circuits intégrés DRAM ou LPDRAM;

¹⁷¹⁰ Ordonnance d'application n° 85/2014 (pièce JE-30).

Année civile	2012	2013	2014	À compter de 2015
% minimum exigé avec PPB spécifique	-	30%	50%	60%

b) Disques statiques à semi-conducteurs (DSS)

Année civile	2012	2013	2014	2015	À compter de 2016
% minimum exigé avec PPB spécifique	-	-	-	50%	60%

...

§ 11 Les cartes d'interface de communication dotées de la technologie WIFI, Bluetooth ou WiMax, destinées aux UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES ASSEMBLÉES DANS UN MÊME CORPS OU UNE MÊME ENCEINTE, DE TYPE SERVEUR, sont assemblées conformément au calendrier ci-après, sur la base de la quantité des cartes utilisées au cours d'une année civile:

I – du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011: 20%;

II – du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013: 50%; et

III – à compter du 1^{er} janvier 2014: 80%.

9.250. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus dans l'article 4 pour le respect de l'article premier sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES ASSEMBLÉES DANS UN MÊME CORPS OU UNE MÊME ENCEINTE, DE TYPE SERVEUR peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.251. Plus précisément en ce qui concerne les PPB spécifiques prévus à l'article 4, un pourcentage minimum spécifié de cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent des fonctions de traitement central (carte mère), de cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent des fonctions de mémoire, de cartes réseau utilisées dans des serveurs à monoprocesseur, de composants de circuits intégrés DRAM ou LPDRAM, et de disques statiques à semi-conducteurs (DSS) doivent être produits conformément à leurs propres PPB.

9.252. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷¹¹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans le cas où le producteur accrédité d'UNITÉS DE TRAITEMENT NUMÉRIQUES ASSEMBLÉES DANS UN MÊME CORPS OU UNE MÊME ENCEINTE, DE TYPE SERVEUR externalise les composants ou les sous-assemblages mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si une partie de ces composants ou de ces sous-assemblages sont produits au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.253. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application n° 93 du 1^{er} avril 2013¹⁷¹² dispose ce qui suit:

¹⁷¹¹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷¹² Ordonnance d'application n° 93/2013 (pièce JE-31).

Établit le processus de production de base ci-après concernant les BOÎTIERS D'ÉPISSURAGE DE FIBRE OPTIQUE:

- I – fabrication des moules destinés à l'injection des parties en plastique;
- II – injection des parties en plastique;
- III – estampage des parties métalliques;
- IV – assemblage des sous-ensembles de vanne d'air, du kit de fermeture et des éléments de base;
- V – intégration finale du produit; et
- VI – essai d'imperméabilité du produit.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties au Brésil, sauf en ce qui concerne les stades V et VI, qui ne peuvent pas être effectuées par des tierces parties.

9.254. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages: étape I – moules; étape II – parties en plastique; et étape III – parties métalliques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de BOÎTIERS D'ÉPISSURAGE DE FIBRE OPTIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.255. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 103 du 2 avril 2013¹⁷¹³ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE industrialisés au Brésil, tel qu'énoncé dans l'annexe à l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 14 du 22 janvier 2007, se lit désormais comme suit:

- I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface des parties métalliques, le cas échéant;
- II – injection des parties en plastique du boîtier, le cas échéant;
- III – fabrication des circuits imprimés à partir de matériaux laminés;
- IV – assemblage et brasage, ou processus équivalent, de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;
- V – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et
- VI – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, conformément aux alinéas I à V ci-dessus;

§ 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces

¹⁷¹³ Ordonnance d'application interministérielle n° 103/2013 (pièce JE-32).

parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa VI, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.256. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 103 du 2 avril 2013 dispose ce qui suit:

90% du nombre total de modules de communication utilisant le Système mondial de communications mobiles (GSM) employés dans la fabrication de PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE figurant dans l'annexe à la présente ordonnance d'application sont produits conformément à leur processus de production de base respectif au cours d'une année civile.

9.257. La partie pertinente de l'annexe dispose ce qui suit:

ANNEXE

PRODUITS

Immobilisateur automobile avec transpondeur

Immobilisateur automobile par FM

Immobilisateur automobile par Pager

Immobilisateur automobile avec/sans télécommande

Traceur de véhicule sans GPS et communication par satellite

Traceur de véhicule avec GPS et communication par satellite

Traceur de véhicule sans GPS et communication par satellite avec antenne plate

Traceur de véhicule avec localisation par GPS et communication par GSM/GPRS

Traceur de véhicule avec service basé sur la localisation (LBS) et communication par GSM/GPRS

Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par téléphone portable

Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par radio

Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par satellite

Traceur/immobilisateur de véhicule avec GPS et communication par fréquences radio

Tachygraphe électronique

Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par téléphone portable

Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par radio

Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par satellite

Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, avec GPS et communication par fréquences radio

Tachygraphe électronique avec traceur/immobilisateur automobile, par triangulation et communication par fréquences radio

Tachygraphe électronique immobilisateur par Pager

Tachygraphe électronique immobilisateur par FM

9.258. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; étape II – parties en plastique; étape III – circuits imprimés; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.259. De plus, l'article 2 exige que 90% du nombre total de modules de communication utilisant le Système mondial de communications mobiles (GSM) employés dans la fabrication de PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE soient produits conformément à leur processus de production de base respectif. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées. Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE externalise les modules de communication GSM devant être incorporés dans les PRODUITS POUR AVERTISSEURS DE DÉPASSEMENT DE VITESSE, TRACEURS ET CONTRÔLEURS DE VITESSE, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces modules sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.260. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 111 du 29 mai 2014¹⁷¹⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les TABLETTES ÉLECTRONIQUES AVEC ÉCRAN TACTILE, produites au Brésil, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 53 du 20 février 2013, se lit désormais comme suit:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés qui comportent les fonctions décrites dans le présent article;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, en pleine conformité avec les dispositions du présent article; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

§ 1 Pour autant que le processus de production de base énoncé dans la présente ordonnance d'application soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les étapes énoncées à l'alinéa III, qui ne peuvent pas être réalisées par des tierces parties.

...

¹⁷¹⁴ Ordonnance d'application interministérielle n° 111/2014 (pièce JE-33).

§ 4 Aux fins des dispositions du paragraphe d'introduction du présent article, les calendriers ci-après sont établis concernant l'utilisation de composants, de parties et de pièces produits conformément aux processus de production de base respectifs, dont les pourcentages sont fixés sur la base du nombre total de composants respectifs utilisés dans la "TABLETTE ÉLECTRONIQUE", produite conformément au PPB et vendue avec les incitations fiscales énoncées dans le Décret n° 5906 du 26 septembre 2006, au cours de l'année civile, compte tenu des dispositions de l'article 2:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent des fonctions de traitement central (carte mère):

Année civile	2012	À compter de 2013
%	80%	90%

II – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent la fonction d'accès aux réseaux de communication sans fil, le cas échéant.

Année civile	2013	À compter de 2014
%	50%	80%

III – cartes de communication qui donnent accès au réseau mobile, le cas échéant:

Année civile	2013	À compter de 2014
%	20%	30%

IV – chargeurs de batterie ou convertisseurs CA/CC:

Année civile	À compter de 2013
%	80%

V – autres composants, parties et pièces qui ont une fonction mémoire, que ce soit comme circuits intégrés ou comme modules ou cartes, tels qu'indiqués ci-dessous, le cas échéant:

- a) composants de circuits intégrés flash NON-ET;
- b) composants de circuits intégrés DRAM ou LPDRAM;
- c) composants eMMC (carte multimédia)/PPN (Perfect Page Nand); et
- d) carte mémoire uSD, lorsqu'elle accompagne la tablette.

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
Pourcentage minimum exigé avec PPB spécifique	30%	40%	50%	60%

VI - Batterie:

Année civile	2014	2015	À compter de 2016
%	10%	20%	30%

9.261. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II du paragraphe d'introduction de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus au paragraphe 4 de l'article premier pour le respect du paragraphe d'introduction sur la base des prescriptions des étapes de production ou de leurs propres PPB), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de TABLETTES ÉLECTRONIQUES AVEC ÉCRAN TACTILE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages

fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.262. Plus précisément en ce qui concerne les PPB spécifiques prévus au paragraphe 4 de l'article premier, des pourcentages minimaux spécifiés de cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent des fonctions de traitement central (carte mère), de cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui comportent la fonction d'accès aux réseaux de communication sans fil, de cartes de communication qui donnent accès au réseau mobile le cas échéant, de chargeurs de batterie ou convertisseurs CA/CC, de composants de circuits intégrés flash NON-ET, de composants de circuits intégrés DRAM ou LPDRAM, de composants eMMC (carte multimédia)/PPN (Perfect Page Nand), de cartes mémoire uSD lorsqu'elles sont jointes à la tablette, et de batteries doivent être produits conformément à leurs propres PPB.

9.263. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷¹⁵ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, lorsque le producteur accrédité de TABLETTES ÉLECTRONIQUES AVEC ÉCRAN TACTILE externalise les composants ou les sous-assemblages mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si une partie de ces composants ou de ces sous-assemblages sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.264. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 119 du 23 avril 2013¹⁷¹⁶ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base ci-après concernant les APPAREILS ÉLECTRIQUES DE SIGNALISATION FIXES/PORTABLES NUMÉRIQUES, POUR LE CONTRÔLE DU TRAFIC AUTOMOBILE, industrialisés au Brésil, est établi comme suit:

I – injection plastique des revêtements latéraux;

II – moulage du bouclier avant de la chambre, du bouclier arrière de la chambre, du revêtement armé de l'écran et du bouclier pour le support de batterie;

III – fabrication du trépied;

IV – fabrication du support pour monter l'équipement sur le trépied;

V – fabrication du boîtier de transport;

VI – fabrication du chargeur de batterie;

VII – intégration des assemblages batterie et déclencheur dans l'enveloppe;

VIII – intégration de l'assemblage électro-optico-mécanique (capture, lecture et traitement de l'image) dans l'enveloppe;

IX – intégration de l'assemblage panneau arrière;

X – connexions électriques;

XI – fermeture;

¹⁷¹⁵ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷¹⁶ Ordonnance d'application interministérielle n° 119/2013 (pièce JE-34).

XII – mise en place des lentilles de réglage de la mise au point/luminosité;

XIII – mise en place de la batterie;

XIV – essais; et

XV – intégration des boucliers en caoutchouc.

§ 1. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les stades énoncés aux alinéas VII à XV qui ne peuvent pas être réalisés par des tierces parties.

9.265. Le Groupe spécial considère que les étapes I à VI concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – revêtements latéraux; étape II – bouclier avant de la chambre, bouclier arrière de la chambre, revêtement armé de l'écran et bouclier pour le support de batterie; étape III – trépied; étape IV – support pour monter l'équipement sur le trépied; étape V – boîtier de transport; et étape VI – chargeur de batterie. Les étapes I à VI peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'APPAREILS ÉLECTRIQUES DE SIGNALISATION FIXES/PORTABLES NUMÉRIQUES, POUR LE CONTRÔLE DU TRAFIC AUTOMOBILE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.266. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 203 du 23 août 2012¹⁷¹⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les DISPOSITIFS À CRISTAUX LIQUIDES POUR LES PRODUITS RELEVANT de la position 8528 de la NCM et POUR LES PRODUITS RELEVANT de la position 471 de la NCM, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 189 du 19 juillet 2011, se lit désormais comme suit:

I – fabrication de la cellule en verre polarisé;

II – injection plastique du cadre en verre polarisé, le cas échéant;

III – estampage métallique, injection plastique ou moulage du support et du cadre, selon le cas;

IV – assemblage et brasage de composants sur les cartes de circuits imprimés;

V – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base;

VI – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le DISPOSITIF À CRISTAUX LIQUIDES, assemblé conformément aux alinéas IV et V; et

VII – réglages et étalonnage.

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les stades énoncés aux alinéas VI et VII, qui ne peuvent pas être réalisés par des tierces parties.

¹⁷¹⁷ Ordonnance d'application interministérielle n° 203/2012 (pièce JE-35).

9.267. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cellule en verre polarisé; étape II – cadre en verre polarisé; étape III – support et cadre; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de DISPOSITIFS À CRISTAUX LIQUIDES POUR LES PRODUITS RELEVANT de la position 8528 de la NCM et POUR LES PRODUITS RELEVANT de la position 471 de la NCM peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.268. La partie pertinente de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 268 du 30 août 2013¹⁷¹⁸ dispose ce qui suit:

Article premier. Le processus de production de base concernant les ARTICLES POUR MACHINES À PHOTOCOPIER ET IMPRIMANTES À LASER MULTIFONCTIONNELLES (positions 8443.31 et 8443.32 de la NCM), établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 61 du 28 février 2012, comprend désormais les articles suivants.

Article 2 Processus de production de base concernant le TONER:

I – mélange, plastification et homogénéisation des matières premières;

II – broyage (décomposition mécanique préparatoire pour le stade de la micronisation);

III – micronisation (broyage fin pour obtenir une poudre);

IV – additivation (incorporation d'additifs externes: lubrifiants ou modificateurs de charges);

V – criblage (séparation de la poudre en fractions);

VI – injection plastique du contenant ou récipient de toner; et

VII – remplissage (remplissage volumétrique ou gravimétrique de contenants ou de récipients de toners).

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa VII, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.269. Article 3 Processus de production de base concernant le RÉVÉLATEUR:

I – enduction de différents nucléus par application d'une couche isolante ou par additivation;

II – mélange avec toner (association de particules de toners à des nucléus enduits);

III – criblage (séparation mécanique de l'agglomérateur); et

IV – remplissage (dosage volumétrique ou gravimétrique de révélateur dans des contenants ou des récipients).

¹⁷¹⁸ Ordonnance d'application interministérielle n° 268/2013 (pièce JE-37).

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa IV, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.270. Article 4 Processus de production de base concernant les ENSEMBLES TONER, les ENSEMBLES RÉVÉLATEUR et les ENSEMBLES TONER ET RÉVÉLATEUR:

I – injection plastique, moulage ou moulage par soufflage de contenants ou de récipients de toners;

II – assemblage des composants suivants: mousse et/ou feutre collant, rouleaux mousse de dosage de toner, rouleaux magnétiques, lames décapeuses, mélangeurs, capteurs de densité électronique de toner, système de polarisation électrique, dispositifs et bagues d'activation, lames de dosage, lames de nettoyage, cylindres de photorécepteurs organiques, bouchons, scellés, etc., le cas échéant;

III – remplissage et scellage de cartouches; et

IV – fermeture de cartouches ou de contenants.

§ 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les stades énoncés aux alinéas III et IV, qui ne peuvent pas être réalisés par des tierces parties.

9.271. Article 5 Processus de production de base concernant les CYLINDRES AVEC ALLIAGE PHOTOSENSIBLE:

I – placage de la couche photosensible sur le cylindre préparé; et

II – assemblage des parties et des pièces, totalement séparées, au niveau des composants de base, le cas échéant.

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités décrites à l'alinéa I peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa II, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.272. Article 6 Processus de production de base concernant les ASSEMBLAGES DE PHOTORÉCEPTEURS ORGANIQUES:

I – incorporation de la couche organique dans le cylindre préparé, par immersion ou peinture; et

II – assemblage des parties et des pièces métalliques ou en plastique, totalement séparées, au niveau des composants de base;

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, l'activité décrite à l'alinéa I peut être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa II, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.273. Article 7 Processus de production de base concernant les ASSEMBLAGES DE PHOTORÉCEPTEURS ORGANIQUES FLEXIBLES:

I – découpe du substrat;

II – brasage; et

III – assemblage de toutes les parties et pièces, totalement séparées, au niveau des composants de base;

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa III, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.274. Article 8 Processus de production de base concernant les CARTOUCHES DE TONERS, AVEC OU SANS MÉCANISME INCORPORÉ, POUR IMPRIMANTES À LASER:

I – injection plastique, moulage ou moulage par soufflage de contenants ou de récipients de toners;

II – assemblage des composants suivants: mousse et/ou feutre collant, rouleaux mousse de dosage de toner, rouleaux magnétiques, lames décapeuses, mélangeurs, capteurs de densité électronique de toner, système de polarisation électrique, dispositifs et bagues d'activation, lames de dosage, lames de nettoyage, cylindres de photorécepteurs organiques, bouchons, scellés, etc., le cas échéant;

III – remplissage et scellage de cartouches; et

IV – fermeture de cartouches ou de contenants.

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé aux alinéas III et IV, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.275. Article 9 La société bénéficiant des incitations fiscales peut être exemptée des stades énoncés aux alinéas I à IV de l'article 2, à l'alinéa I de l'article 4 et à l'alinéa I de l'article 8 à condition qu'elle investisse au moins 1% de plus dans la R&D que ce qui est prévu dans la législation, comme cela est défini aux articles 11 et 12.

9.276. Article 10 Processus de production de base concernant les CARTOUCHES DE TONERS, AVEC OU SANS MÉCANISME INCORPORÉ, AVEC DISPOSITIF D'IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE – RFID, POUR IMPRIMANTES À LASER:

I – la fabrication de la cartouche de toner comporte les stades suivants:

a) injection plastique, moulage ou moulage par soufflage de contenants ou de récipients de toners;

b) assemblage des composants suivants: mousse et/ou feutre collant, rouleaux mousse de dosage de toner, rouleaux magnétiques, lames décapeuses, mélangeurs, capteurs de densité électronique de toner, système de polarisation électrique, dispositifs et bagues d'activation, lames de dosage, lames de nettoyage, cylindres de photorécepteurs organiques, bouchons, scellés, etc., le cas échéant;

c) remplissage et scellage de cartouches; et

d) fermeture de cartouches ou de contenants.

II – fabrication du RFID conformément au processus de production de base respectif; et

III – conditionnement final individuel des cartouches de toners.

9.277. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes ci-après concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages: étape VI de l'article 2 – contenants ou récipients en plastique de toners; étapes I et II de l'article 4, comme suit: étape I – contenants ou récipients en plastique de toners; et étape II – cartouches assemblées de toners; étape I de l'article 7 – substrat découpé; étapes I et II de l'article 8, comme suit: étape I – contenants ou récipients en plastique de toners; et étape II – cartouches assemblées de toners; et étapes I a), I b) et II de l'article 10, comme suit: étape I a) – contenants ou récipients en plastique de toners; étape I b) – cartouches ou contenants assemblés de toners; et étape II – RFID, du fait de leur propre PPB.

9.278. Ces étapes peuvent être exécutées par des tierces parties, comme suit. Les dispositions relatives à l'externalisation concernant les étapes mentionnées aux articles 2, 4, 7 et 8 sont énoncées dans les paragraphes uniques des articles 2, 7 et 8 et dans le paragraphe 1 de l'article 4. Pour ce qui est des étapes I a) et I b) de l'article 10, étant donné leur similitude avec les étapes équivalentes des articles 4 et 8, le Groupe spécial déduit que même si l'article 10 ne contient pas de disposition explicite en matière d'externalisation, ces étapes peuvent aussi être externalisées. Enfin, l'étape II de l'article 10 peut également être externalisée, car cette étape exige que les composants ou les sous-assemblages qu'elle vise – les RFID – soient produits conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial note à cet égard que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷¹⁹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée, au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux.

9.279. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de produits visés par l'Ordonnance d'application interministérielle n° 268 externalise les composants et les sous-assemblages susmentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si les prescriptions des étapes mentionnées et/ou du PPB "imbriqué" (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) sont respectées.

9.280. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 278 du 4 septembre 2013¹⁷²⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les PRODUITS D'AUTOMATISATION INDUSTRIELLE énumérés dans l'annexe de la présente ordonnance d'application¹⁷²¹, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCT n° 549 du 18 décembre 2003, est désormais le suivant:

- I – estampage, découpe, pliage et traitement de surface de parties métalliques;
- II – injection plastique de l'enveloppe, le cas échéant;
- III – fabrication des circuits imprimés à partir d'un matériau laminé;
- IV – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;
- V – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base;

¹⁷¹⁹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷²⁰ Ordonnance d'application interministérielle n° 278/2013 (pièce JE-38).

¹⁷²¹ Les produits énumérés dans l'annexe sont des convertisseurs électroniques de fréquence, pour variation de vitesse de moteurs électriques; des régulateurs automatiques de tension pour activation de moteurs électriques (démarrateurs à variation de fréquence); des instruments et appareils de régulation ou de contrôle de vitesse de moteurs électriques par variation de fréquence; et des dispositifs de régulation et de contrôle de moteurs électriques (servoconvertisseurs).

VI – intégration des cartes de circuits imprimés assemblées et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

§ 1 Pour autant que le processus de production de base énoncé dans la présente ordonnance d'application soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les étapes énoncées aux alinéas V et VI, qui ne peuvent pas être réalisées par des tierces parties.

9.281. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties métalliques; étape II – enveloppe; étape III – circuits imprimés; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de PRODUITS D'AUTOMATISATION INDUSTRIELLE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.282. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n°333 du 16 octobre 2013¹⁷²² dispose ce qui suit:

Établit le processus de production de base ci-après concernant les MACHINES LIBRE-SERVICE À COMPTER LES PIÈCES DE MONNAIE, produites au Brésil:

I – fabrication des modules/sous-assemblages ci-après du produit, conformément à leurs processus de production de base respectifs:

- a) unités centrales de traitement (UCT);
- b) imprimantes;
- c) moniteurs;
- d) cartes de relais et de communication;
- e) modules no-break; et
- f) sources d'alimentation.

II – fabrication de l'enveloppe, y compris assemblage du corps, de la structure interne et des portes au niveau des intrants de base (tôles d'acier, fibre de verre, acrylique, brasage, peinture, injection plastique du panneau avant, le cas échéant, et rattachement des parties mécaniques et en plastique);

III – fabrication du contenant de pièces de monnaie: assemblage du corps et de la porte au niveau des intrants de base (tôles d'acier, brasage et rattachement des parties mécaniques), le cas échéant;

IV – fabrication de toutes les autres structures mécaniques montées au niveau des composants de base (tôles d'acier, moteurs et parties en plastique);

V – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

VI – assemblage de toutes les parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et

VII – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

¹⁷²² Ordonnance d'application interministérielle n° 333/2013 (pièce JE-39).

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa VII, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.283. Le Groupe spécial considère que les étapes I à VI concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I, du fait de la prescription imposant de produire les éléments ci-après conformément à leurs propres PPB – unités centrales de traitement (UCT), imprimantes, moniteurs, cartes de relais et de communication, modules no-break et sources d'alimentation; étape II – enveloppe; étape III – contenants de pièces de monnaie; étape IV – structures mécaniques; étape V – cartes de circuits imprimés; et étape VI – parties électriques et mécaniques. Conformément au paragraphe unique de l'article premier, les étapes I à VI peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁷²³ En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES LIBRE-SERVICE À COMPTER LES PIÈCES DE MONNAIE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base – ceux de l'étape I sur la base du respect de leurs propres PPB) soient respectées.

9.284. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 335 du 16 octobre 2013¹⁷²⁴ dispose ce qui suit:

Établit le processus de production de base ci-après concernant les IMPRIMANTES MATRICIELLES (À POINTS), produites au Brésil:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux alinéas I et II ci-dessus;

Paragraphe unique Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa III, qui ne peut pas être réalisé par des tierces parties.

9.285. En outre, la partie pertinente de l'article 2 dispose ce qui suit:

§ 2 À compter du 1^{er} janvier 2014, au moins 80% du nombre total des cartes d'interface de communication à technologie sans fil (WIFI, Bluetooth ou WiMax) utilisées dans les IMPRIMANTES MATRICIELLES (À POINTS) au cours de l'année civile sont assemblées.

9.286. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve du pourcentage minimum prévu au paragraphe 2 de l'article 2 pour le respect des prescriptions des étapes de production figurant à l'article premier), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité d'IMPRIMANTES MATRICIELLES (À POINTS) peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des

¹⁷²³ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés à l'article premier.

¹⁷²⁴ Ordonnance d'application interministérielle n° 335/2013 (pièce JE-40).

sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.287. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 382 du 30 décembre 2013¹⁷²⁵ dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} juillet 2013, le processus de production de base concernant les MACHINES ET TERMINAUX EN LIBRE-SERVICE ET DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE TICKETS, DE BILLETS DE BANQUE OU DE PIÈCES DE MONNAIES produits au Brésil, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 41 du 14 février 2013, se lit comme suit:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés et assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base, des modules de produit suivants:

- a) distributeurs de tickets et de billets de banque, le cas échéant;
- b) unités centrales de traitement (UCT), conformes au processus de production de base respectif;
- c) coffre-fort: fabrication/assemblage du corps et de la porte au niveau des intrants de base (tôles d'acier, soudage et rattachement des parties mécaniques), le cas échéant;
- d) enceintes: fabrication/assemblage du corps et de la porte au niveau des intrants de base (tôles d'acier, soudage; injection plastique des panneaux avants des machines, terminaux et distributeurs en libre-service, le cas échéant, à l'exception des parties constituant les modules fonctionnels spécifiques du produit, tels que les lecteurs de cartes et autres périphériques; et rattachement des parties mécaniques et en plastique);
- e) module de contrôle du capteur, le cas échéant;
- f) module de dépôt de l'enveloppe, le cas échéant, à l'exception du lecteur de codes-barres;
- g) module de remise de chèques et d'autres documents, le cas échéant;
- h) imprimante, conforme au processus de production de base respectif;
- i) moniteur, conforme au processus de production de base respectif;
- j) module de distribution de l'enveloppe, le cas échéant;
- k) système de sécurité pour la détection de dispositifs de clonage de cartes (modules antiécrémage) et d'autres objets falsifiés, le cas échéant;
- l) clavier, le cas échéant; et
- m) mécanisme de recyclage, le cas échéant.

II – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, intégré et assemblé conformément à l'alinéa I.

§ 1 Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne l'étape énoncée à l'alinéa II qui ne peut pas être réalisée par des tierces parties.

...

§ 5 Passé le délai fixé au paragraphe 4 et jusqu'à concurrence de 4 000 (quatre mille) unités par an par fabricant, le mécanisme de recyclage sera conforme au processus de production de base suivant:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés qui comportent la fonction de contrôleur principal; et

¹⁷²⁵ Ordonnance d'application interministérielle n° 382/2013 (pièce JE-41).

II – intégration des cartes de circuits imprimés assemblées et des parties électriques et mécaniques dans les sous-assemblages, pour former le mécanisme de recyclage.

§ 6 Passé le délai fixé au paragraphe 4 et pour la production dépassant 4 000 (quatre mille) unités par an par fabricant, l'assemblage du mécanisme de recyclage sera effectué au niveau des composants de base, sauf en ce qui concerne le mécanisme de validation des billets.

9.288. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 382 du 30 décembre 2013 dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} juillet 2014, au moins 80% du nombre total de sources d'alimentation utilisés dans les MACHINES ET TERMINAUX EN LIBRE-SERVICE ET DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE TICKETS, DE BILLETS DE BANQUE ET DE PIÈCES DE MONNAIES sont fabriqués au cours de l'année civile, conformément au processus de production énoncé dans le paragraphe unique.

Paragraphe unique Les sources d'alimentation sont conformes au processus de production de base suivant:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage de toutes les parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base;

III – fabrication de transformateurs de sources d'alimentation par enroulement de la bobine;

et

IV – utilisation de câbles d'alimentation fabriqués par étirage et recuit des fils, pour un minimum de 90% en poids.

9.289. Le Groupe spécial considère que l'étape I du paragraphe d'introduction de l'article premier concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des dispositions transitoires et des dispositions relatives aux produits visés, figurant dans les autres paragraphes de l'article premier, et/ou de leurs propres PPB), comme suit: cartes de circuits imprimés; parties électriques et mécaniques; distributeurs de tickets et de billets de banque; unités centrales de traitement (UCT) conformes à leur propre PPB; coffres-forts; enceintes; modules de contrôle de capteur; modules de dépôt d'enveloppe; modules de remise pour chèques et autres documents; imprimantes conformes à leur propre PPB; moniteurs conformes à leur propre PPB; modules de distribution d'enveloppes; systèmes de sécurité pour la détection de dispositifs de clonage de cartes et d'autres objets falsifiés; claviers; et mécanismes de recyclage conformes à leur propre PPB et aux étapes de production exigées, conformément aux paragraphes 5 et 6. Conformément au paragraphe 1, l'étape I peut être exécutée par des tierces parties.¹⁷²⁶ En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES ET TERMINAUX EN LIBRE-SERVICE ET DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE TICKETS, DE BILLETS DE BANQUE ET DE PIÈCES DE MONNAIES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.290. De plus, l'article 2 exige que 80% du nombre total de sources d'alimentation utilisées dans les MACHINES ET TERMINAUX EN LIBRE-SERVICE ET DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE TICKETS, DE BILLETS DE BANQUE ET DE PIÈCES DE MONNAIES soient fabriquées conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les

¹⁷²⁶ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés à l'article premier. Voir plus haut la note de bas de page 1618.

prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷²⁷ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de MACHINES ET TERMINAUX EN LIBRE-SERVICE ET DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE TICKETS, DE BILLETS DE BANQUE ET DE PIÈCES DE MONNAIES externalise les sources d'alimentation, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces sources d'alimentation sont en partie produites au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.291. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 385 du 30 décembre 2013¹⁷²⁸ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base ci-après est établi pour les RADARS DE SURVEILLANCE DU TRAFIC AÉRIEN produits au Brésil:

I – découpe, cintrage, soudage, fraisage, traitement de surface et peinture le cas échéant des parties et pièces métalliques pour les assemblages de radars électromécaniques;

II – découpe de câbles et de fils, sertissage ou soudage de connecteurs, identification et réalisation d'essais sur le câblage électrique et électronique;

III – assemblage d'enveloppes métalliques à partir de leurs composants de base (parties et pièces);

IV – fabrication d'au moins 50% (en quantité) des circuits imprimés à partir de matériaux laminés, en pleine conformité avec le paragraphe 2 du présent article;

V – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

VI – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base;

VII – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux alinéas I à VI ci-dessus;

VIII – exécution des essais d'acceptation usine sur le produit final;

IX – intégration finale et installation complète du produit, à un site indiqué par le client, comprenant les activités suivantes:

- a) montage de l'antenne et du radome protecteur à partir de ses composants de base;
- b) installation du radar sur le site local final;
- c) interconnexion du radar avec l'antenne, les systèmes d'alimentation et les systèmes de surveillance et de transmission de données;
- d) réglages et adaptation à l'utilisateur du radar au moyen de vols passant;
- e) réglages et essais finals en service du radar au moyen de vols approuvés; et
- f) exécution des essais d'acceptation finals sur le produit;

§ 1 Pour autant que le processus de production de base énoncé dans la présente ordonnance d'application soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne celles qui sont décrites aux alinéas VI, VII et VIII, qui ne peuvent pas être réalisées par des tierces parties.

¹⁷²⁷ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷²⁸ Ordonnance d'application interministérielle n° 385/2013 (pièce JE-42).

9.292. De plus, la partie pertinente de l'article 4 de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 385 du 30 décembre 2013 dispose ce qui suit:

Les unités de traitement numériques (ordinateurs industriels incorporés dans le radar) qui assurent des fonctions de traitement et de repérage numériques sont montées, au Brésil, conformément à leur processus de production de base respectif.

9.293. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I à V de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – parties et pièces métalliques pour assemblages de radars électromécaniques; étape II – câblage électrique et électronique; étape III – enveloppes métalliques; étape IV – circuits imprimés; et étape V – cartes de circuits imprimés. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de RADARS DE SURVEILLANCE DU TRAFIC AÉRIEN peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.294. De plus, l'article 4 exige que les unités de traitement numériques (ordinateurs industriels incorporés dans le radar) soient produites au Brésil, conformément à leur propre PPB. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷²⁹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans le cas où le producteur accrédité de RADARS DE SURVEILLANCE DU TRAFIC AÉRIEN externalise les unités de traitement numériques mentionnées, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si les unités sont produites au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.295. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 388 du 30 décembre 2013¹⁷³⁰ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les CARTES INTELLIGENTES, industrialisées au Brésil, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 36 du 10 février 2012, est désormais le suivant:

I – CARTES INTELLIGENTES À CONTACT – LAMINÉES

- a) fraisage de la cavité de la carte en plastique;
- b) séparation et préparation du module de circuit intégré monolithique ou de la micropuce;
- c) application de l'adhésif dans la cavité de la carte; et
- d) montage du module de micropuce dans la carte.

II – CARTES INTELLIGENTES À CONTACT – INJECTÉES:

- a) injection plastique de la carte;
- b) séparation et préparation du module de micropuce;
- c) application de l'adhésif dans la cavité de la carte; et
- d) montage du module de micropuce dans la carte.

III – CARTES INTELLIGENTES SANS CONTACT:

- a) fraisage de la feuille de PVC (formation du correcteur), le cas échéant;
- b) impression des feuilles de PVC, le cas échéant;

¹⁷²⁹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷³⁰ Ordonnance d'application n° 388/2013 (pièce JE-43).

- c) assemblage de la micropuce sur l'antenne; et
- d) fusion (laminage) de l'assemblage du correcteur, de l'antenne, des feuilles de PVC et de la pellicule cristalline de PVC.

§ 1 Pour autant que les processus de production de base soient respectés, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne les stades énoncés aux alinéas I et II, c) et d), et III d), qui ne peuvent pas être réalisés par des tierces parties.

9.296. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance d'application n° 388 du 30 décembre 2013 dispose ce qui suit:

À compter du 1^{er} janvier 2010, au moins 50% des circuits intégrés monolithiques mentionnés aux alinéas I, II et III de l'article premier qui sont produits au cours de l'année civile sont conformes au processus de production de base suivant.

I – assemblage de la plaquette à semi-conducteur non encapsulée;

II – encapsulage de la plaquette à semi-conducteur, le cas échéant;

III – essai électrique ou optoélectronique; et

IV - marquage (identification), le cas échéant.

§ 1 Les circuits intégrés monolithiques ou les micropuces mentionnés dans le présent article peuvent être achetés à des tierces parties, à condition que le processus de production de base établi dans le présent article soit respecté.

9.297. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I b), II a) et b), et III a) de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I b) – module de circuit intégré monolithique ou micropuce; étape II a) – carte en plastique; étape II b) – module de micropuce; et étape III a) – correcteur en PVC fraisé. Les étapes I b), II a), II b) et III a) peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CARTES INTELLIGENTES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.298. De plus, l'article 2 exige que 50% des circuits intégrés monolithiques utilisés dans la production de CARTES INTELLIGENTES soient produits conformément à leur propre PPB, qui est énoncé à l'article 2. Le Groupe Spécial note que conformément au paragraphe 1 de l'article 2, l'externalisation des circuits intégrés monolithiques ou des micropuces visés par le PPB est autorisée, à condition que les prescriptions du PPB soient respectées.¹⁷³¹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de CARTES INTELLIGENTES externalise les circuits intégrés monolithiques ou les micropuces mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces circuits intégrés monolithiques ou ces micropuces sont produits au Brésil conformément à leur propre PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.299. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 266 du 7 octobre 2014¹⁷³² dispose ce qui suit:

¹⁷³¹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷³² Ordonnance d'application interministérielle n° 266/2014 (pièce JE-44).

Le processus de production de base concernant les LECTEURS DE CARTES MAGNÉTIQUES ET CARTES INTELLIGENTES, CONNECTÉS AU CANAL AUDIO D'UN APPAREIL MOBILE, industrialisés dans le pays, est le suivant:

- I – fabrication de la carte de circuits imprimés à partir du matériau laminé;
- II – assemblage et soudage de tous les composants sur des cartes de circuits imprimés;
- III – installation de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base;
- IV – intégration de cartes de circuits imprimés et d'autres parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux points "II" et "III";
- V – enregistrement de la clé cryptographique et essais finals.

§ 1. Pour autant qu'il soit satisfait au processus de production de base, les activités ou opérations inhérentes aux étapes de production décrites aux points I, II, III et IV peuvent faire l'objet d'une externalisation.

9.300. Le Groupe spécial considère que les étapes I à III concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I cartes de circuits imprimés; étape II – cartes de circuits imprimés assemblées; et étape III – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à III peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de LECTEURS DE CARTES MAGNÉTIQUES ET CARTES INTELLIGENTES, CONNECTÉS AU CANAL AUDIO D'UN APPAREIL MOBILE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.301. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 60 du 25 février 2013¹⁷³³, tel que modifié par l'Ordonnance d'application interministérielle n° 184 du 7 juillet 2014¹⁷³⁴, dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, PORTATIVES, (positions 8471.30.12 et 8471.30.19 de la NCM) – NETBOOK, NOTEBOOK ET ULTRABOOK, industrialisées dans le pays, établi par l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 60 du 25 février 2013, se lit désormais comme suit:

- I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés qui assurent les fonctions de traitement central et de mémoire, en pleine conformité avec les dispositions du présent article;
- II – assemblage des parties électriques et mécaniques, en pleine conformité avec les dispositions des paragraphes du présent article; et
- III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final.

§ 1. Pour autant que le processus de production de base énoncé dans la présente ordonnance d'application soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades

¹⁷³³ Ordonnance d'application interministérielle n° 60/2013 (pièce JE-28).

¹⁷³⁴ Ordonnance d'application interministérielle n° 184/2014 (pièce JE-45).

de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf en ce qui concerne l'étape énoncée à l'alinéa III, qui ne peut pas être réalisée par des tierces parties.

...

§ 3. Aux fins des dispositions du paragraphe d'introduction du présent article, les calendriers ci-après sont établis concernant l'utilisation de composants, de parties et de pièces produits conformément aux PPB respectifs, dont les pourcentages sont fixés sur la base du nombre total de composants respectifs utilisés dans les NETBOOKS, NOTEBOOKS et ULTRABOOKS (positions 8471.30.12 et 8471.30.19 de la NCM), produits au cours de l'année civile, compte tenu des dispositions des articles 2 et 3:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent des fonctions de traitement central (carte mère):

Année civile	2013	À compter de 2014
% assemblé	80%	90%

II – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent des fonctions d'interface de communication, lorsque ces interfaces ne sont pas connectées à la carte mère:

Année civile	2013	À compter de 2014
% assemblé	50%	80%

III – chargeurs ou convertisseurs de batterie CA/CC:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Produits conformément au PPB spécifique	45%	70%	80%

IV – batteries ou accumulateurs de charge:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Produits conformément au PPB spécifique	10%	20%	30%

V – unités de disques magnétiques, le cas échéant;

Année civile	2013	À compter de 2014
Produites conformément au PPB spécifique	30%	50%

VI – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent des fonctions de mémoire (modules RAM):

Année civile	2013	À compter de 2014
Produites conformément au PPB spécifique	60%	80%
Assemblées au Brésil	30%	10%
Total produit au Brésil	90%	90%

VII – circuits intégrés DRAM qui assurent des fonctions RAM:

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
Produits conformément au PPB spécifique	0%	50%	80%	90%

VIII – Disques statiques à semi-conducteurs (DSS) du type flash NON-ET, le cas échéant (que ce soit dans des modules ou un circuit intégré):

Année civile	2012	2013	À compter de 2014
Produits conformément au PPB spécifique	40%	30%	40%
Assemblés au Brésil	50%	40%	40%
Total produit au Brésil	90%	70%	70%

IX – composant de mémoire LPDRAM, le cas échéant:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Produit conformément au PPB spécifique	30%	50%	60%

X – composant de mémoire eMMC (carte multimédia intégrée), le cas échéant:

Année civile	2014	2015	2016	À compter de 2017
Produit conformément au PPB spécifique	0%	30%	40%	50%

§ 6. Les cartes d'interface de communication à technologie sans fil (WIFI, Bluetooth, WiMax et Active NFC (communication en champ proche)), destinées aux NETBOOKS, NOTEBOOKS et ULTRABOOKS (positions 8471.30.12 et 8471.30.19 de la NCM), sont assemblées conformément au calendrier ci-après, sur la base du nombre des cartes utilisées au cours de l'année civile:

I – du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013: 50%; et

II – à compter du 1^{er} janvier 2014: 80%.

9.302. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus au paragraphe 3 de l'article premier pour le respect des étapes de production énumérées, et/ou de leurs propres PPB), comme suit: étape 1 – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Conformément au paragraphe 1 de l'article premier, les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁷³⁵ En d'autres termes, le producteur accrédité de NETBOOKS, de NOTEBOOKS et d'ULTRABOOKS peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base, y compris dans les cas où les PPB respectifs sont applicables) soient respectées.

9.303. Plus précisément, en ce qui concerne l'article premier, le paragraphe 3 spécifie les pourcentages minimaux de chargeurs ou de convertisseurs de batterie CA/CC, de batteries ou d'accumulateurs de charge, d'unités de disques magnétiques, de cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent des fonctions de mémoire (modules RAM), de circuits intégrés DRAM qui assurent des fonctions RAM, de disques statiques à semi-conducteurs (DSS) du type flash NON-ET le cas échéant (que ce soit dans des modules ou un circuit intégré), de composants de mémoire LPDRAM le cas échéant, et de composants de mémoire eMMC (carte multimédia intégrée) utilisés dans la production de NETBOOKS, de NOTEBOOKS et d'ULTRABOOKS qui doivent être produits conformément à leurs propres PPB.

9.304. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷³⁶ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de NETBOOKS, de NOTEBOOKS et d'ULTRABOOKS externalise les composants ou les sous-assemblages mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si une partie de ces composants ou de ces sous-assemblages sont produits au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

¹⁷³⁵ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés au paragraphe 3 de l'article premier. Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷³⁶ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

9.305. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance interministérielle n° 165 du 17 juin 2014¹⁷³⁷ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base (PPB) concernant les MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT EN UN", fabriquées au Brésil, établi par l'Ordonnance interministérielle MDIC/MCTI n° 47 du 20 février 2013, est remplacé par ce qui suit:

I – assemblage et brasage de toutes les parties constituant dans les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques; et

III – ajout des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour fabriquer le produit final.

Paragraphe unique. Pour autant que le processus de production de base établi dans la présente ordonnance soit observé, les activités ou opérations inhérentes aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, sauf pour le stade mentionné au sous-paragraphe III, qui ne peut pas être externalisé.

9.306. En outre, la partie pertinente de l'article 2 de l'Ordonnance interministérielle n° 165 du 17 juin 2014 dispose ce qui suit:

Aux fins des dispositions de l'article premier, les pourcentages et calendriers ci-après concernant la fabrication au Brésil et l'utilisation de composants, de parties et de pièces, le cas échéant, sont établis, sur la base de la quantité utilisée au cours de l'année civile et eu égard à l'article 3:

I – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction de traitement central (carte mère):

	%
Assemblées au Brésil	90%

II – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction d'interface de communication, lorsqu'elles ne font pas partie de la carte mère:

	%
Assemblées au Brésil	90%

III – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction d'interface de communication avec la technologie sans fil, selon le calendrier suivant:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Assemblées au Brésil	50%	60%	80%

IV – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction de source de tension, lorsqu'elles sont internes, et de convertisseurs de courant alternatif et de courant continu – CA/CC, lorsqu'elles sont externes:

Année civile	2013	À compter de 2014
Produites conformément au PPB spécifique	45%	80%

¹⁷³⁷ Ordonnance interministérielle n° 165/2014 (pièce JE-66).

V – câbles d'alimentation produits conformément au PPB spécifique ou, en son absence, par étirage et recuit des fils, tel qu'indiqué dans le tableau ci-après et au point § 10°:

Année civile	2013	2014	À compter de 2015
Produits conformément au PPB spécifique ou par étirage et recuit des fils	30%	30%	60%

VI – unités de disques durs magnétiques, le cas échéant:

Année civile	2013	À compter de 2014
Produites conformément au PPB spécifique	30%	50%

VII – cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent les fonctions de mémoire (RAM):

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
Produites conformément au PPB spécifique	40%	60%	70%	80%
Assemblées au Brésil	50%	30%	20%	10%
Total produit au Brésil	90%	90%	90%	90%

VIII – autres composants, parties et pièces qui utilisent la fonction de mémoire, soit comme circuits intégrés soit comme modules ou cartes, indiqués ci-dessous, le cas échéant:

a) composant de circuit intégré DRAM; et

b) unité de stockage du module de données du DSS (disque statique à semi-conducteurs).

Année civile	2013	2014	2015	À compter de 2016
Produits conformément au PPB spécifique	30%	50%	60%	80%

9.307. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II de l'article premier concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages (sous réserve des pourcentages minimaux prévus au paragraphe 2 pour le respect des prescriptions de l'étape de production ou de leur propre PPB figurant à l'article premier), comme suit: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Conformément à l'article premier, les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties.¹⁷³⁸ En d'autres termes, le producteur accrédité de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT EN UN" peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base, y compris, le cas échéant, conformément à leurs propres PPB) soient respectées.

9.308. Plus précisément en ce qui concerne les PPB spécifiques indiqués à l'article 2, des pourcentages minimaux spécifiés de certains composants et sous-assemblages (cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction de traitement central (carte mère); cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction d'interface de communication lorsqu'elles ne font pas partie de la carte mère; cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent la fonction de source de tension, lorsqu'elles sont internes, et de convertisseurs de courant alternatif et de courant continu – CA/CC, lorsqu'elles sont externes; câbles d'alimentation; unités de disque dur magnétiques, le cas échéant; cartes de circuits imprimés assemblées avec des composants électriques ou électroniques qui assurent les fonctions de mémoire (RAM); composants de circuits intégrés DRAM et unités de stockage de modules de données de DSS (disques statiques à semi-conducteurs)) pour les MACHINES

¹⁷³⁸ Cette disposition relative à l'externalisation s'ajoute à celle qui est inhérente aux PPB spécifiques mentionnés à l'article 2. Voir plus haut la note de bas de page 1619.

AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT EN UN" doivent être produits conformément à leurs propres PPB.

9.309. Le Groupe spécial rappelle que tous les PPB qui incluent un tel "PPB imbriqué" autorisent l'externalisation des intrants ou des composants visés par ce PPB à condition que les prescriptions de ce dernier soient respectées.¹⁷³⁹ Il rappelle également la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.117 de son rapport selon laquelle les produits fabriqués conformément à des PPB sont des produits nationaux. Par conséquent, dans les cas où le producteur accrédité de MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION NUMÉRIQUES, AVEC ÉCRAN INCORPORÉ – "TOUT EN UN" externalise les composants ou les sous-assemblages mentionnés, il peut conserver les avantages fiscaux en question uniquement si ces composants ou ces sous-assemblages sont en partie produits au Brésil conformément à leurs propres PPB, et sont donc des produits nationaux.

9.310. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle MCT/MICT/MC n° 273 du 17 décembre 1993¹⁷⁴⁰ dispose ce qui suit:

Les niveaux de valeur ajoutée locale pour les PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION fabriqués au Brésil dans le domaine des télécommunications, aux fins de l'article 4 de la Loi n° 8248 datée du 23 octobre 1991, sont définis dans le processus de production de base (PPB) ci-après, ainsi qu'à l'article 4 de la présente ordonnance:

I – assemblage et soudage de tous les composants sur des cartes de circuits imprimés;

II – installation de parties électriques et mécaniques entièrement séparées au niveau de base des composants;

III – intégration de cartes de circuits imprimés et de parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé/installé conformément aux points I et II ci-dessus;

IV – gestion de la qualité et de la productivité du processus et du produit final, y compris inspection des matières premières, des produits intermédiaires, des matériaux secondaires et de conditionnement, contrôle statistique du processus, essais et mesures, et qualité du produit final.

Paragraphe unique. Aux fins des dispositions du présent article, l'utilisation de sous-ensembles assemblés au Brésil par des tierces parties est autorisée, à condition que leur production satisfasse aux prescriptions énoncées aux points I et II du présent article.

9.311. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape 1 – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

¹⁷³⁹ Voir plus haut la note de bas de page 1619.

¹⁷⁴⁰ Ordonnance d'application interministérielle n° 273/1993 (pièce BRA-28).

9.312. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 214 du 20 novembre 2006¹⁷⁴¹ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant les CARTES DE CIRCUITS IMPRIMÉS ASSEMBLÉES, établi par l'Ordonnance interministérielle MDIC/MCT n° 205 du 3 décembre 2002, est le suivant:

I – assemblage et soudage, ou processus semblable, de tous les composants sur des cartes de circuits imprimés; et

II – configuration, enregistrement de programmes informatiques, le cas échéant, et essai.

§ 1 La sous-traitance de l'une quelconque des opérations décrites à l'article premier est autorisée, à condition qu'elle ait lieu au Brésil.

9.313. Le Groupe spécial considère que l'étape I concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, d'un composant ou d'un sous-assemblage, c'est-à-dire de cartes de circuits imprimés. L'étape I peut être exécutée par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CARTES DE CIRCUITS IMPRIMÉS ASSEMBLÉES peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.314. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 68 du 29 février 2012¹⁷⁴² dispose ce qui suit:

Établir le processus de production de base ci-après concernant les CONVERTISSEURS CA/CC POUR ORDINATEUR PORTATIF, SANS CLAVIER, ET ÉCRAN TACTILE – TABLETTE ÉLECTRONIQUE, fabriqués au Brésil:

I – fabrication du transformateur par enroulement de la bobine;

II – fabrication de câbles d'alimentation et de câbles de transmission des données, le cas échéant, pour un pourcentage minimum de quatre-vingt-dix pour cent (90%) en quantité, au cours de l'année civile;

III – injection plastique d'enveloppes ou de boîtiers parties;

IV – assemblage et soudage de tous les composants dans des cartes de circuits imprimés;

V – assemblage de parties électriques et mécaniques, entièrement séparées, au niveau des composants de base; et

VI – intégration de cartes de circuits imprimés et d'autres parties électriques et mécaniques dans le produit final, assemblé conformément aux points IV et V ci-dessus.

§ 1- Les activités ou opérations inhérentes aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit suivi, sauf pour le stade décrit au point VI qui ne peut pas être externalisé.

9.315. Le Groupe spécial considère que les étapes I à V concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit:

¹⁷⁴¹ Ordonnance d'application interministérielle n° 214/2006 (pièce BRA-29).

¹⁷⁴² Ordonnance d'application interministérielle n° 68/2012 (pièce BRA-30).

étape I – transformateurs; étape II – câbles d'alimentation; étape III – enveloppes et boîtiers; étape IV – cartes de circuits imprimés; et étape V – parties électriques et mécaniques. Les étapes I à V peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CONVERTISSEURS CA/CC POUR ORDINATEUR PORTATIF, SANS CLAVIER, ET ÉCRAN TACTILE – TABLETTE ÉLECTRONIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.316. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 165 du 22 juin 2011¹⁷⁴³ dispose ce qui suit:

Établir le processus de production de base ci-après concernant les BATTERIES RECHARGEABLES POUR ÉQUIPEMENT PORTATIF, POUR DES USAGES LIÉS AUX TI, fabriquées au Brésil:

I – fabrication de cellules d'accumulation de charge;

II – injection de parties en plastique, le cas échéant;

III – estampage de terminaux et de bobines, sauf lorsqu'ils sont ajustés ou surmoulés;

IV – assemblage et soudage de tous les composants dans les cartes de circuits imprimés, le cas échéant, sauf lorsque la carte de circuits imprimés est fabriquée à partir de film souple;

V – assemblage et soudage de cellules d'accumulation de charge; et

VI – intégration de cartes de circuits imprimés, le cas échéant, de l'ensemble de cellules d'accumulation de charge et de parties mécaniques dans le produit final.

Paragraphe unique. Les activités ou opérations inhérentes aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces parties, à condition que le processus de production de base soit suivi, sauf pour le stade décrit au point VI qui ne peut pas être externalisé.

9.317. Le Groupe spécial considère que les étapes I à IV concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I – cellules d'accumulation de charge; étape II – parties en plastique; étape III – terminaux et bobines; et étape IV – cartes de circuits imprimés. Les étapes I à IV peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de BATTERIES RECHARGEABLES POUR ÉQUIPEMENT PORTATIF, POUR DES USAGES LIÉS AUX TI, peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.318. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle n° 254 du 11 août 2013¹⁷⁴⁴ dispose ce qui suit:

Le processus de production de base concernant le produit CARTOUCHE D'ENCRE AVEC OU SANS TÊTE D'IMPRESSION AVEC DISPOSITIF D'IDENTIFICATION PAR

¹⁷⁴³ Ordonnance d'application interministérielle n° 165/2011 (pièce BRA-31).

¹⁷⁴⁴ Ordonnance d'application interministérielle n° 254/2013 (pièce BRA-116).

RADIOFRÉQUENCE – RFID (identification par radiofréquence), POUR IMPRIMANTE À JET D'ENCRE LIQUIDE (positions 8443.32 et 8443.31 de la NCM), tel qu'il est établi par l'Ordonnance d'application MDIC/MCT n° 211 du 27 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit:

I – la fabrication de la cartouche d'encre englobe les stades suivants:

- a) Traitement de l'eau par déminéralisation;
- b) Mélange de pigments et d'eau déminéralisée;
- c) Injection plastique du récipient;
- d) Assemblage de parties et de pièces; et
- e) Mise en bouteilles et scellage.

II – Fabrication du dispositif d'identification RFID, conformément au processus de production de base respectif;

III – Installation du dispositif RFID sur l'emballage de la cartouche d'encre; et

IV – Emballage final de la cartouche.

§ 1^o Les tierces parties peuvent effectuer les activités ou opérations inhérentes aux stades de production décrits dans le présent article à condition que le processus de production de base soit respecté, sauf pour les étapes III et IV qui ne peuvent pas être externalisées.

9.319. Le Groupe spécial considère qu'au moins les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: étape I a) – eau déminéralisée; étape I b) – encre; étape I c) – récipient; et étape II – RFID (conformément à son propre PPB). Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de CARTOUCHE D'ENCRE AVEC OU SANS TÊTE D'IMPRESSION AVEC DISPOSITIF D'IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE – RFID (identification par radiofréquence), POUR IMPRIMANTE À JET D'ENCRE LIQUIDE (positions 8443.32 et 8443.31 de la NCM), peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.320. La partie pertinente de l'article 2 de la Loi n° 11484 du 31 mai 2007¹⁷⁴⁵, tel que modifié par l'article 57 de la Loi n° 12715 du 17 septembre 2012¹⁷⁴⁶, dispose ce qui suit:

Le bénéficiaire du Programme PADIS [*Programa de Apoio ao Desenvolvimento da Indústria de Semicondutores e Displays* (Programme d'incitations en faveur du secteur des semi-conducteurs)] est une personne juridique qui investit dans la recherche-développement (R&D), conformément à l'article 6 et qui exerce seule ou conjointement des activités concernant:

I – s'agissant des dispositifs électroniques à semi-conducteur relevant des positions 85.41 et 85.42 de la nomenclature commune du Mercosur – NCM, les activités suivantes:

- a) conception, développement et création;

¹⁷⁴⁵ Loi n° 11484/2007 (pièce JE-71). Voir aussi l'Ordonnance n° 6233 (pièce JE-73).

¹⁷⁴⁶ Loi n° 12715/2012 (pièce JE-95).

b) diffusion ou transformation physico-chimique; ou

c) découpe, encapsulage et essais; II – s'agissant des dispositifs d'affichage d'information (dispositifs d'affichage) prévus au paragraphe 2 du présent article, activités suivantes:

a) conception, développement et création;

b) fabrication d'éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et de diodes émettrices de lumière; ou

c) assemblage final de dispositifs d'affichage et essais électriques et optiques.

III – intrants et matériel dédiés pour la fabrication des produits décrits aux alinéas I et II du paragraphe d'introduction, énumérés dans une mesure de l'organe exécutif et fabriqués conformément au processus de production de base établi par les ministères du développement, de l'industrie et du commerce extérieur et de la science, de la technologie et de l'innovation.

Paragraphe 1. Aux fins du présent article, il est considéré que l'entité juridique exerce les activités:

I – seule, lorsqu'elle exécute toutes les étapes prévues dans le sous-paragraphe définissant les conditions requises; ou

II – conjointement, lorsqu'elle exerce toutes les activités prévues dans l'alinéa définissant les conditions requises.

9.321. Le Groupe spécial considère que l'étape II b) concerne la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, de composants ou de sous-assemblages, comme suit: éléments photosensibles, photoluminescents ou électroluminescents et diodes émettrices de lumière. Les différentes activités figurant à l'étape II b) peuvent être exercées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de dispositifs d'affichage d'information (dispositifs d'affichage) peut externaliser ces activités et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.

9.322. La partie pertinente de l'article premier de l'Ordonnance d'application interministérielle MDIC/MCTI n° 62 du 31 mars 2014¹⁷⁴⁷ dispose ce qui suit:

Établit le processus de production de base ci-après concernant les MATÉRIELS DE TRANSMISSION POUR LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE, produits au Brésil:

I – assemblage et brasage de tous les composants sur les cartes de circuits imprimés;

II – assemblage des parties électriques et mécaniques, totalement séparées, au niveau des composants de base; et

III – intégration des cartes de circuits imprimés et des parties électriques et mécaniques pour former le produit final, assemblé conformément aux alinéas I et II ci-dessus;

§ 1. Pour autant que le processus de production de base soit respecté, les activités ou opérations exigées aux stades de production peuvent être effectuées par des tierces

¹⁷⁴⁷ Ordonnance d'application interministérielle n° 62/2014 (pièce JE-89).

parties dans le pays, sauf en ce qui concerne le stade énoncé à l'alinéa III, qui ne peut pas être externalisé.

9.323. Le Groupe spécial considère que les étapes I et II concernent la création, à partir de matières premières et d'intrants de base, des composants ou des sous-assemblages suivants: étape I – cartes de circuits imprimés; et étape II – parties électriques et mécaniques. Les étapes I et II peuvent être exécutées par des tierces parties. En d'autres termes, le producteur accrédité de MATÉRIELS DE TRANSMISSION POUR LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE peut externaliser ces étapes et conserver les avantages fiscaux en question à condition que les prescriptions des étapes (production au Brésil des composants et des sous-assemblages respectifs à partir de matières premières et d'intrants de base) soient respectées.
